

D. PETROVSKY

---

**LA RUSSIE**  
**SOUS**  
**LES JUIFS**

ÉDITIONS BAUDINIÈRE

D. PETROVSKY

---

LA RUSSIE  
SOUS  
LES JUIFS



ÉDITIONS BAUDINIÈRE

27<sup>bis</sup>, Rue du Moulin-Vert, 27<sup>bis</sup> - Paris-14<sup>e</sup>

1931



JUN 8 1948

893.19

P449

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE  
20 EXEMPLAIRES SUR PAPIER D'ALFA  
NAVARRE, NUMÉROTÉS DE 1 A 20.  
CES EXEMPLAIRES CONSTITUENT L'ÉDI-  
TION ORIGINALE PROPREMENT DITE.

*Copyright by Éditions Baudinière 1931.*

Tous droits de reproduction entièrement réservés pour tous pays  
et par tous procédés.

# TABLE DES MATIÈRES

---

## PREMIÈRE PARTIE

|                             |    |
|-----------------------------|----|
| CHAPITRE I. — Le passé..... | 11 |
| — II. — Le présent.....     | 21 |
| — III. — L'avenir.....      | 49 |

## DEUXIÈME PARTIE

|   |     |
|---|-----|
| CHAPITRE I. — Avant-propos.....                                     | 77  |
| — II. — L'Église et la Religion.....                                | 93  |
| — III. — La famille et les enfants.....                             | 113 |
| — IV. — Écoles et instituteurs.....                                 | 129 |
| — V. — Les étudiants et les écoles d'enseignement<br>supérieur..... | 135 |
| — VI. — La classe intellectuelle en général.....                    | 147 |
| — VII. — L'économie rurale et les paysans.....                      | 153 |
| — VIII. — L'industrie et les ouvriers.....                          | 169 |
| — IX. — Le transport.....   | 203 |
| — X. — Les impôts.....  | 207 |
| — XI. — La récolte et la famine.....                                | 215 |
| — XII. — La justice.....  | 233 |
| — XIII. — La terreur.....   | 241 |
| — XIV. — Les révoltes.....  | 271 |
| — XV. — L'armée rouge et la défense des gouver-<br>nants.....       | 287 |
| — XVI. — La colonisation juive et les concessions..                 | 299 |
| — XVII. — La situation du parti communiste en<br>Russie.....        | 311 |
| — XVIII. — L'antisémitisme en Russie.....                           | 321 |
| — XIX. — Postface.....  | 331 |

## ANNEXE

|  |     |
|--|-----|
| CHAPITRE I. — L'assassinat de la famille impériale à<br>Ekaterinenbourg.....       | 337 |
| — II. — Quelques renseignements sur l'antisémi-<br>tisme dans différents pays..... | 351 |

## EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS

ET CHIFFRES ENTRE PARENTHÈSES QUI SONT CONTENUS

DANS LES PAGES SUIVANTES

- 22.486, 23.396, etc. signifie : « *Novoïe Wremia* » (« *Nouveau Temps* », journal russe publié à Belgrade) 1922 N° 486, 1923 N° 396, etc.
- S.W. 60, S.W. 3, etc. signifie : « *Staroïe Wremia* » (« *Vieux Temps* », journal russe) N° 60, N° 3, etc.
- R. 2076, etc. signifie : « *Roul* » (journal russe publié à Berlin) N° 2076, etc.
- D. 26.1115, etc. signifie : « *Dni* » (journal russe publié à Paris) N° 1115, etc.
- Rs. 10, etc. signifie : « *La Russie* » N° 10, etc.
- Den. V, doc. com., etc. signifie : *Denikine*, V partie « Documents de la Commission d'enquête », etc.
- Pr. 26.93, etc. signifie : « *La Pravda* » (journal soviétique) 1926, N° 93, etc.
- Isv. signifie : « *Ivestia* » (journal soviétique).
- Gaz. d'éc. 26.14, signifie : « *Gazette des Maîtres d'École* » (journal soviétique) 1926, N° 14, etc.
- Rv. 25.226, etc. signifie : « *La Revue* » 1925, N° 226, etc.
- Gaz. Laus. VI. 26, etc. signifie : « *Gazette de Lausanne* » juin 1926, etc.
- F. 26.264, etc. signifie : « *Feuille d'Avis de Lausanne* » 1926, N° 264, etc.
- Jrn. 25.12031, etc. signifie : « *Le Journal* » 1925, N° 12031, etc.
- Tr. 27.86, etc. signifie : « *La Tribune* » 1927, N° 86, etc.

*AU PEUPLE RUSSE,*

*Puisse ce livre ouvrir les yeux à tous  
les autres Peuples Chrétiens afin qu'ils  
s'unissent pour vaincre leurs oppresseurs.*

D. P.

## PREMIERE PARTIE

### CHAPITRE PREMIER

#### LE PASSE

##### *Renseignements Historiques.*

Combien y a-t-il de Juifs dans l'univers?

Le nombre exact n'a jamais pu être établi d'une façon précise et certains auteurs prétendent que les Juifs eux-mêmes contribuent à rendre cette question très vague dans la crainte que les peuples chrétiens ne découvrent leur prodigieuse fécondité et n'y trouvent un danger. Selon toutes les informations à ce sujet, le chiffre de celles-ci varie de 12 à 30 millions.

De tous siècles, grâce à leur religion, leurs mœurs et leurs coutumes si différentes de celles des peuples chrétiens, les Juifs menaient une existence très close, à l'écart des habitants originaires; ils leur donnaient le surnom de « goï » et s'attribuaient celui de « peuple élu »; en même temps ils bénéficiaient de ces peuples en s'adonnant à des métiers et au commerce et profitaient de toutes les circonstances pour s'assujettir la population chrétienne dont l'exaspération s'énonçait fatalement par des massacres — les seuls moyens de lutte et de châtement.

Aussi sont-elles absurdes les vociférations incessantes des Juifs qui, tout en passant avec préméditation sous silence les faits historiques, accusèrent et accusent toujours du massacre de leurs coreligionnaires le gouvernement Impérial russe.

Au moyen âge, la Russie méridionale et la Crimée se trouvaient sous le joug des Turcs et des Tartares, tandis que l'Ukraine subissait la domination de la Pologne.

La population originaire russe était toujours hostile à l'influence polonaise et à ses tendances à la convertir au catholicisme. Aussi,

les Polonais qui habitaient les terres envahies et empruntaient toujours de fortes sommes aux Juifs autorisaient-ils, en revanche, ces derniers à exploiter impunément les Russes avec la plus grande insolence. De cette manière, les Russes peuplant la Pologne et les départements environnants se trouvaient-ils à cette époque dans une situation intolérable, considérés comme bétail et traités en bêtes de somme par leurs oppresseurs. Quant aux Juifs, ils agissaient de concert avec les Polonais, profanant tout ce qui était sacré pour les Russes, séquestrant les églises et dépouillant les orthodoxes de leur avoir en les soumettant ensuite à de cruels outrages. C'est alors que ceux qui purent échapper aux mains détestées des oppresseurs fuyèrent dans les forêts et les steppes et constituèrent les premiers groupements de cosaques dont se formèrent les cadres réguliers de ces troupes qui luttèrent contre la domination polonaise et le joug des Juifs.

En même temps surgit une série de massacres périodiques embrassant souvent de vastes champs d'action. Malheureusement, comme cela arrive, c'étaient les Juifs les plus pauvres et les moins coupables qui souffraient surtout de ces excès alors que ceux qui méritaient vraiment un châtement rigoureux, pour leur ignoble exploitation des chrétiens, trouvaient toujours moyen de se mettre à l'abri et de fuir à temps en criant le plus fort contre les massacres. Il en est ainsi de nos jours : les Juifs qui s'indignent le plus des excès sont ceux qui en ont le moins souffert.

La Russie donna pour la première fois accès aux Juifs sous Pierre le Grand. Ils furent bannis par l'Impératrice Elisabeth (fille de Pierre I<sup>er</sup>) et admis encore une fois sous Catherine II. En 1795, par suite du dernier partage de la Pologne, la Russie, avec la réincorporation de ses anciennes terres, reçut un grand nombre de Juifs qui les peuplaient, de sorte que la majeure partie de la tribu judaïque (8 à 9 millions) se trouva concentrée en Russie.

Voilà donc pourquoi la « question juive » ne pouvait surgir nulle part ailleurs aussi douloureusement qu'en Russie.

Le caractère tout particulier de la mentalité juive si différente de celle des chrétiens, la sensibilité et la bonté foncière du peuple russe ainsi que sa civilisation arriérée et son inaptitude à la lutte, tout cela invitait le gouvernement russe à chercher des moyens pour protéger et sauvegarder sa nation des millions de Juifs qui l'assaillaient.

Un de ces moyens de protection fut le fameux système du « domicile fixe » qui interdisait le séjour aux Juifs en dehors d'une ligne établie comme limite de leur domicile.

Ce système fonctionna pour la première fois en 1791, sous Catherine II. La région réservée aux Juifs pour domicile embrassait les localités où ils avaient pris ferme racine depuis des siècles. Cette région renfermait les terres composant autrefois la Pologne, ainsi

que les terres qui l'environnaient avec la Galicie. Mais tout en autorisant les Juifs à s'établir dans cette zone, le gouvernement décréta pour ceux-ci l'interdiction d'occuper les villages, ne faisant exception que pour les familles y habitant depuis plusieurs générations.

Toutefois, la loi du domicile fixe ne s'étendait pas sur tous les Juifs; des exceptions étaient tolérées. Par exemple, les soldats juifs d'anciennes conscriptions, les commerçants de certaines corporations et tous les Juifs ayant des diplômes d'instruction supérieure, tels les représentants du barreau et de la médecine, jouissaient avec leurs familles de tous les droits de domicile et de déplacement sur tout le territoire russe, les commerçants ayant en plus le privilège de recevoir à leur service des employés juifs.

Toutes ces faveurs accordées à la tribu israélite eurent pour les Russes de navrantes conséquences. Le commerce et l'industrie furent assaillis par des Juifs. Par l'entremise de ceux-ci et sous les apparences de parents et d'employés, d'autres Juifs franchirent les lignes du domicile fixe et vinrent occuper les meilleures places.

Ensuite, dans le but d'être délivrés de toutes restrictions, les Juifs se précipitèrent dans les écoles supérieures et bientôt il n'y eut plus une seule ville de Russie qui ne comptât au moins quelques Juifs parmi ses habitants.

Une circonstance y contribua beaucoup. Toutes les restrictions furent savamment détournées par le zèle astucieux des Juifs malins, peu nombreux il est vrai, mais qui surent pénétrer par force moyens au milieu des fonctionnaires officiels. Ils se rangèrent au service de l'Etat, occupant des emplois jusque dans l'administration judiciaire, où, malgré le serment prêté par eux sur l'observation des lois, ils profitèrent de leur situation officielle et de l'inertie des autorités russes pour « *fourrer* » leurs coreligionnaires où bon leur semblait. Nous remarquerons ici, entre parenthèses, que pendant la dernière guerre de 1914, au moment où les Allemands s'avançaient et occupaient la Pologne et la Galicie, un nombre considérable de Juifs quittèrent ces lieux et s'installèrent comme fugitifs dans d'autres départements de la Russie, situés, souvent, bien loin du théâtre d'action, de sorte que depuis 1914 la loi du « domicile fixe » étant révoquée de fait, les Juifs acquirent la possibilité de se disperser à leur gré à travers toute la Russie et la Sibérie.

Pour atténuer le courant des Juifs qui affluaient dans les écoles et y occupaient toutes les places vacantes, écartant ainsi le reste de la population de l'empire et imposant au peuple russe le soin de payer l'instruction des Juifs qui revenait à quelques milliers de roubles pour chaque étudiant, le gouvernement russe ne voulant, avec juste raison, faire ces dépenses exclusivement au profit des Juifs qui ne composaient que 3 % de toute la population, se vit obligé de restreindre à un certain chiffre l'accès des Juifs dans les écoles supé-

rieures. Toutefois, dans ce cas aussi, le gouvernement agissait avec beaucoup d'équité et de circonspection, se pliant à toutes les circonstances. Dans les régions autorisées aux Juifs comme lieux de séjour, leur accès dans les écoles était réduit à 10 %; dans tous les autres départements de la Russie à 5 %, et ce n'est qu'à Moscou et Petrograd que 3 % de Juifs étaient tolérés dans les universités.

Diverses autres mesures, toujours provoquées par les particularités de la race juive, furent encore prises par le gouvernement pour entraver les convoitises de cette tribu. Par exemple, l'achat et l'arrentement de certains immeubles et propriétés dans les départements limitrophes de la Russie occidentale furent interdits aux Juifs; les membres israélites du jury ne furent tolérés que dans un nombre limité conformément au pourcentage des habitants; des restrictions furent établies pour l'accès des Juifs au service de l'Etat dans les rangs des avocats; dans certains cas même, cet accès fut entièrement interdit; ensuite, après l'institution du service obligatoire militaire, comme les Juifs tâchaient en masse de s'y soustraire et de s'y dérober, des amendes furent imposées aux familles des déserteurs.

Mais en revanche, le gouvernement russe faisait tout son possible pour créer parmi les Juifs des travailleurs productifs et leur assurait dans ce but des terres en Novorossie qu'ils pouvaient acquérir et arrenter à la Couronne.

Ces dernières indulgences ne donnant rien de bon et les Juifs demeurant fidèles aux principes de leurs aïeux, ces mesures furent à la longue révoquées.

Toutes les restrictions et les mesures entreprises par le gouvernement Impérial russe sont en somme vieilles comme le monde. De tout temps, toutes les nations, tous les peuples, tous les Etats sans exception luttèrent contre l'obsession juive et partout cette lutte choisit pour moyens l'établissement des ghettos, la restriction des droits juifs inclusivement jusqu'au bannissement, alors que le peuple se livrait à des voies de fait et aux massacres.

En Russie toutes les mesures entreprises pour délivrer la population de l'exploitation juive donnèrent deux résultats: d'un côté elles arrachaient des griffes tenaces juives le morceau si convoité qu'était pour elles l'Empire Russe avec ses 180 millions d'habitants si accessibles à l'exploitation; d'un autre côté, elles découvraient, par les quelques rares tentatives agricoles chez les Juifs, l'inaptitude la plus complète de ces derniers à un travail producteur.

La plus grande masse des Juifs de l'univers était concentrée en Russie. En luttant contre les Juifs, le gouvernement russe en frappait un nombre immense et entravait l'exécution de leurs desseins ainsi que l'assouvissement de leurs intérêts de race et de religion!

Et tout pour quoi la juiverie mondiale, toujours et d'accord en



tout, voua-t-elle une haine féroce, une haine implacable à l'Empire Russe!

Oubliant toutes les faveurs prodiguées à eux par le pouvoir monarchique en Russie et ne gardant que le souvenir des restrictions établies devant la rigoureuse nécessité de défendre le peuple russe, les Juifs de tout l'univers donnèrent libre cours à leur haine ardente et se mirent à inventer avec zèle contre le gouvernement du Tsar toutes les indignes insinuations, toutes les calomnies ignobles que soutenait non moins ardemment la presse mondiale où les influences juives sont si puissantes. Telle fut par exemple la calomnie habituelle juive propagée fiévreusement qui désignait le gouvernement monarchiste russe, ses ministres, ses gouverneurs et ses bureaucrates comme les organisateurs des pogromes antisémites. En supposant qu'à travers l'immense étendue de la Russie il se fût trouvé un lieu où les excès contre les Juifs fussent accomplis avec l'assentiment, voire grâce à la complicité de quelque représentant du pouvoir, ce fait n'eût été qu'exceptionnel et n'aurait pu être reconnu comme preuve d'un système habituel.

Il n'est pas bien difficile de prouver l'efficacité d'un mensonge évident dans les accusations juives sur les organisations des massacres. Quelques exemples suffiraient. Ainsi :

a) Les pogromes de Juifs se produisaient toujours dans les pays où ce peuple était le plus nombreux et dans les lieux où les Juifs vivaient le plus compacts, comme en Galicie, en Autriche, en Roumanie, en Hongrie, en Pologne, jusqu'en Palestine, en Algérie, etc. Dans tous ces pays, nous l'avons dit, c'étaient les habitants originaires qui se soulevaient contre le joug israélite. Et ne voilà-t-il pas que les Juifs ont l'audace d'affirmer et de soutenir que c'étaient les gouvernements de ces Etats qui en étaient les instigateurs.

En dehors des informations historiques citées plus loin, les pogromes juifs subsistent toutes ces dernières années. Ainsi en Allemagne il y eut des pogromes à Beiten en 1923 (742); en novembre la foule criait à Berlin : « Mort aux Juifs! » et des massacres juifs s'y effectuèrent (761,773); en Autriche, en mars et novembre 1923, nous apprenons des troubles antijuifs (558,780) avec la participation des étudiants (S. W. 8); pour éviter des pogromes en août 1925, Vienne était gardée par 5.000 agents et 1.000 policiers à cheval (20 août 1925); en Lithuanie, à Kovno, en mars et octobre 1923, les pogromes persistent (S. W. 3); en Hongrie, à Budapest, en 1922, les étudiants juifs sont massacrés; en mars 1923, des pogromes y surgissent encore (488, 435, 568); en Lettonie, à Riga, des pogromes commencent en 1922 suivis de massacres d'étudiants juifs (501); en Roumanie, une série de pogromes s'effectuent en 1922 à Bucarest et à Yassy avec le concours des étudiants (501); ils progressent en 1923 en mars (534), avril (589), mai (605), septembre (705) à Yassy; en avril (699), à

Bucarest; en 1924, ils deviennent toujours plus fréquents à Bucarest en juin (S. W. 56) et dans les régions de Semigrade, de Bukovine et de Moldavie, ces émeutes y étant dirigées par des officiers et des étudiants (S. W. 49); en 1925, les pogromes continuent en janvier à Piatre (1.122), à Yassy, etc. (1.136), en août, à Bucarest (1.281); en 1922, des pogromes s'élèvent vers l'automne dans toute la Pologne (425) et en 1925 à Lwow (1.397). Il n'y a pas jusqu'à la Perse, Téhéran en particulier, qui n'ait subi en 1924 le flot déferlant des pogromes juifs (S. W. 49).

Toutefois les Juifs ne lancent aucune calomnie sur les gouvernements des pays que nous avons nommés et ne les accusent point d'organiser ces pogromes. Il était plus aisé de s'acharner contre la Russie et de la calomnier impunément, car l'Europe et le reste de l'univers ne connaissant que très superficiellement la Russie et les conditions de son existence prêtaient foi aux glapissements insolents des Juifs et les laissaient crier!...

b) Le pouvoir judéo-soviétique communiqua les chiffres (448) des victimes juives après les pogromes en Russie de 1922, époque à laquelle le gouvernement Impérial, accusé généralement de ces émeutes, n'existait déjà plus! Le rapport soviétique estimait à des centaines de milliers le nombre des victimes et si nous ne pouvons nous fier entièrement à leurs calculs nous voyons pourtant qu'eux-mêmes avouent l'existence des pogromes à cette époque. Leur vague traversa l'Ukraine en 1922 (417), puis passa à Ekaterinoslaw, à Elisabethgrad, à Krementchoug (501), les soldats rouges y ayant aussi participé dans cette première ville (497). En février 1923, ils passèrent à Koursk (539), en mars à Kiew (562), en avril, au midi (597), en octobre et décembre, à Moscou (755, 795) et en Ukraine (795). En 1924, ils continuèrent en janvier à Holta, Olviopole (821) et dans deux autres districts (823); en mars, dans les départements d'Ekaterinoslaw, sur le Don, ensuite en Russie Blanche, dans les départements de Moguilew et Smolensk (858); en avril, les pogromes reprirent en Ukraine et dans le midi de la Russie (896); en mai à Voronej (S. W. 35); en juin, à Tiraspol (971); en 1925, il y eut à Moscou même un pogrome de magasins juifs (1.407); en juin, à Minsk (1.244) et ainsi de suite.

Ces faits en disent assez; pour rendre aux Juifs la monnaie de leur pièce, ne pourrait-on prétendre peut-être aussi que c'est le gouvernement judéo-soviétique qui était l'organisateur des pogromes!...

c) D'autre part, étant maintenant en plein pouvoir de toutes les archives et des documents secrets sur la Russie Impériale, malgré leur désir de flétrir la mémoire de cette Russie, les Juifs n'ont pu rien trouver à publier pour affirmer la véracité de leurs assurances.

d) Pour complaire aux Juifs le gouvernement provisoire russe institua dès son avènement une commission d'enquête chargée d'exa-

miner les délits du gouvernement antérieur et l'organisation des pogromes juifs. Après un long et judicieux examen, le Juif Krakhmal, placé en tête de cette commission, se vit pourtant obligé de reconnaître que son enquête ne lui avait donné aucun indice sur la prétendue culpabilité du gouvernement Impérial.

e) Pourquoi donc enfin ne venait-il jamais à l'esprit des Russes d'entreprendre des massacres de Tartares musulmans, d'Allemands et d'autres nationalités dont la Russie ne manquait pourtant pas et pourquoi n'a-t-on jamais entendu parler que des pogromes de Juifs? Il existe donc réellement quelque chose de spécifique dans cette race pour rendre possible sa persécution et ses massacres.

f) Tout ceci prouve indubitablement que l'intolérance des Juifs est la conséquence inévitable des particularités de leur tribu et c'est pourquoi aucun gouvernement au monde, fût-il royaliste ou républicain, n'empêchera jamais son peuple de persécuter de temps à autre les Juifs là où ils deviennent nombreux. Nous voyons une puissante confirmation de cette vérité dans l'exemple de la Russie soviétique où le pouvoir se trouve entre des mains juives et où néanmoins, malgré une terreur épouvantable, les massacres n'ont pas cessé, surgissant périodiquement jusqu'à Moscou, cette citadelle soviétique du pouvoir juif.

g) Parmi la juiverie elle-même, des voix commencent à s'élever, encore bien solitaires il est vrai, pour démentir la calomnie sur l'organisation des pogromes par les agents du pouvoir Impérial; ces voix assurent qu'il est temps de livrer aux archives cette légende si courante. C'est ainsi qu'à Berlin Bickermann reconnut la fausseté du vieux refrain juif sur les crimes envers eux du Gouvernement Impérial russe (1.045). Mais ces déclarations ne sont jusqu'à présent qu'un appel du désert car à la même époque, en 1923, à Paris, MM. les Juifs et leurs publicistes péroraient au cours d'une réunion de leurs disciples sur les pogromes contre « la race persécutée » en Russie, assurant qu'ils étaient dus au manque de civilisation parmi le peuple... tout en se gardant bien de mentionner la destruction de la Russie par les Juifs! Et un certain Koulicher, à Berlin, parlait encore, sous l'approbation de son auditoire juif, des progromes juifs excités par le Gouvernement Impérial (1.045).

h) Il existe encore des témoignages plus frappants sur la question des pogromes en Russie. Il paraîtrait qu'il y eut des pogromes organisés par le « bund » même, soutenu du kahal, pour en faire retomber la faute sur le gouvernement russe. Le « bund » imposait des contributions à tous les Juifs et tuait tout simplement ceux qui ne s'y soumettaient pas!... Il pillait à volonté, et le kahal, par crainte, se taisait et obéissait! Les principaux des « bund » étaient tous connus des Juifs; d'ailleurs ils ne se cachaient point... Toutes les autorités les connaissaient aussi, mais ne pouvaient rien leur faire!... Le

« bund » était entouré de toute la pègre juive, mais le plus important était que le kahal refusait d'aller contre et le soutenait (Courrier Historique 1912, n° 1). Comme les groupements du « bund » embrassaient toute la juiverie des départements polonais et des régions de l'Ouest et étaient soumis partout à leur organe central sans lequel ils ne pouvaient rien, conséquemment le pogrome s'effectuait sinon par l'ordre, du moins jamais à l'insu de l'organe central du « bund ». Et l'organisation dans une ville d'un pogrome par le « bund » certifie qu'il pouvait procéder de même dans d'autres villes — ce que pouvaient ignorer, grâce à la solidarité juive, les autorités et le peuple !

Dans ces conditions, la version juive, soutenue et adoptée par la société européenne et traitant sur les pogromes du régime Impérial, doit être considérée comme une double et insolente calomnie !

Mais tout en lançant leurs calomnies à travers l'univers, les Juifs travaillaient ouvertement depuis des dizaines d'années à propager les idées révolutionnaires en Russie et à décimer le Trône Impérial, croyant que la pêche en eau trouble leur serait plus favorable.

Tous les procès et dossiers judiciaires sur les crimes des révolutionnaires établissent bien nettement que, dans tous les groupements révolutionnaires, quel que soit leur nom, le rôle principal et dirigeant était tenu par des Juifs russes et étrangers ou par des métèques, et que la verte jeunesse russe, étudiants et écoliers égarés par la propagande juive, n'était que leur instrument docile et l'exécuteur de leurs projets... Lorsqu'une députation juive se présente chez le ministre russe Plehve pour demander l'extension de leurs droits (Winberg, « Le Rayon de Lumière n° 3 »), celui-ci leur répondit qu'il acquiescerait à leur requête dès que la jeunesse juive ne constituerait plus 80 % des groupements révolutionnaires. Ses solliciteurs partis, le ministre ajouta que, par sa déclaration, il avait déchaîné la fureur juive et signé son arrêt de mort. (En effet, quelques mois après, il fut tué par un terroriste.) Ces paroles de Plehve laissaient bien entendre que, si les exécuteurs des actes terroristes appartenaient à la jeunesse mi-intellectuelle russe, derrière le dos de ceux-ci se tenaient les véritables inspireurs et débaucheurs des jeunes étudiants, les Juifs qui, avec la franc-maçonnerie universelle, ne pouvaient tolérer les réformes des trois derniers règnes; ces réformes faisaient recroître la puissance et la prospérité de la Russie qui, malgré la guerre malheureuse du Japon, se développait prodigieusement et promettait à son peuple des conditions d'existence sous lesquelles la propagande des théories juives sur la lutte des classes, l'amélioration de la vie, etc., perdrait toute raison d'être.

Ne se contentant pas de provoquer et d'accomplir continuellement tous les actes révolutionnaires et terroristes, ils essayèrent encore leur force en 1905, après la malheureuse guerre du Japon, car la révolution russe de 1905 était l'œuvre des mains juives. Il suffit pour cela

de rappeler qu'à Kieff le Juif Ratner, marchant en tête d'un groupe de ses coréligionnaires munis de drapeaux rouges, lapidait des cortèges chrétiens portant des images saintes et des portraits du Tsar.

A Odessa, les journaux contenant le portrait de l'Empereur furent saisis chez les marchands par les Juifs, mis en lambeaux et dispersés dans les rues (Courrier Historique 1912, n° 6, page 773); des troupes de Juifs clamaient : « C'est de nous que vous tenez un dieu, nous vous donnerons aussi un roi!... » Partout, grâce aux efforts du « bund », des grèves de chemin de fer, de la poste furent organisées afin de conduire le pays à un chaos pour se saisir alors du pouvoir!

En 1905, les Juifs affirmaient sans pudeur ni crainte à l'auteur de ces pages que le chômage et la grève générale entrepris alors en Russie étaient leur travail, leur œuvre, et qu'on devait s'attendre à quelque chose de plus formidable encore, après quoi les Juifs obtiendraient ce qui leur était dû! Mais ils s'arrêtaient ici, ne donnant pas l'explication de ce qu'on leur devait!

Bientôt pourtant, grâce à l'insolence non dissimulée des Juifs, tout leur jeu fut évident; eux-mêmes s'appuyaient sur la partie révolutionnaire de la jeunesse russe qu'ils avaient séduite et corrompue. Ainsi, en 1911, vint le fameux procès du Juif Beyliss accusé d'assassinat rituel du petit chrétien martyr Youchtchinsky; le journal israélite *Der Hammer* écrivait à cette occasion (274) :

« Le Gouvernement russe s'est décidé à donner aux Juifs un combat définitif. Vous croyez peut-être que c'est de l'issue de cette lutte titanique que dépend le sort du peuple israélite? Non, vous vous trompez bien, ce peuple est invincible! C'est le sort de l'Etat russe, exister ou non, qui est en jeu! La victoire de l'empire russe sera pour lui le commencement de la fin! Il n'a aucune issue!... Nous montrerons à Kieff aux yeux du monde entier que les Juifs ne supporteront pas, n'admettront pas de plaisanteries avec eux! *Si le judaïsme cachait jusqu'à présent pour des causes tactiques qu'il dirigeait la révolution russe*, il n'en fera plus un mystère depuis que le procès de Kieff a été entamé! Quelle qu'en sera la fin, le gouvernement russe n'aura aucune issue! Telle est la décision du judaïsme, il en sera ainsi!... » (Gen. Netchvolodoff) (638).

Lorsque le tribunal, ayant acquitté Beyliss, constata néanmoins la réalisation d'un meurtre rituel, la juiverie mondiale déchaîna alors toute sa fureur. Au lieu de reconnaître, pour se disculper ainsi, l'existence de la secte des Khassides dont les membres pratiquaient les meurtres rituels sur des garçons chrétiens (ce que d'ailleurs le tribunal avait établi d'après les dépositions de témoins et d'experts), tous les Juifs, selon leur habitude, se mirent à sonner partout l'alarme, prêts à tous les témoignages pour prouver que ce qui était blanc est noir! Du reste, soutenus de la presse corrompue par leur

argent, les Juifs étaient toujours des artistes pour savoir faire grand cas d'une bagatelle dès qu'un Juif y était mêlé!

Souvenons-nous du procès Dreyfus en France lorsque, par les efforts de ces mêmes Juifs, presque tout l'univers était partagé en deux camps et lorsque la question d'Etat en France était même en danger : tout ça pour sauver un Juif pris en faute!

Les Juifs exécutèrent dûment leur menace. Dans la seconde année de la révolution russe, le 17 juillet 1918, sur l'ordre transmis de Moscou du commissaire juif Sverdloff, le Juif Yourovsky, avec d'autres Juifs et des prisonniers allemands dans le rôle d'exécuteurs, fit assassiner, à Ekaterinbourg, le Tsar Nicolas II avec les six membres de Sa Famille et les personnes de Sa suite (1).

Toutefois, après ce crime, le journal *Pravda*, organe officiel du pouvoir judéo-soviétique, publiait dans ses colonnes que les Juifs avaient l'intention d'exiger le réexamen du procès Beyliss et un démenti sur l'existence des meurtres rituels.

Et, dans l'attente d'une revision, les Juifs exécutèrent en 1919 à Kiew tous les accusateurs encore en vie du procès Beyliss, les juges, l'avocat général et même certains témoins (1080). A cette époque, la tchéka de Kiew, dirigée par le Juif Blufstein (pseudonyme Sorine), se composait de dix-neuf sections dont seize avaient des Juifs pour chefs. Ces Juifs se distinguèrent par une cruauté révoltante, fusillant eux-mêmes les condamnés, et lorsqu'un des témoins principaux de l'affaire Beyliss, Véra Tcheberiak, fut arrêté, tous les tchékistes, depuis Blufstein, l'interrogèrent à leur tour... Elle fut dévêtue et torturée pour lui faire avouer qu'elle avait porté dans le temps un faux témoignage. Malgré le supplice affreux qu'on lui fit subir, elle demeura fidèle à son témoignage et ne s'en démentit pas, implorant seulement de « l'achever sans la faire souffrir »! Quarante minutes après le commencement de l'interrogatoire, elle fut exécutée... (« En Contrée Etrangère »). Le tzigane roumain Stantcheff (pseudonyme Rakowsky), ex-ambassadeur à Paris du pouvoir judéo-soviétique, dirigeait l'enquête sur tous les détenus ayant participé au procès Beyliss!...

Secondés par des traîtres russes, les Juifs obtinrent enfin ce qu'ils désiraient si ardemment : la Russie Impériale fut renversée et les Juifs célébrèrent maintenant triomphalement leur victoire en soumettant à leur joug la sixième partie de l'univers!

Nous allons donc voir maintenant comment arrivèrent les désastres de la Russie — et ce qui se passe en Russie aujourd'hui.

(1) V. partie Annexe, p. 337.

## CHAPITRE II

## LE PRESENT

*Le crime des Juifs.*

Pour pouvoir jeter la lumière sur la véritable situation en Russie, nous trouvons des documents inépuisables dans les éditions officielles des Soviets, dans les mémoires des émigrés ainsi que dans la correspondance de Russie, dans la presse russe et étrangère.

Le procès Conradi (qui tua le Juif Vorovsky en Suisse) a entr'ouvert un coin de cet enfer, et les peuples européens ont pu en prendre un peu connaissance par l'admirable discours de M. Aubert.

A). — *L'origine de tout.*

Tout le monde se souvient sans doute des débats passionnés que soulevèrent les fameux Protocoles des sages de Sion, ces débats tendant à établir si les protocoles existaient vraiment, découvrant les problèmes mondiaux et les doctrines de la juiverie, ou s'ils n'étaient qu'apocryphes. Quiconque les ait élaborés et y ait reproduit les désirs et les desseins les plus convoités de la juiverie, ils exposent néanmoins vraiment les plans, les thèses, les programmes et les moyens qu'énonçaient imprudemment à une époque antérieure des Juifs trop expansifs et qu'ils énoncent sans se cacher aujourd'hui en les appliquant partout où ils peuvent trouver des conditions et un sol favorables.

Si ces protocoles n'étaient qu'un pamphlet réussi, s'ils ne découvraient pas les vrais desseins secrets de la juiverie mondiale, leurs moyens pour y arriver, si ces moyens ne présentaient point par leur succession dans la vie actuelle une copie exacte et frappante des plans décrits dans les protocoles par lesquels la juiverie comptait atteindre la domination de l'univers entier, si tout cela était faux, disons-nous, les Juifs n'auraient pas été touchés au vif par les protocoles, n'auraient pas, par la voix de la presse mondiale qui leur est aux trois-quarts asservie, protesté avec tant de véhémence contre

l'accusation et n'auraient pas, au surplus, submergé les librairies de livres, brochures et articles prouvant « la fausseté » des protocoles. Certains avocats des Juifs « innocents » furent de vrais Russes, et non seulement le quasi-professeur Milioukoff ayant déjà trahi sa patrie, mais une série d'autres professeurs.

Les Russes ne peuvent douter une seconde de la véracité des protocoles dans leur exposé précis des programmes de la juiverie mondiale. Pour reconnaître l'importance prophétique des protocoles et la participation des Juifs et de la franc-maçonnerie à la révolution russe, il suffirait de prendre en considération que, parus bien avant la révolution, ces protocoles prédisaient dans un ordre successif tout ce qui advint en Russie avant et après la révolution et que tous ces événements étaient soutenus par la juiverie universelle. De nombreuses déclarations juives laissent définitivement indiscutable le rôle dirigeant juif dans l'organisation et le développement de la révolution russe!

D'un autre côté, la nature et le contenu des protocoles sont prodigieusement identiques aux programmes et aux problèmes que s'efforce d'exécuter la franc-maçonnerie universelle. Il en est de même pour tous les moyens d'y parvenir en détruisant tout ce qui entraverait l'accomplissement des desseins franc-maçonniques. Et comme la franc-maçonnerie est imprégnée d'idées juives, comme, dispersés par tout l'univers, la franc-maçonnerie et son programme correspondaient parfaitement aux intentions et au programme de la juiverie, celle-ci pénétra dans la franc-maçonnerie et, avec son adresse habituelle, s'empara de la situation et devint l'administratrice suprême de la franc-maçonnerie, l'obligeant à exécuter les problèmes de la juiverie mondiale. Les Juifs concevaient clairement que personne ne serait reçu ni n'entrerait d'ailleurs par simple probité dans une organisation exclusivement juive alors que, sous l'étiquette de la franc-maçonnerie, toutes les personnalités éminentes de divers Etats seraient ainsi attirées sous la direction habile des Juifs (1).

Ce n'est pas pour rien d'ailleurs que les conférences sur la franc-maçonnerie sont interdites en U.R.S.S. sous prétexte que des groupements monarchistes se cachent sous le masque de la franc-maçonnerie, mais en réalité dans la crainte que des informations défavorables à la franc-maçonnerie et aux Juifs ne pénètrent dans le peuple!...

Ainsi deux puissances mondiales prennent part à la dévastation

(1) A ceux qui n'ont pas les moyens de lire les analyses volumineuses en langues russe et étrangères sur la franc-maçonnerie et la juiverie universelle, sur leur liaison mutuelle et immuable, sur la communauté de leurs programmes et desseins, nous conseillons de prendre connaissance des informations brèves sur cette question publiées en langue russe par M. Winberg dans sa revue, *Le Rayon de Lumière* (numéros 4 et 6).



non seulement matérielle, mais morale aussi de la Russie : ce sont la franc-maçonnerie universelle et la juiverie universelle. C'est la participation de cette dernière qui explique la férocité exclusive, la haine acharnée et les railleries ignobles dont sont l'objet l'âme, la religion des chrétiens orthodoxes et par lesquelles se distinguent la maudite révolution et ses dirigeants. Et comme parmi les marionnettes de la franc-maçonnerie et de la juiverie se trouvaient aussi divers « frères » intellectuels et mi-intellectuels, heureux d'être parvenus à la caisse d'Etat (voyez Winberg, « le Rayon de Lumière » n° 6, page 88) et constitués en partie de membres du gouvernement provisoire, tels que : Boublikoff, Godneff, Goutchkoff, Nekrassoff, Kedrine, Kerensky, Konovaloff, prince Lwoff, Maklakoff, Milioukoff, comtesse Panine, Terestchenko, Chingareff, etc., et en partie de héros révolutionnaires et de Juifs dans le genre de : Avksentieff, Apfelbaum (Zinovieff), Bronstein (Trotzky), Mirkine (Getzevitch), Radek (Sobelson), Roditcheff, Savinkoff, Sverdloff, Tchaïkowsky, et enfin de quelques avocats juifs : Morgouliess, Vina-ver, Hessen, Grousenberg, Sliosberg et autres hommes politiques et de lettres, — nous concevons aisément que, dirigé et représenté par les gens cités ici, le gouvernement provisoire accordait appui et protection à ses camarades et frères dans l'ordre, les meneurs du parti communiste, Oulianoff, Bronstein, etc.

Et c'est derrière le dos de ces marionnettes de la révolution et des Bolcheviks actifs que se dressait triomphalement la juiverie mondiale comme on le voit d'ailleurs par les extraits de presse; c'est elle qui dirigeait, en leur fournissant l'argent, ces jeunesses dévoyées, ces ouvriers séduits par la platitude des devises révolutionnaires.

### B. — *Les précurseurs des Juifs-Bolcheviks.*

La corruption des ouvriers par les Juifs date de longtemps déjà. Depuis des dizaines d'années, les Juifs et, à leur suite, les révolutionnaires russes faisaient de la propagande dans le peuple et unissaient tous leurs efforts pour arracher de sa conscience obscure tous les idéals et tous les sentiments qu'en tout autre pays la classe lettrée eût rigoureusement sauvegardés.

En même temps, beaucoup d'industriels millionnaires russes, croyant suivre la mode et faire parler de leur originalité, imitèrent les rebelles, ne voyant pas dans leur aveuglement qu'ils se précipitaient dans un gouffre.

Deux nouvelles organisations russes, fondées pendant la guerre, donnèrent aux Juifs des auxiliaires zélés. Ces organisations étaient notamment : « l'Union des Municipalités des Villes et Campagnes » et le « Comité d'Industrie Militaire ».

Elles naquirent en été 1915 lorsque la prolongation évidente de

la guerre allait se ressentir sur la production des engins, sur les moyens de défense et de subsistance des armées. Dans toutes les fabriques, les travaux furent soumis à des conseils d'usine auxquels participaient les représentants des milieux sociaux et industriels munis de droits très étendus et dont l'œuvre devint incontrôlable.

Sous le prétexte de soulager le gouvernement dans sa lourde tâche pendant la guerre, les héros des municipalités ayant versé aux fonds publics quelques millions rassemblés dans les localités qui leur étaient soumises reçurent en échange pour les frais de leur service des centaines de millions des biens de l'Etat et se mirent alors à l'œuvre... jouissant de la vie à l'arrière-garde, bien à l'abri de tout danger (on leur appliqua le sobriquet de « Hussards municipaux »), dépensant des sommes folles de l'Etat et n'en rendant presque aucun compte (« le temps leur manquant »). Jusqu'au moment de la révolution, ces « Hussards municipaux » recueillaient aux frais du gouvernement presque tous les éléments gauches des classes moyennes et inférieures russes, les plaçant comme fonctionnaires dans tous les bureaux de leurs organisations, ce qui permit aux révolutionnaires de former un cadre uni pouvant facilement et impunément lier contact avec le peuple et semer, parmi ce dernier, la propagande corruptrice.

Le comité d'industrie militaire n'en agissait pas moins et fit entrer parmi ses membres (sur les principes « d'organisation et d'art démocratiques »!) une délégation d'ouvriers, contribuant par la préconisation de ceux-ci à les corrompre entièrement.

Tout en taisant le travail laborieux du gouvernement, ne vantant que leurs propres actes, ces comités et représentants, par la voix d'une très grande partie de la presse soumise aux Juifs, proclamaient à tout moment l'incapacité et la faiblesse du régime Impérial dont ils dénaturaient le moindre ordre.

Aussi pouvons-nous dire que, malgré un certain bien apporté à la Russie dans l'approvisionnement des armées, ces institutions firent néanmoins un mal incroyable à la Patrie par leur esprit antigouvernemental, — un mal matériel et surtout moral.

Leur œuvre paraissait de prime abord très laborieuse; des centaines de millions réunis par le gouvernement étaient, sans contrôle, dépensés à vue d'œil; ouvriers et entrepreneurs s'enrichissaient aux dépens de l'armée et de l'Etat qu'ils pillaient tout en proclamant leurs propres vertus... Il s'ensuivit plus tard que le matériel fourni par les usines de l'Etat et lui revenant à 15 roubles pièce était fourni au gouvernement, en qualité inférieure, à 50 roubles par ces comités (!). La fameuse inscription sur les caisses : « N'épargnez point les munitions », dont se glorifièrent tellement ces groupements, n'était qu'une nouvelle blague juive, car le chef du bureau d'artillerie, le général Monikowsky, certifia qu'en 1916 déjà ces comités

publics ne fournirent plus à l'armée ni obus, ni fusils, ni canons (S. W. 80). Il est vrai que, pour faire montre de leur zèle, leurs hôpitaux et infirmeries étaient bien plus somptueux et riches que ceux de l'Etat, mais comment en aurait-il été autrement puisqu'ils possédaient et dépensaient des sommes folles fournies par le gouvernement, alors que les hôpitaux de ce dernier étaient restreints par leurs devis et déficits, ce que MM. les organisateurs révolutionnaires faisaient à dessein devant le monde entier? Au surplus, tout en fournissant au peuple d'une main l'armée, les vivres et les munitions, ils jetaient de l'autre les semences de rébellion, de révolte et d'animosité contre le gouvernement.

Les révolutionnaires russes acquirent encore un auxiliaire non moins ardent que les banquiers juifs. Vers la fin de la guerre, lorsque la collaboration de la Russie qui avait, au prix de pertes inoubliables, permis aux Alliés de reprendre des forces et de se remettre, au moment de l'invasion allemande en France, ne fut plus nécessaire, mais plutôt encombrante à ceux-ci — car ils prévoyaient la nécessité de sacrifier à la Russie les prix convenus de la guerre, notamment la Galicie, Constantinople et les Détroits — alors l'indigne représentant de l'Angleterre « amie », M. Bucanan, au lieu de réfléchir aux moyens de renverser l'ennemi, complota avec des Milioukoff, des Kerensky, des Goutchkoff, etc., la destitution du Tsar.

Nous en avons l'attestation immuable dans les mémoires de la princesse Paley, veuve du Grand-Duc Paul Alexandrovitch (la *Revue de Paris*, 1922, N<sup>o</sup> 11 et 12), qui déclare directement que, par ordre de Lloyd George, l'ambassade britannique à Petrograd devint un foyer de propagande en faveur de la révolution russe; c'est là que discutaient sans cesse les « libéraux », le prince Lwoff, Milioukoff, Maklakoff, Goutchkoff, Rodzianko et autres. C'est là qu'on prépara la révolution. Dans l'ardeur de son éloquence de parti, le ministre du Travail Shaw se trahit dans son discours en déclarant que Lloyd George avait jeté des millions de livres sterling pour allumer la guerre civile en Russie et obliger le peuple à s'asservir au gouvernement bolcheviste (1.026) (1).

Dans le *Nouveau Temps* (874), M. Botkine cite les discours si ca-

(1) On peut juger de ce que représente ce sieur Lloyd George par le fait suivant : il possède une fortune personnelle de plusieurs millions de livres sterling, cette fortune ayant été acquise par lui-même dans le courant de la grande guerre, alors qu'il était premier ministre. Il offrit cette fortune au service du parti libéral à condition que ce dernier accepterait son projet de réforme agraire (le morcellement des grandes propriétés). Mais... ne désirant nullement assister à une telle dépendance du parti, lord Grey le quitta (F. 26.294). Avec une insolence désinvolte, Lloyd George déclarait que l'Angleterre se battra « jusqu'au dernier soldat russe ». — La princesse Paley publie aussi dans la *Revue de Paris* les paroles suivantes de Lloyd George, quand il apprit le renversement de la monarchie en Russie : « Un des buts de guerre de l'Angleterre est atteint. » (880).

raetéristiques de « l'honorable » M. Buchanan et son échange de compliments avec le ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire, Milioukoff.

Il ne serait pas mal de rappeler ici ces lâches discours et événements. En voici quelques-uns dont, premièrement, la déclaration faite par M. Buchanan aux journalistes le 20 mars 1917 : « Le régime autocrate et réactionnaire ne nous a jamais inspiré de sympathie. Ce n'est que le peuple russe et ses vaillantes armées qui jouissaient seuls de nos sincères sympathies, mais jamais le gouvernement auquel nous n'étions liés que par l'alliance contre un ennemi commun. Voilà pourquoi l'avènement du gouvernement provisoire est acclamé avec enthousiasme par toute la Grande-Bretagne. Nous sommes liés à présent à la Russie, non seulement par la communauté d'intérêts et la fraternité des armes, mais par des sentiments d'amitié sincère qui font battre nos cœurs à l'unisson. » (« Rousskoïe Slovo » — « Parole russe », 21 mars 1917). Le 24 mars 1917, les ambassadeurs des Alliés se présentèrent aux membres du gouvernement provisoire et le même Buchanan, en qualité de doyen du corps diplomatique, acclama la nouvelle ère de prospérité, de progrès et de gloire qui s'ouvrait à la Russie... Il émit l'espoir que la Russie ressuscitée ne s'arrêterait devant rien pour être victorieuse de l'Allemagne!... Dans sa réponse, Milioukoff remercia l'ambassadeur et ajouta que le gouvernement provisoire avait été constitué par suite de la certitude de toute la nation que le gouvernement impérial était incapable d'amener la guerre à une fin victorieuse! (?!!!) (Communiqué de l'Agence télégraphique). A un meeting anglo-russe dans la salle de Kalachnikoff, M. Buchanan dit dans son discours : « La dernière fois que j'ai eu l'honneur de m'adresser aux membres de la société anglo-russe, c'était précisément à la veille de la session à la Douma, quand mon honorable ami Milioukoff prononça son célèbre discours par lequel il enfonça le premier clou dans le cercueil de l'ancien régime! J'avais dit alors que nous devons, non seulement arriver à une fin victorieuse, mais que la victoire définitive devait être remportée sur l'ennemi dans notre propre camp (!). A présent, je puis féliciter le peuple russe qu'il se soit défait si vite de cet ennemi. » (Rousskoïe Slovo, 12 avril 1917).

Que dirons-nous de cela?

N'y a-t-il pas lâcheté et fourberie dans chaque mot prononcé?

Le comte Komarowsky livre à la publicité un fait significatif que son père tenait du Grand-Duc Constantin Nicolaïevitch (frère de l'Empereur Alexandre II). Ce fait énonce clairement la participation de l'ambassade britannique à Pétersbourg au mouvement révolutionnaire à la fin du règne de l'Empereur Alexandre II. Après un des attentats commis sur Sa Personne, l'Empereur pria le ministre de l'Intérieur de lui faire part de ses suggestions sur la nature du mouve-

ment et d'y trouver remède, à quoi le ministre déclara à Sa Majesté que les moyens pour entraver l'excitation seraient prompts et efficaces si l'Empereur acceptait une mesure radicale, notamment de procéder aussitôt à une perquisition dans les locaux de l'ambassade britannique, où conduisaient tous les fils de l'instruction. Mais l'Empereur n'autorisa point l'exécution de cet acte (389).

Pour caractériser encore la conduite de l'Angleterre à l'égard de la Russie, il ne serait pas inutile de citer le rapport du général Wrangel à Bruxelles, en novembre 1926. Il paraîtrait que Lloyd George exigeait du général Wrangel, en 1920, la suppression de la lutte contre le gouvernement judéo-soviétique. Au refus formel du général, les représentants anglais furent rappelés de Crimée et, en octobre 1920, l'Angleterre obligea le gouvernement polonais, qui luttait victorieusement contre les Bolcheviks, à signer une paix prématurée avec les Soviets, ce qui permit à ces derniers de jeter une armée de 500.000 hommes et toute leur cavalerie contre la Crimée... et l'armée blanche fut écrasée (1.191).

L'histoire devra aussi n'avoir ni pitié ni miséricorde pour les traîtres russes.

A la tête de ces ignobles auteurs de la révolution, on doit distinguer surtout Milioukoff et Kerensky qui dirigeaient, l'un, le parti des constitutionnalistes démocrates (kadets), et l'autre celui des socialistes révolutionnaires. Milioukoff, professeur et historien plutôt médiocre, s'imaginait capable de remplir toutes les fonctions dans l'Etat. Dans le courant des dix dernières années du siècle passé, ce modeste instituteur d'histoire à Moscou s'adonnait dans les lycées de jeunes filles à la propagande d'idées libérales, prononçait des discours « audacieux » pendant son cours et, tout en dénaturant à volonté les faits historiques, cueillait de tristes lauriers et « l'adoration » des jeunes filles! Ce même Milioukoff, en collaboration avec le prince Dolgoroukoff, Azeff et d'autres, participait à Paris, au moment de la guerre russo-japonaise, à un congrès des partis révolutionnaires russes; ce congrès se déclara contre la victoire de la Russie sur le Japon et reconnut la nécessité d'affaiblir le gouvernement russe (S. W. 3). Avec l'institution de la Douma, il devint l'homme de paille de son parti dont le véritable leader et inspirateur secret, l'avocat Winaver, se trouvait caché derrière Milioukoff en raison de sa nationalité juive qui rendait gênante et inadmissible sa présidence d'un parti de soi-disant démocrates constitutionnalistes russes. Kerensky, petit avocassier d'affaires louches, à la clientèle suspecte, peu instruit, mais très fort et habile à répéter les banalités des programmes socialistes, était un hystérique dégingandé, qui possédait parfois le talent de stimuler les nerfs et les sentiments de la plèbe, surtout si celle-ci avait été préalablement excitée par les alléchantes devises d'insubordination, de pillage et de massacre. Bien

avant la révolution, Kerensky se trouvait en relations assidues et très cordiales avec tous les émigrés juifs et russes ainsi qu'avec beaucoup d'organisations clandestines.

Il n'en faisait pas moins pour préparer la révolution. En prenant part, pendant la guerre, à une réunion d'avocats pour décider si le moment d'une révolution était propice (ces avocats cachaient le véritable motif de leur conférence, assurant qu'ils délibéraient sur les affaires d'une division sanitaire et d'un hôpital fondés par les représentants du barreau), à cette indigne réunion, disons-nous, Kerensky déclara en un long discours que le moment favorable pour une révolution était précisément celui de la guerre où l'on pouvait profiter d'un peuple armé et que si cette occasion n'était saisie immédiatement elle serait perdue à jamais.

Malgré les objections du président de la conférence, l'avocat Karabtchevsky, qui protesta, disant qu'une révolution dans les circonstances présentes serait un crime et non la preuve d'un soi-disant patriotisme ne masquant en réalité que des convoitises de parti et le désir de jouer un rôle, une faible majorité de voix l'emporta néanmoins et... le soulèvement d'une révolution immédiate fut décidé! (1).

Au lieu de chercher à rassurer la foule dès les premiers troubles économiques, ces meneurs, secondés par des Goutchkoff, des Lvoff, des Rodzianko et leurs autres partisans et adeptes de différentes nationalités, excitaient à la révolte les ouvriers, les soldats et la plèbe par l'entremise de leurs agents et troublaient les esprits par des bruits exagérés sur le manque d'approvisionnement et le danger de la famine.

Cependant, aucune famine ne sévissait à Petrograd, on n'y ressentait pas même le manque de pain, la ration étant de deux livres par personne. On avait retenu, à dessein, aux abords de Petrograd,

(1) Voyez Karabtchevsky : « Ce que Mes Yeux ont Vu. » Tout est caractéristique dans ce résumé : 1° comment une question aussi sérieuse se résout-elle par une petite majorité de voix alors que même une décision unanime de tout l'effectif de l'assistance aurait dû donner lieu à l'hésitation et au doute parmi de véritables Russes honnêtes et scrupuleux; 2° pourtant l'arrêt de la réunion n'est pas étonnant si l'on prend en considération que le barreau contenait, par force tromperies et mensonges, presque exclusivement des Juifs pour lesquels le mot « Patrie » n'était qu'un sac à puiser et qui ne pensaient qu'à satisfaire leurs propres intérêts de race avec l'aide de naïfs pantins et de traîtres dans le genre de MM. Kerensky et C°; 3° mais ce qui est le plus surprenant, c'est que des hommes comme Karabtchevsky et d'autres, comprenant bien que les projets des révolutionnaires seraient funestes à la Russie et profitables rien qu'à un seul parti, que l'armée serait défaite et que tous nos sacrifices de la guerre tomberaient en poussière, n'eurent cependant ni la force, ni le désir, ni la vaillance pour entraver l'exécution du plan infernal juif. De même que les épouvantails de la marchande dans la comédie d'Ostrovsky, les exclamations banales des Juifs et des révolutionnaires parurent plus dangereuses à M. Karabtchevsky et C° que le surnom que leur appliquera l'histoire comme aux auxiliaires et aux instigateurs silencieux des Kerensky, de ces avant-coureurs, pré-curseurs et protecteurs des Bolcheviks!

tous les trains avec des chargements de farine afin de provoquer dans le peuple une révolte, qui éclata enfin chez les soldats des bataillons de réserve en garnison à Petrograd.

On revit l'histoire de 1905 quand, au moment où les troupes du général Linevitch étaient toutes prêtes à repousser définitivement les Japonais et à terminer brillamment la guerre, les Juifs et les progressistes redoublèrent d'ardeur pour faire éclater la révolution de 1905. La conspiration de 1917 était dirigée par un « quintette » constitué des membres suivants : prince Lwoff (membre de l'Union des Zemstvos — assemblées provinciales), Tchelnokoff (maire de Moscou), Boublikoff (membre de la Douma, président du Comité Exécutif des chemins de fer), Konowaloff (vice-président du Comité Industriel), Riabouchinsky (président du Comité Industriel). Ce sont eux qui donnaient les directives pour attiser la révolution (S. W. 11).

Exciter le peuple et les soldats à l'insurrection n'était pas bien malin. Depuis 1905 déjà, les Juifs dépravaient avec ardeur les ouvriers; quant aux soldats, la garnison ne se composait pendant la guerre que de cent mille hommes de réserve, tout au plus, destinés à remplir plus tard les régiments de cadre. Comme presque tous les officiers se trouvaient au front, l'instruction préliminaire de ces soldats avançait bien lentement, et ces derniers passaient la plupart de leur temps à leurs casernes dans l'oisiveté. Tout en portant les noms des régiments de la Garde d'avant guerre, qu'ils en étaient loin, hélas! Les véritables régiments de cadre de la Garde, envoyés comme armées d'élite dès le début de la guerre pour attirer sur eux l'attention de l'ennemi et sauver ainsi la France de l'invasion allemande, avaient jonché de leurs glorieux cadavres les champs de la Prusse orientale alors que leurs débris continuaient à défendre une partie du front occidental.

Les chefs révolutionnaires, voyant parfaitement que les ouvriers et les soldats des bataillons en réserve de la garnison de Petrograd n'étaient qu'une masse d'éléments très variés ne pouvant jouir d'aucune autorité aux yeux du pays, eurent soin d'envoyer dans les régiments du front des commissaires politiques — des Juifs agiles et experts — pour y propager la révolution et ses devises. L'armée était déjà empoisonnée du venin de la propagande dont s'occupait la nouvelle catégorie d'officiers subalternes créée par la guerre et composée d'étudiants ignorants, d'instituteurs chevelus des écoles populaires, de petits commis de mauvais goût, etc.

MM. les Kerensky comprenaient admirablement ce qu'ils accomplissaient en entraînant l'armée dans la politique et en y déployant l'appel à la révolte et au pillage du bien d'autrui.

Mais les mains des gros bonnets révolutionnaires se délièrent complètement alors que, par une trahison infâme à laquelle participèrent involontairement les chefs de l'armée, trompés eux aussi,

toute cette bande persuada l'Empereur Nicolas II que *tout le peuple russe* exigeait son abdication, et ce fut ainsi que le Monarque, s'inclinant devant la volonté de Son Peuple, signa l'acte d'abdication qui plongea dans la plus grande stupéfaction les provinces et le front, bouleversant les esprits et les contraignant à prêter serment au gouvernement provisoire devant la conviction que tel était le vœu du Souverain.

Dès ce moment, la débâcle alla bon train. En cette heure tragique, le nouveau gouvernement fut composé non pas d'hommes d'élite du pays, mais de mesquins intrigants.

Non seulement les histrions éminents de la maudite révolution, comme Milioukoff, Kerensky, Goutchkoff, mais des quantités négligeables aussi dans le genre des Tseretelli, des Tchernoff, des Nekrassoff, des Boublikoff, etc., tous s'imaginèrent être des Napoléons et se crurent capables de savoir retenir à temps les bas instincts déchaînés de la plèbe; ils comptaient prendre, au moment propice, toutes les mesures nécessaires quoique ne se rendant pas bien compte de ce qu'elles seraient. Ils ne concevaient qu'une chose: c'est qu'après une guerre victorieuse, la révolution serait impossible alors qu'elle leur était tellement indispensable pour tramer leurs œuvres basses et leurs sombres ignominies.

Le sort voulut que Kerensky surgît des nullités générales et se mit à la tête du gouvernement.

Que représente donc ce héros Kerensky, ce presque dictateur jadis de la Russie? On sait par des informations, peu précises néanmoins, son extraction juive, son nom étant soi-disant Kirkize. Mettons pour le moment cette question de côté. La révolution de 1905 trouva Kerensky petit avocat débutant chez les juges de paix, dans le seul but de gagner un morceau de pain dont il avait bien besoin. En 1905, quand Nossar et Leiba Trotzky constituèrent le premier conseil de députés ouvriers, Kerensky y pénétra aussi. Un carnet de souscription parmi les ouvriers pour l'achat d'armes lui échut; ayant réuni plus de 300 roubles, ramassés chez des ouvriers qu'il réussit à tromper, il dépensa cet argent pour ses propres besoins, — après quoi, les « camarades » lui exprimèrent leur désapprobation. Un peu plus tard, il occupa à Petrograd l'emploi de trésorier, au salaire de 1.000 roubles mensuels, dans un repaire de pipeurs nommé maison de jeu, entretenue par un certain Simonovitch. Lorsque ce repaire fut fermé, Simonovitch, disposant des sommes du banquier américain Schiff qui faisait vivre les révolutionnaires russes, continua à entretenir Kerensky à raison de 1.000 roubles mensuels, puis de 2.000 roubles et couvrit aussi les frais des fredaines de Kerensky, Tchkhéïdze, Tchkhenkely et Cie (480 I). Il dut son avènement au rôle qu'il joua en 1905 lorsqu'il fut élu avec quelques autres camarades au conseil des députés ouvriers qui venait de se former par simple



déclaration. C'est parmi ces ouvriers corrompus par la propagande que Kerensky se distingua par ses discours et exclamations hystériques, excitant, avec de belles phrases et des promesses alléchantes, la plèbe inconsciente. La révolte de 1905 fut étouffée et ce conseil disparut aussi avec son auteur, l'adjoint Khroustaleff-Nossar, mais ses principaux héros restèrent en contact.

Nous ne saurions omettre de dire que Kerensky poursuivait toujours une propagande clandestine. Quelques jours avant le 27 février 1917, une réunion de socialistes-révolutionnaires et de Bolcheviks se tint dans l'appartement d'un des traîtres, Sokoloff (en 1925, jurisconsulte des Bolcheviks et faisant partie de l'ambassade soviétique à Paris). On y discuta la ligne générale de conduite à prendre pour faire éclater la révolution et cesser la guerre sur-le-champ. Les délégués du côté des socialistes-révolutionnaires étaient Kerensky et Sokoloff et, du côté des Bolcheviks, Chliapnikoff, habitant alors à Petrograd, muni d'un passeport français (il était en 1925 aussi employé dans la délégation soviétique à Paris). Kerensky occupa une position des moins conciliantes. Des investigations secrètes de la Sûreté générale établirent l'existence de relations entre Kerensky et les milieux soupçonnés de servir les intérêts allemands et on apprit en plus que Kerensky avait reçu un acompte à l'étranger pour la publication de son propre journal d'opposition! Le ministre de la Justice Dobrovolsky avait déjà préparé son rapport demandant l'autorisation de poursuivre en assises le député de la Douma, Kerensky, accusé de haute trahison (1.402). Evidemment, Kerensky fut informé de ce qui se préparait ou le devina, car il accéléra ses préparatifs de révolution.

Aussi, dès que le gouvernement provisoire fut formé en 1917, Kerensky et d'autres traîtres restaurèrent en même temps le conseil des députés qui ne comptait au début que quatre ou cinq instigateurs insolents, s'étant proclamés de leur propre chef au nom des ouvriers, des soldats et du peuple.

Tout en jouant sur les cordes de la plèbe déchaînée et s'appuyant sur les soldats égarés des bataillons de réserve désunis par l'absence de discipline et de commandement, qu'il retenait seulement par l'autorisation de participer aussi au conseil des députés (appelé dès lors conseil des députés d'ouvriers et de soldats), Kerensky, nommé vice-président de ce conseil, se trouva en même temps élu par la faiblesse, l'incapacité et l'ignorance du gouvernement provisoire membre de ce dernier en qualité de ministre de la Justice.

Il eut alors le cynisme d'avouer qu'il acceptait ce poste dans le but de contrôler ce même gouvernement qui, en votant pour Kerensky, comptait rapprocher le conseil des députés ouvriers de celui de la Douma.

Mais ce conseil d'ouvriers et de soldats, devant l'incapacité, la

confusion générale et l'impotence du gouvernement, gagnait de jour en jour en hardiesse et s'emparait de plus en plus du pouvoir tout en s'écartant vers l'extrême gauche. Avec son appui, Kerensky devint enfin le chef du gouvernement et président du conseil des ministres, tout en restant étroitement lié au conseil des députés.

Et pendant que, sous des phrases pompeuses de bien-être universel, ce petit avocat cachait son double jeu, la Russie se précipitait dans le gouffre de l'anarchie, dans la honte du déshonneur (1) !

Car ce ne sont que des imbéciles ou des traîtres qui, en une époque de guerre terrible, peuvent décréter journallement, sans délibération ni sérieux examen, des ordres et des lois bouleversant tous les fondements de l'Etat, poursuivant le but unique de satisfaire les instincts de la foule, sans les remplacer par quelque chose de meilleur et de solide. Et telle fut l'œuvre des nullités du gouvernement provisoire avec M. Kerensky à leur tête !

Ainsi Kerensky et Goutchkoff tolérèrent-ils et publièrent-ils le fameux Ordre du Jour N° 1 créé sous la pression du Juif Nakhamkess et de l'avocat Sokoloff, deux membres du funeste conseil. Après cet ordre du jour parut la Déclaration des droits du soldat. Ces décrets eurent pour résultat la disparition des derniers restes de la discipline dans l'armée et l'éclipsement de l'influence des officiers qui devinrent entre les mains des soldats corrompus et dépravés de malheureuses victimes que ces brutes se mirent à torturer et à massacrer pour la seule raison que ces officiers étaient de « vils bourgeois » et non des prolétaires. Il fallait être un misérable pour offrir, en cette époque de troubles, le poste de ministre de l'Intérieur, avec pleine liberté d'agir, au Juif Libermann (sobriquet Tchernoff), reconnu pour traître et espion des Allemands, à qui Kerensky lui-même jugeait nécessaire de cacher certains ordres au gouvernement provisoire de crainte qu'ils ne soient transmis tout de suite de l'autre côté du front... Kerensky et Tchernoff (nommé ensuite ministre de l'Agriculture) s'emparèrent de toutes les propriétés et domaines et les livrèrent au pillage des paysans, qui ne se firent pas prier. Excités par ce même ministre de l'Agriculture (un des héros du fameux vol à l'impasse de la Lanterne à Saint-Petersbourg), qui faisait sa tournée dans les provinces, ils ne se contentèrent pas de piller et de dévaster les propriétés, mais se mirent à assassiner tous les châtelains.

Les juges de paix perdirent tout crédit aux yeux du peuple, car, étant encore ministre de la Justice, Kerensky désigna auprès de chacun d'eux un ouvrier et un soldat jouant le rôle « d'adjoints contrôleurs » et chargés de prononcer et de changer les verdicts à leur gré, selon « le droit de la révolution ».

(1) Le centre du mouvement antigouvernemental de 1915 à 1917 se cachait dans le bloc progressiste de la Douma et était présidé par Chidlovsky, Milioukoff et Choulguine (S. W. 11).

Ensuite Kerensky et le prince Lwoff envoyèrent par télégraphe un ordre à travers toute la Russie (dont l'étendue équivalait à la sixième partie de l'univers) par lequel tous les gouverneurs, chefs de police, etc., se trouvèrent congédiés en une seule journée comme serviteurs du gouvernement Impérial. Toute l'organisation administrative de la Russie fut détruite d'un seul coup; les gouverneurs de départements furent remplacés par des fonctionnaires municipaux; ceux des villes, par des maires; enfin, la police, par une milice. Personne ne reçut ni instructions, ni programmes, ni ordres! Pressé de questions affluant de diverses localités, le prince Lwoff répondait (7 mars) : « Ces questions rappellent l'ancienne mentalité; le gouvernement provisoire ne *nommera* personne; les localités s'en chargeront; de pareils sujets doivent être décidés par la population. Nous sommes arrivés à un grand moment; nous devons créer une nouvelle vie en collaboration avec le peuple. » (S. W. 19). Ainsi, livré à lui-même, privé de l'appui du régime Impérial, le peuple fut forcé de se soumettre à divers groupements de parti qui s'emparèrent du pouvoir et acquirent dans les nouveaux comités locaux de nouveaux moyens de propagande pour dépraver les masses.

Cependant, personne ne songea à remplacer ces fonctionnaires par de nouvelles institutions bien organisées; de sorte qu'en une seconde, la Russie entière fut plongée dans un chaos administratif et économique, alors que le gouvernement provisoire, de plus en plus fébrile avec Kerensky à sa tête, cédait de jour en jour aux exigences hardies du conseil des députés. Dans l'impossibilité de retenir la frénésie de la plèbe déchaînée, les Juifs et les autres membres non russes du soviet se gardaient bien de se revêtir officiellement des droits du pouvoir, qui glissait des mains débiles du gouvernement provisoire, et préférèrent demeurer, derrière le dos de celui-ci, les maîtres et les souverains absolus du sort du pays.

En même temps, les agents de l'Allemagne et de l'Angleterre, soutenus par ceux des partis révolutionnaires et socialistes russes, conduisaient une campagne active de propagande dans toutes les fabriques, usines et casernes de Petrograd rendant vite des milliers d'ouvriers et de soldats en réserve tout à fait oisifs. Excités et poussés par ces agents, les ouvriers, aveuglés, massacraient leurs directeurs et ingénieurs alors que les soldats et les matelots se ruaient contre leurs officiers et en tuaient des milliers en leur faisant subir d'affreux supplices. Et, au milieu de tout ce désarroi, de toutes ces horreurs, le reste de la masse plébéienne, nageant dans le sang, hagarde et dévoyée, pillait et saccageait les magasins et les dépôts et faisait arrêter, emprisonner et tuer des centaines d'hommes.

Tous ces excès demeuraient impunis par le gouvernement de Lwoff et Kerensky.

**La pègre et la foule étaient excitées à toutes ces monstruosité,**

à tous ces excès par les principaux figurants de la révolution : ainsi, le 27 avril 1917, Milioukoff, debout au balcon du palais de Marinsk, haranguait la foule dans la matinée, alors que des fusillades retentissaient dans les rues de Petrograd et qu'on fusillait des habitants innocents : « Camarades, disait-il, qu'aurait fait dans ces circonstances le gouvernement impérial? Bien certainement, il aurait fait appel à la police qui, à son tour, aurait fusillé et chargé la foule! Le nouveau gouvernement provisoire, élu par la volonté du peuple (???) n'aura point recours à des répressions! Il charge le peuple lui-même de liquider ces tristes événements et le peuple s'en est rendu digne. » (W. 1. 109).

Cachés derrière les coulisses de la révolution étaient les Juifs Apfelbaum, Nakhamkess, Bronstein, Gotz, Lieber, Dann, Bramson, avec les Géorgiens Tchkhéidzé, Tchkhénkéli, Tseretelli, Gueguetchkori et les traîtres de la classe moyenne russe, Kerensky, Sokoloff, Tchernoff, etc., qui dirigeaient toute la bande.

### C). — *Apparition des Bolcheviks.*

C'est au beau milieu de ce chaos intérieur que les Bolcheviks paraissent en scène.

L'état-major général allemand expédia dans un wagon scellé vers la frontière russe Oulianoff (Lénine) (1) et Cie qu'il avait acheté au prix de 70 millions de marks-or. Bronstein (Trotzky) se dirigeait vers la Russie par un autre chemin et fut arrêté en route par les Anglais. Mais alors Milioukoff, en qualité de ministre des Affaires étrangères, exigea des Anglais la mise en liberté de Trotzky, qui parut bientôt à Petrograd. Ce fut aussi Milioukoff qui obtint de

(1) Un article très documenté, signé Salluste, que publia la *Revue de Paris*, nous montre Lénine sous l'aspect de simple agent provocateur au service de l'Okhrana impériale. A l'époque où il était exilé à Krasnoïarsk, en Sibérie, alors que les autres poursuivaient l'œuvre révolutionnaire dont il était le créateur, un fonctionnaire de l'Okhrana, M. Beletzky, s'en fut le trouver et lui exposa que le parti social-démocrate devenant important et inquiétant, il était nécessaire, pour l'affaiblir, de provoquer dans son sein un schisme et de fonder une école rivale. Si Lénine voulait se charger de ce soin, il serait rendu à la liberté et largement subventionné par la police impériale. Lénine accepta sans débat, car il voyait à la combinaison trois avantages : sortir d'exil, se venger de ceux qui l'avaient supplanté à la tête de la révolution et se servir des forces que le régime tsariste allait mettre à sa disposition pour battre en brèche ce régime même. Il fut libéré en 1900, résida quelque temps à Pskof pour recruter le personnel dont il avait besoin, puis partit pour Genève, et dès 1903 provoqua la scission du parti social-démocrate russe, en opposant les bolchevistes aux menchevistes. C'est au congrès de Londres de 1905 que le parti bolcheviste fut définitivement créé par Lénine, qui continuait à rendre les plus grands services à l'Okhrana impériale, et, au témoignage de ceux qui l'ont vu fonctionner, ce parti bolcheviste se composait principalement d'agents secrets de la police tsariste (F. 27.297).

l'Angleterre la mise en liberté d'un autre Juif bolchevik, Finkelstein (Litvinoff), arrêté pour espionnage au profit de l'Allemagne.

Quant à Kerensky, malgré la proposition du procureur de faire arrêter, dès leur arrivée, Oulianoff, Bronstein et Cie, comme payés pour corrompre l'armée, ce digne ministre ne daigna seulement pas écouter ce conseil et donna l'ordre de leur ouvrir à tous les frontières. Quand le commandant de Petrograd, le colonel Polovtzeff, fit néanmoins arrêter Bronstein, Nakhamkess et Semachko, Kerensky les délivra aussitôt de ses propres mains et les reconduisit en son automobile à Smolny (ancien institut pour les jeunes filles de la noblesse, réservé après la révolution au conseil des députés ouvriers et soldats) où il les remit bientôt en pleine liberté. Cette conduite de Kerensky est à un tel point saugrenue, son incapacité et sa sottise sont tellement évidentes *qu'on ne peut expliquer ces procédés que par la connivence qui existait entre lui et les chefs du parti bolchevik.*

Un des premiers décrets de Kerensky fut celui qui rendait l'indépendance à la Finlande, et le second qui accordait la liberté aux Juifs.

Et, petit à petit, se servant de Kerensky et de son gouvernement, menant une propagande infernale et s'appuyant sur des assassins et des voleurs en liberté, les Bolcheviks firent des Soviets un instrument docile.

Ils renversèrent enfin, au mois d'octobre, le gouvernement provisoire!

Sans Kerensky et son double jeu, sans sa trahison et celle de Nekrassow, envers le général Korniloff, alors commandant en chef de l'armée, accusé le 27 août 1917 de haute trahison, ce Korniloff que lui-même avait provoqué à prendre les armes pour rétablir l'ordre à Petrograd et dans l'armée; sans le refus de Kerensky et Cie à profiter de l'appui des 40.000 officiers concentrés à ce moment à Petrograd pour disperser avec leur concours le conseil des députés ouvriers et soldats et pour liquider le mouvement d'Oulianoff (Lénine) (ce concours ayant été de longue date offert au traître Kerensky par les délégations des troupes du front), sans toutes ces graves raisons le gouvernement provisoire aurait peut-être réussi à attirer de son côté tous les éléments de l'armée et du peuple qui avaient conservé encore le sentiment du bien et du mal. Mais le double jeu de Kerensky, son influence néfaste sur tout et sur tous agissaient comme la lèpre et portaient fruits, de sorte que tous les Russes honnêtes se détournèrent alors du gouvernement provisoire qu'il présidait.

C'est pourquoi, lorsque le soulèvement des Bolcheviks éclata au mois d'octobre 1917, le gouvernement provisoire se vit abandonné par le peuple et les soldats.

Alors, Kerensky et les siens, tremblant de peur, s'enfermèrent au Palais d'Hiver, se cachant derrière le dos des élèves des écoles mi-

litaires et du bataillon des femmes formé par les pailles de la révolution pour donner l'exemple de la vaillance aux déserteurs de l'armée! Ensuite, abandonnant à leur sort ces malheureuses femmes et ces adolescents, sincèrement persuadés qu'en sacrifiant leurs jeunes vies pour ces héros infâmes ils défendaient la patrie et la vraie cause, toute la bande, avec Kerensky en tête, changea à la hâte d'habits et de physionomies et, tout en ne songeant plus à leurs belles devises, mais n'oubliant pas cependant de s'emparer de l'argent et des valeurs pillés, cette bande laissa la malheureuse Russie se débattre dans les affres de la ruine et s'en fut à l'étranger.

Comme il a été maintenant établi, lorsque Oulianoff (Lénine) et Cie renversèrent le gouvernement provisoire, ils ne s'attendaient nullement à une aussi faible résistance et à un triomphe aussi complet. Leur victoire si facile était due aux ordres et aux mesures du gouvernement provisoire, ayant plongé les masses dans le trouble le plus profond.

Gardant en détention le Souverain et Sa Famille et ayant pris la place du gouvernement Impérial, certains de leur impunité, ils réunirent toutes leurs forces pour augmenter la propagande contre la personne de l'Empereur et de l'Impératrice.

Profitant des droits de libre parole, ils abreuvèrent le front et la ville de libellés diffamatoires et obscènes, composés toujours par les Juifs zélés. Ne s'épargnant aucune peine pour crier dans tous les quartiers des calomnies et des injures à l'adresse des têtes couronnées, ils exhibèrent sur tous les murs d'ignobles caricatures, accusant faussement les Souverains de trahison et de tout ce qui pouvait en général faire réagir le plus fort les cerveaux troublés du peuple et de l'armée.

Lénine et son entourage juif se trouvèrent soutenus dès leur débarquement, non seulement par l'impuissance du gouvernement provisoire et par le double jeu de Kerensky, mais encore par la sympathie du soviét des députés ouvriers et soldats, qui contenait, comme il a été dit plus haut, bon nombre de Juifs.

Ce sont les Juifs, secondés par les Bolcheviks, qui inondaient les rues et le front de brochures corruptrices. Ce sont eux encore qui faisaient ardemment de la propagande dans l'armée; eux qui soutenaient la plèbe dans ses vils et plus bas instincts, eux qui travaillaient comme agents de l'Allemagne, de l'Angleterre et des banquiers juifs, pour amener au plus vite la déroute dans l'armée. Enfin, ce ne sont qu'eux et toujours eux — avec les autres meneurs du soviét, les traîtres russes — qui doivent porter toute la responsabilité des événements!

**Tel fut le début du règne des Bolcheviks en Russie:**

D). — *Qui donc sont ces Bolcheviks gouvernant la Russie?*

A l'exception d'Oulianoff (Lénine) et de quelques autres traîtres russes, ainsi que d'un certain nombre de Polonais, de Lithuaniens et de Géorgiens, toute l'administration civile et militaire des Bolcheviks était constituée et l'est toujours, en majeure partie, de Juifs. Les Trotzky, Zinovief, Litvinoff, etc., appartiennent tous à la tribu d'Israël et tâchent de cacher leur véritable nationalité en se couvrant de pseudonymes russes.

Dès la révolution et depuis l'avènement des Bolcheviks surtout, tous les Juifs de la Russie et du monde entier se précipitèrent pour soutenir ces communistes vers l'appât convoité qu'offrait pour eux la Russie. C'est ainsi que 300 Juifs se présentèrent aussitôt de New-York avec l'argent des banquiers juifs d'Amérique pour subjuguier enfin le peuple russe (1.043). On ne pourrait douter que les banquiers juifs avaient subventionné les révolutionnaires russes en 1905 et 1917; nous en avons d'ailleurs la preuve dans le texte des télégrammes cordiaux contenant des remerciements réciproques qu'échangèrent, au printemps de 1917, le banquier américain Jacob Schiff ayant envoyé des subsides aux révolutionnaires et Milioukoff, le lâche ministre des Affaires étrangères du non moins lâche gouvernement provisoire (1.138). Mr. Ford constate que la révolution russe ne présente qu'une formidable spéculation juive tendant à faire passer tous les capitaux dans les poches juives, que c'est précisément ces spéculateurs internationaux qui tiennent à la mobilisation générale de toute la jeune génération dès la déclaration de guerre, pour faire périr la meilleure partie de la population masculine du pays et assurer ainsi l'épanouissement des Juifs.

Le rôle dirigeant des Juifs est prouvé indubitablement par les extraits mêmes de la presse juive.

La liste publiée dans le N° 932 du *Nouveau Temps* (*Novoïe Vremia*) nous fait voir que, du nombre des 224 Bolcheviks arrivés en Russie en 1917 dans un wagon plombé, 27 seulement étaient (d'après leurs noms) de nationalité russe; 30 étaient des Polonais, des Arméniens, des Géorgiens, etc., alors que le reste (170 hommes) étaient tous juifs.

Toutefois, si quelqu'un conservait des doutes sur le rôle des Juifs dans la révolution russe, il n'aurait qu'à étudier un peu les listes officielles de l'effectif du personnel des établissements bolchevistes, qui ne contiennent pour la plupart que des Juifs, parmi lesquels, sauf hasard, on peut tomber sur un nom *chrétien russe*.

Voici un extrait de ces listes (citées en 1922 dans *Le Chemin de la Croix*, de T. Winberg). Le conseil des commissaires du peuple, 22 membres, dont 17 Juifs, 2 Arméniens; le commissariat de la Guerre

(ancien ministère), 43 membres, dont 34 Juifs, 8 Lithuaniens, 1 Allemand; le commissariat des Affaires intérieures, 14 membres, *tous juifs*; la Tchéka (Comité extraordinaire pour combattre la contre-révolution) à Petrograd, 12 membres, dont 6 Juifs, 6 étrangers; la Tchéka à Moscou, 37 membres, dont 23 Juifs, 8 Lithuaniens, 1 Polonais, 1 Arménien, 1 Allemand; le commissariat des Finances, 30 membres, dont 26 Juifs, 1 Polonais, 1 Lithuanien; le commissariat de la Justice, 19 membres, dont 18 Juifs, 1 Hongrois; le commissariat de l'Instruction publique, 53 membres, dont 44 Juifs, 2 Allemands, 1 Lithuanien, 2 Finlandais; le commissariat du Travail, 8 membres, dont 7 Juifs, 1 Allemand; la délégation de la Croix-Rouge, 8 membres, tous Juifs; le commissariat des Affaires étrangères, 17 membres, dont 13 Juifs, 1 Arménien, 1 Lithuanien, 1 Allemand; le commissariat des Provinces, 23 membres, dont 21 Juifs, 1 Lithuanien, 1 Russe; le Conseil de l'Economie publique, 16 membres, dont 14 Juifs, 1 Arménien, 1 Russe; le conseil du Comité du Don, 11 membres, dont 7 Juifs, 2 Allemands, 2 Lithuaniens; la section coopérative, 12 membres, tous Juifs; le Conseil des députés, soldats et ouvriers, à Moscou, 23 membres, dont 19 Juifs, 3 Lithuaniens, 1 Arménien; le Comité central du parti ouvrier de socialistes démocrates, 12 membres, dont 11 Juifs... et ainsi de suite.

Tel est le tableau, non seulement de la haute administration, mais des établissements et institutions de moindre importance. On a calculé, d'après les listes de leur personnel, que les Juifs y constituent jusqu'à 90 %.

Quoiqu'une bonne moitié des Juifs bolcheviks et tchékistes se soient couverts de pseudonymes russes, cette précaution est bien inutile et l'œil le moins expert, rien qu'en regardant leurs nez crochus et leurs larges oreilles, perdra aussitôt tous ses doutes sur leur véritable origine.

Si, pour se créer un appui sûr dans la foule si peu constante, les Bolcheviks parvinrent, dès le début, à obliger Kerensky à relâcher les criminels des bagnes et des prisons et à les admettre avec les Juifs aux postes les plus variés dans les établissements soviétiques, toutefois le pourcentage juif cité plus haut était strictement maintenu à toutes les époques de la révolution russe, grâce à quoi les véritables dirigeants de toute la vie d'Etat dans toutes les administrations, jusqu'à celle du culte orthodoxe, n'étaient et ne sont aujourd'hui que des Juifs!

Ainsi, lorsqu'on parle de la Russie, des Juifs, des Bolcheviks, des communistes, de la III<sup>e</sup> Internationale et du gouvernement soviétique en Russie, on parle toujours non d'un gouvernement élu par la volonté du peuple, mais d'une bande de Juifs et de criminels universels qui se sont emparés du pouvoir et ont pris le dessus en Russie par la trahison d'intrigants et avec le concours des étrangers.



Donc, répétons-le : tous les événements en Russie, depuis l'avènement des Bolcheviks, sont l'œuvre des Juifs.

E). — *Qu'a fait en Russie et avec la Russie ce Pouvoir juif?*

Les Juifs s'empressèrent de se saisir de tout l'or concentré dans la banque d'Etat et montant à un milliard et demi de roubles. Ensuite, ils confisquèrent tous les dépôts des particuliers dans toutes les banques privées et pillèrent les coffres-forts dans toute la Russie. Après quoi, ne trouvant pas leur butin suffisant, ils en vinrent à dévaliser tous les représentants de la bourgeoisie, tous ceux qui n'étaient ni ouvriers, ni soldats et qui s'en distinguaient seulement par le costume. Tenant fermement leur larcin, les richesses de la Couronne et les valeurs des banques, des coffres-forts, etc., les Juifs décrétèrent alors la *socialisation* et la *nationalisation* de toutes les fortunes privées.

Le système des Juifs bolcheviks leur donna l'appui des soldats et d'une partie de la masse et occasionna la désunion des classes sociales. Cette désunion et la lutte continuelle entre toute les parties de la population étaient précisément le moyen des Juifs pour conserver le pouvoir.

Réservant, au début de leur règne, à tout le monde le transport gratuit sur toutes les voies de communication, ainsi que la jouissance gratuite des terres et des biens d'Etat aux classes inférieures, les Juifs engendraient ainsi dans le peuple la fainéantise et des désirs exagérés...

Ils savaient tenir le peuple en soumission en l'autorisant à faire tout ce qui lui plaisait.

Pour toute la classe cultivée, les Juifs bolcheviks élaborèrent la formule suivante : « Celui qui ne travaille pas ne mangera pas non plus... » et les anciens riches devenaient employés dans différents établissements, travaillant en véritables machines pour ne pas mourir de faim et avoir droit à des cartes d'approvisionnement!

Il est clair que, les choses allant de ce train, les Juifs bolcheviks virent bientôt couler à l'eau toutes les richesses pillées et se trouvèrent obligés de soumettre la population à des impôts qu'ils augmentaient de jour en jour, ne prenant point en considération leur chiffre exorbitant. Les impôts étaient loin de se conformer aux revenus, mais, sous le nom d'impôt, les Juifs enlevaient une partie des capitaux et, fidèles à leur système, faisaient porter tout le poids de ces prétendus « impôts » sur les classes lettrées, alors que les communistes, les Juifs et leur personnel en étaient complètement exempts.

Les paysans furent laissés les premiers temps à travailler en repos sur leurs terres, mais ce calme ne dura pas longtemps et ils commencèrent à souffrir des réformes juives. Les « comités des indi-

gents », organisés comme organes administratifs dans les villages, attirèrent parmi leurs membres toute la lie des habitants, les ivrognes, les vagabonds qui n'avaient rien à perdre. Toutes les magnifiques propriétés saccagées, leurs propriétaires assassinés ou renvoyés et leur gérance transmise à des mains communistes, les paysans perdirent tous les gains dont ils jouissaient en travaillant pour les propriétaires; par contre, ils furent expédiés de force sur ces terres maintenant saccagées pour y travailler au profit des communistes (ces travaux étaient bien plus difficiles et pénibles que ceux des paysans asservis d'il y a soixante-quinze ans!), ce qui eut pour résultat la ruine totale des propriétés confisquées et celle des paysans.

Quant à leurs propres terrains, se trouvant dans l'impossibilité ni d'acquérir, ni de réparer l'inventaire, ni même de trouver des semences, les paysans furent contraints à réduire peu à peu les terrains qu'ils cultivaient; lorsque les Juifs bolcheviks établirent « l'impôt extraordinaire » consistant en produits récoltés, les paysans ne se mirent à cultiver qu'une quantité minime de terrain pour pouvoir satisfaire le plus sobrement leurs nécessités.

Tout l'univers se souvient de l'œuvre américaine Ara, ayant sauvé la vie à des millions d'hommes en Russie, en 1922. Et, pourtant, elle aussi fut obligée de renoncer à son travail là-bas.

Au commencement, craignant des excès causés par la famine, les Juifs toléraient l'Ara. Mais lorsqu'ils virent le peuple souffrir les tortures de la faim, manger ses propres enfants, dépecer des cadavres, mourir par milliers et... se taire toujours, ne point se révolter contre ses bourreaux juifs, mais abruti et agonisant, se ruer seulement sur les dépôts d'approvisionnement, alors les Bolcheviks comprirent qu'ils n'avaient rien à craindre et résolurent de se débarrasser de l'Ara comme d'un témoin indésirable des horreurs en Russie.

En 1923, malgré la disette qui continuait à sévir, les Juifs exportèrent en Europe les grains et le blé indispensables pour nourrir le peuple russe; et c'est ce pain, enlevé de force par les détachements de gardes rouges de la bouche des affamés, que vinrent acquérir les méprisables administrateurs et régents de l'Europe et ses hommes d'affaires agiles! Et le même tableau continue toujours jusqu'à présent!

Petit à petit, le travail du peuple et la production se réduisirent au minimum. Ainsi, vers 1924-1925, la récolte des grains, qui était de 7.200 millions de kilos en 1914, diminua de 87 %; la culture du tabac, du coton et des vignes de 75 %; celle du sucre de 97 %; l'élevage des chevaux et du bétail de 90 %; l'extraction du charbon de 99 %. Les mines furent submergées et, pour les restaurer, des centaines de millions sont nécessaires. Les années suivantes, aucune amélioration n'est visible, tout va de mal en pis. Des centaines de mille arpents

cultivés et florissants jadis sont dévastés aujourd'hui par les souris, le zisels, les taupes, les sauterelles et, malgré les ordres prescrits par le gouvernement, aucune mesure de lutte n'est entreprise devant l'absence de moyens et d'ouvriers.

Ceci explique bien comment les Juifs bolcheviks veulent se servir de la famine pour maintenir leur domination.

En 1918 et plus tard, on procéda dans les villes à « la perception des excédents » commencée le même jour, dans tous les locaux à la fois, les rues étant divisées en quartiers que cernaient des troupes. Tout, sans exception, était enlevé aux citoyens : deux complets de linge, deux costumes, un manteau étaient laissés par personne; durant les perquisitions, les agents fouillaient jusqu'à l'intérieur des matelas et des coussins. Ensuite, commença « la perception » des provisions et des objets pillés par la campagne. Résultat : les céréales étaient à moitié dispersées sur les routes conduisant aux ports, les œufs pourrissaient par millions dans les wagons ainsi que des milliers de volailles, les viandes, etc.

Les chemins de fer fonctionnaient à peine, manquant de machines et de ressorts nécessaires à leur réparation.

Déjà, en 1924, la Russie comptait plus de deux millions d'hommes sans emploi et sans travail...

Les émoluments fixés aux ouvriers étaient peut-être suffisants pour vivre à en juger d'après les listes, mais ces appointements n'étaient jamais payés entièrement en raison des impôts perçus sur chaque somme, auxquels étaient soumis les ouvriers, contre leur gré; de cette manière la paye atteignait un chiffre médiocre (1).

Cette économie politique des Juifs donna les brillants résultats prévus. Jusqu'à 20 millions d'hommes périrent de froid, de faim et de maladies qui s'ensuivirent... Des centaines de mille d'enfants et d'adolescents rôdaient en quête d'occupation et de travail, mais en vain!

Il arriva même que des femmes, désespérées, tuaient leur mari pour nourrir de son corps leurs enfants!

D'après les témoignages des médecins dont le nombre ne suffisait pas à secourir la centième partie des malheureux, il était rare de rencontrer en province un cadavre intact; généralement, toutes les parties tendres, les bras et les jambes étaient mangés... Comme des bêtes affamées, les hommes fouillaient les tas d'ordures pour y trouver quelque détritibus comestible.

Tel était le tableau en 1922, tableau confirmé par de nombreux protocoles et des photographies. A présent, les conditions n'ont pas changé de beaucoup (2). Les Juifs, les communistes, et en partie

(1) Voir II<sup>e</sup> Partie : « L'Industrie et les Ouvriers ».

(2) Après l'institution à l'étranger de « la Société internationale de Secours aux ouvriers », on découvrit qu'elle était entièrement soumise à l'internationale com-

l'armée rouge qui est leur seul appui, se gavent de nourriture et engraisser à vue d'œil, tandis qu'en Europe les rois, les ministres et jusqu'aux représentants de S. S. le Pape serrent les mains sanglantes des Juifs bolcheviks.

Dans un des départements de la Russie, un décret fut publié par lequel aucune femme entre dix-huit et trente-cinq ans n'avait droit de se dérober au désir de tout homme, quel qu'il fût. Le premier glaykom venu (commissaire en chef) avait droit de publier des décrets sur la socialisation des femmes en telle ou telle localité. Le sort des femmes dépendait donc entièrement de la volonté, de l'humeur, du bon plaisir du premier venu! Le général Denikine (II vol.) présente la photographie d'un mandat délivré au camarade Krasseff pour la socialisation à Ekaterinodar de tant de... (le nombre est effacé) jeunes filles âgées de seize à... (effacé) ans, ce mandat portant la signature du commissaire en chef.

Les Juifs poursuivaient en ceci deux buts : celui d'amener à son apogée l'idée du socialisme dans le pays communiste et celui de détruire totalement tous les fondements des familles chrétiennes, car les femmes mariées ne faisaient pas exception à cette loi.

Dégradant et abaissant ainsi l'image de la femme et lui réservant le rôle d'instrument de plaisir ou, plutôt, de brute dont pouvait disposer le premier venu, rendant effectif le divorce sur la seule déclaration d'un des époux, les Juifs ne se contentaient pas d'autoriser les avortements, les favorisant même en organisant dans ce but le secours obligatoire et forcé des représentants de la médecine. Mais tout en déracinant tous les fondements des familles chrétiennes les Juifs sont bien loin de toucher à leurs propres familles et à leurs synagogues.

Et sous les efforts de Juifs, la Russie perdit en l'hiver de 1924, pendant les grands froids, près de 2.000 enfants de Petrograd morts de froid et sans abri (839). Chaque année, plus de 2 millions d'enfants chrétiens périssent en Russie; toute la Russie compte encore quelques millions d'enfants sans asile...

Ayant proclamé dès le commencement de leur règne l'instruction gratuite dans toutes les écoles, les Juifs les remplirent d'enfants du peuple ainsi que des leurs et en exclurent tous les représentants des classes bourgeoises. Lorsqu'ils virent pourtant le déficit que leur apportait cette mesure, ils furent forcés d'établir une taxe pour payer l'instruction des enfants. Ici de même, la priorité fut accordée aux enfants des Juifs et des communistes qui furent dispensés de cette obligation — alors que les familles bourgeoises furent obligées de payer des sommes tellement élevées que des générations entières de

muniste et que tout l'argent ramassé était employé à la propagande (Bureau des syndicats d'Amsterdam) tandis que près de 800.000 kronas souscrits au profit des affamés étaient dépensés pour les besoins de l'Internationale communiste (993).

la jeunesse furent privées de toute possibilité de s'instruire. C'était ce que désiraient les Juifs projetant de ne laisser en Russie que le bas peuple qui leur serait obéissant et *d'anéantir la classe cultivée sans jamais lui permettre de se relever dans aucune de ses générations.*

Sous divers prétextes, les Judéo-Bolcheviks se mirent, pendant l'année 1924, à « épurer » les écoles supérieures, c'est-à-dire à en exclure des milliers d'étudiants. Le motif secret de ce procédé était la défiance que leur inspiraient les sentiments de la jeunesse envers le pouvoir soviétique. Les Juifs croyaient empêcher ainsi la restauration de la classe cultivée et ne laisser que le bas peuple réduit en esclavage et n'osant ni raisonner, ni penser! Poursuivant toujours le même but, les Judéo-Bolcheviks fermèrent, en automne 1924, les trois classes supérieures des écoles, ne laissant que les classes primaires.

Les Juifs bolcheviks continuèrent leurs inventions absurdes en fixant des taxes saugrenues pour les émoluments qu'ils octroyaient aux représentants de toutes les professions. Ainsi, un petit aide chirurgien recevait deux ou trois fois plus que son chef, le docteur; un gardien touchait des gages plus élevés que ceux d'un directeur d'usine, et l'entretien du chien de garde de l'université sous l'ancien régime coûtait plus cher que celui fixé par les Juifs aux professeurs de mérite!

Toute la bourgeoisie et la classe lettrée furent classées pour l'approvisionnement dans la 4<sup>e</sup> et dernière catégorie qui n'avait droit qu'à 1/8<sup>e</sup> de pain et à un hareng pourri par jour, alors que la pègre et les ouvriers appartenaient tous à la 1<sup>re</sup> catégorie et recevaient journellement une 1/2 livre de pain et d'autres vivres.

Pour demeurer les seigneurs omnipotents de la Russie et donner libre cours à leur féroce despotisme, les Judéo-Bolcheviks interdirent la publication de tous les journaux qui ne les couvraient point d'encens et ne partageaient pas leurs opinions. De tous les journaux russes, il ne resta que les organes officiels des Soviets : *Isvestia (les Nouvelles)* et *Pravda (la Vérité)*. Ces journaux se distribuaient au début à qui les désirait, ensuite la souscription gratuite fut abolie et quand personne ne voulut s'y abonner la souscription fut rendue obligatoire. Dans tous les établissements, syndicats et communes, les idées seules des communistes étaient propagées en Russie, aucune information de l'Europe n'y pénétrait si ce n'est pour être dénaturée et prendre la teinte désirable au gouvernement judéo-soviétique.

Comme nous l'avons vu d'après les listes du personnel administratif, les postes directifs étaient occupés par des Juifs. Mais comme les Juifs étaient des profanes et des ignorants dans toutes les branches de la structure d'Etat, ils se virent forcément obligés de profiter de l'aide de différents spécialistes (de « spess » comme ils les nommaient)

parmi les anciens militaires et civils du régime Impérial tentés quelquefois par le bien-être matériel que leur donnaient leurs emplois, mais le plus souvent obéissant aux menaces et aux violences des Juifs qui prenaient leurs familles en otage.

Si, en dehors des spécialistes militaires et civils dont les Judéo-Bolcheviks ne pouvaient se passer, d'autres Russes étaient aussi admis à des postes supérieurs, ces Russes n'étaient que des galériens ou des déportés; ainsi à Vladivostok, le narkom (commissaire national) de l'Intérieur était l'ex-bourreau de la prison d'Ekaterinbourg, Iankowsky (498). Le commissaire de la 2<sup>e</sup> division d'infanterie, Gassowsky, était l'ex-bourreau de la Tchéka de Kazan (635); le président de la section du G. P. U. à Smolensk, Filipoff, aussi un bourreau (1.047). Dans une des régions de Sibérie, tout le personnel supérieur du pouvoir était composé de Juifs; tels étaient le président du comité exécutif départemental et son adjoint, les chefs du G. P. U., les chefs du bureau des exécutions au tribunal, ceux du vniechtorg (bureau du commerce extérieur), le président de la Section commerciale, le directeur de la Banque, le président de la colonie des enfants, le directeur de l'Université, le chef des Jeunesses communistes (976). La milice d'Odessa fut exclusivement constituée de Juifs (S. W. 71) et, parmi les 70 juges d'instruction, on comptait 69 Juifs (985). Les malheureux « spess » devaient encore travailler sous la garde vigilante d'espions et de contrôleurs placés sous différents titres auprès d'eux. A plus forte raison les Juifs n'admettaient aucun chrétien dans la politique. Un certain Tchitchérine ayant quelque temps été employé sous l'ancien régime au ministère des Affaires étrangères se trouva, par une rare exception, placé à la tête du commissariat des Affaires étrangères soviétiques; la raison en était que Tchitchérine est Arménien et les Juifs croyaient qu'il ferait meilleure mine devant les gouvernements étrangers comme représentant de la Russie; et puis, parmi les 17 membres de ce commissariat ne comptait-on pas 13 Juifs, 1 Allemand, 1 Lithuanien et 1 Arménien? (Voyez la partie C.)

La justice n'existait que sur papier. Les nouveaux tribunaux virent siéger à la place des anciens juges de mérite des criminels et des forçats libérés.

Et selon « le droit de la révolution », aucun des prévenus appartenant aux classes supérieures et moyennes et traduits avec réjouissement tout particulier devant ces cabinets de torture n'évitait le verdict condamnant le plus souvent à la peine capitale, alors que des accusés juifs ou communistes en sortaient acquittés en raison de leur naissance démocratique et de leurs mérites auprès du gouvernement soviétique.

Exigeant jadis l'abolition de la peine de mort jusque dans les conseils de guerre, les Juifs l'adoptèrent dans leurs propres tribunaux

comme un des châtiments les plus ordinaires pour tous les non-Juifs sans différence de culpabilité, d'âge et de sexe.

Sur la moindre dénonciation, sur le premier soupçon, les Judéo-Bolcheviks envoyaient et envoient tous ceux sur lesquels ils peuvent avoir des doutes quant à leurs sympathies aux Soviets dans les régions les plus lointaines de la Sibérie, dans les marécages les plus impraticables. Ces derniers temps, ils se servirent de la même mesure pour châtier les ouvriers mécontents qu'ils craignaient de faire comparaître devant les tribunaux. Mais la peine de mort et les tortures que ces infortunés avaient évitées furent remplacées par un autre supplice infernal qui valait bien les autres et dont la rumeur ne parvenait jamais aux oreilles de la vieille Europe comme il en était quelquefois pour les massacres et les assassinats. Transférant des milliers d'innocents au fin fond de la Sibérie, ils en faisaient des morts-vivants, n'en connaissant même pas au juste le nombre, n'en dressant pas de listes des noms et n'en donnant aucune information à personne. Ainsi ni aide ni protection ne parvenaient à ces malheureux, et comme personne ne s'occupait de leur nourriture, il est évident que tous ces milliers de déportés étaient prédestinés à une longue agonie.

Ils publièrent un décret incitant chacun à dénoncer tout être suspect, tout en étant assuré que le nom du dénonciateur ne serait pas dévoilé. Il devint dangereux alors de parler devant qui que ce fût, devant ses propres enfants même qui pouvaient répéter à tort et à travers les paroles les plus innocentes.

E. Goldmann, juive elle-même, certifie que tout le pays est la proie de la police secrète et de ses innombrables espions.

Copiant dès leur avènement les procédés du gouvernement provisoire de Kerensky et remplissant les prisons de ceux qui n'étaient pas à leur gré en les accusant de contre-révolution, les Juifs imitèrent plus loin aussi Kerensky et C<sup>o</sup> et établirent la célèbre « Tché-Ka », surnom abrégé donné à leurs commissions extraordinaires d'enquête. A la tête de ces établissements de torture furent placés des Juifs ou ceux des représentants d'autres nationalités habitant la Russie qui étaient connus pour leur férocité égale à celle des Juifs. (Voyez plus haut 1<sup>re</sup> partie.)

Chaque Tchéka disposait d'une garde composée de jeunes Juifs, de Chinois ou de Lithuaniens et très rarement de gardes rouges.

Voilà comment, ne se fiant pas aux soldats indisciplinés de l'armée rouge et les laissant piller et ruiner le peuple dans l'ivresse de leurs sens déchaînés, les Juifs profitèrent de la jeunesse israélite, des Chinois et des Lithuaniens pour s'en faire une garde fidèle et des régiments d'élite leur obéissant aveuglément.

Plus tard, les « coursants rouges », c'est-à-dire les élèves des écoles militaires rouges, furent appelés à former, en surplus des Chinois et des Lettons, un détachement militaire composé en majorité

de Juifs sur lequel le gouvernement judéo-soviétique pouvait ainsi doublement compter (S. W. 71).

Des assassinats continuels accomplis par les Tchékas et les chefs juifs furent dramatisés par les supplices et les tortures qu'on faisait subir aux victimes.

Les malades et les blessés étaient trainés dans les rues; sur l'initiative du juif Sobelson (pseud. Radek) on outrageait des condamnés à mort, les faisant creuser leurs propres fosses et se mettre à nu pour voir partager leurs vêtements par leurs bourreaux; les mains des infortunés encore vivants étaient plongées dans l'eau bouillante jusqu'à ce que la peau s'en détachât comme un gant; des cigares brûlants étaient appliqués à leurs yeux; les femmes subirent cette atrocité : des charbons ardents versés dans leurs organes génitaux. Des martyrs, le ventre ouvert, virent leurs boyaux fixés à un arbre, après quoi on les forçait à courir autour, enroulant sur l'arbre leurs propres entrailles.

On offrait aux yeux des prisonniers et des condamnés affamés des mets et des boissons qu'on retirait aussitôt. Pendant le supplice du professeur Tagantzef, à Petrograd, il se vit réduit, pour satisfaire une soif intense, à boire sa propre urine! Des exemples de ce genre sont innombrables.

Ce qui enchantait le plus fort les Juifs, c'était de torturer les maris aux yeux de leurs femmes, et vice versa; les enfants devant leurs parents : les doubles souffrances leur causaient une double jouissance...

Une des tortures pratiquées par les Juifs consiste dans l'interne des victimes dans des « chambres hermétiques ». Ces chambres sont tapissées de tous côtés de liège, ne donnant aucun accès à l'air, et les martyrs qui y sont enfermés doivent y souffrir une lente et lamentable agonie; aucune plainte, aucun gémissement des infortunées victimes ne peuvent parvenir au dehors.

Habituellement les cellules des « condamnés à mort » (attendant quelquefois des mois entiers leur exécution) étaient dénuées du confort le plus élémentaire; on n'y avait aucune commodité pour dormir ni pour rester assis ou manger; rien que des murs nus avec une seule ouverture grillée dans la porte. (« En Contrée Etrangère », IX<sup>e</sup> dossier de la Commission d'enquête).

Après l'évacuation de la Crimée par les armées du général Wrangel, les rouges y donnèrent cours à leur vengeance. A Sébastopol, les arbres des boulevards étaient couverts de pendus; la mer apportait de tous côtés des milliers de noyés; par tous les villages et les villes grondaient incessamment le râle des agonisants, les cris et les gémissements des suppliciés torturés par les tchékistes, et, dès les premières lueurs du jour, on voyait défiler à toute vitesse des camions remplis de cadavres sanglants. L'œuvre des nuits terribles!



En 1927, après l'exécution à Varsovie de Voïkoff par la main de l'héroïque Koverda, les exécutions d'innocents reprirent le lendemain par centaines en U. R. S. S.

Le même tableau régnait pendant leur lutte contre les armées blanches : dès l'entrée des Bolcheviks dans les villes ou villages que les blancs venaient de quitter, ces villes et ces villages étaient livrés au pillage et au massacre. Le général Denikine certifie (2<sup>e</sup> volume) qu'après la prise d'Ekaterinodar par les Bolcheviks chaque chef militaire, chaque soldat rouge avait droit sur la vie des bourgeois et des « kadets » (constitutionnalistes-démocrates) et chaque détachement militaire possédait son tribunal révolutionnaire qui prononçait les sentences de mort !

En sus de tous les supplices qu'ils avaient inventés pour exterminer la classe cultivée qu'ils détestaient si ardemment, les Judéo-communistes établirent encore les travaux forcés. Sous le prétexte d'égaliser les classes sociales, ils choisirent pour exécuter les travaux les plus pénibles exclusivement les représentants de la bourgeoisie et de l'aristocratie sans prendre en considération ni la condition de leur santé, ni leur âge. Ils les envoyaient au travail aux heures de la nuit, leur faisant parcourir exprès de grandes distances. Et pendant ce temps, les déserteurs, les ouvriers fainéants *et les Juifs et communistes* étaient libérés de toute besogne.

Les communistes envoyèrent des professeurs âgés, des prêtres, des malades, des aveugles même et des femmes remplir le lourd labeur du terrassement des tranchées au front d'Arkhangelsk et du déblaiement de la neige sur les lignes de chemin de fer et dans les rues.

Ils prenaient surtout un plaisir féroce à envoyer des dames du monde laver les lieux d'aisances des soldats dans les casernes, ainsi que le plancher et le linge sale dans les hôpitaux. Ces travaux se faisaient sous le rire grossier et les plaisanteries ignobles de la garde des soldats. Pour rendre encore plus complet le tableau des ignominies juives, nous ajouterons que bien souvent on « oubliait » de nourrir ces malheureux ouvriers ou bien on ne leur donnait « par oubli » rien qu'un bout de hareng sans pain ou une croûte de pain sec ; que les prêtres devaient travailler en surplis et les dames n'étaient vêtues, malgré le froid, que d'une robe.

Finalement on prit en otage des enfants pour les fautes de leurs parents, des amis pour celles de leurs amis, enfin des voisins pour quelque « méfait » d'un de leurs voisins.

Ayant ôté au peuple russe toute velléité de résistance par la faim, le froid, la terreur, les Tchékas et les tortures qui l'accablaient, les Judéo-communistes s'en prirent aussi à l'Eglise et à la religion.

Plus de 2.000 prêtres orthodoxes furent fusillés ou assassinés. Les religieux étaient non moins persécutés. Au courant des premières années du règne judéo-communiste, les représentants de l'Eglise catho-

lique ne souffrirent pas autant; les Juifs se contentaient de les mettre en prison, n'en ayant fusillé qu'un seul.

Mais ils se gardèrent bien de lever la main sur leurs rabbins et un seul d'entre eux, accusé d'irrévérence au gouvernement soviétique, fut mis en prison quoique libéré aussitôt sous le prétexte qu'il était trop âgé. Il ne fut pas attenté non plus aux mosquées et aux temples bouddhistes. Il est évident que toutes les persécutions n'étaient dirigées que contre les cultes chrétiens.

Presque toutes les églises en Russie ont été pillées et souillées par les Juifs qui se sont emparés de toutes les richesses, transformant ensuite les temples en clubs, cinémas, cabarets, etc.; les églises demeurées à l'usage des croyants furent confisquées de sorte que, pour y célébrer les services religieux, les paroissiens avaient à payer un fort impôt. Les Juifs attinrent enfin l'apogée dans leur haine contre le christianisme : ils organisèrent des processions sacrilèges dont les figurants habillés en bouffons représentaient le Christ, la Sainte Vierge et les Pères de l'Eglise les plus vénérés du peuple.

Par des menaces et des représailles cruelles, les Juifs forçaient tous les citoyens, les fonctionnaires à participer à ces défilés; ils y incitaient les enfants auxquels ils faisaient chanter d'ignobles chansons.

Tout enseignement religieux et même des leçons particulières d'Histoire Sainte furent interdits sous peine de rigoureuses représailles. Les Judéo-communistes s'en prirent aussi au vieux patriarche Tikhon qui fut encore une de leurs victimes. Mais le couronnement de leur œuvre ignoble fut l'assassinat de l'Empereur Nicolas II et de toute Son Auguste Famille, dont les initiateurs et les exécuteurs étaient presque tous des Juifs (1).

Et voilà bientôt 13 ans que ce joug ignoble pèse sur l'infortuné peuple russe sans que personne songe à l'en délivrer!

(1) Voir Partie « Annexe », page 337.

## CHAPITRE III

## L'AVENIR

*Le Châtiment.*A). — *Position actuelle des Juifs-Bolcheviks en Russie.*

Si les Juifs communistes, associés en groupe relativement très peu nombreux de « camarades » comme ils se nomment eux-mêmes, ont réussi dans leur besogne sinistre de pillage et de ruine de l'immense Russie, c'est qu'ils avaient été préparés, secondés et dirigés par toute la puissance mondiale de la Juiverie, si admirablement solidarisée dans ses aspirations nationales à régir tous les pays et toutes les nations de la terre.

Les Bolcheviks comprennent très bien qu'un grand nombre de leurs partisans est composé d'éléments très peu sûrs. C'est pourquoi ils prennent souvent telles ou telles mesures pour épurer, à leur point de vue, leur personnel, de gens qui sont censés n'être pas sincèrement dévoués au régime, d'en purger les individus suspects. La chasse aux « suspects »...

Après cette épuration qui fut faite dans le parti des communistes, il n'en resta pas plus de deux cent mille enregistrés sur tout le territoire de la Russie, ce qui fait 1 pour 1000 sur le chiffre complet des habitants du pays.

Malgré les déclarations de la presse juive sur la réduction considérable du nombre des Juifs dans plusieurs villes (ainsi à Kertch la population juive se réduisit de 20 % ; à Féodocie de 36 %, etc), cette réduction s'explique facilement par le déplacement d'un grand nombre de leurs coreligionnaires à Petrograd, à Moscou et dans les grandes villes, Kiew, Kharkow, Nijni-Novgorod, Rostow-sur-Don, etc., qui sont comblées de Juifs.

Car au paradis judéo-soviétique les Juifs sont les seuls à profiter librement du déplacement dans les centres principaux industriels et aux sièges du pouvoir bolcheviste, les Juifs s'y étant emparés de tout le commerce, de toutes les industries. C'est ainsi que la population des villes s'accrût en trois ans (de 1920 à 1923) de 3 millions.

Avec la crise des logements et des locaux, il aurait été impossible

de loger toute la masse juive ayant envahi Moscou, si la Tchèque et le G. P. U. ne lui étaient venus en aide. Par les soins de ces établissements, des milliers d'appartements occupés par les intellectuels de Moscou furent enlevés à ceux-ci et mis à la disposition des Juifs inondant la ville. Moscou, l'âme de la Russie, la citadelle ancienne, devenait prisonnière des Juifs... devenait la capitale juive. Tous ces Juifs de Petrograd et de Moscou ne souffrent d'aucune détresse et vivent à leur guise sous la protection du G. P. U... Les deux tiers des immeubles de Moscou étaient déjà entre leurs mains vers 1922; ils dirigeaient les « comités des locataires », secondaient la Tchèque et le G. P. U. pour chasser les vrais Russes de la ville (501), de sorte que les Juifs disaient en 1922 « notre Moscou » et tenaient des propos dans le genre de : « Combien avons-nous encore de Russes à Moscou ? » (501).

Les chefs logent dans des palais et profitent pleinement du bien-être, entourés d'un personnel considérable de serviteurs (E. Goldman) tandis que les simples mortels sont privés de ce droit au risque de tomber dans la catégorie des « bourgeois »... Les Juifs roulent en sleeping et les Russes dans des trains crasseux de marchandises (Jour. 24 12.030). Les navires luxueux remplis de femmes attifées, d'hommes élégants voguent impudemment sur le Volga (en 1924), la saison bat son plein en Crimée et pendant ce temps la mort plane sur toute la Russie, des villages entiers se dépeuplent par la famine et les calamités (S. W. 50).

En province, les Juifs submergent les villages, achètent tout le blé, occupent tous les postes administratifs, car, depuis 1921, les élections sont supprimées dans les localités et les Juifs se sont entièrement emparés du pouvoir, faisant du paysan leur esclave. Ce sont eux aussi, en qualité d'autorités locales, qui perçoivent soudainement des impôts sans accorder de délai aux contribuables obligés ainsi à vendre leurs biens et denrées que d'autres Juifs achètent pour rien. Aussitôt les impôts versés, les marchands juifs haussent prodigieusement tous les prix (985).

En 1923-1924, les Juifs n'étaient pas encore aussi nombreux dans la Russie centrale, mais, depuis 1925, ils arrivèrent de tous les côtés et tout se trouva dans leurs mains (1.304). Au midi et à l'Ouest de la Russie, dans les limites des colonies juives, ils occupent une situation dominante; ainsi en Ukraine, des selsoviets (soviets ruraux) juifs ont été constitués dans 300 petits bourgs (1.318), le nombre des tribunaux populaires juifs s'est accru de 15 à 33, les dossiers criminels de Kiew, Odessa, Ekateninoslaw, Jytomir et Berditcheff étant soumis aussi à ces tribunaux (1.361); à Berditcheff où les Juifs forment 75 % de la population, tous les dossiers du soviet sont interprétés en langue juive (1.383) et les codes civils et criminels y sont aussi traduits en

cette langue; des soviets nationaux juifs administrés en langue juive furent aussi institués dans le département de Minsk (S. W. 83).

Le nombre des Juifs dans les établissements soviétiques augmente avec l'accroissement de l'importance, de la puissance de ces établissements, ce qui nous permet de conclure qu'à la fin ce sont les Juifs seuls qui dirigent la politique intérieure du pays. Par conséquent il n'est pas étonnant que la haine toujours plus ardente du peuple contre les Juifs explose un beau jour avec toute sa férocité tandis que les Juifs, de leur côté, ne prennent aucune mesure pour détourner d'eux le juste courroux populaire...

### B.) — *Le Réveil du Peuple Russe.*

Le peuple russe conçoit aujourd'hui qu'il n'est point considéré comme collaborateur par le gouvernement soviétique, mais comme de la chair à canon, comme un esclave, dont le travail va au profit et à l'entretien de fainéants, alors que le peuple russe doit végéter à demi affamé.

Le peuple demeuré provisoirement dans l'attente commence à lutter contre les Juifs avec les armes de ces derniers; la terreur officielle se heurte à une terreur clandestine; l'exportation à l'étranger des céréales arrachées à la population affamée entraîne la destruction de ces céréales conformément au principe: « Puisque nous ne l'aurons pas, personne ne l'aura! »

En 1922 déjà, le *Times* certifiait qu'il n'y avait plus de Bolcheviks en Russie, mais une bande compacte et résolue s'agrippant désespérément au pouvoir et ne perdant pas l'espoir d'éviter le châtement populaire en organisant une révolution dans toute l'Europe et à l'Orient (415).

La province réclame de l'ordre et des réformes agraires (Journ. 22 12.028). Tous attendent un changement, tous y croient (974). A quatre-vingts lieues seulement de Moscou, on trouve dans les chaumières des portraits de l'Empereur Nicolas II. Les paysans croient qu'il n'est pas mort et cette foi retentit par toute la Russie. Le souvenir du Tsar en général n'a point disparu des esprits de la population et les bruits circulent qu'au moment du meurtre le Tsar avait été substitué (Journ. 22 12.028). La *Pravda* de Kiew établissait encore en 1922 (438) que « l'affection générale des campagnes russes pour le Tsar devient vraiment douloureuse », que les paysans payent très cher pour acquérir des portraits de la Famille Impériale qu'ils enfouissent dans la terre, les préservant de la vigilance soviétique. En 1922 encore, tous étaient persuadés dans les villages que « les sottises allaient bientôt finir ».

Des déclarations sur place confirment que vers l'automne 1924

l'état des esprits était tel que les Juifs étaient menacés d'extermination générale en cas de révolte populaire (S. W. 71.)

Les Bolcheviks s'attendent aussi à des événements qui peuvent être tragiques pour eux, puisqu'ils comprennent bien que l'état de choses actuel en Russie n'est pas normal et doit finir, même avec le concours international des forces judéo-maçonniques. Jusqu'à présent, ces forces parvenaient dans les moments critiques qu'avaient à endurer les Bolcheviks à leur apporter un secours efficace et sauver la situation de leurs délégués du pouvoir. Mais, tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle s'y casse... Une fois la conspiration internationale juive dévoilée, les Juifs ne resteront plus longtemps maîtres du monde... Leur puissance commence déjà à décliner... Que sera-ce quand le fameux prolétariat se rendra compte qu'il a stupidement travaillé à son propre suicide en ne faisant qu'enrichir les bandes juives... Il comprendra alors qui est son véritable ennemi. Certains peuples l'ont déjà compris, la France et l'Angleterre pas encore. Et alors il faudra dire adieu à l'aide internationale, qui, jusqu'à présent, a soutenu les Bolcheviks. Tout cela est fort bien conçu par les Juifs gouvernant la Russie; ils savent que leur fin approche avec la vengeance épouvantable d'un peuple rendu malheureux comme aucun peuple ne le fut jamais, d'un peuple à qui tout est enlevé, sauf ses yeux qu'on lui a laissés pour qu'il puisse pleurer ses larmes de sang.

Il serait intéressant de savoir si les Juifs comprennent l'intensité de leur crime à l'égard de la nation russe? Pensent-ils que le peuple russe puisse leur pardonner?

Il est clair qu'on ne peut donner qu'une réponse négative à la seconde question. Le peuple russe est bon par nature; durant son histoire millénaire, il a montré beaucoup de patience et une grande soumission à la volonté de Dieu en qui il mettait toutes ses espérances. Mais pardonner aux Juifs, non! Cela, le peuple russe ne saura, ni ne pourra le faire... Nous dirons même, il ne doit pas le faire! Puisque pardonner au Juif, ce serait prouver une psychologie d'esclave. Pardonner au Juif, ce serait anéantir tout son passé historique, aliéner sa vie nationale et compromettre à jamais son avenir; et non seulement l'avenir russe s'effondrerait sous le joug non brisé du pire ennemi de la chrétienté, mais avec lui tout l'avenir slave serait écrasé sous les décombres de la Russie. Pardonner au Juif dans l'état actuel où se trouve le peuple russe, ce serait annihiler tout sentiment de dignité nationale et faire preuve non pas de générosité, mais démontrer cyniquement la faiblesse et la décrépitude morale d'un peuple, tombé si bas qu'il en perdrait le droit de garder sa place sous le soleil.

Car, pour pardonner au Juif, il aurait fallu oublier tout ce qu'il a fait et lui laisser librement la place qu'il occupe en maître et sou-

verain d'un pays qui lui est étranger, et pour lequel il professe une haine ardente, implacable.

Peut-on oublier? Peut-on oublier, lorsque toujours et partout, durant une longue série d'années qui suivront, à toute heure, à tout endroit, dans chaque branche de la vie politique et sociale du pays, dans chaque famille des différentes classes de la société, dans chaque ville, dans chaque bourgade, dans chaque village le plus éloigné des centres culturels, on gardera non seulement le cruel souvenir, mais la sensation des conséquences funestes du joug effroyable des Juifs? La mémoire gardera à jamais les torturants souvenirs du rôle des agonisants, des plaintes des prisonniers de la Tchéka qui furent lentement martyrisés jusqu'à ce que vienne la mort en libératrice bienvenue; toujours on aura devant les yeux des scènes d'enfants fusillés, de parents et d'amis qui ont eu à souffrir mille tortures avant de mourir.

### C). — *La Situation actuelle de la Juiverie.*

Les meneurs juifs ne craignent pas d'avouer franchement leur rôle dans l'univers par de cyniques déclarations.

Ainsi Disraeli (Beaconsfield) écrivait en 1844 que la révolution allemande (de 1848) qui se préparait se développait entièrement sous la direction juive (1922).

Lemanos écrivait en 1886 : « Un plan diabolique a été élaboré pour détruire d'un seul coup tous les chrétiens, pour les faire considérer sinon en esclaves, du moins en inférieurs des Juifs qui seront les maîtres »; nous voyons aujourd'hui comment ce plan est exécuté (1.222). Copin Albancelli disait que la juiverie avait parfaitement compris que les principes de la franc-maçonnerie étaient le meilleur instrument pour briser l'unité chrétienne... la franc-maçonnerie ouvrant à la juiverie le chemin du pouvoir (Winberg, *Le Rayon de Lumière*, n° 6); Wolff indiquait que les Juifs occupaient dans la franc-maçonnerie le rôle dirigeant, qu'ils avaient su y souffler leur âme et obliger les francs-maçons à servir la juiverie. Ce n'est pas pour rien que le général Ludendorff déclarait que les Juifs étaient un danger des plus formidables pour l'univers, la source principale de tous les malheurs universels (497).

La rabbin Zilber disait à une conférence de sionistes à Londres en 1920 : « On nous accuse, nous, les Juifs, de vouloir renverser l'organisation sociale dans tout l'univers et détruire la civilisation chrétienne pour nous emparer du pouvoir avec l'aide de l'anarchie et du chaos. Cette accusation ne nous intimidera guère, nous ne la craignons point! Si on désigne par conspiration une lutte contre l'injustice, le mensonge, la superstition, d'où qu'ils viennent, les Juifs seraient alors les principaux conspirateurs. » (965).

Le discours est bien clair : l'accusation n'est point rejetée, mais, par un adroit subterfuge et une savante dénaturation des mots, les Juifs soulignent l'inévitabilité de la lutte, alors qu'il s'agit de l'agressivité de la juiverie.

Le congrès des sionistes de 1921 accepta le programme suivant : « Il est nécessaire d'entraver l'assimilation des Juifs et l'annulation de la juiverie en s'appuyant dans ce but sur nos sectes (adeptes du mastreïsme et hassidisme), en même temps il faut diriger les groupements socialistes juifs devant servir d'instruments de propagande; il faut les joindre à des groupements identiques non juifs.

Donc le motif de la lutte est évident; les Juifs convoitent l'hégémonie sur tout l'univers.

A ce congrès Guinsbourg représentait les Juifs sous l'aspect de surhommes (il faudrait plutôt remplacer le mot homme par monstre!)

Kaplanson proférait que les sionistes devaient obtenir le soutien du prolétariat britannique qui formerait dans un avenir tout proche le gouvernement de la Grande-Bretagne; que les Juifs devaient profiter dans leurs intérêts de la situation actuelle chaotique en Europe et que, pour activer leur lutte en Palestine contre les Arabes, il fallait exciter les pauvres contre les riches! (*Morning Post*, 1921, n° 14.)

Le journal juif, *Jewish Chronicle*, publié au Canada, déclarait que deux chemins s'ouvraient aux Juifs parmi les Etats organisés : notamment celui de détruire tous les fondements des Etats nationalistes ou bien celui de fonder leur propre Etat (1.399). Guertz (*l'Etat Juif*) écrivait franchement qu'au moindre échec dans leur programme les Juifs se transforment en prolétariat révolutionnaire, en sergents des partis révolutionnaires (1.399).

Nous dirons donc que la juiverie mine et fait sauter, Etats et peuples en nous alimentant de gens bernés de cosmopolitisme, d'internationalisme, de socialisme, de libéralisme et d'autres mets épicés de la cuisine juive.

Rathenau exposait dans ses écrits que le monde était gouverné par 300 hommes se connaissant entre eux, dirigeant le sort de l'Europe et faisant choix de leurs successeurs (Winberg, *le Rayon de Lumière*, n° 6). Enfin, le célèbre établissement né dernièrement et soi-disant appelé à verser le bonheur et la prospérité sur toute la terre (!), la fameuse Société des Nations « n'est que l'enfant de la juiverie », comme le déclara Zangwill (Winberg, *le Rayon de Lumière*, n° 6.)

Un rabbin prêchait en ces termes à Kichineff en 1923 : « Si le peuple juif, dans sa lutte contre la Croix, est dispersé depuis dix-huit siècles dans tous les coins de la terre, il en est ainsi parce que cette terre doit lui appartenir! De jour en jour sa force s'accroît, car le « Dieu du jour », l'or du monde, est concentré presque exclusivement



entre ses mains et, au moment où les Juifs deviendront les seuls possesseurs de l'or universel, le pouvoir passera aussitôt entre leurs mains. Déjà maintenant maîtres de la Bourse et des banques, les Juifs apparaissent partout en maîtres de la situation.

Mais pour affaiblir notre plus grand ennemi, l'Eglise Chrétienne, il faut engendrer parmi les intellectuels chrétiens l'athéisme, créer des dissidences, des débats religieux, des discordes. Les Juifs doivent entièrement s'approprier le commerce des boissons spiritueuses, du vin, du beurre, du blé, pour être les maîtres absolus de l'économie rurale, les distributeurs de tous les biens; au moindre manque, ils doivent savoir en rejeter sagement la faute sur le gouvernement. Toutes les fonctions sociales et celles d'Etat offrant des honneurs, des privilèges, une autorité seront réservées aux Juifs, alors que les fonctions dépendant du travail, du savoir et entraînant des ennuis et obligations seront occupées par les chrétiens. Les Juifs doivent s'abstenir de chercher des maîtresses parmi leurs coreligionnaires, mais ils choisiront à cet effet des jeunes filles chrétiennes en remplaçant la cérémonie religieuse du mariage par une simple déclaration devant les autorités civiles; les Juifs verront les vierges chrétiennes affluer dans leur camp! Dans ce but, il faut s'emparer en premier lieu de tous les journaux, des feuilles illustrées dans tous les pays pour subjuguier les esprits des masses; après quoi les Juifs dicteront leur volonté à l'univers!... Il faut soutenir le prolétariat, les ouvriers, afin d'exciter les masses au moment venu à renverser les gouvernements, à soulever des révolutions dont chacune accélère la marche des Juifs *vers leur but convoité, qui est de régner sur toute la terre* (S. W. 28.)

Aucun gouvernement du monde, chrétien ou non, ne peut et ne doit oublier les déclarations arrogantes de la presse juive, par lesquelles elle fait accroître l'importance des faits exposés plus haut.

Levi proclamait : « Notre dernier mot n'est pas prononcé, notre dernière révolution n'est pas encore accomplie. » (L. 222.)

Que dirons-nous de tous ces discours, déclarations et programmes; ne sont-ils pas identiques aux plans des protocoles des Sages de Sion?

C'est étrange comme les gouvernements des pays chrétiens et autres prêtent peu d'attention à ce qu'écrit la presse juive; à moins de trahir leur patrie, les gouvernements devraient agir énergiquement contre le péril juif, dont les Juifs en ces derniers temps osent parler tout à fait ouvertement; nous n'avons qu'à citer encore quelques phrases de différents journaux juifs.

Il y en a un qui s'appelle « Pro Israël » et qui, dans un article du 10 janvier 1919, parle de la suprématie juive dans les termes suivants : « Notre gouvernement, qui est composé de nos financiers les plus éclairés et les plus intelligents du monde, *existe déjà* depuis longtemps, partout; le temps arrive pour lui de gouverner tout l'univers... »

Et voilà encore ce que dit le *Peïeviché Wordlé* du 15 janvier 1919 : « La puissance internationale juive a obligé l'Europe à faire la guerre... pour inaugurer dans l'univers entier une nouvelle ère juive. »

Laissons parler maintenant le *Peuple Juif* du 8 février 1919 : « La révolution mondiale que nous verrons bientôt venir sera en tous points notre œuvre... cette révolution instituera la domination juive sur tous les peuples... »

Le 16 mai 1919, un journal allemand, cette fois étant antijuif, *Deutsche Zeitung*, tâche d'éveiller l'alarme à propos du péril juif; il écrit : « A l'aide d'énormes fonds juifs, amassés dans les banques juives, et à l'aide de troubles suscités un peu partout, les Juifs se préparent à la conquête du monde entier... » A Strasbourg, dans un discours public qu'il tenait en février 1919, le rabbin Weima déclara que « la victoire des Juifs sur le monde chrétien et sur tout l'univers était proche » (*Wetchernee Wremia*, 707.)

Si telle est la position franchement arrogante occupée par la juiverie vis-à-vis du monde entier, elle n'en est que plus simplifiée envers la Russie. Il va sans dire que les Juifs comprennent très bien avoir commis un crime odieux vis-à-vis du peuple russe; ils le comprennent d'autant mieux que de longue date ils s'y sont préparés et que de longue date leurs conducteurs et leurs guides, leurs chefs occultes ont travaillé dans ce but en s'efforçant d'unir aussi étroitement que possible toute la juiverie internationale et lui enseigner le programme qu'il a été résolu de suivre et de réaliser envers la Russie. Ils comprennent, mais... ils ne sentent pas toute l'énormité de leur crime, aveuglés qu'ils le sont par leur fanatisme national si exclusif, aux idées étriquées et aux aspirations dénuées de toute envolée spirituelle, abaissées au niveau d'une matérialité grossière. Ils comprennent, mais leur conscience ne les trouble point; devant tout le sang versé par eux, ils sont contents d'eux-mêmes et de leur œuvre infâme; ils sont enflés de vanité et d'arrogance; ils jouissent pleinement de leur triomphe. Ils ne veulent pas s'avouer coupables; mais ils ne peuvent plus nier leurs crimes, qui sont trop flagrants pour être niés... Au cas contraire, si les Juifs avaient réellement éprouvé des remords de tout le mal qu'ils ont fait, ils auraient dû confesser ouvertement devant tout le monde leur crime horrible et faire tout ce qui leur serait possible pour réparer le mal, pour paralyser les conséquences désastreuses de leurs forfaits et aussi pour aider à la régénérescence morale de la nation.

Ils devraient savoir jouer un rôle dans la contre-révolution comme ils avaient su exécuter la révolution, renverser le Trône et s'emparer de toute la Russie. En juillet 1919, Leïba Bronstein (Trotzky), dans un rapport à Kiew, proclamait : « Du sang, plus de sang. Fonctionnaires, laquais de l'ancien régime, magistrats qui nous railaient dans les tribunaux, pédagogues corrompant les élèves, proprié-

taires et leur progéniture, étudiants et officiers, paysans, expropriateurs et ouvriers contre-révolutionnaires, tous seront écrasés dans une étreinte sanglante, tous seront broyés contre la terre. Nous exterminerons tous ceux que nous pourrons et le reste sera étouffé de manière à lui faire désirer la mort plutôt qu'une existence pareille (1.088). » Cette tactique est conservée jusqu'à présent.

Nous ne voyons chez personne parmi les Juifs qui dominent la Russie, ni parmi ceux qui l'habitent d'une manière plus paisible, ni parmi ceux qui ont déjà fui avec toutes les richesses volées, le désir de venir en aide au peuple russe et de contribuer à sa résurrection. Il est vrai que, pour être exact, il faut mentionner qu'en 1923 quelques journaux avaient publié la proclamation de M. Pasmanik (1), et d'autres Juifs venant de Russie : ils s'adressaient à leurs congénères et les invitaient à lutter contre le bolchevisme et travailler à la reconstitution de la Russie. Cette proclamation n'eut aucun succès parmi les Juifs ; les Juifs russes réfugiés à Paris y firent même des objections.

Tous ces Juifs, fussent-ils antibolcheviks, n'en luttent pas moins pour affermir le pouvoir juif et la juiverie en Russie aussi longtemps que ce pouvoir exécute les directives de la juiverie mondiale. Aussi, quoique ces Juifs antibolcheviks se piquent de défendre les intérêts du peuple russe, ils ne le font que pour dissimuler leurs propres pensées secrètes. De même l'appel publié par Bikerman, Pasmanik et d'autres Juifs. Il faut dire qu'après un examen impartial cette proclamation paraît peu sincère ; on y émet des faits mensongers et des points de vue erronés ; toutes les phrases solennelles qui parlent de lutte sacrée contre les Bolcheviks et de reconstitution de la Russie ne sont qu'un masque sous lequel point le seul vrai motif qui a fait écrire cette littérature très inhabile, pour aboutir à un seul et unique but : tâcher de disculper les Juifs par des mensonges, les préserver de la vengeance populaire et conserver ce qui s'appelle en langue démocratique les « conquêtes de la révolution ». Comme toutes les conquêtes de la révolution se bornent à la situation prépondérante qu'y ont gagnée les Juifs, ce n'est que cela même qui est en jeu. Nous n'avons donc pas à nous attendrir sur les bons sentiments des Juifs : ce n'est nullement à la prospérité et au bonheur de la Russie qu'ils s'intéressent, mais à ce qu'il leur soit possible de ne pas porter la responsabilité des atrocités commises par leurs coreligionnaires et à préserver les bénéfices que la révolution leur a fait gagner.

Il est d'autant plus bizarre qu'en réponse à cet appel ses auteurs reçurent une bonne savonnade publiée dans *les Dernières Nouvelles* (journal judéo-russe à Paris) par un certain M. Posner agissant au

(1) Actuellement décédé (juillet 1930) et considéré par des Russes aveugles comme « nationaliste russe ».

nom de la masse juive et ayant découvert dans l'appel une invitation pour les Juifs à se convertir à la croyance monarchiste (?) (739). Et lorsque quelques auteurs de l'appel firent à Berlin un rapport sur le rôle juif dans la révolution russe, ce rapport ne servit que de prétexte aux auditeurs pour exprimer la véritable disposition de leurs esprits par laquelle « la meilleure partie des Juifs est toujours prête à s'écrier : vive la révolution russe ! » (D. 594). Ainsi nous concevons bien que l'appel à libérer la Russie, à quoi tendent soi-disant les désirs de la juiverie et où se cache son salut aussi, ne fut qu'un geste superbe fait par Landau et C<sup>o</sup> et ne demeura qu'un cri impuissant dans le désert.

Bien plus, en 1925, le Juif Koulicher, faisant un rapport à Berlin aussi, déclarait, l'écume aux lèvres, « que jamais, au grand jamais, la juiverie ne se réconcilierait avec l'ancienne Russie, mais continuerait toujours une lutte impitoyable ! Un Juif qui trouverait possible de vivre et travailler sous un régime monarchique ne serait pas digne du nom de juif et du nom d'homme, ce sentiment devant être inné dans l'esprit et dans le sang de chaque Juif ». Ensuite, répétant l'éternel refrain juif, leur invention agaçante à la fin sur l'organisation des pogromes par le gouvernement russe, Koulicher implorait de pardonner aux Bolcheviks tous leurs crimes féroces rien que pour leur action glorieuse d'avoir détruit la Russie Impériale, et couvrait de haine et d'imprécations tous les efforts pour délivrer cette dernière.

Koulicher termine son rapport en disant : « *Comme la révolution russe ne poursuivait que le seul mobile de pouvoir aux intérêts des Juifs, les Juifs n'ont besoin que d'une Russie qui leur permettrait de développer librement leurs aptitudes nationales et arriver à leur but suprême : la fondation d'un puissant Etat national juif.* »

Ce rapport fut acclamé avec enthousiasme par tout l'auditoire juif ; un auditeur russe ayant opposé l'objection conciliante qu'étant donné que les Juifs devaient tout, soit leur instruction, leur situation, leur fortune, à la Russie Impériale, l'indignation et la rage de Koulicher lui semblaient étranges ; les Juifs ripostèrent avec furie en se servant de leurs subterfuges et insinuations habituels (1.149) et ajoutèrent que les Juifs en avaient eu assez de leurs propres rois, et à plus forte raison des rois d'autrui ; un certain Teitel (1), juge d'instruction sous le régime Impérial, soutint effrontément l'insolent mensonge que l'Empereur Alexandre III ayant appris les pogromes juifs en fut très heureux (1.186).

En 1923, le grand rabbin d'Angleterre fit des prières publiques pour la prolongation du pouvoir judéo-bolchevique en Russie (676) et déclara ce qui suit en y ajoutant les calomnies générales juives :

(1) Voir p. 66.

« Cinq ans presque se sont écoulés depuis la fin de la guerre, la plus dévastatrice et sanglante qu'il y ait eu; les habitants de la terre ont perdu la raison dans la haine des races et le peuple juif en a le plus souffert! Nous sommes de nouveau dans un siècle sinistre! De nouveaux massacres juifs universels sont prêchés et se préparent systématiquement; les monarchistes russes ont déclaré qu'ils extermineraient sur leur terre tous les Juifs. La juiverie occidentale ne se rend pas encore compte du danger terrible qui se dresse devant 4 millions de nos frères en Russie » (714).

A qui donc en est la faute, si ce n'est pas aux meneurs juifs qui soutiennent le pouvoir judéo-soviétique en Russie et secondent toutes ses mesures?

Il ne faudrait pas s'étonner de ces discours puisque calomnier, calomnier encore, calomnier toujours est le moyen favori des Juifs, moyen dont ils ont fait si bon usage, jamais en vain, et qui ne leur est que propre. Mais ces discours sont importants pour nous comme preuve de l'état d'esprit véritable régnant parmi les meneurs et les chefs juifs vis-à-vis de la Russie.

Il va sans dire que, dans ces conditions générales, il serait inutile d'espérer qu'ayant organisé la révolution russe les Juifs se mettraient à présent dans les rangs de la contre-révolution! Et, en effet, le journal de Paris *la Gazette Russe*, citait une déclaration juive où il était dit que si la Russie d'un avenir plus ou moins proche ne voulait pas donner aux Juifs les « meilleures places », c'est-à-dire leur conserver les postes éminents de l'administration (ou, en d'autres termes, si la Russie ne voulait pas sanctionner la situation privilégiée dont jouissent les Juifs dans la Russie juive des Bolcheviks), alors, proféraient les Juifs en forme de menace, aucun pouvoir ne pourrait subsister dans la Russie (751).

Cela s'appelle parler avec beaucoup de netteté. La nation russe ne doit jamais oublier cette insolence; elle devra, pour sa gouverne, en graver le souvenir dans sa mémoire! Il est tout naturel que l'arrogance juive nous fâche et nous fasse monter la moutarde au nez... Mais, d'un autre côté, n'est-elle pas compréhensible de la part des Juifs? Ils se sont rendus maîtres de la sixième partie du globe terrestre; ils se sont emparés de toute la richesse, de toute la fortune d'un pays puissant, amassées par les laborieux efforts de cinquante générations (c'est à peu près le nombre de générations humaines en 1.000 ans); des joyaux de la Couronne et de ceux des personnes privées; ils ont soumis au pire esclavage une population de 150 millions d'hommes. Eh bien! les Juifs auraient cessé d'être juifs s'ils consentaient, sans lutte acharnée, à se laisser déposséder du butin auquel ils aspiraient depuis des centaines d'années et qu'ils ont su conquérir presque sans efforts, rien que par intrigue savante, par le mensonge, la calomnie et les crimes sanglants.

Ils se préparent maintenant à défendre leurs conquêtes par tous les moyens, même par celui qui leur répugne, par une force armée.

Au début de 1923, le journal *Chicago Tribune* publiait une correspondance d'Odessa sur l'institution d'une armée secrète juive au midi de la Russie; cette armée devait sauvegarder la vie et les intérêts des Juifs et comprendre cinq cent mille hommes; l'administration suprême était située à Kharkow. Tous les Juifs de dix-huit à cinquante ans furent inscrits dans cette armée, ce qui forma le demi-million; en temps de paix son effectif permanent fut établi à cent mille hommes. Vers la fin de 1923 des informations nous parvinrent de Russie et de Russie Blanche que trois régiments territoriaux juifs furent formés dans trois villes avec l'espoir d'accroître leur chiffre jusqu'à celui d'une division (765) (1).

On voit par là quelle valeur doivent avoir les cris que poussent les Juifs en parlant de l'antisémitisme russe; c'est pour cette vieille Europe à moitié sourde et aveugle qu'on raconte des histoires sur la cruauté des antisémites... C'est aussi pour elle que sont confectionnés les récits émouvants des pogromes; on oublie pourtant d'y ajouter que, si même à la suite de ces pogromes il y eut quelques milliers de Juifs qui auraient péri, ce chiffre serait tout à fait insignifiant en comparaison des millions de Russes qui ont déjà péri victimes des Juifs.

En revenant aux bataillons juifs qui doivent devenir la dernière branche de salut pour les Bolcheviks, il est probable qu'une nation qui compte de 130 à 140 millions d'hommes n'aura pas à s'effaroucher de ces vellétés belliqueuses dont les Juifs veulent essayer de faire montre; du moment que la Russie voudra se relever d'un commun accord et se débarrasser des parasites qui ont recouvert son corps et en sucent le sang, de ce moment bienheureux de délivrance il n'y aura plus à parler du joug juif puisqu'il aura cessé d'être. Aussi les fameux bataillons juifs ne peuvent-ils avoir qu'une importance locale et très passagère; ils seront impuissants à changer la marche historique des événements et à esquiver le coup de la rémunération imminente. Ce fait n'est intéressant qu'autant qu'il souligne le caractère juif et

(1) Les Judéo-Bolcheviks n'ont point épargné l'Occident : des sections militaires ont été formées dans tous les partis communistes de l'Europe; à cet effet, on s'est servi des sections juives de l'internationale sportive organisées depuis longtemps par les meneurs juifs. Elles portent modestement le nom de Sociétés de gymnastique poursuivant le but, sous le prétexte d'enseigner la gymnastique, de soulever l'idée nationale dans la tribu d'Israël. La société des gymnastes juifs fut fondée en 1903 à Bâle; elle réunit les « verein » (2.500 hommes) dans les villes et embrasse de ses fils toute l'Europe centrale depuis Berlin jusqu'à Varna; en 1903, il y avait en tout 32 sections dont 11 en Bulgarie (n'était-ce pas un précurseur pour les événements en Bulgarie?) En 1903 aussi, un congrès de sionistes eut lieu à Munich; la révolution russe y fut projetée et une garde nationale juive fut formée qui se fit voir dans le « Bund ». Ce sont toutes des organisations militantes juives (481-G).

nous démontre combien ils sont prêts à défendre avec ténacité les positions qu'ils occupent.

Le peuple russe doit aussi envisager la situation telle qu'elle est et se préparer à tenir tête aux événements, lesquels immanquablement vont placer face à face la question juive avec la question russe : cette collision devra être résolue d'une manière prompte et radicale. D'un côté, il faut remercier les Juifs à qui, dans le triomphe de la victoire, la joie et la haine séculaire ont fait perdre la tête; ils ont ouvert leurs cartes beaucoup trop tôt, et c'est pourquoi il leur faudra cesser les jérémiades qu'ils aimaient à pousser en s'apitoyant bien hypocritement sur leur sort malheureux en Russie, sur les pogromes et les soi-disant persécutions dont « ces pauvres Juifs si inoffensifs et soumis » étaient les victimes innocentes.

A présent, ces cris de détresse ne sauraient plus attirer la compassion de personne, non seulement en Russie, mais en Europe, car tout le monde a vu le peuple soi-disant persécuté dans le rôle d'un persécuteur impitoyable, et tout le monde a pu apprécier à leur juste valeur les soi-disant qualités du « peuple élu » qui se sont manifestées dans la méchanceté infernale et l'atroce cruauté des Bolcheviks. A l'heure qu'il est on est loin du temps des illusions et des duperies avec lesquelles les Juifs savaient si bien endormir le bon sens des gens d'Europe et d'Amérique, au moyen de leur pesante et criarde, somme toute obsédante, réclame. Devant tout ce qui s'est passé et ce qui se passe encore, devant tout ce qu'a souffert la Russie, on se demande si, par un caprice de l'histoire ou bien par le décret de la Providence, il n'y a pas là un rôle historique qui s'impose à la Russie vis-à-vis des Juifs. Puisque, depuis l'annexion de la Pologne à laquelle la Russie est redevable de cet onéreux héritage, la partie majeure de la juiverie, comme un venimeux cancer, s'est trouvée attachée au corps de la Russie, puisque cette juiverie a tout le temps lutté contre la Monarchie russe et s'est amusée à pervertir la nation et la duper par des idées fausses et malsaines, puisque, avec l'aide de traîtres russes, elle a réussi à faire tomber le Trône Impérial de toutes les Russies et à contrecarrer toutes les tentatives, tous les essais qui ont été faits pour relever la Russie et la reconstruire, vu toutes ces raisons, c'est aux Russes qu'incombent non seulement le droit, mais aussi le devoir d'être antisémite, au nom des sentiments du patriotisme et du culte sacré de son histoire. Heureusement, la conscience de ce rôle historique s'est profondément gravée dans l'âme endolorie du peuple russe qui se rend parfaitement compte quel ennemi acharné et infiniment dangereux est pour lui le Juif. Aussi l'antisémitisme (1) se

(1) A proprement parler, il aurait fallu dire, au lieu d'antisémitisme « anti-israélitisme », puisque ce n'est point contre toute la race sémite, mais spécialement contre la nation juive que cet antagonisme se fait valoir. Néanmoins, c'est le premier terme qui a gagné « droit de cité », c'est lui qu'on emploie pour nommer

répand-il par toute la Russie et commence, quoique timidement, à se propager dans le monde entier.

L'antisémitisme toujours croissant aujourd'hui en Russie s'explique par la surabondance des Juifs dans toutes les administrations, à tous les principaux postes militaires; au surplus, la plupart des « nepmen » sont juifs ou métèques et leur prospérité est un contraste frappant avec la misère du peuple russe. De plus, si par hasard un Juif tombe aussi dans la Tchéka, il a vite fait d'en sortir, tandis que les malheureux Russes, une fois là-bas, y finissent généralement leurs jours (836) (*Daily Mail*). L'antisémitisme s'accroît de même dans l'armée rouge; c'est d'ailleurs le seul sentiment aujourd'hui qui réunit toutes les classes, tous les partis. La fureur contre les Juifs est si forte, d'après l'assurance du professeur de l'Université d'Edimbourg, M. Sarolea, dans la *Revue Catholique* (Bruxelles) (986), que des personnes très civilisées et remplies de sentiments les plus chrétiens prétendent que la condition principale pour le salut de la Russie serait de détruire complètement la race juive.

Cette assertion du professeur est justifiée par tout le caractère du règne juif en Russie et jamais encore l'histoire n'a connu un cynisme aussi franchement arrogant, une terreur aussi féroce, des victimes aussi nombreuses! Depuis 13 ans jusqu'à nos jours, ils continuent à couvrir de boue l'histoire du peuple russe, la mémoire des Martyrs sublimes, de l'Empereur Nicolas II et de Sa Famille!

Les Juifs érigent leur prospérité sur la haine des paysans envers les propriétaires, des ouvriers envers leurs patrons, des pauvres envers les riches, des soldats envers leurs officiers! Ils mènent dans cette direction une propagande furieuse souillant tout ce qui fut sacré au peuple russe. Aussi l'antisémitisme, dont la marche s'accélère de jour en jour, est-il le grondement d'une réaction naturelle des masses du peuple contre le pouvoir judéo-soviétique.

A pas lents, mais sûrs, le châtiment inévitable s'avance vers le Juif, qui commence à pressentir son approche si juste, et il n'est pas loin de se mettre à trembler. Quand s'y mêlera la panique qui cause au Juif une grande frayeur, son sort sera résolu...

#### D). — *Catégories criminelles des Juifs*

On a découvert dans une banque de Genève les comptes courants

la lutte qui est menée contre l'envahissement graduel des Juifs et qui comprend la propagande verbale et par écrit, et l'action même, ayant pour but d'écraser la puissance et l'influence juives, tant à la Bourse que dans la société contemporaine. Le surnom d'antisémite et les accusations d'inhumanité et de haine s'appliquaient, par la juiverie toujours solidaire, à tout mortel qui se permettait de blâmer, ne fût-ce que le dernier des Juifs, — les « goï » n'étant point autorisés à la moindre critique des actes juifs; en même temps ces « goï » toujours trop sensibles s'exagéraient l'importance des attestations juives et les craignaient trop.



des principaux judéo-communistes de Russie; le chiffre général de ces fonds arrivait en 1923 à 100 millions de francs suisses (630).

Ils s'en vont clandestinement, lorsque c'est possible, ou le plus souvent sous prétexte d'une nomination officielle, à l'étranger. A peine la frontière russe dépassée, ils changent de noms ou plutôt de pseudonymes, puisque, depuis longtemps encore, quand fermentait leur conspiration contre la Russie, ils avaient déjà changé leurs noms juifs pour des pseudonymes russes. Pour dissimuler et cacher complètement le rôle maudit qu'ils avaient joué dans la révolution russe, ils font mieux : ils ont organisé à Berlin, à Varsovie, à Dantzig, peut-être aussi dans quelques autres centres de l'Europe, des comités soi-disant « russes », mais où il n'y a que des Juifs; là, tout Juif bolchevik fraîchement évadé de Russie peut recevoir un faux passeport sous prétexte que ses documents authentiques ont été perdus en Russie (1). Dans ce nouveau passeport, le Juif reçoit un nom russe, avec tous les détails nécessaires pour légaliser sa nationalité russe et souvent même avec la mention d'une position honorable que le misérable aurait eue en Russie encore au temps de l'Empereur.

C'est un moyen comme un autre pour falsifier sa personnalité et son état civil, mais ce n'est même pas très nécessaire pour les Juifs d'user de ce stratagème; c'est au pis aller qu'ils y ont recours puisque,

(1) Voici ce qui arriva à Dantzig : lorsque les véritables émigrés russes fondèrent en 1923 leur club réservé exclusivement aux Russes d'origine (un seul Juif, Kreis, président du comité réuni de tous les groupements juifs à Dantzig, y était entré on ne sait comment), tous les Juifs fuyant de Russie avec les biens qu'ils y avaient pillés fondèrent aussitôt au printemps de 1924 leur propre club, nommé « Club social russe » où, certainement, tous les dirigeants étaient Juifs (820); Dantzig compta jusqu'à 10.000 de ces Juifs (540.668) sur 400 Russes d'origine souffrant d'une extrême misère (510). Se sentant forts par leur nombre, les Juifs résolurent de s'emparer du consulat russe sous le prétexte de « protection juridique des émigrés russes », mais en réalité afin de délivrer des passeports d'émigrés aux Juifs partis de Russie (782) et de Pologne. A cet effet, le « Comité russe » fut institué, composé de Juifs seulement. Néanmoins, après de nombreux abus auxquels se livra « ce comité » en délivrant aux Juifs des certificats constatant leur nationalité russe d'avant la révolution, il fut privé par les autorités allemandes du droit de délivrer dans la suite de semblables certificats (782). On ignore au juste leur nombre, mais en 1923 toute demande des Juifs provenant de ce comité soi-disant russe était satisfaite par les autorités après un avis favorable de l'ancien consul russe à Dantzig (668). Ces « Russes » étaient constitués : de Juifs venant de Russie les poches pleines, de Juifs ayant fui en Pologne et y ayant acquis les droits de citoyens polonais, mais étant revenus à Dantzig munis de leurs anciens passeports impériaux pour y acquérir encore le titre d'émigrés russes; de Juifs se dérobant au service militaire en Pologne et s'efforçant dans ce but à se défaire des papiers polonais et à se procurer des papiers russes; de « nepmen » voulant sauver à temps les fortunes qu'ils avaient gagnées; de fuyards de Lettonie, de Lithuanie, d'Esthonie désirant se munir de papiers russes, et enfin de Juifs-bolcheviks-tchékistes et communistes arrivés, sous le prétexte de traitement ou de voyage, mais en réalité n'emportant que leurs peaux, dans la crainte d'un châtement imminent (663).

en Russie même, ils ont mieux. Sachant que viendra le moment quand, non seulement en Russie mais partout ailleurs, ils seront hués et méprisés de tout le monde, les Juifs les plus influents se procurent de vrais passeports qui datent du régime Impérial et s'approprient des noms russes tout à fait respectables et honorables, souvent même des noms très connus. Cela n'est d'ailleurs pas difficile puisque, durant ces années, il ne se passait pas un seul jour sans amener des exécutions nombreuses, de sorte que les documents des victimes restaient dans les mains des Juifs. Les documents constatant l'identité des « bourgeois » étaient comme de juste très précieux pour les Bolcheviks qui les volaient en cas de perquisitions. Les Juifs ne se gênaient pas toujours assez pour couvrir d'un voile de pudeur ces stratagèmes de transactions; en 1919, à Kieff et dans quelques grandes villes, ils eurent le cynisme de publier des décrets d'après lesquels tout habitant de la ville, même étranger, était appelé dans le délai de trois jours à apporter au bureau de police (qui se nommait « la milice » chez les Bolcheviks) ses passeports et autres papiers prouvant son identité, pour recevoir en échange un bordereau. Ces passeports allaient rejoindre la collection devant suffire pour contenter une grande masse de Juifs, dans le cas où ils désireraient se réfugier hors de la Russie avec les capitaux volés et les bijoux ensanglantés de leurs nombreuses victimes.

#### E. — *Les Chefs de la Juiverie.*

Lorsque les chefs, c'est-à-dire les Juifs délégués par le pouvoir international pour faire main basse sur la Russie, auront constaté que « tout est consommé » et qu'il deviendrait dangereux de prolonger l'expérience, leur fuite sera déjà assurée. Il est probable que, pour épargner à leurs coreligionnaires qui resteraient en Russie les conséquences de leurs actes, ils essaieront de faire vibrer l'une des cordes les plus sensibles du caractère russe : la sentimentalité, la facilité de s'apitoyer sur les infortunes humaines et de répandre souvent son pardon, bien au delà des limites raisonnables. On tâchera de prouver que les masses populaires juives sont innocentes des crimes qui furent commis par les Bolcheviks; ces derniers seront représentés, à tort d'ailleurs, comme la lie de la nation juive, reniée par cette dernière. On fera appel aux sentiments religieux du peuple russe et aux tendances altruistes de son caractère national.... Cette manœuvre ne pourra cette fois-ci réussir. Si réellement la nation juive était si innocente que cela des faits et gestes des Judéo-Bolcheviks, elle a eu assez de temps pour proclamer hautement et publiquement son indignation contre les Judéo-Bolcheviks; la juiverie n'aurait pas dû soutenir ses coreligionnaires ni par l'argent, ni par des marques d'intérêt ou de sympathie; elle aurait dû employer tous les moyens possibles pour paralyser le mal que faisaient ses frères et aider la Russie à se libérer

du joug juif. Aussi ce sont les Juifs eux-mêmes qui garderont sur leur conscience toute la responsabilité quand viendra l'heure du châtement.

La vérité est que les Juifs influents et les banquiers juifs du monde entier sont en pleine concordance d'idées et d'actes avec les Juifs-Bolcheviks quand, sciemment, ils préparent un triste sort à ceux des Juifs qui habitent la Russie. Les gros bonnets en seront quittes alors pour pousser les hauts cris et implorer secours... En parlant de ces cris d'indignation, il est utile de nous rappeler une coïncidence assez étrange. Qui ignore le ton passionné avec lequel les Juifs citent les cas comparativement très rares où quelques-uns d'entre eux ont accidentellement pâti dans les pogromes, en Russie. Mais en même temps qu'ils s'indignent d'être traités un peu cavalièrement, voire cruellement par les chrétiens (ce qui arrive quelquefois, mais rarement, et par leur propre faute lorsque la patience des peuples chrétiens est épuisée), chaque année au mois de février, durant des siècles, les Juifs fêtent avec beaucoup de solennité et de réjouissance le « Pourim », cérémonie qui a été instituée en mémoire des massacres organisés par les Juifs sur les Perses parfaitement innocents vis-à-vis d'eux; en deux journées mémorables, soixante-quinze mille hommes furent immolés par les Juifs sans compter une quantité innombrable d'enfants en bas âge (75). Cette fête commémorative n'est pas une fête de famille intime, elle est publique; c'est un jour de triomphe. D'ailleurs, tout le long de l'histoire des Juifs, nous les voyons massacrer tel ou tel peuple! (877) (1).

Qu'auraient dit les Juifs si les Russes ou les chrétiens en général avaient eu l'idée de fêter publiquement l'anniversaire d'un pogrome des Juifs? On peut s'imaginer quels cris auraient été poussés, quelles calomnies auraient été répandues sur telle ou telle personnalité marquante que les Juifs auraient choisie comme bouc émissaire... C'est le moment de se souvenir d'une anecdote qui caractérise très bien le

(1) Le roi Assuérus séduit par Esther, nièce de Mardochée, ayant supprimé les mesures restrictives dressées par Aman contre les Juifs, Mardochée substitua un ordre (auquel il apposa le cachet) au nom du roi autorisant les Juifs à exterminer et à faire périr tous les hommes puissants persans, femmes et enfants compris, qui étaient contre les Juifs; leurs biens devaient être détruits et pillés. Cette autorisation devait être appliquée inexorablement sous peine de destruction par l'épée et le feu des villes et régions qui ne s'y conformeraient pas! Pris de peur, beaucoup de peuples de la contrée se firent Juifs. Ce jour est annuellement commémoré publiquement depuis; il tombe le 20 mars; on organise ce jour-là des « pourimbals », etc. (877).

N'est-il pas évident que c'est la mentalité juive qui conçoit ces pogromes adaptés par cette race comme moyen de lutte contre les autres peuples? Nous en avons la confirmation par son œuvre en Russie! Aussi il ne convient pas aux Juifs de jouer éternellement le rôle de malheureux peuple opprimé et massacré! Il est temps de rejeter définitivement toute la calomnie juive déversée sur tous les peuples non juifs de la terre!

Juif! — Un Juif a plongé sa main dans la poche de son voisin pour en soustraire un porte-monnaie; en même temps il crie : « Au voleur » pour éloigner de soi tout soupçon!

La lâcheté de l'humanité est grande. Tant qu'ils sont au pouvoir, les gouvernants juifs de la Russie sont non seulement tolérés, mais souvent reçus à bras ouverts et adulés, du fait qu'ils sont très larges et généreux avec l'argent volé dont ils ont les poches pleines. Mais une fois qu'ils arriveront à l'étranger comme des fuyards, alors on se souviendra peut-être de ce que sont ces Juifs brigands, voleurs et meurtriers, coupables des pires bassesses, des crimes les plus crapuleux ; alors ils cesseront, espérons-le, d'être les bienvenus. Ils peuvent devenir même un sujet de complications diplomatiques si la Russie reconstituée demande à les faire réintégrer dans ses frontières pour les juger. Le fait est qu'on ne peut pas traiter ces bandits comme des criminels politiques.

Pourquoi celui qui vole, ne fût-ce que deux sous, dans la poche de son voisin, est-il poursuivi par toute la rigueur des lois alors que celui qui s'empare du Trésor de l'Etat avec effraction et meurtre des chefs de cet Etat est dispensé de toute responsabilité dans tous les pays, sauf dans celui où le crime fut commis?

Un cerveau bien équilibré, une saine jugeote humaine ne saura jamais comprendre les raisons de cette différence. Il faut avoir étudié la scolastique des théories très libérales et très démocratiques qui sont fondées sur les sophismes juifs et les restrictions mentales des francs-maçons pour pouvoir comprendre cette énigme.

Dans tous les cas, même en admettant ces privilèges dont jouissent « les criminels politiques », les Juifs-Bolcheviks peuvent difficilement être admis dans cette catégorie de privilégiés, puisqu'il y a déjà beau temps qu'ils ne peuvent plus garder leurs masques de « politiciens » n'étant que de simples voleurs et meurtriers.

#### F). — *Les Moyens de Défense de la Russie.*

Cette question ne peut être résolue que du point de vue national russe! La juiverie, ayant conservé jusqu'à présent et conservant toujours ses particularités nationales qui sont incompatibles avec le mode de vivre du reste de l'humanité, sera toujours un élément étranger au pays qu'elle habite, formant un genre d'Etat dans l'Etat, avec sa solidarité qui caractérise les Juifs et son intolérance vis-à-vis de tout ce qui n'est pas juif. Sous ce rapport, nous ne saurions omettre les révélations cyniques du Juif Teitel, prouvant indubitablement qu'un Juif est partout, en tout et toujours un Juif et un ennemi acharné de chaque Etat! Remplissant les fonctions de juge d'instruction à Samara et ayant prêté le serment juridique, ce Juif publie avec une franchise arrogante dans son livre : *Souvenirs de ma Vie*,

toutes ses machinations pour donner, au détriment des vrais Russes, des avancements aux Juifs. Ainsi il raconte comment les Juifs affluaient de tous côtés durant la construction de la ligne de chemin de fer Samara-Orenbourg, comment il réussissait à tourner la loi interdisant aux Juifs d'habiter Samara, comment il agissait pour empêcher la police d'expulser les Juifs et comment tous ses appels adressés au Sénat, à Pétersbourg, étaient toujours soutenus par les Juifs Trachtenberg, Sliosberg et Aisenberg, fonctionnaires à la chancellerie du Sénat. Il nous informe aussi qu'aux travaux de construction de la ligne Samara-Orenbourg exécutés par les Juifs Warchavsky et Gorvitz tous les postes supérieurs et secondaires étaient occupés par des Juifs. Il se vante d'avoir défié la loi en établissant à Samara plus de 300 familles juives et en remplissant de ses coreligionnaires les gymnases (lycées) et les universités. Il nous dit comment, nommé ensuite membre du Palais de Justice de Saratow, il facilita l'entrée des Juifs dans l'école d'infirmerie locale, leur nombre atteignant bientôt 70 % de tout l'effectif de l'école, et toutes les places d'infirmières dans les districts se trouvant ainsi envahies par des Juives; comment il s'entoura de criminels politiques. Il parle de ses relations avec des groupements politiques juifs existant même à Moscou et liés à la juiverie mondiale.

La future Russie ne devra pas oublier tout cela. Evidemment, les Juifs croient que leur domination demeurera toujours. Aussi se préparent-ils à un assaut économique de la Russie après la fuite des Bolcheviks. Avec beaucoup de prévoyance, ils organisent déjà en Lettonie, Lithuanie et Esthonie des banques et des sociétés commerciales pour le commerce avec la Russie; ces sociétés sont dirigées toutes par des Juifs très connus, comme les Kaminka, Jyotovovsky, Hessen, Kohan, Gotz, Vyssotzky, etc., etc... (1.810).

Le peuple russe devra aussi sauvegarder ses propres intérêts et se tenir toujours sur le « qui-vive » vis-à-vis de ces intrus parasites qui représentent une menace incessante à la vitalité nationale. Puisque les intérêts du peuple russe sont contraires à ceux des Juifs, il faut toujours opposer à leurs besoins les besoins du peuple russe; à leurs intérêts, les intérêts du peuple russe; à leurs tendances clandestines, la volonté intense et formelle du peuple russe de participer à l'évolution normale et nationale du pays.

La ligne de conduite qu'il faut prendre vis-à-vis des Juifs et de leurs « conquêtes de la révolution » est toute tracée : il faut annihiler jusqu'aux derniers vestiges de ces conquêtes. Les Russes en ont plein droit, puisque ce n'est point par suite d'une évolution politico-économique qu'elles ont été acquises, mais par les crimes, par le brigandage, la rapine et le vol, par l'extermination et le martyre de toute la nation! Avant de consolider quoi que ce fût, la première

tâche d'un gouvernement russe légal sera celle-ci : annihiler les « conquêtes de la révolution », les abolir d'un trait de plume.

Quand les Juifs, se proclamant « les bienfaiteurs du peuple opprimé », eurent, sur la terre russe, façonné leur paradis, ils démontrèrent à tout l'univers ébahi comment ils comprenaient les idées de liberté, d'égalité et de fraternité. Ils démontrèrent aussi par quels moyens leur bande tenait en laisse, et sous la férule, une population de 140 millions d'hommes. Quand la Russie se relèvera, elle devra profiter des exemples laissés par les Juifs et traiter ceux-ci de la même manière. Puisque tous les gouvernements de l'Europe contemporellement toujours silencieusement toutes les atrocités se déroulant maintenant en Russie, l'Europe n'osera plus proférer une parole de désapprobation quand le gouvernement légal d'une Russie reconstituée voudra, en empruntant aux Juifs certaines de leurs méthodes, transformer la Russie, devenue actuellement le paradis des Juifs, en paradis des Russes!

Et si, à cette époque, les Juifs ont recours à des actes terroristes comme les exécutions qu'ils pratiquent aujourd'hui sur des centaines de Russes innocents, pour venger la mort de chaque Juif bolchevik (Vorovsky, Voïkoff), il faudrait alors, pour venger chaque Russe assassiné à ce moment, exterminer une bonne dizaine de Juifs.

Aussi, voici les premières mesures que devra prendre, dès son avènement, le gouvernement légitime russe : reconnaître comme sujets étrangers tous les Juifs de Russie qui perdront comme tels tous droits politiques et certains droits civils; interdire formellement à tous les Juifs, pour les affaiblir, leur participation à l'administration des banques ou des établissements financiers, ne leur réservant que des postes secondaires dans les entreprises commerciales et industrielles et restreignant leurs capitaux à une norme fixée; supprimer totalement toute admission des Juifs dans la presse pour ne plus tolérer la débauche loquace juive de notre siècle et pour offrir enfin quelque repos aux esprits et aux cœurs du peuple russe rendu à la quiétude de son sol et qui, après les années du règne bolcheviste, pourrait être définitivement dévoyé si on laissait un instrument aussi puissant que la presse contemporaine entre les mains juives!

Ce ne serait que justice de résoudre de cette manière les difficultés qu'ont créées les Juifs-Bolcheviks pour l'avenir de la Russie; ce serait le châtiment de l'histoire, si pleinement mérité par les Juifs. Il est aisé de prouver combien une pareille opinion est fondée; il n'y aurait qu'à se remémorer ce qu'ont fait les Juifs à la Russie et aux Russes. Quand la Russie reconstituée privera, espérons-le, les Juifs des droits politiques et écourtera les droits civils dont ils pourront user, ne sera-ce pas une mesure encore très indulgente comparée à ce que les Juifs faisaient subir au peuple russe? Cette me-

sure leur laisserait la liberté de travailler pour gagner leur pain, et personne n'irait les frustrer de ce qu'ils auraient gagné...

Il va sans dire que les fortunes qu'auront gagnées les Juifs durant la révolution et le régime bolcheviste devront être confisquées au profit de ceux qui ont été volés ou, si les victimes du vol et du pillage ne se retrouvaient pas, au profit de l'Etat

Puisqu'à présent chaque condamnation des tribunaux et du G. P. U. entraîne la confiscation des biens du condamné, c'est-à-dire des biens acquis par lui-même et non pillés, — à plus forte raison cette mesure générale sera-t-elle applicable aux richesses dont les Juifs se sont emparés, d'autant plus qu'elle frapperait la corde la plus sensible de l'âme juive : sa cupidité et son avidité. Au moyen âge déjà, les moyens malhonnêtes des Juifs pour accumuler leurs richesses furent reconnus maintes fois et les pays réclamaient alors à leurs gouvernements la confiscation des biens juifs; ainsi, en 1147, l'abbé Pierre écrivait au roi Louis VII : « Je n'exige point que les Juifs soient massacrés; ils doivent subir une punition correspondant à leurs fautes et le plus juste serait de leur reprendre leur avoir si malhonnêtement acquis; ils sont devenus riches non pas grâce à un travail laborieux et honnête, mais grâce à des supercheries sur les chrétiens, grâce à l'acquisition de biens volés (689). » Nous avons devant nous, à travers les siècles, le même tableau : c'est toujours la même œuvre des parasites universels; les suites doivent être identiques!

Hormis ces mesures tout à fait indispensables pour garantir dans l'avenir la sécurité du pays, il faudra que les Juifs soient de nouveau réintégrés dans une zone spéciale de domicile fixe, et encore cette mesure devant s'appliquer à ceux des Juifs qui, de longue date, pendant plusieurs générations, habitaient la Russie. Les nouveaux venus, ceux de la Pologne et de la Galicie, ceux de l'Allemagne et de l'Autriche, devront être expulsés de la Russie : ils n'auront qu'à retourner dans les pays d'où ils sont venus pour profiter de la riche aubaine que représentait pour eux la Russie pendant la révolution.

Ce n'est pas tout; il y a encore certains points où il faudrait imiter l'exemple des Juifs. Les Juifs ne devront pas avoir le droit de faire leurs études dans les écoles supérieures de l'Empire; quant aux écoles moyennes qui conduisent au baccalauréat, l'admission des Juifs devrait y être excessivement restreinte. Il faudra faire renaître une société russe intellectuelle et en même temps inspirée des nobles sentiments d'un patriotisme national éclairé des traditions historiques du pays. Il faut nous souvenir d'une parole du Juif Bronstein, dit Trotzky, placé jusqu'en 1925 à la tête de l'armée rouge; ce sataniste se complaisait à dire qu'il ferait marcher à quatre pattes les 140 millions d'hommes de la nation russe.

Quand la Russie se sera garantie par ces lois exclusives réglant

la question juive, la prépondérance des Juifs dans la vie du pays deviendra impossible. Le terrain se dérobera sous leurs pieds; ils n'auront plus à leur disposition aucun moyen pour exploiter la nation. Puisqu'il n'y aura plus cette tribu toujours grandissante de Juifs et de Juives éduqués et instruits aux dépens du peuple russe et à son détriment, il n'y aura plus l'élément de discorde, d'intrigue, de gangrène, de pourriture morale toujours hostile à la prospérité nationale du pays et toujours tramant les trahisons et les troubles.

Puisqu'on admet, très justement, le principe d'après lequel l'Angleterre est aux Anglais, la France aux Français, la Palestine même aux Arabes, il faut bien octroyer à la population russe le droit de se sentir chez soi en Russie et d'adapter sa vie aux besoins et aux intérêts russes et non faire plier un pays qui occupe la sixième partie du globe terrestre aux besoins et aux appétits avides des vils exploités étrangers que sont les Juifs en Russie.

Pourquoi la Finlande a-t-elle eu le droit d'interdire aux Juifs l'accès du pays tandis que la Russie, durant près de deux siècles, a dû les supporter, se plier sous leur joug et gémir sous leur tyrannie?... Pour attaquer de nouveau le peuple russe dans ses remparts nationaux, les Juifs, comme toujours, se serviront de la calomnie et de la presse mondiale qui leur est vendue.

Avant la guerre, la question juive en Russie était tragique à cause de la grande quantité de Juifs qui habitaient le pays; après la guerre, une tragédie bien autrement grande subsiste, les Juifs ayant su s'approprier une position prépondérante; plus que cela : une domination exclusive. Cette domination devra être brisée et les privilèges que se sont assurés les Juifs devront être abolis — si la Nation Russe et un Gouvernement Russe aux traditions nationales veulent exister en ce monde!...

Le gouvernement russe qui est à venir devra aussi prendre en considération le fait très réel que les Juifs étant actuellement les maîtres absolus de la Russie ont déjà pris toutes les mesures nécessaires pour faire de l'empire russe un champ libre d'exploitation juive.

Qu'a donc fait la juiverie pour venir à bout des indigènes de la nouvelle « Terre de Chanaan »? Il y a eu les épidémies, la misère, la famine, le froid, les exécutions capitales et les massacres en masse. C'étaient certainement des moyens sûrs pour décimer la population; pourtant il y avait à craindre le repeuplement dans les générations de l'avenir; il fallait donc trouver le moyen pour compromettre cet avenir, et le Juif a facilement trouvé un expédient sûr et simple : pour diminuer la natalité de la population chrétienne, il est fait de la propagande en faveur de l'avortement, recommandé par le gouvernement : les opérations se font gratuitement, aux frais de l'Etat, dans tous les hôpitaux. Cependant, pour les Juifs, la question des avorte-



ments n'existe pas! Pour « le peuple élu », toute nouvelle naissance est considérée comme une grâce de Dieu.

Nous pouvons juger nous-mêmes de cette fécondité par les chiffres suivants : le calendrier juif pour l'année 1925 déclarait qu'en 1800 le nombre des Juifs sur la terre n'était que de trois millions; aujourd'hui, ce chiffre s'est accru (18 millions); la fécondité terrifiante juive a fait que, de 1881 à 1914, c'est-à-dire en trente-trois ans, leur quantité a doublé tandis que, pour les autres peuples, il faudrait soixante-dix ans pour cela! Nous pouvons en conclure que, prenant en considération la solidarité juive et la diminution des naissances chez les autres peuples, les Juifs submergeront dans quelque cent ans l'univers entier!...

Le futur gouvernement légitime russe devra toujours songer aux calculs arrogants et à l'insolence particulière des Juifs envers la Russie.

Le gouvernement judéo-bolcheviste en Russie adopta et approuva pleinement le projet de la transmission aux Juifs des terres situées au sud et au nord-ouest de la Russie et de celles du Midi avec le littoral de la mer Noire et la Crimée, pour y organiser des républiques autonomes juives. Le projet élaboré réservait toutes ces terres (près de quatorze millions d'hectares) aux colonies juives et, dans le but d'exécuter ce plan, prescrivait l'expulsion des derniers propriétaires demeurés encore dans leurs propriétés et des paysans ayant profité du partage des terres; tous étaient mis dans l'obligation de quitter les terres de leurs aïeux.

Il est tout naturel que M. Pasmanik s'efforce à disculper les Juifs de leur participation à la maudite révolution russe (quoique, malgré les propres aveux de la presse juive, il ne serait pas Juif s'il agissait autrement); mais les sieurs Roditcheff, Amfitheatroff et leur clique doivent se sentir gênés de tous leurs écrits qui, en dépit des événements actuels, sont rédigés en faveur de la défense de la juiverie « persécutée » qui non seulement n'en a pas besoin aujourd'hui, mais qui contraint le monde entier à se défendre contre elle!

Tout en parlant de la Russie comme de sa patrie, M. Pasmanik disculpe entièrement les Juifs des crimes qui leur sont imputés; il oublie ici que les Juifs n'ont jamais considéré la Russie comme leur patrie; il l'ont assez trahie pendant la guerre, d'ailleurs; et nous en avons l'affirmation dans les nombreux rapports des chefs militaires certifiant les exploits des Juifs russes, l'espionnage, la signalisation avec l'ennemi, la transmission des informations secrètes par télégraphe sans fil, enfin le bombardement dirigé par eux dans le dos de nos armées! Et après tous ces hauts faits, ils osent parler encore de patrie...

Nous avons encore un autre genre de défenseur des pauvres Juifs en la personne d'une certaine Mme Patkanowa-Kroukowsky.

Arménienne ou Géorgienne par naissance, Polonaise, à ce qu'il paraît, par son mariage, cette dame a publié une brochure intitulée : *les Juifs, Fils de la Compassion*; elle y donne des détails sur des saints « tsadiks » juifs, sur leurs légendes, etc., mais elle n'explique point et ignore elle-même, sans doute, pourquoi les monstres juifs ayant dévasté la Russie et souillé l'âme de son peuple soumis à une déchéance physique et morale, à la terreur et à la question, pourquoi ces monstres-là méritent pitié et compassion! Une défense de ce genre ne profitera guère aux Juifs!

### CONCLUSION

Donc, le problème du futur gouvernement légitime russe sera d'extirper de l'âme du peuple russe toute l'ivraie d'internationalisme, de socialisme et de communisme engendrée par les Judéo-communistes et de se remettre à son éducation nouvelle sur des principes d'un sain nationalisme en lui inculquant l'idée de Dieu, de la Patrie et de la Famille.

D'ailleurs, le peuple russe a déjà possédé dans sa vie sociale des groupements nationaux. Telle fut, par exemple, l'Alliance du Peuple Russe. Créée il y a cinquante ans par les efforts de quelques vrais patriotes adorant leur patrie, cette alliance répondait entièrement au besoin très pressant d'une union de la population originaire russe, en raison des conditions générales en Russie et de l'oppression exercée par les métèques, les étrangers et les Juifs. Mais, hélas! l'idée si juste et si admirable d'un pareil groupement fut dénaturée dès son début, car ses organisateurs n'élaborèrent à l'avance ni un plan d'action bien concis, ni un programme conforme. Au lieu d'organiser un cercle composé de membres sensés, clairvoyants et pénétrés de l'importance de la tâche assumée, ils se mirent à accepter dans leurs sections, et sans discernement, tous ceux qui s'y présentaient et qui recevaient aussitôt pleine liberté d'action. Grâce à ce manque de sélection parmi les membres de l'Alliance, la quantité, seule, prévalut afin que l'Alliance recrutât le plus de membres dans le moins de temps possible! Dans ces conditions, beaucoup de gens indignes y pénétrèrent, attirés par les promesses avantageuses, semées à tout-vent, des organisateurs; aussi, les résultats ne se firent-ils pas attendre longtemps!

Il va sans dire que la juiverie ne perdit pas l'occasion de discréditer ce groupement national; elle se mit rapidement à l'œuvre, et il n'y eut bientôt pas de calomnie, de boue, de vile insinuation ni d'ordure que les Juifs et les intellectuels de la gauche dirigés par eux n'eussent déversées sur l'Alliance afin de dénaturer l'éveil national du peuple russe. C'est grâce à leur propagande odieuse que ces intellectuels stupides et la « société » si indifférente à tout, com-

mentaient les mots de « patriote » et « allié » toujours injuriés par les Juifs comme sobriquets de « réactionnaire et de rétrograde ». Il est évident que, dans ces conditions, pressée des deux côtés, l'Alliance ne put s'épanouir et périt bientôt! Les Juifs jubilaient.

Les Juifs avaient bien raison de s'indigner contre l'Alliance du Peuple Russe. C'est elle qui, après la révolution de 1905, y découvrit le rôle prépondérant des Juifs, rôle qu'ils reconnaissent ouvertement aujourd'hui, mais qu'ils cachaient alors; c'est elle qui devina leurs desseins si convoités et s'efforça d'ouvrir les yeux du peuple russe en publiant, le 19 février 1906, la proclamation suivante : « Connaissez-vous, frères ouvriers et paysans, l'auteur de tous nos malheurs? Savez-vous que les Juifs du monde entier, haïssant la Russie, soutenus des Arméniens et ensuite de l'Allemagne et de l'Angleterre, ont formé une coalition et ont décidé de dévaster la Russie, de la disséminer en petits Etats et de la partager entre les ennemis du Peuple Russe? Ensuite qu'ils veulent, par la ruse et les subterfuges, enlever la terre au paysan russe, le réduire en esclavage, défroquer ses prêtres et transformer les églises orthodoxes en étales et porcheries juives? Et que, pour commencer, ils veulent aujourd'hui ruiner les seuls défenseurs du peuple russe et de sa foi, les propriétaires russes, les fabricants, les commerçants, pour que, ensuite, sans obstacle, ils puissent saisir tout dans leurs mains! » (825).

L'Alliance du Peuple Russe avait bien justement et bien prophétiquement prévu le sort de la Russie! Tout s'accomplit ponctuellement! Et les Juifs n'oublient point cette prophétie et ne la pardonnent point! Le besoin est incontestable d'un pareil groupement national en Russie, d'un groupement qui unirait toute la population russe, croyant en l'Evangile ou au Coran, en un seul but : l'organisation et l'élévation de la Patrie, de la Russie! Certainement, les Juifs essayeront d'apposer sur le mouvement national russe l'étiquette de « fascisme »; mais sans cette étiquette, tous les peuples, y compris le peuple russe, possèdent un mot très simple et très clair pour définir l'homme aimant sa patrie et désirant pour elle bonheur et prospérité; ce mot est « nationaliste » quoiqu'il soit odieux pour les oreilles juives!...

La création d'un pareil groupement, unique sur toute l'étendue de la Russie, exige le savoir, l'effort, le temps et la vie de plusieurs générations, car les peuples de la Russie ne peuvent aller aussi vite que les Allemands qui forment tous une même race germanique. Les nationalistes sont déjà si puissants en Allemagne qu'ils dictent simplement leur volonté au gouvernement quant à l'oppression juive. On y constate un grand et puissant mouvement d'indignation et de haine contre la race parasitaire des Juifs. Les nationalistes allemands, que la propagande internationale, dirigée par les Juifs, n'a pas su corrompre

et qui sont restés les fils dévoués et fidèles de leur patrie, exigent l'expulsion d'Allemagne de tous les Juifs qui s'y sont installés après le mois d'août 1914 et la confiscation de leurs biens; pour les autres Juifs, ils exigent le règlement de leur situation dans le pays par de nouvelles lois (927). Les nationalistes ont déjà présenté au Reichstag le projet de ces lois, d'après lequel les Juifs ne devraient plus être admis ni au service de l'Etat, ni dans la municipalité; le barreau serait fermé pour eux; les médecins juifs n'auraient plus le droit de soigner les chrétiens; les Juifs ne pourraient se marier qu'avec leurs coreligionnaires. Seraient traités comme Juifs tous ceux dont les ancêtres étaient juifs en 1812. Les Juifs étrangers n'auraient pas le droit de séjour en Allemagne; ceux qui y seraient déjà devront quitter le pays dans le courant de quatre semaines — leur avoir devant être confisqué. Les Juifs ayant pris part à une propagande de grève, de sédition ou de révolte, ou ayant essayé de surprendre des secrets d'Etat seraient pendus.

On voit par là que les nationalistes allemands ont bien compris le rôle des Juifs parmi nous, et on ne peut que les féliciter de la ligne de conduite qu'ils ont décidés à suivre.

Mais ces nationalistes sont des Allemands; la population russe, dans ces conditions, exige pour s'organiser infiniment plus de temps! Les deux forces sont disparates: d'un côté, le peuple russe ruiné, pillé, malheureux, non habitué à poursuivre fermement ses desseins; de l'autre, la juiverie mondiale, habituée à former de puissants groupements, poursuivant son but qui est la domination mondiale, et soutenue par les capitaux du monde entier concentrés dans les mains juives. Il est évident que la lutte serait inégale et que tout groupement nationaliste russe, même si le futur gouvernement légitime de la Russie prenait toutes les mesures suggérées plus haut, serait d'avance voué à la perte! Les Juifs ne cèdent qu'à la force: « Œil pour œil, dent pour dent. » Voilà pourquoi, afin d'empêcher la race juive de nuire à la Russie aussi longtemps qu'elle y séjournera, il faut encore, du côté du gouvernement, sa ferme autorité sur les groupements nationaux et son appui pour lutter contre ceux des Juifs qui n'oseraient ni ne voudraient quitter de bonne grâce la Russie et desserrer leur gueule en lâchant la « proie »! Toutefois, il serait difficile d'espérer ce dernier événement; les chefs de la juiverie ne sauraient plus alors sur qui tomber, car il est trop naturel qu'ils ne s'efforceraient point à exploiter impitoyablement leurs propres coreligionnaires en Europe et en Palestine!

Aussi le peuple russe, ayant bien conçu durant ces longues années par son triste sort ce que présente la juiverie lorsqu'elle est au pouvoir, ne pourra, s'il veut vivre encore, être autre qu'antisémite, antisémite jusqu'à la moelle de ses os. Il faut espérer que l'antisémitisme deviendra inévitable dans tout l'univers et que le surnom

d'antisémite considéré aujourd'hui, grâce à l'influence de la juiverie mondiale, comme un stigmate d'ignorance, de stagnation morale, deviendra un titre honorable pour désigner tout homme loyal et honnête aimant par-dessus tout sa patrie.

Et l'antisémitisme deviendra ainsi l'insigne d'un sain nationalisme!  
Ainsi soit-il!

## DEUXIÈME PARTIE

CROQUIS DE LA VIE EN RUSSIE  
SOUS LE POUVOIR JUDEO-SOVIETIQUE

## CHAPITRE PREMIER

## AVANT-PROPOS

Durant les cinquante années qui terminent l'Histoire de la Russie monarchiste, l'attention se fixe involontairement sur une coïncidence qui paraîtrait bizarre de prime abord; les trois derniers Empereurs russes ont péri victimes d'attentats ou de crimes, alors que ces trois Empereurs avaient précisément contribué le plus au progrès intérieur de la Russie et de toute sa population.

Les Grandes Réformes de l'Empereur Alexandre II, l'affranchissement des serfs (1), l'établissement des municipalités provinciales, la réforme municipale et judiciaire avec l'institution du Jury ne parvinrent pas à satisfaire les appétits voraces des éléments de gauche. Lorsque ceux-ci eurent pénétré dans les établissements municipaux, le gouvernement, pour lutter contre ces éléments de trouble et de discorde, se vit obligé de réduire quelque peu les droits accordés aux zemstvos (municipalités provinciales). Ce fut alors une nouvelle cause de mécontentement chez les dirigeants provinciaux.

Profitant néanmoins de la clémence du pouvoir et d'une liberté rela-

(1) Rappelons ici que l'affranchissement des serfs en Russie fut effectué en 1861, alors que l'esclavage (et non le droit de servitude) fut aboli en Amérique en 1865 (quatre ans après la libération des paysans en Russie!), au Brésil en 1888, aux Indes en 1833 et aux colonies françaises en 1848; nous ajouterons qu'à vrai dire l'esclavage des nègres dans les colonies européennes existe jusqu'à nos jours tout en n'en portant pas le nom.

La différence entre le droit de servitude et celui de l'esclavage consiste dans la liberté relative du paysan à côté de l'esclave qui n'était que la chose de son maître, alors que le paysan était malgré tout protégé par la loi réprimant sévèrement la cruauté des propriétaires jusqu'à les exiler et les priver de tous droits.

tive, les révolutionnaires de toutes catégories, formés des rejets de la petite noblesse, de roturiers et de Juifs, se mirent à traquer et assassiner des hommes d'Etat, des ministres, des princes; ils couronnèrent leur œuvre ignoble par des attentats contre des Souverains et enfin par le meurtre du Grand Réformateur, l'Empereur Alexandre II (1<sup>er</sup> mars 1881.)

Cet Empereur, cherchant un moyen de donner en partage la terre aux paysans, fonda la Banque des Paysans, qui, en faisant l'acquisition de terrains privés et de ceux de l'Etat, les revendait aux paysans avec de grandes facilités de paiement dont le terme durait des dizaines d'années. Il abolit aussi l'impôt individuel, la taxe sur le sel, diminua les paiements des dégrèvements des paysans de leur servilité, etc. C'est pendant ce règne qu'eut lieu la construction du Transsibérien.

Maintes fois durant le règne de cet Empereur et celui de Son successeur, Alexandre III, surgit le problème d'une constitution, c'est-à-dire d'une forme de pouvoir représentative avec des ministres responsables devant les représentants du peuple.

Les documents historiques certifient que les deux derniers Souverains russes, Alexandre II et Alexandre III, n'aspiraient nullement à retenir en Russie la forme autocratique; s'ils ne consentaient pas à accorder une constitution, ils ne le faisaient que dans un but fort raisonnable comprenant parfaitement son inapplication pour la Russie au niveau de développement social que celle-ci occupait.

Au moment de l'avènement du dernier Empereur Nicolas II, assassiné par les Juifs-Bolcheviks, bon, cordial et chevaleresque, ayant payé de sa vie pour l'honneur de la Patrie, la Russie était arrivée à pas de géant au point culminant de sa force et de son progrès dont la croissance ne fut même pas amoindrie par la guerre malheureuse du Japon. Personne ne savait, à l'exception des personnalités officielles, quel travail gigantesque pour le bien et la prospérité des ouvriers avait été accompli durant le règne de l'Empereur Nicolas II. La législation des usines, la réglementation du travail des femmes et des enfants, l'assurance des vieillards, les dédommagements de santé dans toutes les professions, sans exception; l'élargissement des droits des paysans; la liberté de déplacement et, enfin, la réforme géniale territoriale de Stolypine; tels sont les monuments éternels de l'époque de Nicolas II. Ce n'est pas sans raison que le président des Etats-Unis d'Amérique Taft (1908-1912) disait, au cours d'une audience accordée à un groupe de touristes russes: « Votre Empereur a créé une législation ouvrière plus parfaite que celle dont pourrait se vanter tout pays démocratique. » C'est ainsi que les réformes de l'Empereur Nicolas II étaient appréciées à l'étranger par des hommes loyaux qui les comprenaient, cependant qu'en Russie elles étaient tuées intentionnellement par nos dirigeants sociaux, avocats et révo-

lutionnaires, grâce à quoi elles pénétraient peu dans le peuple et n'étaient connues de lui que par hasard, quand le cas s'en présentait. Il suffirait seulement de la réforme territoriale de Stolypine pour glorifier tout le règne! On ne pourrait nier chez les Allemands leur savoir dans toutes les questions économiques et sociales et pourtant plus d'une fois ils envoyèrent en Russie des délégations officielles et privées pour étudier sur place les principes de génie de la réforme territoriale de Stolypine, et le plan non moins ingénieux de l'exécution de cette réforme.

L'ensemble de toutes ces réformes des trois règnes devait avoir pour résultat final une incomparable ascension du peuple et un développement général du bien-être de la Russie; comme de juste le peuple serait ainsi complètement satisfait de sa situation; mais c'était précisément cela qui n'était pas au goût des révolutionnaires convoitant le pouvoir et les coffres-forts de l'Etat, car la prospérité du peuple leur enlevait de bons prétextes pour semer la propagande et les troubles. Voilà pourquoi Alexandre II fut assassiné odieusement, Alexandre III périt d'une maladie, suite d'un lâche attentat; le créateur de la réforme territoriale Stolypine succomba en 1911 à Kieff, tué par la balle du Juif Bogroff, et l'infortuné Empereur Nicolas II, Son Auguste Famille et les gens de Son entourage furent fusillés par le Juif Yourowsky, secondé par les Juifs Golostchokine et Vojkoff, sur l'ordre de Moscou du Juif Sverdloff et avec l'approbation du Conseil des commissaires du peuple, composé, à l'exception de deux membres, exclusivement de Juifs (*Les Annales russes*, VII.)

On pourrait croire que le peuple russe détruisait lui-même son honneur et ne reconnaissait point les réformes bienfaisantes des trois derniers règnes... En réalité, il en est tout autrement.

L'étude des procès judiciaires et des dossiers d'instruction sur les crimes révolutionnaires prouve avec beaucoup de clarté ce qui suit :

a) Dans toutes les organisations révolutionnaires, fussent-elles nationalistes, socialistes ou démocratiques, un rôle important, souvent même un rôle dirigeant, était joué par des Juifs de Russie et de l'étranger.

b) Les exécutants de leurs projets et plans étaient le plus souvent des étudiants, des étudiantes, même des écoliers détournés de la bonne voie, convaincus par les meneurs juifs que c'était à eux qu'il appartenait de répandre l'idéal socialiste par la révolution et la terreur (1).

c) Parmi de tels révolutionnaires, ce n'est que parfois, et à de rares exceptions, qu'on rencontrait des unités d'ouvriers et de

(1) Le ministre de l'Instruction Publique Bogolepoff fut tué par l'étudiant Karnovitch, le ministre de l'Intérieur Sipiaguine par l'étudiant Balmachoff, le ministre de l'Intérieur Plehve par l'étudiant Sasonoff; les attentats contre M. Pobedonostseff furent effectués par des étudiants. Enfin, la célèbre révolutionnaire Marie Spiridonova était une écolière de lycée.



paysans tombés tout à fait par hasard dans les groupements de la jeunesse révolutionnaire et complètement soumis à l'influence de cette dernière.

d) La masse entière du peuple au nom duquel ces meneurs se permettaient lâchement de mentir et de médire restait toujours bien loin de l'action et n'y comprenait rien. Il ne faut pas s'en étonner car toutes les théories que les révolutionnaires prenaient pour base de leurs doctrines étaient celles des Juifs Marx, Liebknecht et autres héros socialistes. Les meneurs seuls connaissaient ces théories, alors que le reste, la jeunesse qui leur servait d'instrument et qui portait en même temps toute la responsabilité pour les actes des dirigeants, n'en apprenait que les phrases les plus redondantes suivant la routine des différents programmes de parti. Donc, en ce qui concerne le peuple russe au nom duquel les révolutionnaires étaient censés agir, non seulement il ne concevait et ne comprenait ces théories, mais ignorait jusqu'aux noms de leurs catéchistes. Tous les soulèvements révolutionnaires dits du peuple lui étaient en réalité imposés par les Juifs qui usaient faussement de son nom. L'exclusivité des Juifs dans la direction des révoltes est reconnue aujourd'hui sans vergogne par la presse juive.

Durant ces deux dernières époques, les efforts des organisations de gauche reçurent un grand appui de la publicité moderne, ainsi que des œuvres de beaucoup d'écrivains dont deux surtout influencèrent funestement la société russe. Ce furent le comte L. Tolstoï et W. Korolenko.

Le premier, célèbre romancier, grisé par la gloire, s'imagina, dans sa vieillesse, être le remplaçant du Christ et construisit sa théorie philosophique sur la non-résistance au mal, ainsi que son évangile. Vivant dans la plus grande opulence dans son splendide manoir tout en prêchant l'abstinence et le dégoût du luxe aux autres, renonçant au profit qu'il avait de ses œuvres, mais chargeant sa femme (qui en augmentait les prix) de s'en occuper, paradant par fantaisie en costume de laboureur chez lui et en celui de charretier à Moscou, mais incitant les autres à en faire leur métier, plein de contrastes aussi frappants, le comte Tolstoï, par la force de son talent, sut entraîner des milliers de jeunes gens, soutenant tous ceux qui ne sympathisaient point avec le gouvernement russe, et commit un crime impardonnable en faisant dévier du chemin de l'honneur envers la patrie toute la verte jeunesse russe qui le suivit aveuglément comme un nouveau maître.

Le second était un bon prosateur, mais toujours de l'opposition et exagérant toutes les maladresses gouvernementales tout en gardant à dessein le silence sur tout ce qu'il y avait de bon dans les actes du gouvernement russe.

Leur conscience et leur mémoire sont bien lourdes du mal causé à la patrie.

Quand s'accomplit le vil assassinat de l'Empereur Alexandre II, le Libérateur des paysans et le grand Réformateur, le peuple se détourna entièrement des partisans de la terreur et de la révolution.

Voyant que le véritable peuple russe les évitait, les révolutionnaires, rendus fous de colère, s'acharnaient encore plus à l'exécution de leurs actes terroristes et se livraient, partout où ils le pouvaient, à une propagande effrénée, répandant brochures et tracts, surtout parmi les ouvriers d'usine.

Mais puisque le peuple ne prenait point de part active dans les agissements des organisations révolutionnaires, qui donc subvenait aux dépenses de ces dernières? Car il faut remarquer que les principaux exécuteurs des complots terroristes étaient aussi pauvres que des rats d'église.

Les premières hirondelles de la propagande révolutionnaire furent les officiers des armées russes ayant traversé l'Europe après la guerre de 1812; là ils apprirent les devises attrayantes de la Révolution française, devises dont rêvait l'Europe entière et pour lesquelles ils s'enflammèrent aussi. De retour en Russie, ils y apportèrent des germes de mécontentement contre ce qu'ils trouvaient démodé en leur pays et se prirent d'envie, sans consulter leur peuple et sans se conformer aux conditions du pays, de réaliser les devises de la révolution. Cela conduisit peu à peu à la révolte de 1825 soulevée surtout par des officiers de la Garde et quelques gentilshommes de province.

La noblesse locale russe s'extasiant depuis longtemps devant l'Occident était fortement mêlée dans ses sphères supérieures, qui donnaient le ton de la vie sociale par des éléments étrangers; la grande quantité de ces derniers demeurés en Russie après les guerres napoléoniennes ne fut pas sans laisser son influence d'où naquirent des idées de révolution. La franc-maçonnerie de son côté aussi, dont les meneurs et dirigeants secrets provenaient naturellement de la juiverie mondiale, trouva de nombreux adeptes dans les classes cultivées russes.

C'est ainsi que, petit à petit, la « Société » russe, c'est-à-dire la classe supérieure sociale, l'aristocratie, la noblesse, les fonctionnaires d'Etat, vit baisser son air national et ses sentiments nationaux.

Aussi ladite « Société » et jusqu'aux sphères officielles voyaient-elles avec indifférence les agissements des révolutionnaires. Grâce à l'activité de la presse libérale, entièrement soumise aux Juifs, l'opposition au gouvernement, la critique incessante des mesures qui déplaisaient aux Juifs devinrent des marques de « progrès », presque des marques de bon ton, cette « Société » craignant surtout d'être nommée réactionnaire et vieux jeu; il va sans dire que les Juifs et leurs défenseurs surent savamment profiter de ce point faible!

La troisième classe, celle de la petite noblesse, des industriels et des roturiers, suivit l'aristocratie et les grands fonctionnaires. Il faut ajouter que l'Empire russe contenait une multitude de peuples et de tribus jouissant de tous les droits (excepté les Juifs sous quelques rapports), ce qui affaiblissait le sentiment national russe. Il n'y avait parmi les classes intellectuelles qu'un engouement pour les phrases criantes, des péroraisons pour « sauver le monde entier » et lui procurer la félicité complète, ce qui faisait oublier son propre pays et sa propre félicité. Et puisque le sentiment national était tombé, on ne devait s'attendre à rien de bon pour la Russie; ce qui a été prouvé par les treize dernières années de l'histoire russe.

Quant aux « hommes publics », aux représentants du monde municipal et industriel, composé d'éléments aussi mélangés que le reste de la société, ils avaient perdu le sentiment national russe pour les mêmes causes et tombaient sous l'influence juive.

Ce qui est pire, c'est qu'il existait parmi ces membres bornés de la « Société » une catégorie, quoique peu nombreuse, d'industriels, rarement de gentilshommes de la noblesse locale, dont les millions et les propriétés avaient été amassés par le pénible labeur de leurs pères et grands-pères. Ayant acquis ces fortunes immenses, riches d'argent, mais pauvres d'esprit, les héritiers ne trouvèrent rien de mieux que de dilapider l'argent de la nation et de l'Etat, en soutenant les émigrés politiques russes, leur fournissant les moyens d'exister et de publier leurs écrits antigouvernementaux. Grâce à cet appui matériel ainsi qu'à l'aide puissante de la juiverie mondiale s'acharnant à exécuter le programme des Protocoles de Sion, aussi, grâce à la reconnaissance des Etats étrangers pour des services d'espionnage, les agissements révolutionnaires en Russie continuèrent au cours des règnes d'Alexandre II et d'Alexandre III, car le pouvoir monarchiste russe était un sérieux obstacle aux convoitises des Juifs.

Le Pouvoir Impérial Russe employait tous les moyens pour sauvegarder sa population trop accessible à l'exploitation immodérée, à l'opposition et à l'influence juives et avait recours, comme cela avait lieu autrefois dans le monde entier, à des mesures de restriction. Ce sont ces mesures du gouvernement russe arrachant un beau morceau aux appétits tenaces et avides des Juifs, qui servirent de prétexte à la haine féroce que la juiverie russe et mondiale voua à la Monarchie Russe, haine qui ne les arrêta devant aucun moyen pour discréditer le pouvoir dans l'opinion publique du monde entier par les pires calomnies, les plus viles inventions, dans lesquelles ils étaient les maîtres accomplis.

Aussi peu leur importait qui se trouvait à la tête du gouvernement russe; il suffisait d'un homme d'Etat plus ou moins important et de caractère ferme pour être condamné à mort par messieurs les révolutionnaires et, dans ce but, une propagande énergique pour nuire

à l'autorité du pouvoir était menée parmi le peuple des usines ou de la terre.

Mais l'activité révolutionnaire s'accrut lorsque, après la guerre du Japon, l'Empereur Nicolas II fut invité à établir ce genre de parlote universelle qu'est le parlement, nommée en Russie « Douma d'Etat ».

A quoi devait-on s'attendre et à quoi se livrèrent les électeurs d'un pays de 180 millions d'habitants avec un grand pourcentage d'illettrés, où les distances entre villages étaient de 10 à 12 kilomètres et où il était perdu des jours et des semaines pour arriver aux lieux d'élections pour la nomination de 500 députés à la Douma?

A l'exemple de l'Europe, les mêmes moyens furent employés en Russie : la corruption, le mensonge, la promesse de faveurs futures. Prenant en considération la liaison et la solidarité des organisations révolutionnaires à côté d'une désunion totale de la classe moyenne, il ne faut point s'étonner de voir élus à la Douma tous ceux qui étaient désignés par les cercles révolutionnaires, c'est-à-dire, la plupart des crieurs de meetings, des phraseurs qui s'imaginaient pouvoir construire l'Etat par leur bavardage et qui attrapaient l'occasion d'acquiescer par les comptes rendus des journaux une popularité à bon marché, tout en profitant, à la Douma, de la liberté de parole et de l'inviolabilité parlementaire.

Le peuple, la masse, choisissait celui qui lui était glissé par les dirigeants habiles des municipalités provinciales et d'autres organisations et ignorait au juste ce que ferait à la Douma son élu.

La population de la Russie contenait des représentants de différentes races et tribus dont les plus paisibles étaient les Tartares et généralement les mahométans; leurs représentants se conduisaient à la Douma avec beaucoup de tact et de dignité. Mais, parmi les peuples de la Russie, il y avait malheureusement des Juifs, des Finlandais, des Géorgiens, des Arméniens et des Polonais, et ceux-là étaient les éléments ennemis du véritable peuple russe, malgré la bienveillance envers eux des empereurs russes qui (à l'exception de quelques restrictions pour les Juifs) ne faisaient aucune différence parmi leurs sujets et admettaient ces étrangers à remplir jusqu'aux plus grandes fonctions d'Etat, dont nous avons des centaines d'exemples.

Et c'est précisément leurs représentants qui, profitant de leur impunité sous le couvert de l'immunité parlementaire, au lieu de parler à la Douma des besoins de leurs peuples, se mirent à prononcer du haut des tribunes des discours, « au nom de toute la Russie et de tout le peuple russe », employant ces mots à tort et à travers, exigeant toujours pour soi un plus grand pouvoir et abaissant le prestige du gouvernement qui, il faut le reconnaître, toléra ce désordre jusqu'au moment où il fut trop tard.

C'est là que se révélèrent tous ces métèques : Tchkhéidze

Tchkhenkeli, Gueguetchkori, Tseretelli, etc., en compagnie de Juifs et de leurs suite composée de noms se terminant en... ver... sson... zon... berg et C°. La Douma d'Etat fut transformée en un sabbat avec, pour but unique, la révolution.

Pour montrer à quel point le niveau intellectuel des ouvriers russes, quoique instruits des programmes révolutionnaires, était peu développé au moment de l'établissement de la Douma (les ouvriers étant pourtant plus civilisés que les paysans), il faut se souvenir d'un fait ayant eu lieu en 1905 à Kharkow.

La liberté de parole et de réunion proclamée dans le manifeste de l'Empereur le 17 octobre fut comprise par eux, ou plutôt leur fut soufflée ainsi par leurs entraîneurs révolutionnaires : « Fais tout ce qui te semblera bon. » En arrivant à un meeting, des ouvriers résolurent de l'organiser sur la voie ferrée, au moment du passage du train. Lorsque, en face de leur obstination à demeurer en ce lieu peu propice, on dut les disperser de force, ils furent indignés, ce dont profitèrent les serviables révolutionnaires en leur expliquant que cette entrave à leur réunion était due à la tromperie du manifeste, à la violation des droits accordés et à la privation de liberté!!!

Par les efforts réunis de la Douma d'un côté et de diverses ligues et comités de l'autre, commencèrent l'orgie de la parole et l'action sournoise contre le pouvoir et l'autorité de l'Empereur, compliquant l'approvisionnement et le transport et calomniant le gouvernement et jusqu'à la personne de l'Empereur et de l'Impératrice, alors que dans les rangs du gouvernement il ne se trouva, hélas! pas un seul homme (à part Stolypine, assassiné pour excès de fermeté) qui eut assez de caractère pour faire taire ce Sabbat. Il en résulta que, vers 1916-1917, l'autorité du pouvoir fut complètement détruite et l'Empereur et l'Impératrice impunément flétris et calomniés de la tribune parlementaire par le député Milioukoff. (Voyez Winberg, *Le Chemin de la Croix.*)

Cette propagande pernicieuse troubla fort les esprits de la masse, ce que désiraient les cercles révolutionnaires dont l'audace s'accroissait avec l'irrésolution du pouvoir. Ils notèrent aussi un événement favorable à leur grand avantage : c'est que, cédant aux instances et aux supplications des alliés (en particulier de la France) pour sauver Paris contre l'offensive allemande et pour détourner les armées ennemies du front français, l'Empereur Nicolas II sacrifia toute Sa Garde, c'est-à-dire près de 100.000 hommes dévoués corps et âme au Souverain et au gouvernement, les envoyant tous en avant comme armée d'élite avec l'ordre de préparer une énergique offensive en Prusse occidentale où notre malheureuse Garde trouva presque entièrement son tombeau. A sa place, il ne resta, pour toute armée, à Petrograd, que des bataillons de réserve composés de conscrits résér-

vistes extraits des campagnes et des usines auxquels on enseignait l'art militaire.

Cet enseignement avançait peu en raison du manque d'officiers ; les hommes désœuvrés passaient leur temps dans les casernes où, grâce à l'absence de surveillance, pénétraient des révolutionnaires et des agents allemands, et même ceux d'une puissance alliée, ainsi que des révolutionnaires russes, qui y semaient l'indiscipline et la propagande révolutionnaire. Aussi ces bataillons ne devinrent-ils point des cadres militaires dévoués à leur tâche, mais des bandes d'oisifs vivant aux frais du gouvernement. C'est de cette bande que les révolutionnaires espéraient un ferme appui.

Pour établir définitivement que la révolution russe n'avait pas été préparée par le peuple, qu'elle n'était ni le résultat d'une explosion de volonté nationale, ni une manifestation de courroux populaire, mais qu'elle avait été conçue dans les cerveaux juifs, il suffit de lire le récit de M. Karabtchevsky (avocat connu, aujourd'hui décédé), *Ce que mes yeux ont vu* (1). Il y décrit une réunion d'avocats à Petrograd d'où devait sortir ceci : la révolution devait-elle être faite à présent ou plus tard ?

Afin d'exécuter la décision prise par ces avocats, parmi lesquels dominait aussi l'élément juif, on s'acharna avec rage à accélérer la propagande dans les usines, ateliers et casernes par des pamphlets et libellés sur le Souverain et Son Auguste Famille. Quand, enfin, le 27 février 1917, le bataillon de réserve du régiment de Volynie déclencha, avec un groupe d'ouvriers, la révolte qui lui avait été imposée, le gouvernement et la Douma perdirent la tête et devinrent un jouet dans les mains de la foule et de ses meneurs. Deux députés, Goutchkoff et Choulguine, qui avaient antérieurement résolu (en un groupe de cinq députés) de se présenter devant l'Empereur pour exiger Son abdication, se rendirent tous deux au front où se trouvait le Tsar et eurent la lâcheté d'oser Lui présenter cette sommation au nom de tout le peuple russe, se donnant le titre de Délégués de la Nation.

Trompé par cette félonie, l'Empereur signa l'acte d'abdication en remettant le trône à Son frère le Grand-Duc Michel et le pouvoir au gouvernement provisoire établi par la Douma.

Malgré la fermentation des esprits, personne en Russie, excepté les dirigeants révolutionnaires, ne s'attendait à l'abdication de l'Empereur, et sa transmission du pouvoir entre les mains du gouvernement provisoire plongea la Russie entière et l'armée au front dans une perplexité complète. Malheureusement le nouveau gouvernement ne se composait pas d'hommes cultivés et de loyaux patriotes, mais d'intrigants incapables provenant surtout d'émigrés et de héros des sous-sols avec Kerensky en tête. Ils profitèrent du moment et desserrèrent

(1) Voir I<sup>re</sup> Partie, page 28.

complètement les freins en publiant leur célèbre ordre du jour n° 1 adressé à l'armée, cause initiale de la déroute totale du front.

Aidés de criminels libérés de leurs cachots et de toute la lie de la capitale et des casernes, ils se mirent à régler des comptes personnels avec les anciens ministres du Tsar, accordant une liberté illimitée aux outrages commis envers le nom de l'Empereur et aux excès odieux de la plèbe et des soldats qui torturèrent, martyrisèrent et assassinèrent les officiers et les bourgeois. Ils envoyèrent aussi au front leurs commissaires pour une propagande politique et, malgré l'avertissement du procureur, ouvrirent les frontières de la Russie au wagon scellé dans lequel l'état-major général allemand expédiait en Russie Oulianoff (1) (Lénine) et C° acheté pour 70 millions de marks afin de déclencher la débâcle sur le front et dans les villes.

Nous pouvons prouver que Kerensky et Milioukoff agissaient consciemment en soutenant les Bolcheviks, non seulement par les faits démontrés, mais aussi en notant que tous deux, comme dirigeants de leurs partis, entretenaient des relations continues et étroites avec les éléments révolutionnaires, par conséquent ils n'ignoraient point en quelles lâches mains ils livraient leur patrie.

Quels étaient donc ces premiers Bolcheviks?

De la liste nominale des voyageurs ayant quitté la Suisse en wagon sous scellés à destination de la Russie, on voit qu'il y en avait 224, dont 170 Juifs incontestables, près de 30 Polonais, Géorgiens et Arméniens et seulement 27 Russes (à en juger par leurs noms) (2).

A ce groupe fondamental, mais peu nombreux, se rallièrent immédiatement, grâce aux bons soins de Lloyd George, quelques centaines de Juifs d'Amérique.

Pour s'expliquer tout ce qu'a souffert et souffre la Russie entre les mains du parti communiste, il faudrait toujours songer que :

1° Le pouvoir soviétique en Russie est représenté par un effectif de dirigeants dont les chefs sont en même temps des chefs ou des membres actifs de la III<sup>e</sup> Internationale, soit comme membres de l'ispolkom (comité exécutif de l'Internationale communiste), soit comme travailleurs actifs. Cela est établi par les listes officielles du personnel, par les déclarations des chefs de ce pouvoir à toutes les réunions

(1) L'opinion publique le croit généralement russe, mais voici ce qu'en pensent les autochtones de Simbirsk. Il y a très longtemps, un convoi de criminels traversait Simbirsk à destination du bagne en Sibérie. Quelques-uns étaient accompagnés des membres de leur famille; l'hiver était rigoureux; après le départ des forçats, un gamin demeura en arrière et fut recueilli et élevé par un gentilhomme, Oulfanoff. Des années passèrent, et une lettre arriva du bagne écrite en gros caractères d'une écriture très ordinaire; elle provenait d'un certain Ilko Sroul Goldman. Après de longues recherches, il venait d'apprendre où se trouvait son fils et demandait de ses nouvelles. Ce Goldman était, dit-on, le père de Lénine. On n'eut plus de lettres de lui (676).

(2) Voir partie I, p. 37.

du parti, de sorte que le pouvoir soviétique en Russie paraît sous les auspices tantôt du gouvernement de Russie, tantôt de la III<sup>e</sup> Internationale, se reniant l'un l'autre dans leurs relations extérieures.

La *Pravda* (*Vérité*), journal communiste, avait publié le statut de l'Internationale communiste où, entre autres, il est clairement défini que les partis communistes du monde entier ne sont que les succursales du Komintern (l'Internationale communiste) et en dépendent entièrement pour toutes questions tactiques, politiques et économiques. Au surplus, avant la convocation des congrès universels du parti, le comité exécutif leur donne à tous ses directives obligatoires et contrôle leur travail (Rv 24.240). Ainsi, par la force de ce statut, les communistes gouvernant la Russie sont les instruments dociles et soumis de la III<sup>e</sup> Internationale exécutant aveuglément la volonté de celle-ci; on pourrait dire plutôt qu'ils personnifient la III<sup>e</sup> Internationale communiste.

Vers la fin de 1925 le pouvoir communiste en Russie cessa définitivement de se gêner (son secret de Polichinelle étant cependant connu du monde entier) et le chef du gouvernement Rykoff fut enfin ouvertement élu dans l'effectif de la section russe de la III<sup>e</sup> Internationale.

En 1926, le Juif Rotstein (Boukharine) déclara publiquement à la réunion du comité du Komintern que le parti communiste russe était prêt à tout pour le triomphe de la révolution mondiale, que ce parti était une section de l'Internationale communiste et que l'Etat de l'U. R. S. S. constituait une base puissante pour tous les mouvements libérateurs de l'univers depuis celui des peuples opprimés de l'Asie; enfin que ce parti précipiterait toutes ses forces sur les balances de la révolution mondiale et lutterait jusqu'à sa victoire glorieuse en se souvenant qu'il était le parti le plus international du Komintern et qu'il poursuivait une révolution mondiale. Le comité exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale décida d'informer le prolétariat anglais le 8 juin 1926 que « la Russie ouvrirait tout son immense marché à l'industrie socialisée » (*Izvestia*, 9 VI). Il est donc clair que la III<sup>e</sup> Internationale parlait ainsi pour la Russie et en disposait de la sorte, jouant le rôle du gouvernement judéo-soviétique pour la simple raison que la III<sup>e</sup> Internationale et le pouvoir judéo-soviétique ne représentent à eux deux qu'une seule chose.

2° La III<sup>e</sup> Internationale, le socialisme et les autres inventions actuelles ont été créés par les Juifs pour faire pression sur les esprits faibles des peuples chrétiens par des devises criantes et alléchantes, si accessibles aux cerveaux bornés et déséquilibrés.

Les Juifs communistes actuels commencent leurs annales depuis le Juif Karl Marx; étant peu instruits en général, sauf sur leurs programmes de parti, ils s'imaginent avoir découvert une seconde Amérique de connivence avec leur « rebbi » Marx et croient apporter une



révélation du ciel pour le bien de l'humanité. De son côté, l'humanité actuelle, absolument ignorante à ce sujet, prête bonne foi aux déclarations autoritaires de la juiverie effrontée qui, lui répétant incessamment ses quasi-vérités, introduit dans l'esprit des peuples des dogmes agréables aux Juifs.

3° La III<sup>e</sup> Internationale est dirigée par des Juifs avec Guerchel Apfelbaum (Zinovieff) à leur tête; en même temps, presque toute la juiverie universelle compose le parti international communiste qu'il soutient avec des desseins agressifs dirigés contre tous les autres peuples; nous le voyons d'ailleurs par les fameux Protocoles des Sages de Sion, où se trouve résumé tout le *Credo* de la juiverie mondiale si habilement et inexorablement mis en action avec le secours d'argent, de relations et d'innombrables crimes.

4° Parmi la meute communiste dirigeant actuellement la Russie il faut distinguer deux groupes d'adhérents. Sans compter les Juifs qui se sont emparés du pouvoir pour en profiter, pour piller et pour résoudre le problème de race, nous avons d'un côté quelques fanatiques du communisme voulant mettre en pratique les théories doctrinales et profitant, dans ce but, du vaste champ d'action qu'offre la Russie. D'un autre côté, nous voyons tout le rebut de l'humanité qui, incapable d'autre chose, est entré dans les rangs communistes pour y vivre oisif et insouciant aux dépens des autres, c'est-à-dire aux dépens du peuple russe.

5° Dès le début de la révolution russe nous voyons se rallier au parti communiste et lui apporter un ferme appui jusqu'à cent mille « camarades » composés de bagnards, de voleurs, d'assassins et de héros clandestins révolutionnaires de l'époque tsariste mis en liberté par leur « camarade » Kerensky; ces éléments, de connivence avec les bas-fonds sociaux, voyaient s'ouvrir devant eux un large horizon leur permettant de briser et violer tous les droits non seulement impunément, mais avec la pleine approbation de l'odieux gouvernement provisoire : des Kerensky, Milioukoff, Tchernoff, etc.

6° Le parti communiste en Russie compte comme partout, parmi ses membres, presque toute la juiverie russe, ce qui est bien compréhensible, car, comme nous l'avons remarqué plus haut, lorsque Oulianoff (Lénine) arriva en wagon sous scellés et fut reçu par le gouvernement provisoire, il amena avec lui pas moins de 170 Juifs parmi les 217 « camarades » composant sa suite. A ce nombre se joignit immédiatement, avec le soutien de l'Angleterre et de l'Amérique, une ruée de Juifs venant de tous les coins du monde entier. Tous se procurèrent des postes de grands et petits « gouvernants », régissant insolemment le peuple russe; en 1920 déjà les fonctionnaires juifs, dans les établissements soviétiques, atteignaient parfois 90 % (voyez Winberg, *Le Chemin de la Croix*). Depuis il n'y a eu aucune raison plausible pour atténuer ce pourcentage : plus que jamais les

Juifs occupent en Russie une situation dominante et ces parasites se sont fermement attachés à la population russe pour en puiser tout son sang.

Donc le pouvoir soviétique en Russie n'est point le soi-disant pouvoir d'ouvriers et paysans, mais un pouvoir juif du haut en bas.

Toute cette digne compagnie se faisait forte des théories générales effrontément propagées par les meneurs communistes et en tirait parti pour se défendre ou pour mystifier ceux qui n'étaient pas capables d'y voir clair.

Les communistes supposent qu'eux seuls comprennent à fond les intérêts de la classe ouvrière; alors qu'en réalité le peuple est considéré par eux en être inférieur, « inconscient » et ne s'étant pas encore détaché des préjugés de jadis, ce qui le rend impuissant à déterminer son propre avenir. Le parti communiste, dès lors, se donne le droit de montrer sa volonté et se charge de prendre en mains la direction et l'éducation de ce peuple. Mais un peuple inconscient et pas encore mûr ne saurait profiter du droit électoral, aussi, tout en conservant la procédure électorale pour sauver les apparences, le communisme prend bien soin d'organiser les élections de manière à éviter toute « surprise », c'est-à-dire toute élection ne répondant point aux desseins communistes.

Le parti communiste se porte entièrement parmi ces électeurs et, afin de soustraire la population « inconsciente » à toute séduction, la campagne électorale préliminaire n'est autorisée qu'au parti communiste. Pour prévenir les surprises pouvant arriver dans un suffrage clos, les communistes font voter le peuple sous leur contrôle direct, surveillant et guidant le scrutin. Les dirigeants bénéficient du droit d'annuler toutes élections qu'ils reconnaîtraient nuisibles aux intérêts des travailleurs (voire à ceux du parti communiste).

Nous en déduisons donc que, pour réaliser cette politique, la liberté de parole et de presse appartient indiscutablement au parti communiste qui sanctionne seul ce que doit dire, écrire et lire le peuple « inconscient » dont le seul droit est de se taire et de se soumettre!...

Avant la révolution, la population de la Russie centrale, avec sa bonhomie slave habituelle, était très tolérante envers les Juifs glissés parmi elle, n'ayant pas à en souffrir, peut-être à cause de leur nombre minime. Pourtant, bien souvent par des moyens légaux et illégaux soutenus par divers Teitel (1), les Juifs se glissaient au travers de la ligne de protection et s'installaient dans les lieux défendus. Même en Russie occidentale où les Juifs étaient autorisés à habiter, les paysans et tout le peuple non seulement orthodoxe, mais catholique aussi, regardaient d'un œil bénin, indulgent et ironiquement protec-

(1) Voir page 66.

teur tous les Schmoul, Moïsch, etc., leur portant bénévolement des sous et leur permettant de s'enrichir sur les différentes opérations commerciales dont ils s'occupaient dans les villes et villages. Et ce n'est que lorsque les Juifs devenaient par trop insolents et pressuraient démesurément le peuple que la patience de celui-ci cédait et qu'il faisait tomber sa fureur sur les Juifs sans distinguer alors les innocents et les coupables par le seul moyen accessible : les pogromes. C'est en vain que le gouvernement tsariste s'efforçait d'écarter ces châtiments populaires ; un fait insignifiant pouvait mettre le feu aux poudres et l'explosion se produisait.

S'étant emparés du pouvoir dans la malheureuse Russie au nom de la III<sup>e</sup> Internationale et du parti communiste, les Juifs brisèrent tout obstacle et firent preuve d'un maximum de cruauté envers la masse de la population.

Admis par l'Europe à devenir les maîtres de la situation en Russie et les organisateurs de son sort, les Juifs joignirent à leur animosité contre le peuple russe une haine éternelle non moins féroce contre l'Eglise chrétienne et particulièrement contre l'Eglise orthodoxe. Et c'est encore sur l'infortuné peuple russe qu'ils exercèrent leur haine, procédant à leurs expériences communistes pour épuiser, asservir et détruire la population. C'est encore en Russie qu'ils projetèrent de construire à jamais un Etat juif sur les 150 millions de dos russes devenus leurs esclaves, car, en Palestine, ils savaient ne trouver personne à asservir.

Il semblerait après tout cela que les Juifs-Bolcheviks devraient s'arrêter dans l'exécution de leur ferreur, dans l'asservissement et la destruction de tout ce qui n'est pas juif ! Bien loin de là, dès que les Juifs-Bolcheviks se sentirent sur un terrain plus ferme, dès qu'ils écartèrent l'Empereur, interdirent toute communication avec Lui, l'entourant d'une double garde et d'un double grillage, et l'assassinèrent ensuite, dès ce moment, ils se précipitèrent plus furieusement encore sur le peuple sans défense, préalablement désarmé, et le soumirent à toutes les tortures, à tous les sombres supplices du moyen âge, sans lui laisser un instant de répit.

On peut seulement s'expliquer ces horreurs par la haine impitoyable vouée depuis des siècles par les Juifs à la chrétienté et principalement à l'orthodoxie et par leurs aspirations insolentes.

On connaît la croyance fanatique des Juifs en leur Talmud et leur fidélité aux traditions de leurs aïeux. Entre autres, voici ce que leur dicte le Talmud et à quoi ils doivent aveuglément obéir, ce qui explique leur haine envers la chrétienté. Elevant les rabbins au-dessus de Dieu pour qui les paroles et les décisions des rabbins sont obligatoires, le Talmud dit qu'il vaut mieux jeter un morceau de pain à un chien qu'à un chrétien, que celui qui verse le sang chrétien offre un sacrifice à Dieu, qu'un Juif n'est pas obligé de tuer un chré-

tien avec lequel il vit en paix, mais qu'il commettrait un crime en lui sauvant la vie, qu'un chrétien étudiant le Talmud et le Juif qui y prête son concours sont tous deux passibles de mort (1.138).

Ce n'est qu'en se souvenant de ce qui a été décrit plus haut qu'on peut comprendre et évaluer en conséquence les agissements des Juifs-Bolcheviks sur l'infortuné peuple russe, et c'est ce que tentent d'expliquer dans la mesure de leurs moyens les ci-devant croquis.

Ces descriptions ont le but de montrer comment, après l'avènement des Juifs-Bolcheviks, après leurs premières luttes pour retenir le pouvoir et combattre les armées blanches et la Pologne, quand ils restèrent enfin, vers 1920, maîtres de la situation, comment les Juifs-Bolcheviks auraient pu, vers cette époque, procéder à la structure de l'Etat, à la création du paradis communiste préconisé. C'est pourquoi, depuis 1920, leur conduite nous paraît très caractéristique comme l'exposé de leur incapacité totale à créer quelque chose de positif ainsi que leur tendance à exploiter le peuple russe et à conduire le pays à la ruine.

Les esquisses sur la marche historique de la structure de l'Etat soviétique font constater une thèse indubitable; c'est la banqueroute de tout le système des Juifs-Bolcheviks, la banqueroute de leurs méthodes terroristes, la banqueroute aussi de leurs espérances sur l'épuisement complet des contre-révolutionnaires et de la classe cultivée, la banqueroute encore de leur mise en jeu sur la diversité des classes sociales s'étant jointes dans leur haine commune contre les Juifs et les communistes, sans exclure les ouvriers et les paysans. Cette banqueroute conduit à la dissidence croissante dans le parti même et au terme si espéré et, avec la grâce de Dieu, peu éloigné des souffrances expiatoires de la Russie.

## CHAPITRE II

## L'ÉGLISE ET LA RELIGION

Dès les premiers jours de son avènement au pouvoir, le gouvernement judéo-soviétique se consacra à sa première tâche : abolition de toute église et de toute religion, en déclarant que la religion était un opium pour le peuple. Dans ce but, les communistes entreprirent une double croisade : lutte contre le sentiment religieux dans les masses du peuple et persécution directe de l'Église et de ses serviteurs.

Dans la première sphère de leur activité, les communistes s'efforcèrent de débaucher les masses et la nouvelle génération par des mesures assidues et cyniques. Tout en remplaçant les conceptions religieuses par des conceptions communistes, les Juifs-Bolcheviks commencèrent leurs oppressions, leurs railleries et leurs insultes envers la religion en général et la religion orthodoxe en particulier. Ils n'omirent aucune souillure, aucune profanation de l'Église et du clergé qu'ils représentaient sur leurs ignobles pancartes... Ils étalèrent ces grossiers dessins sous les yeux du peuple et même des enfants et commencèrent une odieuse propagande d'athéisme dans les écoles, asiles, pensionnats et colonies d'enfants. Plus les églises étaient vénérées, plus elles recevaient d'insultes infâmes et obscènes.

Une propagande antireligieuse très suivie fut organisée dans toutes les écoles dans le dessein de proscrire tout principe religieux et de le remplacer par « la culture révolutionnaire-prolétarienne-soviétique ».

À côté des cellules communistes, des « cellules antireligieuses » furent créées; elles se développèrent assez mal, les membres y affluant en petite quantité, et elles furent abolies, car on craignait que ces cellules créant de nouvelles sectes ne gênent la lutte des Juifs contre la religion (*Pravda*, 663).

En automne 1923, la création d'un institut d'athéisme pour préparer des instituteurs irreligieux fut projetée. Des savants et littérateurs soviétiques devaient y faire leurs cours, avec Lounatcharsky

lui-même à leur tête. Un certain Stepanoff, auteur du livre, *la Lutte contre la Religion*, en fut nommé directeur (1.322); le directeur suggérait que les instituteurs et institutrices devaient travailler de sorte que chaque jour d'école éloignerait de plus en plus les enfants de Dieu et de la religion.

Dans ce même but, des éditions antichrétiennes et antireligieuses furent publiées, comme les journaux *l'Athée, l'Impie*, où collaboraient surtout des Juifs. Le catalogue de brochures antireligieuses occupe 150 pages. Les caricatures publiées étaient si odieuses que Mac Koolog ne se risqua pas à les emporter de Russie craignant qu'on ne l'en dépouillât à la frontière et qu'il n'y laissât aussi sa peau (1.064). Lounatcharsky disait : « Nous en avons fini avec les tares terrestres, à présent il faut tourner notre attention vers le ciel. »

La lecture de l'Évangile fut interdite dans les écoles, les évangiles exclus des églises et vendus comme maculature dans les boutiques.

Il faut remarquer que les Juifs agissaient ainsi envers les chrétiens seulement. Voici un exemple de leur conduite à l'égard des autres religions. Le préposé à une barrière en Crimée (Nazoukine) fut livré à la justice pour avoir pris et détruit une édition du Coran chez un Tartare, ce qui provoqua des troubles dans cette localité parmi ses coreligionnaires. Sans doute le détenu condamné à un an et demi de prison avec sursis fut-il remis en liberté (981); nous constatons néanmoins que les Juifs n'enlevaient pas le Coran aux Mahométans et ne l'employaient pas comme papier d'emballage dans les boutiques.

L'instruction de l'Histoire Sainte fut interdite partout, non seulement à l'école, mais chez soi aussi; toute infraction à cet ordre, surtout si un prêtre y participait, risquait d'attirer sur celui-ci et sur les parents l'amende, l'arrestation et jusqu'au « fusillement » (870).

Si l'on apercevait dans une église un fidèle âgé de moins de dix-huit ans, le prêtre subissait une pénitence (prof. Himkvist) (1.393). On persécutait les prêtres pour vouloir protéger les principes élémentaires de moralité, ce qui s'appelait chez les Juifs « défendre la morale bourgeoise » (589). Pour sauver les apparences et faire preuve à l'extérieur d'égalité, l'instruction de la religion juive fut abolie, mais... dans les « heders » seulement (586) (écoles juives).

Les images saintes furent emportées de tous les établissements publics, des ateliers (603), de même que toutes les icônes, croix et autres objets sacrés furent enlevés des écoles (870-1.042). Les écoliers reçurent la défense de chanter dans les chœurs d'église (870) et des « samedis antireligieux » furent organisés (1.042). Les icônes furent brûlées (603) ou données aux peintres soviétiques qui y dessinaient au dos leurs tableaux; des fois même, ils barbouillaient les images saintes et faisaient dessus leurs propres dessins (675); en Crimée, les chasubles étaient employées à faire des casquettes surmontées d'une croix pour les Tartares.

Le baptême des enfants fut aboli (422) ainsi que les *Te Deum* et les processions religieuses (1.002). A Kharkow, il était impossible de célébrer ni baptême, ni mariage, ni obsèques sans l'autorisation des camarades juifs Kogan et Routhauser, les deux administrateurs des sections de l'Ispolkom (Comité exécutif) (Den). Il est clair que ces autorisations n'étaient point délivrées à chacun.

Lorsque commença un grand revirement religieux parmi les paysans, revirement manifesté par l'érection de mille croix dans la vallée de Josaphat en Ukraine (1) et par des pèlerinages vers ces lieux, les prêtres et les paysans participant aux processions religieuses furent arrêtés et condamnés : les premiers à des années de prison et les seconds aux travaux forcés.

Pour confier leur enfant à un asile, les parents devaient le renier et ensuite, en leur nom et au nom de cet enfant, ils étaient obligés à renier Dieu (1.013). Aux examens d'entrée des établissements d'enseignement supérieur, si le postulant répondait affirmativement à la question : « Crois-tu en Dieu ? » il était aussitôt refoulé. (Prof. Himkvist) (1.393).

Les conscrits, dès leur entrée dans les bataillons, étaient forcés d'abandonner les croix de baptême qu'ils portaient au cou (1.893) ; dans quelques villes des châtimens corporels furent établis pour ceux qui allaient à l'église (506). Les fonctionnaires des établissements soviétiques qui allaient à la messe « récoltaient » de la prison (696).

Toutes les fêtes religieuses furent abolies et on ne conserva que les fêtes communistes et révolutionnaires (1.139).

Prétextant le manque de locaux pour les établissements de développement intellectuel, les communistes fermèrent les églises. Dans toute la Russie, dans les capitales, à Petrograd et Moscou, comme dans les villages, les cathédrales et les églises étaient transformées en clubs, théâtres, cinémas et musées, dont il existe des milliers d'exemples. Pour profaner complètement les églises et les autels, on y établissait des divisions syphilitiques de l'armée ou des établissements identiques pour les femmes (554, 521, 963, 1.265 Den.).

Dans la petite Géorgie seulement, 102 églises furent reprises aux paroissiens. Souvent la fermeture des églises était accompagnée de sacrilèges. Ainsi à Moscou, ayant transformé une église en club, les Juifs y accrochèrent, à l'endroit où se trouvait une image sainte, le portrait d'Oulianoff (Lénine) (793) ; dans une autre, ils

(1) Ce revirement était dû à l'incident suivant : un détachement de gardes-rouges poursuivait des paysans dans cette vallée. Un des poursuivants tira un coup de fusil sur une croix représentant Jésus crucifié, placée sur le bord de la route, comme on le voit souvent en Ukraine. Aussitôt le sacrilège accompli, le sang se mit à couler de la croix profanée, ce qui fit de cet endroit un lieu de pèlerinage (1.260).

se livrèrent à des danses devant l'autel (501); à Bakou, ils mirent à la place d'une icône le portrait de Lénine et y suspendirent une lampe électrique (1.302) en guise de lampadaire.

Les églises qui avaient été provisoirement laissées aux fidèles furent confisquées, de sorte que les paroissiens payaient un impôt pour avoir droit à l'office; dans divers endroits même, les autorités ne laissaient pénétrer dans les églises qu'après présentation de passeports et de sommes d'argent fixées d'avance (529). En même temps, par l'ordre du Sovnarkom (Conseil des commissaires du peuple), beaucoup de synagogues furent rouvertes en 1923 en Ukraine et tous droits et privilèges leur furent rendus (694).

Sous le prétexte d'agrandir des terrains « barrés par les églises », un projet fut déposé de raser 43 églises à Moscou et l'expérience fut faite dans une nuit de novembre de l'année 1922 (505). A cette même époque, d'après l'information officielle de la *Pravda*, une synagogue devant contenir 2.000 personnes fut construite à Moscou (1.324); en 1927, on en bâtit encore une, tandis qu'en même temps (1927) il fut décidé d'abattre un grand nombre d'églises à Moscou (*Izvestia*, 27 III).

De longue date déjà, les Juifs-Bolcheviks avaient conçu le dessein d'abolir le patriarcat; après quoi ils comptaient réduire à néant toute hiérarchie religieuse afin de faciliter la propagande antireligieuse. Sur le projet du Bolchevik Goreff (l'ex-prêtre Galkine), on devait détruire en premier les établissements religieux centraux, les métropoles et les évêchés; en même temps, les églises seraient fermées sous le prétexte qu'on manquait de locaux pour les établissements de développement intellectuel.

Dans le but de transformer le plus rapidement les éléments « inconscients » en « conscients » et de créer une diversité religieuse dans la population, cachant le véritable motif de leur dessein, les Juifs-Bolcheviks proclamèrent la séparation de l'Eglise et de l'Etat et fondèrent en 1921 de nouvelles églises qu'ils nommèrent « vivantes »; ainsi annulèrent-ils l'autorité et l'influence du patriarche Tikhon. Des apostats s'étant vendus aux Juifs en échange de quelques biens matériels furent placés comme ecclésiastiques avec un nouveau synode pour diriger l'Eglise. Cette Eglise fut représentée par l'évêque Antonin collaborant avec un groupe de prêtres félons.

Les circonstances suivantes servirent de prétextes plausibles aux Juifs communistes pour accomplir leurs desseins. En raison de la famine de 1921, le patriarche Tikhon autorisa les conseils de paroisses à offrir au profit des victimes toutes les richesses des églises non nécessaires pendant les services religieux. Cette autorisation fut accordée par un message imprimé que les autorités communistes consentirent à distribuer dans le peuple. Antérieurement, le patriarche avait formé un comité chargé de diriger la quête en faveur des sinistrés. Le gouvernement judéo-communiste abolit ce comité et exigea



la transmission à lui-même des sommes amassées, ce qui fut exécuté; ensuite, il crut voir dans l'allocution du patriarche un danger direct pour sa vitalité, car elle démontrait l'œuvre désintéressée du prélat et sa sollicitude envers le peuple.

C'est alors que les Judéo-Bolcheviks, soi-disant pour secourir les affamés, publièrent, le 26 février, le décret d'expropriation forcée de tous les trésors des églises, des coupes sacrées et des différents accessoires sacramentaux. A cet acte infâme, le patriarche déclara, par une épître à tous les fidèles de l'Eglise orthodoxe, que le nouveau décret était un sacrilège et confirma son premier message disant que les ornements des églises n'étant point employés aux offices religieux pouvaient être sacrifiés au profit des malheureux.

Cette déclaration du patriarche donna aux autorités judéo-communistes un motif pour la persécution de l'éminent ecclésiastique, qui fut même suivie d'une tentative d'empoisonnement, tentative attribuée à Bronstein. Un attentat fut ensuite commis sur la personne du patriarche. Un assassin payé le frappa d'un coup de poignard sur le parvis de l'église du Sauveur à Moscou, par bonheur, ne le blessant que légèrement. Au moment de l'attentat, les Judéo-Communistes avaient placé leurs agents aux coins des rues pour préserver le meurtrier du châtiment public.

Mais comme l'immense majorité de la population orthodoxe demeurait fidèle au patriarche et aux principes de la vie spirituelle, les Judéo-Communistes se mirent à persécuter le clergé et les paroissiens qui n'avaient point cédé à leur propagande et soumirent les uns et les autres aux pires supplices et aux exécutions.

Quoique les Judéo-Bolcheviks soient parvenus par la faim, le froid, la Tchéka, la terreur, les supplices et les exécutions à humilier et à amoindrir le peuple chrétien russe à un tel point que celui-ci avait perdu toute possibilité de résistance et d'opposition, lorsque les Juifs entreprirent l'expropriation forcée des trésors religieux, c'est-à-dire tout simplement le pillage des églises, ils se heurtèrent dans toute la Russie à une résistance souvent active du peuple exaspéré qui lançait des pierres aux communistes, leur crachait au visage et quelquefois reprenait les objets extorqués.

Les révoltes d'une population non armée ne présentaient point un danger sérieux aux autorités communistes; néanmoins, elles en profitèrent pour expédier, en guise de garde aux communistes chargés de piller les églises, des détachements pénitentiaires; ceux-ci fusillaient les fidèles qui, profondément indignés, s'amassaient autour des églises fouillées, alors que les gardes-rouges poursuivaient le clergé orthodoxe si haï par le pouvoir juif. Dans toute la Russie, des mises en scène de procès burlesques étaient dressées; on y jugeait les meilleurs représentants de l'Eglise ou on les fusillait sans aucun jugement.

Les Judéo-Bolcheviks écrivaient dans leur presse (*Rabotchaïa Moskva, Moscou Ouvrière*) : « Nous devons achever la contre-révolution religieuse, c'est elle le dernier rempart de la réaction bourgeoise; l'Eglise asservissante et monarchiste termine sa dernière journée. Nous devons précipiter sa perte afin de détruire la dernière organisation contre-révolutionnaire sur le territoire de la république soviétique. Mais nous ne ferons pas de halte après sa ruine, nous continuerons notre lutte contre tous les préjugés et superstitions religieux. Notre but est non l'asservissement, mais *l'annihilation de toute Eglise, de toute Religion*. Le renouvellement de l'Eglise n'est que la première étape de la délivrance des masses ouvrières de l'obsession religieuse, aussi sommes-nous intéressés dans la victoire de l'Eglise « vivante ». Mais celle que nous avons déclarée morte ne l'est pas encore; il faut l'étouffer coûte que coûte. » (407).

Malgré les prétextes et les motifs variés que les Juifs trouvaient pour activer la terreur dont le refrain était l'étouffement de la contre-révolution, le pouvoir juif eut en mains de nouveaux atouts dans l'établissement d'une Eglise « vivante » et la saisie des trésors sacrés.

Le nouveau chef de la nouvelle Eglise, Antonin (1), prenait aussi une part active dans le premier procès du patriarche Tikhon. Acheté par les deniers des Juifs, il défendait ceux-ci à l'instruction et au jugement, en qualité d'expert, entouré de sa bande, et les soutenait contre les représentants du clergé en qui il désirait flétrir l'Eglise russe et dont le seul délit était l'opposition au sacrilège. Pendant ce procès, le nonce du patriarche, l'archevêque Nikandre, qui y assistait comme témoin, fut arrêté et soumis avant l'interrogatoire public à des tortures par l'électricité. On espérait trouver dans les paroles désunies du témoin affaibli un sujet pour soutenir l'accusation (ce qui n'arriva pas du reste) (405).

Tous ceux qui refusaient de reconnaître la nouvelle Eglise étaient accusés de contre-révolution, de sorte que les évêques et curés se virent emprisonnés en grand nombre (642). Les ecclésiastiques dissidents s'en tiraient encore légèrement si on les congédiait seulement en les jetant dehors et en les faisant souscrire à la promesse de ne plus officier (902).

Plus souvent l'ordre était donné de se défaire des prêtres et de les considérer comme des « blancs » (617), les serviteurs de l'Eglise se virent interdire la recherche de travail, l'entrée au service d'Etat, cette interdiction tombant aussi sur les membres de leurs familles, car le décret proclamait que tout citoyen « d'extraction ecclésiastique ou noble » était privé de ce droit (2) (751). Ainsi, les églises étant frustrées de tous leurs biens, lors d'une effroyable famine, quand les hommes

(1) Décédé au début de 1927.

(2) Le décret fit pourtant exception pour les Juifs; l'ancien rabbin Iakovleff fut nommé procureur général en Podolie (751).

se nourrissaient de restes ramassés aux ordures, le malheureux clergé fut livré à la pitié des paroissiens affamés (501).

L'expropriation des biens religieux permit aussi aux Judéo-Bolcheviks d'en finir avec le métropolite de Petrograd Benjamin qu'ils haïssaient de longue date. Alors que la saisie des trésors de l'église fut décidée, le métropolite Benjamin déclara au conseil des députés de Petrograd qu'il n'admettrait point de saisie par la force, mais que, pour secourir les malheureux affamés, les églises de ses évêchés livreraient tout ce qu'elles possédaient de précieux, à condition que le clergé serait autorisé à avoir son délégué au contrôle de la liquidation des objets religieux et de la distribution des sommes reçues. Le conseil de Petrograd accepta ces conditions, mais le conseil des commissaires du peuple à Moscou les supprima, car la transmission volontaire des biens religieux relèverait encore davantage le prestige de l'Eglise aux yeux du peuple. Aussi le conseil des députés de Petrograd retira son autorisation. Le métropolite Benjamin prescrivit au clergé de s'opposer à la saisie. Pour s'expliquer l'arrêté du conseil des commissaires du peuple à Moscou, il faut se souvenir qu'il contenait 22 membres dont un seul russe; parmi le reste, 17 membres étaient juifs, de sorte que toutes les questions et décisions étaient l'œuvre des Juifs.

Le métropolite Benjamin fut traduit devant le tribunal et condamné à mort pour son insoumission. Il fut conduit, avec l'archimandrite Cheine et le professeur Novitzky, dans la petite banlieue de Petrograd, à la station Porokhovy, pour y être exécuté. Tous trois furent rasés et vêtus de haillons, afin de cacher leur dignité ecclésiastique. A l'instant de l'exécution, le métropolite avait perdu connaissance et on le fusilla ainsi. A son dernier moment, l'archimandrite Cheine, devant les fusils braqués sur lui, put expliquer aux bourreaux, dans une brève allocution, qu'ils venaient de tuer le métropolite Benjamin (446).

Bien d'autres serviteurs chrétiens de l'Eglise périrent en voulant s'opposer au dépouillement des églises; on les fusillait sans jugement. Mais dans un cas unique, lorsque le rabbin Borichansky (à Gomel) protesta contre la saisie des biens de la synagogue et fut livré à la justice, il fut gracié « en raison de son état de santé »! (586). Pendant ce temps, 10 prêtres périrent avec le métropolite Benjamin à Petrograd, un groupe de prêtres avec l'évêque Anatole à Irkoutsk, de nombreux prêtres à Voronieï, Saratow, Moscou, Arkhangelsk, Kostroma, Elisabethgrad, Simbirsk, Kiew, Pensa, Orel, dans le département du Don, etc.

Ces persécutions causèrent un grand émoi en Russie, si bien que les autorités judéo-soviétiques, pour mettre à exécution leurs condamnations, recoururent à un moyen éprouvé : ils transféraient les ecclésiastiques dans d'autres diocèses et les exécutaient là-bas, de sorte

que ces crimes passaient inaperçus, commis à l'insu de la population (517).

Quant à la prison, les prêtres y étaient précipités par dizaines.

Les paysans qui osaient protéger l'église étaient destitués de leurs biens, livrés au pillage des gardes-rouges (432).

Pourtant, les valeurs des églises ne furent pas employées pour secourir les affamés! Elles passèrent en partie dans les poches des autorités judéo-communistes avant d'arriver à la disposition du pouvoir central qui, par ses agents, les revendit à l'étranger (à Constantinople, en Suède, en France, en Allemagne et en Amérique) et transmit ce qui restait au comité exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale. Ainsi la plus grande partie des richesses du monastère Kiewo-Petchersk devint la propriété des tchékistes de Kiew avec Kapp (Ivanoff) en tête (1.134).

D'après les estimations, en 1923, du journal anglais *Japan Advertiser*, publié à Tokio, le dépouillement des églises rapporta au pouvoir judéo-soviétique 33 pouds d'or (528 kilos), 24.000 pouds d'argent (384.000 kilos), 14 pouds de perles (224 kilos) et 71.762 diamants, dont il fut vendu, en 1923, 14 pouds d'or (224 kilos), 17 pouds d'argent (272 kilos) et 11.515 diamants (564).

Ceci est vraisemblable, puisque rien que dans l'immense monastère Kiewo-Petchersk, 2.417 diamants de 1 1/2 jusqu'à 6 et même à 9 carats furent saisis.

Mais les Juifs n'en avaient toujours pas assez et, en 1925, ils recommencèrent à fouiller les églises dans l'espoir de trouver d'autres trésors cachés, des objets anciens, et entreprirent même des fouilles. (*Daily Telegraph*. 1.276).

Dès l'établissement de l'Eglise « vivante », toujours sous le prétexte de combattre la contre-révolution, les Juifs se précipitèrent avec un acharnement féroce sur le clergé et les établissements religieux orthodoxes. Ils n'eurent ni respect, ni pitié pour personne. C'est ainsi qu'à Perm, l'évêque Androny eut les joues arrachées, les yeux crevés, fut traîné dans cet état par les rues et, enfin, précipité dans le fleuve; à Svajsk, l'évêque Ambroise fut attaché à la queue d'un cheval sauvage; à Saratow, l'évêque Isidore fut empalé; à Belgorod, l'évêque Nicodime fut bâtonné sur la tête avec une barre de fer et jeté à demi mourant dans un trou à ordures; à Reval, l'évêque Platon fut congelé vivant. (*Gaz. ecclésiastique*) (688). Plus de cent cinquante évêques en tout furent tués ou enfermés dans les prisons! Plus de deux mille prêtres, torturés, tués ou fusillés! A Kharkow seulement, on supplicia soixante-dix prêtres. (Den. V. Doc. Com.).

Les ordres religieux étaient non moins persécutés. Ainsi, à Bogodoukhov, toutes les religieuses eurent les seins coupés; on les précipita ensuite dans une fosse creusée par elles-mêmes; on y jeta aussi un moine mourant et ils furent tous enterrés vivants! (688).

Toutes les sœurs de charité arrêtées étaient soumises aux supplices et violées avant l'exécution!

D'après l'information du *Times*, plus de 2.000 prêtres orthodoxes furent emprisonnés en 1923, ainsi que 3.000 fidèles et serviteurs d'autres cultes. Le représentant de la mission de bienfaisance du pape a certifié que le clergé orthodoxe était réduit à demander la charité; cela est vrai, car les membres de celui-ci n'étaient secourus que par les paroissiens (dont une partie de la jeunesse faisait exception), mourant de faim eux-mêmes (787). Mais les prêtres ne renoncèrent jamais à leurs obligations et les accomplirent clandestinement, sans interruption. Nous voyons l'héroïsme et le rare stoïcisme dont firent preuve jusqu'aux plus simples prêtres pendant les persécutions juives contre l'Eglise orthodoxe, démontrés par de nombreux faits: ainsi, lorsque deux curés de Moscou, le père Basile et le père Alexandre, furent menés au supplice, le chauffeur qui les y conduisait raconte que, chemin faisant, ils prononcèrent tous deux leur service funèbre pendant lequel le chauffeur ralentit sa vitesse (805).

Les persécutions étaient surtout dirigées contre les orthodoxes, les communes protestantes jouissant de moindres restrictions (Prof. Himkvist) (1.392). Les représentants de l'Eglise catholique souffrirent moins au début; les Juifs se contentaient de les enfermer en prison à l'exception d'un seul qui fut fusillé plus tard.

Selon les données de 1927, à Moscou, Petrograd, Rostow/D, plusieurs membres du clergé catholique furent arrêtés (1.952); le G.P.U. (Guépéou) de Petrograd en envoya à Solovki jusqu'à quarante (1.897).

Les Lamas du Mongol n'évitèrent point les représailles générales; il y en eut de fusillés pour propagande antisoviétique (1.032). Mais les Judéo-Bolcheviks se gardaient bien de toucher à leurs rabbins, sauf de rares exceptions.

C'est donc contre la population et le clergé chrétiens que les Juifs concentraient toute leur haine. En décembre 1922, la commune juive de Kiew prit une décision exigeant l'exécution du patriarche Tikhon (499). Il semblerait qu'elle n'avait pas à se mêler de cette affaire; mais un Juif reste toujours juif, et, puisqu'il peut impunément s'amuser et se moquer à volonté aux dépens des chrétiens, il le fait avec jouissance et satisfaction.

Sur les directives et instigations du pouvoir juif, les sacrilèges furent pratiqués sous les formes les plus variées. Ainsi, les Juifs communistes lâchaient des chiens dans les autels, en souillaient l'intérieur (843) et fusillaient les malheureux prêtres qui se permettaient de flétrir les misérables profanant la religion (521). Pendant les offices divins, les jours de fête, des tchékistes se précipitaient dans les églises, blasphémaient, disaient des obscénités et fusillaient les fidèles en cas de rébellion (603).

Le jour de l'anniversaire de l'assassinat de la Famille Impériale, les Jeunesses communistes de Perm organisèrent une retraite aux flambeaux en portant des mannequins qui représentaient les membres de l'Auguste Famille. La procession terminée, les mannequins furent tous brûlés sur la place, tandis que la musique jouait une polka (671). Dans un des clubs militaires de Moscou, en présence de Bronstein (Trotzky) et de Lounatcharsky, un tribunal fut improvisé sur la scène pour juger Dieu!!

Les Juifs accordaient une grande importance aux processions antireligieuses; c'était, d'après eux, un des moyens les plus efficaces pour mener à un bon résultat la propagande athéiste. C'est ainsi que non seulement dans les institutions communistes, mais dans les écoles et les asiles pour les enfants tout le corps enseignant et les écoliers étaient forcés d'assister dans la nuit de Pâques aux monstrueuses inventions antireligieuses pour profaner et souiller le Saint Jour. Ces manifestations consistaient en défilés faisant trois fois le tour des maisons (devant rappeler les processions religieuses orthodoxes la nuit de Pâques) avec des caricatures de Dieu et des saints, avec des bannières munies d'inscriptions ignobles; les Jeunesses communistes étaient travestis de chasubles sacrées barbouillées de desins obscènes; sur des tréteaux, on représentait des mystères où tous les événements sacrés étaient contrefaits. On y voyait l'apôtre Pierre, l'Immaculée Conception, la sainte Cène, le calvaire de Notre Seigneur, inspirant les railleries et la risée publiques.

On exhibait en camion, parmi d'autres dieux, Jésus-Christ portant un binocle; dans un autre, on voyait des filles de joie, vulgairement maquillées, dont la plus repoussante, la plus cynique représentait la Sainte Vierge! A cheval sur un cercueil, vêtu d'une chasuble de prêtre, défilait un jeune communiste avec, dans une main, une bouteille d'eau-de-vie, dans l'autre une croix avec laquelle il bénissait les passants. Les menaces d'exécution et les cruelles répressions obligeaient même les enfants à prendre part à ces défilés, accompagnés de chansons et de poésies révoltantes.

La Russie seule, paraît-il, ne suffisait point aux desseins de la III<sup>e</sup> Internationale. En janvier 1923, son comité exécutif décida de fonder dans les partis communistes du monde entier des sections spéciales chargées de combattre les idées religieuses des masses; des cours pour préparer des propagateurs athées furent institués aussi, et les comités communistes reçurent la prescription d'exclure du parti tous ceux qui n'avaient pas rompu avec l'Eglise (523). En exécution de ces instructions, tous les membres de la mission commerciale à Stockholm furent convoqués un samedi saint à une messe burlesque dite par le camarade Simanovsky, un sadiste qui condamna à mort son propre frère pour avoir combattu dans les rangs des armées blanches. Il parut vêtu d'un surplis élevant d'une main

une bouteille contenant un cierge allumé et, de l'autre, des ciseaux ouverts en forme de croix. « L'office » commença, composé d'expressions obscènes, et se termina par des danses sauvages. (*Echo de Paris*, 599).

Que gagnèrent donc les Juifs à leur lutte contre la religion chrétienne en général et l'Eglise orthodoxe en particulier, et comment le peuple envisagea-t-il cette lutte? Comme l'indiquent les informations faites sur place, l'Eglise « vivante », pour le triomphe de laquelle tant de sang de la population et du clergé orthodoxe fut versé par les Juifs, existe nominalement seulement dans les bureaux et dans les journaux, mais elle ne trouve point de sol propice pour s'enraciner dans le peuple (432-1.032). Si, au début, alors que le peuple n'avait pas conçu nettement cette question, l'Eglise « vivante » trouva des adhérents et des paroissiens, ce n'étaient que des hommes corrompus, et la lie du peuple et de la foule n'ayant ni foi, ni loi. Petit à petit, quoique craignant d'entrer dans une opposition active envers la nouvelle Eglise et le pouvoir judéo-soviétique, la population n'en révérait pas moins le patriarche détenu dont chaque apparition produisait un accroissement d'ardente vénération et chaque nouvelle répression des Juifs envers lui ne faisait qu'augmenter sa popularité. A Petrograd même, les fidèles se joignaient en masse au patriarche, de sorte que l'Eglise « vivante » se vit réduite, en 1924, à huit églises seulement qui restaient sous sa direction (843).

Quant aux localités, la nouvelle Eglise n'eut aucune prise sur elles et ses partisans la quittaient et s'en retournaient dans le sein de la véritable Eglise orthodoxe sous la bénédiction du patriarche Tikhon en faisant publiquement acte de contrition. Ce n'est pas uniquement les citoyens qui voyaient d'un mauvais œil la propagande de la nouvelle Eglise. A Kharkow, par exemple, lorsqu'un prêtre de la nouvelle Eglise se rendit aux casernes pour rallier les soldats à cette idée en la leur expliquant, ces derniers gardèrent un silence farouche tout le long de son discours et lui déclarèrent à la fin qu'ils ne le croyaient guère et qu'ils le priaient de ne plus se déranger; comme il reprenait son assurance, s'apercevant de l'applui de la minorité, il fut sifflé et renvoyé tout de suite (432).

Dans les villages, la population se comportait avec beaucoup de défiance à l'égard de tous les prêtres nouvellement promus, les questionnait sur le temps et le lieu de leur promotion et, s'ils paraissaient suspects, les paysans voyaient en eux des représentants de la nouvelle Eglise et les boycottaient tout simplement, faisant parfois trente kilomètres pour chercher le secours d'un prêtre n'appartenant point à la nouvelle Eglise. On raconte comment un vieillard arriva un jour chez un de ces prêtres lui apportant une poignée de terre et le priant de dire un service funèbre sur cette terre pour le

repos de l'âme de son fils mort depuis trois jours et non inhumé, plutôt que de l'être par un prêtre renégat (432).

En 1925, l'Eglise « vivante » fut la cause de rébellions. Les paysans vouèrent un grand respect aux prêtres qui avaient refusé de suivre le nouveau courant religieux, ce qui est certifié par le journal soviétique *Biednota* (*L'Indigence*). Les paysans s'adressaient à eux pour des conseils et pour la résolution de malentendus et de discussions; les soins pour embellir ces églises furent plus zélés et les quêtes très productives, alors que celles des organisations communistes étaient accueillies avec malveillance. L'instruction n'étant plus gratuite, les paysans exigeaient en vain des instituteurs convoqués dans les villages « d'enseigner chrétiennement », « comme par le passé », et de faire apprendre l'histoire sainte chrétienne et non une histoire « de chiens et de Juifs »; ils exigeaient encore que les certificats des écoliers contiennent des notes pour les cours d'histoire sainte et une annotation certifiant que les parents « n'appartenaient pas aux communistes »; les paysans avouaient que cette inscription leur était nécessaire pour le cas où « Micolas Micolaïevitch » (dénomination du peuple pour le grand-duc Nicolas de Russie) reviendrait et les sommerait de rendre compte de leurs actes (576).

Les *Izvestia* (journal communiste, *les Nouvelles*) commentaient le fait que les paysans refusaient le pain, l'argent et le chauffage pour l'entretien des écoles soviétiques, ne voulant pas reconnaître ces écoles où l'histoire sainte était abolie.

« Qu'est-ce que c'est que ces écoles où on ne croit pas en Dieu et où on n'apprend pas d'histoire sainte? Nous n'en voulons pas de ces écoles bolchevistes », disaient-ils, et ils décidaient alors de les fermer. En même temps, ils faisaient des dons au clergé n'admettant pas que les prêtres quittassent les villages n'ayant pas de quoi subsister et que l'Eglise restât sans pasteur (263).

Les ouvriers, de leur côté, ne demeurèrent point indifférents à la propagande antireligieuse des autorités judéo-soviétiques. Ils lui étaient antipathiques et la *Pravda* ne put taire l'incident qui eut lieu lors d'un spectacle antireligieux qui eut un frappant insuccès et fut accompagné de cris des ouvriers: « Les antéchrists! Les athées!» (603).

La classe moyenne ne resta pas inerte non plus. Des jeunes gens, des étudiants devinrent sacristains, se firent diacres pour traverser tous les degrés ecclésiastiques, revêtirent des chasubles (505).

Vers 1925, les railleries insolentes juives sur la religion écœurèrent peu à peu le peuple et l'incitèrent aux excès. A Jitomir, pendant la démonstration d'un film impie, le public exaspéré se précipita sur les communistes du Goubkom (comité départemental) assis dans leur loge, détruisit le film et bouleversa l'intérieur du cinéma. (1.111). A Novotcherkassk, les processions sacrilèges furent lapidées (1.365). A Petrograd, le magazine *l'Athée* fut saccagé (1.388). A



Louga, un prêtre fut livré à la justice pour avoir mentionné dans ses prières, au cours du service religieux, les noms du patriarche Tikhon et de l'évêque de Louga, Mgr Manuel; en raison de l'indignation générale parmi la population orthodoxe de la localité, le tribunal le condamna à trois ans seulement de réclusion, au lieu de la peine de mort habituellement prononcée en ces circonstances (1.134). A Bobrouïsk, le G.P.U. se préparait à une perquisition dans une église catholique. Dès que les habitants en furent informés, ils barricadèrent, à l'aide de bancs et de planches, toutes les entrées de l'église et empêchèrent le détachement de tchékistes d'y pénétrer.

En 1925, la date de la célébration de la fête de Noël fut fixée d'après le calendrier grégorien par les autorités judéo-communistes. Mais l'Eglise orthodoxe n'utilisant que le calendrier Julien, tout le peuple, sans exception, fêta ce jour, comme d'habitude, treize jours après. Donc, tous les établissements soviétiques furent ouverts le 25 décembre orthodoxe, mais les journaux soviétiques ne parurent point, car les usines, les ateliers et les imprimeries demeurèrent fermés; les ouvriers ayant déclaré catégoriquement qu'ils célébraient la fête de Noël d'après le calendrier orthodoxe.

Des démonstrations athées avaient aussi été projetées, accompagnées de défilés burlesques par la ville, de cours antireligieux dans les clubs ouvriers. Mais, le 24 décembre, une délégation d'ouvriers des principales usines de Petrograd se présenta à la direction de l'ispolkom de Petrograd en déclarant que les ouvriers ne toléreraient pas des manifestations pareilles qui entraîneraient des collisions graves. Bon gré mal gré, force fut aux autorités judéo-soviétiques de se soumettre et de supprimer, pour cette fois, les démonstrations (1.107).

Le pouvoir soviétique se disposa pourtant à réagir contre de pareilles dispositions du peuple. Les 25 et 26 décembre 1925, les enfants de l'Assistance et des orphelinats devant recevoir comme cadeaux des livres contenant des pamphlets sur la religion chrétienne, le commissariat de l'Instruction publique fit provision d'un stock immense de littérature athée qui serait distribuée aux écoliers dans les écoles et dans les organisations soviétiques. (*Pravda*, 1.402).

Néanmoins, sous l'influence du revirement religieux toujours plus intensif chez le peuple, les années suivantes marquent une hésitation dans les agissements judéo-soviétiques. Tantôt ils renouvelent la terreur et reprennent les persécutions des orthodoxes; tantôt, au contraire, ils cèdent du terrain, comme par exemple en décrétant le 25 décembre de 1926 « jour de repos privé » (1.705). A Pâques 1927, les *Izvestia*, dans leur numéro du 23 avril (samedi), prévinrent leurs lecteurs que le numéro suivant paraîtrait le 27 avril, ce qui prouve que les imprimeries ne travaillèrent pas durant quatre jours. Pâques fut fêtée solennellement et unanimement et on ne réussit

point à faire du Samedi Saint un jour de labeur; les imprimeurs refusèrent de travailler, malgré l'augmentation de la paye ce jour-là. Le sentiment religieux s'accroît non seulement à Moscou, mais dans des centres industriels; par exemple, à Ivanovo Vosnessensk, où l'on dut rouvrir les églises fermées et confisquées (1.802).

Mais les Juifs ne seraient pas juifs si, malgré leur échec avec l'Eglise « vivante », ils avaient cessé leur lutte contre la religion orthodoxe. Concevant bien que le peuple demeurerait toujours conservateur dans la question rituelle de l'Eglise et voyant que l'Eglise « vivante » (désignée plutôt par le peuple comme « Eglise juive »), engendrée trop brutalement, avait éloigné le peuple au lieu de l'attirer, les Juifs pensèrent qu'avec la mort du patriarche Tikhon l'Eglise orthodoxe perdrait son chef véritable qui, par son autorité morale et par son existence même, sauvegardait l'Eglise des attentats dirigés contre elle par les adeptes juifs. Aussi les Juifs résolurent-ils de porter à l'Eglise orthodoxe un nouveau coup formidable qui briserait toute sa structure et la chaîne de ses liens intérieurs. En automne de l'année 1925, un concile national de toute la Russie fut convoqué pour se prononcer sur l'existence du patriarcat dans la suite et pour résoudre des dissidences intérieures dans l'Eglise.

L'élaboration du plan organisateur du concile fut confiée à un comité dont les représentants du bureau politique étaient les Juifs Mousside et Vainstein et le Juif Unschlicht, président de la Tchéka (560). Un règlement et un programme pour la convocation du concile furent aussi élaborés, tout le travail organisateur se faisant sous la surveillance vigilante et les directives du G.P.U. Les suffrages s'effectuaient « dans l'ordre général », c'est-à-dire dans les réunions soviétiques où les candidats étaient désignés d'avance par le pouvoir soviétique. Un mois avant la date fixée pour la convocation du concile, les listes de tous ses membres élus devaient être présentées au synode à Moscou, lui permettant, sans doute, en cas d'urgence, de nommer supplémentairement ses propres candidats afin de s'assurer la majorité. Dès l'arrivée de tous les membres du concile, ils étaient tous logés dans une maison spécialement réservée pour eux, sous le contrôle et la surveillance du G.P.U. (1.261).

Une nouvelle Eglise fut créée, nommée « l'Eglise rénovatrice » et n'ayant rien de commun avec la « vivante ». Les ecclésiastiques rénovateurs, conservant strictement à l'extérieur la pureté des dogmes et les rites divins, ne reconnaissaient pas la suprématie du patriarche et possédaient, en outre, leur propre administration religieuse. Les évêques « rénovateurs » étaient libres de rompre leur célibat et le clergé pouvait se remarier. Tous les serviteurs de l'Eglise « rénovatrice » sont des agents zélés et fidèles du G.P.U. et cette Eglise, nullement dissemblable à l'extérieur de l'Eglise orthodoxe, présente un danger terrible pour tous les fidèles qu'elle compte attirer dans ses

filets. Car, n'oublions pas que la confession dévoile les âmes des fidèles qui livrent ainsi le fond de leurs pensées aux agents du G. P. U.

Cette nouvelle entreprise du régime judéo-soviétique contre l'Eglise orthodoxe avait été habilement calculée à un moment extrêmement propice pour ce régime.

Le métropolite Pierre Kroutizky publia alors un message interdisant à tous les fidèles la participation au concile et des relations avec le clergé « rénovateur ». Malgré l'invitation reçue, le métropolite Pierre ainsi que les autres ecclésiastiques éminents ne se présentèrent point au concile. Ceci fit beaucoup de tort aux desseins et à l'importance du concile; il était évident qu'aucune de ses instructions n'aurait d'autorité puisque le métropolite le condamnait.

Immédiatement après la mort du patriarche Tikhon (8 avril 1925), des bruits sinistres circulèrent sur la mort du Chef de l'Eglise qui aurait été un nouveau crime du pouvoir judéo-soviétique. Pour ne pas accuser calomnieusement les « pauvres Judéo-Bolcheviks », nous ne citerons pas les opinions des journaux des émigrés russes publiés à l'étranger sur ce sujet; on pourrait croire qu'ils abordent la question d'une manière trop partiiale. Mais voici ce que disent des informateurs, complètement indifférents et neutres, appartenant à des journaux étrangers.

Le *Nachtausgabe*, de Berlin, affirme que le patriarche Tikhon fut empoisonné par les Bolcheviks; ce journal prétend qu'un poison très violent, mais agissant lentement fut mélangé à sa nourriture (1.555).

Dans l'*Echo de Paris*, M. P. Bertholet remarque que les déclarations bolchevistes attribuaient le décès du patriarche Tikhon à une crise cardiaque, mais que, en réalité, voici ce qui avait eu lieu: journalièrement, une piqûre de calmant était administrée au patriarche en raison de sa maladie cardiaque. Un jour, une heure avant l'arrivée habituelle du docteur, un inconnu se présenta déclarant que celui-ci avait été retenu près d'un malade et l'avait envoyé comme remplaçant. Cet inconnu se dépêcha de faire la piqûre en disant qu'il était obligé de se rendre auprès d'un cas urgent. Une heure après, le médecin du patriarche arriva et fut très étonné d'apprendre la visite de son « remplaçant », car il n'avait envoyé personne. Il fut plus stupéfait encore lorsque, quelques heures après, le patriarche se sentit mal et rendit le dernier soupir. On comprend que le docteur ayant fait la piqûre ne fût point recherché par les autorités! M. Bertholet ne doute pas que ce fût un assassinat prémédité, car la terreur sévit toujours en Russie quoique parfois sous un aspect dissimulé et faisant ainsi peu de bruit (1.445).

Après la mort du patriarche, sous le prétexte que l'Eglise cachait ses trésors et menait une propagande antisoviétique, les autorités judéo-bolchevistes intensifièrent leurs persécutions contre le clergé (1.334). Ce maudit pouvoir s'en prit en premier lieu au malheureux

métropolite Agafanguel (1), désigné par le patriarche défunt comme son premier substitut. En 1922 déjà, après son énergique désapprobation de l'Eglise « vivante », ce métropolite fut mandé à Moscou et écroué à la prison de Boutyrsk, d'où, par un froid cruel, on l'expédia, par étapes, malade et transi, à destination du lieu de son exil, le département de Iakoutsk; six mois plus tard, il se trouvait au département de Vologda, les pieds et les mains gelés.

Après l'échec de leur nouveau concile « rénovateur » les autorités judéo-soviétiques, soulevées par une rage furieuse, redoublèrent leurs repréailles violentes vis-à-vis du clergé demeuré fidèle au substitut du patriarche. Ainsi le second substitut, le métropolite Pierre Kroutizky, fut également écroué (1.411).

Ayant incarcéré le métropolite, le pouvoir judéo-soviétique, malgré l'insuccès de son plan de convocation du nouveau concile, n'abandonnait toujours pas l'Eglise orthodoxe : sa haine délirante envers cette Eglise, quoique présentée par un peuple « inconscient », s'accroît de plus en plus, au fur et à mesure que s'accroissent les échecs des machinations juives.

Vers 1927, la situation générale de l'Eglise était ainsi :

Pour remplacer le métropolite Pierre Kroutizky, détenu, l'évêque de Nijni-Novgorod, Serge, fut nommé, sur le choix du métropolite, protecteur du siège patriarcal. Prévoyant des répressions judéo-communistes sur la personne du nouveau chef de l'Eglise, le métropolite Pierre Kroutizky assura encore le protectorat aux évêques Michel, de Kiew, et Joseph, de Rostow. (*Izvestia*, 9).

Les autorités judéo-soviétiques se comportaient vis-à-vis du nouveau métropolite Serge de même qu'un chat vis-à-vis d'une souris, sa victime : elles le mettaient en prison, le relâchaient ensuite pendant quelque temps et l'incarcéraient de nouveau. Des bruits circulaient, au commencement de 1927, à Moscou, que le gouvernement lui avait offert de le reconnaître comme chef de l'Eglise orthodoxe russe à la condition que le métropolite publierait un appel invitant tout le peuple à s'incliner devant le régime soviétique, renonçant en plus à toute participation à la politique contre-révolutionnaire et excommuniant tout le clergé russe émigré (1.513).

Pourtant, en 1927, une crise semblait se déclarer dans les rapports judéo-soviétiques avec l'Eglise orthodoxe, crise qui s'expliquait par l'exaspération du peuple envisageant d'un œil hostile toutes les inventions religieuses juives.

La terreur ne s'atténuait point. Les faits suivants démontrent et affirment l'atrocité de cette constatation.

Les persécutions en masse et les persécutions contre le clergé reprirent de plus belle à Odessa (1.503). Le métropolite Pierre Kroutizky fut de nouveau écroué en mars à la prison de Boutyrsk, dans

(1) Décédé en prison en 1928.

des conditions extrêmement rigoureuses, où le malheureux métropolitain dut subir le régime des criminels; l'envoi de la nourriture lui fut même interdit (1.429). Au mois d'août, il fut transféré à Souzdale, dans le monastère, de cette ville, sous la garde du G.P.U., tout accès de visiteurs étant interdit. (*Sevodnia, Aujourd'hui*) (1.593). Au monastère de Solovetzk, le clergé emprisonné fut le plus odieusement malmené, et l'est toujours. On l'y force à travailler les jours de fête, Pâques et Noël compris; les travaux les plus sales, les plus pénibles lui sont réservés, et ce par une température polaire et dans des marécages pleins de moustiques venimeux. Les rations des ecclésiastiques sont volées; des coups de cravache sont administrés à ceux qui font le signe de la croix. Vers la fin de 1925, 400 ecclésiastiques y étaient gardés, et chaque envoi en amenait de nouveaux. Parmi les réclusionnaires se trouvait l'évêque Illarion, de Moscou, exilé déjà il y a cinq ans et relâché après avoir purgé sa peine. Revenu à Moscou et ayant prononcé un discours contre Lounatcharsky, il fut renvoyé à « Solovki » (monastère de Solovetzk) pour « contre-révolution religieuse » et condamné à trois ans de réclusion. Pendant l'été de 1925, il tomba entre les mains du tchékiste Barinoff qui le transféra au pénitencier « Sekirka ». C'est à « Solovki » que fut enfermé l'évêque de Petrograd, Masuel, pour avoir protesté contre la vente des trésors de l'Eglise au marché par des tchékistes. L'évêque de Tambow, Pierre, fut étranglé dans l'isolatoire. Les vicaires de Saratow, Pierre, et de Kolpyno, Séraphime, y furent déportés aussi (1.482). Les arrestations du clergé parmi les « Tikhonovetz » (partisans du patriarche Tikhon) ne cessèrent point en 1927 et des informations nous sont parvenues sur les privations dont souffrent les évêques incarcérés à « Solovki » (1.255). L'Etat encombre le pays de millions de brochures propageant l'athéisme; les revues soviétiques se livrent aux railleries et aux blasphèmes sur le Christ, les saints, les prêtres; les murs de tous les édifices sont chargés d'affiches portant des inscriptions dans le genre de celles-ci : « Le Pope est le serviteur du capital »; « la religion entrave le progrès », etc. Et toutes ces actions sont dénommées « propagande antireligieuse ». (*Echo de Paris*, 1.629). A Petrograd, un cabinet antireligieux spécial fut créé, concentrant les études de diverses thèses et doctrines; des cours y sont tenus et des articles antireligieux publiés (1.474). Dans le livre de l'académicien Vassilieff, *La Chute de Byzance*, les mots Dieu, Seigneur, Sauveur, Jésus-Christ, Sainte Vierge, Mère de Dieu, Saint Esprit et bien d'autres commencent par une lettre minuscule, alors que les mots Jéhovah et Allah en font exception et jouissent du droit des noms propres. Ainsi, des mots sacrés pour le peuple sont amoindris avec préméditation et rendus nuls (1.527). Le comité du parti communiste à Moscou adressa un message aux organisations communistes, déclarant que le parti ne se départait pas de son travail antireligieux et exigeait l'institution de cellules athées dans

chaque de ces organisations (1.472). C'était là aussi que la conférence des Juifs communistes décida d'augmenter la propagande antireligieuse avec le concours de vingt-sept représentants d'organisations communistes locales et de trente agitateurs spéciaux (1.501).

L'immonde pouvoir juif en vint à des ordres sacrilèges d'un genre différent : un nouveau jour férié fut institué en mémoire de l'assassinat de l'Empereur Alexandre II et des pensions annuelles furent allouées aux complices de cet acte infâme, demeurés en vie et condamnés alors à la réclusion perpétuelle (1.468).

L'Eglise catholique n'échappa pas non plus à la nouvelle vague persécutrice : au début de 1927, trente-deux ecclésiastiques furent arrêtés et quelques centaines de dirigeants des paroisses furent emprisonnés par ordre du G.P.U. (1.709). Les sermons des prêtres catholiques étant reconnus nuisibles à l'éducation communiste de la jeunesse, un décret ordonna l'expulsion immédiate d'U.R.S.S. de tous les serviteurs de l'Eglise sujets étrangers (1.710).

D'un autre côté, les informations qui nous parviennent de la « Sovdépïe » certifient la croissance des sentiments religieux non seulement dans le peuple, mais dans la classe lettrée aussi. La fade lecture de la presse soviétique fut remplacée par celle des sermons et articles du métropolite Antoine, circulant clandestinement par toute la Russie en manuscrits et feuillets.

Le synode « rénovateur » de Moscou, préoccupé de l'influence croissante qu'exerce le clergé orthodoxe sur les esprits, en informa le président de la section religieuse du G.P.U. (1.654). La conférence athée à Moscou admit que les résultats de la propagande antireligieuse n'étaient pas brillants : des rapports s'accumulaient exigeant la dissolution des « clubs impies » dont l'œuvre ne faisait que provoquer l'irritation générale (1.511). Le mouvement intérieur soulevé pour la défense de l'Eglise orthodoxe fut reconnu même par les rapports du G.P.U., constatant que les offices de la nouvelle Eglise n'étaient pas fréquentés tandis que les Eglises orthodoxes étaient remplies de fidèles et que les fonctionnaires soviétiques y assistaient, malgré la défense formelle.

Lorsqu'un ispolkom eut interdit une procession religieuse, la foule saccagea l'intérieur de cet établissement (P. 1.460). Dans un autre endroit, les ouvriers et les chômeurs massacrèrent les organisateurs d'une manifestation antireligieuse, et les gardes-rouges refusèrent d'établir l'ordre dans la foule (1.442).

Quant aux paysans orthodoxes, indépendamment de leurs partis, ils continuent à observer les fêtes orthodoxes, en quoi les Juifs reconnaissent la contre-révolution (1.572). Toujours en 1927, un comité des Jeunesses communistes avait réuni bon nombre d'ouvriers à un meeting antireligieux, mais, dès les premiers mots de l'orateur, un bruit indescriptible s'éleva parmi les ouvriers qui se précipitèrent, le

poing levé, sur les Jeunesses communistes, ceux-ci les ayant menacés du G.P.U. (1.414).

En général, en 1927, un revirement religieux s'accrût dans les masses des ouvriers et du prolétariat : quelques nouvelles églises furent érigées dans des centres industriels par des usines remplies de milliers d'ouvriers; le clergé jouissait d'une autorité sans précédent (R. 1.770).

Le gouvernement judéo-soviétique lui-même, par la bouche du camarade Borkanoff, à la réunion du comité communiste de Moscou en 1927, se déclara vaincu dans sa lutte contre la religion et reconnut que sa propagande antireligieuse avait échoué devant une nouvelle explosion de sentiments religieux à la suite de laquelle surgirent de nouvelles organisations religieuses. Leur influence pénétra jusque dans l'armée, ce qui fut démontré à Pâques. Les églises, illuminées de cierges, étaient pleines de fidèles et les 29.000 athées étaient dans l'impossibilité de résister au flot d'exaltation religieuse (1.834).

En juin 1927, des nouvelles nous parvinrent annonçant que le métropolite Serge, relâché tout récemment, était incarcéré de nouveau, que des arrestations innombrables du clergé avaient lieu à Moscou, Petrograd, Kiew, Poltawa, Novgorod, etc., et que tous les prisonniers étaient expédiés à « Solovki ». (*Echo de Paris*, 1.864).

Enfin, vers la seconde moitié du mois d'août, un message du métropolite Serge et de son synode fut publié, envoyé à son troupeau et à tout le clergé russe de l'étranger, invitant tout le monde à reconnaître le gouvernement soviétique et à renoncer à toute lutte contre lui, en foi de quoi les signatures des émigrés et de leur clergé devaient être apposées. Donc les bruits circulant au début de 1927, à Moscou, sur les pourparlers entre le métropolite Serge et le gouvernement soviétique au sujet de la reconnaissance des Soviets par l'Eglise et sur la périodicité des arrestations du métropolite étaient pleinement justifiés.

L'apparition de ce message, la riposte que lui fit le métropolite Antoine, chef de l'Eglise russe à l'étranger, la délibération de cette question à Paris par le métropolite Eulogue et les représentants du clergé et des fidèles firent porter au suffrage de tous les orthodoxes russes la décision à prendre concernant l'acceptation du message.

Ce dernier fut rejeté avec indignation par le métropolite Antoine et la majorité des émigrés russes qui refusèrent de reconnaître le gouvernement des ennemis du Christ et de donner leurs signatures à une déclaration de ce genre, puisqu'ils ne renonçaient pas à la lutte contre ce gouvernement qui leur répugne. Malheureusement, le métropolite Eulogue, de Paris, en opposition depuis 1926 avec le véritable chef de l'Eglise russe à l'étranger, se soumit à l'ordre de Moscou et entraîna avec lui un certain nombre de fidèles se tenant en

dehors de toute politique. Cela provoqua, hélas! un désaccord au sein de l'Eglise russe à l'étranger, ce à quoi tendaient tous les efforts des agents du G.P.U. dans le but d'affaiblir les émigrés russes.

Une recrudescence de persécutions contre l'Eglise s'accrut en 1929 et dure toujours. De plus en plus enhardis par le silence de l'Europe et l'accablement du malheureux peuple russe subjugué par ces treize années d'esclavage, le gouvernement soviétique ne se gêne plus pour livrer le dernier combat à Dieu, son mortel Ennemi. Des campagnes antireligieuses redoublent de vigueur et sont menées non seulement dans des réunions publiques où la présence des ouvriers, employés et surtout des infortunés enfants est obligatoire, mais aussi par la transmission de tous leurs discours blasphématoires à tous les postes de T.S.F. Des mesures particulièrement sévères furent prises l'année dernière et en 1930 pour empêcher la célébration des fêtes de Noël et de Pâques. Enfin, le dimanche a été définitivement aboli, l'année étant partagée depuis 1930 en « décades »; ainsi la semaine ne compte plus que cinq jours dont le cinquième est considéré comme jour de repos; de cette manière, le peuple est contraint d'oublier entièrement toutes les fêtes chrétiennes et ne peut plus se rendre à l'église.

Au début de 1930, un mouvement s'éleva dans le monde entier contre les persécutions religieuses en U.R.S.S.; pour la première fois depuis treize ans, des messes invoquant la grâce du Ciel pour la Russie furent célébrées par ordre du pape dans toutes les églises catholiques; les églises protestantes s'y joignirent aussi. Dans toutes les villes principales de l'Europe et de l'Amérique, des meetings furent organisés contre les persécutions religieuses en U.R.S.S. (auxquels prirent part les ministres de tous les cultes): des protestations furent signées en grand nombre; on parla même d'une croisade de tous les peuples chrétiens. Hélas! toutes ces protestations se bornèrent à des paroles auxquelles le gouvernement soviétique ne répondit que par des insolences et des démentis mensongers insérés sur l'ordre de Moscou dans bien des journaux de la gauche, et l'infortuné peuple russe n'est toujours pas au bout de ses terribles souffrances.

D'ailleurs, ce n'est pas seulement vis-à-vis du gouvernement soviétique que ces protestations subirent un échec complet; elles n'eurent de même aucune influence sur aucun des gouvernements de l'Europe, qui continuent toujours à entretenir des relations commerciales et diplomatiques avec les représentants d'un régime de criminels et d'assassins ayant précipité la Russie, si riche et si puissante jadis, et son malheureux peuple dans un gouffre insondable. Faut-il croire que personne ne viendra l'en retirer en notre siècle de « progrès » lorsque, grâce aux efforts des forces secrètes internationales, le sentiment chevaleresque, la noblesse d'âme et l'abnégation sont tombés en désuétude et paraissent dérisoires au « monde civilisé »!



## CHAPITRE III

## LA FAMILLE ET LES ENFANTS

Les Judéo-Bolcheviks se rendaient très bien compte que l'avenir du régime communiste créé par eux ne serait pas garanti sans la formation préalable d'un état d'esprit favorable au sein de la génération à venir. C'est pourquoi le façonnement des jeunes constitue pour eux une question vitale. Ils considèrent la famille et le mariage comme une institution équivalant à une fabrication d'enfants, qui ne sont qu'une « chose » de l'Etat. C'est l'Etat qui assumerait la charge de pourvoir à leurs besoins alimentaires et d'en faire de dociles citoyens communistes. Il est clair que la réalisation de ce but devait rencontrer deux obstacles, à savoir : la famille et le mariage ; et il est évident que les communistes, pour parvenir à leurs fins, devaient détruire le mariage et la famille et, par conséquent, les liens que celle-ci suppose entre parents et enfants.

Un de ces liens, qui partout apparaît capital, est le droit de succession et le droit de tester. Sans rien changer à sa ligne de conduite, le pouvoir judéo-soviétique, tout en reconnaissant le citoyen de l'Etat communiste comme la propriété de l'Etat, son esclave et l'instrument aveugle de ses desseins, poursuit son but : affaiblir et anéantir la famille. Dès son avènement, le pouvoir judéo-soviétique proclama l'abolition du droit de propriété et l'abolition du droit de succession. Tout le patrimoine du défunt prenait ainsi le chemin du trésor public. Devant l'étonnement et le mécontentement général, le droit de succession fut peu après rétabli jusqu'à concurrence d'une somme de 10.000 roubles, de sorte que ce n'étaient que les fortunes dépassant ce chiffre qui alimentaient le trésor. Telle était la situation jusqu'en 1926. En cette année, les Judéo-Bolcheviks avaient pillé dans toute la Russie tout ce qui s'y trouvait, aussi bien dans le patrimoine public que dans la fortune privée des intellectuels étouffés et de la bourgeoisie. Alors, quand tout cet argent eut passé entre les mains des Juifs et rempli leurs poches, le pouvoir des Soviets se rendit compte

qu'il était nécessaire de légaliser la possession de toutes ces rapines, afin qu'Isaac puisse hériter de la fortune d'Abraham, Jacob de celle d'Isaac et ainsi de suite. Cette réforme devenait urgente, vu les mesures de colonisation juive établies en Russie par le gouvernement soviétique sur une très grande échelle et concernant des territoires atteignant des milliers d'hectares dont la transmissibilité au moyen de la succession, donation, etc., était pour les nouveaux propriétaires sémites l'objet de vœux ardents. Voilà pourquoi une loi nouvelle sanctionna le libre usage du droit de succession en ligne directe sans faire de réserves quant au montant de la succession, le fisc se contentant d'un impôt dessus, calculé d'après une échelle progressive conforme à son montant. En ce qui concerne la donation faite du vivant du donateur, elle se trouve soumise au même impôt progressif, mais réduit de moitié (Rv. 26.15). La possibilité de passage du patrimoine du défunt à l'Etat ne fut prévue, comme du reste avant la Révolution, qu'au cas d'absence de testament et d'héritiers. La taxe de cet impôt fut calculée à partir d'une base de 2.000 roubles, allant jusqu'à 500.000 roubles et plus. Ce qu'il y a d'intéressant dans tout cela, c'est l'existence inévitable de l'entrée en vigueur de la « nouvelle politique économique », fait qui paraît impossible dans un régime communiste, qu'il soit d'hier ou d'aujourd'hui, comme incompatible avec la doctrine marxiste. Mais qu'est-ce que la doctrine et les principes quand il s'agit des intérêts pécuniaires de Juifs; même quand des miettes tomberaient de la table seigneuriale d'Isaac, au bénéfice de la population russe?...

En vue de l'anéantissement de la famille, on créa également dans les villes et dans les villages, par cercles, des « départements de femmes » qui avaient pour but de dépraver la femme, la libérant de ses obligations séculaires de mère et d'épouse. A cette fin, devaient être institués :

a) Des réfectoires mixtes, chaque femme faisant la cuisine pour tout le monde à tour de rôle.

b) Des crèches d'enfants où l'on déposerait les nouveau-nés. Leurs mères ne seraient admises qu'à certaines heures afin de les nourrir.

c) Des « maisons d'enfants » communistes, où l'enfant serait sous la protection de l'Etat, la mère étant définitivement éliminée; et c'est là que, sous le haut patronage soviétique, les enfants recevraient une « éducation prolétarienne » et une « orientation rationnelle de leur âme ».

Cette machination échoua complètement dans les villages, les tournées de propagande et les meetings finissaient par des bagarres qui provoquaient l'intervention de la milice.

Ce n'est que dans les villages voisins des villes qu'une partie de la jeunesse villageoise produisit des « pionniers » et des « Komso-moltsi », etc. (Jeunesses communistes).

D'après l'enseignement de la religion orthodoxe orientale, le mariage est un sacrement et doit être béni par l'Eglise et célébré par elle. L'Eglise orthodoxe ne tient pas compte du mariage dit civil, célébré à la mairie ou dans un autre bâtiment public. Il est évident qu'en tant qu'adversaires de la religion en général et de la religion orthodoxe en particulier, les communistes ne pouvaient laisser en vigueur le mariage religieux et, l'ayant rendu facultatif, ils établirent que dorénavant le mariage par inscription dans les livres de la milice serait suffisant. Pour ébranler le mariage dans ses fondements, ils adoptèrent le divorce qu'ils rendirent conforme au nouveau mode employé pour le mariage, c'est-à-dire sur simple déclaration faite à la milice. La nouvelle loi de 1925 concernant le mariage comporta nombre de dispositions faisant fort bonne figure sur le papier et ne manquant pas de sens commun : elles étaient censées protéger les intérêts des enfants.

Tout en faisant une réserve quant à l'application pratique de cette loi, on y trouve, néanmoins, des dispositions nettement dirigées contre la famille. La limite d'âge pour le mariage fut abaissée et fixée à seize ans pour les femmes; pour les hommes, à dix-huit. Les époux pouvaient garder chacun leur nom de famille ou bien adopter celui de l'un des conjoints; dans le mariage avec des ressortissants d'une nation étrangère, chaque conjoint conserve son ancienne nationalité. Le divorce par consentement mutuel est admis; la demande d'un des conjoints suffit. En cas de différends au sujet de la répartition de la somme d'argent indispensable à l'entretien des enfants, c'est le tribunal qui devait décider la question. (F. 25 oct. 1917). Il fut interdit de porter un double nom de famille; les enfants recevaient le nom de famille de leur père ou de leur mère, selon le choix de leur parent, ou par arrêt du tribunal.

Le nouveau projet autorisait la recherche de la paternité. Le tribunal devait juger lequel des hommes ayant eu des relations avec la femme devait être reconnu comme père de l'enfant (1.27 VIII).

Mais le peuple comprit le danger : les ouvrières d'une grande usine, en 1925, protestèrent en exigeant le respect de la différence établie entre les mariages enregistrés et le concubinage (1.388).

Poursuivant par degrés, mais inexorablement, leur but : l'anéantissement de la famille, du mariage, l'amoindrissement de la population russe, les Judéo-Bolcheviks allèrent encore plus loin. Le *Times* annonçait qu'il suffisait, pour que le mariage soit réputé reconnu, du seul fait de concubinage patent (Rv 26; 322). L'enregistrement des mariages fut laissé aux bons soins des intéressés; de plus, les mariages qui n'étaient pas enregistrés profitaient exactement des

mêmes droits juridiques que ceux qui l'avaient été. Malgré l'objection que l'absence de tout délai permettait en un seul jour d'établir la preuve d'un mariage légal, le projet de loi fut ratifié (F. 26-281). Le divorce fut dorénavant admis sur demande d'une des parties, avec l'obligation d'informer l'autre partie de l'acte accompli (1.658). Enfin, des mariages d'essai furent institués : si au bout d'un an les conjoints ne voulaient pas continuer leur union, celle-ci était réputée nulle et non-avenue... La population villageoise resta réfractaire à ces innovations contraires aux usages et à la religion; celle des villes y resta indifférente, parce que ces dispositions ne firent que sanctionner ce qui se passait en réalité, étant donné que la suppression depuis 1917 de toutes les formalités d'état civil avait institué *de facto* depuis cette année l'union libre.

Il en résulta que, sur quatre mariages, un seulement durait trois semaines; l'époque propice aux mariages devint le jour de la paye mensuelle; trois semaines après, quand celle-ci touchait à sa fin, commençait la période des divorces; mais, peu de jours après, chacun des ex-époux contractait un nouveau mariage, faisant une nouvelle tentative, et ainsi de suite!

Les mariages à essai eurent un grand succès, surtout dans les clubs et les différentes organisations dites « de développement ». Dans une des circonscriptions de Petrograd, 8 % des mariages furent dissous en une semaine ou deux... Enfin, des contrats d'achat et de vente de femmes furent autorisés sur le territoire de l'U.R.S.S., contrats qui, parfois, étaient sanctionnés par les lois internes d'un des Etats de l'Union, les autres Etats se bornant à les enregistrer au même titre que les simples contrats. Les vendeurs étaient non seulement les parents ou membres de la famille de l'esclave, mais aussi les personnes qui s'en étaient rendues acquéreuses au moyen d'un contrat antérieur. Dans le Daghestan, la loi prévoyait même une taxe sur les jolies filles; en Ukraine, ces ventes devinrent de véritables marchés. Quant aux clauses de la plupart de ces contrats, elles ne peuvent guère être publiées en détail, tant elles sont pornographiques.

Par suite, l'avortement devint libre et le corps médical et le personnel des hôpitaux et cliniques étaient tenus, sous peine de sanctions, d'y coopérer gratuitement. Les résultats de ce système ne tardèrent pas à se faire sentir : dès 1923, un tiers des femmes enceintes se faisaient avorter; en 1924, la vie de famille fut en voie de disparition, le nombre des mariages correspondant à celui des divorces... Le nombre des avortements augmentait d'une façon terrifiante, ce qui ne paraît pas étonnant si l'on considère que la direction des asiles d'enfants favorise le viol des petites filles et organise elle-même les avortements; d'autre part, un nouvel enfant représente pour la

famille, grâce aux circonstances nouvelles du règne judéo-soviétique, une menace terrible pour le porte-monnaie des parents (1.225).

Voici des chiffres : le 1<sup>er</sup> mars 1926, la population de la ville de Petrograd comptait 1.439.000 habitants; dans le courant de l'année 1925, 16.000 avortements étaient enregistrés, c'est-à-dire 42 % du chiffre des naissances.

Dans la seule ville d'Ekatérinodar, les avortements se comptent comme suit : en 1920, 1.218; en 1921, 1.664; en 1922, 1.717; en 1925, plus de 50 % des naissances. Devant le nombre effarant d'avortements, le commissaire du peuple de l'Hygiène publique ordonna la formation de « commissions d'avortements extraordinaires » qui étaient compétentes pour délivrer des permissions d'avortement. Mais cette mesure n'enraya guère le mal; par exemple, au cours de l'année 1925, la seule « commission d'avortements » de Minsk délivra 12.398 de ces permissions. A Petrograd, la commission d'avortements, pour les six premiers mois de 1926, délivra 8.000 permissions et, pour toute l'année : 17.000. Pour les dix premiers mois de 1927, il était adressé 14.000 demandes et délivré 12.000 permissions. (1.914).

Alors, le pouvoir judéo-soviétique se rendit compte qu'il fallait lutter contre le mal et, à cette fin, organiser une commission. Celle-ci devait fournir aux femmes les médicaments anticonceptionnels qu'on ne pouvait recevoir que sur la présentation d'une carte.

Au sein des commissions d'hygiène du district de Petrograd, on discutait la question de savoir ce qu'il fallait faire pour préserver la femme de la grossesse et l'on décida de se livrer à une propagande active de néo-malthusianisme. Les médecins étaient tenus de délivrer des ordonnances pour les solutions qu'il faudrait injecter. On invita les médecins à faire des conférences sur ces sujets ordinairement réservés.

Dans ces mêmes locaux, sous le couvert de protéger la maternité, on organisa des auditoires spéciaux pour faire connaître aux femmes les moyens anticonceptionnels existants.

Un décret fut rendu qui socialisait les femmes, en vertu duquel aucune femme de seize à trente-cinq ans n'avait le droit de se refuser à un homme quel qu'il soit.

La véracité de tels décrets se trouve aussi confirmée par Denikine (*Croquis de l'Émeute russe*).

Ayant déclaré que celui qui ne travaillait point n'avait pas le droit de se nourrir, les communistes obligèrent toute personne qui en était capable, presque sans exception, à travailler dans les nombreux établissements soviétiques, recrutant le personnel, les premiers temps, sans aucune restriction et sans tenir compte des véritables nécessités. Travaillant pour gagner leur pain, les pères et mères de famille étaient obligés de laisser leurs enfants seuls à la maison,

sans aucune surveillance, étant donné que l'entretien de domestiques s'élèverait à des prix exorbitants et était de plus interdit, sous peine de faire classer les délinquants dans la catégorie des bourgeois.

Les communistes tiraient, comme on dit, deux lièvres à la fois, organisaient les travaux forcés pour les bourgeois et y employaient tous les adultes, sans distinction d'âge, ni de sexe, ni de santé, sans aucun souci de la famille. Le premier de ces lièvres était la soumission des bourgeois à des conditions de travail impossibles et révoltantes; le second de ces lièvres, l'abandon des enfants à leur sort par leurs parents, qui facilitait la tâche juive de destruction de la famille. Ces abandonnés apprenaient à voler, à mendier, à ne faire rien d'autre que vagabonder; quant aux fillettes, elles se livraient à la prostitution. Peu à peu, le nombre de ces enfants sans surveillance augmenta rapidement et dans de fortes proportions.

C'est ainsi qu'en 1922 on enregistra déjà trois millions et demi d'enfants affamés (305). En 1923, dans la seule République tartare, il y en avait 40.000, et d'enfants affamés en général 1.280.000 (755). En Ukraine, 2.300.000 enfants en 1923 y périssaient de faim, dans les marchés, aux stations des chemins de fer, dans les bureaux de postes; il se trouvait jusqu'à 800.000 enfants abandonnés (536). Chaque jour on ramassait dans les gares de chemin de fer des enfants abandonnés. Le cas des mères se suicidant parce qu'elles ne pouvaient plus nourrir leurs nouveau-nés était fréquent (S. W. 7). Et comme on ne trouvait ni assez d'asiles, ni assez de maisons pour une telle quantité d'enfants, on leur faisait faire la navette, affamés et en guenilles, en été comme en hiver, entre Moscou et la province et vice versa. Il n'y avait de place pour eux nulle part (*Izvestia*). Tel était le sort de dizaines de mille enfants (1). Chaque jour, la police, dans ses tournées, trouvait des cadavres d'enfants sans surveillance, morts dans les rues, de froid ou par suite d'épidémies. Le journal soviétique *Izvestia* lui-même faisait part de la ruée des enfants sur Moscou: ils s'y rendaient d'endroits situés à des milliers de kilomètres, par groupes ou isolément, se traînaient sur les routes, pénétraient dans les trains, montaient sur les toits des wagons, s'agrippaient aux tampons, vagabondaient des mois entiers, hantés par la pensée qu'à Moscou on aurait à manger, mais, arrivés là, ils ne trou-

(1) Quoique le *Journal*, dans son numéro 12.098 de 1925, estime le nombre des enfants sans surveillance en Russie supérieur à 300.000 sans dire d'où il le tient, nous sommes fondés de penser qu'il y a erreur: car, dans le courant de l'année 1926 et les suivantes, les conditions de vie dans l'U. R. S. S., tant pour les enfants que pour les adultes, ne se sont pas améliorées, mais ont plutôt empiré. Or, au cours des années précédant 1925, ce chiffre, se montant déjà à des millions, ne peut qu'augmenter. Le *Novoïe Vremia* (667) nous parle du chiffre de 8.000.000. D'après les informations émanant de source bolchevique (commissariat de l'Instruction publique), le nombre de ceux-ci en Russie, sans compter le Caucase et l'Ukraine, atteignait 150.000, celui des moitié-affamés 300.000.

vaient rien. Ainsi l'authenticité de ce qu'écrivait la *Gazette Ouvrière* de Moscou ne fait pas de doute : à Moscou, des dizaines d'enfants de cinq à onze ans, garçons et filles, affamés et déguenillés, se réfugiaient dans des caisses capitonnées de mousse, se réchauffant contre des chaudières destinées à bouillir l'asphalte, qui gardaient encore une certaine chaleur (458). Au recensement de 1926, on trouvait les enfants sans surveillance dans les tuyaux des canalisations, dans les trous à ordures, dans des tas de fumier aussi; c'est dans ces derniers qu'ils dormaient complètement nus. A Moscou même, on signalait la disparition d'enfants : en décembre 1926, seize petits garçons et quatre fillettes disparurent, et dans la quinzaine de janvier seize petits garçons et trois fillettes. Les garçons étaient généralement retrouvés tués et les fillettes dans des maisons de tolérance.

Le vagabondage de ces malheureux enfants continue à exister : ainsi, en décembre 1925, des milliers de ces enfants se rendirent en Crimée en processions interminables et ils arrivaient à Ialta, à Aloupka, à Sébastopol, dormant dans les marchés, dans les kiosques, dans des grottes, vivant d'aumônes, se livrant à la prostitution et au vol... Dans le courant du seul mois de novembre, 9.000 furent arrêtés dans leur tentative d'exode... A la fin de l'année 1925, vu l'agglomération énorme que ces enfants formaient dans Moscou, on décida d'en répartir 30.000 chez des paysans.

En 1926, 14.000 enfants furent emmenés de Petrograd dans les gouvernements centraux, afin d'y être répartis et logés de force chez les paysans. Quant aux enfants sans surveillance qui surpeuplaient les « maisons d'enfance », on les distribuait aux comités des différentes communes en vue d'une répartition ultérieure parmi les paysans. Ceux-ci, après avoir utilisé l'enfant pendant l'été comme berger, l'hiver venu le jetaient dans la rue... Les résultats de ces actes seront fort goûtés des Juifs. Si les enfants échappaient à la mort et à la faim, ils n'en étaient pas moins condamnés d'avance à l'esclavage! Ainsi, on communiquait que, dans le district de Mélitopol, le patron de huit de ces enfants viola cinq fillettes, les étrangla ensuite et les enterra dans sa cave (1.430).

En 1929, les Juifs communistes transportaient exprès les enfants sans surveillance des endroits où l'abondance régnait plus ou moins dans les districts dits de la faim « afin qu'ils y meurent »... En 1926, ils inventèrent un mode nouveau et plus simple pour se débarrasser de ces malheureux martyrs, victimes du paradis sémite; plus de trois cents enfants, qu'on avait arrêtés à Moscou alors qu'ils voulaient fuir vers le sud, âgés de six à dix-sept ans, furent invités à prendre place dans des wagons de marchandises; on leur avait dit que c'était pour les expédier à Voronège et les placer chez des paysans. Mais leur wagon ne tarda pas à être décroché du train et laissé en panne sur une voie de garage pendant deux jours. On les

avait soi-disant oubliés, mais, comme les wagons étaient fermés à l'extérieur, tous les enfants furent gelés!

Les journaux soviétiques qualifiaient cette abomination de « légère négligence »!...

La situation terrible dans laquelle l'enfance se trouvait engendra un phénomène qui glace le sang par son horreur : nous voulons parler du suicide infantile, fréquent même à l'âge de sept ans! Le nombre de ces suicides croît, surtout dans les grandes villes, sans même parler des districts envahis par la famine. Tous ces faits furent admis déjà en 1923 par le commissaire du peuple à l'Hygiène, Semachko, dans le rapport qu'il fit à la société médicale. Chaque année, deux millions d'enfants mouraient.

Ces temps derniers, le nombre des enfants sans surveillance atteint quelques millions. D'après les documents judéo-bolchevistes, on estime que ce nombre est de quatre millions. Sans parents, sans ressources, sans éducation, abandonnés par tout le monde, réduits à l'état de petits fauves, ils errent à travers les villes.

En 1926, à Moscou, l'on découvrit que les enfants sans surveillance avaient peuplé les combles du Grand Théâtre, où ils vivaient depuis deux ans, formant une véritable communauté. Ce furent les pompiers qui les en chassèrent au moyen de lances à incendie. Dans le gouvernement d'Odessa, il y avait jusqu'à 30.000 enfants russes affamés (*Biednota*)... La Crimée était inondée de ces enfants qui fuyaient le froid des gouvernements du Nord. On proposa, pour les combattre, de s'en « débarrasser administrativement ». C'est par milliers qu'ils passaient la nuit dans les rues de Bakou; à Kieff, dans une seule nuit, on en arrêta 350, de huit à seize ans, dont 42 % tuberculeux et 76 % atteints de maladies vénériennes; 18.000 dormaient dans des wagons à bestiaux; plus de 300.000 enfants n'avaient pas d'asiles.

De temps en temps, la police exécutait des rafles parmi eux; ainsi, sur les réseaux des voies ferrées, on en arrêta 60.000 à Oufa, 55.000 à Orenbourg, 48.000 à Tchéliabinsk et 50.000 à Simbirsk (Pv. 26.153).

Mais il y a des témoignages qui ont encore plus de poids, notamment celui de la Kroupska qui estimait que le nombre des enfants sans surveillance en 1927 était de sept millions (1.771). A Simferopol, 4.000 cadavres d'enfants, entassés en pyramides, pourrissaient durant plusieurs semaines avant qu'on les ensevelisse. Quant aux cas d'anthropophagie, on ne les enregistrait plus tant ils étaient fréquents!

Dans ces conditions, n'est-ce pas un défi cynique que l'allocation de 135.000 roubles aux enfants sans surveillance, autrement dit à sept millions d'individus, quand, à la même époque, le gouvernement soviétique envoyait des millions de roubles pour subventionner les



mineurs anglais? Cela se passait au commencement de l'hiver, en septembre 1926 (F. 26,218). Le journal soviétique la *Pravda* le reconnaît même. Cependant, les trains continuaient à déverser à Moscou des centaines de petits êtres ayant perdu leurs familles, parmi lesquels on comptait quelquefois même des pestiférés.

Le journal la *Pravda* de Moscou publia en 1927 une *vingt-cinquième* liste de noms d'enfants cherchant leurs parents, et de parents cherchant leurs enfants. D'après ce journal, sur 200.000 enfants enregistrés par l'administration, 90 % n'avaient aucun renseignement sur leur naissance ou leur famille.

Les Bolcheviks n'internaient pas seulement dans les « asiles de l'enfance » des enfants sans surveillance ou des orphelins, mais venaient directement les enlever à leurs parents afin de préparer la génération future des citoyens, élevés dans la tradition idéale communiste. Les enfants bourgeois étaient placés dans les asiles de l'enfance précités où l'autorité soviétique avait carte blanche pour les élever à sa guise.

C'est ainsi que les enfants des écoles publiques des villes et ceux des « asiles de l'enfance » furent incorporés dans la légion des « pionniers ». Même pendant l'été, ils étaient séparés de leurs parents, étant concentrés dans des camps. La conséquence du séjour dans ces camps fut la grossesse avérée de fillettes âgées de neuf à douze ans. Les communistes enseignaient sciemment aux enfants ce que dans leur jargon ils appelaient « le problème de la pénétration de l'instruction et de l'éducation dans les masses populaires » et tous les efforts de ceux présidant à l'instruction de l'enfance étaient destinés à détruire chez l'enfant toute notion de famille, d'intérieur, de piété, d'obéissance, en un mot tous ses devoirs envers la famille, la société et envers l'Etat.

Ils ne ménagent rien pour affranchir l'enfant de tout principe moral, pour tuer en lui la notion de l'honneur, de la vérité (1.222). Le *Times* affirme que beaucoup d'enfants de la classe moyenne sont perdus à tout jamais. Les enfants sont systématiquement pervertis par l'idée d'une sauvage et éternelle guerre des classes (986).

Quant aux asiles de l'enfance, ils ne valent guère que sur papier, comme toute institution de l'U.R.S.S. Ces asiles ne reçoivent qu'un nombre limité d'enfants, dont la pension que l'Etat alloue par tête est de 18 kopeks par semaine, somme qui n'était pas, même en 1924, suffisante pour acheter du pain.

Les enfants dormaient sur des planchers immondes; on les forçait à demander l'aumône. A Moscou, selon la description du correspondant du *Times* (785), les enfants étaient nus, affamés, infectés de scrofules et couverts de vermine; 70 % d'entre eux dormaient par terre, essayant de se réchauffer au moyen de vêtements qu'ils portaient le jour; à un groupe de huit enfants, on distribuait

un seizième de kilo de savon par mois; la moitié de ces enfants n'avaient pas de linge; ils ne recevaient en fait de nourriture que le tiers de ce qui normalement leur était nécessaire. Leur mortalité atteignait un taux très élevé et les petits malades dormaient des semaines entières avec les autres enfants, attendant leur tour pour entrer à l'hôpital.

Les cliniques d'enfants pour maladies infectieuses étaient bondées; sur un seul lit on mettait deux malades. On ignorait la désinfection des habits et, à la sortie de l'hôpital, on remettait aux petits malades leurs anciens vêtements. En pleine capitale même, à Petrograd, d'après les informations de la *Gazette Rouge*, des abominations se passaient dans la « clinique infantile » : dans la division dermatologique, des enfants, malades de la dartre et de la gale, gisaient là des années entières; une seule infirmière avait la garde de trente à quarante enfants; les malades atteints de maladies vénériennes n'étaient pas séparés des autres et les contaminaient. Les espiègleries communes aux enfants étaient considérées comme de véritables délits et impitoyablement réprimées par l'infirmière, qui frictionnait les organes génitaux du délinquant avec de la térébenthine (L. 622) !

Voilà un aperçu de ce qui se passait en province : dans un asile contenant 75 garçons, la direction et le personnel comptaient 45 personnes. Une quantité de gens n'ayant rien à voir avec ces établissements, tout simplement parce qu'ils étaient en quête d'un logement, vivaient aux dépens de l'ordinaire des enfants, qui n'en recevaient qu'une partie...

D'après le rapport du commissaire Semachko, l'existence des enfants dans ces asiles est vraiment empoisonnée par la faim : on ne sert que des pommes de terre et du pain trois fois par semaine; pas de lait, pas de sucre, pas de beurre (30 % sont atteints de maladies vénériennes). Tous ont la gale; pas de lit, ni de linge; on dort par terre, où grouillent les poux; les chemises de nuit des enfants sont faites de vieux sacs de blé et ne se lavent jamais. Parmi les fillettes, 22 cas de grossesse à l'âge de quatorze à quinze ans.

A Novotcherkassk, les enfants des asiles attaquaient les passants la nuit, le jour quelquefois, et les dévalisaient... Ces temps derniers, la situation n'était guère meilleure. Ainsi, d'après le rapport du délégué du commissaire de l'Hygiène concernant les asiles d'enfants en Crimée, on y casait, au lieu de 80 ou 120 enfants, de 600 à 800...

Les conséquences de la domination juive sont en vérité effrayantes pour la génération montante : la *Pravda* communique qu'en 1919 9 % souffraient d'anémie; en 1920, 11 %; en 21, 15 %; de 22 à 24, de 21 à 30 % et en 1925 déjà 74 %.

Même les journaux soviétiques font part d'épisodes épouvantables de la vie des enfants : ainsi la *Gazette Rouge* écrivait le 17 septem-

bre 1926 (en parlant de la colonie infantile de Tomsk, pour enfants délicats) : « Des petits garçons de treize ans, André et Basile, se lièrent d'amitié; Basile tomba malade, abandonné sans aucun soin; il commença à supplier André de le tuer, en lui disant : « Pour toi, « cela n'est rien; pour moi, cela signifie la fin de mes tourments. » Longtemps André refusa; enfin, cédant aux prières ardentes de son ami, il s'empara d'une hache et la cacha sous son matelas. Dès l'aube, Basile se faufila dans la chambre et éveilla son ami, sortit lui-même la hache de sa cachette et pria son ami de se rendre aussitôt dans la forêt; arrivé là, Basile commença à mesurer sa hauteur en s'adosant aux troncs des arbres, ce qui épouvanta André, qui prit la fuite. Mais Basile le rattrapa et réussit à le persuader... Appuyant la tête sur une bûche, il dit : « Et maintenant, tape-moi le plus fort que tu « pourras sur le cou. » André frappa violemment une fois, deux fois, et s'enfuit épouvanté... » Et cela se passait, non chez des fauves, mais dans une école enfantine ! Le même journal, dans son édition de la veille (16 septembre), rapportait ce qui suit : quelques garnements de seize ans, d'une fabrique près de Moscou, jouaient à la guerre et firent prisonnière une petite fille de six ans, fille d'un ouvrier; en poussant des hurlements, des coups de sifflet et en chantant, ils la jetèrent à terre et la violèrent (1.115).

Ces deux faits devenus notoires par pur hasard ne sont que des faits divers répétés trop fréquemment.

Voici des nouvelles de 1927, mais d'un autre genre il est vrai : à Odessa, dans les rues, les enfants sans surveillance se créèrent une véritable profession : à la vue d'enfants qui passaient accompagnés de grandes personnes, ils accouraient en réclamant de l'argent, sous menace de mordre l'enfant... en prévenant qu'ils étaient syphilitiques... La même chose se passait à Moscou en 1927, où les rues étaient pleines de ces enfants sans surveillance, presque tous atteints de maladies vénériennes, qui demandaient l'aumône des passants, menaçant de les mordre.

A côté de cela, les malheureux enfants abandonnés sont soumis à des expériences monstrueuses. Le personnel des asiles d'enfants se livre à des jeux amoureux sous les yeux des enfants; dans certains de ces établissements, les enfants sont copieusement rossés; les fillettes sont sujettes au viol... Dans un de ces asiles, on découvrit dans la cave dix-huit cadavres de fillettes de neuf à treize ans et un cadavre de femme; dans le trou à ordures situé dans la cour, encore cinq cadavres de petites filles. Il se trouva que le directeur de l'asile s'emparait des filles des paysans dans la misère, avec la soi-disant intention de les placer dans l'asile. En réalité, c'était pour les posséder et les tuer ensuite, ou bien pour en faire cadeau aux membres du parti communiste (S. W. 43).

Dans un autre asile, le directeur et six de ses subordonnés non

seulement se livraient eux-mêmes à des actes répréhensibles sur des fillettes de dix à quatorze ans, mais les prêtaient en jouissance temporaire à des maisons de tolérance (S. W. 21). A Samara, dans la colonie infantile nommée « Troud » (Travail), son directeur Oufimtseff, émissaire du tout-puissant Dzerdjinsky, violait les fillettes, parmi lesquelles il s'en trouva quinze contaminées par la syphilis, dont quatre âgées de neuf à douze ans en moururent. Les auxiliaires de cet homme, trois femmes, distribuaient les fillettes de la colonie dans les lupanars de la région du Volga. Dans l'espace de deux ans, 96 adolescentes furent envoyées dans des maisons de prostitution (S. W. 52). A Moscou, c'est dans les asiles d'enfants que se recrute le personnel des maisons de tolérance: l'une d'elles était remplie spécialement d'adolescentes, au vu et au su du Guépéou (G. P. U.) de Moscou... Dans la colonie infantile de Petrograd appelée la commune du Nord, le directeur, dans l'espace de deux ans, avait dépravé dix-sept fillettes de dix à douze ans et son adjoint s'occupait du placement des pupilles dans des maisons de tolérance sous l'étiquette d'apprenties ouvrières (1.364).

A la tête de l'Instruction publique fut placée la Lilina, une des femmes d'Apfelbaum, le président du comité exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale. Quand une des fillettes d'un asile se trouva enceinte et accoucha d'un enfant, cette dame ne trouva rien de plus spirituel que de remercier cette fillette au nom de la République d'avoir donné le jour à un nouveau citoyen. Elle ordonna entre autres, dans les cas de grossesse des fillettes, de leur distribuer à chacune un assortiment complet de trousseau d'enfant et saluait l'union libre comme un des bienfaits de la jeunesse (521, 672).

S'étant donné pour tâche, comme nous l'avons dit plus haut, de se faire des prosélytes et des continuateurs dans les jeunes générations, les Judéo-communistes s'adonnèrent au façonnement de la jeunesse. C'est à cette fin que furent créées les organisations dites « jeunes pionniers » et « Komsomoltsi ». L'effectif des jeunes pionniers était surtout composé d'enfants d'ouvriers et de communistes; d'après les informations de la *Pravda* (n° 21, 1925), au 1<sup>er</sup> janvier 1924, ils atteignaient le chiffre de 162.000; au 1<sup>er</sup> janvier 1925, de un million (1).

Les enfants étaient recrutés entre neuf et quatorze ans; plus de la moitié cependant avaient onze et treize ans. On en admettait au-dessous de huit ans et ces « octobristes » (Octiabriata) atteignaient le nombre de 100.000. Le groupe des aînés avait le droit d'être incorporé au « Komsomol » (Jeunesses communistes). D'après les informations de la *Pravda* (n° 135, année 1925) il paraîtrait que 90 % de ces pionniers fréquentaient les écoles. Mais comme les écoles n'étaient pas accessibles aux classes pauvres il est évident que l'effectif des pion-

(1) D'après d'autres renseignements, les Judéo-Bolcheviks les estimaient à 250.000 (1.013).

niers était composé d'enfants de classes plus aisées. Ceux qui n'étaient pas incorporés dans les pionniers tombaient dans la catégorie des enfants sans surveillance qui, de l'aveu même des Judéo-communistes, sont nombreux, comme nous l'avons vu plus haut. Le but des Judéo-Bolcheviks était de faire de l'enfant, au moyen de cette éducation, un farouche défenseur des intérêts de la classe ouvrière. On s'efforça de lui inculquer qu'il était un être à part dont la destinée est de contribuer à la révolution sociale. A ces fins on l'entraînait intensivement à la vie politique, on l'incitait à préconiser la guerre des classes pour instituer la dictature du prolétariat et organiser la société communiste. Même les jeux des enfants s'en ressentaient (« l'arrestation de l'espion », « la révolution de février », etc.). On s'efforça de déclasser l'enfant, afin de briser les liens qui le liaient à sa famille; c'est pourquoi, par n'importe quel mensonge, on tâchait de rendre les enfants méfiants à l'égard de leurs parents. Cependant, vu l'état précaire des finances gouvernementales, on ne préconisait pas l'abandon de la famille, mais, tout en restant dans son sein, il fut recommandé d'y « travailler », de devenir agent du Guépéou (G. P. U.), et d'espionner sa famille au besoin.

Dans les organisations soviétiques les enfants sont surchargés de travail. N'allez pas croire que ce soit du travail scientifique auquel il n'est consacré que trois à quatre heures par jour; le reste du temps se passe en concours, en cercles, organisations de fête, etc., de telle sorte que des enfants de onze ans ont onze heures de travail, ceux de douze ans, douze; ceux de quatorze ans, quatorze... la plupart n'ont que trois heures de sommeil. Et encore les 9 % dorment par terre et 70 % possèdent à trois un lit. (Pr. 12 III, 25). (Voir *Annales contemporaines*, XXX). Ces enfants sont obligés de prêter serment qu'ils participeront à la lutte pour l'émancipation des ouvriers et des paysans du monde entier et qu'ils seront toujours prêts à défendre la classe ouvrière...

L'esprit russe fut systématiquement étouffé par les Juifs. Ils organisaient périodiquement à Moscou des conférences pour la jeunesse communiste à partir de quatre ans (!) au cours desquelles des magnats communistes comme Boukharine (Rotstein) prenaient la parole. On leur ingurgitait des niaiseries au lieu de les faire étudier. Ainsi les enfants de l'ambulance du commissariat de l'Hygiène avaient à répondre à un formulaire d'enquête de 127 questions dont en voici quelques-unes : A quelle heure vos parents rentrent-ils à la maison leur travail terminé? Que se passait-il pendant la grossesse de votre mère? Qu'employez-vous comme pâte dentifrice?, etc. (1.698) ! En 1922, un congrès d'enfants fut convoqué en Podolie. Les délégués et déléguées étaient âgés de huit à douze ans et une petite fille de neuf ans présidait. La gazette communiste de Kharkoff communiquait que ce congrès

« était occupé à discuter toute une série de questions importantes » (1) (*Morning Post*). Le 1<sup>er</sup> mai 1926, les Judéo-Bolcheviks estimaient le nombre des jeunes communistes à 1.827.072 membres, 135.905 candidats, 1.797.162 pionniers et 260.000 « Oktiabpriata ». Ces chiffres sont évidemment exagérés si on les compare à l'effectif numérique des différentes institutions scolaires soviétiques.

Voici des faits caractéristiques : à Moscou, passage « Néglinka » et boulevard des Fleurs, les bagarres font rage depuis l'aube jusque tard dans la nuit; malheur au passant du jardin Alexandre! C'est un coup de stylet qui l'attend. Sur la Sretenka et la place Troubnia le commerce de la cocaïne fleurit sous l'influence de ces drogues et souvent des chenapans cassent les vitres des maisons, dévalisent et tuent les passants (*Gazette Ouvrière*, 1.690). Dans un petit endroit appelé Ramensky, les jeunes communistes violèrent et tuèrent une institutrice de quarante-deux ans après l'avoir poursuivie pendant trois ans (1.662). A Petrograd, rue Verte, on n'avait pas achevé de restaurer deux maisons qu'une bande de voyous, au vu et au su de tout le monde, coupèrent les conduites électriques, arrachèrent les tuyaux et une partie de la toiture. Ces objets furent non moins ouvertement mis en vente au marché... et les maisons transformées en lupanars et trous à ordures... La Jeunesse communiste de la colonie de San Galli passait son temps à attirer des femmes dans les jardins de la colonie pour les violer. Les médecins surtout furent sujets aux attaques de ces vauriens, en s'opposant à ce qu'ils troublent l'ordre et les règlements des établissements. Cela finissait quelquefois par un véritable lynchage (1.644). Dans une « maison de l'enfance », les instituteurs furent massacrés (1.632) et dans une fabrique, après avoir préalablement arrosé un ouvrier de benzine, on y mit le feu (1.632). Les médecins, par peur de ces chenapans, refusaient de faire les constatations d'usage sur leurs victimes (115). Des jeunes gens communistes ivres arrêtèrent un prêtre dans la rue, l'entraînèrent de force dans leur club, où ils l'outragèrent, lui coupèrent les cheveux et, après l'avoir badigeonné de goudron et de minium, le portèrent devant leur repaire et l'abandonnèrent au gel, à moitié nu (1.776). Les 70 % de crimes de voyous sont commis par les jeunes communistes (1.729).

(1) On organisa un congrès international de la Jeunesse communiste, subordonné à l'Internationale communiste. Depuis l'automne 1924, les Soviets disposent en France de 8.000 adhérents parmi les jeunes; en Tchécoslovaquie de 13.000; en Norvège, 3.000; au total 1.000.000 de membres. En 1926, M. Gouber (dans le journal *Neue Baten*, n° 1) compte en Allemagne 500 groupes de 40 membres; en Angleterre 1.000 membres, aux U.S.A. 1.000 aussi; en France 3.000; en Norvège 4.000; en Suède 1.200; en Bulgarie 3.000; en Italie 4.000; en Tchécoslovaquie 5.000, etc. Toute cette jeunesse cosmopolite occupe, écrit la *Pravda* (26.58), une place prépondérante dans les mouvements de la jeunesse ouvrière, se livre à une active propagande antimilitariste et enfin se fit remarquer par son zèle lors de la grève des ouvriers textiles de 1925 et lors de la crise ferroviaire de 1926.

La situation n'est guère meilleure en province ; la population des villes, à l'approche de la nuit, a peur de s'aventurer dans les rues. A Rostoff-sur-Don, des voyous pénétrèrent avec effraction dans la maison de repos du syndicat ouvrier local et tuèrent tous ceux qu'ils trouvèrent. Ils ne purent être maîtrisés que grâce au concours d'un peloton de milice à cheval (1.632). Dans le gouvernement de Riazan, on enregistra pendant une seule année dans trois villages 300 cas d'incendies, 17 vols à main armée, 105 vols avec effraction, 489 cas de vols, 9 assassinats, 11 blessures graves, 192 bastonnades, 150 cas de menaces proférées, 200 atteintes aux mœurs et à la morale publique. On soupçonnait en 1922-1923 dans ces trois villages 62 personnes de banditisme; en 1924-1925, il y en avait déjà 550 (1.654). Dans le gouvernement de Tamboff, des membres des Jeunes communistes occupèrent une église qui avait été fermée, y disaient des messes revêtus de costumes de mascarade. Ils installèrent une chèvre sur l'autel; à la fin de cette orgie, s'étant complètement déshabillés et tenant en mains les images saintes (icones), ils sortirent dans la rue (1.088). Pendant la messe de la nuit de Pâques, au cours de la procession autour de l'église, des enfants de huit à quatorze ans appartenant à une école située non loin de là tentèrent de lui barrer le passage. Ils étaient grimés, les uns en Notre-Seigneur Jésus-Christ, les autres en Notre-Dame, d'autres en divers saints et ils criaient à tue-tête : « Plus de Dieu ! » et « Vive le Communisme ! ». On leur inculquait que leur mère était une simple femelle qui, au besoin, pouvait devenir leur maîtresse (1.248). Les Jeunes communistes préparaient même un attentat contre Staline (Djougaschwili) à la suite duquel soixante-quinze personnes furent arrêtées; presque tous les gradés de la milice de Petrograd furent licenciés ainsi que 106 élèves de l'Académie maritime (1.420). Comme conséquence naturelle de cet état de choses, le comité central du parti communiste mit en disponibilité les Jeunes communistes de Petrograd, Kharkoff, Kieff, Tamboff, Kherson et le président du « Komsomol » de Petrograd fut chassé. Les Judéo-communistes avouèrent eux-mêmes que les Jeunes communistes étaient uniquement composés de voyous (1.013). A Moscou, pendant cinq ans, on enregistra les cas de 50.000 enfants criminels, dont 90 % sortaient de la classe ouvrière et paysanne et étaient âgés de douze à quatorze ans (Pr. XI, 24).

La *Pravda* confirme l'accroissement de la criminalité infantile. De véritables bandes se formèrent pour commettre des brigandages; 65 % de ces enfants sortaient de la classe ouvrière et 35 % de la classe paysanne. Dans le seul gouvernement de Petrograd, il y avait, en 1926, 13.080 criminels de huit à seize ans dans les proportions suivantes : vol, 60 % ; brigandage, 20 %. Plus de la moitié de ces criminels étaient des enfants sans surveillance. Il fut même nécessaires, d'après le *Daily Telegraph*, d'organiser déjà en 1923 à Moscou

une commission extraordinaire (tché-ka) spécialement pour les enfants afin d'enrayer la criminalité infantile.

Ce n'est pas en vain que les communistes ont joint tous leurs efforts; d'après des renseignements parvenus en 1927 il s'est formé à Perm un club appelé « les Ethiopiens » dont les devises sont : « Plus de conscience, plus de honte, plus de civilisation, plus d'Europe, plus de discipline, plus de lois, plus d'autorités; des sept jours de la semaine ne travaille pas un seul, ne dénonce pas celui à qui tu peux casser les reins; ne tue pas ton ennemi, car on te mettrait dans une maison de correction, mais fais-lui tout le mal que tu pourras, afin de le dégoûter de la vie; ne sois pas envieux, mais si tu peux vole ou prends ce qui te plaît. » Cependant les Judéo-Bolcheviks ne sont toujours pas rassasiés. La *Pravda* insère dans ses colonnes le projet du camarade Smedovitch ayant trait à la jeunesse et aux enfants :

a) Chaque jeune communiste et travailleur de fabrique ainsi que les tout jeunes gens doivent satisfaire leurs instincts sexuels, car la continence implique une notion de morale qui est d'essence bourgeoise.

b) Chaque jeune fille communiste, ouvrière de fabrique ou simplement élève ou apprentie, doit aller au-devant du désir du jeune mâle qui a jeté son dévolu sur elle, sans quoi elle n'est pas digne de porter le nom de jeune fille communiste, etc.

c) Les enfants sont enlevés à leurs mères afin d'être mis dans des asiles pour bébés...

On ne pourrait aller plus loin!...

Mais les Jeunes communistes se sont eux-mêmes vengés des Bolcheviks : les plus intelligents parmi ceux-ci, à côté du rapport officiel de la commission du parti communiste, constatent un autre phénomène : l'indiscipline de ces jeunes communistes dans l'armée!

Effectivement habitués dans les écoles à faire ce qui leur plaisait, les jeunes communistes apparaissent comme un élément indésirable pour l'armée, s'estimant une classe de privilégiés, ils enfreignent la discipline, fermement convaincus que celle-ci n'a pas été édictée à leur intention (1.736).



## CHAPITRE IV

## ECOLES ET INSTITUTEURS

Les communistes recommandaient toujours leurs écoles et, en effet, les premières années de leur avènement, ils instituèrent une masse d'établissements d'instruction populaire en plus des institutions d'enseignement supérieur; ils y ajoutèrent beaucoup d'établissements secondaires ainsi que des « bases instructives ». Il va sans dire que les programmes de toutes ces écoles étaient élaborés conformément aux doctrines du parti communiste et servaient de moyens de propagande pour intensifier la lutte des classes, les doctrines socialistes et l'athéisme et pour affubler les cerveaux et les cœurs des enfants de tout ce que le pouvoir trouvait bon dans ses propres intérêts à inculquer à la génération grandissante.

Nous ne poursuivons pas le but de présenter ici le contenu de ces programmes et nous nous bornerons à décrire seulement la situation des écoles et du corps enseignant.

Un établissement nommé « likbes » (liquidation de l'ignorance) fut inauguré; des vieillards furent forcés à apprendre l'alphabet et à lire des tracts de propagande. Mais ce projet s'écroula! Alors les Juifs-Bolcheviks s'emparèrent de la jeunesse, publièrent de nouveaux programmes et transformèrent à leur guise le corps enseignant de l'époque Impériale (1.673) qui demeurait encore.

Tout enseignement fut d'abord déclaré gratuit. Mais cette innovation ne dura pas longtemps. Dès que les ressources du gouvernement Impérial furent épuisées par les Judéo-Bolcheviks ou plutôt volées par eux et dépensées à l'entretien des camarades communistes de l'univers entier et à l'organisation d'une révolution mondiale, l'enseignement gratuit fut aussitôt aboli. Pour taxer l'enseignement, les élèves étaient partagés en diverses catégories et le prix était perçu en tenant compte de la classe sociale de l'élève. Les enfants d'ouvriers — les prolétaires — étaient exempts de payement ou bénéficiaient d'une taxe minime. Quant à ceux des « bourgeois », ils étaient par-

tagés en plusieurs catégories et le prix de l'enseignement était tellement élevé que personne presque de toute l'ancienne classe intellectuelle ne pouvait le verser; donc les enfants de cette classe restaient sans instruction, ce que désirait tant le régime communiste. Néanmoins le renouvellement des versements pour l'instruction ne contribua point à l'entretien de toutes les nouvelles écoles, et, dans l'impossibilité de subvenir à tous les frais, les autorités furent obligées de fermer un grand nombre d'institutions de tous rangs. Ainsi la montagne accoucha d'une souris.

La fermeture commença dès 1920. Vers la fin de 1922, plus de 70 % des établissements d'instruction entretenus au compte des ressources locales furent fermés; ce nombre comprenait 28.000 salles de lecture et 46.000 écoles (486). Le nombre des illettrés augmentait avec une rapidité vertigineuse; ainsi dans la région de l'Oural 12.500.000 habitants, dont 5.500.000 d'adultes, demeurèrent complètement ignorants (589).

Le congrès de toute la Russie réuni pour y liquider l'ignorance reconnut que, parmi les habitants âgés de quinze à cinquante ans, la moitié étaient illettrés (dont 27 % d'hommes et 73 % de femmes); parmi les Jeunesses communistes, le pourcentage des illettrés était de 25 à 30. Quant aux 57.000 associations formées pour liquider l'ignorance, il n'en resta que 845 en 1923 (674). L'ignorance règne à la campagne et les dernières écoles seront sans doute fermées bientôt. Les *Izvestia* avouaient que le personnel de l'administration ne comptait qu'à peine 5 % possédant une instruction supérieure, 16 % avaient fini l'école secondaire et le reste rien que l'école primaire (518). Malgré cela et bien qu'une moitié des candidats au parti communiste fût, en 1924, presque illettrée et l'autre moitié ne fût pourvue que d'une instruction primaire (1.027), tous les efforts des instituteurs et parents pour être autorisés à instituer des écoles secondaires à leurs propres frais ne subirent qu'un échec complet (S. W. 60).

Dans son rapport, Lounatcharsky indiquait que l'ancien effectif de 6.800.000 élèves dans les écoles était tombé en 1923 à 4.200.000 en raison de la fermeture de celles-ci faute d'argent. Les frais déboursés par ces établissements d'enseignement n'atteignaient que 12 % des frais déboursés dans le même but par le gouvernement Impérial (546). En mai 1923, 2.430 écoles furent encore fermées et 75 % des enfants demeurèrent sans instruction.

Nous pouvons juger la matière de l'enseignement par les sujets de composition donnés aux écoliers de douze ans. En voici quelques-uns : « La Nuisibilité des Propriétés Foncières », « L'Exploitation du Travail par le Capital », « L'Insolvabilité des Croyances Religieuses au point de vue de la Science », (914), « La Guerre Impérialiste et les Causes dont elle surgit », « La Vie, le Centre Administratif » (1.601). Quant à faire apprendre à lire on n'y prêtait point

beaucoup d'attention; l'historien bolcheviste Pokrovsky fut obligé d'avouer que les enfants des écoles impériales connaissaient, au bout de quatre ans d'études, à fond l'ancienne orthographe, tandis qu'à présent, malgré l'institution d'une orthographe simplifiée, ils sont, après sept ans d'étude, complètement ignorants (1.540).

Les calculs des éditions soviétiques établirent que 100.000 instituteurs manquaient en 1926 (1.419). Mais les écoles demeurèrent ainsi que leurs instituteurs dans un état lamentable. L'administration était confiée à des groupes mixtes formés de professeurs, d'élèves et de domestiques dirigés par des commissaires-communistes; ceux-ci étaient des gamins remplis de suffisance qui introduisirent l'espionnage, les dénonciations, la provocation (Den. V; Doc. com. d'enq.).

Conformément aux indications de la *Pravda* et des *Izvestia*, l'instruction et le corps d'enseignement offrent aujourd'hui le tableau suivant : pendant douze ans les écoles n'ont subi aucune réparation; 40 % ne peuvent servir, ne sont point chauffées et les enfants y demeurent affublés de leurs chapeaux, pelisses de mouton et bottes de feutre (« valenki »); quelquefois même, ils s'installent dans la pièce de l'institutrice qui, assise sur un poêle et vêtue de haillons, dicte, tandis que les élèves, accroupis par terre dans une saleté épouvantable, écrivent à la craie sur le plancher ou sur les murs (*Mémoires contemporains*, XXIII<sup>e</sup>). Pour enseigner à lire et à écrire, les instituteurs ruraux sont souvent obligés de tracer l'alphabet sur la neige en hiver et sur la terre poussiéreuse en été (3.398).

Encre et crayons manquent. L'encre est fabriquée par les élèves eux-mêmes et tirée du jus de la canneberge et de celui de la betterave; les vieux registres de naissances, les listes fiscales servent de cahiers. Les lieux d'aisances se trouvent sous la fenêtre devant l'entrée. Les instituteurs, misérablement rétribués, meurent de faim; d'ailleurs leurs maigres émoluments leur sont distribués en retard ou ne le sont pas du tout, grâce à quoi ils souffrent d'une indigence extrême, mendient, allant d'une maison à une autre. En été les instituteurs hommes se placent comme ouvriers et les femmes dans la couture.

Malgré une légère augmentation des salaires, en certains endroits, depuis janvier 1925, cette augmentation ne fut point ressentie; les instituteurs n'étaient jamais payés à temps ou l'étaient en obligations de divers emprunts impossibles à vendre ou à engager n'importe où. La distribution des salaires était transmise aux autorités locales et celles-ci ne faisaient que réduire le nombre des instituteurs, dans une proportion qui allait jusqu'à un professeur pour 180 élèves. Un seul cahier et deux crayons étaient livrés à certaines écoles par semestre.

La *Pravda*, en 1927, donne la description suivante de l'école : « Sombre et froide, pleine de poussière et de suie, les murs décrépis et les fenêtres pleines de fentes, décorés de littérature ignoble, tel en est l'intérieur. La chambre de travail ressemble à un hangar aban-

donné, on étudie plutôt debout, l'instituteur à l'air d'un martyr; la température y est de 1°, 2° au-dessous de zéro; l'encre gèle, le chauffage ne fonctionne pas. Un besoin terrible se ressent dans les livres et les manuels scolaires. Les livres d'étude manquent. La situation pécuniaire des maîtres et des élèves est terrible. »

Les instituteurs furent obligés de comparaître aux congrès communistes; ils arrivaient souvent à pied du fond de la Sibérie, faisant des milliers de lieues en plusieurs mois; ils devaient aussi voyager, quoique sur des parcours moins longs, pour aller chercher leurs salaires et des semences pour leurs champs. Au moment des déplacements, il leur arrivait de marcher 150 lieues, usant leurs dernières chaussures qu'ils remplaçaient en s'enveloppant les pieds de bouts de paille et de chiffons. Les maîtres d'école devaient s'intéresser aux affaires sociales et montrer leur dévouement à la révolution d'octobre; ils étaient mobilisés pour toutes sortes de travaux de comptabilité, pour remplir des fiches dans les congrès, pour tenir des cours, travailler dans les coopérations, organiser des meetings, régir les théâtres, diriger des chœurs, lire des rapports antireligieux, participer à des spectacles sacrilèges, enfin pour percevoir les impôts chez les paysans (1.138). Toutes ces fonctions étaient remplies gratuitement et le moindre refus, la moindre protestation suivis de dénonciations.

Les instituteurs étaient occupés dix-huit heures par jour sans rétributions supplémentaires (1.673) et, malgré un surmenage pareil, leurs salaires (d'après le rapport de Lounatcharsky) ne constituaient que 47 % de ceux d'avant guerre (Troud 1.669).

Un nouvel établissement, Gous (Conseil des Savants de l'Etat), fut inauguré pour forcer les professeurs à enseigner sur de nouveaux programmes communistes empruntés soi-disant aux « méthodes de l'étranger ». En réponse aux déclarations que, dans les conditions actuelles — livres et manuels manquant et les méthodes étant inconnues — cet enseignement devenait impossible, les rébarbatifs étaient renvoyés sur-le-champ pour avoir incompris « les méthodes modernes ».

On procédait aux déplacements des maîtres d'école d'une localité à une autre (ces déplacements se faisant à pied) pour les raisons les plus baroques conformément à « l'ordre élaboré » ou pour des « causes urgentes » ou simplement « pour absence d'autorité sur les élèves ». Ainsi, dans un district qui contenait 400 instituteurs, 156 déplacements avaient été effectués dès le début de l'année; les « inspecteurs » agissaient au gré de leur bon plaisir, séparant exprès les maris des femmes. En général, les malheureux étaient traités sans cérémonie; à pied on leur faisait faire de vingt-cinq à trente lieues pour venir en ville pour de soi-disant « informations secrètes » se bornant en réalité à des bagatelles. Par exemple une pauvre institutrice ayant fait quatorze lieues à pied n'avait été invitée que pour donner un renseignement sur « la grandeur du potager de l'école ». Lorsqu'elle reprocha

cet ordre au gamin arrogant qui était son chef, celui-ci la congédia en criant : « Camarade, ne vous oubliez pas avec moi. » La pauvre femme, à bout de forces, ne pouvait refaire la même route et un villageois qui passait la fit monter dans sa charrette (*Mémoires contemporains*, XXIII). Une vieille institutrice fut renvoyée pour avoir incompris « les méthodes de l'étranger » ; une pension de 4 roubles (50 fr.) lui fut allouée dont elle ne reçut que la moitié, et quand la malheureuse se mit à ramasser des chiffons et à faire des chapeaux, ces misérables deux roubles lui furent enlevés sous prétexte qu'elle s'occupait de commerce et une dénonciation fut faite au fisc pour lui faire payer son droit de place. Dans la région de Stavropol, une maîtresse d'école fut appelée à la milice et, convoyée par un gamin, expédiée chez le médecin, auquel l'ordre était donné de « procéder immédiatement à une expertise médicale sur l'institutrice V... atteinte à ce qu'il paraît d'une maladie vénérienne ». Sous menace de perdre sa place, elle dut se soumettre à l'affront, et le médecin la déclara saine.

Le régime communiste ne se gêne point non plus pour arrêter des maîtres d'école et les déporter par centaines, les accusant de « ne point sympathiser au gouvernement soviétique » (979) ; en Arménie, par exemple, des instituteurs étaient expulsés par centaines « pour sympathiser aux partis socialistes et au reste de la bourgeoisie » (1.16 O).

En 1924, une commission spéciale fut constituée pour réorganiser les écoles secondaires. Une refonte de tout l'enseignement secondaire fut décidée tendant à séparer les petites classes des grandes (960), à supprimer ensuite ces dernières (941) ainsi que les écoles de gradations supérieures qui seraient remplacées par des cours préparatoires permettant d'entrer tout de suite dans les établissements d'instruction supérieure. Comme l'entrée de ces établissements n'était réservée qu'aux enfants des prolétaires, il en résulta que l'école secondaire nouvelle n'admettait aussi que cette catégorie. Nous tenons donc de cette réforme le secret qui était de priver les enfants de la bourgeoisie et des classes intellectuelles de tout enseignement en général. Les professeurs des écoles secondaires réformées devaient appartenir au parti communiste et être choisis parmi les « rabfak » (étudiants communistes à la faculté ouvrière) ayant terminé leurs cours, cela dans le but d'accélérer l'enseignement des branches politiques et des doctrines communistes. Les anciens professeurs devaient en conséquence être mis à la porte et le corps d'enseignement subir une nouvelle dévastation (960).

Les résultats de la nouvelle école secondaire ne tardèrent pas à se faire sentir. La *Pravda* (276) déclarait que chaque école avait son système et ses méthodes, d'où il s'ensuivait forcément qu'une ignorance totale sévissait dans l'orthographe, le style, les mathématiques. Aussi, parmi les 10.000 élèves des écoles secondaires présentés pour leur examen d'entrée dans les écoles supérieures, plus de 60 % échouèrent.

Les deux dernières années (1928-1930) ne nous apportent, hélas ! aucune consolation. Des nouvelles générations d'ignorants se préparent. L'instruction n'appartient qu'aux communistes et aux riches juifs. La dépravation systématique des malheureux enfants continue.

## CHAPITRE V

## LES ETUDIANTS ET LES ECOLES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

La jeunesse étudiante en Russie doit être divisée en plusieurs catégories : en plus des « coursants » (les élèves des cours militaires) il faut compter les étudiants, élèves des quasi-universités, et les « rab-fakovetz », élèves des universités prolétariennes. Aucune préparation n'est nécessaire pour s'inscrire dans cette dernière catégorie et devenir auditeurs des facultés ouvrières; tout ouvrier, même illettré, y est admis et y porte le titre d' « étudiant ». En 1923, plus de 800.000 étudiants, y compris ceux des « rabfak », furent enregistrés en Russie. Il est évident que les élèves des « rabfak » recevaient un enseignement essentiellement communiste et seuls les principes communistes nécessaires pour soutenir le pouvoir leur étaient inculqués.

Une norme d'étudiants de chaque nationalité fut établie dans les écoles supérieures; les Juifs bénéficiaient de 70 %, le reste (Russes, Petits Russiens, Tartares, Allemands, etc.) n'étaient admis qu'au nombre de 30 % (656). Mais en réalité toutes les écoles supérieures à Moscou contenaient en 1922 déjà 80 % de Juifs (761). Une université fut encore fondée à Moscou pour les Juifs, les Polonais, les Lettons et les Roumains; en décembre 1922, elle contenait 123 Juifs, 17 Lithuaniens, 111 Polonais; 76 % de ces étudiants étaient communistes (491). Quant à Petrograd, une université communiste y fut inaugurée pour préparer des ouvriers-propagandistes destinés aux milieux ouvriers et à la minorité nationale; elle comprenait neuf secteurs — juif, roumain, esthonien, polonais, allemand, lithuanien, deux secteurs lettons (à Moscou et à Petrograd), finlandais. Ces secteurs remplacèrent les écoles centrales du parti qui existaient auparavant (700). Le 7 août 1925, la première promotion de 200 propagandistes, agitateurs ou organisateurs (selon leur spécialité), eut lieu; ils furent envoyés en Extrême-Orient, en Asie et en Afrique (Rev. 25, 226). Les cours supérieurs pour les étudiantes à Moscou reçurent le nom de 2<sup>e</sup> université d'Etat et l'effectif des auditeurs fut mixte, mais toujours de même nationalité, ne contenant que des Juifs (761),

Lorsque les Juifs-Bolcheviks furent contraints aussi, par le déficit de l'Etat, à supprimer l'instruction gratuite dans les écoles supérieures, les familles prolétariennes y furent chargées de versements les plus minimes; les Juifs-communistes et leurs familles en furent tout à fait exempts; les familles des classes intellectuelles et bourgeoises durent verser des sommes si élevées que toute une génération de jeunes gens fut privée de toute possibilité de s'instruire, étant donné que les anciennes familles bourgeoises pouvant effectuer ces paiements étaient fort peu nombreuses.

Cette situation ne pouvait durer longtemps et, en 1920-1921 déjà, les établissements d'instruction se réduisirent peu à peu. Le fameux Lounatcharsky dut avouer que, sous l'influence de l'enthousiasme révolutionnaire, un assez grand nombre d'écoles supérieures furent fondées, mais presque toutes durent fermer leurs portes en 1923; vers cette époque, 49 écoles supérieures avaient été fermées et 24 réduites considérablement, « leur mode d'existence étant détestable », leurs élèves étant transférés dans d'autres établissements scolaires. Malgré cette mesure, on songeait encore à supprimer d'autres écoles (576). C'est ainsi que l'Institut Polytechnique, l'Institut Electro-technique furent liquidés à Petrograd, ensuite une faculté à l'Ecole Polytechnique d'Omsk, de Smolensk et de Iaroslavl; l'Institut Pédagogique à Twer, etc. (981). Au cours des années 1923 et 1924, en raison de la réduction des ressources pour l'entretien des écoles supérieures, ces dernières, y compris même les facultés de médecine, se fermaient continuellement (908). Il est évident que toutes les écoles spéciales comme par exemple les instituts ruraux le furent en premier lieu (101, 947). En raison de ces fermetures des milliers d'étudiants étaient jetés dehors. En 1924, 47.000 étudiants furent congédiés à la fois (947). Il faut ajouter que seuls les élèves non communistes étaient abandonnés ainsi sans études, alors que les communistes étaient transférés dans les écoles voisines (S. W. 44).

Au début de 1926, Lounatcharsky publia une circulaire prescrivant la réduction d'un tiers du corps enseignant et des étudiants inscrits dans tous les groupements et établissements scolaires entretenus au budget du « Narkompros » (commissariat de l'Instruction publique). Les édifices scolaires ne devaient subir des réparations qu'en cas d'extrême urgence et ne constituer que 45 % du devis (1.125). Et en 1926 il fut proposé à toutes les écoles supérieures d'abolir leurs chaires de langues étrangères (1.666).

Cette réduction des écoles supérieures fut entraînée non seulement par des considérations financières. Le pouvoir communiste se souciait aussi et surtout d'y réduire les éléments « bourgeois ». Effectivement, pour y procéder, des mesures furent prises de longue date déjà, dont en premier lieu la perception de revendications scolaires excessives dans ces familles; depuis 1923, on pratiqua surtout le « curage » de



l'effectif des élèves composant ces établissements scolaires, c'est-à-dire l'expulsion de tous les étudiants de nationalité russe et d'extraction non prolétarienne.

Il faut savoir que toutes les écoles supérieures, « les Vouz », n'étaient point assez sûres au gré du régime judéo-soviétique et se composaient pour la plupart d'éléments oppositionnaires issus de la classe intellectuelle. A un congrès d'ingénieurs à Petrograd, ceux-ci demandèrent en premier lieu de leur accorder les droits élémentaires de l'homme; à quoi Apfelbaum (Zinovief) répondit par un discours au congrès du parti communiste déclarant : « Nous ne leur accorderons (aux intellectuels) aucune concession politique; quant à leurs droits, ils ne les veront pas plus que leurs oreilles qu'ils ne peuvent voir sans glace. » C'est pourquoi le « curage » poursuivait le but d'écarter des « Vouz » les restes des milieux intellectuels russes pour n'y laisser que des enfants de prolétaires moins préparés et moins développés ne pouvant, leurs études finies, occuper par suite des postes importants. Naturellement le « curage » ne touchait point les établissements d'enseignement supérieur cités plus haut, réservés à d'autres nationalités; car le pouvoir judéo-soviétique entourait de méfiance seuls les étudiants russes.

Enfin, hormis la réduction du nombre des établissements scolaires et le « curage » de leur effectif, de nouvelles conditions d'adhésion furent encore établies : les étudiants devaient être recommandés par les syndicats professionnels et d'autres institutions prolétariennes. Toutefois, ces groupements ne donnèrent qu'un faible contingent d'élèves et les écoles supérieures restèrent presque vides. Sur 1.600 places vacantes à l'Université de Petrograd, 148 candidats des syndicats se présentèrent seulement; sur 300 places à l'Institut des Ponts et Chaussées, les syndicats n'en remplirent que 35; sur 250 places à l'Institut Forestier, 47 (447). Nous pouvons juger de ce que valent les élus des syndicats par la déclaration de Khodorovitch, remplaçant le commissaire d'Instruction publique. D'après lui, les postulants devant être interrogés sur la haute algèbre et les mathématiques spéciales ne possédaient aucune connaissance sur l'algèbre élémentaire; le niveau d'instruction générale était si peu élevé que des étudiants sur le point de terminer leurs études ignoraient l'existence de la ville de Batoum et cherchaient les montagnes de l'Oural dans les environs de Petrograd (960).

L'ignorance stupéfiante des candidats aux universités contraignit même le gouvernement judéo-soviétique à réfléchir à ce sujet. En 1926, des commissions examinatoires furent instituées qui reconnurent que, parmi les 5.142 candidats s'étant présentés aux épreuves, 20 % seulement étaient passablement préparés; le développement général était lamentable; les devoirs écrits comptaient 50 % de notes insuffisantes et ainsi de suite (1.906).

Si à présent, grâce à ces commissions, les candidats étudiants sont tant soit peu sélectionnés, il n'en était pas ainsi durant les années pré-

cédentes lorsque l'accès était ouvert à des jeunes gens à peine instruits; et aujourd'hui que ces derniers ont terminé leurs études, nous voyons une masse d'ignorants et d'éléments inutiles faire leur carrière et occuper tel ou tel emploi sous l'étiquette trompeuse de « spécialistes ».

Quant au « curage », il s'effectuait avec une férocité implacable, il suffisait qu'un étudiant soit fils de prêtre, de commerçant, etc. (1.102), pour être expulsé.

Il arrivait même que des étudiants prêts à terminer leurs cours et à passer leurs derniers examens étaient exclus (963) quelquefois à la veille des épreuves. Ce fut le cas de l'étudiant Lensky, qui se suicida alors, et de trois autres étudiants de Kazan (S. W. 69). Les expulsés ne recevaient aucun certificat et une interdiction formelle était faite de leur délivrer toute copie de documents universitaires (962). Les étudiants étaient renvoyés par dizaines de milliers; en Ukraine seulement il y eut 42.000 expulsions en l'espace de deux « curages » (922); le curage s'appliquait surtout dans le Midi, où 40 % furent exclus (*Pravda*, n° 131) de l'Institut vétérinaire rural du Don; 49 % d'étudiants subirent le même sort à Simferopol; 21 % en Sibérie (S. W. 61); à Minsk, sur 800 jeunes gens, 230 étaient renvoyés (S. W. 61) et à l'Académie Pétrowsk on supprima plus de 50 % des places vacantes (654).

Il était interdit aux étudiants exclus de demeurer dans la ville où ils séjournaient et ils étaient tenus de se rendre dans leur pays natal (1.057). C'est ainsi qu'en raison de la réduction des places vacantes à l'Université de Moscou en 1924 1.400 étudiants furent arrêtés et expulsés de la ville (933).

Par ordre du G. P. U., les étudiants exclus étaient expédiés de force dans leur pays d'origine; on procédait à leur arrestation, on leur faisait faire leurs bagages et on les conduisait en prison sous escorte; là, ils étaient rassemblés par groupes de cent, accompagnés dans la nuit aux stations de chemin de fer et déportés par milliers en Sibérie (S. W. 61). Profitant de ces conditions et se vengeant de la révolte géorgienne, le gouvernement soviétique faisait arrêter en 1924, à Moscou, les étudiants du Caucase et les intellectuels géorgiens et les déportait dans la région de Iakoutsk (1.023). Les demandes adressées par ces étudiants « curés » dans le but de se faire délivrer des passeports étrangers pour terminer leurs études demeuraient lettre morte, quoique affluant par milliers (1.027).

C'était tellement naturel puisqu'une autorisation aux éléments indésirables pour accomplir leur instruction ne faisait point partie des programmes juifs.

Bien souvent le « curage » devenait outrageant; tous les élèves des écoles municipales à Moscou ayant témoigné dans leurs feuilles de déclaration qu'ils possédaient à la maison un piano furent exclus sur-le-

champ (945) comme « bourgeois ». Résultat du « curage » — 270 étudiants exclus se suicidèrent en un jour, en 1924 (985).

De plus, le pouvoir judéo-soviétique établit en 1924 une nouvelle classification des étudiants pour les revendications scolaires; ceux qui seraient recommandés par des cellules communistes constitueraient le parti prolétarien et le reste appartiendrait à la catégorie des « bourgeois ». Les premiers profiteraient d'un enseignement gratuit et les versements des seconds seraient augmentés jusqu'à 15 tchervonetz annuels (1.875 fr.), cette augmentation devant être perçue pour le semestre passé et les retardataires aux versements exclus dans les quinze jours. Comme dans les conditions actuelles personne parmi les étudiants ne pouvait payer immédiatement ces 150 roubles, cette nouvelle prescription entraîna une nouvelle expulsion en masse des élèves dans les écoles supérieures, but poursuivi par les Juifs (953).

Toutes ces mesures bolchevistes se heurtaient à l'irritation et au mécontentement des étudiants. Le G. P. U. concevait parfaitement la disposition de leurs esprits et effectuait avec acharnement des arrestations parmi les étudiants dans des villes aussi centrales que Moscou et Petrograd dont les prisons étaient comblées d'étudiants en juin 1927 (S. W. 40). La déportation à Solovetzk (947, 956), dans les prisons des départements d'Arkhangelsk et de la Sibérie (1.097) se pratiquait également; enfin on avait même recouru aux exécutions (956) et aux tortures (1.023).

Les étudiants déportés étaient livrés à la merci des autorités locales qui enfermaient les exilés dans les prisons, les traitaient grossièrement et châtiaient toute infraction aux règles de la prison, par des tortures. La garde insultait les victimes et les frappait cruellement, quelquefois jusqu'à ce que mort s'ensuive (1.619). Un grand nombre de déportés ne pouvant plus supporter cette existence y mettaient fin par le suicide (956).

En 1925, on inventa un nouveau prétexte d'expulsion pour « ignorance politique »; à Kiew, 777 étudiants furent renvoyés après décision d'une commission ayant établi que, sur 2.500 élèves, 120 seulement étaient membres du parti communiste et tous les autres d'extraction non prolétarienne (1.173). Enfin, se méfiant aussi des jeunes gens de l'Université Communiste, les autorités procédèrent en 1925 à des perquisitions, arrestations et déportements, même parmi ce qui constituait, à leur point de vue, l'élite de la jeunesse russe (1.234).

En 1924, après la campagne contre les étudiants, on expulsa aussi un grand nombre de professeurs « bourgeois ».

Beaucoup d'écoles supérieures furent fermées à Moscou en 1925 et les étudiants invités à quitter dans les vingt-quatre heures les « maisons d'étudiants » sous peine de déportation et d'interdiction de séjour (1.339); en même temps, une somme d'un million de roubles-or fut assignée au profit de l'Université juive en Palestine (1.324) et 500.000

roubles-or à l'Université chinoise de Pékin (1.666). A Moscou même, une université chinoise fut inaugurée dont Stantcheff (pseudon. Rakowsky) remplacé ensuite par Sobelson (pseudon. K. Radek) (1), devint le recteur; une chaire juive fut établie à l'Institut Pédagogique de l'Université de Moscou (1.124); une section juive fut aussi inaugurée à l'Académie des Sciences en Ukraine pour composer un dictionnaire académique juif et pour l'édition de travaux d'auteurs juifs (1.721). 50 % des étudiants se virent expulsés de l'Université de Petrograd et 47 % de celle de Moscou; ces malheureux étaient littéralement jetés dehors, car ils se trouvaient dans un cercle vicieux; ils ne pouvaient être admis à aucun emploi sans un billet des syndicats professionnels et le droit de s'y inscrire n'était réservé qu'à ceux qui travaillaient dans quelque établissement (1.222).

Les communistes seuls demeurèrent dans les universités, tous à moitié ignorants, car, pour ne citer qu'un exemple, l'accès de la Faculté de Médecine était ouvert à quiconque avait travaillé pendant un an comme infirmier (1.222).

Néanmoins cette répression du gouvernement judéo-soviétique ne lui apporta point de résultats efficaces; le mécontentement augmentait parmi les étudiants. En 1926, un groupement politique fut découvert à Moscou, à l'Académie Pétrovsk; il s'ensuivit que des arrestations en masse eurent lieu parmi les étudiants et les ouvriers (1.535). Les élèves de l'Université de Moscou exigeaient la suppression des réductions de leurs bourses au profit du parti communiste et de diverses organi-

(1) K. Radek (dont le véritable nom juif est Sobelson) fut exclu dans le temps du parti socialiste-démocrate pour avoir volé un pantalon et une montre à un de ses camarades-étudiants; Bebel l'avait surnommé vermine horripilante. Vers la fin du siècle passé, il fut mis en prison à Varsovie où il apprit le russe; il était de provenance autrichienne, de Cracovie, où son père tenait une maison de tolérance; dans le parti on l'appela Kradek (du verbe russe « voler » — kraste).

Rakowsky, dont le nom roumain est Stantcheff, arriva à Pétrograd en 1917, sortant directement d'une prison roumaine, et se mit à travailler au profit de l'Internationale et de l'Allemagne, recevant pour sa peine 1.000 marks par mois (993). Ensuite, comme chef du gouvernement soviétique, il dirigea la Tchéka de Kiew en 1919, fusilla tous les accusateurs (au nombre de cinq) du procès Beylis, liquida la révolte de Kourenewka, lorsque 300 personnes furent tuées. Au mois de mai, sur l'ordre de la terreur rouge, on exterminait tous les détenus dans les prisons de la Tchéka et ensuite on cherchait dans l'annuaire les noms des membres du club des nationalistes qui furent tous fusillés par décision d'une commission composée de Rakowsky, Lachkevitch et Mouratoff. En août, Rakowsky, Petrovsky, Latzis, Peters et Mogoulsky fondèrent des « commissions épuratives » et, la nuit du 29 août, 127 personnes furent tuées... Le lendemain, les Juifs-Bolcheviks abandonnèrent Kiew sous l'offensive de l'armée blanche. Rakowsky a sur sa conscience plus de 1.000 exécutions, sans compter les victimes des pillages et des agressions. En 1919, durant les sept mois de leur séjour à Kiew, les Juifs-Bolcheviks avaient pillé 80.000.000 en or et objets de valeur, 800.000.000 de titres de rente. De même que les 130.000.000 de la Tchéka, les 29.000.000 du compte du G. P. U. et les millions de contributions sur Kiew, le fruit du séjour à Kiew des Bolcheviks alla dans les poches des chefs et Rakowsky en eut sa part (1.080).

sations sociales : la moitié presque des bourses s'en allait ainsi en « déductions » (1.743).

Toutefois, le but principal poursuivi par les Juifs-Bolcheviks fut obtenu; le « curage » des écoles supérieures apporta de brillants résultats : l'effectif des universités de Kiew constitua 97 % de Juifs et 3 % seulement de chrétiens (S. W. 88); à l'Université de Minsk, les deux tiers des élèves furent des Juifs (1.154); dans toutes les écoles le nombre des élèves fut réduit, la jeunesse jetée dehors et toutes les places occupées par des Juifs (1.052).

Aussi est-ce une outrecuidance insolente de la part du pouvoir judéo-soviétique d'avoir invité en 1926 des chefs arabes à visiter la Russie et d'avoir offert à leurs étudiants de remplir pendant quelques années des places libres dans les écoles supérieures russes pour s'y instruire à la place des Russes (1.638).

La situation pécuniaire des étudiants est désastreuse. La majorité souffraient et souffrent toujours de privations, car le gouvernement soviétique n'accorde des bourses qu'à 25.000 étudiants communistes (le nombre des étudiants, ceux des « rabfak » ci-inclus, étant de 800.000), mais ces bourses sont si médiocres que l'argent d'un mois suffit à peine pour vivre une semaine (544). En décembre 1922, Lounatcharsky déclara au congrès communiste que les étudiants demeuraient sans nourriture et chaussures, souffraient du froid, manquaient de gîte et que leur situation même à Moscou était effroyable (496).

Déjà, en 1923, les *Izvestia* avouaient qu'une épidémie de suicides était enregistrée à Moscou parmi les étudiants, ces suicides étant la conséquence des conditions pénibles d'existence : la faim, chambres froides et humides, manque de secours quel qu'il fût (573). L'année suivante, les *Izvestia* (n° 258) décrivaient en ces termes les communautés des étudiants : dans les salles, on ne voit ni table, ni chaises, ni tabourets, ni lits; des hardes sont rangées sur le plancher, le long des murs; une petite pièce est occupée par cinq, quelquefois même par dix personnes. Les boursiers ont 7 roubles 80 kopeks par mois; ils payent 3 roubles pour le dîner, 1 r. 60 pour leur logis et il ne leur reste que 3 r. 20. Ils ne vont que rarement au bain, manquant d'argent pour le payer.

Mme Ioker, secrétaire du fonds de secours aux affamés de la Russie, certifie que les établissements d'enseignement supérieur regorgent de jeunes gens affamés et mal vêtus dont beaucoup gagnent leur vie en vendant des cigarettes dans les rues et couchent dans les gares, n'ayant aucun abri (6.571). Le substitut du commissaire de l'Instruction publique (camarade Khodorovitch) résume dans la *Pravda* ses conclusions sur la situation des milieux étudiants : les étudiants sont souvent au bord de la misère, un quart de leur nombre bénéficie de bourses bien maigres, le reste doit subvenir à ses besoins par un travail pénible; les bourses n'étant pas suffisantes non

plus, leurs détenteurs travaillent aux chargements de colis dans les ports et gares et passent les nuits à étudier — ces privations engendrant les plus graves maladies (960). Même situation les années suivantes.

En 1926, 1.083 élèves de l'Université de Moscou manquaient de gîte, couchant soit chez des camarades, soit dans des asiles de nuit, soit dans les gares (975). Ils louaient parfois la partie d'une pièce occupée déjà par quatre à six locataires, ne mangeaient de la nourriture chaude que deux à trois fois par semaine; 600 étudiants travaillaient comme gardiens de nuit et portiers ou ramassaient les ordures dans des camions (1.406). Dans les faubourgs de Moscou, dans le corps de logis d'une fabrique, vivaient des centaines d'étudiants et d'étudiantes : 600 personnes se servaient d'un seul cabinet de toilette et de quelques lavabos; depuis l'été, les planchers n'avaient pas été lavés; la saleté était effroyable; on couchait l'un sur l'autre par terre, sans lits, ni matelas. Jusqu'à 1.500 étudiants manquaient même d'un pareil abri. Tel est le communiqué de la *Pravda des Jeunes communistes* en décembre 1927 (*La Russie*, n° 10).

A Odessa, dans la communauté des étudiants, tous les corridors et réduits furent transformés en dortoirs; pourtant des places manquèrent toujours et 700 jeunes gens n'avaient pas où s'abriter et couchaient dans les gares, sur les boulevards, dans le port.

A l'Université de Smolensk, en 1927, nous voyons 32 jeunes gens logés dans quatre pièces; les chambres furent reconnues inhabitables; le tiers des étudiants manquaient de draps de lits et neuf d'entre eux de couvertures. Ils prenaient une portion de dîner pour deux; dix jeunes gens ne dinaient que de temps en temps et neuf se nourrissaient de pain et de thé; les effets et le linge grouillaient de poux (1.851). Même à Petrograd, en 1927, on constatait que quelques centaines d'étudiants allaient coucher dans les asiles de nuit (2.002).

En dépit de tous les efforts du gouvernement judéo-soviétique, un pourcentage considérable d'étudiants « indésirables » se maintient quand même, à l'aide de toutes les ruses, dans les écoles supérieures. Naturellement tous sont les ennemis des communistes et le travail antibolcheviste se poursuit malgré la perspicacité juive et pénètre jusque dans l'armée rouge.

Les autorités judéo-soviétiques, dans leur méfiance, durent soumettre à la détention tout le personnel du bureau d'une cellule communiste formée à une des facultés de l'Ecole Polytechnique et le condamner à la réclusion solitaire (1.635).

Afin d'engendrer la discipline parmi les étudiants, une nouvelle loi prescrivit l'exercice militaire dans tous les « Vouz »; les étudiantes y étaient soumises aussi. Les étudiants devaient faire leur séjour aux camps d'instruction, les étudiantes en étaient exemptes et avaient à travailler dans les établissements militaires de l'arrière; en cas de

guerre elles devraient remplir les fonctions d'ingénieurs, médecins, etc. (1.602).

Quant aux élèves des « rabfak » (facultés ouvrières), le régime communiste y trouva de précieux auxiliaires pour effectuer des arrestations, des rafles, etc. Il arrivait fréquemment que des « coursants » (élèves des écoles militaires et communistes) et des élèves des « rabfak » étaient expédiés comme renfort aux agents du G. P. U. (S. W. 51). Ces jeunes gens exécutaient volontiers les fonctions de gendarmes et se comportaient en véritables tchékistes durant les perquisitions et arrestations (923). En même temps, ils remplissaient le rôle d'espions parmi les autres étudiants (809). D'un autre côté il leur arrivait de participer à des manœuvres d'un caractère différent. Ayant reçu leurs billets de communistes et étant préservés ainsi de la méfiance du G. P. U., certains étudiants ouvriers se détachaient peu à peu des communistes et se joignaient au reste des étudiants pour opposer une résistance aux mesures soviétiques dirigées contre les étudiants. C'est ainsi que, grâce aux efforts réunis des deux groupes d'étudiants, toute la commission de cinq membres formée pour contrôler l'effectif des étudiants fut égorgée à Moscou. L'enquête établit qu'une « dizaine » élue parmi les étudiants avait été chargée d'accomplir cet acte; la dizaine contenait quatre communistes, mais aucun nom ne fut découvert. Ne parvenant pas à connaître les coupables, le gouvernement déporta 200 étudiants qui lui étaient suspects à Solovki; les autres qui avaient été expulsés après le « curage » furent renvoyés de Moscou dans les quinze jours et expédiés dans les villes d'origine.

Enfin, il existe encore une variété d'étudiants dénommés « les sverdlovitz ». Ce sont les élèves d'une université de Petrograd inaugurée en mémoire du Juif Sverdloff, le meurtrier de la Famille Impériale. Ils constituent la partie la plus brutale et la plus dépravée des étudiants soviétiques. Très ignorants, ces étudiants n'en sont pas moins protégés particulièrement par le gouvernement communiste. Ces jeunes gens en arrivèrent à organiser à Moscou une bande d'agresseurs qui pillaient les « nepmen » et dévalisaient les églises, emportant les objets précieux; leur chef était le frère du chef de l'administration politique de l'Etat, l'étudiant juif Unschlicht. Par ordre suprême, l'affaire de ces « sverdlovitz » fut étouffée et le chef envoyé à l'étranger, muni sans doute d'un faux passeport.

Voici la description d'une université soviétique, description que nous lisons dans la *Gazette de Lausanne* (VI. 26). « L'université est installée dans une ancienne école diocésaine de filles transformée aujourd'hui en caserne ou en bibliothèque municipale. Des affiches sont collées en masse dans le vestibule, il y a parmi elles des annonces officielles, mais la plupart proviennent de diverses cellules communistes, de sections, subsections, commissions, organisations; devant ces affiches se tiennent des groupes compacts d'étudiants et

d'étudiantes chaussés de bottes, vêtus de costumes de cuir, les cheveux coupés des femmes recouverts de fichus rouges; au fond tous présentent l'aspect d'êtres sans sexe, mais de nationalité clairement définie; l'odeur du tabac est suffocante. A l'intérieur, le long des corridors, gesticulant, croquant des grains de tournesol et fumant, vont et viennent des gens étrangers ne ressemblant en rien aux étudiants de l'Occident — pourtant, tous sont des étudiants : on aperçoit des paysans en bottes, en vêtements de campagne, des ouvriers ayant l'air de soldats rouges, beaucoup de vestes de cuir et surtout une quantité formidable de brocanteurs et de boutiquiers juifs. Lorsque les professeurs entrèrent et commencèrent leurs cours, les gardiennes se mirent à balayer corridors et escaliers couverts de crachats et parsemés de grains de tournesol; des nuages de poussière s'élevaient par toute l'université, les fenêtres n'étant jamais ouvertes depuis une demi-année. Les programmes comme tels sont bons, mais, hélas! parmi les quasi-professeurs de médecine tous ne sont pas médecins; le recteur n'est que vétérinaire. Pourtant, aucun d'eux n'est communiste. En dehors de la médecine, les étudiants sont obligés de suivre des cours de diverses sciences sociales, de l'histoire du communisme, des révolutions, du parti communiste russe et des doctrines du léninisme. »

Le pouvoir judéo-soviétique n'oublie point les étudiants émigrés : dans le but d'y semer les dissentiments et la discorde, ce régime expédie de Russie à l'étranger ses favoris sous l'aspect d'étudiants distribuant des bourses et assurant en réalité la propagande et l'espionnage. Une maison entière est louée pour ces espions à Berlin. Mais, heureusement, le pourcentage des étudiants russes à l'étranger entretenus par le régime judéo-soviétique est presque nul (514).

Pour terminer le tableau, il faut ajouter que, tout en brisant et détruisant les écoles russes, tout en abandonnant avec intention dans l'ignorance les jeunes gens russes et tout en leur interdisant le départ à l'étranger pour y suivre leurs études, messieurs les Judéo-Bolcheviks se gardent bien de soumettre leur progéniture à ce même régime et bien souvent donnent à leurs enfants une brillante instruction à l'étranger. Ainsi le fils de Bronstein (Trotzky) étudiait à Paris sous la surveillance de son grand-oncle Jyotovskiy (ancien banquier à Kiew); le fils de Boudeny fut placé dans un collège anglais et les filles de Krassine sont à Paris brillamment mariées. Le but est toujours le même et toujours implacablement poursuivi.

Enfin, il fut décidé de fonder à Moscou une académie juive, chargée de diriger tout le travail juif en Russie (1.363). Les études commencèrent dans la première université communiste des travailleurs de l'Orient dont Ioffe fut nommé recteur à la place de Sobelson (Radek). Cette université contenait déjà, en 1926, 250 étudiants chinois dont 40 femmes (1.338) (1.42<sup>1</sup>). Un théâtre national juif fut



ouvert à Petrograd, les pièces y étaient jouées en langue juive (1.702). Les régisseurs et acteurs russes et juifs y étaient invités (1.660). A l'Université de Minsk, une section juive fut organisée, les études y étaient suivies en langue juive (1.660). En Russie Blanche, une chaire juive fut établie à l'académie rurale (1.596). A l'Académie ukrainienne des sciences, une chaire de culture juive fut instituée (1.469), et ainsi de suite.

Donc, les maigres ressources sont arrachées au peuple russe mourant de faim et de privations et dépensées sans remords au profit exclusif de la juiverie. D'un autre côté il fut prescrit à toutes les bibliothèques d'exclure tous les livres qui contiendraient des écrits sur la philosophie idéaliste, l'occultisme, etc. Les sections religieuses ne furent autorisées à conserver que des livres antireligieux; les sections politiques et sociales devaient supprimer toutes les éditions de l'ancien régime publiées par des groupements religieux et patriotiques ainsi que tout écrit anticommuniste, antibolcheviste et antirévolutionnaire, jusqu'aux livres qui se déclaraient en 1917 pour une monarchie constitutionnelle, une république démocratique, pour la liberté civile, le droit de vote, enfin tous les livres sur la religion, l'Eglise, l'éducation, tous les manuels scolaires du régime Impérial (*Times*) (1.372).

La malheureuse jeunesse russe, presque entièrement dévoyée par treize années de dépravation, présente un spectacle terrifiant. Absolument dénuée de toutes traditions, de tous principes, de toute moralité, sans idéals ni religion, elle est forcée de végéter dans la pire misère et l'ignorance, sous la surveillance vigilante et la direction odieuse de ses geôliers, les bourreaux de l'infortunée Russie!...

## CHAPITRE VI

## LA CLASSE INTELLECTUELLE EN GENERAL

Notre résumé démontre clairement la méfiance que le régime soviétique apportait à tout ce qui n'était pas en harmonie avec ses conceptions politiques. Il en voulait surtout à la classe des intellectuels vouée par lui à l'extermination. Les intellectuels souffrent et souffrirent dans le courant des années de chômage en Russie; les plus à plaindre étaient les instituteurs et institutrices qui, de même que les médecins, manquaient de travail rétribué et affluaient dans les villes déjà surpeuplées jusqu'à l'encombrement.

L'effectif des intellectuels à Moscou comprenait, en 1916, 2.669 médecins, 670 professeurs, 266 écrivains, 171 ingénieurs de sociétés privées et 2.591 ingénieurs de l'Etat. En 1923, il y avait 4.191 médecins, 1.259 professeurs, 820 écrivains, 759 ingénieurs privés et 4.727 de l'Etat (752).

Naturellement, en dehors de ce qui restait d'intellectuels russes survenus dans les villes en quête de travail, ces chiffres énormes de l'année 1923 étaient constitués d'intellectuels juifs qui accaparaient toutes les places et concédaient aux Russes le droit de crever de faim.

Les cadres des chômeurs intellectuels étaient complétés artificiellement par l'épuration du personnel de divers établissements et d'entreprises ouvrières; cette armée de chômeurs intellectuels mise à la porte comprenait des médecins, des ingénieurs, des avocats, des fonctionnaires (879). Le travail ne pouvait être trouvé que par l'entremise de la Bourse du travail à laquelle le comité central du parti communiste avait prescrit de ne s'occuper que des membres du parti et des Jeunesses communistes ainsi que des soldats rouges, d'où chômage forcé des intellectuels. Au début de leur règne, lorsque les autorités judéo-bolchevistes contraignirent toute la population au travail, il y avait en Russie 7.364.279 employés dont il ne demeura, au 1<sup>er</sup> janvier 1928, que 1.871.172 et au 1<sup>er</sup> avril de cette même année

800.000 seulement; en 1924, 450.000 employés furent encore supprimés et 251.000 sur le budget de 1925. (*La Vie Economique*) (1.142).

Tout en réduisant le personnel et en épurant les établissements soviétiques, les autorités qui en chassaient les intellectuels russes remplaçaient ces derniers par des Juifs.

Les persécutions contre les intellectuels étaient incessantes. Ceux-ci étaient arrêtés, incarcérés, déportés dans des camps de concentration. Les anciens officiers subissaient le même sort, accusés toujours de conspirations (qui n'existaient point en réalité). De même, les condamnés à mort, les déportés se voyaient généralement dépouillés de tout ce qu'ils avaient sur eux. Par exemple, pour se railler une fois de plus des malheureux intellectuels, quarante-deux postes subalternes de l'Académie des Sciences, notamment ceux de gardiens, de portiers, d'ouvriers, de cochers, furent occupés, sur l'ordre des autorités, par des anciens professeurs d'origine non prolétarienne et de hauts fonctionnaires à l'Académie (1.431).

Quels sont donc les salaires des intellectuels? Voici quelques chiffres pour l'année 1925 : un médecin avait 44 roubles (1 rouble équivalant à 12 fr. 50 actuels); un agronome, 43 roubles; un administrateur des eaux et forêts, 24 roubles; un professeur, 45 roubles. (*La Vie Economique*. 1.142). Il arrivait fréquemment qu'un professeur de l'université ne touchait que 28 roubles par mois; un collaborateur des institutions savantes, 18 roubles; un professeur de lycée, 11 roubles; alors qu'un piètre dîner dans les restaurants montait à 6 roubles. Le poud (16 kilos) de farine valait à cette époque 37 r. 60 c. (879). Pour un chef de famille ayant six à sept personnes à nourrir, son salaire suffisait à peine pour se payer une livre de pain par jour (440).

Donc, les intellectuels souffraient et souffrent toujours d'une grande misère : les travaux particuliers manquaient, le service d'Etat devenait inaccessible après « l'épuration », les salaires n'étaient que de 30-40 % ceux d'avant guerre (1.024). Il arrivait même que ces derniers étaient fixés d'une manière outrageante : ainsi, un infirmier recevait deux fois plus que son médecin-chef; un gardien était mieux rétribué qu'un directeur de fabrique et le chien de garde de l'université était mieux entretenu sous l'ancien régime qu'un professeur émérite sous la domination actuelle juive.

Tous les éléments considérés comme antisoviétiques, c'est-à-dire tous les intellectuels, étaient privés des droits électoraux; leur nombre atteignait des dizaines de milliers et formait, en 1927, le quadruple de celui de 1926 (1.732).

Désirant en finir avec les intellectuels et les « bourgeois » et ne les admettant pas à faire partie des troupes, le gouvernement soviétique, en plus de toutes les autres contributions imposées aux intellectuels, promulgua une nouvelle loi à leur usage concernant l'im-

pôt militaire. Cet impôt était perçu de tous les citoyens qui, selon la constitution de l'U.R.S.S., n'étaient pas soumis au recrutement (1.364) et qui en étaient affranchis en vertu de leur origine bourgeoise, mais par suite incorporés à des emplois subalternes dans les troupes (577).

La situation la plus désolante était échue en U.R.S.S. aux savants et aux écrivains non communistes. Un nombre minime parmi eux était assez favorisé pour recevoir du gouvernement une ration alimentaire; ils étaient partagés pour l'alimentation en cinq groupes. Près de 50 savants seulement, d'une renommée universelle, constituaient le premier groupe — le mieux pourvu — tous les cinq groupes comprenant un total de 3.676 personnes. Jusqu'à 800 académiciens étaient portés au troisième groupe. Ceux qui ne faisaient partie d'aucun de ces groupes formaient celui « du zéro » et, pour profiter de leur ration, devaient préalablement faire preuve « d'application et de zèle » en présentant aux autorités leurs travaux littéraires et scientifiques. Toute une armée de fonctionnaires était chargée de réunir des informations sur chaque savant et écrivain avant de les inscrire dans tel ou tel groupe (446).

La classe intellectuelle décroît à vue d'œil, ce qui, d'ailleurs, est le but du pouvoir judéo-soviétique. Si la situation du personnel masculin est affreuse, celle des femmes l'est bien plus encore; ne pouvant trouver aucun travail, les employées soviétiques (au dire d'un collaborateur des *Izvestia*), congédiées au cours des « épurations », se livrent à la prostitution; d'ailleurs, 85 % de celles qui travaillent dans les établissements soviétiques en font de même en raison de leurs maigres rétributions (*Izvestia*, 797).

Des centaines d'intellectuels, des savants furent expulsés de Russie en 1922 par le régime judéo-soviétique, tandis que leurs familles étaient retenues en qualité d'otages. Ce procédé n'avait d'autre but que de dénuer la Russie des restants de la vieille classe intellectuelle et de faire le champ libre à la nouvelle classe « intellectuelle » née dans le courant des années révolutionnaires et constituée de Juifs ou d'Allemands invités à venir travailler en U. R. S. S. En 1922 déjà, des familles juives de professeurs rouges étaient installées dans l'ex-lycée du Tsarévitch Nicolas, à Moscou, à la place des anciens professeurs expulsés à l'étranger.

Malgré quelque semblant d'ordre rétabli ces derniers temps dans la vie municipale, la question des logements pour les intellectuels et les citadins est réglée d'une façon déplorable. Des milliers de familles à Moscou n'ont aucun abri et couchent chez des parents ou des amis : les appartements manquent complètement (1.475). La question des logements est entièrement dans les mains des Judéo-Bolcheviks qui s'en servent pour bafouer une fois de plus les intellectuels. Chaque appartement à Moscou, Petrograd ou toute autre

ville présente un genre de commune que les Judéo-Bolcheviks comblent d'éléments les plus variés. Il arrive que des appartements de sept et huit pièces abritent de onze à douze familles... Ce manque de place et cette promiscuité entre des gens complètement étrangers agissent évidemment sur les nerfs et sur les mœurs. Sur le Volga, on peut rencontrer dans les grandes villes des types qui ont disparu de Moscou; leurs visages paraissent très distingués, alors que leurs vêtements sont faits de vieux sacs; leurs chaussures ne sont que des torchons roulés autour des pieds; ce sont des représentants de l'ancienne classe « bourgeoise »!

Pourtant, malgré tout, les intellectuels continuent à être franchement opposés aux conceptions communistes (1.660).

La terreur systématique exercée contre les éléments cultivés des fabriques, des usines et de tous les établissements provoqua un désarroi de toute la vie économique, ce qui induisit les Judéo-Communistes à atténuer leur ardeur dans la destruction des intellectuels. Ceux qui avaient échappé au massacre général n'étaient que tolérés et toutes les personnes instruites se trouvaient sous une surveillance vigilante et toujours sous la menace d'arrestation ou de déportation. Cette situation terrible, jointe à de dures privations, devait influencer péniblement l'état moral des victimes : les intellectuels, abattus, tombèrent dans un état de complète prostration.

Néanmoins, les Juifs continuent toujours à poursuivre les intellectuels russes; sous prétexte de crise de logement, ils peuplent leurs appartements des éléments les plus douteux (1.621).

Dans ces appartements communs, des femmes de conduite légère, de complicité avec un de leurs camarades de chambre devant servir de témoin, simulaient une liaison avec un locataire quelconque; le tribunal condamnait ce dernier à verser à la femme dont il avait soi-disant abusé le tiers de son salaire jusqu'à la majorité de l'enfant qui naissait de cette prétendue liaison. Après avoir gagné une affaire de ce genre, la femme en partageait le bénéfice avec son complice (F. 27-167).

Chaque locataire avait droit à 13 archines 1/2 (9 mc) de surface, ce qui ne pouvait lui suffire. Aussi un projet fut-il conçu en 1924 de débarrasser Moscou d'une partie de ses habitants, en déportant jusqu'à 200.000 personnes constituées, selon l'expression du gouvernement soviétique, d' « étudiants hospitalisés, de spéculateurs, de voleurs et autres éléments non travailleurs ». (*Pravda*, N° 184).

Dans les faubourgs de Petrograd, une pièce contenait et contient souvent sept à huit personnes et quelquefois vingt. (*Krassnaïa Gazeta — la Gazette rouge*) (1.707). Malgré une prescription publiée en 1926, d'après laquelle une surface supplémentaire était accordée aux citoyens, ce droit ne fut appliqué qu'aux communistes (1.684).

Il est bien naturel que les habitants de Petrograd produisent une

impression pénible sur les étrangers : leur misère, leur expression exténuée et abattue sont frappantes. Jusqu'en 1927, les rues de Moscou grouillaient de misérables, de mendiants, de femmes, tous ayant appartenu à une bonne société, qui demandaient maintenant la charité (264).

Quant aux écrivains soviétiques, selon les déclarations de Lounatcharsky, le régime communiste se proposa d'y pourvoir. Deux lois furent promulguées à leur bénéfice : la première taxait leurs loyers comme ceux des ouvriers ; la seconde leur accordait les mêmes droits qu'à ces derniers pour placer leurs enfants dans des établissements d'enseignement (Rus. 8). Le reste de leur existence ne changea pas et des informations nous parvinrent en 1928 que, parmi les 6.530 professeurs et savants enregistrés en U.R.S.S., 1.240 seulement possédaient une chambre à eux. Parmi les 265 savants les plus éminents, 105 ont leur chambre et les autres couchent dans des asiles de nuit, chez des amis ou dans des appartements communaux. (*Izvestia*, 2.043). 24.524 licenciés en médecine, dont 374 médecins, furent enregistrés, à cette époque, à la Bourse du travail ; on y comptait en plus 17.205 pédagogues sans travail (rapport du camarade Rakouloff) (2.053).

Parmi les intellectuels torturés, on peut trouver aussi des hommes d'élite inspirés des meilleurs sentiments, de véritables ascètes. Nous possédons de faibles détails sur quelques-uns qu'il faudrait signaler et réunir pour servir d'exemple à la postérité. Voici ce que raconte le *Slovo*. Dans les jours sinistres de la terreur rouge, se trouvait parmi les détenus à la prison d'Odessa un vieillard chauve, avec une longue barbe grise lui descendant jusqu'aux genoux. Ce vieillard avait été arrêté un des premiers et ses geôliers lui avaient imposé l'obligation de nettoyer les lieux d'aisances dans la prison. Vêtu d'un pantalon et d'une veste en toile et tenant un seau à la main, il traversait journallement la prison d'un pas gaillard et exécutait consciencieusement sa besogne. Dans les moments d'abattement général et de tragique détresse parmi ses co-détenus, lorsque des gémissements, des sanglots résonnaient dans la prison, lorsque dans leur angoisse les gens perdaient leur raison, lui, seul, demeurait invariablement tranquille et, toujours affable, savait reconforter chacun de son bon sourire calmant qui redonnait de l'espoir aux malheureux prisonniers. Il assistait dans leurs derniers moments les agonisants, demeurant auprès d'eux, les soutenant par de douces paroles et priant avec eux sans faire de distinction entre aucune religion. Les Bolcheviks le fusillèrent à la veille de leur fuite d'Odessa ; en marchant au supplice, il s'inquiétait seulement du sort de ses compagnons demeurés en prison, « qui n'auraient plus personne pour les consoler ». A ces mots, un des gardes de l'escorte lui fit remarquer qu'il était peu probable qu'on en épargnât aucun.

Cet homme remarquable, ce vieillard majestueux était le commandant en chef du Quartier Militaire d'Odessa, le Général Major, Général d'Infanterie, M. Ebeloff (1.644)!

## CHAPITRE VII

## L'ECONOMIE RURALE ET LES PAYSANS

Le fléau des pillages et la destruction de la culture rurale, commencés sous le régime des traîtres Kerensky et Tchernoff, devinrent une règle générale dès l'avènement au pouvoir des Judéo-Bolcheviks

Par décret du 19 février 1919, toute propriété privée fut abolie sur les biens immobiliers et les terres, le droit de profiter de ces dernières n'étant réservé qu'à ceux qui la cultivaient eux-mêmes. Vers la fin de 1922, les *Izvestia* reconnurent que les paysans s'étaient rendus maîtres d'environ 20 millions d'hectares de domaines privés ou d'Etat, ce qui néanmoins ne leur apporta qu'un accroissement de surface médiocre, n'atteignant qu'une moyenne de 0,009 à 0,39 hectares pour chacun. Cela va sans dire que cette augmentation n'apporta aucune amélioration économique aux paysans; en même temps la dispersion par petites quantités de 20 millions d'hectares conduisit à la dissolution de l'importance de ces terrains et, par conséquent, à la suppression de la rentrée aux marchés de l'excédent des denrées rurales. Aussi, en 1922, des mesures furent-elles prises contre cette dissolution et contre le morcellement des terres; tout nouveau partage agraire fut interdit.

Les premiers temps, trop occupés à affermir leur pouvoir et à le sauvegarder, les communistes ne touchaient pas aux paysans et ceux-ci travaillaient plus ou moins tranquillement sur leurs terres et sur celles qu'ils s'étaient appropriées.

Il semblerait que la campagne aurait dû s'enrichir depuis le début de la révolution, lorsque, avec la crise, les citadins, dans la crainte de la famine, s'approvisionnaient de farine et donnaient en échange force argent et objets aux villageois. Mais comme les prix exorbitants sur le blé provenaient de l'interdiction du libre échange en général, la valeur des produits nécessaires aux paysans s'était aussi considérablement accrue et leur acquisition s'effectuait (de même que celle de la farine) en contrebande, c'est-à-dire à des prix



élevés. Donc les bénéfices gagnés par les paysans sur la vente du blé s'en allaient entièrement lors de l'acquisition de denrées dont ils manquaient. S'apercevant néanmoins des quelques misérables bénéfices dont jouissaient les paysans, le gouvernement communiste établit en 1920 plusieurs restrictions : chaque famille ne pouvait disposer que d'un seul cheval; une seule vache devait suffire pour cinq habitants; enfin, chaque ménage n'avait droit qu'à une seule remise. Tout ce qui surpassait cette norme était réquisitionné comme « excédent ». Les paysans se mirent alors à détruire activement leur bétail et à vendre leurs chevaux pour éviter la réquisition. Malgré la suppression, au bout de deux ans, de ces restrictions, celles-ci, jointes à la disette et aux autres calamités, exercèrent néanmoins une grande influence sur l'économie rurale et augmentèrent sa déchéance. Privés de leur gagne-pain dans les domaines des propriétaires (puisque ceux-ci n'existaient plus) et ne pouvant ni acheter, ni réparer l'inventaire, ne pouvant pas davantage se procurer des semences, les paysans se prirent à réduire graduellement la surface des semailles sur leurs propres terrains. Cela ne les avança pourtant point, car le pouvoir communiste déclara, conformément à ses doctrines, que tous les produits agraires devenaient la propriété de l'Etat, les paysans étant autorisés à ne garder que juste le strict nécessaire pour la nourriture de leurs familles, le fourrage des bêtes et les semailles prochaines.

Dans les villages, on procéda au contrôle de toute acquisition ou vente effectuées, de tout accroissement du bétail, et de sorte que les revenus des paysans furent parfaitement et minutieusement connus du gouvernement. Tout le revenu des paysans était ainsi divisé en deux parties inégales (celle de l'Etat et celle du propriétaire). Il ne restait plus rien pour l'aliénation privée. Même la vente des denrées rurales fut rigoureusement interdite (697). Ces mesures portaient le nom de répartition alimentaire. En revanche, les paysans ne cultivèrent qu'une quantité très réduite de terrain, juste pour pouvoir suffire à leurs propres besoins.

Le gouvernement judéo-soviétique savait à merveille que, sous le règne Impérial, sur les 93.000.000 d'hectares constituant toute la surface des semailles, les domaines privés n'en occupaient que la septième ou huitième partie; par contre, les récoltes des céréales atteignaient chez les châtelains 40 % de toute la quantité expédiée au marché, ce qui était dû à une moindre fertilité des champs paysans. Par conséquent, les grands domaines, avant l'avènement des Bolcheviks, possédaient toute la priorité pour l'alimentation et l'exportation. Le gouvernement n'ignorait pas non plus que les terrains privés donnaient de meilleures récoltes, que les céréales y étaient homogènes et mieux égrenées, que des gros chargements étaient plus facilement vendus. C'est afin de remédier à l'insuffisance de la pro-

duction paysanne et à l'imperfection de son rendement que l'on constitua les « sovkhos » ou ménages soviétiques, ainsi que des communes ouvrières.

Le gouvernement judéo-soviétique s'acharna à préconiser ces communes rurales; dans ce dessein, un flot d'agitateurs déferla sur les villages y semant la propagande à l'aide du cinéma, de tracts odieux décrivant les délices du paradis communiste. Toutefois, les paysans sérieux se gardèrent de pénétrer dans ces communes et seuls les habitués des cabarets et le reste de la pègre s'y rendaient pour procéder à leur organisation. Personne pourtant ne songea à y travailler; chacun voulut être le premier, et tous discutèrent, pérorèrent dans les meetings, mangèrent prêts et semences et, en fin de compte, se dispersèrent chacun de son côté. Le gouvernement ne fut guère plus avancé lorsqu'il offrit des subsides aux communes pour y retenir les paysans. Il est vrai que prêts et subsides disparurent aussitôt (S. W. 3). Pour organiser ces communes et collectivités diverses, des terres étaient enlevées aux paysans plus fortunés, ces terres comprenant celles dont ces derniers venaient de s'emparer chez les anciens châtelains et celles qui leur étaient affermées jadis par ces mêmes châtelains. Il s'ensuivit que des explosions de révolte eurent lieu dans certains endroits parmi le peuple mécontent. Il en fut ainsi au département de Koursk, par exemple, où les meilleurs terrains furent enlevés aux paysans, qui reçurent en dédommagement les pires terres des anciens domaines (1.311). Toutes les causes indiquées plus haut, l'ignorance absolue de la fripouille en économie rurale et leur paresse au travail conduisirent à la ruine complète les propriétés envahies.

En même temps que les communes et surtout après avoir constaté leurs résultats infructueux, le régime judéo-soviétique institua le « selkhotrust » (trust de l'économie rurale), qui fut chargé de former des « seltrust » (trusts ruraux) et « selkhos » (biens ruraux) sur les anciens domaines des châtelains, de même que sur les métairies des paysans. L'inventaire de ces « selkhos » provenait partiellement du butin tombé chez les paysans après le pillage des propriétés et partiellement aussi des restes demeurés encore dans les domaines ravagés. Il consistait en bétail de race, en nombreuses dépendances, en châteaux, en provisions de céréales triées, en sols plus fertiles, en divers accessoires ruraux comme moulins, distilleries, huileries, etc. Un total de 2.000.000 d'hectares (on compte même jusqu'à 5 millions) à peu près furent occupés par les « selkhos ». Les trusts et « selkhos » étaient des associations de cinq à six membres se faisant appeler trust du « sovkhos » (domaine soviétique) et contenaient presque exclusivement des Juifs — fonctionnaires d'établissements agraires — se piquant de travailler pour le compte du gouvernement. En dehors des propriétés qui leur étaient offertes gratuite-

ment avec leur inventaire complet par les autorités, ces groupements bénéficièrent encore de subsides considérables atteignant plusieurs millions.

La présence de communistes était de rigueur dans l'administration des « selkhos »; ils y demeuraient en qualité de « politrouk » (dirigeant politique), de « politkom » (commissaire politique), de « zaviedkloub » (administrateur de club), etc. Au cours des dernières années, des « selkor » (correspondants ruraux ou, tout simplement, agents-espions du G. P. U.) vinrent se joindre à cette pléiade d'administrateurs.

Mais, livrées à l'arbitraire incontrôlable des chefs principaux communistes qui ne rendaient compte à personne de leurs actes, ignoraient les procédés élémentaires de l'économie rurale et s'efforçaient de sortir rapidement le plus de richesses des terres en liquidant et vendant tout ce qui pouvait trouver acquéreur, les grandes « fermes-modèles » ou « sovkhos » arrivèrent bientôt à un état de déchéance lamentable; la ruine n'en épargna aucune, les éléments ouvriers se montrèrent absolument incapables, n'y pouvant d'ailleurs rien en raison des conditions mêmes du travail. C'est ainsi qu'un ouvrier était mieux payé sur les terres paysannes que dans les « sovkhos » où, pour comble, les paiements ne s'effectuaient jamais à temps. Puis l'administrateur arbitraire de ces fermes ne s'inquiétait nullement de l'entretien des biens qu'il dirigeait, ni de la surveillance du travail exécuté par la lie ouvrière; 47 vaches, par exemple, ne donnaient que 10 litres de lait par jour, et le bétail, dont tout le fourrage consistait en branches de sapin hachées, crevait. Alors, devant le désarroi de leur entreprise, les autorités eurent recours à une mesure extrême. Les paysans des environs furent expédiés de force dans les « sovkhos » pour les cultiver; cela non plus ne fit pas grand'chose pour améliorer la situation, car les causes de la débâcle restaient toujours les mêmes et les domaines qui, jadis, étaient des modèles de prospérité tombaient définitivement en ruine.

Cet état des « sovkhos » et la politique révoltante du gouvernement soulevèrent des protestations parmi le peuple; ces protestations s'exprimaient par des incendies provoqués dans de nombreux « sovkhos ». En Russie Blanche, en l'espace d'un mois et demi (de mars à la mi-avril 1926), 807 locaux furent incendiés; les incendiaires ne furent découverts qu'en dix occasions (1.507). Au département de Tambov, les paysans déclarèrent au tribunal qu'en incendiant les « sovkhos » ils se vengeaient de l'expropriation par ceux-ci des meilleures terres, alors que le peuple, affamé, était forcé de travailler pour eux à raison d'une livre de succédané de farine par journée (1.502, 1.503). Notons bien que tout cela se passait sur la terre promise communiste, dans le paradis soviétique préconisé par les Juifs.

Voyant l'insuccès de l'impôt extraordinaire perçu « en nature », le régime communiste le supprima et, conformément à la « nouvelle politique économique », établit l'impôt alimentaire remplaçant la répartition alimentaire. Par cet impôt, tout paysan ayant versé sa contribution acquérait le droit de disposer à son gré des produits de son travail. L'impôt alimentaire était fixé selon les rubriques des déclarations signées par les contribuables. Ces derniers devaient y indiquer leurs provisions de blé (des moissons d'automne et du printemps), de pommes de terre, de lin ou de chanvre, de beurre, d'huile de lin ou de chanvre, d'œufs, de viande de bœuf, de celle de porc, de mouton et d'agneau, de laine et de peaux de mouton, de cuir, de miel (pour ceux qui possédaient du bétail, — de foin et de paille).

A la moindre protestation aux ordres suprêmes qui s'élevait du côté des paysans lorsqu'ils assuraient ne pouvoir fournir assez de beurre, une seule vache par ménage nourrie de paille de blé ne donnant jamais un excédent d'un à deux pots de lait par jour, le plaignant était réprimé par de sévères remontrances dans le genre de : « Camarade, ne raisonne pas, si tu manques de beurre, achètes-en, cela ne nous regarde point ». Quand le malheureux répliquait qu'il manquait aussi d'argent pour acheter quoi que ce soit, on lui déclarait : « Nous n'acceptons ni explications, ni commentaires; si tu ne paies pas à temps, tu verseras le double comme amende ». Aux doléances des paysans sur l'absence totale de tous produits, à leurs plaintes sur le manque de viande qu'ils n'avaient goûtée depuis des années, les commissaires d'alimentation menaçaient les autorités rurales de leur faire rendre compte pour tout non-versement de l'impôt qui devait être « extorqué jusqu'au bout ». Recevant des primes pour chaque heureuse perception de l'impôt, ces commissaires redoublaient de zèle.

Selon le décret, la perception de l'impôt alimentaire devait s'effectuer conformément aux bénéfices de chaque propriété paysanne, mais en réalité le même chiffre de récolte était appliqué à des communes entières par l'unique arbitraire des autorités du district d'où il s'ensuivait souvent que l'impôt surpassait presque du double le chiffre de la récolte. Aussi, toute cette entreprise ne fit que créer un nouveau genre de pillage implacable de la population.

Le décret relatif à l'impôt donnait aussi droit aux contribuables d'adresser des requêtes pour sa diminution, mais en pratique... la mauvaise récolte n'était certifiée qu'après l'arrivée d'une commission spéciale chargée de vérifier l'abondance de la moisson. Dans l'attente de cette commission, les paysans ne devaient pas toucher à leurs champs. Comme habituellement la commission arrivait très en retard, les paysans risquaient de moissonner leurs champs quand même dans l'espoir de sauver quelques misérables restes, et les fonctionnaires s'en retournaient non sans avoir perçu des habitants, malgré

la mauvaise récolte, le recouvrement de leurs frais de voyage et de nourriture (1.399).

Toutes les facilités de paiement étant autorisées par le décret, il arrivait, en pratique, que toute déclaration sur les mauvaises récoltes, sur les fléaux, etc., était entourée de difficultés, d'exigences si mesquines que la population des campagnes à peu près illettrée ne pouvait ni les écouter, ni même les connaître, car les décrets ne pénétraient pas toujours dans les communes. Pour présenter quelque réclamation, les paysans devaient adresser une demande par écrit aux autorités et, ne sachant comment en composer le texte, ils avaient recours aux « Camarades » qui, pour une somme bien ronde, leur rédigeaient ces demandes, mais de manière à les rendre inopérantes. Ainsi s'effectuait le dépouillement systématique et complet du peuple (1).

(1) Nous ne pouvons omettre ici une scène caractéristique décrite dans le n° 515 du *Novoïe Wremia* (*Nouveau Temps*) et représentant des paysans harassés et exténués n'ayant pu trouver justice chez eux et comparaisant devant le juif Rubinstein, receveur en chef du fisc à Moscou.

Vêtu très élégamment d'un complet dernier cri, ses mains courtes tirillant les poches de son gilet, un petit Juif blondasse, avec un commencement de ventre et des yeux à fleur de tête sous des paupières spécifiquement bouffies, gesticulait avec beaucoup de suffisance devant ses modestes solliciteurs et, plein d'un dégoût évident pour eux, les tenait à distance derrière son bureau. Ce petit Juif était le camarade Rubinstein dont les malheureux pèlerins de toute la Russie paysanne cherchaient pendant des semaines à obtenir une audience.

Des mains suppliantes tendaient des feuilles et les solliciteurs s'interrompant quelquefois l'un l'autre et présentant chacun sa requête bourdonnaient avec des nuances d'irritation. Le camarade Rubinstein ne regardait pas les feuilles; ses doigts, sans quitter son gilet, jouaient avec quelque chose et bougeaient rapidement. Tous bénéficièrent d'un refus absolu. Chacun obtint quelques secondes d'attention du camarade Rubinstein, après quoi sa secrétaire, Julve aussi, mais brune, tendit à chaque solliciteur un papier timbré du comité central exécutif de toute la Russie et l'envoya à la chancellerie. Tenant précieusement ce bout de papier avec le tas des leurs, les paysans se bousculèrent longtemps dans la chancellerie avant de trouver le guichet nécessaire et, là encore, attendirent chacun leur tour. Enfin, leur tour est arrivé : chaque solliciteur étale les papier délivrés par son village devant la demoiselle préposée; il est certain qu'enfin son affaire sera examinée et toutes ses misères guéries. Mais, hélas! d'un geste fatigué et négligent, la demoiselle repousse ces feuilles inutiles en murmurant : « Je n'en ai pas besoin », puis elle prend des mains de son interlocuteur le papier du camarade Rubinstein et en inscrit le numéro d'ordre dans un livre; ensuite, avec un regard vague et d'une voix langoureuse, elle prononce : « Le suivant. » Elle est aussi pleine de mépris envers le paysan et une grimace de dégoût paraît sur son visage. La feuille rendue au solliciteur, celui-ci ramasse pensivement tout son dossier, le cache sur sa poitrine avec cette feuille qu'il protège le plus méticuleusement. « On dirait qu'il y a refus — se dit-il — et pourtant le papier a été délivré en toute forme et timbré. » Voici ce que contenait le papier : « Tous les arrêtés concernant l'impôt alimentaire délivrés par les organes alimentaires communaux ne sont pas susceptibles d'être révoqués par les organes des districts. Indifféremment, les chiffres d'impôt établis par les sections alimentaires départementales et celles des districts ne sont pas supprimés par le comité central exécutif de toute la Russie. »

En dehors de cet impôt principal, une série de contributions secondaires furent établies sur la perception desquelles les autorités s'allouaient généralement des sommes coquettes, variant suivant leurs appétits. Ainsi, il y eut des impôts sur le nombre des fenêtres, sur le bétail, la volaille, les chiens, sur tous les actes civils : mariages, funérailles, divorces, acquisitions, etc. (S. W. 16). Des « mois » de versements « bénévoles » aux profits de telles ou telles œuvres furent suggérés; tels furent : « le mois de secours aux affamés »; « le mois du livre »; « le mois des enfants sans asile », etc. L'année contenait jusqu'à quarante de ces mois ! Habituellement, la répartition sur chaque habitant s'effectuait à l'assemblée de la commune, mais toujours conformément à une décision élaborée d'avance et obligée à être acceptée, sinon le contribuable risquait de passer pour contre-révolutionnaire; les membres élus devaient verser leurs mensualités et diverses autres perceptions (1.349).

La réduction des labours ne préserva point la province des contributions variées qui l'étouffaient. Le secrétariat de la Société des Nations certifia aussi que le manque de produits nécessaires aux villages et les prix élevés forcèrent les paysans à réduire leur production et à se borner à satisfaire leurs besoins personnels; ainsi n'y eut-il plus d'excédents pour percevoir des impôts (1.517). Toutefois, l'impôt sur la récolte arriva à 21 pouds (336 kilos) par hectare, alors qu'en raison de l'absence d'inventaire et d'engrais, les champs paysans ne donnaient jamais plus de 25 à 30 pouds (400 à 480 kilos), ce qui ne laissait aux paysans pour leurs autres versements et leurs besoins personnels que 4 ou 5 pouds (64 à 80 kilos) par hectare. Aussi les malheureux qui ne possédaient qu'une quantité infime de terrain ou qui manquaient de bras pour le cultiver et suffire au moins aux besoins de leurs familles, étaient-ils voués à la famine.

La perception des impôts dans les villages se pratiquait et se pratique toujours par des procédés tout particuliers. Elle n'est annoncée que cinq ou six jours avant l'échéance du dernier versement; si l'argent, même partiellement, n'est pas versé à temps, des intérêts sont perçus sur le montant de l'impôt : 5 % pour les cinq premiers jours; 10 % pour les cinq seconds; 15 % pour les troisièmes, et ainsi de suite en accumulant intérêts sur intérêts. Aussitôt que le chiffre de l'impôt et ses intérêts se sont accrus jusqu'à la somme que le

particulière ni des citoyens, ni des villages ne sera acceptée. Les déclarations relatives aux fléaux doivent être présentées pas plus tard que le 15 juin. Signé : Camarade Rubinstein. »

Et ce dernier causait gracieusement dans son cabinet avec les paysans les plus opiniâtres : « Eh! camarade, ne vous obstinez pas et payez les impôts à l'Etat. Je suis moi-même un véritable paysan et j'en sais quelque chose. La récolte n'est déjà pas aussi mauvaise que ça! J'ai mis de grosses bottes et je me suis promené dans le département de Minsk et j'ai vu un blé, mais un blé superbe. Aussi de vous plaindre pas, camarade, et absentez vite votre blé. Voilà... »

paysan peut, de l'avis des inspecteurs des finances, couvrir par la vente de son avoir, les autorités exigent le versement immédiat de toute la somme, sinon elles procèdent à une saisie immédiate et à la vente au marteau sur le lieu même de tous les biens du débiteur, que des Juifs achètent généralement pour une bouchée de pain. Toute plainte du contribuable sur les agissements injustes de la commission doit être accompagnée d'un reçu du versement effectué de l'impôt. Si l'erreur dans la fixation des impôts est reconnue, la feuille du contribuable lui est renvoyée avec la déduction de la somme; mais les autorités locales y ajoutent des intérêts pour tout le temps du retardement, ce qui fait au total un chiffre plus élevé que le précédent (1.299).

La débâcle intérieure de la vie paysanne se joignit à tout ce désarroi. Presque au début de l'installation bolcheviste, en automne 1918, le régime soviétique s'aperçut de l'accroissement du sentiment de propriété à la campagne provoqué par l'accaparement libre des terres; il institua, en opposition à ce mouvement, des « comités de l'indigence » (Kombed) composés de tous les forbans des villages, d'ivrognes et de chenapans qui n'avaient rien à perdre et qui, en terminologie judéo-bolchevique, se trouvaient dans l'indigence toujours par la faute du régime Impérial. C'est à ces « Kombed » que le pouvoir fut confié en province.

Il est vrai que des conseils ruraux furent placés au-dessus des « Kombed », mais ils ne l'étaient que nominale, car partout, à la tête des « ispolkoms » (comité exécutif) et « selsoviet » (soviets ruraux), se tenaient des communistes qui s'emparèrent entièrement du pouvoir. Toutes les charges rurales furent remplies par suffrage, mais les élections mêmes s'effectuaient sur des listes préparées d'avance et ne contenant que des noms désirables aux autorités. Aussi était-il impossible de désapprouver la liste au risque de devenir « contre-révolutionnaire », ennemi du peuple, etc. La milice des villages n'y jouait pas un rôle important, prête à couvrir tout pour de l'argent, et agissait seulement par ordre suprême, ne remplissant pas trop rigoureusement ses fonctions (1.317). Dans ces conditions, l'arbitraire des autorités rurales devint presque illimité et, tenant compte que les « Kombed » remplissaient aussi un rôle policier et défectif en surveillant la perception des impôts et le partage des terres, enfin, que ces terres, repartagées presque annuellement, changeaient de propriétaire, ce qui rendait leur culture affreuse, les semailles s'effectuant souvent sans que le sol soit préalablement labouré, — la situation économique de la province deviendra alors compréhensible.

Les tribunaux communaux ne sont pas faits pour remettre de l'ordre dans la vie intérieure des villages. Ces tribunaux se composent d'un président et d'un secrétaire, invariablement communistes (ceux-ci permanents), et de deux membres provisoires. Ils se con-

forment exclusivement en jurisprudence « au droit révolutionnaire » et à la « conscience révolutionnaire ». Les formules des décisions ne sont pas variées, il n'y en a que deux : la première dit que « l'accusé, en raison de son extraction prolétarienne, son service dans l'armée rouge et son repentir sincère, est acquitté par jugement » ; la seconde, « qu'en raison de son extraction non prolétarienne, de ses idées bourgeoises et de son manque de repentir sincère, l'accusé est condamné à telle ou telle peine »... L'une de ces deux formules est employée selon les dispositions des juges qui trouvent souvent pour une forte somme quelques circonstances atténuantes pour les non-prolétaires (1.317).

Ainsi, en 1923, dans tout le pays, dans les « sovkhos » comme sur les terres privées, l'économie rurale tomba en complète déchéance. La surface des semailles fut réduite de 68 % (S. W. 7), la récolte du blé de 86 %, celle du lin de 85 %, de la betterave à sucre de 87 %, du coton de 90 %, le nombre des brebis de 90 %, celui des vaches de 60 %. En Kouban, par exemple, au lieu de 18.000 hectares réservés ordinairement à la culture du tabac, il n'y en avait que 100 en 1922 (408). Si toujours un antagonisme constant régnait plus ou moins entre la ville et le village, l'ouvrier et le paysan, cet antagonisme s'accrût avec la ruine de l'industrie, le prix excessif et le manque des produits nécessaires aux villageois ; les paysans constatèrent qu'en dehors d'agitateurs de littérature communiste, de contributions et d'impôts, les ouvriers ne leur apportaient rien, ce qui força les villages à adopter une culture élémentaire et à refuser aussi leurs denrées à la ville. En effet, que trouverait le paysan en ville puisque son budget annuel n'arrivait qu'à 72 roubles, tandis que l'étoffe la moins chère était à 1 rouble 20 le mètre, et les grains à 1 rouble 30 le poud (16 kilos). Enfin, que pouvait donner le village à la ville si, par endroits, les paysans remplaçaient eux-mêmes les bêtes de somme ? Ainsi, en 1924, dans le département de Tsaritsine, trois hommes s'attelaient à une charrue, des femmes et des enfants à une herse (1.041). A quoi l'économie rurale prétendrait-elle puisque, dans le département de Stavropol si fertile jadis, la moyenne de la récolte avait baissé de 4 pouds (64 kilos) par hectare et 20 % des fermes étaient ruinées totalement en deux ans (de 1922 à 1924) (989). Le journal communiste *La Vie Economique* confirme les faits indiquant l'impossibilité d'entretenir la culture rurale : par hectare de semailles, les frais constituent 67 roubles et le bénéfice, rien que 48 roubles. Les vignes portent 479 roubles de frais par hectare et 472 roubles de bénéfice. Le tabac 1.200 roubles de frais et 720 de bénéfice ; dans les jardins 395 roubles de frais apportent 303 roubles de bénéfice.

La *Pravda* du 16 novembre 1923 nous permet de conclure que la productivité de l'économie rurale n'existera jamais tant que durera



le régime actuel judéo-soviétique. Voici ce que raconte le journal. Un groupe de communistes d'Amérique arrivèrent en Russie pour goûter les délices du paradis soviétique; ils formèrent plus de vingt communes dont chacune possédait près de 40.000 à 50.000 roubles-or et portait des noms pompeux. Tous les membres de ces communes étaient des hommes sains et forts, ayant apporté avec eux des tracteurs automobiles, pièces, instruments et jusqu'à des bibliothèques et cinémas. Mais, dès leur installation, ils se heurtèrent bientôt aux idées judéo-soviétiques sur l'existence libre et le travail; les autorités se mêlèrent de chaque action, de chaque entreprise des communes américaines. Exténués par les luttes contre les interventions incessantes du pouvoir judéo-soviétique dans leurs affaires, les malheureux Américains abandonnèrent tracteurs, hardes et bagages et rentrèrent sans le sou en Amérique d'où ils étaient partis bien munis.

Une histoire identique arriva aux communistes de la Suisse.

Mais ces contingences ne délivrèrent point les villages des nouvelles expériences judéo-bolchevistes. Une nouvelle réforme agraire fut proposée en 1923, consistant en un nouveau partage qui enlevait aux paysans des excédents agraires. Partout le peuple opposa une résistance si violente à cette réforme que la campagne entreprise par les communistes dut cesser (S. W. 43).

Néanmoins, le gouvernement judéo-soviétique s'obstine; il inventa un nouveau moyen d'arracher la terre aux paysans, notamment celui des « terres soustraites ». Comme tous les plans des terres villageoises enlevés par les autorités étaient conservés dans les communes, les paysans calculaient leurs surfaces de mémoire, sachant fermement de leurs aïeux le nombre d'hectares contenu dans leurs champs ou sections. Aussi les autorités soviétiques se gardèrent bien de leur présenter les plans afin de les accuser de sceler des terrains et de déclarer de moindres surfaces. Il arrivait aussi aux autorités d'agir plus brièvement : la surface occupée par les enclos, les terres incultes, était jointe à celle des semences et le tout constituait les « terres soustraites » sur lesquelles le double d'impôt était perçu (454).

Dans d'autres sphères on établit l'assurance obligatoire de toutes les constructions, du blé et du bétail. Tout en recevant des versements pour les biens assurés, la « Gosstrakh » (assurance de l'Etat) inscrivait tous les revenus des paysans et envoyait les informations qu'elle en tirait aux administrations fiscales, secondant ainsi ces dernières dans leur pillage. De grands intérêts sont payés pour se faire assurer, et, en cas d'accident, la « Gosstrakh » commence par accuser les sinistrés d'avoir agi avec mauvaise intention, ou si, par exception, la prime d'assurance leur est assignée, ils n'en reçoivent qu'une somme médiocre après la soustraction de tous les frais et droits (1.300).

« Gosstrakh » tout en empêchant les Juifs-Bolcheviks. D'at la p

duction des semailles, de s'emparer des excédents du blé et des céréales, la classe paysanne sent croître ses forces et ose affronter le courroux soviétique en refusant de se plier aux exigences des Juifs, et en ne leur cédant pas, malgré les pires représailles et contributions, des céréales destinées à l'étranger. Peu à peu, trois catégories de paysans se formèrent dans les villages : les pauvres propriétaires d'un à deux hectares, qui constituent plus de 60 % ; les moyens formant 15 % ; les aisés arrivant à 25 %. Ce sont ces derniers, appelés « Koulaks », qui dirigent aujourd'hui les villages et forment cette résistance passive que n'a pu vaincre jusqu'à présent le régime judéo-soviétique (1.047).

Le mécontentement unanime des paysans contraignit enfin le gouvernement communiste à envisager sérieusement l'état des choses. Pour calmer l'effervescence villageoise, il fut proposé de substituer à l'impôt alimentaire des contributions fiscales perçues différemment dans chaque localité, relativement à la situation économique et à l'esprit des habitants. Cet « impôt unique » d'économie rurale devait renfermer tous les autres : le prix de ferme de la terre, la contribution sur le bétail, sur la recette du lait, etc. Son versement s'effectuait en argent comptant. Si la surface ensemencée surpassait par ses dimensions et sa récolte le strict nécessaire de la famille, l'impôt était augmenté non proportionnellement au nombre d'hectares, mais facultativement ; il était d'ailleurs inutile et même dangereux d'insister sur des explications (1.398).

En effet, en 1925, le gouvernement communiste décida de « tourner » face au village et de s'unir en un « emboîtement » avec lui ; cette résolution était prise évidemment dans la crainte de l'irritation croissante des paysans contre le régime.

En vertu de cet « emboîtement », toute usine, fabrique, entreprise, institution, école, etc., furent nommées chacune chef protecteur d'un village ou métairie quelconque ; ces « chefs » devaient prendre soin de leurs « pupilles » en leur fournissant des produits de leur propre travail, les écoles se bornant à organiser des cours et à « développer » les esprits villageois. Mais... les divers « camarades » et leurs amis, munis de tracts de propagande et de discours qui parurent dans les villages, n'éveillèrent d'abord qu'une curiosité parmi les hommes et une animosité évidente du côté des femmes. Ensuite, s'habituant peu à peu aux bavardages des camarades et en ayant bien compris toute la futilité, les paysans évitèrent toute réunion et se mirent à poursuivre les orateurs... L'« emboîtement » n'apporta aucun résultat malgré le choix méticuleux de camarades propagandistes éprouvés.

Les autorités judéo-soviétiques refusèrent longtemps de reconnaître les anciennes réunions villageoises (selsky skhod), qui ne furent enfin admises que pour discuter les affaires agraires. Grâbelle

ment, ces réunions influencèrent les autres sphères de la vie rurale et les Bolcheviks essayèrent de les transformer en établissements soviétiques en leur réservant le droit de fixer leurs propres impositions; en même temps, les « selsoviet » (soviets ruraux) furent chargés de la question des impôts. Aussitôt, les communistes placés généralement à la tête des « selsoviet » réunirent tous les villageois, à l'exception des paysans aisés privés du droit électoral, et leur offrirent de procéder à la fixation de leurs impositions...

Officiellement, la propriété agraire n'existait point, mais, effectivement, le droit d'affermir la terre fut rétabli ainsi que celui de se servir de travail rétribué. Le sentiment du droit de propriété règne toujours à la campagne. Quoique la nouvelle loi agraire confirme que la terre appartient à l'Etat, le droit d'en jouir est gratuit et illimité à condition que l'économie rurale y soit développée par les paysans eux-mêmes. Cette autorisation était valable pour ceux des citoyens, y compris les étrangers, qui profitaient de droits politiques.

Tous les édifices, constructions, semailles appartiennent aux cultivateurs de la terre comme propriétés privées. En cas de manque d'ouvriers et d'inventaire, l'affermage des terres ou l'emploi d'ouvriers est autorisé (*Vie Économique*). Ces permissions de faveur sont supprimées, il est vrai, à volonté (Rus. 19).

De même que le rétablissement du droit d'héritage, l'autorisation d'affermir les terres et de profiter du travail rétribué a une cause bien nette. Ses nouvelles lois sont publiées, d'un côté, pour permettre aux Juifs de conserver en prospérité leurs propriétés et, de l'autre côté, afin d'assujettir entièrement sous leur joug les paysans appauvris et dénués des environs qui deviennent ainsi les serviteurs à peu près gratuits des Juifs.

L'impossibilité de procéder jusqu'à présent à une culture normale est démontrée par la réduction de 20 % des fermes dans les départements centraux depuis 1925 et 1926. Par suite, l'arrivage des denrées au marché se réduit considérablement (1.774). Dans le département de Novgorod, on remarque l'appauvrissement du paysan, la production du lin s'est réduite des deux tiers, le développement du laitage est complètement tombé et, en 1925, 11.000 familles émigraient en Sibérie, dans la région de l'Altaï (1.448).

Le gouvernement judéo-soviétique perdait entièrement pied à la campagne; il poursuivait toujours l'idée d'un emboîtement avec le village dont il dépendait et il continuait en même temps la multiplication des communes, trouvant certainement des gens désireux de jouir des meilleures terres. Toutefois, le peuple réagissait avec véhémence à l'organisation de ces communes et, lorsque les communistes se mettaient au travail dans les propriétés envahies par eux, les paysans protestaient de différentes manières : ainsi, dans la ré-

gion d'Ekaterinoslaw, ils tombèrent sur les communistes, leur administrèrent une bonne correction et les traînèrent au bourg, les obligeant à s'agenouiller et à déchirer les papiers, assurant leurs droits sur la terre.

Quant aux agitateurs, les villageois ne les reçoivent plus ou ont recours vis-à-vis d'eux à des moyens plus efficaces.

Dans cette même année 1925, un décret fut publié destituant à jamais tous les propriétaires qui, par miracle, avaient encore gardé quelques hectares de leurs anciens domaines (les anciens seigneurs du village) de leurs droits sur les terres et les expulsant dès le 1<sup>er</sup> janvier 1926. Ce décret touchait aussi tous les éléments « socialement dangereux », qui étaient arrêtés et déportés en masse ainsi que leurs familles au département d'Arkhangelsk et en Sibérie. La déportation s'effectua inexorablement.

Le but du décret paraissait évident : il tendait à exclure de la campagne les restants intellectuels que craignait toujours le régime judéo-soviétique et à gagner encore les bonnes grâces des paysans en arrachant, soi-disant pour ces derniers, les misérables lambeaux de terre des mains « bourgeoises ».

Hélas ! cette explication n'était qu'un mensonge de plus, un nouveau subterfuge. Nous voyons clairement par les déclarations cyniques des chefs juifs que les expulsions des anciens propriétaires s'effectuaient non dans le but d'enrichir les paysans, mais pour conserver, par cette ruse, ces terres devenues « vacantes » à la colonisation juive (Voyez le chapitre correspondant.) Si les terres « libérées » deviennent parfois la propriété des paysans, cela n'arrive que bien rarement dans les départements centraux vraiment russes de Moscou, Novgorod, etc. Pour ce qui est des terres de l'Ouest et du Midi de la Russie, y compris le Caucase du Nord, le paysan russe n'en profitera jamais : elles sont entièrement réservées à des colonies juives et, dans ce but, non seulement les propriétaires « bourgeois », mais les paysans aussi en sont expulsés.

En quête de moyens pour affermir l'emboîtement avec la campagne, le gouvernement judéo-bolcheviste passe d'une extrémité à l'autre, expulsant les châtelains sous la devise : « Pour les paysans », et entravant la liberté de ces derniers en les contraignant, par exemple vers 1925 en Ukraine, à se munir pour tous les déplacements dans les limites de leur commune d'une permission délivrée par les conseils ruraux (1.225).

Quel est donc l'état d'esprit des paysans ? Nous avons noté plus haut comment, en réduisant petit à petit leurs semailles, ils gagnaient toujours du terrain sur le gouvernement, l'empêchant aussi de leur enlever l'excédent des céréales destinées à l'exportation ; graduellement, les paysans acquièrent les moyens de tenir tête au pouvoir qui, tout en s'efforçant de trouver un nouveau subterfuge pour

les tromper, était néanmoins obligé de compter avec eux. Vu l'impôt progressif, les paysans n'effectuent point d'amélioration dans leurs ménages, n'achètent ni bétail, ni instruments agricoles, car, si leur budget annuel excède 300 roubles, ils sont obligés de verser 25 % au lieu des 10 % habituels (1.988).

Les meneurs judéo-bolcheviks comptent que l'épargne des paysans concentrée chez ces derniers forme un capital de 700 millions. Quoique ce chiffre, divisé par les 90 millions de la population villageoise, ne donne qu'une somme bien médiocre par habitant, environ près de 8 roubles, le total ne représente pas moins pour les Juifs un magot alléchant. Aussi, le gouvernement soviétique joint-il indubitablement toutes ses forces pour la translation de ces 700 millions dans sa caisse. Rosenblum (Kameneff) déclarait que l'enrichissement des paysans présentait un péril immédiat pour le communisme et que la menace capitaliste pouvait d'un jour à l'autre renverser les derniers fondements du pouvoir. C'est la question sur les mesures à prendre pour extorquer ces millions des paysans qui engendra la dissidence dans la bande des gouvernants : Bronstein (Trotzky) et ses adeptes proposaient de procéder à une forte pression sur les paysans qu'ils jugeaient être les seuls ennemis implacables du pouvoir judéo-soviétique, qu'il fallait briser coûte que coûte. Djougachwili (Staline) et sa bande, craignant la résistance des paysans, croyaient aboutir par des moyens astucieux.

Ces paysans se révoltèrent partout contre les autorités locales; aussi les départements de Kharkow et d'Odessa furent-ils déclarés en état de siège. Kalinine, le président du comité central exécutif (*Izvestia*, 28 août 1926), avoua à son tour que les paysans se tenaient en opposition et en animosité évidente envers le régime soviétique. Il accusait les autorités locales de contraindre les paysans, après le versement de l'impôt à l'Etat, à de nouvelles contributions locales constituant le double de l'impôt précédent.

Toujours est-il que les rapports du gouvernement judéo-soviétique et des paysans sont indubitablement très tendus, d'autant plus que ceux-ci considèrent les villes comme responsables de la dépravation des familles, de la débauche des jeunes gens et de la propagande antireligieuse.

Pendant l'été de 1927, lorsque le gouvernement soviétique fit grand bruit autour des soi-disant menaces de guerre faites aux Soviets par les paysans capitalistes, l'organisation de « semaines de défense », de meetings de protestation, etc., fut prescrite dans le dessein de soulever l'opinion publique en faveur du régime: toutefois, ces mesures provoquèrent des résultats opposés. Effrayés par toute la clameur juive autour d'une guerre si proche au dire des autorités, les villageois cessèrent complètement de vendre leur blé, les boutiques demeurèrent vides ou soumises au pillage et les paysans,

terrifiés par les racontars des petits marchands locaux, se mirent à vendre leur dernier bétail et à faire des provisions considérables de sel (1.878).

Par ces blagues sur l'approche d'une guerre et par ces accusations portées sur les puissances étrangères refusant argent et crédit aux soviets juifs, le gouvernement judéo-soviétique croyait détourner l'attention du peuple de la situation intérieure vraiment sinistre en U. R. S. S.

Même le *Courrier Socialiste* (organe de l'extrême gauche) reconnaît dans son numéro 841 (1926) que les paysans russes présentaient une formidable masse conservatrice qui refuse le système de l'économie de l'Etat et ne reconnaît pour principe élémentaire de la politique économique que le droit de propriété.

La haine du peuple russe pour les meneurs juifs croît de plus en plus et arrive à son apogée en 1930. Les sympathies du peuple tendent vers un régime essentiellement bourgeois illimité dans l'écrasement de l'ennemi intérieur n'admettant pas une opposition légale et autorisant la liberté de la vie politique dans le pays. Les paysans rêvent d'un travail tranquille sur leurs terres libres comme avant et non gênées par une intervention du dehors. Dans toutes les classes de la population on voit la croissance des idées monarchistes (1.445).

Quant au socialisme de toute nuance, d'après les informations qui nous parviennent, il a perdu totalement sa popularité parmi les paysans, de même que chez les ouvriers et les intellectuels. Toute la population veut ardemment, sinon une restauration complète, du moins le renversement du pouvoir judéo-soviétique si détesté par le peuple.

On ne pourrait omettre de citer dans ce chapitre un nouveau « truc » du gouvernement judéo-soviétique lancé en été 1930; c'est le fameux système bolcheviste du « dumping ». Par ce système, les dirigeants actuels de la malheureuse Russie ont précipité sur le marché étranger, et principalement en Angleterre, une grande quantité de blé à un taux très bas; de cette manière, ils espèrent non seulement obliger les puissances étrangères à acheter le blé russe enlevé de force à la population affamée, mais ils croient aussi, par ce système, porter un formidable coup au commerce étranger et provoquer la ruine des capitalistes européens.

Néanmoins, cette nouvelle outrecuidance ne révolte pas assez les Etats européens, qui se contentent seulement de quelques mesures protectrices contre le « dumping » soviétique .

## CHAPITRE VIII

## L'INDUSTRIE ET LES OUVRIERS

## I. — L'INDUSTRIE

Dès les premiers jours de leur domination, les Bolcheviks prièrent les sociétés commerciales des biens en leur possession et en firent la propriété de l'Etat, procédant ainsi à la nationalisation des biens et les plaçant sous la direction de comités ouvriers et sous la surveillance d'agents désignés par les communistes. Mais comme les chefs révolutionnaires, les Juifs et le reste de cette bande, dans le but de gagner les ouvriers à leur cause, leur avaient accordé une liberté illimitée les invitant non à un travail consciencieux, mais à de vaines paroles et à des meetings absurdes, il est évident que les fabriques et usines ne prospérèrent plus et allèrent toujours en déclinant, car le travail s'y effectuait comme bon semblait aux ouvriers, et les administrateurs ignorants et soumis aux communistes ne possédaient ni influence, ni compétence, ni assez d'instruction.

De connivence avec les ouvriers, ces administrateurs pillaient et volaient l'argent, les capitaux, le matériel des usines, dirigeant le butin dans leurs propres poches ou à la propagande de la révolution universelle. A l'intérieur des usines, tout marchait sans dessus dessous : les ingénieurs occupaient l'emploi de chauffeurs et ceux-ci remplissaient les fonctions de directeurs. En face de la licence des ouvriers et du manque de matériel et de pièces, aucune réparation ne s'effectuait à temps dans les fabriques et usines et, lorsque les communistes décidèrent de faire marcher les ouvriers et d'installer quelque ordre, il était déjà trop tard : tout était pillé, ravagé et bouleversé de fond en comble.

Une mesure aussi efficace que le confinement des ouvriers à quelques usines avec la défense de changer d'employeurs ne fit aucun bien. Les établissements industriels atteignirent peu à peu le dépérissement complet et comme 40 % du matériel technique était hors d'usage, aucun atelier ne pouvait travailler dans toute sa vigueur (1.144).

Les produits mêmes de l'industrie soviétique ne présentent que du rebut, mais, concentrés entre les mains du gouvernement, ils ne peuvent subir un triage convenable en raison même de l'absence d'une concurrence libre. L'édition soviétique *l'Entreprise* certifie un exemple de la négligence de quelques ateliers. Ainsi les menuisiers de l'un d'eux étaient arrivés à ne plus pouvoir fixer ni charnière, ni serrure et la coïncidence des formes n'était dû qu'à un heureux hasard; quant aux produits, les usines livraient leurs commandes sans répondre de leur qualité et les conformant seulement à l'extérieur au désir des clients; aussi arrivait-il fréquemment que les locomotives sorties des ateliers de réparation y rentraient à la remorque après trois ou quatre courses (R. 1.417).

Vers la fin de 1922, l'aspect de l'industrie soviétique paraissait désespérant : toutes les productions élémentaires comme le charbon, le pétrole, la métallurgie n'apportaient qu'une perte considérable, car ils ne parvenaient pas à couvrir leurs frais; l'exploitation du charbon fut réduite de 99%, celle du pétrole de 68%, du sel de 64%, du minerai de 62%, de la métallurgie de 6% d'avant guerre. Toutes les institutions de l'Etat se trouvaient mutuellement dans une concurrence constante. Afin de s'approvisionner de combustibles et de produits bruts, elles se défaisaient en surcroît d'argent de différents autres produits qu'elles acquéraient au cours du marché (le sel, le tabac ordinaire, les étoffes) et vendaient jusqu'aux anciennes provisions de leur production; c'est ainsi que, pour produire 1.200.000 pouds de sucre (19.200.000 kilos) en surplus de l'argent et des autres produits, 1.500.000 pouds (24.000.000 de kilos) d'anciennes provisions de sucre furent consommées... En raison du mauvais état des chaudières et des tuyaux qui restaient des années sans revision, la consommation de combustibles grimpa à 400% d'avant guerre. En conséquence, tous ces motifs, plus l'augmentation des salaires, firent monter les prix de revient et influencèrent les prix de vente. Le prix de revient d'un mètre environ d'indienne était de 70 kopeks, celui de 1 pd de fonte (16 kilos) était de 4 roubles 50 au lieu de 60 kopeks d'avant guerre, de 1 poud de fer, 6 roubles au lieu de 1 rouble d'avant guerre, et ainsi de suite. Tels étaient les faits démontrés dans la revue soviétique *La Vie Economique*.

La production des autres branches de l'industrie s'atténua de même vers 1922 : des 110 usines dévidant la soie il n'en resta que 11 et on n'y produisait que 5% du chiffre antérieur; la production de l'or égalait 70 pouds (1.120 kilos) au lieu de 3.500 pouds (55.000 kilos), la production du sucre se réduisit de 97% et le nombre général des établissements industriels de 95% (S. W. 7). Il n'en pouvait être autrement puisque, en 1913, chaque ouvrier d'usine produisait pour 119 roubles par mois tandis que, sous le régime soviétique, il ne parvenait plus qu'à 45 roubles 40 kopeks tout en gagnant mensuelle-



ment 49 roubles 40 kopeks, de sorte que tous les 100 roubles de production exigeaient 108 roubles 60 kopeks de salaire seulement (usines de Kolomensk). Dans d'autres usines (Sormowô), au lieu des 57,6 pouds mensuels, chaque ouvrier en produisait 28,8 alors que les salaires étaient cinq fois plus élevés (972).

Tel était le chaos à l'intérieur de chaque industrie. Il était soutenu et accéléré par tout le système d'administration de l'industrie nationalisée. Chacune de ses branches était soumise à un organe suprême administratif et contrôleur, le comité général. Il y avait ainsi le comité général forestier (en abrégé : glavlies), le comité général de la pêche (glavryba). Chaque comité était indépendant de l'autre et possédait ses succursales dans les départements et districts qui, de leur côté, se partageaient en petits comités; ces derniers étaient surtout nombreux au début pendant que les Bolcheviks profitaient encore des anciennes ressources et remplissaient leurs établissements d'un personnel exagéré, augmentant toujours le nombre de leurs fonctionnaires jusqu'à sept millions d'hommes.

Et tout cet assortiment de « glavs » absolument dénués de spécialistes, mais par contre remplis de communistes totalement ignorants et y occupant des postes élevés, tous ces « glavs » se mirent à administrer toutes les catégories gouvernementales, économiques et industrielles.

On imagine quel désordre catastrophique en résulta. Nous en lisons une description dans le journal *Novoïe Vremia* (*le Nouveau Temps*). La « Glavryba » avait déclaré que telle mer ou tel lac, tel fleuve devaient fournir tant de pouds de poissons nécessaires, d'après ses calculs, à la nourriture de la population ouvrière soviétique. Pour exécuter ce plan il fallut :

1° Expédier sur place tant de bois pour la réparation des édifices et locaux hérités de l'époque tsariste et servant à la pêche et à l'installation des ouvriers et employés qui travaillaient; dans ce but il fallait mobiliser le « glavlies » (comité général forestier) qui n'avait pas cette tâche dans ses attributions.

2° Une réparation générale des bateaux de pêche et la construction de nouveaux en remplacement de ceux qui devenaient vieux étaient indispensables; pour cette raison une équipe d'ouvriers devait être expédiée sur les lieux, ce qui regardait le « glavtroud » (comité général du travail).

3° Pour la réparation des bateaux de bois, les couleurs, le chanvre devenaient urgents, ce qui se rapportait à la compétence du « glavlenne » (comité général du chanvre), du « glavmetal » (comité général du métal), du « glavvosde » (comité général de l'industrie des clous).

4° Afin de fournir les voiles, les mâts et les câbles, le « glav-textile » (comité général du textile) et le « glavkanate » (comité général de corderie) demandaient à être mis en mouvement.

5° La réparation des locaux entraînait l'activité des « glavjeleso » (comité général des forges), « glavsteklo » (comité général de verrerie) et « glavkirpitch » (comité général de briqueterie) pouvant expédier le zinc pour couvrir les toits, les vitres, la chaux et les briques;

6° La pêche exigeait encore l'expédition de nouveaux ouvriers qu'il fallait trouver et trier sur toute l'étendue de la Russie;

7° L'expédition de ces ouvriers nécessitait aussi leur équipement; les habits, la nourriture, le thé, le sucre, le sel, les chaussures, à quoi devaient veiller les « glavodejda » (comité général de vêtements); « glavtchay » (comité général du thé), « glavsakhar » (comité général de la raffinerie), « glavsole » (comité général du sel), « glavtabak » (comité général du tabac), « glavspitchka » (comité général des allumettes), « glavspirt » (comité général de l'alcool), etc. Le moindre retard dans l'exécution des commandes par tous ces établissements et dans l'expédition des marchandises sur les lieux (ce qui résulte fréquemment devant le désordre complet sur les lignes du chemin de fer) provoquait un retard identique dans l'expédition du poisson qui pourrissait sur la côte par centaines de milliers de pouds.

Devant l'échec définitif de l'économie soviétique, Lénine se décida à créer un nouvel état de choses en établissant en 1922 sa « nouvelle politique économique » (Nep). Un décret fut publié sur la « trustification de l'industrie » : les « glavk » (comités généraux), administrant directement chaque forme d'industrie, furent supprimés et les entreprises industrielles locales acquirent une indépendance relative et furent réunies par catégories en « trusts » dont l'administration était confiée à des directeurs placés par le conseil de l'économie nationale ainsi que par le conseil du travail et de la défense. Ces directions reçurent à leur disposition, en plus des biens des entreprises citées, des subsides alloués par le gouvernement pour leur servir de fonds. Mais ces « trusts » ne servirent bientôt qu'à assurer le traitement de communistes éminents : les membres de la direction étaient choisis non parmi des spécialistes industriels, mais parmi les membres du parti qui, de leur côté, plaçaient des directeurs « rouges » choisis parmi des « rouges », c'est-à-dire composés d'anciens ouvriers absolument ignorants dans le travail, mais très experts en revanche dans l'art d'agitateur (697).

En 1925 il fut rapporté au congrès des métallurgistes à Moscou que 2.000 spécialistes de cette industrie manquaient aux usines et que 1.076 directeurs sur 1.951 qui les administraient n'avaient point reçu d'instruction supérieure, ni secondaire (1.19).

Le *Hamburger Fremdenblatt* publiait en 1926 ses informations

sur le fonctionnement de l'appareil soviétique politique et économique; ce fonctionnement était nul, car tous les postes éminents étaient occupés par des gens totalement incapables (1.575). Par contre, l'effectif du personnel des agences commerciales à Moscou surpassait de 80 % la quantité nécessaire; les frais de réclame sur diverses marchandises atteignaient 21 millions de roubles, alors que les produits mêmes manquaient complètement (1.504).

Aussi est-il évident que l'établissement de ces institutions ne pouvait aboutir qu'à un nouvel échec complet de toutes les entreprises. Cette situation lamentable incita Unschlicht, qui dirigeait alors l'approvisionnement matériel de l'armée rouge, à élever une réclamation violente et à exiger la militarisation immédiate de toute l'industrie.

Parallèlement à ces innovations, et toujours en vertu de cette « nouvelle politique », beaucoup d'établissements commerciaux et industriels ainsi que des immeubles furent restitués à leurs anciens propriétaires afin que ceux-ci y fassent les réparations et restaurations nécessaires et continuassent leur exploitation sous le contrôle et la surveillance des autorités communistes. Les nepmen (ainsi nomma-t-on ces nouveaux propriétaires) étaient fréquemment des préposés du pouvoir communiste et remplissaient les fonctions de simples employés pour exécuter les opérations commerciales du gouvernement. Toutefois, les autorités ne gratifiaient-elles point ces nepmen de leur confiance et les soupçonnaient-elles sans cesse. Comme la concussion se développait dans de grandes proportions, le pouvoir y remédiait en condamnant à mort tous les industriels et commerçants coupables d'exaction. C'est ainsi que treize nepmen furent fusillés en 1922, pour des concussions de 800 roubles — quoique le code criminel soviétique était censé appliquer la peine de mort pour les crimes politiques seulement (691).

Quant aux anciens propriétaires ayant prêté foi à l'autorisation des Bolcheviks de restaurer leurs maisons, leur industrie ou leur commerce, dès qu'ils eurent effectué, par la vente des restants de leurs hardes, les réparations et les restaurations nécessaires de leurs propriétés délabrées, les autorités judéo-soviétiques confisquèrent derechef leurs biens sous divers prétextes. Ce manège se répéta plusieurs fois.

Lorsque les usines devaient être fermées, les Judéo-communistes en cachaient la véritable cause sous deux nouvelles désignations de leur invention soit « conservation » et « observation ».

Vers 1924, 524 usines étaient soumises à la « conservation », la moitié de ces usines ne pouvaient même payer les gardiens embauchés pour veiller sur les locaux condamnés (928). Dans la région du Don, parmi les 1.600 puits de mines qui y existaient, 206 seulement restèrent ouverts (1.013). Un milliard et demi de pouds (24 milliards de kilos) de charbon furent noyés et près d'un milliard de pouds (16 mil-

liards de kilos) comblés. Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1924, 57 mines et 109 puits furent encore fermés et plus de 27.000 ouvriers, dont beaucoup de spécialistes ayant exercé le métier pendant vingt ans, furent congédiés sur-le-champ (1.013). Pour prévenir le mécontentement dans les villages environnants, des détachements de cavalerie et de mitrailleurs y furent installés (1.082). 5 % des usines fonctionnaient seulement (1.024) et encore trois à quatre jours par semaine en raison du manque de matériel (999); le nombre des chômeurs augmenta de 27 % en 1924 (1.024) relativement aux deux années précédentes.

Dès le 10 décembre 1925, le fonctionnement des fours Martin fut arrêté aux immenses usines de l'Oural et en 1926 le nombre des chômeurs s'accrût tellement dans les centres de l'industrie, à Petrograd, Odessa, etc., que depuis 1919 la situation n'avait jamais paru plus menaçante (F. 26.192).

Les commerçants ne subissaient point un sort plus enviable. Le régime communiste comprenait parfaitement qu'en admettant le commerce individuel il détruisait les principes fondamentaux de ses doctrines. Aussi, tout en autorisant le commerce privé, les autorités reconnurent-elles l'inadmissibilité de son développement et recoururent-elles dès le début à de nouvelles mesures énergiques pour l'étouffer.

La concurrence avec le commerce privé était une chose impossible pour le pouvoir soviétique, quoique les nepmen se mirent à piller la population en augmentant démesurément les prix. Aussi les autorités réduisaient-elles peu à peu le commerce individuel en arrêtant les nepmen et les relâchant contre de fortes sommes; si les familles ne pouvaient offrir la somme exigée, les nepmen étaient fusillés sans procédure (1.099). D'après les informations de la Ligue Auber, plus de 15.000 nepmen, coupables seulement d'avoir repris leur commerce avec l'autorisation du pouvoir, furent déportés en Sibérie et vingt sur cent périrent de froid au cours de leur route; dans sept départements environnant Moscou, la résidence fut interdite à leurs familles (1.007). En mai 1924, 200 personnes de Moscou seulement furent déportées en Sibérie (S. W. 42).

L'oppression des commerçants et des nepmen continua tout le long des années suivantes, tantôt relâchant un peu de vigueur, tantôt reprenant de plus belle. Ne sachant pas acquérir le blé des paysans et par suite ne pouvant exécuter leurs plans d'exportation du blé à l'étranger, pour en recevoir le change, les autorités judéo-soviétiques s'acharnèrent après les acheteurs de blé chez les paysans qui offraient à ces derniers des prix plus raisonnables et ne prétendaient point acquérir le blé à la taxe comme le faisait le gouvernement; ces commerçants étaient menacés de déportation.

En 1927, les persécutions des commerçants et des nepmen redoublèrent et leur déportation dans les endroits isolés de la Sibérie continua toujours (1.726).

En même temps, les commerçants furent chargés d'impôts formidables sur le capital, sur l'égalisation des capitaux; des souscriptions forcées leur furent imposées à « l'emprunt d'or »; ces obligations portaient l'interdiction d'être engagées ou vendues. L'impôt sur le commerce sans compter les autres parvint en 1924 à 55 % du capital (1.007). Enfin un commissariat fut organisé pour régir les affaires du commerce intérieur dans le but de détruire le commerce individuel; on décida de liquider aussi les banques privées et de les transformer en succursales de la banque d'Etat, afin de priver de crédit le commerce individuel. Le journal soviétique *La Vie Economique* disait clairement que les commerçants bourgeois n'étaient plus nécessaires et que les communistes s'étaient déjà bien initiés à l'art du commerce (921).

En conséquence, un grand nombre de marchands et d'industriels abandonnaient Moscou et fermaient leurs magasins et entrepôts dans la crainte des confiscations en masse. Une époque despotique et précaire régna sur toute la Russie évoquant les pires moments de la terreur de 1919 (924). Plusieurs concessionnaires allemands, ayant ouvert des magasins en gros sous la surveillance d'inspecteurs soviétiques et forcés d'employer chez eux des communistes, durent aussi plier bagage en raison des pertes qu'ils subissaient dans l'impossibilité de travailler librement (1.046). Comment donc pouvait-on continuer les affaires quand, par exemple, la banque d'Etat faisait une émission d'argent étranger au marché de la Bourse et la section financière du G. P. U. appréhendait en même temps les acquéreurs de cet argent qu'elle confisquait et qui rentrait ainsi gratuitement dans une partie des valeurs émises à la vente (886). Les années suivantes, les persécutions des acheteurs et des vendeurs de valeurs étrangères continuent toujours accompagnées d'arrestations, de confiscations et de déportations (1.735).

Le gouvernement judéo-soviétique eut encore recours à d'autres mesures dans le genre du décret publié soudainement en 1924 et obligeant tous les fabricants à vendre leurs marchandises avec un rabais de 25 %; en cas de refus des fabricants ou de leur désir de reprendre leurs marchandises des établissements soviétiques de l'Etat, tout était confisqué par les autorités et vendu au prix voulu (862).

Le résultat de cette politique des Soviets et de leur conduite à l'égard des ouvriers se fit voir en 1925 par l'effondrement de tous leurs plans et par l'arrêt presque général de tous les genres d'industries ainsi que par une grande extension du chômage, car, à la fin de 1923 déjà, le nombre des ouvriers travaillant dans les usines avait diminué de 34 % par rapport à celui d'avant guerre (S. W. 7).

Conformément au rapport de Dzerdjinsky en 1924 sur les moyens à prendre pour atteindre la même production de travail qu'en 1913, un nombre de 200 ouvriers était nécessaire pour remplacer 100 ouvriers

vriers d'avant guerre, de sorte que la production du travail avait diminué de 50 % (F. 26.306).

En 1925, de toutes les raffineries, 34 seulement fonctionnaient (1.124); dans le bassin du Don, au lieu de 126 fours à coke, 70 fonctionnaient; 27 entreprises industrielles furent liquidées dans le département d'Odessa seulement (1.111); des 92 usines de métallurgie, 36 effectuaient leurs travaux; 2 parmi ces dernières étaient désignées à l'« observation » dès janvier (1.097). En même temps, le nombre des ouvriers chômeurs augmentait par milliers (904) alors que l'approvisionnement s'effectuait de plus en plus mal, ce qui n'est guère étrange si nous considérons que, par exemple, le poisson pourrissait à Astrakhan, son exploitation tombant en ruine, alors que le poisson importé de l'étranger revenait à un prix moins élevé que celui que l'on obtenait dans le pays (1.003).

Voici la situation économique en 1925 telle que la décrit *La Vie Economique*. Dès 7 heures du matin, des foules veillaient devant les magasins des trusts soviétiques et des syndicats; on en venait aux coups et lorsque, enfin, après deux et trois heures d'attente, les gens se précipitaient dans le magasin pour acheter de la futaine ou de l'indienne, neuf fois sur dix, la porte leur était fermée, le dépôt étant vide (1.348).

On ne pouvait rien trouver en Sovdépïe, ni étoffes, ni chaussures, ni drap, ni allumettes, ni fer, absolument rien; les coopératives mêmes étaient vides (1.344) (1).

On en vint à inventer une forme spéciale « d'assortiment forcé » pour faire écouler les marchandises inutiles ou mauvaises; en vertu de cet « assortiment forcé », on fournissait des boîtes de poudre aux coopératives des villages (1.569) ou bien on livrait sur mandat de la caisse d'assurance pour les nouveau-nés des bas de grande taille, des louches et des crayons au lieu de langes (1.783), ou bien encore on distribuait aux ouvriers du bassin du Don une paire de galoches et une casserole en aluminium à la place d'étrennes, etc. (1.498).

Dans ces conditions, le paysan n'avait aucun avantage à vendre son blé, car il ne pouvait se procurer quoique ce soit pour l'argent ainsi gagné.

En 1927, un grand nombre de fabriques furent incendiées à Moscou et dans d'autres villes principales. Les bruits circulaient que les incendiaires étaient des agents du G. P. U. qui mettaient le feu aux fabriques prédestinées quand même à la clôture, vu le manque de produits de fabrication; ils évitaient ainsi les troubles parmi les ouvriers qui devenaient de plus en plus difficiles à combattre et dont

(1) En 1924, on lisait dans le journal soviétique *Izvestia* du 12 septembre que des hommes et des femmes complètement nus parurent dans les rues de Moscou avec des rubans portant l'inscription : « A bas la pudeur ! » Voilà le résultat de la misère générale et de la pénurie des choses les plus nécessaires...

le mécontentement pouvait éclater devant une pareille clôture des usines (1.822). Presque toutes les usines des départements de Toula, Kalouga, Briansk et Riasan furent fermées aussi en raison de l'absence de matériaux, ce qui causa des désordres chez les ouvriers.

Les autorités judéo-communistes essayent de recouvrir devant l'Europe l'échec de toute leur organisation économique par des chiffres trompeurs. Ainsi les Bolcheviks vendaient le naphte au marché étranger en 1924 à 50 kopeks (6 fr.) le poud (16 kilos) alors que le prix de revient était de 1 rouble (12 fr. par poud); de même agissaient-ils avec le bois, poursuivant le seul but de se procurer des valeurs étrangères (1.052).

Les informations de la statistique soviétique qui se déclarait quelquefois sur le développement de la productibilité du pays dans des mesures pareilles à celles d'avant guerre n'étaient que très rarement fondées sur la généralisation de faits casuels ne démontrant point pourtant la situation nette de l'industrie. Il est vrai que ces informations embrassant la période de 1918 à 1922 ne sont que très brèves; après quoi elles deviennent des hypothèses très détaillées sur l'avenir jusqu'à 1930 n'accordant aucune attention à l'époque la plus intéressante de 1922 à 1925 et plus tard n'en fournissant que quelques pauvres détails.

Pour berner l'Europe, les Bolcheviks adoptaient un autre moyen efficace : dans *La Vie Economique*, un statisticien soviétique, le Juif Groman, publiait un compte rendu sur la valeur des produits agricoles et industriels exécutés de 1923 à 1924; il fixait le chiffre des premiers à 4.485 millions et celui des seconds à 1.485 millions. Dans son édition étrangère, ce même Juif Groman fixait la valeur des produits agricoles et industriels à 8.900 millions et à 3.340 millions pour 1923 seulement; celle des produits agricoles et industriels de 1924 atteignait à son dire 9.250 et 4.350 millions.

Mais comment avoir foi en la statistique puisqu'en déterminant le pourcentage de la mortalité à Moscou les statisticiens opposaient le chiffre de la mortalité en 1923 (dans le but de l'atténuer) à celui des habitants en 1924 lorsque la population s'était prodigieusement accrue (renforcée par un nombre considérable de Juifs); il est évident que de cette manière le pourcentage serait ostensiblement diminué (1.251).

S'évertuant à se procurer des moyens de subsistance, le gouvernement judéo-communiste avait encore haussé tous les impôts et tarifs depuis 1923 quoique les déplacements par chemins de fer, qui déjà ne s'effectuaient qu'à 25 % d'avant guerre, cessèrent presque complètement; il réduisit ensuite le nombre des fonctionnaires, leur enleva leur ration qui ne fut distribuée qu'à l'armée rouge, aux invalides (sur papier seulement), aux enfants des asiles et aux fonctionnaires privilégiés (cela s'exécute régulièrement!) et fit tant de réductions que le commissaire des finances Brillante (Sokolnikoff) déclarait en cette



même année 1925 qu'une existence pareille ne pouvait plus durer (517).

Rosenfeld (Kameneff) avouait en 1925 que, pour soutenir l'industrie soviétique, un versement de 800 millions de roubles était nécessaire d'urgence (1.324); par contre, malgré sa situation pécuniaire lamentable, le gouvernement avait dû faire remise de 68 millions de roubles d'arrérages sur l'accisé, le droit du timbre et les impôts sur le revenu et le commerce; n'est-ce pas une preuve du désarroi dans l'industrie? Dzerdjinsky, comme président du conseil de l'économie nationale, reconnu que la productibilité du travail se trouvait à un niveau très bas (1.107).

Opposez maintenant ces déclarations à la statistique de Groman...

Toutefois, on ne peut fuir l'actualité, et le pouvoir judéo-soviétique voit parfaitement la ruine générale de toute productibilité de travail dans l'U. R. S. S. Malgré tous les efforts pour cacher au monde la réduction de la production, elle continue au cours de toutes les années suivantes: ainsi, en 1927, trois usines à Samara déclaraient qu'elles n'effectueraient leurs travaux que pendant trois jours par semaine en raison d'embarras pécuniaires (1.722). 250 usines étaient en inaction en Ukraine en 1926 (1.506). La navigation sur la Volga exploitée par les trusts soviétiques dépérissait complètement et donnait de grosses pertes, personne n'osant y prendre une concession (1.571).

Le gouvernement judéo-soviétique donne lui-même une preuve éclatante sur la banqueroute de sa politique commerciale et industrielle par la réduction de son procédé favori de jeter de la poudre aux yeux de l'Europe et d'obscurcir ainsi son cerveau, manœuvre souvent salutaire et dont l'abandon risquait d'entraîner la perte définitive de tout crédit dans les sphères commerciales européennes. Ainsi, des informations de Rigá certifiaient que 200 membres de la délégation commerciale soviétique étaient congédiés depuis le 1<sup>er</sup> février 1926 en raison de l'unification des Vniehtorg et Vnoutorg (sections commerciales étrangère et intérieure). La réduction des employés devait s'effectuer dans tous les centres où il y aurait des délégations commerciales. Donc, le principe de monopolisation du commerce extérieur fut reconnu démodé et la nouvelle politique se mettait à encourager les entreprises commerciales privées pour les forcer ensuite à partager leurs bénéfices avec le gouvernement soviétique (1.420).

Là-dessus il ne serait pas inopportun de comparer les résultats de l'œuvre des Juifs du soi-disant gouvernement des ouvriers et paysans avec ceux de l'époque du Gouvernement Impérial en Russie. Nous rappellerons ici la recrudescence de la productibilité en Russie dans le courant des 30 années d'avant guerre: l'exploitation du charbon arriva de 70 millions de pouds (1.120.000.000 de kilos) à 272 millions (40 milliards de kilos), de la fonte, de 28 millions de pouds (448 millions de kilos) à 280 millions (4.480.000.000 de kilos), du coton, de zéro à 20 millions de pouds (320 millions de kilos), du naphte, de zéro à 500 mil-



lions de pouds (8 milliards de kilos), etc. Où a-t-on pu observer une croissance plus formidable? Quant au puissant royaume communiste, tout y va à l'envers...

Cachant savamment au peuple russe les causes réelles de cette débâcle de la vie économique, tout en rejetant la faute sur l'époque Impériale, le pouvoir judéo-communiste publiait de temps en temps des décrets séduisants par lesquels il croyait se rapprocher pompeusement du peuple et rendre l'Europe dupe de sa fourberie. C'est ainsi que le code agraire fut édité. Le code du travail par lequel le gouvernement renonçait à l'idée de l'embauchage forcé des ouvriers autorisait ceux-ci à passer d'une usine à une autre; le code des lois civiles admettait trois catégories de propriété : la propriété de l'Etat, soumise à nulle restriction, la propriété coopérative limitée et la propriété privée... Mais ces lois n'existaient pas en pratique...

Le droit d'héritage fut même reconstitué... Ici le commissaire de la Justice Stoutchka déclara au V. C. I. K. (comité général central exécutif) que « le code était fait pour les étrangers et capitalistes » (517).

Et comme l'Europe n'y prêta point foi et que l'argent des capitalistes européens ne pénétra toujours point chez les Soviets, ceux-ci risquèrent une nouvelle tentative en 1925 : ils élaborèrent en hâte un projet sur la convention des banques commerciales privées et des bureaux de banque avec des actionnaires privés et des administrations élues irréprouvablement, sur les comités d'escompte attachés aux bureaux de la banque d'Etat avec la participation des représentants du commerce individuel et de l'industrie pour résoudre l'escompte des traites, etc., sur la formation du bureau de l'assemblée du commerce et de l'industrie qui serait composé de membres du commerce privé (1.205). Tel était le projet sur papier...

Pour caractériser la situation, il ne serait pas inutile de citer quelques exemples de Moscou en 1924 publiés par le *Novoie Vremia* (*Nouveau Temps*) d'après le récit du journal italien *Corriere de la Sera*.

Deux marchands de bois qui s'étaient assurés la bienveillance de Bronstein (Trotzky) devinrent les fournisseurs de l'Etat et, en peu de temps, prospérèrent prodigieusement... Mais un beau jour il survint un malentendu entre Trotzky et eux... Le lendemain ils étaient arrêtés, écroués à la prison de Boutyrki et leurs biens et immeubles confisqués.

Un autre ancien fabricant fut placé par ordre et autorisation du gouvernement à la tête de ses anciens établissements comme directeur et ensuite comme propriétaire restauré dans ses droits; il ouvrit une confiserie dans le centre de Moscou et ses affaires allèrent brillamment. Un jour, un de ses clients qui était un agent soviétique lui emprunta une somme d'argent et, ne voulant point payer sa dette, accusa le malheureux commerçant de concussion, ce qui valut à ce dernier dix ans de prison et la confiscation de sa fortune...

Un autre fabricant prospérant aussi avait offert du travail à une

parente pauvre, mais comme il l'avait fait sans l'intermédiaire de la Bourse du Travail il fut de même condamné à dix ans de prison et à la confiscation de ses biens (862).

Pour montrer que tous ces faits ne sont pas des contes, il suffit de remarquer que, même en 1925, des perquisitions furent opérées le 15 juin à Moscou, cinquante bijoutiers arrêtés et leurs magasins mis sous scellés; deux bijoutiers seulement demeurèrent en liberté : tous deux étaient agents du G. P. U. Les commerçants quittaient précipitamment Moscou (1.284). Le 13 novembre 1925, 3.000 nepmen ou, conformément à la terminologie soviétique du journal *Bednota* (*Indigence*), « 3.000 brigands, spéculateurs et apaches » furent arrêtés la nuit après une rafle à Moscou (1.767). Evidemment on avait décidé d'appliquer la terreur aux commerçants et aux industriels qui y avaient échappé. Au dire des autorités, la hausse des prix de détail était due à la spéculation qui devait être réprimée sans retard et la lutte contre la spéculation et les spéculateurs était le premier devoir de tous les organes du pouvoir. Telles étaient les paroles de Dzerdjinsky, et — comme président du conseil suprême de l'économie nationale et, en outre, comme président du G. P. U., — celui-ci publia une circulaire conformément à ses déclarations. Il s'y engageait à frapper tous les spéculateurs et commerçants qui profiteraient du manque de marchandises et toutes les organisations qui les revendraient. Toute une série de commissions extraordinaires spéciales furent instituées pour combattre la spéculation; pris de panique, les commerçants plièrent bagages. Les administrations de plusieurs trusts furent livrées à la justice et beaucoup de leurs membres furent arrêtés. Toutes les boutiques furent fermées à Petrograd et néanmoins les prix ne baissaient point; par exemple la valeur des étoffes augmenta en deux mois, de septembre à novembre, de 300 % (1.364).

En 1926, à la conférence extraordinaire des commissaires des finances de toutes les succursales de l'U. R. S. S., la situation financière fut reconnue désespérante et tout espoir évanoui sur l'obtention de crédits (1.470). En quête d'une issue pour sortir de cette situation, le pouvoir judéo-soviétique se lançait d'une extrémité à l'autre. D'un côté les capitaux privés, quoique admis par les Bolcheviks, sont toujours poursuivis. Ainsi, lorsque les capitaux furent placés dans l'exploitation des moulins, les autorités détruisirent tous les contrats de location et fermèrent les moulins, de sorte que les habitants durent transporter leur blé à moudre dans les « gosmoulins » (moulins d'Etat) situés souvent dans des lieux très éloignés (1.735). En même temps, les entrepreneurs privés étaient chargés d'impôts et des tarifs spéciaux, plus élevés, leur étaient imposés.

D'un autre côté, le gouvernement judéo-soviétique fait preuve d'un revirement à l'égard des capitaux privés : le retour des maisons à quelques propriétaires fut proposé; il est vrai que des restrictions y

furent opposées et que seules les maisons estimées à moins de 5.000 roubles construites dans des quartiers plutôt faubouriens et sur des terrains peu chers (1.559) étaient soumises à cette autorisation.

Comme il a été indiqué plus haut, la clôture des établissements du Vniechtorg (comité du commerce étranger) fut proposée en Russie comme à l'étranger sous le prétexte que le principe communiste sur le monopole du commerce étranger n'était plus de saison (Rev. 27-39). Mais comme, d'un côté, cet établissement confondait trop d'intérêts des gros bonnets judéo-soviétiques et servait en plus de centre de propagande pour une révolution mondiale, le Vniechtorg fut conservé. Malgré l'absence de documents sur d'importantes et sérieuses opérations commerciales de vente des produits de Russie et d'achats de produits industriels à l'étranger, malgré l'entretien très coûteux des représentants du Vniechtorg dans tous les principaux centres du commerce mondial comme Berlin, Londres, Paris où leur nombre atteint plusieurs centaines, cet entretien n'est pas justifié par les dimensions peu élevées des opérations. Malgré tout ce que nous avons cité, le Vniechtorg n'en est pas moins un plat alléchant pour tous les chefs du parti communiste et ceux du pouvoir judéo-soviétique en Russie qui tous, personnellement ou par l'entremise de leurs parents jusqu'à la dixième génération, sont étroitement liés aux opérations du Vniechtorg et reçoivent des profits fabuleux pour leur participation. Les missions commerciales et tous les organes commerciaux en général ne livrent accès qu'aux leurs, qu'aux élus seuls, qu'aux Juifs communistes. Un enrichissement prompt et solide est assuré dans ces établissements; aussi ces monopoles sont-ils saisis avec rage par les Juifs dans la hâte de se remplir les poches et d'envoyer leurs femmes et leurs enfants à l'étranger. Et toutes les missions commerciales à l'étranger sont garnies de Juifs et de Juives de Russie et de tout l'univers.

En ce moment les Juifs-Bolcheviks n'ont pas seulement pillé et partagé entre eux tout ce qui leur tombait sous la main en Russie, ou ce qui appartenait à la Couronne; ils ont aussi dévalisé la Russie tout entière et sa population. Dans ces conditions, le Vniechtorg (comité du commerce étranger) est, avec ses sections, l'institution presque unique qui permette à ses fonctionnaires de remplir leurs poches en toute sécurité, car de temps en temps des transactions avec l'étranger y sont tout de même effectuées dont les bénéfices se distribuent immédiatement parmi eux. Des exemples frappants prouvent indubitablement comment tous ces meneurs qui, hier encore, n'étaient que des miséreux conspirateurs sont devenus aujourd'hui des millionnaires; rappelons-nous Vorovsky, Krassine et bien d'autres, les dizaines de millions qu'ils laissèrent ou ont à laisser à toute leur « digne » descendance, les immeubles et propriétés qu'ils se sont achetés à l'étranger avec l'argent volé en Russie.

Quant à l'intérieur de l'U. R. S. S., la réduction du personnel dans

tous les établissements bat son plein (1.509). Les établissements sont informés de réduire tout de suite leur personnel et la désobéissance à cet ordre entraîne l'arrivée de détachements du G. P. U. et l'application de la peine de mort sans jugement (1.527).

En mai 1927, des milliers de trusts, de banques, de bourses sont fermés, devenus inutiles en face de l'extinction de la vie économique; des milliers d'employés sont mis à la porte et les cadres des mécontents augmentent (Rev. 27-181). On en arrive à supprimer graduellement toutes les institutions suprêmes d'Etat dans diverses républiques autonomes comme celles d'Abkhas, de Moldavie, des Tartares (1.770).

Sans le vouloir, une question se pose de soi-même : qui donc peut s'occuper de l'industrie et du commerce en dépit des conditions citées ci-dessus du régime soviétique? De même que tous les organes du gouvernement, depuis les établissements centraux jusqu'aux plus inférieurs, sont remplis de Juifs, un phénomène pareil existe dans la sphère du commerce et de l'industrie. Le journal juif *l'Eveil Public* de Berlin déclarait fièrement en août 1922 qu'à Petrograd et Moscou les Juifs composaient 95 à 100 % dans plusieurs branches de l'industrie et du commerce. Le journal ajoutait que la population juive à Moscou augmentait toujours, complétée journellement par de nouveaux arrivants. Le commerce en gros ainsi que les raffineries et la farine sont concentrés exclusivement entre les mains juives qui dirigent encore le commerce des valeurs (411).

Pendant l'époque de la nationalisation, chaque maison et chaque magasin étaient placés sous la gérance d'un Juif. En 1922, le gouvernement « ratifia » ces gérants, c'est-à-dire leur réserva le profit de leurs droits à long terme en leur louant les immeubles qu'ils géraient pour un prix modique et en transformant ce droit de location en véritable droit de possession. Aussi toutes les maisons, toutes les entreprises commerciales dans les capitales et les centres principaux furent concentrées dans des mains juives qui y jouent le rôle de propriétaires. Si par hasard une fabrique délabrée était donnée en location à un Russe, on ne le faisait que dans le but de connaître sa fortune : aussitôt qu'il avait terminé les réparations nécessaires, la maison ou l'usine lui était reprise sous des prétextes différents et remise à un Juif qui devenait ainsi le propriétaire d'une entreprise restaurée. Ainsi, en 1922 déjà, le droit de propriété dans toutes les villes appartenait aux Juifs seulement (439).

A présent, tout le commerce est devenu propriété exclusive des grands magasins de l'Etat, comme le « Mazelprom » le « Communiste », etc., qui sont exempts de tout impôt; quant aux rares établissements du commerce privé, ils sont étouffés par des impôts et ruinés par les poursuites dites contre la « spéculation », ce qui entraîne la confiscation des marchandises et la fermeture des magasins. Le commerce privé disparaît parce qu'il est devenu impossible de

mener les affaires : le pouvoir se moque des commerçants : ce qui est toléré aujourd'hui est puni demain. (Gaz. Rouge Rus. 12). Depuis deux années que le gouvernement prit sous sa protection les coopératives, plus de 9 millions de magasins coopératifs furent ouverts; mais il n'y avait aucun stock de marchandises, un tiers de ces dernières ayant pourri (1.988).

Les Juifs seuls ont le droit de prospérer.

Le pouvoir juif entretient tous ces établissements commerciaux de l'Etat par des moyens spéciaux; c'est ainsi qu'à Petrograd le travail de nuit fut rétabli dans les boulangeries de l'Etat. Trois équipes d'ouvriers y travaillaient, ce qui était interdit dans les boulangeries privées et ce qui permettait à celles de l'Etat de concourir avec elles et de desservir 65 % du marché (F. 24-4).

En outre, tout le commerce universel du blé, et en particulier le commerce du blé russe que le pouvoir judéo-soviétique parvient à exporter, se trouvant dans les mains de la juiverie, il est évident que, si la juiverie mondiale vient en aide à ses coreligionnaires, elle est heureuse de presser sur les dernières forces des « goï » et les affaiblir encore, en quoi elle reçoit le ferme appui du régime judéo-soviétique tenant la malheureuse Russie entre ses griffes tenaces. La juiverie ne consentira jamais à lâcher sa victime. Tout en prenant cela en considération et en relisant ce qui a été dit dans le chapitre sur l'agriculture concernant le rôle juif dans l'acquisition en province des biens vendus pour payer les impôts, nous concevrons clairement alors le règne des Juifs dans le gouvernement, des Juifs dans toute l'industrie et le commerce, des Juifs en maîtres absolus dans les villages, des Juifs partout, et nous verrons aussi que cette terrible situation tient toute la population originaire de Russie dans un étau moral et économique impossible à desserrer et dont le peuple ne pourrait s'affranchir que par des moyens héroïques.

## II. — LES OUVRIERS

La nationalisation, la socialisation de toutes les entreprises industrielles, la démobilisation en un bref délai de toutes les fabriques et usines travaillant pour la défense, le désarroi du transport, toutes ces conditions devaient certainement influencer la situation des ouvriers et l'état des établissements nationalisés.

Des milliers d'ouvriers furent d'un seul coup réduits au chômage.

Au fur et à mesure que dépérissait l'industrie, la caisse d'Etat fondait aussi, et la situation pécuniaire des ouvriers empirait toujours. Il est vrai que le régime soviétique « secourait » les ouvriers à sa manière habituelle... sur papier seulement. Ainsi la législation ouvrière

institua la réglementation des embauchages par l'entremise de la Bourse du travail qui devait aussi revoir et fixer mensuellement les salaires minima; les congés annuels d'un et quelquefois même de deux mois furent autorisés et toute leur durée devait être payée; pour ceux qui désiraient se reposer chez eux à la campagne, le transport gratuit en chemin de fer fut établi et des maisons de repos avec tout le confort furent inaugurées pour les ouvriers solitaires; la longueur du travail hebdomadaire fut limitée à 48 heures et celle du repos à 42 heures, le travail ne durant que 6 heures la veille des fêtes; les congés pour cause de maladies, d'accouchements, d'accidents de travail devaient être payés par le commissariat d'assurance sociale; la surveillance des chômeurs était confiée à la Bourse du Travail qui devait avoir soin de leur placement et les secourir.

Néanmoins, tout en devenant par la terreur maître de la situation et s'appuyant sur l'armée rouge et les détachements étrangers, le pouvoir judéo-soviétique comprit le danger qu'encourait l'industrie du pays, et, lorsque la masse ouvrière ne lui fut plus nécessaire comme force physique contre « les bourgeois », il se mit à rappeler les ouvriers à l'ordre. C'est ainsi que s'effectua l'attachement des ouvriers aux usines par l'interdiction de leur transition à d'autres fabriques. La journée de 8 heures ne le fut que sur papier en raison du décret autorisant la prolongation du travail dans toutes les circonstances qu'exigerait l'intérêt de l'industrie. Comme « l'intérêt de l'industrie » demandait très fréquemment la prolongation des 8 heures, il en résulta que la journée de 10 et même de 12 heures fut établie ouvertement dans diverses branches du travail (772). Quant aux articles si tentateurs des lois ouvrières, ils n'aboutirent à rien : le minimum des salaires fixé ne pouvait en aucun lieu suffire, malgré toutes les augmentations des employeurs; les congés devinrent plus nombreux, mais ils ne furent point payés; les ouvriers employés aux usines de l'Etat courent journellement le risque de rester sans travail, les usines manquant tantôt de charbon, tantôt de produits, de matériel, d'argent; les maisons de repos, voyages gratuits et séjours à la campagne ne sont réservés qu'aux membres éminents du parti communiste, installés dans les anciens palais, hôtels et châteaux. Le traitement gratuit ou à un prix minime dans les villes d'eaux et sanatoriums existe en effet, mais voilà : tous les hôtels du Caucase transformés en sanatoriums pour les ouvriers contiennent 95 % de Juifs non ouvriers qui, toutefois, sont logés à la place de ceux-ci aux frais de l'Etat (1.052). Quant au traitement des ouvriers malades, voici quelques lignes du *Journal Ouvrier* (22, 131) : « Après 35 années de travail, un imprimeur est entré dans un hôpital de tuberculeux à Moscou et tel est son régime : le matin, du thé avec un morceau de pain; pour déjeuner, une soupe et de la viande avariée; à 4 heures, quatre cuillerées de riz et du thé; pour souper, une soupe et un bout de salé pourri. La pièce contient

vingt et un lits, dont trois occupants, faute de soins, font leurs besoins dans leurs lits. »

Les ouvriers sont militarisés. Le droit de grèves est restauré sur papier seulement. Nous verrons plus bas comment ces grèves s'effectuent en réalité. Les absences non justifiées sont punies par la retenue de 25 à 60 % des salaires, la négligence dans le travail et la paresse sont châtiées d'emprisonnement (772).

Ces mesures draconiennes n'aboutirent cependant à rien et le gouvernement judéo-soviétique en chercha d'autres. Le déplacement des ouvriers d'une usine à une autre fut autorisé de nouveau alors que, d'un autre côté, la section du travail à Petrograd décidait de supprimer dans les usines l'interruption du travail pendant le déjeuner, ce qui causa parmi les ouvriers une effervescence menaçant de grève (708).

Mais toutes ces mesures du pouvoir étaient trop tardives et ne pouvaient détourner les conséquences imminentes et logiques de sa politique, c'est-à-dire la réduction progressive et la clôture des entreprises industrielles, le renchérissement de tous les produits et, avec l'ébranlement de l'économie rurale, la modification des conditions du milieu ouvrier.

Dès le printemps de 1918, des explosions de mécontentement surgirent parmi les ouvriers et des émeutes véritables suivirent en été dans les usines de Sestroretzk, Sormovo, Ujevsk, etc, réprimées après quelques efforts par le gouvernement judéo-soviétique, qui en ce moment ne se sentait pas encore assez solide. Il va sans dire que le pouvoir ne se gênait pas dans le choix des moyens pour étouffer les troubles et exécutait les ouvriers par centaines.

Il est impossible d'établir exactement le chiffre des chômeurs : les informations officielles mentent certainement et les sources privées ne sont que brèves et fortuites. Ces dernières constatent pourtant les réductions de temps en temps du personnel des ouvriers et l'accroissement du cadre des chômeurs. Ainsi, en décembre 1922, le conseil des commissaires du peuple sanctionna le projet sur la réduction du personnel des fonctionnaires et ouvriers devant s'effectuer de manière à congédier d'un coup, en janvier 1923, 412.000 personnes dont 315.000 ouvriers, 82.000 fonctionnaires et 15.000 employés du transport (513). Si, avant 1923, le cadre des chômeurs consistait en manœuvres et en fonctionnaires, dès la fin de cette année, ce cadre fut composé en majorité d'ouvriers spécialisés, car les manœuvres se dispersèrent dans leurs villages et y demeurèrent. De cette manière nous pouvons certifier que, vers le mois d'octobre 1923, les départements centraux seulement comptaient jusqu'à 600.000 chômeurs spécialisés et, un mois après, jusqu'à un million et demi en tout, dont 60 % de spécialisés (778). En avril 1924 la région de Moscou seule possédait, d'après les informations soviétiques de la *Pravda*, un million de sans-travail (901).

L'accroissement du cadre des chômeurs continue de mois en mois sans relâche et si le total dans tous les départements et régions en était de 2 millions et demi au 10 septembre 1923 (748), chiffre s'étant « accru » sur les informations officielles soviétiques de 4 millions en avril 1924 (615), on peut carrément en conclure que vers 1925 le nombre des chômeurs atteignait un nombre foudroyant... Cela ne paraîtra pas exagéré si nous considérons que, vers le mois d'avril 1924, le gouvernement soviétique, pour cacher l'augmentation croissante des chômeurs, renonça à leur enregistrement à la Bourse du travail (970), quitta ensuite, quatre mois plus tard, en août 1924, à déclarer par la bouche du commissaire du Travail que le total n'arrivait qu'à 3 millions dont 15 % seulement pouvaient être secourus pendant trois semaines (1.003). D'un autre côté, leur nombre augmentait partout de dizaines de milliers par mois. Au département de Nijni-Novgorod, il y en avait 67.000, au 1<sup>er</sup> août 1924 (S. W. 62). Dans la région du Don, les chômeurs composaient 33 % de tous les ouvriers; les trois quarts mouraient de faim (989); à Petrograd, ils étaient 140.000 (928) au 1<sup>er</sup> avril 1924 et « augmentèrent » de plus de 33.000 dans le courant de ce mois (S. W. 41); à Kharkow il y en avait 200.000 en octobre; à Iouzovka, ils « augmentèrent » en octobre de 29.000 (1.987), à Batoum, en août et septembre, de 27.000 dont 70 % souffraient de la famine (1.048) et ainsi de suite... A l'Oural on comptait 582.000 chômeurs au 1<sup>er</sup> décembre 1924, l'accroissement étant de 47 % par rapport au mois de juillet, sans compter dans ce chiffre les manœuvres et les enfants (1.111).

La situation ne s'améliora pas dans les années suivantes. En mars 1925, Moscou seule comptait 300.000 chômeurs; Saratow, 33.000 en janvier (1.120). Dans la région du Don, ils « augmentèrent » de 29.000 en janvier de la même année, les trois quarts ne possédaient aucun soutien (1.125). La petite ville de Borissoglebsk en contenait 7.000 (1.301). La *Pravda* fut obligée de reconnaître aussi que le nombre des chômeurs en Russie avait atteint un million en mai 1925; dont 150.000 à Moscou et que le chômage s'accroissait très sérieusement parmi les paysans (1.383).

D'après les informations du pouvoir judéo-soviétique, le total des chômeurs en 1927 était de 1.600.000 dont la majorité consistait en ouvriers spécialisés (1.115). Il est peu probable que ces chiffres soient exacts (1); les conditions des dernières années ne sont nullement

(1) D'après les déclarations officielles soviétiques, sur 10.000.313 ouvriers des villes, 1.271.000 étaient enregistrés sur les listes des chômeurs, c'est-à-dire une augmentation de 320.000 sur l'année 1926. De ce nombre, 400.000 recevaient comme subvention une moyenne de 16 roubles, mensuellement. Les femmes formaient 50 %, les ouvriers non spécialisés 20 % et la classe intellectuelle 30 % (C. P. 27-82). Et le « Camarade » Gandine estimait au 1<sup>er</sup> octobre 1927 le chiffre des chômeurs à 1.140.000, tandis que, selon les données officielles des unions professionnelles, ce chiffre atteint 1.700.000 (2.008).



propices à réduire, par miracle, de cinq fois le nombre des chômeurs... Bien au contraire, le *Fremdenblatt* déclarait que ce nombre grossissait extraordinairement (1.157). Au début de 1926, les chômeurs étaient plus de 100.000 à Petrograd (1.893); à Moscou de même le chômage s'accroissait. Plus de 18.000 personnes étaient inscrites à la Bourse du Travail à Petrograd et 50 chômeurs par jour seulement étaient placés (1.104). A Lougansk, en 1927, les démonstrations des chômeurs se déroulaient journellement, réprimées par des forces armées (1.723). En Azerbeïdjan et en Géorgie, leur nombre s'accrût de 30.000 dans le courant de janvier 1927 et tous étaient dénués de subventions (1.751). En avril 1926, 38.000 ouvriers étaient congédiés seulement dans les mines du Don (1.440). En 1927 les mêmes exemples continuent toujours; dans un but d'économie, le conseil des commissaires du peuple ordonna une nouvelle réduction de 20 % du nombre des fonctionnaires et ouvriers dans les établissements et entreprises de l'Etat (F. 27 210) d'où s'ensuivit une nouvelle recrudescence de chômage par la nouvelle vague de dizaines de milliers de chômeurs.

En novembre 1927, l'opposition communiste (Bronstein et Co) estimait, dans ses discours, le nombre de chômeurs à plus de 2 millions (1.972). On ne doit pas cependant prêter foi à ces paroles, ayant en vue que le but de l'opposition n'était pas de fixer le nombre actuel des chômeurs, puisqu'en Angleterre et en Allemagne, avec leur industrie qui prospère, on comptait presque un million et demi de chômeurs. Si en Russie, au 1<sup>er</sup> août 1924, on avait constaté que le chiffre des chômeurs s'élevait jusqu'à 3.000.000, si l'industrie et le travail en général se dirigeaient pendant toutes ces dernières années vers la diminution, si l'on prend en considération tous les « curages » des ouvriers pendant ces derniers temps, toutes les déclarations de l'opposition et des « Camarades », quels que soient leurs motifs, ne méritent aucune confiance. Le chômage s'accroît non seulement dans les villes, mais en province aussi, particulièrement dans la région centrale, la plus fertile, que la population abandonne en se déplaçant : en 1925, les demandes de déplacements arrivaient à 300.000 et en 1926 à 400.000 (1.503).

Les journaux indiquaient en 1927-28 le nombre général des chômeurs à 6 ou 8 millions, mais les gens compétents estiment qu'il dépasse 15 millions et demi (1.988). Tout ce qui est expliqué plus haut affirme la vérité de ce dernier chiffre.

Toutes ces réductions s'appliquèrent exclusivement aux Russes; le gouvernement soviétique ne toucha pas aux ouvriers juifs et les employeurs privés se gardaient bien de congédier des Juifs; sinon ils voyaient surgir devant eux l'accusation d'antisémitisme avec toutes ses suites. Le nombre des ouvriers juifs arrivait à 400.000 dont 350.000 étaient membres des syndicats; 95 % des ouvriers juifs travaillent dans des entreprises de l'Etat et 5 % seulement dans des entreprises privées (1.710). Ces chiffres éloquents en disent assez.

Quant à la situation pécuniaire des ouvriers, les rémunérations pour le travail en novembre 1921 déjà ne représentaient pas la moitié des salaires de l'époque impériale; de novembre 1921 à mars 1922, ces salaires diminuèrent encore de 40 % et, quoique les payes fussent augmentées de 15 %, les prix de la vie augmentèrent de 30 % et la corrélation fut encore au détriment des ouvriers, ce qui se répéta plusieurs fois. En mai 1922, les salaires composaient 30 % des salaires de novembre 1921 et 15 % seulement des salaires de l'ancien régime (338). D'après le renseignement de la revue soviétique *La Vie Economique*, les salaires, à la fin de 1923, dans la région de Moscou, atteignaient 30 à 38 roubles par mois (80 à 100 francs d'avant guerre) et, à la fin de 1922, ces salaires, calculés en roubles du Tsar, ne faisaient que 10 à 13 roubles (25 à 30 francs d'avant guerre) (601). Au début de 1923, les salaires mensuels d'un ouvrier privilégié (d'après le cours de l'argent soviétique en 1923) équivalaient à 2 2/3 roubles-or (7 francs d'avant guerre), ce qui constituait la paye d'une journée de l'ouvrier de l'époque monarchiste (578). Les appointements des ouvriers ne leur permettaient de se nourrir qu'une seule fois par jour (758).

En 1924, les salaires marqués sur les listes étaient plus élevés que pendant la guerre, quelquefois même doublés, mais en réalité, en raison du change très bas, ils valaient beaucoup moins (1.339). En même temps, la vie devenait de plus en plus chère.

En outre, les salaires sont taxés d'un impôt à l'Etat, en plus duquel des perceptions diverses sont retenues, par exemple pour la flotte aérienne, pour l'acquisition de portraits des chefs révolutionnaires, pour les bannières rouges des ateliers, pour l'organisation de la fête annuelle de la révolution bolcheviste, pour l'acquisition des œuvres de Karl Marx, pour la souscription aux emprunts « du pain », de « l'or », pour la préparation d'une révolution communiste à l'Occident (S. W. 54), pour les cellules communistes, pour les clubs communistes, la désignation des chefs honoraires, les bibliothèques, les affamés, la propagande pour secourir les communistes sous le joug des Etats bourgeois, pour les ouvriers de la Ruhr (972), pour les mineurs anglais, les asiles d'enfants (946), etc., en tout plus de cinquante-quatre genres de perceptions. Après toutes ces retenues, le restant des salaires n'est jamais délivré à temps, souvent avec des retards de plusieurs mois, et, en plus, non entièrement en argent liquide, mais aussi en obligations d'Etat sur l'échange desquelles les ouvriers perdaient 50 % (1.046) et en d'autres titres dont l'acquisition devenait ainsi forcée (1.049). Dans ces conditions, la paye, ou plutôt ces misérables débris délivrés finalement, permettait à l'ouvrier de s'acheter seulement sa ration quotidienne de pain. Sur la déclaration du Bolchevik converti Badian, à Berlin, en 1927 (type

très suspect), l'ouvrier se voit délivrer huit roubles mensuellement après toutes les déductions de sa moyenne de 28 roubles (1.605).

L'impossibilité pour l'ouvrier de satisfaire « ses besoins les plus élémentaires » (c'est-à-dire de se procurer le manger, la boisson, le logement et les vêtements) avec les rémunérations qu'il reçoit fut reconnue par Dzerdjinsky lui-même (*Pravda* 196-24). Dans des circonstances favorables, les débris de la paye que les ouvriers reçoivent enfin ne suffisent que pour trois jours, puis leurs familles sont dans la misère, obligés de vendre leurs derniers vêtements et souffrant du manque de nourriture (767), leurs femmes et filles se livrent à la prostitution (S. W. 40). Des suicides en masse sont enregistrés, et les enfants des ouvriers périssent du manque de nourriture, d'infections, d'épidémies; des cas d'infanticide sont fréquents devant le manque de nourriture (S. W. 40). Malgré des subventions accordées quelquefois aux ouvriers en 1922, leurs proportions étaient telles qu'elles ne permettaient que l'achat d'un demi-litre de lait (D 579).

En 1925, la question des salaires demeurait toujours poignante, car la paye d'un ouvrier spécialisé, en janvier-février 1925, ne composait que 10/11<sup>e</sup> de sa paye d'octobre à décembre 1924, laquelle, de son côté, était inférieure à celle des mois précédents. Ainsi les salaires décroissaient alors que, pendant les derniers mois de 1924 et les premiers de 1925, l'impôt sur le travail s'était accru de 30 % en raison des mesures menées par Dzerdjinsky (*La Vie Economique*) (1.321) et l'ouvrier devait sacrifier encore 7 % de sa paye réduite à « des dons bénévoles » dans les syndicats, les fonds de réserve, l'armée rouge, les clubs ouvriers, etc.

En 1927, des informations parvinrent sur une réduction nouvelle des salaires dans les usines, ce qui entraîna même l'assassinat d'un directeur communiste (à Marioupol) (1.475). Les déclarations de l'opposition (Bronstein et Co) avouaient qu'en 1927 les salaires étaient moindres qu'en 1924 (1972).

Mais, hormis les retenues directes et soi-disant bénévoles des salaires ouvriers pour tirer de ces pauvres payes les milliers et les millions servant à entretenir les grévistes et attiser les révolutions dans tout l'univers, le pouvoir judéo-soviétique attire également à ces souscriptions « bénévoles » les fonctionnaires et les nepmen et dilapide dans le même but des sommes formidables de l'Etat au lieu de les employer à secourir les chômeurs. Ainsi, en 1923 encore, la banque bolcheviste à Berlin versa 5.000.000 de livres sterling pour la propagande en Turquie et au Japon (605). La déduction forcée des salaires des fonctionnaires et des listes de « souscription » de nepmen et commerçants rapporta 540.000 livres sterling (F. 26-151). Les informations assez confuses sur les secours envoyés à l'étranger dans le courant des dernières années nous présentent les chiffres suivants : en 1923, 5 millions de livres sterling furent versés par la

Banque à Berlin pour la propagande en Turquie et au Japon. Pour les mineurs anglais : jusqu'à 10.000.000 de roubles (1.656, 1.568), 1.000.000 de livres sterling (1.539) et, conformément aux calculs de la Revue (26.352), 1.087.000 livres sterling en tout. D'après les journaux anglais (1786), toute la grève anglaise coûta 16.000.000 de roubles à la Russie; d'après les déclarations de Cook, le leader des grévistes, ils avaient reçu 380 livres sterling (1.700), puis 8.905.000 roubles en dix mois de l'année 1926 (1.678) et 3.627.000 roubles au nom des syndicats ouvriers (F. 26-136) (1.678). Les mineurs américains reçurent de la III<sup>e</sup> Internationale 1.000.000 de roubles (R. V. 27-97), les pelletiers en grève de New-York, 25.000.000 de francs (1.707), les blanchisseuses en grève à Prague, 1.500 roubles (1.493), les victimes de la révolution en Chine 100.000 roubles (1.779), les Bolcheviks de la Chine 10.800.000 roubles, sans compter les canons, les fusils, etc. (*Gazette de Laus.* 27-115), et, d'après d'autres informations (F. 27 94), 10.000.000 de dollars et puis 300.000 dollars par mois; les ouvriers en grève à Bombay 10 millions de roubles (1.325). En 1929 et en 1930, des sommes formidables furent envoyées pour préparer les derniers troubles aux Indes et en Indochine.

Il est évident que le gouvernement judéo-soviétique nie sa participation et celle de la III<sup>e</sup> Internationale à ces envois, les justifiant par l'impossibilité d'empêcher les syndicats unissant des millions d'ouvriers de soutenir ceux de l'étranger; mais il serait malin de récolter des sommes aussi considérables parmi les mineurs russes au nombre de 180.000 et aux salaires mensuels de 13 shillings, en argent anglais, dont des déductions sont encore faites ainsi que nous l'avons cité plus haut; en conséquence, tous ces envois ne sont que l'œuvre de la III<sup>e</sup> Internationale et du régime judéo-soviétique (F. 26 131).

Si nous considérons encore les divers assignements du pouvoir soviétique, comme par exemple 700.000 roubles à l'érection d'un monument à Marx à Moscou (1.489), le projet d'un monument-phare avec la statue d'Oulianoff (Lénine) à Vladivostok (1.489) et ainsi de suite, nous comprendrons pourquoi le régime judéo-soviétique ne possède pas l'argent nécessaire au secours des chômeurs et indigents et au renflouement des industries. Poursuivant les grèves chez soi, il expédie à l'étranger, au nom des syndicats des ouvriers russes, des télégrammes de sympathie, des protestations véhémentes contre la diminution des salaires et des secours d'argent; aussi tous ces exemples suffisent pour concevoir le mécontentement toujours croissant des ouvriers et le déchainement des grèves, malgré les lois draconiennes adoptées par le gouvernement judéo-soviétique.

Ainsi, en 1923 déjà, on constate une série de grèves dans toutes les régions industrielles, des exigences d'augmentation de salaires

(1.248), des protestations contre l'envoi de sommes aux ouvriers à l'étranger (1.125).

En 1925, à Gomel, une démonstration des chômeurs fut organisée devant l'édifice du conseil municipal, ce qui entraîna l'intervention de la milice et d'un détachement de l'armée rouge qui chargèrent la foule, tuèrent vingt personnes et en blessèrent un grand nombre; en réponse à ce massacre, des proclamations furent affichées dans la ville incitant à la révolte (1.287). A Kharkow, une collision s'effectua entre les ouvriers d'une usine de locomotives et des détachements de la Tchéka, occasionnée par des arrestations opérées parmi les ouvriers accusés d'imprimer des proclamations antisoviétiques sur une machine à écrire découverte au cours des perquisitions; une bande d'ouvriers cernant les tchékistes rendit la liberté aux détenus, et seul le détachement équestre du « Tchou » (détachement de désignation extraordinaire), après une fusillade et plusieurs morts et blessés, réprima l'effervescence des ouvriers (1.329). La hardiesse des ouvriers augmenta, et, en 1927, des troubles sérieux eurent lieu parmi eux dans les régions industrielles de l'Ukraine, de sorte que les sections du G.P.U. se lancèrent plusieurs fois, en janvier et février, au secours des troupes, et des réserves du G. P. U. furent transférées à Youzowka, Ekaterinoslaw et Berdiansk (1.755). A Minsk, au mois de juillet, la foule se précipita sur les employés de la Bourse du Travail qui avaient eu l'intention d'exclure quelques chômeurs; aussitôt, le G.P.U arrêta cinquante personnes dont trois furent fusillées le jour même (1.857). A Moscou, des meetings de protestation s'effectuèrent contre les réductions des salaires en faveur des révolutionnaires chinois et des ouvriers grévistes, ces réductions ayant diminué la paye d'un tiers (1.755). Dans la région du Bas-Dniepre, les ouvriers en grève exigèrent la mise en liberté des membres du comité gréviste et les autorités acquiescèrent à ce désir (1.755).

Parmi les restes des ouvriers spécialisés, la révolte grondait aussi. Dès le début de la révolution, le régime communiste s'acharna surtout à ces ouvriers, s'efforçant de ne point les distinguer des manœuvres; aussi, les ouvriers s'en allèrent-ils dans leurs villages et ne demeurèrent dans les usines, vers 1920, qu'au nombre de 80.000 au lieu des 2.400.000 employés précédemment; ces restes étaient formés des pires éléments, pérorant aux meetings et espérant trouver le salut dans les comités ouvriers; une partie des ouvriers périt dans la tourmente révolutionnaire; une autre tomba dans la catégorie des chômeurs et, comme classe sociale, la classe ouvrière était perdue. Cependant, actuellement, ces débris conçoivent toute leur importance pour le gouvernement vu leur nombre insuffisant (1.988) et expriment avec audace leur mécontentement sur l'égalisation de tous les traitements quels que fussent la valeur des ouvriers, leur travail et leur expérience (Rev. 26-142). Souvent, ces ouvriers spécialisés se

groupent en puissantes organisations antisoviétiques, décrétant des grèves et s'opposant au pouvoir dans les centres industriels (1.720).

Perdant toute confiance dans les promesses communistes, les ouvriers quittent le parti. Ainsi, dans la région de Jouzovka, en septembre 1923, 263 déclarations d'ouvriers furent adressées au parti avec la décision d'en sortir (1.361). Des déclarations nombreuses de ce genre provenant aussi de vieux membres du parti avec un stage très considérable de mérites communistes continuèrent d'affluer en 1926, provoquées par le désenchantement dans l'œuvre du parti (1.623). Sous les yeux mêmes du pouvoir, à Petrograd, la situation au début de 1926 était telle que le comité central du parti interdit tout discours individuel des communistes, car les ouvriers refusaient d'écouter, entreprenant des batailles, rouant de coups les agitateurs et exprimant le mécontentement et la méfiance envers le gouvernement moscouteur. La fuite des ouvriers du parti communiste, malgré quelques privilèges économiques dont ils jouissent, dura en 1927 et plus tard; dans le courant d'un mois et demi seulement, de juin à mi-juillet 1927, 472 déclarations furent adressées pour quitter le parti; les motifs donnés pour prétexte étaient la fatigue, le poids des obligations du parti, la surcharge de travail (1.879).

Et ce n'est qu'après le dépérissement de la classe ouvrière, qu'après le désarroi dans toute l'industrie, ce n'est que lorsqu'il fut trop tard qu'on entendit les administrateurs de différentes entreprises réclamer en faveur des ouvriers spécialisés et appeler à ne point dédaigner les spécialistes et à cesser l'excitation des éléments les uns contre les autres (R. 1.617). De son côté, le gouvernement soviétique entreprit une nouvelle fourberie : pour détourner les ouvriers des troubles et des tendances monarchistes qui se révélaient dans l'armée rouge, Apfelbaum (Zinovieff) se prit en 1925 à délibérer dans la presse sur l'augmentation des salaires (1.282) quitte à en demeurer à de simples déclarations.

Quant aux habitations des ouvriers, leur état est fort déplorable; la surface même des appartements fut extrêmement réduite, et si, au temps de la monarchie, la famille d'un ouvrier occupait souvent quatre pièces, il n'en fut pas de même sous le régime judéo-soviétique qui ne réserve que 17 archines carrés (9 1/2 mètres carrés) à chaque ouvrier, de sorte que toute une famille ne pouvait conserver qu'une seule pièce, obligée d'abandonner les autres à des étrangers qui y furent logés. Ainsi, les appartements représentent-ils un mélange de diverses classes sociales : nous y voyons des représentants de la classe intellectuelle, l'ouvrier, l'artisan, toute cette compagnie de quinze à vingt personnes entassées dans la même cuisine, avec un seul W.-C., un seul garde-manger; quinze à vingt pelisses, manteaux de bisquain et caoutchoucs remplis de boue ou de neige, rangés

dans une seule antichambre, exhalant une odeur infecte durant six longs mois d'hiver.

La possession d'une surface de 17 archines carrés ne dura pourtant pas toujours ; en 1927, elle fut réduite à 9 archines carrés (4 1/2 mètres carrés) (1.735). Cela est bien compréhensible, puisqu'en 1926 un milliard et demi de roubles étaient nécessaires pour la réparation des maisons ; déjà 58 millions avaient été employés pour les réparations des habitations ouvrières en 1924-1925, puis 106 millions en 1925-1926 alors qu'un milliard aurait été indispensable en ces temps (Gosplan) (1.735). Dans ce but, des bureaux de construction appartenant à l'Etat furent institués avec des dizaines de succursales (1.504).

Ce sont encore les ouvriers les plus heureux qui sont logés ainsi ; des milliers mènent une existence de caserne : ils couchent dans des salles communes et n'ont que huit heures de sommeil au lit, forcés de le partager à tour de rôle avec d'autres camarades (rapport du commissaire Beloborodoff, en 1925) ; après huit heures de sommeil, ils se rendent aux ateliers où ils travaillent huit heures aussi (par règlement) et passent le reste du temps à flâner dans la ville, aux cabarets et aux clubs communistes. Cela va de mal en pis, et le journal soviétique *Troud (Le Travail)* établit que des milliers d'ouvriers n'ont pas de lieu de repos ; la surface réservée à l'habitation d'un homme n'a souvent que 3 1/2 mètres carrés (le minimum sanitaire est de huit mètres) et à Moscou jusqu'à 2,2 à 2 mètres carrés quelquefois. Les employés des chemins de fer durent occuper, pour se loger, en 1925, 1.755 wagons, 1.067 caisses de voitures, 1.193 baraques ; les ouvriers tanneurs occupaient une surface de 8 archines et demi carrés par personne (6 mètres carrés), c'est-à-dire 45 % de la surface normale (1.729).

D'après les informations de la *Pravda*, dans la région du bassin du Don, 50 % des ouvriers seulement ont un logis assuré ; dans les communautés, 395 personnes n'ont que 92 lits ; les malles, les canapés sont aussi considérés comme tels, 75 % des locataires possèdent des oreillers (1.739). *La Vie Economique* du 15 août 1925 écrivait que la question des logements pour les ouvriers était devenue poignante, surtout en Ukraine et sur le Don où 50 % d'ouvriers n'avaient pas de logis et vivaient à la belle étoile, dans des huttes ou même dans les fours des usines qui, à peine éteints, devenaient, le soir, l'objet de luttes entre les ouvriers désirant les occuper les premiers.

Si, par malchance, un des ouvriers tombait malade ou était victime d'un accident dans les mines (ceux-ci arrivant très fréquemment), il était conduit à plus de dix lieues, au dispensaire le plus proche, et très souvent il mourait ou était gelé en chemin. Quant aux hôpitaux, la crasse et l'infection y régnaient à un tel point que les ouvriers les évitaient avec crainte. (*Prav.*, 1.559). Le journal *Troud* décrivait

ainsi les habitations et la situation des ouvriers dans les verreries : « Les logis ne subissent aucune réparation, l'humidité descend le long des murs, les plafonds sont défoncés, l'eau pénètre en bas des planchers, et les enfants rampent sur ces planchers. » A l'usine même, les mesures sanitaires n'existent pas; les ouvriers travaillent en chemise sous une température de 40°, pieds nus sur le sol en ciment, et montent ainsi les escaliers de pierre; si les murs des usines sont planchetés, la neige y pénètre en hiver alors qu'il fait une chaleur tropicale près des fours. Pour comble, 90 % d'ouvriers sont atteints de phtisie (1.532).

Dans les centres principaux, les asiles de nuit servent de gîte à beaucoup d'ouvriers. Ces asiles sont assaillis par les poux, dont le nombre atteint des chiffres prodigieux. Au moment des désinfections on se voit obligé à enlever ces poux avec des pelles (1.559).

Au lieu de pain et de logis, le régime judéo-soviétique farcit les esprits des malheureux ouvriers de ses absurdités communistes pour préparer, dit-il, « l'éducation » de l'ouvrier. Cette éducation consiste en l'institution de clubs communistes qui sont censés de transformer l'ouvrier en un homme « conscient » d'autant plus qu'il participe au conseil administratif des usines (1). (Ce dernier fait n'est qu'un rêve puisque Apfelbaum déclarait que les « directeurs rouges » des fabriques étaient des tyrans encore plus féroces que les anciens propriétaires bourgeois.) Et dans les clubs, des gens n'ayant pas la moindre connaissance sur l'histoire et la géographie entendaient pendant des soirées entières de longs récits sur la politique anglaise dans la question du pétrole.

L'auditoire écoute bouche bée; mais, après deux visites, il n'en fait pas une troisième. Des pièces antireligieuses sont aussi montées dans ces clubs pour propager l'athéisme par des tirades monotones. On apprend aux ouvriers à jouer aux échecs et on les invite à émettre leurs opinions sur les événements internationaux. L'ouvrier, trompé, en a de quoi être écœuré.

Le gouvernement soviétique se comporte vis-à-vis des chômeurs récalcitrants d'une manière très simple : le moyen le plus clément est leur déportation de Moscou et des autres villes principales dans leurs villages; pour assurer l'incarcération de ces chômeurs chez eux, des détachements militaires accompagnent les trains jusqu'aux lieux de destination (976).

Indubitablement, les ouvriers ne pouvaient demeurer muets devant un pareil état de choses. Ils comprirent que toutes les branches de l'industrie dont ils vivaient étaient dans un désarroi complet et que la liberté à laquelle ils rêvaient était arrachée de leurs mains,

(1) Il ne serait pas inutile de noter que les éditions communistes revinrent en 1926 à 2.000.000 de roubles au gouvernement judéo-soviétique, mais furent vendues aux enchères comme papier d'emballage pour 3.000 roubles (1.716).



qu'une nouvelle forme bien plus redoutable de capitalisme était instituée. Petit à petit, des murmures grandissaient aux réunions des syndicats, aux meetings, aux assemblées des délégués soviétiques même; ces murmures, plus fréquents, se transformèrent en discours des ouvriers exprimant leur mécontentement; ils exigeaient d'être soutenus, de voir changer les conditions du travail et jusqu'à l'administration. C'étaient déjà des protestations contre le pouvoir communiste. Hormis les discours, les ouvriers eurent recours à d'autres moyens encore : à la publication de tracts, à des grèves et à des révoltes enfin (1).

Cette situation ne s'améliora nullement par la suite. Ainsi, dans la région du Don, en février 1927, il ne fut distribué que 33 % des salaires, sans amortir les anciennes dettes et, lorsque les ouvriers se dirigèrent vers l'administration, la garde et la milice firent usage des armes et jonchèrent le sol de blessés (1.744) (2).

(1) Ainsi : à une réunion de chômeurs à Ekaterinoslaw, leurs représentants signifèrent qu'ils étaient dénués de tout : de pain, de vêtements, de combustibles, de chaussures, le secours des syndicats n'étant que de 30 kopeks par mois (4 à 6 francs), en raison de quoi les chômeurs entraient dans les troupes insurrectionnelles et se livraient aux pillages. Les déclarations des membres du comité exécutif départemental annonçant que le secours ne tarderait pas furent accueillies par des cris d'indignation et de méfiance puisqu'on entendait depuis deux ans ces promesses (1.095). Les délégations des chômeurs déclarèrent directement qu'elles inciteraient les mécontents dans les localités à la lutte contre les autorités complètement incapables d'arrêter le chômage (1.113). Les délégués soutenaient qu'au lieu de secours le gouvernement logeait dans les communes des détachements de cavalerie sous prétexte d'y faire paître leurs chevaux, que le peuple était las d'attendre les félicités promises et ne se concilierait jamais aux plates supercheries dont il était l'objet. En 1923, un nouveau manifeste des ouvriers eut lieu exigeant la répression du parti communiste, la suspension de la licence des arrestations et la restauration de la liberté de presse et de parole (573). En 1924 déjà, l'effervescence et l'irritation des ouvriers dans les régions industrielles et métallurgiques entraînaient des grèves et des révoltes contre le régime soviétique (S. W. 40). Il y eut quelques collisions sanglantes avec les troupes, des agressions contre les trains transportant l'or (994). En novembre 1924, parmi les 56 usines de la région de Yousovka, 49 étaient en grève avec 65.000 ouvriers réclamant l'amortissement des anciennes dettes, le paiement régulier des salaires, la révocation des communistes sortis des cellules d'usines et ayant ainsi pénétré dans les commissions de conflit qui, à l'avenir, devraient posséder des représentants de tous les ouvriers des usines en grève. Ces troubles et ces grèves rendaient la situation vraiment menaçante pour le pouvoir juif (1.083).

(2) A Millerowo, la milice qui dispersait des chômeurs fut assaillie par des ouvriers des usines armés de bèches qui effectuèrent un massacre des communistes du faubourg (D. 1.598). A Mokeïewka, une imprimerie clandestine fut découverte où des brochures étaient imprimées pour les ouvriers, ainsi que des articles tirés des journaux émigrés et publiés en tracts (1.514). Dans la région de Perm, les ouvriers en grève forcèrent le comité exécutif de la localité à résigner son pouvoir; le chef de la milice craignant la vengeance des insurgés se cacha avec ses miliciens à cheval et les communistes de l'endroit prirent la fuite, alors que tous les détenus politiques arrêtés par ordre du comité exécutif furent remis en liberté (1.623). A Moscou et dans d'autres villes, des conférences « apolitiques » des ou-

Le gouvernement soviétique joue le rôle d'un banqueroutier et, pour retenir l'or en Russie, il augmente jusqu'à l'extravagance le prix des passeports étrangers (Rev. 27-226). En même temps, vers l'automne 1926, les appels de l'opposition déclaraient que des millions de roubles-or étaient expédiés en Angleterre, en France, Italie, Allemagne, Pologne, etc., pour accélérer la propagande, qu'en Angleterre seulement plus de 800 agents y étaient employés, dont l'entretien coûtait, depuis six ans, 15.000.000 de roubles, c'est-à-dire plus que l'entretien de milliers et de milliers d'ouvriers en Russie. A Berlin, le nombre de ces agents était de 200 (information de Badian).

Remarquons ici que tous ces agents sont en grande majorité des Juifs, que la Russie contient encore 180.000 fonctionnaires, appelés délégués communistes à l'étranger, et que chacun reçoit 200 roubles par mois (2.500 francs), alors que l'ouvrier russe ne gagne que 30 roubles (375 francs) (1.649). Remarquons aussi que la plupart de ces délégués sont des Juifs aussi, ce qui a été confirmé à Berlin dans le rapport du transfuge Badian (1.605).

Comment donc le pouvoir communiste réagissait-il?

En 1923 déjà, des organisations ouvrières antisoviétiques furent découvertes et beaucoup d'arrestations opérées à Petrograd et Moscou (981). Ces arrestations des ouvriers avaient lieu dans la nuit et des quartiers entiers étaient entourés d'une chaîne de gardes-rouges (S. W. 41).

A l'Oural, l'état de siège fut déclaré et les ouvriers furent informés que celui qui refuserait de travailler serait immédiatement fusillé : la grève cessa ainsi aussitôt (1.049).

Mais ce n'est pas toujours que l'affaire se terminait sur des menaces seulement (1).

vriers eurent lieu dont la presse soviétique ne fournit point de détails, se bornant à déclarer que « la critique y était exagérée dépassant toutes les bornes et s'étant transformée en insensée » (1.528), les déclarations des ouvriers ayant été par trop dures. En septembre 1926, des détachements de la milice à cheval et du G. P. U. avaient dispersé des manifestations de chômeurs textiles et métallurgistes qui voulaient pénétrer au centre de la ville (1.619). A Petrograd, des appels circulaient parmi les ouvriers les incitant à lutter contre le régime soviétique oppresseur du peuple russe et de la classe ouvrière. Ces appels se terminaient par les mots : « A bas le gouvernement soviétique! A bas la tyrannie sanglante! » (1.594). Dans les usines de Petrograd, des comités clandestins s'organisaient pour propager des écrits antisoviétiques où les ouvriers déclaraient que, malgré leurs salaires modiques, ils étaient chargés d'impôts bien plus élevés qu'à l'époque de la monarchie (D.1.115). Dans une grande ville du centre de la Russie, les chômeurs se livrèrent à une manifestation en criant : « Rendez-nous les bourgeois pour que nous ayons enfin du pain et du travail! »; ils lancèrent ensuite à l'adresse de leurs seigneurs rouges : « Vous disparaîtrez aussi vite que vous êtes apparus! » (Rv. 26.103). En août 1927, à Toula, où sont concentrées des usines métallurgiques, les ouvriers défilèrent dans les rues aux cris de : « Nous voulons du pain » et « A bas les Soviets! » (Rev. 27.226).

(1) Ainsi, dans la région de Youzovka, dès le premier jour de la grève, le chef

Sous prétexte de liquider les troubles et les grèves, le G.P.U. se défaisait directement des ouvriers qui ne lui convenaient point; ainsi, en février 1924, le G.P.U. fusilla onze ouvriers au Caucase pour se venger de l'insuccès des espions travaillant parmi les ouvriers (861). Dans d'autres cas, le G.P.U. se défaisait des ouvriers indésirables en les déportant dans les départements mal peuplés (858).

Soit par affaiblissement du pouvoir, soit par danger de la situation ou par plus de hardiesse dans la population, toujours est-il qu'on remarque pendant les années 1926-1927 une certaine hésitation dans la conduite du régime judéo-soviétique envers les manifestations des ouvriers. Si les moyens terroristes continuaient à s'appliquer en sourdine, ils l'étaient avec tant de dissimulation que des informations d'exécutions en masse comme en 1923-1924 ne paraissaient plus. On entendait parler de mesures plus clémentes, de la dispersion des meetings d'ouvriers et matelots à Cronstadt par des détachements de la milice et du G. P. U. (1.632), d'arrestations dans le comité gréviste à Méliopole et de la garde des usines par des détachements militaires (1.625), de l'arrestation à Ekaterinbourg par les agents du G. P. U. d'un comité propageant la lutte des ouvriers dans les groupements professionnels contre l'obsession communiste (1.618), d'arrestations en masse parmi les ouvriers à Petrograd et Moscou en avril afin de prévenir les manifestations antigouvernementales le jour du 1<sup>er</sup> mars (1.518), d'arrestations à Tsaritsine des ouvriers ayant participé à la campagne électorale dans les soviets régionaux (1.723).

du G. P. U. fut mandé par télégramme à la tête de ses troupes; il ordonna de se mettre au travail sous peine de répressions par les armes et d'arrestations des meneurs; après quoi une escarmouche eut lieu entre les ouvriers et les tchékistes : 17 ouvriers furent blessés dont deux moururent et des arrestations en masse s'effectuèrent dans la soirée (1.004). Dans une des régions centrales, dès le commencement de la grève, l'usine fut entourée d'une chaîne de troupes, des mitrailleuses furent placées à toutes les issues; l'ordre fut donné de livrer les instigateurs et de reprendre le travail au bout d'un quart d'heure, sinon le feu serait ouvert et ni les coupables ni les innocents ne seraient épargnés; en effet, en dix minutes, les meneurs de la grève furent livrés et fusillés le jour même et les ouvriers se remirent au travail (1.633). Les ouvriers arrêtés par le G. P. U. étaient battus et martyrisés; les interrogatoires étaient accompagnés de questions et de tortures (879). Le premier signe de mécontentement parmi les ouvriers se réprimait avec une cruauté féroce; dans la région du Don, lorsque les ouvriers réclamèrent simplement leurs salaires retenus pendant neuf mois, des troupes du G. P. U., invitées aussitôt, firent usage des armes (1.042). Chaque bagatelle était menacée d'emprisonnement sans jugement (901) ou de déportations qui s'effectuaient par milliers au Nord et en Sibérie, ce qui provoquait des suicides fréquents chez les ouvriers arrêtés (874). A Khabarovsk, 21 ouvriers des chemins de fer en grève étaient fusillés (916). Même à Petrograd, au centre du pouvoir, 17 ouvriers étaient fusillés d'un coup sans jugement, pour avoir préparé une grève (1.009). Quant aux arrestations, elles s'effectuaient par centaines (S. W. 41) et 59 ouvriers furent déportés en Mourmane avec leurs familles (S. W. 36).

Ils recourirent enfin à l'exclusion de communistes du parti pour « déviation psychologique nuisible » et à leur transport au Nord par le G. P. U. (1.571).

D'un autre côté, pendant les manifestations des ouvriers à Toula, en août 1927, la milice fit usage des armes, tuant 15 ouvriers et en blessant 22; au moment de la grève des ouvriers de la compagnie d'électricité à Petrograd, pendant l'été de 1927, en réponse à leurs réclamations pour instituer la journée de huit heures avec semaine anglaise et en raison de leur refus à reprendre le travail, des troupes mandées déchargèrent leurs armes, faisant 15 morts et 50 blessés (F. 27. 210).

Quant à la grande démonstration des chômeurs à Petrograd, en juillet 1927, à laquelle participèrent des milliers de personnes dont quarante orateurs qui exigeaient le remplacement des ouvriers, travaillant actuellement, par des chômeurs et qui attaquaient sévèrement le gouvernement soviétique, la presse soviétique a gardé là-dessus le silence (1.854). On peut toujours dire qu'avec l'accroissement du chômage et surtout dans les grandes villes, l'effervescence antibolchevique augmente au sein des ouvriers (Rev. 26 84). Au cours d'une démonstration de chômeurs à Moscou, en août 1927, accompagnée de troubles graves, les manifestants promenaient des placards portant ces inscriptions : « A bas l'Inspection des ouvriers et paysans ! » « A bas le G.P.U. ! » (1.891).

La situation des ouvriers est en général désolante; ils sont dénués de tous droits, transformés en galériens de leur nouveau seigneur, notamment de l'Etat communiste, et condamnés à la faim et aux persécutions, travaillant fréquemment sous la garde de troupes armées (E. Goldmann, *Mon Désenchantement en Russie*). Les ouvriers demeurés dans les fabriques traînent, depuis 1923, une existence de privations (517).

La journée de huit heures fut abolie et, depuis 1925, la durée du travail et les jours fériés devaient être établis par un contrat. L'assurance des travailleurs agraires ne devint plus obligatoire. Il y eut des usines où les ouvriers travaillaient, en 1925, 16 heures par jour au salaire de 60 kopeks par jour (dans les goudronneries), les gardiens employés à la construction d'un hameau ouvrier (travail de l'Etat) étaient occupés de 12 à 16 heures par jour et, en réponse à leurs demandes d'augmentation des salaires, ils étaient informés qu'ils n'étaient que « provisoires » car des dizaines de chômeurs guettaient leur emploi (1.406). La dictature du prolétariat a dégénéré ainsi en esclavage plus pénible que l'existence d'un ouvrier en n'importe quel autre pays. (*Journal*, 12.032). La révolution n'était qu'un doux rêve pour l'ouvrier, et aujourd'hui la dictature du prolétariat est exécutée par les 18.000 fonctionnaires qui représentent le pouvoir, mais sans prolétariat!

Depuis 1925, les grèves sont catégoriquement interdites, car le nouveau code criminel contient un arrêté en vertu duquel tout refus à exécuter un travail ayant une importance d'Etat (et toutes les usines sont à l'Etat en Sovdépïe!) serait châtié d'emprisonnement ou de travaux forcés pour un délai non inférieur à six mois (1.313); sans se gêner, les tribunaux condamnent pourtant les grévistes à la peine de mort (1.366).

De nouvelles lois furent publiées, introduisant une discipline sévère pour augmenter la productibilité et pour diminuer les frais généraux en autorisant les heures supplémentaires et le travail les jours fériés (1.313).

Mais, indépendamment, la classe ouvrière dégénère physiquement. Pendant les treize années d'existence du paradis soviétique, des observations ont été établies sur des ouvriers dans différentes branches d'industrie, qui permettent de préciser que l'accroissement annuel des proportions de la poitrine, de la grandeur, du poids dans la jeune génération des ouvriers a diminué; nous avons par là tous les symptômes de la dégénérescence : jusqu'à 60 % d'ouvriers souffrent d'anémie; 45 % ont une nourriture insuffisante et 15 % seulement se portent bien; le reste est atteint de maladies sérieuses; ainsi jusqu'à 46 % sont suspects de la tuberculose (R. 1.417).

Dans la région du Don, 50 % des mineurs sont atteints par le « ver intestinal » par suite des conditions sanitaires insupportables : ils vont à la selle n'importe où, près du lieu de leur travail, et mangent en travaillant, avalant la nourriture avec le charbon, la poussière, etc. (1.587).

Comme d'habitude, sur papier seulement, le gouvernement judéo-communiste établit la protection du travail de l'ouvrier dans les usines. En pratique, il y eut, par exemple à Ekaterinoslaw, pendant la moitié de 1925, jusqu'à 11.600 accidents (1.426).

Et que font pendant ce temps les syndicats professionnels des ouvriers, comment les protègent-ils? Hélas! dans les conditions de la vie soviétique, ces syndicats ont longtemps cessé d'être des groupements d'ouvriers et sont devenus des organisations du parti communiste. Leur protection des intérêts ouvriers n'est depuis longtemps qu'une fiction, de même que leur traité collectif. A toute réclamation économique des ouvriers, ces syndicats prennent d'eux-mêmes des moyens énergiques pour étouffer toute tentative de grève, sous prétexte que des démonstrations non organisées ne peuvent avoir lieu sans le consentement du centre des syndicats. Généralement, les meneurs sont soumis aux persécutions de ces mêmes syndicats et, en cas d'obstination, on les traduit devant le G. P. U. (1.260).

Les syndicats émettent des résolutions élaborées d'avance par les communistes, et les ouvriers recommandés par les syndicats ne sont

reçus aux usines qu'après sanction des cellules communistes qui délivrent des certificats de sécurité politique (1.724). Mais à quoi pourrait-on s'attendre des syndicats russes si des organisations aussi puissantes que le syndicat des cheminots en Angleterre n'existent au bout du compte que pour le personnel employé dans les syndicats et non pour les ouvriers. Ainsi, le compte rendu de l'année 1922, publié par l'administration, établissait que 423 livres sterling avaient été versées dans leur caisse pour couvrir les frais de maladies, de décès, de chômage, de grèves dans les milieux ouvriers. Mais, en réalité, plus de la moitié de cette somme (226.000) avait été dépensée pour l'entretien du personnel... Donc puisque, en Angleterre, le syndicat n'existe que pour le profit de ses employés et non pour ses membres, s'étant transformé de société de secours mutuels en support d'agitateurs, de secrétaires et même de membres du Parlement, on ne pourrait à plus forte raison s'attendre à rien de bon des syndicats russes dont l'administration est envahie par des Juifs et des communistes (1.148).

Les délégations ouvrières étrangères expédiées en Russie afin d'examiner la situation n'en tiraient que des attestations désespérantes. En 1924, les ouvriers syndicalistes déclaraient à Paris : « Les Soviets effectuent, au nom de la révolution, des cruautés féroces surpassant toute imagination; la liberté de presse, de parole et d'associations est abolie; ceux qui se permettent de critiquer le gouvernement sont sévèrement et systématiquement poursuivis, et le gouvernement soviétique, qui se pique d'être révolutionnaire, est en réalité plus autocratique que tout roi. » (S. W. 47).

La délégation américaine du travail (six millions de membres) reconnu que tous les groupements bolchevistes étaient des ennemis du peuple américain, de sa constitution et de toute sa classe ouvrière, que le régime soviétique représentait la pire et la plus grossière barbarie dont le cerveau asiatique est seul capable. La fédération résolut d'exclure tous ses membres coupables de propagande bolcheviste. Le Syndicat américain des mineurs publia des documents sur les agissements clandestins des 6.000 agents soviétiques en Amérique et sur leur participation aux assassinats en masse des ouvriers, ennemis de la grève du charbon en 1922 (769).

D'après l'assertion des fonctionnaires soviétiques, les ouvriers ne paraissent plus régulièrement au travail et, de jour en jour, le nombre des chômeurs bénévoles s'accroît. Afin de ne pas perdre leur paye, ils simulent différentes maladies et les médecins se voient obligés de délivrer de faux certificats (car il y eut des massacres de médecins, trop scrupuleux à délivrer des certificats de maladie). Ainsi, dans le courant du dernier semestre de 1926, un total de 500.000 heures de travail était perdu. La non-comparution au travail s'observe particulièrement les lundis et le lendemain des fêtes en général; l'ivrognerie devenant chronique avec l'établissement du monopole des

boissons, les autorités judéo-soviétiques envoient circulaires sur circulaires aux directions des fabriques et les menacent en vain; les chômages continuent (F. 26 159). Il ne faudrait pas accuser à tort les ouvriers et les paysans pour leur fainéantise; il est évident que le travail ne peut inspirer d'ardeur aux ouvriers si leurs malheureux sous leur sont non seulement distribués avec beaucoup de retard, mais souvent même leur sont refusés par divers trusts. Les refus de paiement s'imposent par l'absence d'argent, ce qui pourtant ne peut satisfaire les ouvriers (*Journal rouge*, 26-100), et les directions locales reçoivent force remontrances de leurs administrations pour l'envoi de télégrammes demandant de quoi payer les ouvriers.

Les conditions pénibles de l'existence ouvrière se reflètent naturellement sur toute la productibilité. En 1927, la *Pravda* constatait que jamais tout l'effectif des ouvriers n'était complet au travail, de sorte que sur 117.000 personnes 18.000 manquent quotidiennement à leur travail pour des causes non graves. Avec le monopole du vin, l'ivrognerie s'étendait (1.739). Le *Hamburger Fremdenblat* déclare qu'en Russie l'ouvrier a perdu complètement le goût du travail (1.575). Ainsi, dans l'industrie, la productivité de 1927, comparée à celle de 1915, diminua de 40 %. Les causes se cachent dans le mauvais état de l'inventaire, dans le chômage des ouvriers, le non-paiement à temps des salaires, la diminution de la classification ouvrière et, enfin, les collisions avec le personnel administratif (1.761).

Telle est à nos jours l'existence des ouvriers dans l'enfer soviétique, existence préconisée par les articles mensongers des journaux communistes à l'étranger, que lisent avidement, hélas! bon nombre d'ouvriers français, plongés dans leur ignorance de la vérité et de la véritable physionomie de cette terrible puissance occulte qui se dresse derrière le masque trompeur de « gouvernement des ouvriers et paysans d'U. R. S. S. ».

## CHAPITRE IX

## LE TRANSPORT

Disons quelques mots sur le transport.

La débâcle générale devait certainement avoir aussi une influence sur l'état des voies de communication. Leur détérioration dès les premiers jours de la révolution, le manque de réparations et l'appauvrissement des finances judéo-soviétiques firent si bien qu'à la fin de 1922 déjà la circulation dut être diminuée de 50 % sur toutes les voies ferrées (506). Vers cette époque, le pouvoir soviétique ne possédait que 8.000 locomotives alors qu'à la veille de la révolution il y en avait 17.000 (ce dernier chiffre avait encore soulevé des commentaires comme n'étant pas suffisant au dire des critiques; en 1923, un total de 6.400 locomotives suffisait pourtant!) (793).

Les provisions de combustibles se réduisaient toujours, 40 % des traverses étaient inutilisables ainsi que les ponts, de sorte que, par endroits, la circulation présentait un véritable péril (S. W. 13). En 1924 aussi, selon la déclaration du commissaire à l'Alimentation, Brukhanoff, le matériel roulant n'était pas en état pour le transport; plus de 2.000 wagons attendaient leur tour pour subir des réparations, et les sommes assignées n'étaient pas parvenues à destination, de sorte que, dans les ports, l'utilisation des élévateurs, le chargement des marchandises devenaient impossibles (879).

Au surplus, vers 1925, l'état des voies ferrées devint lamentable : les aiguilles, les plaques tournantes manquaient; 40 % des voies principales n'avaient subi aucune réparation depuis huit années et se démolissaient; 60 % du matériel roulant et des locomotives ne pouvaient servir (1.109) et 40 % des wagons nécessaires au transport des céréales manquaient (1.158). Il ne faudrait pas s'en étonner puisque le déficit annuel des chemins de fer en 1925 atteignait 32.000.000 de roubles; dans ces conditions, il est évident que les ressources manquent pour les réparations (1.142). En 1924, le système fluvial de Marinsk fut complètement détruit, des éboulements s'ef-



fectuèrent tout le long de son cours et il fallut quatre ans pour le restaurer, sans parler des frais que cela entraîna. (S. W. 77). Les dépendances des ports à Marioupol, Odessa, Nicolaïew demeurent en ruines, les ressources n'étant pas parvenues comme le déclara le commissaire à l'Alimentation, Brukhanoff (879).

Peu à peu, la situation s'aggrava et, en 1926, le tableau du désarroi terrifiant sur les chemins de fer et de la corruption du personnel s'énonçait clairement (1.774). En 1926 encore, la circulation directe de Petrograd à Tachkent fut supprimée par défaut de combustibles (1.493). Le remplacement incessant, par méfiance sans doute, du personnel supérieur des chemins de fer contribuait à accroître la débâcle. Ainsi, le personnel supérieur comprenait 125 fonctionnaires; en une seule année, 205 remplacements furent effectués parmi eux, ce qui réduisit à une moyenne de quatre mois la durée de service d'un chef (1.538). Comme dans toutes les sphères de leur pouvoir, les Judéo-Bolcheviks croyaient surmonter le désordre du transport par la publication de milliers de circulaires. Le commissariat national des ponts et chaussées publia jusqu'à 10.000 circulaires en tout. Il semblerait que tout y avait été prévu et classé, mais... personne ne lisait et ne mettait à exécution ces circulaires, qui étaient souvent distribuées en province avec un an, parfois plus, de retard (1.537).

Les employés des chemins de fer, vers 1926, étaient de 50 % moins nombreux que ceux de 1913; sur quelques lignes, ils furent réduits de 70 % et même de 90 %, alors que le nombre des accidents s'accrût de dix fois (1.919), 60 % en étant dus à la faute des agents de chemins de fer, les chefs n'y pouvant rien devant la débauche du personnel inférieur; ils sont absolument impuissants n'ayant pas d'ordres à donner sans le consentement suprême, ne pouvant congédier personne de leur propre volonté et dirigés par différents comités et commissions, ce qui n'atteint généralement aucun but (*Pravda*, n° 196) (927).

La circulation des trains à voyageurs diminua de 82 % en comparaison de 1913, celle des trains à marchandises de 62 %; les frais augmentèrent du double et les bénéfices, hélas! ne sont pas à prévoir. La plupart des heures de travail sont employées à des écritures inutiles et à des occupations n'ayant aucun rapport avec la tâche. Aussi la journée de huit heures n'en contient-elle qu'à peine quatre, le reste du temps étant employé à des retardements obligatoires, à des absences pour cause de maladie, à la réception de la paye, à des congés, à la quête d'outils, etc. (R. 2.076).

Les déficits continuaient durant toutes les dernières années, arrivant à 140 millions (R. 2.076) en 1926 et atteignant le chiffre monstrueux de 130 millions pour le premier semestre de 1927 (ce qui réduisit encore la circulation), malgré l'augmentation du tarif de 30 % (F. 27.188).

Tel est, sous le joug du gouvernement judéo-communiste, l'état désastreux de ces mêmes chemins de fer qui, en 1913, rapportaient annuellement 450 millions de roubles-or de bénéfice net (1.532) (1).

(1) Naturellement le gouvernement soviétique cache le désarroi des transports aux rares étrangers qui visitent l'U. R. S. S. Afin de leur donner une tout autre opinion du « paradis judéo-soviétique », ils font voyager ces étrangers avec bien plus de confort que les malheureux citoyens russes. Pourtant, sauf de rares exceptions, la vérité transpire et bon nombre d'étrangers ayant traversé la Russie actuelle se rendent plus ou moins compte du véritable état des choses.

## CHAPITRE X

## LES IMPOTS

Nous avons exposé plus haut comment l'économie rurale et l'industrie étaient et sont étouffées par les impôts, sous quels prétextes et au profit de qui ces impôts étaient perçus. Analysons maintenant cette question.

Tous les habitants, depuis l'âge de dix-huit ans, les étudiants compris, sont chargés de contributions (420) qui atteignent même tous les animaux domestiques, chats, chiens et poules (707), les objets de luxe qui comprennent les cierges et le pain bénit (558), ensuite les malles, les articles de laine, les chaussures, le tabac, etc. (263), des impôts sont établis sur l'institution d'un fonds en mémoire des héros de la révolution d'octobre, sur l'érection d'un monument à Lénine (420), sur l'entretien du bain (506), etc. Enfin, un des impôts les plus lourds, la taxe du sel, fut établi (661).

La contribution alimentaire, perçue implacablement chez les paysans, constitue 55 % de la récolte; des tribunaux spéciaux, au nombre de 594, furent institués pour veiller aux versements réguliers de cette contribution. Les contrevenants sont condamnés à deux ans de prison avec confiscation de tous leurs biens, cette condamnation ne pouvant plus être annulée (439). Toute résistance à la perception de la contribution rurale est châtiée de la peine de mort (744, 1.127).

Les impôts sont fixés aussi sous une forme dissimulée. Ainsi, tous les employés de divers établissements et entreprises sont nommés « parrains » des élèves d'écoles supérieures; de ce fait, ils sont soumis à des revendications fixées (542); ils sont forcés de souscrire à l'« emprunt d'or » pour des sommes constituant 125 % des impôts sur le capital et les biens (720). En outre, les contribuables doivent souscrire à l'emprunt d'Etat d'après le calcul suivant : pour 10 roubles d'impôts, une obligation de 5 roubles est obligatoire et payable dans les dix jours, sinon une augmentation de 12 % mensuels est perçue supplémentaires (1.046).

La délivrance de patentes pour le commerce est suivie du même procédé, notamment l'acquisition forcée des obligations de l'emprunt y est jointe aussi, quoique ces dernières n'aient aucune valeur et que leur vente soit strictement interdite. En résumé, le total des impôts perçus pour les droits de commerce seulement constitue 55 % de la valeur du fonds et est exigible dans un délai de quinze jours sous peine d'une amende de 15 % mensuels (1.007). Si le passeport du contribuable marque une profession spéciale, celle-ci est taxée d'une nouvelle contribution perçue tous les six mois, bien que le possesseur du passeport n'ait jamais exercé cette profession (1.049).

Tout renseignement dans n'importe quel établissement, en plus des droits de timbre (12 roubles) et de taxe (5 roubles), oblige le solliciteur à acquérir divers timbres de bienfaisance; en cas de refus, le renseignement n'est point fourni (1.300).

Pour l'immortalisation de la mémoire d'Oulianoff (Lénine), une contribution est établie, payable par les locataires des maisons et formant 10 % du loyer mensuel; cette contribution devant être versée dans le courant d'une année (898).

Mais le système des contributions communistes frappe plus sévèrement encore les paysans qui possèdent en somme une quantité quelconque de terrain. Kameneff avait déclaré que les paysans devaient être chargés des impôts les plus élevés, car c'était le seul moyen de les faire manquer d'argent et de les obliger en conséquence à baisser le prix de vente du blé (1.049). En effet, les communistes se mirent si radicalement à dépouiller les paysans que ceux-ci, en plus du pain, vendent souvent leur dernière vache.

Un incident, qui n'est sans doute pas exceptionnel sur l'étendue du paradis judéo-soviétique, eut lieu dans la ville de Balta : un paysan ayant apporté de la campagne au marché un cochon de lait pour le vendre fut obligé de payer une contribution pour l'entretien du marché et diverses autres taxes encore; après avoir fait ses comptes, il constata qu'il avait gagné 5 roubles 50 k. sur le cochon et payé 9 roubles de perceptions (1.246)... Un semblable résultat ne paraîtra pas incroyable si nous songeons que le villageois, arrivé en ville pour faire des achats, se voit engagé à acquérir différents timbres au profit d'œuvres communistes, sous peine de tomber entre les mains de la police par les bons soins d'un Juif malin survenu au bon moment (1.300).

Dans certaines localités dont chaque hectare est taxé de 12 roubles 30 k. (155 francs) d'impôt, la somme de la contribution perçue pour le bétail est appliquée suivant le terrain; ainsi, chaque cheval est taxé comme un hectare, une paire de bœufs comme les deux tiers, une vache à lait comme les trois dixièmes, etc. (1.325).

La misère générale donne lieu à des conditions effroyables non de la vie, mais de ce qu'il faut nommer la végétabilité. Les cadavres

des malheureux décédés dans les hôpitaux soviétiques sont jetés tout nus dans une grande caisse rouge, « le cercueil commun », dans lequel ils traînent jusqu'à ce qu'il soit complet; ensuite, la caisse se vide dans une fosse commune au cimetière et le « cercueil commun » revient à sa place pour être rempli de nouveaux corps. Quant à la fosse elle n'était comblée qu'après avoir reçu son complet de cadavres, c'est-à-dire après plusieurs cargaisons du « cercueil commun ». Si un malade succombait chez lui, son corps était transféré sur une brouette dans cette même fosse, et on pouvait voir le brouetteur conduire sa brouette sur laquelle gisait un corps nu et recroquevillé de femme, les jambes écartées dont l'une traînait sur le sol, les cheveux épars et tout le cadavre recouvert d'une natte, le brouetteur ayant déposé sur cette natte son charbon acheté chemin faisant. Il y avait des monstruosité plus effroyables encore : on pouvait voir un cheval attelé à un brancard avec un « cercueil commun », courant au petit trot; sous le couvercle de la caisse qui glisse, on apercevait un homme dans les contorsions de l'agonie. Cela signifiait que le « cercueil commun », ne pouvant attendre le dernier qui le compléterait, était parti avec le moribond jeté dedans, dans l'espoir qu'il mourrait en route (707).

Toutes ces atrocités inquiétèrent peu le gouvernement judéo-soviétique et, après l'insuccès des mesures contributives, le G.P.U. établit sur toute l'étendue de l'U.R.S.S. l'institution des otages. Non seulement les contribuables refusant de verser leurs impôts étaient mis en état d'arrestation, mais les membres de leurs familles qui possédaient de l'argent subissaient le même sort; en cas de non-paiement obstiné, il fut proposé de soumettre les coupables à la question (654). En 1926 aussi, on prenait des otages parmi les cosaques qui refusaient de verser leurs impôts (1.412).

Pourtant, ces mesures n'atteignaient pas le résultat attendu; au 1<sup>er</sup> novembre 1924, on avait perçu 127.000.000 d'impôt rural. (*La Vie Economique*) (1.386), mais cette recette avait été obtenue avec tant de peines qu'en 1925 l'impôt ne fut établi que pour la somme de 70.000.000 devant être versés au 1<sup>er</sup> novembre... Hélas! malgré la récolte de cette année, enflée par les dires des Bolcheviks, les paysans n'en payèrent pas plus de 50.000.000 (339).

La *Revue* de 1926 (N° 28) nous communique que le budget soviétique en 1926, de 278.000.000, avait été réglé presque sans déficit; cela provient de ce qu'on n'y avait pas inclus des sommes devant soutenir l'industrie nationalisée : avant le 31 décembre 1925, 900.000.000 avaient été nécessaires et 650.000.000 étaient requis d'urgence pour prévenir la paralysie complète de toute l'industrie. Sans compter un emprunt extérieur qui ne réussissait point, le seul moyen de salut était l'émission des tchervonetz de papier; mais leur cours (quoique maintenu par diverses mesures artificielles) avait baissé en

Russie; le tchervonetz n'y était qu'un lambeau de papier, la provision d'or pour le couvrir n'arrivant qu'à 25 %. Dans l'avoir des registres soviétiques, les versements des impôts sont marqués conformément aux sommes supputées, alors qu'en réalité ces versements ne dépassent pas 30 %. Il va sans dire que les dépenses pour la III<sup>e</sup> Internationale ne sont pas notées, mais le débit courant pour le Maroc et la Chine égalait, en 1926, la somme de 200.000.000 de roubles-or.

En général, les contributions de 1926, déjà, ne donnaient pas plus de 25 % des supputations, le déficit des chemins de fer était de 44.000.000 de roubles (500.000.000 de francs) en quatre mois et, comme l'exportation du blé ne subsistait plus, Rykoff déclara que les fabriques et usines seraient « provisoirement » fermées (1.458). Aussi une perception impitoyable d'impôts fut-elle prescrite sur l'ordre du « sovnarkom » (Conseil des commissaires du peuple). Les présidents des « ispolkom » (comités exécutifs) communaux, municipaux et départementaux étaient responsables des versements des contributions et les fonctionnaires ayant fait preuve de faiblesse pendant les perceptions devaient être livrés à la justice par les ispolkoms. Tout retard dans le versement des impôts était puni d'une amende de 6 % mensuels sur la somme due et, après un certain temps, les biens du contribuable insoumis étaient vendus aux enchères. C'est sans doute en exécution de ces ordres qu'un président communiste d'ispolkom arrivait tard dans la nuit dans des villages et, d'après ce que disent les journaux, faisait sonner le tocsin, rassemblant sur la place, avec l'aide de la milice, tous les habitants; aussitôt, ceux qui avaient refusé de payer la contribution rurale étaient roués de coups (538).

Pour élever la recette des impôts, on arriva aussi à les augmenter de 50 % dans les villages comme moyens de répression des révoltes; cette mesure entraîna une exploitation insupportable et des détachements spéciaux furent formés pour enlever aux paysans blé et bétail (1.556).

Ces répressions se heurtaient à un refus irrévocable de la population à payer ses charges et, dans le cours des années 1926 et 1927, ce renoncement en masse aux paiements s'effectuait par toute la Russie, y compris les régions peuplées de cosaques, de sorte que plusieurs départements furent déclarés en état de guerre (1.707).

Ayant perdu l'espoir de recevoir de l'Europe des crédits si nécessaires et prévoyant parfaitement la banqueroute imminente de l'industrie, les Judéo-Bolcheviks voyaient la réduction fatale des versements d'impôt et, manquant de fonds pour exécuter leur programme à l'intérieur et à l'extérieur du pays, ils recoururent à deux nouvelles mesures dès la seconde moitié de 1925 : ils effectuèrent d'abord la vente des bijoux de la couronne russe ainsi que des trésors dans les musées, des biens personnels des monarches et de tout le butin du

pillage des maisons privées. En second lieu, ils établirent le monopole des vins.

Quoique une grande partie des richesses pillées chez les « bourgeois » fût de longue date passée dans les coffres juifs, ceux-ci mirent encore en vente tous les trésors constituant la propriété personnelle de l'Empereur assassiné; les insignes dont la valeur atteignait de 200.000.000 à 300.000.000 de roubles furent envoyés en Amérique (1) et les objets moins précieux, mais estimés pourtant à des dizaines de millions, demeurèrent sur le marché européen. Les journaux parlaient déjà de la vente d'une partie de ces objets en Hollande pour 18.000.000 de florins (2).

Le dépôt principal des diamants pesant 165 kilos se trouvait, en 1923, à Moscou; il devait être d'un gros appoint en cas de fuite précipitée des chefs judéo-communistes. Les diamants destinés à la vente en Europe furent expédiés à Berlin au camarade Krestinsky qui avait organisé plusieurs agences dans les grands centres européens: Paris, Londres, etc., pour l'écoulement de ces trésors. Quant à l'Amérique, malgré toutes les restrictions et le prix élevé des taxes douanières (jusqu'à 60 % de la valeur) rendant fort difficile la vente des diamants, le gouvernement judéo-communiste, passé maître en fait de détournements des lois (l'Europe n'étant pas assez riche pour acquérir un dépôt aussi considérable), s'en tira aussi bien que d'habitude.

En décembre 1925, une exposition du trésor des diamants appartenant à l'U.R.S.S. fut inaugurée à Moscou, dans la « maison des syndicats ». *La Vie Economique* déclara que la première place en valeur et en importance y était certainement occupée par les insignes Impériaux. La grande couronne Impériale, commandée pour le couronnement de Catherine II, contenait dans sa monture plus de 5.000 brillants dont les plus gros pesaient 55 carats; on y voyait ensuite 75 grosses perles; un des plus gros rubis du monde dépassant 400 carats en poids les dominait; le poids de tous les diamants était de 2.800 carats, et celui des perles de 763 carats. Le globe crucifère consistait en une boule polie en or, cernée d'une ceinture de brillants; une croix de brillants surmontait un saphir de 1.200 carats; sur la face du globe se trouvait un immense diamant des Indes pesant 47 carats.

Le sceptre présentait une crosse en or, cerclée de brillants; appliqué à son bout supérieur, se dressait le diamant « Orloff » de 195 carats.

Avec les insignes, l'exposition contenait un collier de brillants superbes composé de 36 diamants des Indes pesant 475 carats; un

(1) A New-York, ils furent estimés à 25.000.000 de dollars (1.406).

(2) La valeur de tous les brillants est de 50.000.000 de livres sterling; la couronne de Catherine II vaut à elle seule 10.000.000 de livres (1.447).

autre collier de 45 diamants pesait 294 carats et un de 23 pierres, 265 carats. Un diamant rose de 10 carats et un bleu de 8 carats étaient aussi exposés, de même qu'une émeraude de pureté merveilleuse pesant 136 carats et un saphir de 200 carats (1.402).

L'Europe « civilisée » ne ressentit aucun scrupule à acquérir les biens volés et nous lisons dans les journaux que le gouvernement judéo-soviétique avait vendu 800 kilos d'or à Berlin pour 21.000.000 de marks, que les bijoutiers français avaient payé 3.000.000 de dollars pour une partie des diamants de la Couronne (1.477-1.450), etc., etc. Quel fut le sort des bijoux de la Couronne russe en Amérique? On l'ignore encore, mais la direction de la ligue des avocats russes en Amérique publia un message adressé à la société et aux avocats pour protester contre la vente par les autorités judéo-soviétiques des diamants de la Couronne russe et de ceux de la noblesse, constituant une propriété privée dont les Bolcheviks s'étaient rendus maîtres par le pillage (1.469). D'autre part, *la Revue* (26-40) affirmait que les membres de la Famille Impériale avaient adressé une protestation aux gouvernements des Etats-Unis, de l'Angleterre, de la Hollande et de la France, contre la vente des trésors de la Couronne russe par le gouvernement soviétique. Hélas! toutes ces protestations furent bien vaines de même que l'appel fait aux bijoutiers par le *Times* de s'abstenir de tout achat des trésors de la Couronne vendus par les Judéo-Bolcheviks (T. 27, XII, 1986).

Comme, au dire de Lloyd George, l'or ne garde point l'odeur du sang, tous ces trésors volés au peuple russe ont été du goût des Juifs et des millionnaires de tous les pays qui n'y voyaient pas une transaction illégale ou préjudiciable, quoique condamnable par tous les codes du monde civilisé.

Pourtant, il est incontestable que les Juifs-Bolcheviks ne sont que des usurpateurs insolents et illégitimes du pouvoir, pilleurs du trésor et des richesses russes citées plus haut.

On oublie néanmoins que toute la Russie, au jour de sa résurrection, demandera compte des trésors du peuple russe écoulés de cette manière à l'étranger, trop caractéristiques pour ne pas être découverts au jour voulu, et qualifiera de complices tous ceux, aussi hauts soient-ils placés, qui ont contribué à sa ruine!

Passons à la seconde mesure prise par les Juifs-Bolcheviks — le monopole des vins.

Ils l'élaborèrent, lorsque leur situation pécuniaire devint lamentable, les versements des impôts étant toujours difficiles et l'Europe refusant les crédits. Pourtant les Judéo-communistes qui accusaient jadis, avec tous les membres de la gauche, le gouvernement du Tsar de souler le peuple et de construire le budget russe sur les bénéfices de l'alcool, n'osaient toujours pas établir le monopole, craignant de démentir la thèse principale de leur programme et leurs théories



séduisantes. Toutefois, 800.000.000 de roubles-or, le profit que la Russie Impériale tirait annuellement du monopole des vins, étaient une trop jolie somme pour être dédaignée et les Juifs rêvaient au monopole, y percevant un moyen sûr de vider les poches et les sacs du peuple des derniers sous préservés de leur rapacité et par là de subjuguer entièrement ce dernier.

Et si les Juifs avaient hésité pendant deux années à la tentation, voyant que l'Europe, dupe de leurs discours, ne leur enverrait pas suffisamment de secours, ils jettèrent bas leurs masques et renouvelèrent le monopole des vins.

Au dernier congrès du parti communiste, Djougachvili (Staline) déclara franchement que la vodka (eau-de-vie) devait apporter au régime soviétique les bénéfices qui lui manquaient et qu'on ne pouvait ériger le socialisme avec des gants blancs (1.405).

Malgré la grande quantité de bière absorbée jusque là par la population de la Russie (21.000.000 de seaux, dont 9.000.000 à Petrograd et Moscou) (1.505), il est évident que le malheureux peuple, torturé, accablé et avili, au moral comme au physique, se précipita sur l'alcool pour y trouver l'oubli de l'existence maudite établie par les Juifs. On dit que l'ouverture de la vente d'eau-de-vie fut accueillie à Moscou avec joie et la capitale des Judéo-communistes devint le théâtre de la soulerie.

Le gouvernement judéo-soviétique était satisfait; la vente de la vodka progressait et le *Journal de l'Industrie Commerciale* nota que les distilleries d'Etat, pendant les premiers neuf mois de 1926, avaient livré 1.550.000 hectolitres d'alcool, c'est-à-dire cinq fois autant que dans la même période de 1925.

Toutefois, il est assez douteux que le régime judéo-soviétique réussisse à soutirer 800.000.000 de roubles au peuple russe. Il est vrai que la vodka de l'Etat est meilleure et moins nuisible que celle que les paysans distillaient eux-mêmes durant les dernières années. Ce pouvoir gagnera cependant toujours quelque chose au monopole des vins et cette mesure lui permettra de durer encore quelque temps.

## CHAPITRE XI

## LA RECOLTE ET LA FAMINE

Nous avons démontré plus haut le déclin graduel de l'économie rurale de même que la réduction peu à peu des surfaces ensemencées, aussi ne trouvera-t-on point étrange qu'après le pillage et le gaspillage des anciennes provisions par les communistes, la famine s'abattit sur la Russie en 1921, les nouvelles récoltes ne suffisant pas à nourrir la population et la disette sévissant en plus dans le courant de cette année. Vers cette époque ainsi que dans les années précédentes, les préjudices portés à l'économie rurale augmentaient toujours, causés par tous les rongeurs nuisibles dont les ravages touchaient presque tous les départements de la Russie. Quoique le gouvernement communiste se piquât d'y remédier par des décrets terrifiants prescrivant la lutte contre les bêtes, tous ces remèdes ne figuraient que sur papier, car hommes et moyens manquaient pour les exécuter et souvent même la population affamée s'opposait à l'extermination des souris, des zizels, etc., qui leur servaient de nourriture (629).

Examinons donc les conditions d'alimentation dont jouissait toute la population de la Russie relativement aux récoltes et aux mesures du pouvoir communiste.

En 1921 déjà, d'après les calculs du laboratoire municipal de Moscou, chaque habitant de cette ville avait reçu dans le courant d'une année 92 livres de pain, 210 morceaux de sucre, 76 livres de viande, 25 livres d'huile, de beurre et de graisse, 11 livres de légumes, 105 livres de céréales, 65 livres de succédanés du pain, 48 harengs, 28 livres de pommes de terre; tous ces chiffres ne composaient que 65 % du minimum annuel nécessaire à l'homme pour ne pas mourir de faim (572). Naturellement, puisque cette situation existait à Moscou, elle n'en était que plus pénible en province.

Les privations et la famine qui régnaient déjà en 1919 dans les villes frappèrent en 1922 la province après la disette de 1921 et embrassèrent la moitié de la Russie. Les régions de l'Oural, de la Volga,

du Caucase, de la mer Caspienne, la Petite Russie et la Crimée qui servaient naguère de granges à la Russie et à toute l'Europe étaient vidées à présent, délaissées par les habitants qui fuyaient à la recherche de pain et de travail, abandonnant enfants et ménages. Comme on le sait le généreux peuple américain vint au secours de la Russie et son organisation « Ara » nourrissait 5.000.000 d'habitants dont 1.000.000 d'enfants; il est vrai que le pouvoir communiste s'était chargé d'entretenir 2.000.000 d'hommes, mais on ignore s'il leur avait donné quelque chose. Des millions d'hectares n'étaient pointensemencés en 1922 et le Caucase du Nord ainsi que la région de l'Oural s'étaient transformés en véritables déserts (517), la population de beaucoup de villages étant morte de faim. D'après les informations soviétiques, les labours en 1922 ne comprenaient que 50 % des labours de 1916, ce qui voulait dire que 40.000.000 d'hectares demeuraient nonensemencés. La surface nonensemencée en 1922 composait 30 % de celle des semailles de 1921 (40 % en Petite Russie). De quelles dimensions cette surface devait-elle donc être (550) ?

En une année l'Ara importa en Russie 45.000.000 de pouds de blé (730.000.000 de kilos) et d'autres produits, 100.000 ballots de médicaments, 500.000 paires de chaussures, 166.000 complets, 50.000 manteaux, 33.000 couvertures, 500.000 paires de bas. Le chef de la mission américaine, M. Gaskel, déclarait que les enfants mouraient comme des mouches et ce n'est qu'en avril 1922 que la mission put venir à bout de sa tâche. 875.000.000 de dollars furent dépensés en deux années; cette somme était un don chevaleresque du peuple américain et l'Amérique n'en exigea jamais le remboursement (686).

Les communistes exigèrent que cette organisation fournisse des provisions non seulement à la population, mais aux agents du gouvernement et au personnel de leurs établissements. C'est alors que l'Ara cessa son œuvre en Russie, d'autant plus que, malgré la famine générale, les autorités avaient exporté en Europe 3.000.000 de pouds de blé (48.000.000 de kilos), y vendant parfois les provisions que l'Ara avait importées pour les affamés. Au dire de M. Smith (un Américain ayant servi comme colonel dans l'armée rouge), l'argent que son peuple avait ramassé pour secourir les indigents servait exclusivement, dès son arrivée en Russie, à l'entretien de l'armée rouge qui devenait coûteux aux Bolcheviks; c'est ainsi que 1.500.000 dollars expédiés en avril 1923 étaient passés entièrement au bureau politique du parti communiste.

Hormis le secours de l'Ara, la mission de S. S. le pape s'était dépensée largement en Russie. D'après le compte rendu du R. P. d'Herbigny, cette mission comprenait neuf prêtres et trois novices et employait à son service 2.500 fonctionnaires russes. Ici aussi les communistes ne tardèrent pas à mettre la main. Ils commencèrent par prescrire à la mission de remplacer ses soutanes par des habits civils et

interdirent ensuite les messes officielles des membres de la mission qui devaient officier à l'avenir en secret. La mission institua 1.000 dispensaires et cuisines; dans ces dispensaires, des dîners étaient offerts aux enfants et des provisions distribuées aux adultes; 160.000 dîners y étaient délivrés journallement. De plus, des vêtements y furent distribués pour 250.000 dollars, des médicaments pour 50.000 dollars, des provisions pour 170.000 dollars et toutes les dépenses atteignirent la somme de 31.000.000 de livres (908). Le secours de cette belle œuvre sauva des millions de vies.

Quoiqu'en 1922 les départements du centre et du Nord ne fussent pas atteints de la disette, le régime communiste eut vite fait de les réduire au même dénuement que les départements en proie à la famine, car ce sont eux qu'il chargea lourdement de l'impôt alimentaire.

Ayant ramassé ainsi 100.000.000 de pouds (1 milliard 600 millions de kilos) au lieu des 240.000.000 prévus, les autorités communistes, dans l'impossibilité et l'incapacité de les transporter, laissèrent pourrir ces provisions dans les lieux de perception (517). La famine parmi la population et le bétail produisit en 1922 déjà l'abandon de l'élevage des bestiaux et des chevaux, ce qui rendit impossible les transports et les labourages; un genre de charrue fut même inventé devant être tirée par quatre hommes. Il résulta de la récolte de 1922 qu'elle fournit 1,9 milliard de pouds (30 milliards de kilos) alors que la norme en temps de famine était au minimum de 2 milliards de pouds (35,2 milliards de kilos) (570).

Tout en réunissant les brèves informations sur quelques départements seulement, parmi ceux qui étaient ravagés par la famine en 1923, nous devons reconnaître que le nombre des affamés était de plus de 25.000.000. Le docteur Grane nous dit que ce nombre arrivait à 40.000.000 dont 10.000.000 moururent de faim (308). Comme nous le verrons plus loin, le pouvoir communiste lui-même reconnut presque le même chiffre d'affamés. Fuyant la famine, la population se précipitait hors de ses habitations et affluait vers les villes centrales par dizaines de milliers, se dirigeant surtout vers Moscou; en décembre 1922, une nouvelle vague de près de 400.000 paysans se dirigea au Sud-Est vers Moscou, jonchant les routes des cadavres de leurs camarades mourant de faim (495).

Il ne serait pas inutile de citer ici quelques tableaux sur les horreurs de la famine en 1922 au paradis soviétique :

Dans le département de Kherson, les localités où la récolte avait été faite n'étaient approvisionnées que pour deux ou trois mois; les autres se trouvaient dans une complète détresse et, à Kherson même, huit personnes par jour mouraient de faim (450).

Dans le district de Nikolaïevsk, au village Voskresenka, une paysanne avait dévoré, aidée de sa fille aînée, ses quatre enfants;

questionnée sur les raisons de sa sauvagerie, elle expliqua qu'elle ne pouvait plus supporter leurs souffrances et avait décidé de les détruire. Une autre paysanne s'était efforcée de pendre ses deux enfants; aux cris de ces derniers, les voisins accoururent et les arrachèrent des mains de leur mère qui déclara qu'elle s'en déferait quand même pour mettre terme à leurs souffrances (368).

Le *Journal Ouvrier* déclarait que la famine en Crimée en 1921-1922 n'était pas moindre que dans les régions du Volga; plus de 10 % de la population y périrent et certaines villes et bourgs (Karassoubazar, Bakhtchisarail, Eupatoria) furent dépeuplés de 50 %; le gros bétail fut presque entièrement détruit et la surface cultivée réduite de 75 % d'avant guerre; la moitié de la population souffrait atrocement de la faim et la situation des enfants était surtout pénible; il en souffrait 50.000 (426); dans les villages tartares de la Crimée, des masses de la population étaient atteintes de démence due à la famine et des milliers de fous affamés et dévêtus rôdaient autour des bourgs (506). Les cadavres de mendiants, d'intellectuels affamés et d'habitants morts de faim traînaient dans les rues et ne furent enlevés que lorsque les Américains se mirent à photographier ces tableaux (440).

La *Pravda* même ne pouvait s'empêcher de déclarer que les horreurs de 1922 dans le Midi surpassaient celles de 1921; ainsi, dans le département de Kherson, il y avait des districts où des familles avaient perdu les 3/4 de leurs membres; des ouvriers exténués et tombant de faim avaient abandonné leurs travaux; un grand nombre de villages n'existaient plus et d'autres s'étaient transformés en petites métairies (ce qui fut certifié par le bureau des statistiques), la population affaiblie, sans forces, ni moyens de transport, ne pouvant quitter les lieux en détresse (507).

Les *Izvestia* (n° 196) rapportaient que la population transvolgarienne ayant à peine franchi l'état de famine complète (elle dévorait les cadavres) pour passer à celui d'une famine « supportable », avec l'arrivée de légumes, fut frappée par un nouveau désastre (une épidémie de grippe). Le bourg d'Altate par exemple, si riche jadis, offrait un misérable spectacle : on n'y voyait ni chiens, ni oiseaux, ni gens; dans la cour de l'asile des enfants, se trouvait tout le personnel malade couché sur des grabats et couvert de peaux de mouton; dans une haute pièce de la mosquée, les enfants étaient étendus sous des haillons crasseux. L'aspect de ces petits martyrs était terrifiant. On entendait des pleurs, des gémissements, des paroles délirantes et tous ces malades étaient soignés par un seul enfant de six à huit ans, échappé par miracle à la contagion et leur apportant du pain. Les deux tiers des semailles avaient péri. Dès l'automne, les habitants ramassaient la charogne par poignées et faisaient des provisions de zizels et

d'herbes pouvant être mangées. Des gens se suicidaient, devenaient fous et se livraient à des scènes terrifiantes de cannibalisme (979).

Dans le département d'Ekaterinoslaw il y avait des bourgs où la population était réduite à 500 âmes et où il n'existait plus d'enfants au-dessous de neuf ans; tous étaient morts (550).

La *Pravda* de Géorgie (n° 413) écrivait ce qui suit : « Dans l'enceinte de l'église de Tiflis, on voit à l'entrée, près des murs et entre les monuments, des êtres n'ayant plus rien d'humain; ces êtres crasseux errent dans les mares, les tas d'ordures, y cherchant de quoi se nourrir; sur les clôtures un linge fangeux est étalé, grouillant de poux dont les gens se débarrassent par poignées et qui se dispersent sur d'autres corps et rampent sur d'autres plaies fraîches. Les gens rôdent dans les cours voisines cherchant de leurs yeux chassieux de la nourriture et avalant des feuilles de choux pourries et des épluchures de concombre, se précipitant sur les os jetés des gargotes et se les disputant avec les chiens furieux auxquels ils les arrachent de la gueule; ils fourragent dans les ordures, repêchent ce qu'ils trouvent dans la boue des égouts. »

M. Saarnio (un artiste finlandais), entrant dans une isba (maison de paysan), y trouva plusieurs personnes en train de scier le cadavre d'une jeune fille. C'était la famille très cultivée d'un colon allemand réduite à la sauvagerie par la faim (415).

Un correspondant anglais décrivit en ces termes son impression sur les villages des régions de la Volga en 1922. Dans une cave se vaudraient des squelettes en haillons; les enfants rongeaient une croûte noire; c'était du pain fait d'écorces. On mâchait aussi les morceaux de cuir, on vidait des cadavres de chiens. Dans un asile d'enfants, ceux-ci hurlaient de faim et de souffrances et partout le cannibalisme régnait (979).

Le R. P. d'Herbigny, membre de la mission du pape en Russie, dans son rapport sur ce qu'il y avait vu, montrait des tableaux pris sur le vif. Ainsi une troupe de quelques centaines d'enfants affamés et sans gîte s'acheminait en quête de pain... affaiblie par le froid et la faim, elle tombait sur la neige... et ne se relevait plus... Dans les villes, il y avait plus d'ordre; des dizaines de civières avec des cadavres se tendaient vers un camion chargé de 40 corps déjà; des dizaines de cadavres gisaient encore dans les rues, c'étaient les morts de la nuit dernière... Dans une isba à moitié démolie, une femme chancelante soignait son mari mourant; accrochés à ses jupes, de pauvres petits squelettes d'enfants se pendaient à elle en pleurant... Voici le portrait d'une femme avec des yeux hagards : elle a tué son mari pour nourrir ses enfants affamés (908). Mais en voilà assez... assez...

Le commissaire du peuple Kalinine déclarait lui-même dans son rapport, en novembre 1922, que la famine était arrivée à son apogée

dans différentes régions de la Russie; 35.000.000 d'indigents étaient nourris par des œuvres de bienfaisance étrangères et par les organes du pouvoir. Néanmoins, la mort de 30.000.000 était inévitable en février 1923 si un secours immédiat n'était organisé. Des décès dus à la faim furent constatés dans la plupart des départements de l'Ukraine, de la Volga au centre et au sud-est de la Russie (490). Mais comme le secours du régime communiste s'effectuait comme d'habitude... sur papier seulement, les prévisions de Kalinine se justifièrent et 30.000.000 de personnes, surtout des enfants, périrent de faim (1.517).

Comme résultat de deux années de famine, 1921 et 1922, la Crimée fut dépeuplée de 75 % de Tartares et le reste, se dispersant dans les villes et les montagnes, se livra aux cambriolages. Dans les départements de Saratow et Samara, la population se réduisit de 90 % et des villages entiers furent transformés en cimetières; dans des bourgs, naguère immenses, il ne restait souvent que deux ou trois cabanes (554).

Telle était la situation en 1922. On pourrait compléter ce tableau :

Par le rapport du professeur Slavtsoff à Berlin (il avait été envoyé par les autorités communistes à l'étranger dans un but scientifique). Il prouva par des chiffres et des diagrammes l'influence terrifiante sur les organismes d'une faim systématique. Les citoyens de Russie étaient tous partagés, pour l'alimentation, en quatre catégories : ouvriers, employés soviétiques, travailleurs intellectuels et bourgeois.

Mais le nombre des calories des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> catégories était loin d'atteindre la norme minimum; d'ailleurs ces catégories ne recevaient même pas cette ration minime, ce qui provoqua des maladies : œdèmes, scorbut, ulcères d'estomac, modification du cerveau, réduction du poids de 35 %, d'où mort s'ensuivait. L'alimentation des enfants était dans un état si navrant que les comptes rendus là-dessus ne purent pas être publiés. Le cannibalisme régnait largement...

En cette même année, les autorités judéo-soviétiques amassèrent un fonds de 2.000.000 de roubles pour l'achat du blé chez les paysans à des prix réduits (dans le but d'exportation); en même temps l'interdiction fut prescrite à la banque d'accorder tout crédit pour des opérations d'acquisition de blé, de sorte que les communistes pouvaient s'en pourvoir à un prix minime sans craindre la concurrence et sans donner d'autre issue au peuple en détresse (554).

Vers le mois de février 1923, toutes les anciennes provisions étaient épuisées et les perspectives pour cette année se dressaient encore plus lugubres, ce que Nansen (1) lui-même, si peu sensé, fut obligé de reconnaître (517). En plus des causes générales citées plus

(1) Le célèbre explorateur norvégien, récemment décédé, qui s'enflamma pour les devises communistes, se rendit même en Russie soviétique; pourtant il faut lui rendre cette justice : il organisa des secours pour les affamés.

haut (la politique rurale du pouvoir judéo-soviétique, l'absence d'inventaire, d'engrais et de moyens), la situation de l'année 1923 était influencée par la réduction continue de la surface des semailles; elle se réduisit de 60 % d'avant guerre et n'augmenta pas même après la substitution de la répartition alimentaire par un impôt. En 1922, la surface des labours avait non seulement diminué de 14 % relativement à l'année 1921, mais la provision de graines de l'Etat n'était pas suffisante; elle ne se composait que de 10.000.000 de pouds (160 millions de kilos) alors que pour l'Ukraine et les régions tartares du Don et de la Bachkirie 90.000.000 de pouds (1.070.000.000 de kilos) auraient été nécessaires (*Izvestia*) (572); les semailles de 1923 ne constituaient que 25 à 50 % de celles de l'année 1922, ce qui fut reconnu par le commissaire du peuple à l'Alimentation, Tchoubare (805.)

Le *Times* nous informait qu'en août 1923 déjà la récolte était plus basse que la norme et ne suffisait pas pour alimenter la population; cette affirmation était confirmée dans toutes les localités en question. Dès l'automne, la population commença à se nourrir de divers succédanés; ainsi dans les départements sur le Don, l'écorce des chênes, les croûtes des pastèques devinrent des produits d'alimentation; comme cela ne suffisait point, on se servit aussi de glands, ce qui n'évita pas les décès en masse causés par la faim (*Izvestia* et *Pravda*, 551-573). Une véritable famine commença dès le printemps et le nombre des habitants prédestinés à mourir de faim se traduisait par dizaines de millions (1)

En même temps les organisations publiques de secours pour combattre la famine, quoique formées de membres communistes locaux, furent abolies, étant soi-disant peu sûres au point de vue politique (611).

Mais qu'entreprenait de son côté le régime judéo-communiste? Tout en faisant semblant de secourir les malheureux et de prendre surtout soin des enfants, ces « fleurs de la révolution », les autorités

(1) D'après le *Daily Mail*, en Turkestan seulement, 387.000 personnes étaient vouées à la famine (693). Le cannibalisme reprit au Midi; excités par la faim, non seulement les villageois, mais les habitants des petites villes de district chassaient la chair humaine (560); à Nikolaïew, des foules affamées languissaient dans les rues et y mouraient de faim (543). A Kherson, au printemps, on se nourrissait d'excréments et d'écorces d'arbres, des enfants mourant de faim se traînaient dans les rues et la ville se transforma en cimetière (585). Dans les départements de Nikolaïew et d'Odessa, 28 % de la population moururent de faim (532). Au Sud-Est, les paysans abandonnaient leurs maisons et se dirigeaient vers l'Occident (528).

En Bachkirie et dans la république tartare, des paysans affamés remplirent les villes, exigeant la distribution d'aliments. Le nombre des indigents surpassait, au mois de mai déjà, 65 % de la population; on mourait de faim par dizaines en vingt-quatre heures. Dans la région d'Oufa, 23 villages étaient complètement dépeuplés et les habitants se dirigeaient en troupes vers le Midi. Les semailles printanières n'avaient pas eu lieu, car les graines à ensemercer furent utilisées à l'alimentation des indigents.



se mirent à emmener de force des localités en proie à la famine tous les enfants et ceux des adultes qui ne pouvaient subvenir à leurs besoins; des milliers de wagons de marchandises furent attelés à ce chargement qui fut conduit on ne sait où. Dans les trains, des gens mouraient de la famine, du typhus; le froid augmentant le nombre des victimes. Il arriva même qu'un train de 43 wagons s'arrêta à une station n'apportant que des cadavres; afin d'éviter l'effervescence parmi le peuple, la gare fut cernée de troupes de la milice, personne n'y fut admis et pendant deux jours on déchargea les cadavres sur des chars (838).

Ensuite, malgré la famine, une perception obligatoire fut établie au profit des ouvriers de la Ruhr, personne, pas même les sinistrés, n'était exempt de cette prescription, on envoya ainsi à la Ruhr de l'argent ramassé par des impôts. Par ordre du commissaire du peuple Dzerdjinsky, tous les transports alimentaires pour les localités où régnait la famine ne devaient s'effectuer qu'en cinquième lieu (560); Quant aux employés des établissements de secours aux sinistrés, ils pillaient avec tant d'effronterie l'argent destiné aux malheureux qu'en 1923 (bon gré mal gré) on dut citer en justice 16 chefs de sections accusés d'avoir détourné en l'année précédente 5.000.000 de dollars avec lesquels ils s'achetaient des maisons à Moscou, des propriétés, de l'or, des valeurs étrangères et, sous prétexte d'évacuer le bétail des localités ravagées par la famine, emmenaient des chevaux de course et organisaient des haras (639).

Le pouvoir central de son côté, en la personne de Djougachvili (Staline), récusait l'existence de la famine et proposait d'expédier en province des agitateurs du parti pour diriger des cellules communistes (S. W. 60) (982). En même temps, tout en commençant dès 1922 l'exportation à l'étranger du blé importé par les Américains pour secourir les sinistrés de la famine en Russie, le pouvoir central ne se contenta pas de le vendre afin d'acquérir le change étranger, mais expédia encore en aide aux ouvriers de la Ruhr ce blé enlevé à la malheureuse population affamée (1).

Justifiant l'exportation du blé en Allemagne, Bronstein (Trotzky) disait que la révolution en Allemagne valait plus cher que 10.000.000

(1) Il y fut expédié 1.000 wagons et une commission spéciale fut installée pour y diriger la distribution (596). 50.000 quintaux de blé furent envoyés de Petrograd (558), 5.000.000 de pouds (80.000.000 de kilos) d'Odessa, 5 1/2 millions de pouds (88.000.000 de kilos) de Nikolaïew (794). Il en fut vendu pour 200.000 marks-or en Allemagne (672), 4.000 tonnes furent expédiées à Hambourg (557), les céréales étaient achetées de force chez les paysans moyennant 20 kopeks (2 fr. 50) par poud (16 kilos) (842). Les céréales reçues de l'organisation Nansen pour les sinistrés (90.000 pouds — 1.340.000 kilos) furent aussi vendues à l'étranger (663). Le pain est un moyen de propagande, déclarait Apfelbaum (Zinovieff) (557). La maison Strasser, de Vienne, profita d'une concession pour l'acquisition de blé en Russie (804).

de vies russes, car la Russie soviétique soutenue par l'Allemagne pourrait renverser toute l'Europe (695) (1).

Cette manière d'agir du régime judéo-communiste contraignit les Américains et les Anglais à cesser complètement leurs secours aux victimes de la famine; continuer aurait signifié verser de l'argent dans un gouffre.

D'après les déclarations du commissaire de l'Hygiène nationale Semachko faites en 1923, il ne restait à cette époque que les deux tiers de la population capables de travailler (767).

En 1924, dans la réunion du 12 janvier, le commissaire à l'Alimentation Brukhanoff déclara que si la récolte de 1924 était bonne on pourrait déclarer la famine vaincue (527). Rykoff annonça que si le transport était réglé, si l'on pouvait ramasser la quantité nécessaire de blé, alors 75 % des affamés seraient sauvés (1.070). Mais voilà... toujours avec des si... on pourrait... Et, comme la commission réunie par ce même Rykoff avait reconnu que le nombre des victimes de la famine était de 8.000.000, nous pouvons en déduire, d'après la déclaration de ce chef, que 25 %, c'est-à-dire 2.000.000, étaient destinés d'avance à mourir de faim...

Mais l'actualité parut plus atroce encore. Des 47 départements de la Russie européenne, 32 étaient victimes de la disette et de la famine (S. W. 60). Cette disette complète entraîna une année de famine pareille à celle de 1921, de sorte que la *Pravda* fut obligée d'avouer que la situation était très sérieuse (993).

Le conseil économique avait prévu 41.000.000 de tonnes comme récolte générale, en même temps que, d'après la norme minime, 40 1/2 millions de tonnes étaient indispensables pour les semences et l'alimentation (1.018); des informations plus récentes nous disent que la récolte de 1924 avait apporté 2.300.000.000 de pouds (36 milliards 800.000.000 de kilos) alors que pour l'alimentation du peuple 2 milliards 550.000.00 de pouds (40.000.000 de kilos) au moins étaient nécessaires (1.111).

Certaines localités surtout souffraient de la disette; la famine y sévissait depuis l'automne; parfois les riches seuls possédaient des succédanés et parfois la population entière jeûnait.

En 1924, le nombre des sinistrés de la famine arrivait à 7 millions (977) dont 2.500.000 enfants en Ukraine (1.040). On se nourrissait de balle de blé, de glands, d'herbes cuites (1.023). Le département de Tsaritsine souffrait particulièrement; 35 % de la population

(1) Au plus fort de la famine et du désarroi dans le transport, en 1923, lorsque les wagons manquaient pour effectuer l'expédition de vivres aux sinistrés et lorsque le peuple mourait de faim, ce même Bronstein ordonnait de réserver des wagons à une certaine femme Lubochitz, sa concubine, qui achetait pour rien des vivres à Odessa et les transportait à Moscou pour les vendre, gagnant ainsi des sommes folles (544).

s'y nourrissaient de succédanés et des bourgs et villages y furent enregistrés ne contenant que des malades, tout gonflés par la faim et incapables de se remuer pour mendier (1.095). Les autorités judéo-soviétiques essayaient de remédier par la distribution de résidus de lin employés seulement comme combustibles et encore ces résidus étaient-ils mélangés de son (1.081). Dans le département de la Tauroïde, les succédanés de foin et d'écorce d'arbre étaient des gourmandises et le crottin de cheval servait de nourriture (1.113). Dans le département d'Astrakhan, on se nourrissait de bourgeons, d'écorce, d'herbes cuites, de paille, cette paille étant même enlevée des toits (982), et ainsi de suite; ces exemples seraient encore nombreux.

Le peuple affamé abandonnait tout et fuyait en emportant ses hardes et le bétail qui lui était resté (S. W. 69). De la Volga, les réfugiés se dirigeaient vers le Midi et dans les terres des cosaques (819). Ils entraient en bandes dans les villes, s'installant sur les places, dans les rues, dans l'attente de secours. Des groupes de paysans traversaient les steppes desséchées, se nourrissant de racines, d'herbes, assaillant et saccageant les villages sur leur chemin en déclarant que, puisqu'ils devaient mourir, ils ne seraient pas seuls. Des habitants de ces villages assaillis se joignaient à eux et renforçaient leurs rangs; — les assaillis se défendant comme ils le pouvaient avec des bâtons, des obus, des armes. Ces assauts se terminaient par un véritable combat (1.040-1.042). Aux stations des chemins de fer de Vladicaucase et Sud-Est, les sinistrés de la famine se réunissaient par dizaines de milliers s'efforçant de se mettre en route vers des endroits à récolte favorable et suppliant les voyageurs des trains de leur donner du pain ou de l'argent pour subvenir à la nourriture des enfants. Les factionnaires des chemins de fer ramassaient chaque jour des dizaines d'enfants abandonnés et sans asile. Les suicides des mères ne parvenant pas à nourrir leurs enfants en bas âge étaient fréquents. Les employés des gares, dans la crainte d'assauts, demandaient l'expédition de détachements militaires pour les protéger des masses affamées (988). Des villages entiers fuyaient du département de Saratow en Altaï (995). La population de certaines communes du département de Kazan se dirigea vers la Sibérie (S. W. 74).

Le journal *Le Matin* reconnut aussi que, par sa force et le nombre de ses victimes, la famine de 1924 en Russie ne différait nullement de la famine atroce de 1921. Mais alors il y avait le secours de l'Ara, les Juifs-Bolcheviks imploraient eux-mêmes l'aide de l'Europe, tandis qu'en 1924, tout en vendant le blé pour les besoins de leur parti, les Juifs communistes ne pensaient plus à invoquer le secours qui d'ailleurs ne pouvait affluer du moment que les céréales étaient exportées de Russie. Aussi, en réalité, la famine de 1924 emporta plus de victimes que celle de 1921 et, en premier lieu, les restes de la classe cultivée renvoyés de tous les établissements judéo-soviétiques et ne pou-

vant compter sur aucune aide ou soutien (1.032). Le journal japonais *Osaka Maitchini* (S. W. 50) certifiait de même que la famine de 1924 et la dépopulation des régions agricoles et industrielles n'étaient qu'une répétition des années 1921-1922. La mort y régnait partout.

Qu'entreprenait donc le pouvoir judéo-communiste pour réduire la famine chez le peuple? En premier lieu, contrairement à l'année 1921 et ne comptant plus sur le secours de l'étranger après l'expérience de l'Ara et d'autres organisations, le gouvernement soviétique non seulement n'implorait plus le secours de personne, mais niait énergiquement l'existence même des misères populaires (974). Puis il recourut à d'autres moyens. Rosenfeld exigea des impôts afin d'assigner une partie des sommes perçues pour combattre la famine (1.073); des détachements de tchékistes arrêtaient les paysans venus dans les villes pour y vendre différents aliments et les accusaient de « spéculation »; en cas de résistance, des troupes à cheval chargeaient ces paysans, les blessés étaient transportés hors de la ville et fusillés (868). Le système des cartes fut encore introduit dans la distribution du pain dont la norme était de 5 livres de farine (soit 7 livres de pain) par mois pour chaque membre du syndicat; et comme 20 % de la population seulement possédaient des livrets de syndicats (les Juifs, les communistes, etc.), le reste des habitants était destiné à la famine (968). Au lieu de secours, le gouvernement judéo-soviétique prescrivit de même une campagne énergique pour la perception de l'impôt rural; des mesures furent prises pour la propagande des titres de l'emprunt foncier, pour l'augmentation des souscriptions des paysans en faveur de la flotte aérienne et de la société internationale de secours aux révolutionnaires, pour inciter le peuple à s'abonner aux journaux du parti et enfin pour les versements plus nombreux dans les coopérations (969). Les autorités en vinrent à établir sur les routes des barrières gardées de factionnaires pour arrêter le flux des paysans affamés abandonnant leur région. On ne laissait passer que ceux qui étaient munis d'un permis signé par les délégués ruraux du parti communiste (994). Des ordres furent donnés de retenir par la force le déplacement des paysans vers les localités plus fortunées (958) et surtout de ne point les autoriser à pénétrer dans Petrograd et dans Moscou (991-1.093). Ces mesures entraînent des collisions fréquentes entre les émigrés et les factionnaires (S. W. 60), suivies de véritables escarmouches, avec des morts et des blessés (1.003); mais il était impossible de retenir ces déplacements sans force armée (S. W. 74). Dans le département de Saratow seulement, 680.000 hectares de terre demeuraient incultes abandonnés par les paysans (S. W. 79).

Dans les localités où la ration alimentaire était distribuée, elle contenait de 50 à 70 % d'alliages indigestibles (1.055).

Ensuite, pour estimer la quantité des céréales épargnées par la

sécheresse de 1924, la moisson du blé fut prohibée jusqu'à l'arrivée de commissions spéciales chargées de définir la rentrée anticipée et l'excédent des récoltes de chacun, ce qui ne fit qu'accroître le désastre.

Et pourtant, malgré les conditions d'existence en Russie que nous venons de décrire, le gouvernement judéo-communiste continuait à dilapider des sommes importantes pour propager une révolution universelle. En raison de la gravité de la situation même Bronstein alla jusqu'à proposer la suspension de crédits à l'Internationale communiste pour la propagande étrangère (974).

Mais cette proposition ne lui réussit pas. En même temps, quoique l'exportation des « restes superflus » en 1923 rendit impossible de secourir le peuple en 1924, les autorités judéo-communistes continuèrent en cette dernière année aussi à exporter le blé à l'étranger (958) (1).

En plus de ce désarroi, la désorganisation complète du pouvoir judéo-soviétique s'y joignit encore. Au cours de ces années, un grand pourcentage du blé prédestiné à l'exportation pourrissait dans les entrepôts, à cause des conditions défavorables de conservation et de transport. Le transport était devenu difficile, vu la débâcle des chemins de fer, le manque de bêtes pour charroi, l'absence de wagons, l'état des routes, etc. Cela fut reconnu par le commissaire à l'Alimentation Brukhanoff (879). Ainsi pendant le pillage par les paysans affamés des entrepôts d'Etat du département de Tsaritsine, on y trouva en immense quantité des provisions de blé pourri destiné à être exporté, mais oublié dans les granges (986).

Enfin, en cette même année 1924, le pouvoir juif se servit d'un moyen d'un genre nouveau pour l'extermination définitive des « bourgeois ». Avant cette époque, malgré toutes les difficultés, tous les embarras de communications, les émigrés russes pouvaient toutefois expédier à leurs parents en Russie, par l'entremise de la poste et de différentes agences, des paquets de 5 kilos avec des produits d'alimentation; les droits de douane imposés y étaient insignifiants d'abord, puis sensiblement augmentés. Mais en 1924, déclarant que ces paquets, adressés exclusivement à l'ancienne bourgeoisie russe, étaient comme tels des envois « contre-révolutionnaires » — le pouvoir judéo-soviétique les chargea d'impôts, surpassant de beaucoup le prix d'estimation, ce qui rendit impossible aux destinataires de les accepter (1.040). Actuellement, en 1930, ces taxes douanières sont telles que toute expédition de vivres ou de vêtements est supprimée.

(1) Ainsi, en mai déjà, des transactions avaient été faites pour l'exportation de 150.000.000 de pouds (2.400.000.000 de kilos) (S. W. 48). Du 15 au 20 septembre, trois bateaux de blé soviétique furent chargés à Reval pour 1.100 tonnes et 25.000.000 de pouds (400.000.000 de kilos) étaient attendus à destination de la Suède et de la Finlande (1.035).

Que dirons-nous maintenant du tableau général en 1925?

La surface des semailles fut encore réduite, relativement même aux années précédentes, de 40 % en général (1.187), mais sur cette surface il périssait encore des centaines de mille hectares par endroits, jusqu'à 40 % des semailles, de sorte que naturellement la population y était menacée de famine (1.339, 1.146); tantôt c'étaient les sécheresses, tantôt les pluies, tantôt enfin les rongeurs nuisibles qui en étaient cause (1.062, 1.361). La récolte anticipée en 1925 était de 51.000.000 de tonnes, dont 45.000.000 devaient servir à l'entretien du peuple et 8.000.000 aux nouvelles semailles; aussi, dans les conditions les plus favorables de la récolte, un déficit de 2.000.000 de tonnes était inéluctable (1.289).

Quant à la situation du peuple, elle était à peu près identique : la famine plus ou moins cruelle régnait dans toute la Russie; des milliers de gens continuaient à se nourrir de succédanés indigestes (1.147), de bourgeons, de racines, de résidus cuits (1.197), de crottin de cheval, de mousse, de chiens, de chats (1.116); des milliers de décès dus à la faim furent enregistrés (1.152, 1.111, 1.268, 1.124). Au nom du régime soviétique, Rykoff avoua dans son rapport que les habitants de certaines localités considéraient comme gourmandises des succédanés de foin, d'écorce d'arbre, etc., que depuis le mois d'octobre 90 % de la population de ces localités étaient totalement dénués de toute alimentation (1.113) et que dans d'autres endroits les paysans fauchaient le blé encore vert et en faisaient du pain après l'avoir séché (1.306). En Ukraine seulement, on comptait 1.500.000 enfants sans nourriture et il y eut des cas de cannibalisme parmi les enfants (1.225); on trouvait sur les chemins des cadavres d'enfants sans asile morts de faim (1.183). Il y avait aussi des villages complètement dépeuplés.

Dans le petit bourg de Kislow, au département de Tsaritsine, trois familles de dix-sept membres y compris les enfants, ne pouvant plus supporter la famine, absorbèrent et firent absorber à leurs enfants de l'arsenic volé au dispensaire et mélangé à leur nourriture consistant en succédanés distribués par les autorités (1.111). Dans le département de Stavropole, des paysans devenaient incendiaires; désespérant de voir arriver le secours et les provisions, des familles se réunissaient dans leurs isbas en prenant soin de barricader fenêtres et portes et, vers la nuit, le plus âgé mettait le feu à la demeure (1.130). Les habitants de ce même département souffraient dès le mois de janvier 1925 d'une faim atroce. Privés depuis décembre même de succédanés, la famine y sévissait dépeuplant les steppes, fauchant le peuple qui périssait sur les routes de faim et d'épuisement (1.138), renouvelant le cannibalisme (rapport du délégué). Vers le mois de mai 1925, la famine s'accrût et le nombre des affamés aussi (1).

(1) On en comptait 1.067.000, les enfants en bas âge non compris, en Ukraine (1.202), sur le Don, dans les départements d'Ekaterinoslaw et d'Odessa; ils aug-

D'après les statistiques de la commission instituée par Rykoff, on devait s'attendre à l'accroissement du nombre des affamés de 4 millions et demi après le 1<sup>er</sup> mai (1.158), ce qui se justifia (1.139). Le journal soviétique *Izvestia* déclarait que le commissaire à l'Alimentation avait exigé un crédit de 5.000.000 pour venir en aide aux affamés dénués de pain et d'autres produits, c'est-à-dire que leur chiffre devait avoir atteint près de 10.000.000... Dans certains endroits, des villages étaient entièrement dépeuplés et le peuple épuisé et exténué à un tel point qu'il ne pouvait survivre aux indispositions les moins graves (1.155).

Des révoltes eurent lieu parmi la population affamée, provoquées par la disette et la famine; nous en entendons parler depuis l'été 1925 (1.354).

Et quels étaient en ces circonstances les ordres du pouvoir juif? En voici un exemple. Lorsqu'en avril 3.000 paysans du département de Koursk arrivèrent à Kharkow implorant du pain et logeant sous les murs, les autorités les refoulèrent à leurs domiciles respectifs (1.315). Quant aux prêts de semences, seuls les paysans ayant des mérites révolutionnaires ou possédant les bonnes grâces des dirigeants en pouvaient profiter (1.315).

S'étant mis en tête de rendre l'Europe et la Russie dupes de ses actions, le gouvernement communiste, dès la rentrée des récoltes, se mit à clamer dans tous ses journaux que celles-ci avaient été brillantes, de même que l'état de l'industrie. Des télégrammes relatant cette nouvelle furent envoyés jusqu'en Amérique. Bronstein déclara en outre que la récolte de 1925 avait apporté 1 milliard de pouds (16 milliards de kilos), plus qu'il n'en fallait pour nourrir le peuple; le chef de l'administration statistique avait estimé ce superflu de 650.000.000 de pouds (10.400.000.000 de kilos). Il est vrai que le résultat des récoltes en certaines localités surpassait la moyenne, mais il n'était ainsi que dans des lieux particulièrement favorisés et si insignifiants en nombre qu'on ne pourrait généraliser ces rares circonstances et croire que ces excédents compenseraient le manque de pain dans toute la Russie. Aussi la force et l'importance de nos arguments sur la situation et l'alimentation du peuple en 1925 ne sont nullement amoindries par ces exceptions; le pain manquait toujours pour nourrir tout le peuple et à plus forte raison pour l'exporter à l'étranger. Le journal soviétique *Le Communiste* reconnaissait qu'en plus des départements agricoles centraux une disette considérable sévissait en Ukraine, en Podolie et dans le département d'Odessa et que la famine prenait des proportions catastrophiques en Volynie (1.274).

Sans secourir substantiellement les indigents, le gouvernement mentèrent de 872.000 et les villes furent bondées de paysans abandonnant leurs demeures, à la recherche de nourriture et de travail; hélas! ils n'en trouvaient point (1.209).

judéo-soviétique joignait tous ses efforts pour empêcher les affamés et les sans-travail de pénétrer à Moscou et Petrograd submergés déjà par le flot des chômeurs; il fut déclaré que tous ceux qui entreraient en quête de travail seraient aussitôt renvoyés par étapes (1.147).

Malgré tout ce que nous venons de résumer, le gouvernement judéo-soviétique en 1925 encore établissait des contrats pour l'exportation des céréales à l'étranger. Cette exportation ne lui réussit pourtant qu'à moitié, car les paysans cessèrent d'amener le blé au marché. Aussi les prix étaient-ils quelquefois plus élevés que ceux d'exportation (*Pravda*, 14-25 322), ce qui rendait le blé inconcevable. En fin de compte, la perception officielle du blé en septembre et octobre fut peu fructueuse et l'approvisionnement dans les ports n'était que de 6 à 7.000.000 de pouds (96 à 112.000.000 de kilos) au lieu des 250 millions (4 milliards de kilos) prévus à l'exportation (1.341). Le gouvernement soviétique, en la personne du commissaire au Commerce intérieur Schvermann, déclara que sa campagne d'approvisionnement avait échoué devant le refus des paysans à vendre leur blé car, même lorsque ceux-ci en avaient de trop, ils reconnaissaient la valeur nulle de l'argent qui leur était par conséquent inutile en face de l'absence de marchandises et des prix inabordables (1.371).

Le commissaire des Finances Brilliant (Sokolnikoff) établit dans son rapport que la récolte avait été surestimée; aussi l'exportation du blé de même que l'importation de marchandises devenaient impossibles (1.382). En raison de ces conditions, le Vniechtorg (section du commerce extérieur) reçut la prescription de suspendre les traités d'exportation (341). D'un autre côté, ayant appris que le pain exporté de Russie était enlevé aux affamés, l'opinion publique en Norvège où le blé soviétique était vendu en plus grande quantité se révolta et exigea la suspension des transactions d'approvisionnement en Russie. L'indignation publique fut si forte que, malgré les protestations de bonne foi des communistes norvégiens et russes, le pouvoir du pays fut obligé d'y céder... Quel bel exemple de dignité!...

De même qu'en 1925, les prévisions pour la récolte de 1926 ne se justifièrent point; *La Vie Economique* (26/9/28) avouait que des symptômes menaçants paraissaient dans différentes régions depuis l'automne. Ainsi, en raison de l'instabilité de la saison et de la sécheresse, les semailles d'automne étaient en danger; des champs devaient être réensemencés au Sud-Est dans les steppes de la Crimée et de la Sibérie méridionale (rapport de la section d'agriculture) (1.442). Une disette sévissait en Russie centrale et au Sud-Est. Les semailles périrent dans beaucoup d'endroits par la faute des pluies, des sécheresses ou des gelées prématurées (1.716, 1.535).

Vers le printemps, le fourrage manqua; malgré les prescriptions faites sur papier seulement sur la distribution de résidus de lin, ces résidus étaient préparés pour l'exportation et, après une longue cor



respondance entre différentes institutions d'Etat, ils ne furent toutefois point distribués. Quoique 8.000.000 de pouds (128.000.000 de kilos) de résidus fussent préparés pour l'exportation et quoique cette dernière n'eût pas lieu, les autorités préférèrent recommencer une correspondance avec des agences au lieu de donner ces résidus à la population (1.531).

Le journal financier publiait que la récolte brute de 1926 atteignait 1.700.000.000 de pouds (27.200.000.000 de kilos) dont 700 millions de pouds (11. 200.000.000 de kilos) étaient nécessaires à l'approvisionnement de l'Etat et 300.000.000 de pouds (4.800.000.000 de kilos) à celui des approvisionneurs privés (1.582) et comme 45.000.000 de tonnes, soit 2.700.000.000 de pouds (43.200.000.000 de kilos) étaient nécessaires à l'alimentation du pays et 8.000.000 de tonnes, soit 480.000.000 de pouds (7.680.000.000 de kilos) devaient aller pour les semences, l'insuffisance considérable de la récolte paraissait évidente.

Rykoff déclarait à la commission d'alimentation qu'une famine était prévue dans seize districts du Nord-Est et une disette générale dans toute la Russie (1.725). La commission en conclut que, pour le 1<sup>er</sup> avril, 1.280.000 paysans encore devaient être secourus; des demandes de prêts pour les semences avaient dépassé de plus du double tous les calculs (1.466).

Donc, des papiers étaient rédigés, la famine avait été reconnue... Quelles étaient les mesures à prendre? En voilà un exemple frappant; le pouvoir judéo-soviétique avait enlevé tous les fusils de chasse aux indigènes sibériens des régions du Nord, toute la population étant ainsi désarmée. Mais les Sibériens du Nord furent par cette mesure privés de leur pain, car la chasse seule les faisait vivre et les nourrissait; aussi des villages entiers du Nord souffraient-ils de la famine; leurs habitants mangèrent d'abord tous les enfants et les vieillards (1.573). On tuait des familles entières pour leur épargner les tortures de la faim (1.556). La population du cap de Tchoukotsk décroissait à vue d'œil (1.578).

Les informations détachées parvenues sur la famine en 1926 disent que, dans une série de régions industrielles, le manque de pain était vivement ressenti, toutes les provisions étaient épuisées depuis le printemps; dans certaines localités, la famine sévissait derechef, emportant journellement de nombreuses victimes (1.445, 1.507); dans d'autres on se nourrissait depuis l'été de succédanés (1.502); parfois cette nourriture commençait dès l'hiver (1.747) et par dizaines de milliers les habitants se délectaient de pain et de bétail (1.747).

Quelquefois, exaspérés par la faim, les malheureux pillaient les dépôts d'alimentation et partageaient le butin parmi les affamés; mais... ces saccages étaient rudement châtiés et les coupables fusillés même si parfois les autorités l'avaient désiré, le pain n'aurait pu ou déportés en Sibérie et leurs biens confisqués (1.502). Toutefois,

arriver à temps en raison des tempêtes de neige et des bourrasques rendant le transport impossible, en raison aussi de l'état piteux des chemins de fer sur plusieurs lignes où le mouvement et le transport des marchandises furent interdits (1.714).

La commission de Rykoff reconnut que, dans certaines localités, 70 % des habitants souffraient de la faim et que de nombreux décès avaient été enregistrés (1.446). L'effervescence et les troubles dus à la faim qui naissaient parmi les paysans étaient impitoyablement réprimés par le G.P.U.; celui-ci fusillait jusqu'aux communistes et fonctionnaires soviétiques soupçonnés de sympathiser avec les insurgés (1.416).

Quant à l'année 1927, d'après les communiqués de Russie, la récolte y était de 2.500.000 tonnes, moindre que celle de l'année précédente (1.901) et équivalait à un milliard et demi de pouds (24 milliards de kilos) approximativement; donc le manquant général de la récolte fut bien plus élevé qu'en 1926. Nous avons des informations sur les ravages de la famine en cette année; les voici : vers la mi-août, la famine était déjà prévue dans les régions du Don et de Koubane, car la sécheresse avait brûlé les prés et le blé; la rentrée des céréales dans la région de Koubane était de 1 poud (16 kilos) par hectare (1.881). En Russie Blanche le système des cartes d'alimentation fut institué en juillet 1927 (1.869).

Toutes les informations nous parvenant de Russie dans le courant des années suivantes à aujourd'hui certifient que la famine y est devenue un phénomène chronique toujours plus intense; on y manque de tout et à l'exception des Juifs, des communistes et d'un petit nombre de « privilégiés » (soit des acolytes du régime soviétique) tout le peuple russe souffre toujours des plus dures privations sans que personne songe à le secourir.

Devant l'absence totale de secours aux affamés de la part du comité des autorités communistes trop absorbées par leur politique suprême et le souci d'une révolution universelle, le peuple, voué tout le long de ces années aux horreurs de la famine et des épidémies, périt sans cesse. Et si en 1923 le chiffre des victimes mortes de faim arrivait à 20.000.000, nous pouvons certifier qu'en y joignant celles des années suivantes le nombre des personnes ayant péri en Russie sera doublé et atteindra le chiffre terrifiant de 40.000.000... ce qui équivaldrait à plus des trois quarts de la population de la France,

## CHAPITRE XII

## LA JUSTICE

La justice existe seulement de nom. L'ébranlement de toutes les institutions judiciaires commença dès la révolution de 1917 sous Kerensky qui donna le premier signal de la débâcle; les Bolcheviks ne firent que suivre son exemple.

Les tribunaux révolutionnaires furent inondés de forçats libérés et de criminels de toutes catégories qui siégeaient en qualité de juges et de procureurs. Ils étaient investis du droit de juger non d'après les lois, mais selon « le droit révolutionnaire », c'est-à-dire à leur propre guise, sans chercher les preuves de culpabilité; le fait d'appartenir à la classe intellectuelle était toujours considéré par le tribunal comme circonstance aggravante.

Le Narkomust (commissariat de la Justice) publia une circulaire prescrivant de prononcer décision et verdicts « dans l'ordre de la discipline de parti » (R. 974). Mais comme graduellement les crimes dirigés contre le pouvoir soviétique augmentaient toujours dans les milieux ouvriers et paysans, c'est-à-dire parmi le prolétariat, le procureur Krylenko prescrivit dans une nouvelle circulaire « de ne point concevoir trop étroitement le principe social », notamment de châtier implacablement tout ennemi (1.231). Aussi les juges n'étaient-ils liés par aucune restriction dans l'élaboration de moyens pour découvrir la vérité et dans le choix de punitions; ils devaient agir « selon les intérêts de la Révolution sociale et selon l'équité socialiste ».

Le texte des lois criminelles était très étendu afin de permettre à Krylenko et à ses pareils de justifier leurs réclamations. Ainsi tout acte portant atteinte aux « conquêtes révolutionnaires » était reconnu antibolcheviste, même s'il n'était pas dirigé directement contre les intérêts de l'U. R. S. S., et entraînait la peine de mort (*La Gazette*) (1.313). En 1925, les juges reçurent la recommandation de prononcer les sentences en se conformant toujours à leurs convictions socialistes et au code des lois. Mais le code sur les crimes d'Etat

qualifiait de crime contre-révolutionnaire toute tentative de destitution du gouvernement d'ouvriers et de paysans, tout attentat préjudiciable contre lui, contre la sécurité extérieure de l'U. R. S. S. et contre les conquêtes économiques, politiques et nationales de la révolution. Des actions similaires dirigées contre tout autre Etat de travailleurs ne faisant même point partie de l'U. R. S. S. étaient qualifiées aussi de contre-révolutionnaires. La peine de mort et la confiscation des biens étaient applicables pour tout secours apporté à la bourgeoisie internationale qui s'efforce à renverser le système communiste. Toute participation à la lutte dirigée contre la classe ouvrière et les gouvernements révolutionnaires à l'époque du régime Impérial ou de la guerre civile entraînait pour les coupables la peine de mort... Selon une remarque de la *Krasnaïa Gazeta (Journal Rouge)*, des articles sur la situation du tchervonetz, sur l'état de la Trésorerie, sur l'œuvre du Vniechtorg, sur l'exportation et l'importation, sur les pourparlers avec les Etats étrangers, sur les mesures de la politique extérieure et du commerce sont considérés tous comme violant les secrets d'Etat, surtout du fait qu'ils ne sont pas basés sur des informations officielles (1.520).

La faiblesse de la justice à l'égard des communistes et de toute la pègre, de tous les bas-fonds de la population fit si bien que les prolétaires vinrent implorer le tribunal de les débarrasser de ces vauriens.

Il va sans dire qu'au cours des instructions effectuées par des juges ordinaires et non par des agents du G. P. U., les tortures et la question des accusés n'étaient nullement exclues, ce dont ceux-ci se plaignaient fréquemment au tribunal (639).

Des témoins absolument inconnus des accusés étaient admis à déposer contre eux (507). Les jugements s'effectuaient souvent sans la participation de la défense. D'ailleurs cette défense ne garantissait nullement l'accusé de l'arbitraire judiciaire et de l'application des instructions prescrites aux juges devant prononcer leur verdict « selon la conscience révolutionnaire ». Cependant elle retenait un peu le zèle des juges-bourreaux, qui, sans elle, vouaient préalablement l'accusé à une issue fatale et ne faisaient que simuler ensuite un jugement; pour l'accusé la peine de mort était alors imminente et le verdict aussitôt exécuté (1.124).

Aussi fut-il proposé, en 1924, de supprimer la corporation des avocats et de la remplacer par des défenseurs de l'Etat au service du commissariat de la Justice, rémunérés suivant les tarifs de leur profession (974).

Pour pouvoir juger de la moralité du personnel des tribunaux à l'arbitraire duquel les malheureux habitants sont livrés, il suffit de tracer le tableau suivant : tous les magistrats soviétiques à Kharkow (que dirons-nous alors du reste de la province?) furent livrés à la justice pour concussion, faux, détournements, arrêts injustes (?) et

ivresse, ces magistrats comprenant les juges populaires, les secrétaires de tribunaux et les membres de la corporation des défenseurs. Des avocats juifs étaient nommés pour jouer le rôle d'arbitres (1.370).

Une décision des tribunaux populaires du département de Pskow est très caractéristique et montre bien l'abaissement général en un si bref délai de tous les sentiments du droit; tout assassinat était châtié par des amendes que les coupables versaient non en argent, mais en blé; si le meurtrier versait 10 pouds (160 kilos) il était exempté de toute autre peine; ses complices et les témoins ne versaient que deux pouds (32 kilos) chacun (554).

Les quelques exemples cités ci-dessous sur les sentences prononcées par les tribunaux soviétiques permettront de concevoir le caractère de leur équité. Ainsi :

Les autorités rurales firent administrer des verges aux délégués des paysans affamés qui refusaient de quitter les locaux occupés par le délégué régional avant que celui-ci ne leur accordât des subventions. Après cette histoire, des troubles éclatèrent parmi les paysans, au cours desquels plusieurs représentants soviétiques et membres du parti furent tués. Le tribunal condamna 9 paysans à la peine de mort et 38 à la détention (1.112). Mais lorsqu'il s'agissait de communistes ou de Juifs, le tableau changeait : le chef d'un bataillon pénitentiaire dans la région d'Amour fut livré à la justice pour ses férocités au cours d'une répression de troubles paysans en 1924. Les témoins certifiaient qu'il avait fait appel à des supplices affreux, fustigé tous les habitants, y compris les femmes, brûlé des villages entiers et fusillé en masse des paysans parfaitement innocents. Ce gremlin profita d'une sentence ainsi conçue : « En raison des mérites antérieurs de l'accusé devant la Révolution, le tribunal a décidé de le destituer de ses fonctions sans restreindre ses droits » (1.192).

En 1925, à Kiew, le tribunal fut chargé d'examiner une affaire de trois membres des Jeunesses communistes accusés d'avoir violé une institutrice du bourg de Boiarky. Les délinquants furent condamnés à un an de prison, mais, « en vertu de leur repentir et de leur activité précédente à combattre la contre-révolution », la détention fut considérée comme sursitaire. Quant à l'infortunée institutrice elle se suicida (1.166).

En 1925, le tribunal départemental de Moscou avait à juger une affaire criminelle : un communiste, ne désirant pas baptiser son nouveau-né, eut à ce sujet une violente dispute avec son père. Au plus fort de la discussion, le fils frappa son père au ventre d'un coup de couteau; ce coup fut mortel. Le tribunal décida que le fils avait surpassé son droit de légitime défense et était coupable du meurtre de son père, ce qui entraînait une condamnation d'un mois de prison... Mais, prenant en considération les mérites du condamné dans l'organisation de clubs rouges d'enseignement et dans l'extir-

pation des « fumées religieuses » parmi les paysans, ainsi que les services rendus à la cellule communiste locale, qui en aurait besoin dans l'avenir, sa détention fut commuée en « réprobation publique » (1.202).

En 1924, un tableau effroyable d'arbitraire, d'ivresse, d'orgies et d'extorsions se dessina à Nijni-Novgorod au cours d'un procès des agents du G. P. U. Des gens étaient arrêtés, gardés en détention, menacés de déportation dans la région de Yakoutsk jusqu'au versement d'une rançon par leurs familles et déportés effectivement dans le district de Barkaoul si ces dernières refusaient la rançon. Le tribunal condamna trois des chefs communistes à la peine de mort et le reste à la prison. Mais, prenant en considération les services irréprochables antérieurs des condamnés à mort et en vertu de l'amnistie, la peine capitale fut commuée en dix ans de détention (S. W. 14).

En 1923, le tribunal de Toula examinait une affaire des employés de l'alimentation accusés d'abus pendant la perception de la contribution alimentaire. Tous les accusés étaient des communistes éminents. Les magistrats établirent que l'un d'eux avait personnellement fustigé des paysans; qu'un autre avait dispersé des réunions à coups de cravache; qu'un troisième déclarait des communes et des villages en état de siège, qu'il avait roué de coups les paysans et qu'il avait prescrit aux miliciens de l'imiter, qu'un quatrième excitait les miliciens à massacrer les paysans, extorquait des sommes diverses à ces derniers, qu'il s'était emparé des provisions de farine pour la « samogonka » (genre d'eau-de-vie distillée par les paysans eux-mêmes) et avait enlevé enfin 5 hectares de terre aux paysans, leur promettant en revanche de réduire l'impôt; un cinquième faisait massacrer des paysans devant lui, procédait pour des riens à des arrestations, faisait dresser des procès-verbaux sur des personnes qui se présentaient pour se faire rendre justice, mais... en vertu de diverses amnisties, les accusés s'en tirèrent par un acquittement complet ou par des condamnations à quelques semaines de prison (760).

La *Pravda* du 20 juin 1923 publiait un compte rendu sur l'affaire du moine de la chapelle Saint-Nicolas; l'accusation était présentée par le procureur général, le Juif Kreiliak. Ce moine, préposé à la vente des cierges, était accusé d'avoir « transformé la chapelle en lieu de tolérance pour satisfaire ses désirs bestiaux, abusant des enfants envoyés par les fidèles pour acheter et allumer des cierges ». Quoique le tribunal établit la parfaite innocence du malheureux moine — il fut quand même condamné à cinq ans de réclusion.

Lorsque les circonstances de l'affaire sont telles que le tribunal est forcé de prononcer un verdict de condamnation et même un arrêt de mort contre les communistes, l'exécution de la sentence est généralement remise et oubliée avec le temps. Ainsi, en 1923, l'exécution de l'arrêt de mort sur des Juifs du Gostorg fut suspendue (603);

en 1924, le tribunal de Petrograd ayant condamné à mort dix-sept communistes éminents, l'exécution de la sentence fut remise par ordre de Moscou; on ignore si elle fut jamais effectuée (927).

Il existe encore un grand nombre de faits identiques.

La population réagissait d'elle-même à l'état de la justice dans le paradis juif.

Dès 1923, un flot de tribunaux populaires inonde la Russie. En raison du manque total de confiance en la justice des tribunaux soviétiques qui acquittaient pour des motifs « révolutionnaires » des criminels incontestables, le peuple se chargea lui-même du châtiment des scélérats. Par tout le pays, des lynchages avaient lieu et les tribunaux en arrivaient à commuer des peines en des amendes payables d'emblée, comme il a été dit plus haut. Parfois les représentants du pouvoir tombaient aussi entre les mains du peuple courroucé. C'est ainsi qu'en Crimée des paysans exécutèrent 32 soldats rouges ayant massacré une famille de neuf personnes et pillé sa demeure; les paysans torturèrent les assassins pendant trois jours, les précipitant du haut des rochers, les assommant à coups de hache et les fusillant (628).

Dans le département de Tambow, un délégué du G. P. U., envoyé pour mettre au clair les raisons du non-versement de la contribution alimentaire, fut tué par les paysans en 1923; ce délégué avait soumis au supplice des villageois soupçonnés d'opinions contre-révolutionnaires: il avait procédé avec le concours d'un détachement du G.P.U. à une fustigation générale de ces villageois. Sous la pression des paysans, l'ispolkom rural (comité exécutif de la localité) prescrivit de « l'exclure de la société pour ses actes déshonorant le régime soviétique ». Les membres de l'ispolkom le conduisirent sur la place où il avait massacré des paysans la veille et le jugèrent aussitôt. Le détachement du G.P.U. fut désarmé par les paysans. Après trois heures de débats sur le genre d'exécution qu'on lui appliquerait, la commune décida de le faire mourir à coups de bâton; la bastonnade devait lui être administrée par les paysans qu'il venait de torturer. Huit fois, lorsqu'il perdit connaissance, on le ramena à la vie et, au bout de cinq heures de supplice, après cinq cents coups, il mourut enfin. On décida de jeter son corps aux chiens. La sentence du tribunal public fut contresignée par quelques milliers de paysans et dix-huit ispolkoms avec la remarque que ce sort frapperait tout commissaire qui voudrait tenter la patience du paysan russe (614).

Les années suivantes n'améliorèrent point la justice criminelle en U.R.S.S. L'abaissement moral, les abus de pouvoir des fonctionnaires soviétiques, les détournements, les pillages du trésor, les vols incessants pratiqués par des employés de tous les rangs poussèrent à la répression.

Malgré l'extermination presque complète de la vieille bourgeoisie

et des classes intellectuelles par le régime judéo-soviétique, il y en a toujours trop et l'idée qu'il en reste encore poursuit toujours les cerveaux soviétiques. En 1926, Krylenko émit un projet d'amendement à la loi criminelle de prescription; cette dernière ne devait pas exister pour les délits révolutionnaires et ne serait adaptée que sur la décision du tribunal; de même devait-il en être pour la responsabilité des actes commis contre les ouvriers à l'époque de la monarchie (1.501); le projet fut accepté et en cette même année un procès fut entamé à Polotzk contre les anciens policiers accusés d'avoir participé à la répression des révoltes en 1904 (1.545); deux maîtres d'équipage de la marine impériale furent jugés à Sébastopol « pour leur conduite brutale envers les matelots avant la révolution » (1.605); plusieurs personnes ayant participé aux pogromes de 1905 et ayant été condamnés à ce moment par le tribunal Impérial furent appelées encore une fois en justice à Egorievsk et jugées pour le même délit (1.543). Quant aux affaires civiles n'ayant plus besoin de tribunaux civils après la suppression des droits de propriété, la destruction des droits de succession, l'abolition des contrats de travail, etc., le gouvernement judéo-soviétique se contentait, au début, de juger ces affaires dans les tribunaux révolutionnaires constitués dès son avènement au pouvoir. Mais après 1920, avec l'organisation du « nep » (nouvelle politique économique), la propriété particulière, quoique de dimensions très réduites, fut autorisée peu à peu et entraîna la nécessité d'une protection judiciaire pour les nouveaux rapports civils. Aussi, un décret fut-il publié en 1922 sur la manière de rendre justice et un code civil parut en 1923. Les affaires civiles se rapportaient à la compétence de trois genres de tribunaux :

1° Les tribunaux populaires étaient composés d'un juge et de deux assesseurs, les juges devant être désignés pour une année par le comité exécutif départemental et devant appartenir exclusivement aux classes non bourgeoises. Les « bourgeois » ne peuvent remplir les fonctions de juges. Les juges n'étaient point censés posséder une solide instruction juridique ou une pratique antérieure de jurisprudence; il suffisait d'avoir travaillé pendant deux ans dans un établissement soviétique quelconque; on admettait même des gens sans aucune instruction. Quant aux assesseurs, une moitié en était nommée selon le statut parmi les ouvriers d'usine, un quart parmi les soldats rouges et le reste parmi les paysans.

2° Les tribunaux départementaux institués sur les mêmes éléments étaient susceptibles de juger les différends de plus de 500 roubles, les parties civiles des établissements soviétiques et les abus des fonctionnaires. Les conditions stagiaires pour l'effectif de ces tribunaux étaient les mêmes que pour les tribunaux populaires; il suffisait pour toute instruction d'être de bons communistes.

3° Les tribunaux suprêmes possédaient une section spéciale pour



trancher des litiges entre les établissements centraux judéo-soviétiques; les juges et les assesseurs n'y étaient pas plus obligés de posséder une instruction juridique, seulement ils n'étaient plus élus parmi les ouvriers, les paysans et les soldats rouges, mais parmi la pègre suprême communiste...

Nous remarquons ici une chose bien étrange : tout en instituant ces tribunaux pour la population russe, tout en leur inculquant des méthodes particulières pour rendre justice et pour juger le peuple russe selon « la conscience révolutionnaire », le gouvernement judéo-soviétique crée, ces derniers temps, pour les Juifs, des tribunaux spéciaux juifs. S'il est évident que les affaires y sont toutes menées en langue juive, les résultats du travail de ces tribunaux sont clairs aussi. Des interprètes sont invités durant l'audition des témoins non juifs et des dépositions de ceux-ci sont traduites en juif pour les magistrats (1.316). En Ukraine, les Juifs allèrent plus loin encore : ayant fait passer le nombre des tribunaux populaires juifs de quinze à trente-trois, le gouvernement soumit encore en 1925 à ces tribunaux de Kiew, d'Odessa, d'Ekaterinoslaw, de Jitomir et de Berditcheff, toutes les affaires criminelles (1.381). Des tribunaux juifs furent institués en Russie Blanche (1.395) et à la cour civile de cassation du tribunal départemental d'Odessa la procédure s'effectuait en 1924 déjà en langue juive (*Izvestia*, 957). Une chambre civile juive avec toute sa procédure effectuée en langue juive fut instituée aussi en Zaporojé (1854).

Ces mesures révoltantes et insolentes font aux Juifs une situation particulièrement privilégiée : les tribunaux n'étant composés que de leurs coreligionnaires et les affaires criminelles remises entre les mains de ceux-ci, les Juifs n'encouraient plus le risqué de tomber dans celles des tribunaux révolutionnaires et seraient jugés à l'avenir non selon « la conscience révolutionnaire », mais selon celle de leur tribu, ce qui les mettait à l'abri des perspectives de tortures, d'exécutions et autres délices des tribunaux révolutionnaires judéo-soviétiques.

En parlant du rôle des tribunaux révolutionnaires, il ne faudrait pas omettre de mentionner l'espionnage.

L'œuvre de l'espionnage atteint une virtuosité prodigieuse, ce qui est compréhensible puisque l'espionnage constitue le fonds des Juifs. Les dénonciations sont encouragées et chaque établissement soviétique possède une boîte pour recevoir les dénonciations, chaque quartier son agence spéciale pour faire son rapport hebdomadaire au G.P.U. sur la situation dans son quartier. Rien qu'à Odessa, on trouve 6.000 de ces agents; on espionne chaque parole, chaque pensée presque (1.225). Les enfants sont invités à l'école à moucharder et sont chargés d'épier tout leur entourage y compris leurs parents...

En conséquence, la société se renfermait de plus en plus, devenait toujours plus passive et absolument incapable d'exprimer des

protestations. C'était ce que désirait le pouvoir judéo-soviétique. L'invention suprême des communistes dans leur œuvre d'espionnage fut l'institution des « rabkor » et « selkor », c'est-à-dire des « correspondants » ouvriers et ruraux. Cette nouvelle invention fut une véritable calamité, car ces nouveaux fonctionnaires étaient formés de tous les rejets humains qui profitaient de leur titre de « correspondant » pour se livrer aux dénonciations et au règlement de leurs comptes personnels. Ayant peu à peu conçu que ces « rabkor » et « selkor » n'étaient en somme que des agents du G.P.U. pénétrant jusqu'au fond même de la population, cette dernière leur voua alors une haine tellement féroce qu'elle se mit à exterminer cette vermine. Les assassinats de ces fonctionnaires devinrent de plus en plus fréquents malgré les répressions du gouvernement communiste et les exécutions nombreuses des coupables; aussi les « selkor » commencent-ils à fuir les villages afin d'échapper à la vengeance populaire. De tous les confins de la Russie et de la Sibérie, des informations nous parviennent sur les excès du peuple envers les « selkor ». En la plupart des occasions, lorsque les meurtres sont effectués dans la nuit, les coupables réussissent à fuir (1.133, 1.059, 1.088, 1.092).

Le gouvernement judéo-soviétique réserve aussi son attention aux étrangers.

En 1923, un bureau d'informations fut institué à Moscou sous la présidence de la femme de Rosenfeld (Kameneff), sœur de Bronstein (Trotzky). Ce « bureau » devait fournir tous les renseignements aux étrangers et diriger leurs exécutions sans les admettre à frayer avec le peuple (763). Un décret avait été publié en 1922 en vertu duquel les établissements soviétiques étaient investis du droit de restreindre la liberté de déplacement des étrangers, le choix de professions et l'acquisition d'immeubles (491).

Après la dissension qui naquit en automne 1926 dans le parti communiste et après le coup de revolver de Koverda à Varsovie en juin 1927, le régime judéo-soviétique se surpassa en espionnage et expédia des agents du G.P.U. jusque dans les églises pour assister aux services religieux et entendre ce qui se disait, ne fût-ce que des bribes de phrases (*Echo de Paris*, 1.864).

Chaque année, l'espionnage redouble de vigueur et pénètre, par les efforts judéo-soviétiques, jusque dans les milieux des émigrés russes à l'étranger et les organisations secrètes antisoviétiques, semant la discorde, la trahison et la provocation! Cet espionnage a atteint en 1930 son apogée.

## CHAPITRE XIII

## LA TERREUR

Le gouvernement judéo-soviétique introduisit le régime de la terreur comme règle générale appliquée non seulement en guise de représailles pour des délits imaginaires, mais aussi comme moyen d'épouvante, d'humiliation, pour obtenir une soumission aveugle, absolue et incontestable, enfin pour l'extermination de tous les « contre-révolutionnaires ».

La terreur, commencée dès l'avènement des Soviets juifs en 1917, ne s'est aucunement adoucie dans le courant des années suivantes, comme nous allons le voir.

Les commissions extraordinaires d'enquête — les Tchékas — furent instituées dès le début de 1918 sur le projet de Dzerdjinsky, comme moyen de lutte contre les adversaires du régime soviétique.

Vers 1919-1920, les perquisitions et arrestations cessèrent lorsque les communistes réussirent à rétablir l'ordre dans l'armée avec l'aide des malheureux militaires de l'armée Impériale, forcés pour la plupart sous des menaces de mort à l'égard de leurs familles, de s'enrôler dans les rangs de l'armée rouge. Par contre, le gouvernement soviétique s'y prit avec cynisme, adoptant ostensiblement et sans se gêner ces moyens de terreur et remettant pleins pouvoirs et pleine liberté d'action à des bourreaux placés à la tête de la Tchéka ou G. P. U. dans le genre de Dzerdjinsky, Peters, Latzis, etc., devant lesquels tremblaient même les communistes de rang inférieur. La peine capitale, abolie à l'intérieur de la Russie et ensuite au front par le gouvernement provisoire, fut immédiatement établie et appliquée sur les ordres de la Tchéka pour tous les délits dirigés contre le régime soviétique ainsi que pour des fautes bien moindres.

Quand le régime de la terreur se heurta à des attentats contre Ouritzky, Lénine, Volodarsky, attentats que ses cruautés avaient provoqués, les Juifs-Bolcheviks répliquèrent par la terreur. Par toute la Russie, on arrêtait et on fusillait n'importe qui appartenant à la bour-

geoisie, aux anciens ministres, aux fonctionnaires, aux marchands...

Pour venger la mort d'Ouritzky, 500 hommes, dont 65 officiers, choisis à tout hasard, furent emmenés la nuit de l'hôpital Deriabinsk où ils étaient détenus, embarqués sur un bateau entre Cronstadt et la prison Deriabinsk et fusillés tous en pleine mer; ensuite, la barque fut noyée par les bourreaux (*En Contrée Etrangère*). Pour venger deux autres morts, celles de Rosa Luxembourg et Liebknecht en Allemagne, le grand-duc Paul (Paul Alexandrovitch), Dmitri (Dmitri Constantinovitch), Nicolas (Nicolas Mikhaïlovitch), Serge (Serge Mikhaïlovitch) de Russie et le duc de Leuchtenberg furent fusillés dans la cour de la forteresse Pierre-et-Paul, à Petrograd.

Le célèbre communiste Latzis avait déclaré alors : « Nous ne faisons pas la guerre, nous exterminons simplement la bourgeoisie comme classe sociale; il est inutile de chercher des preuves de culpabilité, c'est la question de naissance, d'éducation, d'instruction, de profession qui compte seule. » (*La Terre Rouge*, Melgounoff.)

Les supplices et les fusillades s'accompagnèrent de fustigations, de coups et de tortures. En 1918 déjà, dans la revue mensuelle de la Tchéka (Melgounoff), les tortures étaient préconisées et recommandées; et en 1921, dans une circulaire secrète, elles furent ordonnées.

Un moyen ignoble de se railler des malheureux condamnés fut inventé et adapté par le Juif Sobelson (pseudonyme Radek). Il consistait en l'obligation pour les prisonniers de se déshabiller et de creuser leurs fosses eux-mêmes avant l'exécution.

Il semblerait que, depuis 1920, après la fin de la guerre avec la Pologne et l'évacuation des armées blanches de Crimée, lorsque les Juifs communistes devinrent entièrement maîtres de la Russie, ils auraient pu abolir la terreur. Mais ce changement ne fut pas opéré et il en est maintenant comme jadis. Tous les souterrains de la Tchéka, partout où ils existent, sont éclaboussés des cervelles et du sang des victimes assassinées et toujours des moteurs d'autos sont mis en marche dans les cours de la Tchéka pour étouffer les cris et les gémissements des exécutés; toujours, sans renoncer à leurs férocités, les bourreaux Peters, Latzis et autres travaillent avec acharnement, sans foi ni loi, ne s'arrêtant à aucun obstacle. Apfelbaum (Zinovieff) n'avait-il pas déclaré que sur cent millions d'habitants quatre-vingt-dix seraient asservis par les Bolcheviks et le reste exterminé.

Des principaux événements qui se produisirent avant 1920, citons les suivants :

L'auteur de ces lignes a habité Kharkow de 1917 à 1918, et Kiew de 1918 à 1919, c'est-à-dire à l'époque du règne de l'hetman Petlioura et de ses bandes et des deux offensives des armées blanches; il y est tombé dans les mains de la Tchéka et s'en est échappé par miracle.

Dès l'avènement des Bolcheviks à Kiew, il y instituaient trois

Tchékas : la Tchéka municipale, président Blufstein (pseudonyme russe Sorine) ; la Tchéka départementale, président Stantcheff (pseudonyme Rakowsky) et la Tchéka de toute l'Ukraine, président Latzis. La Tchéka municipale de Kiew avait 19 sections à la tête desquelles se trouvaient 16 Juifs. Il arrivait souvent qu'ils assistaient aux exécutions des détenus, et quelques-uns se délectaient tout particulièrement de l'agonie de leurs victimes (le Juif Rubinstein). Son commissaire était le Juif Ferman (pseudonyme russe Mikhaïlow). Un hangar était réservé aux exécutions où les bourreaux (très souvent le commissaire ou son adjoint) conduisaient généralement dans la nuit leurs victimes ; l'ordre était donné au condamné de se mettre à plat ventre et on le tuait d'un coup de fusil dans la nuque ; le suivant, sans attendre la mort complète du précédent, était couché à côté et ainsi de suite. Quand le sol était jonché de cadavres, on couchait les nouveaux venus sur les cadavres de leurs camarades. (Voir aussi « *En Contrée Etrangère* », Sec. com. IX).

Durant l'été 1919, Kiew se trouvait sous la menace des volontaires de l'armée blanche ; c'est pour cette raison que les trois Tchékas redoublèrent d'activité. Les exécutions commencèrent sans discernement par catégories : les bourgeois, les marchands, les juristes, les ingénieurs, les docteurs et ainsi de suite, les communistes désirant sans doute l'extermination de toute la classe intellectuelle et bourgeoise de Kiew. Les victimes ne se comptaient plus, on ne les enregistrait plus sur les listes ; il aurait été malin de le faire puisque, en juillet 1919, pendant le siège de Kiew par les volontaires, les Juifs décidèrent de fusiller tous leurs otages qui atteignaient le nombre de plus de 2.000. 1.800 prisonniers furent fusillés en une nuit, car les Judéo-Bolcheviks ne pouvaient emmener avec eux « les otages ». Voici le tableau que présenta le lendemain l'intérieur de la Tchéka municipale aux yeux des volontaires de l'Armée blanche à leur arrivée à Kiew. La cour de la Tchéka était traversée par un large chéneau de béton pour diriger les eaux ; ce chéneau descendant du garage apparut rempli de sang et de cervelles ; l'intérieur du garage, les murs, le plafond portaient des marques de sang et d'éclaboussures de cervelles ; le plancher était couvert à la hauteur de plusieurs centimètres d'un mélange de sang, de cheveux et d'os... Sur les murs, des crochets et des cordes pour les insoumis... Le garage contenait une poêle, des tenailles, des clous, des couteaux, tous ces instruments couverts de morceaux de chair et de sang. Dans une marmite immense, remplie de liquide, flottaient des bouts de chair, des doigts arrachés. Le jardin était comblé de cadavres à peine recouverts de terre, les têtes toutes fracassées. La plupart de ces cadavres portaient les marques des tortures infligées : des mains ébouillantées, des os décharnés au lieu de doigts, la peau écorchée toute ou laissée seulement à l'endroit des épaules, les parties du corps coupées. On y trou-

vait tous les sexes, tous les âges : des vieillards, des femmes, des enfants, des adolescents!

De même que dans toutes les Tchékas, dans celle de Kiew, les postes supérieurs et dirigeants étaient occupés principalement par des Juifs qui, en général, formaient 75 % des fonctionnaires des Tchékas. Donc toutes les horreurs exécutées à Kiew doivent être inscrites au compte des Juifs. Il serait criminel d'oublier ces faits.

D'après les informations de M. Melgounoff, des milliers d'officiers furent fusillés à Kiew en 1918; à Saratow, 1.500 habitants, de 1918 à 1919; à Astrakhan, 7.000 ouvriers grévistes; à Arkhangelsk, tous les officiers abandonnés par les armées blanches du général Miller et le gouvernement du Nord furent embarqués et fusillés en mer. A l'usine de Votkine, 80 ouvriers furent fusillés en 1918; au département de Tomsk, pendant la répression des révoltes de paysans, 5.000 hommes subirent le même sort ainsi qu'au département d'Oural'sk où le chiffre officiel des victimes est de 10.000 et le chiffre non officiel de 25.000...

Dans les régions habitées par les cosaques, les Bolcheviks manifestèrent, en 1918, durant la guerre civile contre l'armée du général Alexeïeff, une cruauté féroce et implacable. Après la bataille de Korenevo, un grand nombre de soldats des armées blanches, dans l'impossibilité de fuir, se suicidèrent plutôt que de subir les effroyables supplices des Bolcheviks. Ceux-ci crevaient les yeux des prisonniers, leur coupaient les membres et brûlaient les blessés sur des bûchers. (Denikine, *Croquis de l'Émeute Russe*). La population entière de ces régions ne souffrait pas moins de la terreur communiste. Les Juifs, furieux de l'incorporation des cosaques dans les armées blanches et des soulèvements de leurs bourgs, se vengèrent sur des innocents et les fusillaient par milliers sans s'occuper du nombre des suppliciés. Dans un des bourgs, un groupe de cosaques fut conduit vers l'enceinte du cimetière et tué à coups de baïonnette; ceux qui respiraient encore étaient enterrés vivants; en tout, 185 cosaques furent fusillés dans ce bourg. Les corps furent enterrés par leurs camarades, obligés de le faire sous la menace des fusils. Un des mourants gémissait et demandait à boire; on lui offrit comme boisson du sang des blessures de ses camarades massacrés. (Den. 3). Tous ces faits, pourrions-nous les pardonner et les oublier?!

A Kharkow, en 1918, les condamnés étaient expédiés par centaines à la station du chemin de fer où se trouvaient sur la septième voie des wagons de marchandises préparés spécialement pour eux; on les sortait ensuite des wagons et on les fusillait sur place, chacun à son tour. Le camarade Antonoff (Ovseenko) (1) agissait le plus férocement.

(1) C'était un serrurier déporté pour meurtre au bagne en Sibérie. Il arriva à Kharkow en 1917 à la tête des gardes-rouges et devint l'ordonnateur suprême de la vie et de la mort des habitants; il établit l'institut des otages exigeant comme

En Crimée, c'étaient les matelots qui se livraient aux violences. Ils étaient excités et secondés par des agents du gouvernement composés de Lettons, d'Esthoniens et de Juifs... Plus de 800 détenus enfermés dans la cale d'un vaisseau souffrirent d'une faim atroce et subirent des tortures et des coups leur faisant perdre connaissance. Trois cents officiers et bourgeois furent condamnés à mort. Chacun de ces infortunés fut appelé de la cale à l'écoutille, on les fit monter à la poupe l'un après l'autre, entre les rangs des matelots qui, chemin faisant, arrachaient leurs habits, les frappaient et les insultaient, puis, à l'endroit désigné, ils les précipitèrent sur le sol, leur liant les mains et les pieds et leur coupant lentement les oreilles, le nez, les lèvres, l'organe sexuel, les mains... et c'est seulement après avoir fait subir les pires outrages et supplices aux officiers russes couverts de sang et poussant des cris déchirants que les bourreaux infâmes les lancèrent dans les flots. (Den. III). (Voir aussi Melgounoff, *La Terre Rouge en Russie*). L'oubli peut-il se faire après de pareilles monstruosité?

Lorsque le commandant en chef de l'armée bolcheviste du Caucase du Nord, Sorokine, étant tombé en disgrâce, résolut de s'approprier le pouvoir suprême militaire en arrêtant et faisant fusiller les membres de la République caucasienne, les Juifs Roubine, Dounaïevsky et Rojansky, — le conseil des Soviets et des représentants du front le déclarèrent (en octobre 1918) hors la loi et le firent tuer après sa fuite de Piatigorsk.

A ce moment, toutes les prisons locales étaient remplies d'otages qui devaient être fusillés, par ordre de la Tchéka, dès la première révolte contre-révolutionnaire ou dès le premier attentat contre les meneurs du prolétariat. Et aussitôt, en réponse à l'exécution par Sorokine des trois Juifs bolchevistes nommés ci-dessus, la Tchéka décida de fusiller 106 otages dont faisaient partie les généraux Rousky, Radko-Dimitrieff et d'autres. En chemise, les mains liées derrière le dos, ils furent tous conduits au cimetière où une grande fosse leur était préparée. Ils reçurent l'ordre de s'agenouiller et de baisser la tête. Aussitôt des coups de sabre leur furent assenés par cinq fois et plus... La plupart moururent en se taisant; quelques-uns gémissaient (Den. III).

En Sibérie centrale, après la retraite vers l'est des troupes blanches et le meurtre de l'amiral Koltchak, le règne des Judéo-Bolcheviks et de la Tchéka commença pendant l'hiver de 1918-1919. Afin d'exterminer les dizaines de milliers d'officiers, soldats et cosaques faits prisonniers, on les concentrait dans des casernes près de Tomsk et Krasnoïarsk dans des conditions effroyables, sans eau, sans nourri-

रण des représentants du commerce et de l'industrie, des millions de roubles en échange. Un grand nombre de Kharkowiens furent exécutés par lui sur la septième voie et, parmi eux, le vice-gouverneur de ce département, Massalsky. En 1927, Antonoff était représentant des Bolcheviks à Prague.

ture, dans le froid, privés de tous secours médicaux. Journallement, des centaines mouraient et on laissait les morts parmi les vivants. Les villes de Tomsk et Novonikolaïevsk furent appelées villes noires (Sakharoff, *La Sibérie Blanche*).

En 1918-1919, il régnait encore dans toutes les parties administratives et militaires un chaos indescriptible, ceux des Bolcheviks qui se croyaient les plus forts en tel ou tel endroit, à tel ou tel moment prenaient le dessus et devenaient les porteurs de la terreur. En même temps, chaque localité avait plusieurs Tchékas, notamment des « Tchékas du front », « contiguës au front », « de districts », « de quartiers », « de chemins de fer », etc., et chacune prenait sous sa dépendance toutes les affaires et tous les habitants, chacune s'accordait le droit de condamner à la peine capitale d'après son propre arbitre et sa propre volonté. Nous en avons des exemples dans la région du Don. (*En Contrée Etrangère*, XII.) Prenant en considération le chaos universel et le déchaînement des passions, cela devait exister partout.

En 1919, la ville d'Iaroslavle fut rasée presque entièrement par le feu de l'artillerie lors d'une révolte. On peut juger des horreurs qui s'y passèrent d'après les exemples cités en Sibérie et en Crimée. Beaucoup d'officiers périrent durant l'étouffement de cette révolte; ils s'étaient fiés au fameux terroriste renégat Boris Savinkoff, un des auteurs de l'assassinat du grand-duc Serge de Russie (Serge Alexandrovitch, général-gouverneur de Moscou, assassiné en 1906) et étaient tombés dans son piège. On ignore encore le rôle exact de Savinkoff dans cette trahison, mais la personnalité de cet aventurier est déjà démontrée par son entrée dans le camp des Bolcheviks auxquels il livra les organisations antibolchevistes qu'il connaissait.

En 1920, les communistes « liquidèrent » le front antibolcheviste à Krasnovodsk : 60 ouvriers furent livrés à la justice comme fomenteurs de la révolte et complices des officiers blancs. Une commission judiciaire d'instruction arriva; elle était exclusivement composée de Juifs avec Bronstein en tête. Le verdict fut prononcé le jeudi avant la Pâque juive. Le président se dressa sur ses pointes et, levant un doigt vers le ciel, déclara dramatiquement : « Que le ciel admire la justice de notre verdict! ». Pour trahison, etc., le prêtre de l'église de Krasnovodsk et douze ouvriers sont condamnés à l'exécution immédiate; et quarante-huit heures sont accordées aux accusés pour creuser leur fosse. Le vendredi, à l'aube, le prêtre et onze ouvriers furent amenés au cimetière de la ville, le douzième ouvrier avait eu le temps de s'empoisonner; son cadavre fut apporté aussi; un tchékiste, armé d'un revolver, fut placé face à chaque condamné et deux balles furent tirées sur chacun; après quoi, le tribunal se mit à fêter son « peïsakh ». Des demandes de grâce furent faites par les autres accusés, mais on les fusilla le dimanche matin, quelques



heures avant l'arrivée du centre de l'ordre de grâce (741), procéda habituel des tchékistes.

A Odessa, c'était le Juif Wikhman (le fils d'un rabbin de Wologda) qui se rendit célèbre par sa férocité; il fusillait n'importe qui sur la seule dénonciation des gamins juifs des rues (1).

Nikolaïevsk-sur-l'Amour fut livrée aux Bolcheviks sur l'instance des socialistes révolutionnaires. Tous les chefs militaires de la garnison se suicidèrent, ne voulant pas se rendre aux Bolcheviks.

L'Ataman Triapitzine et son chef d'état-major, Nina Kiachko, se mirent à massacrer sans discernement hommes, femmes et enfants. Le détachement de Japonais, au nombre de 500, ayant déclaré sa neutralité bien avant l'entrée des Bolcheviks, fut exterminé au cours du troisième jour avec toute la colonie japonaise composée de 700 membres. Ayant exécuté, du 12 au 16 mars, 1.500 hommes, les Bolcheviks établirent une terreur systématique. Le colonel Wentg s'était enfermé dans un phare, mais, comme ses soldats s'agitaient, il résolut de se rendre et envoya des parlementaires aux Bolcheviks. Ceux-ci exécutèrent la délégation et, lui ayant soustrait par des tortures le mot d'ordre, ils firent sortir, par ruse, tous les occupants du phare et les tuèrent alors que leur colonel se suicidait.

Lorsqu'il apprit en avril qu'un détachement japonais arrivait pour châtier les assassins, l'état-major décida de fuir, mais de brûler préalablement la ville et d'exécuter tous les habitants, les enfants et les femmes d'officiers d'abord (les officiers étaient déjà tous tués), ensuite les familles de ceux qui avaient déjà été exécutés, puis ceux que le tribunal avait graciés, enfin, les fonctionnaires, les marchands, les artisans et les ouvriers ne sympathisant point avec la politique bolcheviste. La ville fut brûlée. Plus de 6.000 personnes périrent et quand, le 2 juin, les Japonais occupèrent Nicolaïevsk, ils n'y trouvèrent qu'un amas de cendres, de ruines et de cadavres. Des 12.000 habitants, il en restait à peine 2.000; plus de 600 enfants avaient été

(1) Etant employé à quatorze ans dans un petit hôtel de province en qualité d'aide du commissaire, ce Wikhman dévalisa un voyageur. Renvoyé de son service, il parvint à Odessa où il devint pickpocket; ensuite il travailla au passe-partout et au rossignol. A peine âgé de dix-huit ans, il fut jugé plusieurs fois pour vols. Après, il devint cambrioleur et brigand dangereux. En 1917, au moment de la révolution, il était en prison pour assassinat et cambriolage et condamné au bagne. Mis en liberté par le camarade Kerensky, il devint en 1917 Bolchevik et fut nommé bourreau à la Tcheka d'Odessa, où il stupéfia jusqu'à ses camarades par sa cruauté et les tortures raffinées qu'il inventait pour ses victimes. En 1920, il fut nommé membre du conseil de la Tcheka et chef des détachements judiciaires. Quoique des bourreaux spéciaux existassent (la Juive Dora et « Fedka » le galérien comme on l'appelait), Wikhman se délectait souvent à fusiller et à torturer lui-même les condamnés. A la tête de ses détachements composés de galériens, de Lettons et de Chinois, il rasait des villages entiers, réquisitionnait les biens et tuait des milliers de gens comme bon lui semblait. Il fut tué par la balle d'un insurgé pendant une de ses battues.

tués. Pour juger de la férocité de ces brutes, il suffit de savoir que le fleuve avait renvoyé le cadavre d'une jeune femme aux pieds et aux mains de laquelle étaient attachés quatre enfants! On fendait les crânes, on déchirait en deux les petits enfants et on précipitait tous ces corps à l'eau! On socialisait les femmes « bourgeoises » à l'usage des rouges.

Tous ces actes se faisaient sur l'ordre de Moscou, d'après les directives du pouvoir central. (Goutmann, *le Désastre de Nikolaïevsk-sur-l'Amour*).

En conséquence, ces crimes ne sont pas imputables uniquement au pouvoir bolcheviste de l'endroit, mais doivent être portés exclusivement au compte du gouvernement des Soviets formé principalement de Juifs.

Après l'évacuation du général Wrangel en Crimée, ce fut le chef de la Tchéka de Ialta, le Juif Toporelsky, qui se distingua surtout par sa cruauté. Il se vantait lui-même d'avoir fusillé en trois semaines plus de 20.000 personnes (750).

Sur l'affirmation de M. Melgounoff, le massacre durait des mois. On fusillait tout le monde : malades, blessés, docteurs, sœurs de charité, etc. Le nombre des victimes atteignit 50.000 personnes et, d'après d'autres informations, jusqu'à 150.000. On fit payer la retraite navale de l'armée blanche par ceux qui restaient.

Les soldats demeurés en Crimée furent expédiés dans des mines, où ils moururent de faim et de froid. Quand aux officiers, afin, disait-on, « d'éviter la fureur des gardes-rouges », ils reçurent l'ordre de se faire enregistrer du 2 au 9 novembre. Dans la nuit du 10, tous furent envoyés, escortés de Lettons et de Chinois, à la villa Krymtaï (deux lieues de Simferopol); la villa fut cernée par des soldats rouges et, pendant quatre jours, on y fusilla les détenus. Plus de 12.000 officiers y périrent... Personne de leurs familles n'osait s'aventurer dans ces lieux pour connaître leur sort... et, lorsque l'odeur de la décomposition y attira des meutes de chiens affamés, on comprit alors que la villa était abandonnée et on y pénétra... Tous les murs étaient remplis d'inscriptions d'adieu, le jardin parsemé de casquettes d'officiers avec des restants de cervelles éclaboussées. L'écorce des arbres gardait des lambeaux de chair et des cheveux collés par le sang, ces lambeaux appartenant aux victimes abattues à coups de sabre... Tous les cadavres traînaient nus dans des fosses.

D'après la statistique bolcheviste, près de 70.000 Russes furent fusillés en Crimée. C'est très possible puisque dans le « Ravin des chiens », près de Simferopol, 700 membres des familles d'officiers, femmes et enfants furent fusillés en une nuit (1.140).

L'organisateur des supplices et des massacres, le Juif Toporelsky, déclarait qu'il se garantissait pour longtemps la possibilité des pogromes, car « le régime soviétique est sans pitié » (750). Le peuple

russe devra s'en souvenir aussi et rester sans pitié envers les Juifs et les Bolcheviks, plus tard...

Quant à ceux des émigrés et insurgés qui prêtèrent foi à l'amnistie publiée et regagnèrent leur patrie, nous pouvons juger de leur sort par les exemples suivants :

Tous les rapatriés, dès leur arrivée en Ukraine, étaient mis en état d'arrestation et promptement exécutés ainsi que ceux qui entretenaient des relations avec eux (506).

A Odessa, le jour de la célébration de l'anniversaire du régime soviétique, 72 personnes furent fusillées dont 12 officiers revenus de l'étranger, le G.P.U. ayant déclaré qu'il n'avait reçu aucune instruction d'amnistie, à l'occasion des fêtes... Et, le lendemain, les journaux publiaient déjà le manifeste du comité central exécutif confirmant cette amnistie (483).

A Odessa aussi, 89 officiers crédules, venus de l'étranger en vertu de l'amnistie, subirent le même sort (417).

A Novorossysk, les 400 rapatriés, aussitôt débarqués, furent partagés en catégories et tous les officiers fusillés dans le port même; ils avaient été préalablement obligés d'écrire à l'étranger qu'ils avaient reçu un bon accueil; 180 personnes furent fusillés dès la première journée (408).

Dans la même ville, les occupants d'un autre bateau furent aussi triés; tous les officiers et un homme sur dix furent exécutés au pied du mur; lorsque leurs compagnons s'indignèrent contre ces procédés, on en choisit encore un sur dix et on les fit exécuter (436).

Le journal *Morning Post* publiait l'information qu'un groupe de cent officiers détenus, conduit aux mines du Don, avait été exécuté dans les circonstances suivantes :

Un coup de feu provocateur fut tiré (les détenus n'avaient pas d'armes), après quoi la garde se précipita sur ces prisonniers et les fusilla tous (502). Ce moyen, ainsi que celui dit « tentative de fuite » étaient le refrain favori des autorités judéo-soviétiques pour provoquer des exécutions en chemin, ce qui était le plus commode et ne laissait pas de traces.

Durant toute l'année 1922, le nombre des détenus politiques dans les prisons et les Tchékas atteignait, d'après les informations officielles soviétiques, le nombre de 2.000.000 (420).

Une déclaration solennelle fut publiée à la fin de 1922 sur l'abolition de la Tchéka et l'institution du G.P.U. (administration politique d'Etat), chargé de la remplacer pour « combattre la contre-révolution ».

En fait, rien ne changea; les Tchékas locales se transformèrent en sections locales du G.P.U. et remplacèrent seulement leur enseigne.

Le même bourreau Dzerdjinsky fut placé à la tête de ce G. P. U.

L'administration politique avait à sa disposition pour le protéger et aider à l'exécution de ses desseins des détachements militaires soumis exclusivement à elle et terrifiant toute la population; ils se nommaient Tchouk (détachement de désignation spéciale); c'est ainsi que le G.P.U. et ses agents commencèrent à régner en Russie.

Pour justifier l'institution du G. P. U. et trouvant nuisible le relâchement de la terreur vers la fin de 1922, Dzerdjinsky et son administration renforcèrent les mesures répressives dont la nouvelle vague date de 1923. Ce bourreau déclara lui-même qu'un combat à la vie à la mort s'entamait entre le gouvernement soviétique et ses ennemis (589).

Par les décrets du 15 février (*Izvestia*, N° 37) et du 16 octobre 1922 (*Izvestia* de 1922, N° 236), le droit d'application de la peine de mort fut accordé au tribunal suprême, aux tribunaux départementaux et aux tribunaux de toutes catégories en général; le G.P.U. fut investi du pouvoir suprême.

Il n'exista plus de punition hormis la peine de mort. N'importe qui fusillait qui lui convenait, y compris les femmes.

En 1923 aussi, des exécutions en masse furent opérées sur les anciens officiers qui s'étaient fiés aux promesses de l'amnistie (1).

On fusillait sans pitié jusqu'aux détenus dans les prisons, et, afin d'éviter le bruit des détonations dans les rues de Moscou, on les abattait à coups de sabre et de hache (670). A Petrograd, les exécutions avaient lieu aux abords de la ville sur la place des exercices d'artillerie; tous les condamnés étaient transférés de tous les lieux de réclusion dans une prison dont un des étages se nommait même « galerie des condamnés à mort » et d'où on les conduisait tout de suite au lieu d'exécution; sinon, ils attendaient la mort pendant des mois

(1) Ainsi, à Novorossysk, tous les officiers étaient séparés des autres arrivants et fusillés sur-le-champ (667); 252 de ces officiers de l'armée du général Koltchak (607) et 250 officiers de l'armée du général Dieterichs (604) furent fusillés à Tchita. A Ekaterinodar, 600 officiers, qui s'étaient rendus en raison de l'amnistie et dont la plupart étaient malades furent évacués dans des camps de concentration où on les faisait souffrir de la faim et de privations terribles; pendant le trajet, on les fusillait peu à peu chemin faisant, organisant des haltes dans les endroits isolés au milieu de la forêt (721). A Vladivostok, les officiers et soldats de l'armée Dieterichs qui s'étaient présentés en réponse à cette même amnistie furent expédiés dans un camp de concentration. Comme le transfert s'effectuait en hiver par un froid rigoureux et que les infortunés étaient à peine couverts sous le prétexte qu'il était plus commode de les fouiller s'ils cachaient des armes, 1.000 hommes seulement parmi les 10.000 prisonniers arrivèrent à destination, le reste ayant péri en chemin de faim et de froid (542). A Odessa, tous les arrivants mâles débarqués du bateau venant de Bulgarie furent jetés à la mer avec des pierres attachées aux pieds et aux mains et les femmes livrées dans les casernes aux soldats du 60<sup>e</sup> régiment communiste... Une fillette de douze ans eut 186 soldats en partage; après quoi son cadavre fut enfoui à l'aube derrière les remparts et volé ensuite par les habitants qui le mangèrent (554).

entiers et jusqu'à des années, défailant de faim et à peine vêtus (798).

Le nombre des exécutions n'était plus enregistré et le véritable total de ceux qui périrent ne peut être évalué, mais on pourrait à peu près juger de leur chiffre terrifiant par les informations du *Daily Mail*, qui certifie que, dans la première partie du mois d'avril 1923, 2.000 personnes furent fusillées (416); dans le courant de mai, d'après les comptes rendus communistes, 2.372 personnes; en juin, 619 sur ordre des tribunaux révolutionnaires et 7.405 (officiel) par les chefs des détachements judiciaires (654). Les derniers chiffres, quoique officiels, sont néanmoins faux, car le tribunal de Kiew, seul, délivra 1.339 condamnations à mort en 1923 (913). La prononciation de la peine de mort était chose si commune que le tribunal des mineurs de Moscou condamna à mort une fillette de quatorze ans pour avoir lancé une pierre sur l'automobile de Dzerdjinsky, qui blessa légèrement le chauffeur, l'enfant voulait venger la mort de son père, un ouvrier fusillé pour sa participation à la « contre-révolution » (532).

La réorganisation de la Tchéka en G.P.U. fut reconnue insuffisante et ce dernier subit aussi une transformation par l'institution de la O.G.P.U. (Administration politique unifiée d'Etat), qui devait régir tous les organes d'espionnage et toutes les forces militaires et à laquelle toutes les Tchékas locales furent soumises (782).

Une circonstance favorisait surtout la débauche de la terreur en 1923. Quoique le code pénal de l'U.R.S.S. admettait la peine de mort en quarante-deux occasions, pour des crimes d'Etat, militaires, en charge de fonctions et pour des délits économiques, soit pour tentative de « contre-révolution », l'interprétation de ce mot était très élastique et servait pour toutes les occasions.

En cette même année, une section économique fut instituée dans le G.P.U., section qui devait administrer les trusts, les concessions, les entreprises privées, afin que ceux-ci n'enfreignent point « les droits des masses ouvrières et les intérêts de la République des ouvriers et paysans ». Le résultat en fut que toutes les entreprises commerciales payent des concessions énormes à cette section et celui qui ne voudrait pas verser ou qui inaugurerait son entreprise sans offrir la reconnaissance habituelle à la section économique serait menacé d'abus, de contre-révolution économique et exécuté (768).

1924. — Loin de s'atténuer, la terreur s'accrût en 1924. L'ordre du jour du G.P.U. prescrivait à ses agents de ne point reculer devant l'application de la peine de mort et de la déportation (S. W. 61). Une circulaire invitait les tribunaux à procéder à leurs décisions et à leurs verdicts « dans l'ordre de la discipline du parti » (974), c'est-à-dire d'agir à leur gré, se conformant aux desseins du parti.

Sans parler des arrestations en masse parmi les ouvriers et

paysans (1.087), ainsi que parmi la jeunesse étudiante à Petrograd, des exécutions en masse s'effectuaient sur les ordres des tribunaux et de la O. G. P. U. par toute la Russie sans exception, comme on peut en juger par de brèves informations. A Kharkow seulement, 18.000 paysans furent fusillés « pour opposition au régime soviétique » (1.049). Des milliers d'ouvriers furent exilés au monastère de Solovetzk et 500 parmi eux périrent en route de faim et de froid dans les neiges (841). Pour sauver les apparences, on arrêtait aussi, en 1924, des Juifs, mais ils étaient libérés sous tel ou autre prétexte et jamais déportés (1.049). On pratiqua encore l'expédition des détenus sans inscrire leurs noms, mais seulement sous des numéros, d'une ville à une autre; souvent pendant cet échange de victimes entre plusieurs villes, on en fusillait en route.

L'O.G.P.U. atteignit des dimensions extraordinaires. Elle devait se justifier; tous ses fils multiples pénétrèrent dans le fond de la population et nulle part l'on ne pouvait jamais être sûr de converser avec un simple mortel ou avec un agent du G.P.U. Comme parmi la population asservie et tremblante des complots réels se formaient rarement, le G. P. U. en était arrivé à les provoquer : il rappelait des « crimes antérieurs » comme, par exemple, une concussion qui avait eu lieu cinq ans auparavant. Vu les conditions anormales de l'existence soviétique, ces « forfaits » pouvaient être inculpés à chacun; c'est pourquoi toute la population se trouva dans une angoisse incessante, tremblant devant l'attente du châtiment pouvant venir n'importe à quel moment! (867).

L'administration du G.P.U. est composée principalement de Juifs; les juges d'instruction du G.P.U. sont, de leur côté, sous l'observation de surveillants spéciaux, tous Juifs (1.464).

Les informations suivantes nous montrent ce que représentent les prisons du G.P.U. : à Moscou, les cellules de réclusion solitaire à la prison de Loubianka sont dénuées de tout ameublement; le détenu est obligé d'être toujours debout. Sortant à moitié fous de la « chambre de liège », les prisonniers ne sont néanmoins point exempts de la terreur générale. Pour calmer le moindre bruit, leurs gardiens (des Lithuaniens et des Polonais) se présentent pour remettre l'ordre et les font taire par des coups. Dans cette même prison, languissent jusqu'à présent des détenus dont la presse soviétique a publié depuis longtemps l'exécution (1.165).

Généralement, les prisons spéciales du G.P.U. étaient établies dans les locaux occupés par le G.P.U.; pour la plupart, dans les caves, où étaient renfermées les personnalités les plus criminelles au dire des autorités judéo-soviétiques ou des prisonniers dont le rapport envers le G.P.U. n'était pas encore établi. C'est là aussi que se trouvent les caves destinées aux supplices et les chambres de liège pour le massacre des détenus. La garde des prisons comprend des Chinois, des

Lithuaniens et en partie des Hongrois — anciens prisonniers de guerre. 90 % des détenus en sortent seulement pour passer par les armes (1.696).

Petrograd et Moscou, ces citadelles du pouvoir communiste, ne faisaient pas exception dans le renforcement de la terreur en 1924. Moscou comptait plus de 10.000 détenus en janvier 1924 (828) et, dans le courant du printemps de cette année, 10.000 personnes furent arrêtées en deux semaines et demie (S. W. 42). Journallement des groupes d'ecclésiastiques, de commerçants, de « contre-révolutionnaires » (892), d'anciens officiers (886) étaient transférés de Moscou aux départements d'Arkhangelsk et de Vologda. Les forces du G.P.U. ne suffisaient plus à Moscou pour effectuer les perquisitions et arrestations innombrables; aussi, ses agents reçurent-ils en aide des « coursants » (élèves des écoles militaires soviétiques) et des communistes, et, toutes les nuits, les camions automobiles faisaient entendre le bruit lugubre de leurs moteurs en transportant les détenus par 200-300 personnes dans les sous-sols de la Tchéka à la prison de Loubianka où les exécutions avaient lieu (948). On n'omettait pas de longs supplices comme l'incarcération dans la chambre de liège (S. W. 45). De même, des habitants de Petrograd se voyaient exiler en masse en Sibérie (S. W. 51); l'oppression et les violences s'y accrurent encore plus (1.096) et la O.G.P.U. donna l'ordre à ses sections d'appliquer la peine de mort et la déportation pour étouffer tous les symptômes de mécontentement. D'après elle, ces derniers temps, le citoyen s'était par trop laissé aller et la terreur seule pourrait rétablir dans le pays l'idée de la force soviétique (S. W. 14).

Le « livre blanc » anglais certifie que le gouvernement bolcheviste ne se gênait pas dans le choix et l'application des supplices; ses informations sont fondées sur le récit de sujets anglais ayant été en Russie et sur ceux des représentants officiels de l'Angleterre qui établissent le fait de supplices sanglants accompagnés de tortures, de crucifiement, etc. (Sarolea, *Mémoires sur la Russie soviétique*) (1.924).

On expédiait des habitants en exil sans distinction d'âge; ainsi, d'après le compte rendu du comité départemental d'Arkhangelsk, nous voyons que, sur les 11.427 détenus, on en comptait plus de 3.000 n'ayant pas atteint leur vingtième année (1.138).

Voici quelques exemples dans la province :

Le journal de Kharbine « *Svet* » (*La Lumière*) publie des informations sur la répression des paysans dans la région de l'Amour : la fusillade sans aucun jugement, des tortures monstrueuses, la fustigation avec les crosses de fusil, le viol des femmes, la question et le meurtre des enfants, des vieillards, enfin 18 villages brûlés. D'habitude, les troupes expédiées pour châtier et réprimer cernaient le village en révolte et commençaient un véritable carnage.

★ Minsk, cinq Polonais accusés d'espionnage furent complète-

ment dévêtus avant l'exécution, enveloppés de fils barbelés et battus ainsi à coups de crosse jusqu'à leur évanouissement complet; après quoi, on les enterra encore vivants (978). Tout cela fut exécuté en présence de chefs éminents bolchevistes (F. 24-177).

Les matelots du navire anglais demeuré pendant trois semaines en rade de Novorossysk certifiaient qu'une centaine de personnes étaient exécutées journallement durant ce temps dans le hangar près duquel se trouvait le navire et que ces exécutions avaient lieu ouvertement sans nulle précaution (965).

M. Melgounoff (*La Terre Rouge en Russie*) cite aussi quelques exemples de la cruauté impitoyable des Bolcheviks. A Taganrok, des sœurs de charité bolchevistes s'emparèrent d'un officier de l'armée blanche grièvement blessé et, le tenant par les pieds et les mains, le balancèrent et le frappèrent ensuite contre le mur de pierre.. A Ar-mavire et Kiew, on employait « la couronne », c'est-à-dire une ceinture en cuir avec un écrou et une vis enserrant les têtes... On attachait aussi les victimes à un mur et à un poteau et on leur appliquait le bout d'un tuyau en fer de quelques centimètres de diamètre; on introduisait un rat par l'autre bout du tuyau qu'on refermait tout de suite d'une grille en fil de fer rougie par le feu; le rat, fou de douleur, s'enfonçait dans le corps du supplicié... Ceci durait des heures et même des journées jusqu'à la mort du malheureux. A Kiew, Stawropol, Poltawa, on déposait la victime dans une caisse avec un cadavre en décomposition en lui déclarant qu'on l'enterrait vivante, puis la caisse était enterrée... Une demi-heure après, on la déterrait — ce manège répété plusieurs fois pour faire durer le supplice. Les Juifs jouissaient le plus de leur puissance lorsque les enfants, les femmes, les parents des détenus leur demandaient grâce pour les condamnés.

Le pouvoir « des ouvriers et paysans » ne se gênait pas avec les ouvriers non plus et les exilait à la prison de Solovetzk servant jadis à conserver le poisson; les travaux forcés duraient de cinq heures du matin à cinq heures du soir, avec une heure de repos pour déjeuner. La nourriture consistait en poisson avarié et en pommes de terre ayant remplacé en novembre 1924 le pain; une fois par semaine de l'eau chaude pour toute boisson leur était apportée. Les cellules n'étaient point éclairées la nuit, une température de 5 à 8° au-dessous de zéro y subsistait montant à 0° vers le matin. Les pardessus leur étaient alloués rien que pour le travail au dehors et repris au retour. La moindre réplique était châtiée par des coups et des mutilations; pour toute plainte, on recevait des coups de fouet au visage. La garde, composée de mêtèques criminels, se livrait à des railleries sur les détenus (1.220). La première protestation des détenus était châtiée par les armes et se terminait fréquemment par la mort des mécontents (S. W. 21). On note un grand nombre de suicides parmi les détenus n'ayant pu supporter les horreurs du régime.



Un groupe d'ouvriers déportés à 140 kilomètres de Iakoutsk se trouva privé de vivres dès le début des fortes gelées; des trois hommes d'escorte, deux gardes-rouges appartenant à la tribu des bouriates s'en allèrent aux informations et se firent livrer les vivres avec lesquels ils prirent la fuite. Ne les voyant pas arriver, les malheureux détenus (au nombre de trente-deux) s'en allèrent à pied sur leurs traces, mais, surpris par la tempête et la neige, sans vêtements chauds, ils moururent tous en route.

En 1924, la révolte se déclara en Géorgie. Pour la réprimer, les autorités judéo-soviétiques employèrent une cruauté raffinée qui semblait prodigieuse de leur part. Les tortures s'appliquaient à l'aide de cerceaux en fer serrant la tête et de verges en fer rougies au feu et introduites dans le rectum (1.021). On incendiait des villes et des villages, massacrant des vieillards et des malades (1.022); on fusillait des familles entières, crucifiant les insurgés (1.023). Sans enquête, ni jugement, on fusillait des détenus dans les sous-sols des Tchékas et on emportait dans la nuit leurs cadavres hors la ville; on fusillait sur simple soupçon de complicité à la révolte (1.030). L'ordre était donné de fusiller tous ceux qui seraient appréhendés et refuseraient de se nommer; de fusiller tous les membres responsables des familles dans les localités où des armes devant être rendues seraient trouvées; d'arrêter les comités exécutifs des locaux publics et de les expulser à jamais de Géorgie si on y trouvait des armes cachées. Les familles des paysans ayant offert l'hospitalité aux insurgés étaient expulsées et leurs biens confisqués; quant aux familles des insurgés, elles étaient déportées dans les camps de concentration (1.064).

En une journée (3 octobre), on fusilla 279 personnes à Tiflis (1.064) et 1.200 personnes dans le courant du mois; les corps des fusillés, horriblement mutilés, étaient jetés hors la ville dans des fosses remplies de mortier (1.026). On exterminait sans discernement toute la population, tous les parents des membres du comité insurrectionnel (1.026); en un mois, 5.000 exécutions eurent lieu et 10.000 personnes furent fusillées (1.051). Les détachements de partisans qui se rendaient étaient fusillés sans jugement sur-le-champ (1.026). On empêchait les familles des victimes de manifester leur chagrin (1.037). A Batoum, des centaines de personnes soupçonnées seulement de sympathies envers les insurgés furent enterrées vivantes (1.051). La déportation se pratiquait en masse en Géorgie. 11.000 habitants furent déportés en Sibérie (1.036). On prétend même que leur chiffre atteignit 20.000 (1.054). On expédia à Odessa plus de 3.000 vieillards, femmes et enfants, qui furent massacrés en route (1.029). Malgré l'approche de l'hiver, les détenus étaient expédiés à travers toute la Russie à Mourmansk (au Nord) vêtus seulement des habits qu'ils portaient au moment de leur arrestation (1.026).

On fusillait aussi les femmes des officiers du régiment de Semenovsk (Mme Richter et d'autres). Leurs familles étaient déportées à Solovetzk. De vieilles femmes de soixante-dix ans (comme la femme du général de Childer) ne faisaient pas exception (1.197).

C'est aussi en 1924 que le gouvernement judéo-soviétique inventa un nouveau procédé : ne se contentant point d'expédier en Europe des agents spéciaux payés pour propager les idées bolchevistes et assurer les étrangers de l'évolution des Soviets, ils autorisèrent le départ en Europe de simples mortels se rendant à l'étranger pour affaires personnelles. Comme otages les Bolcheviks gardaient les enfants et les membres des familles des partants les prévenant qu'à la première information qu'ils donneraient à l'étranger sur la Russie, ces otages seraient fusillés ! Aussi ces malheureux voyageurs qui arrivent ici évitent-ils de parler à leurs amis de l'étranger craignant de laisser échapper un mot de trop et d'attirer ainsi l'exécution des otages (1.031).

1925. — En cette année la terreur continuait toujours. Des informations nous parvinrent de partout sur les arrestations, les déportations, les incarcérations dans des camps de concentration. La déportation administrative atteignit des dimensions extraordinaires ; elle s'effectuait dans toutes les localités et par ordre du pouvoir central on déportait dans des lieux peu éloignés ainsi que dans des lieux lointains. Très en vogue était la déportation dite « selon la formule — 6 », c'est-à-dire que le déporté était privé du droit d'habiter six endroits : Moscou, Petrograd, Kiew, Kharkow, Odessa et la Crimée (1.251).

Le nombre des détenus dans les camps de concentration atteignait 90.000 ; dans le département d'Arkhangelsk seul, on en comptait 11.000 (1.254). Dès le début de l'année, le gouvernement judéo-soviétique tomba derechef sur les restants de la classe intellectuelle et procéda à des arrestations en masse des anciens dignitaires, de généraux et officiers (1.158), du clergé orthodoxe (1.222) ; ces arrestations se répétèrent dans le milieu de l'année lorsque des anciens étudiants du Lycée et de l'Ecole de Droit (deux établissements d'instruction supérieure privilégiés) furent non seulement arrêtés sans distinction et expédiés dans la région de Narym et à Solovetzk, mais fusillés aussi sans jugement. Ainsi on connaît l'exécution d'un groupe de 16 détenus, d'un second de 68 et d'un troisième de 49 (1.274, 1.283).

On joignit au procès des « Semenovetz » celui d'un groupe de lycéens (anciens étudiants du Lycée Impérial Alexandre, établissement privilégié d'instruction supérieure préparant des diplomates) et tous furent fusillés aussi avec leurs femmes et parents, quoique chacun soit séparément accusé d'un délit. De même pour ce dernier groupe on ne discernait ni l'âge, ni la preuve de culpabilité, car l'accusation n'était qu'un prétexte au dessein conçu par les Juifs de se défaire des débris de la classe intellectuelle.

L'insurrection en Russie Blanche en automne 1925, qui fut très

intensive et se propagea rapidement, fournit un nouveau prétexte au gouvernement judéo-soviétique pour accroître la terreur et effectuer ouvertement sa férocité.

De son côté, le G.P.U. de Minsk publia l'ordre suivant : « La revision immédiate de tous les dossiers des inculpés détenus pour des agissements antisoviétiques est prescrite. En premier ordre, la revision doit être effectuée sur ceux qui traitent de l'opposition au pouvoir : les inculpés de cette catégorie devront être fusillés pas plus tard que le 16 du mois courant. Les détenus accusés d'insurrection armée contre le régime soviétique et pris les armes à la main seront exécutés sur-le-champ. Les dossiers des détenus arrêtés pour espionnage devront être revus prochainement et les inculpés fusillés avant le 16 de ce mois. Tous ceux qui ont été arrêtés sur des soupçons concernant leurs agissements antisoviétiques devront être fusillés prochainement et à une date ultérieure au 16 courant. La déportation des détenus devant être internés dans des camps de concentration devra être activée afin qu'ils y soient incarcérés avant le 16 courant. Les localités dont l'effectif de la population ne serait pas sûr et nourrirait une hostilité envers le pouvoir soviétique devront accélérer l'action des détachements répressifs du G.P.U.; les chefs de ces détachements devront éviter (?!) d'effectuer des arrestations superflues (!). L'action devra être menée énergiquement et rapidement afin de rétablir le calme, l'ordre et la soumission. Les coupables seront fusillés sur place! »

Les conséquences de ces circulaires ne se firent pas attendre. En octobre 1925, quarante personnes comprenant des anciens officiers de l'état-major général, des instituteurs et des ecclésiastiques furent fusillées à Minsk pour avoir participé à des organisations insurrectionnelles (1.373). Dix-huit détachements du G.P.U. travaillaient dans cette ville sous la garde de troupes spéciales. C'est là aussi que le tribunal soviétique condamna à mort deux hommes (Derkatch et Kobrig) sur l'accusation d'espionnage en faveur de la Pologne : ces deux hommes furent amenés devant les juges, enveloppés de fils barbelés; après la première séance, ils subirent des tortures tellement cruelles qu'ils durent être portés à la séance suivante, ne pouvant plus bouger ni parler; après le verdict, ils furent transportés au lieu d'exécution sur des civières (1.261).

De même, par toute la Russie, les exécutions continuaient avec acharnement et, de tous les côtés, des personnes différentes périssaient sous différentes accusations (1.129, 1.153, 1.407, 1.318).

Au Turkestan, au moment de la liquidation d'une révolte, 300 cosaques furent arrêtés dont 52 officiers passèrent à la disposition du G.P.U. qui en fusilla une partie et livra le reste au tribunal; celui-ci,

de son côté, en fit fusiller 27. La Tchéka de la région transcaucasienne sanctionna 649 condamnations à mort (1.437).

Au département d'Odessa, vu les troubles incessants parmi les paysans, un district fut déclaré en état extraordinaire; l'administration en fut confiée à une « Troïka » composée d'un représentant du conseil départemental d'Odessa, d'un agent du G.P.U. et d'un chef militaire. Les déplacements dans ce district étaient interdits sans une autorisation d'un délégué des communes nommé par la « Troïka » (1.227). Dans le district de Mélitopolsk, les troupes répressives étaient autorisées à fusiller sur place tous ceux qui seraient pris les armes à la main et tous ceux chez qui on en trouverait (1.120).

A Jytomir, un prêtre catholique, Fedousovitch, fut brûlé vif, arrosé de benzine, après un long supplice pour le contraindre à des aveux utiles à ses bourreaux (1.229). Des informations de Minsk parvinrent aussi sur l'exécution d'un prêtre catholique amené de Jlobine et fusillé après des tortures infinies par ordre de la Tchéka locale (1.275).

Au département de Toula, pour réprimer la révolte des paysans causée par la famine, des tortures au feu furent appliquées sur l'ordre du délégué du G.P.U. (1.350) et, lorsqu'un village se souleva au département de Moscou, les Bolcheviks firent rentrer tous les habitants dans leurs maisons, les enfermèrent et y mirent le feu (1.412).

Vers l'hiver de 1925, le gouvernement judéo-soviétique perdit définitivement la tête. On s'emparait de tous les anciens fonctionnaires, des anciens officiers de la Garde; on choisissait tous ceux qui portaient des noms connus (1.348), on opérait des arrestations parmi les anciens fonctionnaires de l'administration de la garnison militaire de Petrograd, parmi les anciens officiers de marine (1.326). Un mot lâché imprudemment suffisait pour déclencher des arrestations et la déportation en Sibérie et à Solovetzk (1.328). Ayant exterminé ceux qu'ils voulaient, les Judéo-communistes fouillèrent dans les archives et en sortirent les dossiers des organisations « blanches », pour revoir les affaires de 1905-1906 et celles de 1918 et pour châtier de nouvelles victimes (1.365).

1926. — En 1926, la terreur ne s'atténua point, mais elle fut soigneusement cachée par le pouvoir judéo-soviétique. En raison de cela aussi bien qu'en raison de la persécution des représentants de la presse étrangère placés sous une surveillance et une censure rigoureuses (ainsi pour les informations les plus innocentes comme par exemple sur la situation de l'agriculture, les correspondants étrangers étaient accusés d'espionnage politique et économique et condamnés à trois mois de prison) (1.409), les informations nous parviennent de plus en plus incomplètes du paradis soviétique. Néanmoins, la terreur n'est atténuée qu'extérieurement; nous pouvons en juger par le discours d'Apfelbaum (Zincvief) à la conférence du parti

communiste russe (R. K. P.) à Moscou où il déclare que le sang versé exigeait aussi du sang et que des groupes actifs devaient être fondés pour établir la terreur individuelle.

La déportation se pratiquait toujours : le département d'Arkhangelsk seul comptait 20.000 déportés (1.732). La déportation à Sakhaline (1.614) fut rétablie et, en raison du nombre des déportés politiques dans les régions de Iakoutsk, de l'île Waïgatch, de Kolgouïeff, de Terre-Neuve, du Turkestan et Ouzbekstan, l'entrée des étrangers dans ces régions fut interdite (1.436).

On connaît pourtant, entre autres, que 500 personnes furent fusillées sans être jugées durant les années 1925-1926, les victimes étant presque exclusivement des paysans et des ouvriers. Les listes des victimes étaient dressées d'avance toutes les deux semaines. *La Tribune de Lausanne* cite les déclarations de Géorgiens sur la terreur incessante en Géorgie et les déportations à Solovetzk. Rappelons aussi que les exécutions sans jugement en Géorgie, sur l'ordre du G.P.U., avaient également lieu en 1927 (1.732).

D'après les informations des journaux soviétiques *Pravda* et *Izvestia*, plus de 500 personnes parmi les fonctionnaires soviétiques à la disposition du G.P.U. seulement furent fusillées en avril et mai. Enfin, pour épouvanter la population, des exécutions publiques eurent lieu en présence de grandes foules, telle fut l'exécution du prêtre Zelinsky à Kharkow (1.619).

Les accusations le plus fréquemment employées étaient celles de banditisme, de vandalisme politique et d'espionnage. On rapportait à la première toute manifestation active du mécontentement populaire; la seconde accusation comportait une interprétation très compliquée admise en 1923 sur le contenu des diverses informations.

Depuis cette même année, le pouvoïr judéo-soviétique adapta un procédé inventé ultérieurement : des sujets des pays étrangers étaient inculpés de quelque forfait absurde et condamnés à la peine de mort; en réalité, ce verdict n'était prononcé que pour échanger ces étrangers contre des communistes accusés de crimes d'Etat dans les autres pays (1.445). On pourrait formuler ce système ainsi : si un agent de l'U.R.S.S. est arrêté en dehors des frontières du pays, le gouvernement juif fait immédiatement arrêter des citoyens absolument innocents du pays où eut lieu l'arrestation de l'agent de l'U.R.S.S. pour les échanger ensuite en cas de nécessité contre le fonctionnaire soviétique (1.627). Ainsi, seize étrangers furent condamnés à mort à Moscou pour les échanger contre des communistes condamnés pour insurrection à Riga (1.445). A Pékin, lorsque le consul des Pays-Bas, doyen du corps diplomatique, autorisa une perquisition dans les locaux soviétiques, tous les sujets hollandais en Russie furent recensés et placés sous une surveillance secrète (1.793).

Une nouvelle commission fut instituée pour la liquidation des

restants du régime tsariste et le Juif Unschlicht en fut nommé président. Le but de cette commission était le « curage » définitif de la société bourgeoise, l'écartement de tous les « spetz » (spécialistes) d'extraction bourgeoise et leur substitution par des spécialistes communistes. Cette commission avait pour centre Moscou et on se proposait de créer des sections dans toutes les villes, à côté des sections du G. P. U. (1.542). Au mois de mai on revisa à Moscou les listes des archives des établissements Impériaux et les arrestations s'effectuèrent d'après ces listes sans prendre en considération ni la date, ni l'ancienneté de l'époque (1.511). Les agents du G. P. U. se livrèrent aux recherches de personnes ayant participé à la répression des révoltes dans la marine en 1906-1907; ainsi, l'enseigne de vaisseau Artsiboucheff fut fusillé pour avoir pris part à l'exécution du verdict du tribunal de guerre en 1906 après la révolte du croiseur *A la Mémoire d'Asow* (1.601).

L'adoption du système des otages s'accrut encore plus à la délivrance des autorisations pour se rendre à l'étranger; cette mesure fut prise en raison du refus de réintégrer le paradis soviétique par un grand nombre de partants l'ayant soi-disant quitté pour un bref séjour.

Les « détenus politiques » servaient de sujets pour d'autres expériences du régime judéo-soviétique. On dit que les épreuves des gaz asphyxiants, de la force des microbes sur les bombes s'exécutaient sur les déportés « politiques » (1.412) amenés spécialement de Solovetzsk (1.412). On dit aussi qu'à Petrograd ces épreuves furent effectuées par le prosecteur Maslokovitch sur des détenus qui lui furent amenés des prisons municipales, des prisonniers politiques de préférence.

Ces expériences provoquèrent des maladies complètement inconnues dont on ignorait aussi les moyens de guérison (*Le Courrier Russe Militaire*) (1.411).

A la fin de 1926 une grande réforme du G. P. U. se dessina. Cet établissement devait se partager en deux sections: intérieure et extérieure. Les fonctions de la seconde consistaient à surveiller les émigrés; dans ce dessein, des agences secrètes devaient être fondées dans les principales villes européennes. En plus, une section spéciale fut instituée pour combattre l'opposition; le tchékiste Agranoff fut placé à sa tête et une commission de contrôle devait s'occuper du recrutement d'agents secrets pour espionner le travail intérieur de l'opposition afin d'exclure par des efforts réunis tous les représentants nuisibles de l'opposition et les incarcérer dans des « isoloirs » de destination spéciale (1.679).

Chaque « commissariat » (ministère) posséda sa section au G. P. U., les autres s'occupant de propagande à l'étranger. Aucun commissaire du peuple n'est destitué sans la conclusion du G. P. U.

Le conseil personnel du G. P. U. est lié par fil direct avec les sections de toutes les villes importantes, de sorte que ses ordres s'exécutent immédiatement (1.812).

Chaque ambassade soviétique à l'étranger est soumise au G. P. U.; chacun des chefs officiels est soumis à un chef suprême connu de lui seul. Habituellement, ce régent secret est nommé parmi le personnel de l'ambassade. A Paris, le travail du G. P. U. est effectué non dans l'ambassade, mais dans une de ses succursales (*Chicago Tribune*) (1.434).

Avec le soutien des sections de l'étranger du G. P. U. et l'appui de Sidorine, collaborateur de la Tchéka à « l'ambassade » soviétique de Berlin, 700 personnes furent arrêtées à Riga; c'étaient des militaires des anciennes armées blanches revenus en 1924-1925 conformément à l'amnistie. Ils reçurent l'ordre de se présenter pour s'enregistrer et... ils furent arrêtés sitôt leur comparution... Le même système se pratiquait à Odessa, Kiew, Kharkow, Poltawa (1.424).

Une liste spéciale des émigrés fut dressée; elle portait jusqu'à 1.000 noms et se partageait en rubriques où étaient inscrites les peines auxquelles seraient soumis ces émigrés dès leur rentrée en U. R. S. S. Ceux à qui la peine de mort était prescrite étaient exécutés sur-le-champ, dès leur arrivée, dans la section la plus proche du G. P. U. La liste contenait des rubriques dans lesquelles la peine de mort était prescrite avec l'adoption de questions et de tortures (1.464).

1927 doit être analysée à part au point de vue de la terreur qui régna durant cette année. Dans les trois premiers mois, d'après les informations du bureau central du G. P. U., 750 personnes étaient déjà fusillées à la suite d'une scission dans le sein du parti communiste et de l'accroissement de l'opposition qui entraîna des mesures de terreur du côté de la horde gouvernante (1).

On raconte des scènes épouvantables au procès des « 26 » à Petrograd (lorsque la femme de l'un des prévenus dénonça son mari et une mère ses fils, toutes deux y étant forcées par des tortures). Le verdict fut exécuté dans la cour voisine avant la fin des débats du procès en vertu de quoi les condamnés furent emmenés de la salle (P. 27-253, F. 27-210).

Quant aux arrestations il va sans dire qu'elles continuaient en masse dans l'Oural, en Ukraine, dans les régions de Moscou, du Caucase et de Petrograd et par toute la Russie (1.782). En Ukraine et au Midi de la Russie, la terreur prit des formes extraordinaires; on persécutait ceux qui avaient l'air plus ou moins distingués, sans parler des intellectuels et du clergé (1.887).

Le procureur de l'U. R. S. S. Krylenko déclara que la publication

(1) La Tchéka d'Arkhangelsk en fusilla 42; celle de Petrograd, 59; d'Oural'sk, 60; de Sibérie, 100; d'Extrême-Orient, 100; du Turkestan, plus de 300; de Géorgie et Koubane, 100; de l'Ukraine, 120; de Moscou, 93, etc. (1.846).

du nombre des arrestations du G. P. U. était reconnue inconvenante pour des considérations techniques (?) (1.877).

En raison du grand nombre des détenus, un des forts de Cronstadt fut mis à la disposition du G. P. U. pour y incarcérer les prisonniers politiques et les isoler complètement (1.346). Le projet fut conçu d'augmenter encore les troupes du G. P. U. de 15.000 hommes, leur nombre effectif étant insuffisant pour servir d'instrument soumis pouvant réprimer en cas d'urgence les révoltes dans les régions industrielles (1.726); 600 ouvriers spécialisés furent déportés de Moscou dans les camps de concentration de l'Oural et de la Sibérie (Rev. 27-136) et un grand nombre de spécialistes de la classe intellectuelle le furent aussi à Petrograd (1.176).

A Moscou, 25 otages furent choisis parmi les citoyens les plus éminents, le journal soviétique *Izvestia* déclarant que ces otages seraient fusillés dès le premier nouvel attentat contre les chefs communistes (1.837).

Après le châtiment, par Boris Kowerda, d'un des maudits assassins de la Famille Impériale, du Juif Voïkoff à Varsovie, le régime judéo-soviétique perdit la tête dans le déchainement de sa fureur. Dès le 8 juin, le G. P. U. reçut des instructions spéciales de procéder à trois catégories d'exécutions : celle des otages, afin d'intimider la population; des « suspects » pour empêcher leurs soi-disant tentatives de révolte, et des condamnés en exécution des verdicts des tribunaux révolutionnaires; en même temps la publication des listes des condamnés fut interdite et les *ambassades reçurent l'ordre de démentir à l'étranger toutes les informations concernant les exécutions* (1.846). Les horreurs de 1918-1920 reprirent dans toute la Russie, quoique les exécutions aient lieu en secret, aucune liste n'était dressée et les gens disparaissaient simplement sans que personne connaisse leur destin. Dans toutes les grandes villes, les détenus, alignés par trois, étaient conduits aux lieux d'exécution dans le silence des nuits sombres sans oser faire du bruit, sous l'escorte de nombreux tchékistes. Les victimes désignées étaient convoquées comme si de rien n'était dans un établissement soviétique et, dès leur arrivée, ils étaient mis sans bruit en état d'arrestation et conduits dans la nuit à la question.

Les tchékistes travaillent silencieusement; aucun bruit n'est perceptible, pas même le résonnement de la trompe des autos; si par hasard une détonation retentit, elle prouve que la victime ne se rend pas sans résistance!... Les lieux de réclusion des détenus sont soigneusement cachés et tout en exécutant des milliers les autorités judéo-soviétiques ne publient officiellement que les noms de quelques unités (1.855).

Tous les détenus transférés en Sibérie le sont en trains blindés sous une solide escorte. Pour les transférer dans les locaux du G. P. U., une immense auto est adaptée avec une double grille (27-167). Les



agents du G. P. U. effectuent des rafles nuit et jour dans les appartements et saisissent ceux qu'ils trouvent bon d'arrêter. En raison du surcroît des détenus dans les prisons, les casernes de Kroutizk à Moscou sont transformées en lieu de détention (1.862). Cela ne paraît pas étonnant puisqu'à Moscou seulement 12.000 personnes étaient arrêtées en 1927 (F. 27-167).

Les victimes prédestinées à l'arrestation sont portées par le G. P. U. sur des listes contenant des centaines de noms. Ces listes sont formées en partie sur les indications des ambassades et missions soviétiques à l'étranger qui tiennent le bureau central du G. P. U. au courant du résultat de leurs observations parmi les émigrés, en partie aussi sur les dénonciations des membres des familles contraints à la trahison sous les menaces et les tortures du G. P. U. La première liste n° 1 contenait 500 noms; cette liste comprenait, en 1927, tous ceux encore en liberté voués d'avance à la prison.

De même qu'en 1926, on continuait les recherches de divers dignitaires impériaux pour s'en défaire au plus tôt (1.800).

Des exécutions impitoyables redoublèrent dans tous les coins de Russie sur des gens absolument innocents, sur des soupçons absurdes et dans le but de se venger de la mort de Voïkoff. Le lendemain de l'acte de Kowerda, vingt et une personnes n'ayant aucune connaissance de cet événement et détenues à Petrograd y étaient fusillées. Les journaux étrangers firent éclater leur indignation, mais cette explosion ne fit que surexciter les Judéo-Bolcheviks et les exécutions despotiques redoublèrent d'intensité par toute la Russie (1.843, 1.846, 1.872, etc.).

A Petrograd, on saisissait les personnes de la classe intellectuelle, les accusant de relations avec les étrangers, de sorte que les docteurs craignaient parfois de se rendre au chevet de malades étrangers afin d'éviter cette accusation (1.859). Dans la nuit du 15 juin, 2.000 arrestations furent opérées (1.857). Les milieux militaires n'en furent pas exempts. Comme le déclarèrent les Bolcheviks, « 25 officiers » et autres employés de la garnison furent arrêtés; en réalité plusieurs centaines subirent ce sort. On s'acharnait après chacun sur l'accusation habituelle d'espionnage et de conspiration (1.861).

Le G. P. U. de Minsk surpassa ses confrères. Il ordonna d'arrêter tous ceux qui étaient détenus de 1920 à 1925 dans la région de la Russie Blanche, et ce nombre atteignait 17.000 personnes (1.863). On comprend la panique de la population à cette nouvelle. A Minsk aussi, dans le sous-sol de la nouvelle prison, une chambre spéciale fut construite pour les exécutions, le plancher formé de grillage. Les exécutions étaient prévues en masse.

A Saratow, les accusés avisèrent le tribunal au cours du procès des tortures que le G. P. U. leur avait infligées afin de les contraindre à signer des aveux. Pendant l'interrogatoire du G. P. U. (1.895), toutes les femmes étaient soumises au viol. C'est ainsi qu'à la prison de

Nikolaïevsk, l'institutrice Kolosovskaïa se coupa les veines dans la cellule d'isolement de la G. P. U. (1.817).

Les journaux étrangers même ont cité l'application de la question par les Juifs-Bolcheviks dans les sous-sols des Tchékas (F. 27-167). L'enquête ne se gênait point quant aux moyens. Le juge d'instruction du G. P. U. à Askhabad (Doudtchenko) soumettait à des tortures féroces tous ceux qu'on soupçonnait seulement de délits contre le pouvoir judéo-soviétique; il les gardait quatre à cinq jours sans nourriture, ne leur donnant pas d'eau, leur enfonçant sous les ongles et dans les talons des aiguilles, les laissant solidement garrottés pendant deux jours (1.813). Les journaux étrangers ont parlé aussi de vingt otages attachés par une chaîne pendant plusieurs jours au cadavre d'un condamné (F. 27.167). Pourtant le pouvoir central judéo-soviétique ne peut cacher que le Finlandais Elvengreen subit avant son exécution des tortures effroyables dans les sous-sols de la Tchéka et fut conduit ensuite à la morgue, où on l'enchaîna pendant cinq jours à un cadavre en décomposition; lorsque, le sixième jour, les tchékistes décidèrent de le fusiller, le malheureux avait perdu la raison (1.837).

En réponse aux protestations du gouvernement finlandais, les Judéo-Bolcheviks déclarèrent insolemment ceci : « Nous ne tolérons aucune intervention d'aucun pays étranger au sujet de nos exécutions que nous accomplissons en guise de représailles pour l'assassinat de notre ambassadeur Voïkoff! Tous les étrangers arrivant sur le territoire soviétique doivent savoir qu'ils ne sont plus protégés par les lois de leur pays et que la loi soviétique admet une exécution sans jugement sur les dénonciations de la police! Le sous-lieutenant Elvengreen qui luttait contre les armées soviétiques n'ignorait point qu'il était pour nous un précieux otage bien que la paix règne officiellement entre nos deux pays. » Tous les étrangers que le gouvernement soviétique trouve bon d'arrêter et de fusiller sont dans une situation identique (F. 27.167).

Et ce nouveau défi outrecuidant du gouvernement judéo-soviétique lancé à toute l'Europe et à tous ses gouvernements fut tranquillement accepté par ces derniers.

Cette indifférence est due à leur crainte de devoir se soulever et de perdre peut-être tous les avantages éphémères du commerce avec les Soviets.

A Kiew, le G. P. U. organisa pour ses besoins une « colonie chinoise » composée d'anciens soldats chinois de l'armée rouge (1.848); il agrandit aussi les cadres de ses troupes; de même que le G. P. U. de Moscou qui forma un nouveau régiment entier pour réprimer le « banditisme politique », et les G. P. U. des villes importantes qui formèrent divers bataillons jusqu'à des détachements blindés. Des villes moins importantes eurent deux bataillons (1.867). Les détachements du G. P. U. furent envoyés dans les centres industriels (1.878).

Enfin, Moscou et Petrograd furent déclarés en état de siège, une censure sévère fut introduite, défense fut faite d'expédier des télégrammes privés à l'étranger. Les étrangers quittèrent la Russie tandis que la malheureuse population, prise de panique, n'y fut pas autorisée. Les passeports pour l'étranger ne sont pas délivrés (1.837). La terreur règne dans toute sa force (1.848) et pour l'accélérer le chef du G. P. U., Menjinsky, fut remplacé par Latzis (1.872).

Ce qui est très caractéristique pour éclairer la situation générale, c'est l'interdiction par le gouvernement en 1927 d'admettre de nouveaux correspondants étrangers sur le territoire de l'U. R. S. S. (1.837).

Voici quelques détails sur ce que représentent le camp de concentration de Solovetzk et sa prison. Les premiers six mois de leur détention, les arrivants sont incarcérés dans la cave de l'ancienne cathédrale de Preobrajensk, sans lit, ni paille, sur le plancher en ciment. (*Zaria* — L'Aube, journal russe à Kharbine) (1.137).

Vers le milieu de 1925, le nombre des détenus était de près de 5.000; ils étaient partagés en trois catégories : détenus politiques, détenus criminels et « C. R. », contre-révolutionnaires.

Les premiers étaient peu nombreux, c'étaient d'anciens socialistes-révolutionnaires, socialistes démocrates minimalistes, etc. Ils habitaient des cabanes à part, profitaient de quelques privilèges et recevaient de l'argent, des habits et des provisions des socialistes à l'étranger, ce qui était autorisé par les tchékistes. Quant aux « criminels » et « contre-révolutionnaires », les conditions dans lesquelles ils existaient et existent encore sont terrifiantes. Ils ne sont que des esclaves muets avec leur numéro de prison et leur étiquette du « C. R. » Totallement séparés du monde extérieur, réduits à la prison à perpétuité et à des travaux pénibles, souffrant du froid, de la faim et de la crasse des baraques, ils sont dans l'impossibilité de protester et subissent les injures, les coups et les insolences de l'administration. Parmi les « C. R. » sont mêlés les restes de la démocratie d'avant la révolution, des ex-marchands, quelques « nepmen », une masse d'officiers de diverses promotions et armées, la jeunesse étudiante des « Vouses » (Etablissements d'instruction supérieure) « épurés », beaucoup de prêtres et d'évêques, de nouveaux convois arrivant toujours de tous les coins de la Russie à la place des massacrés. Leur situation est terrible...

Les camps sont administrés par des tchékistes éminents connaissant la perfection des moyens « de correction des contre-révolutionnaires ».

Les punitions consistent en cachot avec une demi-livre de pain tous les deux jours pour toute nourriture; l'incarcération dans les cachots varie de deux à six mois; il est rare qu'on la supporte. Les détenus à Solovetzk n'en voient pas la fin. Si un des prisonniers y finissait son temps fixé, ses papiers étaient expédiés à Moscou, d'où on les renvoyait avec l'annotation « à faire suivre à Kholmogor pour cinq

ans, de Kholmogor à Narym ou inversement... » Les décisions du G.P.U. étaient toujours les mêmes : à Solovetzsk, à Portaminsk, à Kem, etc., jusqu'à la mort. Les crédits sont diminués ces dernières années à Solovetzsk; de telle sorte, les tchékistes administrateurs pressent les dernières forces des détenus, les contraignant à un travail de galériens hiver et été (F. 1.417). Tard dans l'automne, les femmes et les hommes malades n'ayant pu accomplir leur tâche sont laissés des journées entières dans l'eau à l'exploitation de la tourbe (1.837). Les gardiens surtout se comportent d'un manière féroce et quoique Solovetzsk ne soit gardé que par une division de troupes du G. P. U., la fuite en est presque impossible : affaiblis, souffrant de la faim, à demi vêtus, les détenus n'y pensent plus et les plus audacieux n'osent affronter les forêts marécageuses s'étendant au sud et à l'ouest sur des centaines de lieues, et la mer Blanche à l'est...

La garde et l'administration se comportent grossièrement avec les ecclésiastiques qui sont fusillés pour la moindre résistance. Les anciens officiers sont maltraités surtout, un nombre considérable de ces malheureux sont aux fers (Russie 1.517). En 1923, 164 officiers et soldats des troupes de Pepeliaeff (ancienne armée blanche opérant en Sibérie) furent fusillés; pour les 87 hommes faits prisonniers on commua l'exécution en emprisonnement sous caution solidaire : en cas de fuite d'un seul d'entre eux, tous devaient être fusillés (*Zaria* de Kharbine, 1.837).

Le monastère de Kholmogor n'est pas moins rigoureux par ses règles que celui de Solovetzsk. Tous les déportés sont occupés à l'abatage des bois; chacun reçoit sa tâche pour la journée. Si, vers le soir, cette tâche n'est point terminée, le prisonnier est privé de nourriture ou enfermé dans un cachot glacial et dévêtu. Autour du monastère s'élèvent quelques monticules : ce sont les tombeaux de plusieurs milliers d'officiers et soldats de l'armée blanche du Nord.

Les tortures pratiquées au bagne de Solovetzsk sont décrites dans tous leurs détails horribles dans le journal *Sevodnia* — *Aujourd'hui*, par l'officier Malsagoff qui a eu le bonheur de pouvoir les fuir. Les coups, les bastonnades et le fouet, la confiscation pour un terme fixé des envois de provisions au profit du confiscant ne sont que des phénomènes habituels. Quant aux punitions appliquées le plus souvent, en voici quelques-unes :

« La hache » (*sekira*), « les cousins » (*comary*), la prolongation de la durée de détention, le sac à pierre (*miechoque*) et la fusillade.

La hache représente un cachot sur le mont de la Hache à l'île de Solovetzsk à 3 lieues du Kremlin : le délinquant y est expédié pour un terme de deux à six mois, recevant pour toute ration journalière une demi-livre de pain, une cruche d'eau et... rien de plus ! Toutes les portes et les fenêtres sont condamnées, empêchant toute communication avec l'extérieur. Le cachot n'est point chauffé et, la durée de la punition

terminée, on ne trouve généralement à la Hache que le cadavre gelé du détenu.

Les tortures des « cousins » est une des préférées des tchékistes. Le prisonnier est complètement dévêtu et placé sur un bloc de pierre en face du commissariat avec défense, sous peine de mort, de bouger et de chasser les hordes de moustiques qui couvrent tout le corps du malheureux d'une croûte noire très dense; ce corps présente après quelques heures de supplice une plaque rouge et tuméfiée; les plus faibles en meurent et les plus forts restent des semaines dans l'impossibilité de s'asseoir et de se coucher.

M. Melgounoff (*La Terreur Rouge*) certifie aussi que les prisonniers absolument dévêtus étaient exposés « aux cousins ». Il nous instruit de la situation horrible des femmes; l'administration exige qu'elles payent de leur personne depuis leurs rations de pain jusqu'à la rançon de leurs proches; souvent aussi, elles sont violées...

Le journal *Times* établit que les années suivantes n'améliorèrent pas non plus le sort des déportés à Solovetzsk; le journal ajoute que 5.000 détenus y sont en ce moment dans des conditions effroyables; ce sont des contre-révolutionnaires, étudiants, officiers, etc., et criminels; les socialistes y jouissent de certains privilèges. Dès la mort de chaque détenu, sa place vacante est prise tout de suite par de nouveaux envois. La nourriture y est toujours journalièrement d'une demi-livre de pain et d'eau. Les exécutions se font sans jugement, ni enquête (1.297). En mai 1928, le bagne de Solovetzsk comptait 12.000 détenus (1.614).

Quelques portraits des bourreaux sont esquissés par Mme Gloukhovtsov dans le *Novoïe Vremia* (*Nouveau Temps*) (1.140).

Voici le cauchemar d'Odessa, le Juif Wikhman (1), fils d'un rabbin de Wologda; c'est un étudiant trapu et lourd, boitant du pied droit. Il aimait à administrer lui-même la peine de mort, choisissant et alignant devant lui ceux qui lui plaisaient; ensuite, aspirant la cocaïne, il entrait dans une rage féroce et se délectait ainsi qu'un chat sur une souris des souffrances de ses victimes. Il les forçait à le regarder droit dans les yeux, puis il les mettait en joue, abaissait tout d'un coup son arme, visait encore une fois, faisait partir un coup de feu en l'air. Il achevait généralement des cadavres vivants, ses victimes perdant la raison ou tombant dans une complète prostration avant la fin de leur supplice et attendant la mort avec hébètement.

Un autre monstre féroce, le Juif Toporelsky (2), se vantait d'avoir exécuté, trois semaines après le départ de Crimée des armées de Wrangel, plus de 20.000 personnes.

Et pourtant tous ces visages s'effacent devant la monstruosité hideuse de Dzerdjinsky (3).

(1) Voyez page 247 (même chapitre « La Terreur »).

(2) Voyez page 248 (même chapitre « La Terreur »).

(3) Dzerdjinsky est actuellement décédé (en juillet 1927).

Les flots de sang versés par ces trois émules et d'autres bourreaux, les cris et les gémissements des suppliciés ne passèrent pas impunément et laissèrent des traces sur leur état moral. Ainsi Latzis manifesta un moment des symptômes de troubles nerveux et passa quelque temps dans une clinique d'aliénés. Wikhman, en rentrant de la Tchèque, craignait de rester seul, même dans la journée, étant sujet à des hallucinations. Pour tuer ses longues insomnies, il se saoulait dans la nuit jusqu'à perdre connaissance. Toporelsky de même après ses crimes fit preuve d'un déséquilibre mental; il ne pouvait supporter les sanglots et se prenait de panique dès les moindres larmes.

Le nombre général des victimes assassinées et suppliciées par les Juifs-Bolcheviks ne sera jamais connu avec précision de même que seront ignorés bien des noms de ceux qui périrent victimes des horreurs du G. P. U. et de ses agents. Si au cours des premières années des listes étaient dressées sur le nombre des suppliciés, cette mesure ne dura plus avec le redoublement de la terreur et l'augmentation des victimes par dizaines de mille à la fois. Pourtant, d'après les informations officielles soviétiques, depuis le début de la terreur jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1922, 1.761.198 personnes furent fusillées, dont 6.775 professeurs et instituteurs, 8.300 médecins, 54.500 officiers, 12.439 ecclésiastiques, 365.220 « bourgeois », 192.350 ouvriers et 815.000 paysans. D'après d'autres informations précises la Tchèque avait supplicié au 1<sup>er</sup> septembre 1920 28 archevêques et évêques, 1.215 prêtres, 6.575 professeurs et instituteurs, 6.800 médecins, 54.650 officiers, 250.000 soldats, 10.500 officiers de la police, 48.500 gendarmes et sergents de ville, 12.950 propriétaires, 355.250 représentants de professions intellectuelles, 192.350 ouvriers et 815.000 paysans (1.567). Malgré ces chiffres, la commission élaborée par le général Denikine établit qu'en 1918 et 1919 seulement le nombre des arrêts de mort exécutés était plus élevé que ne le montraient les documents soviétiques. M. Melgouloff trouve que le nombre des exécutés est de 3.500.000. Il faut y ajouter toutefois les victimes des années suivantes comptées aussi par centaines de milliers. Même d'après l'aveu de Stantcheff (Rakovsky) à Paris, la Russie a perdu 25.000.000 d'habitants depuis la révolution (1.771).

Dans le courant de ces dernières années, l'insolence des Judéo-communistes est arrivée à son apogée. Non seulement la terreur règne toujours dans la malheureuse Russie, mais le gouvernement soviétique est parvenu à l'appliquer jusqu'aux émigrés russes s'estimant à l'abri des persécutions dans les pays qui leur avaient offert l'hospitalité. Ces derniers temps, nous apprenions les disparitions mystérieuses d'anciens officiers russes s'occupant à l'étranger de propagande secrète antisoviétique.

Presque toute la presse européenne étant en majorité entièrement soumise à la juiverie internationale tâche de taire ces bruits et dé-

tourne l'attention des peuples vers des événements bien plus intéressants : « crimes passionnels », « faits divers », etc.

En janvier 1930, un crime inouï par son audace fut accompli par les Judéo-communistes : le chef des émigrés nationalistes russes, le général Koutepoff, fut enlevé en plein jour au centre de Paris par des agents du G. P. U. La police française considérée toujours comme le modèle des polices semble impuissante à déchiffrer cette énigme et à retrouver aucune trace du malheureux général. Quoique une partie de la presse, indignée par ce nouveau crime évident des Judéo-communistes, entreprit une campagne énergique contre l'ambassade de l'U. R. S. S. à Paris, encore une fois aucun gouvernement d'aucun pays au monde ne broncha à la nouvelle de ce crime. Peu à peu le silence retomba sur cette affaire comme il le fut en Grèce, en Pologne (assassinat du jeune émigré russe Traïkovitch), etc., lorsque des crimes semblables furent commis sur des émigrés russes.

Et alors pendant que l'Europe somnole et que les journaux à la solde de Moscou publient des articles en faveur du gouvernement de l'U. R. S. S., une propagande infernale est menée par ce dernier dans tous les pays de l'Europe et dans les colonies toujours sur les mêmes principes antinationaux et antireligieux de la III<sup>e</sup> Internationale fondée par le Juif Karl Marx et ses coreligionnaires. Pendant que les rois, les présidents de Républiques et les ministres serrent les mains des Juifs tels que Dovgalevsky (1) et Sokolnikoff (2), des troubles dirigés contre ces mêmes rois, contre ces mêmes présidents, éclatent par tout l'univers et les forces sataniques en un suprême effort s'acharnent à ébranler les derniers fondements chez tous les peuples.

(1) Dovgalevsky, Juif russe, actuellement ambassadeur des Soviets à Paris.

(2) Sokolnikoff (de son vrai nom *Brilliant*), Juif russe aussi, actuellement ambassadeur des Soviets à Londres. Il y fut reçu par le roi d'Angleterre et aux cérémonies de la Cour (auxquelles assiste le corps diplomatique) de même que sa maîtresse (Juive aussi) qui se trouve auprès de lui comme agent du G. P. U.

## CHAPITRE XIV

## LES REVOLTES

La famine de 1921 ayant fait des millions de victimes, le désarroi général de toute l'économie du pays aussi bien dans les villes que dans les campagnes, la stagnation de l'industrie et la ruine de l'économie rurale, les impôts excessifs et les moyens employés pour leur perception, tout ouvrait enfin les yeux des ouvriers et paysans, leur faisait concevoir la réalité, les obligeait à chercher les causes des nouvelles conditions d'existence. Mais disséminés sur des étendues immenses, mal organisés et préalablement désarmés par les Juifs-Bolcheviks, ils ne pouvaient certainement résister aux bandes bolchevistes armées jusqu'aux dents et subissaient des pertes terribles au cours de leurs collisions désorganisées avec les troupes justicières, aussi bien qu'après, pendant la liquidation des révoltes et l'enquête entreprise par les autorités judéo-bolchevistes sur ses causes.

En 1922 et 1923, sur toute l'étendue de la Russie, le peuple pillait les dépôts d'alimentation, assassinait et brûlait les Bolcheviks, assaillait les convois de blé, détruisait les locaux des Soviets et massacraient les autorités bolchevistes par un et par masses.

Ces excès auxquels se livraient les paysans irrités sur les représentants du parti communiste délégués dans les bourgs et villages incitèrent les communistes, en 1924 déjà, à fuir en masses des lieux en proie à la famine (1.064).

En 1923, en dehors des troubles provoqués par la famine, des révoltes éclatèrent par toute la Russie, une grosse insurrection eut lieu sous le commandement d'un ex-officier turc en Boukharie et dans la région de Tergane; cet officier appelait le peuple à se soulever au nom de l'islamisme et à délivrer la Boukharie, Khiva et le Turkestan du joug bolcheviste en déclarant une sainte guerre aux communistes (693).

Le *Daily Telegraph* certifie que toutes les révoltes furent maîtrisées par les autorités judéo-soviétiques avec une férocité inouïe (589). Des détachements entiers étaient expédiés comme en 1922 contre les in-



surgés qu'on fusillait par centaines, par milliers (607) (on fusillait chaque dixième). 600 personnes furent exécutées à Orenbourg (651) et 300 personnes en Koubane pour « leurs sympathies à l'égard des verts » (663) (1).

Une armée spéciale de 50.000 hommes fut concentrée en Ukraine pour réprimer toute rébellion (504) et une armée entière de cavalerie était entretenue au Caucase (637); des camps volants d'artillerie et de gaz asphyxiants furent aussi formés d'agents bien éprouvés de la Tchéka (607). Des bourgs de cosaques furent détruits par le feu d'artillerie dans les régions de Koubane et du Terek (607). A quoi les cosaques et les corps de partisans ripostèrent par des exécutions de tous les soldats rouges-juifs (263) et par des supplices de communistes, se vengeant ainsi des atrocités de la Tchéka (633). Des deux côtés, la lutte fut si acharnée que les communistes rasèrent complètement plus de 29 bourgs dans une région du Caucase et massacrèrent des milliers d'innocents sans tenir compte ni de leur âge, ni de leur sexe, violant les femmes et assommant les enfants (693).

En 1924, on remarquait par endroits un fait curieux : des milices défensives furent formées dans les villages par les paysans (867). De son côté, le G. P. U. redoubla d'efforts pour le désarmement complet de la population rurale (857). Mais l'effervescence du peuple ne fit qu'augmenter malgré tous les moyens de répression pratiqués par le gouvernement judéo-soviétique. Des révoltes se produisirent de nouveau dans toute la Russie et en Sibérie. Une rébellion de matelots à Cronstadt fut noyée dans des mares de sang (1.083).

Ces révoltes furent fréquemment suivies d'un saccage des établissements soviétiques et des dépôts comme il arriva dans le département d'Ekaterinoslaw (1.013). Au Turkestan et à Khiva, tous les communistes n'ayant pas eu le temps de fuir furent égorgés (899). Au Caucase et dans la région transcaucasienne, le séjour des communistes hors des villes devint impossible, un massacre général de leurs camarades s'effectuait dans les villages (1.053). La situation en Ukraine rappelait celle de 1920 lorsque chaque district possédait son chef ou Ataman qui remplissait d'effroi les Bolcheviks (1.023). Dans le courant du mois de juillet seulement, 37 communistes et 3 délégués furent tués et 69 établissements saccagés; de plus (958), sur le littoral de la mer Noire, les insurgés s'emparèrent du détachement envoyé contre eux et procédèrent à son « exécution » sommaire, pendant aux poteaux télégraphiques tous les hommes qui le constituaient (1.027).

Sur le Don, la population inonda les mines pour se venger des cruautés communistes (S. W. 71). Il arrivait souvent que des ouvriers se joignaient aux paysans, les premiers ayant aussi hâte de se débarrasser des communistes que les seconds.

(1) Troupes de partisans antibolchevistes se réfugiant dans les bois.

Pour être à même de juger du développement des révoltes en 1924, il suffit de mentionner ici un renseignement fourni par les informations soviétiques selon lequel, du 1<sup>er</sup> au 10 août, c'est-à-dire pendant dix jours, il y eut 96 révoltes qui furent réprimées, 26 émeutes de paysans et, en 39 occasions, il fallut avoir recours à des troupes armées (S. W. 7).

Le pouvoir judéo-soviétique, de son côté, ne demeurait pas coi; les arrestations s'opéraient en masse. Ainsi, près de Smolensk seulement, il y eut jusqu'à 6.000 personnes incarcérées (1.045); de même à Vladivostok, Nikolsk, etc. (S. W. 31). Des déportations innombrables dans les camps de concentration s'effectuaient sans aucun jugement (924). Des familles entières étaient déportées du Midi à l'extrémité du Nord (S. W. 36). Tous les insurgés et leurs complices étaient fusillés sur place dans les provinces du Terek et de Kouban et leurs biens aussitôt confisqués (S. W. 53). Des troupes répressives accompagnées de mitrailleuses et de trains blindés étaient expédiées contre les rebelles (900). On s'emparait des otages par milliers et on les fusillait en groupes (S. W. 40). A Orenbourg et sur l'Amour (S. W. 41) les exécutions avaient lieu non plus par centaines, mais par milliers : dans le district d'Ackermann, par exemple, 1.800 personnes furent fusillées à la fois (873); des femmes aussi furent fusillées (1.001) et déportées en masse (1.044). Pour épouvanter plus fort le reste du peuple, les exécutions avaient lieu sur les places les plus peuplées comme par exemple au milieu des marchés où l'on réunissait de force tous les habitants, les obligeant ainsi à assister à l'effroyable spectacle (S. W. 41).

De véritables combats se livraient parfois entre les paysans et les troupes envoyées contre eux. Nous en avons des exemples en Arménie (1.042); dans le département d'Astrakhan (1.042), à Odessa (884), dans la région de Taganrog (1.010). Les *Izvestia* ne purent cacher que 18.000 paysans avaient été fusillés au printemps à Kharkow (1.049) ainsi qu'un grand nombre en Turkestan et à Khiva où un enfant de quatorze ans, le fils du Khan (prince) de Khiva, faisait partie des victimes (891).

Toutes les Tchékas du Caucase furent investies d'un pouvoir illimité pour fusiller quiconque leur semblerait suspect (1.025), ce qui entraîna des exécutions incessantes d'ouvriers, d'otages, de femmes, d'enfants. Des villes et des villages furent brûlés, des malades et des vieillards massacrés (1.022).

Les fusillades s'effectuaient sur un ordre téléphonique des tchékistes de Tiflis qui ne s'inquiétaient nullement du nombre des victimes exécutées ainsi (1.026). Les interrogatoires étaient comme d'habitude accompagnés de supplices et de férocités (1.026). A Bakou, on fusillait les premiers venus (1.023). En Sibérie, dans la province d'Aussourysk, 8 bourgs, 3 villages et 14 métairies furent détruits,

1.500 familles furent expulsées à jamais de leur logis. Dans la province de Khabarovsk, 19 villages et 6 bourgs de cosaques subirent le même sort quoique leurs habitants eussent à peine participé aux révoltes (S. W. 47). En Volynie, la population s'enfuit dans les forêts pendant la répression d'une révolte; les communistes abandonnèrent leur poursuite disant que « l'hiver les ferait rentrer ». En effet, lorsque les froids s'annoncèrent, les malheureux fugitifs, à moitié sauvages, les pieds et les mains gelés, revinrent peu à peu de leur retraite... mais ils ne retrouvèrent aucune trace de leurs habitations; elles avaient été ravagées pendant quatre jours par un feu d'artillerie lourde et 11 villages étaient complètement rasés. Une partie des infortunés habitants s'installa dans des huttes et y périt de froid; le reste se dispersa dans les bourgs voisins et fut conduit aussitôt à la Tchéka (1.026)... Dans la province de l'Amour, au cours de la répression d'une révolte de paysans et de cosaques, plus de 400 personnes furent fusillées et parmi elles beaucoup de femmes très âgées. Un grand nombre de blessés furent enterrés comme morts malgré leurs cris et leurs plaintes et, grâce à l'inattention des bourreaux, six blessés réussirent à sortir de cette fosse et à s'enfuir (900). Puisqu'en 1922 déjà les *Izvestia* écrivaient : « Nous arriverons quand même ne fût-ce qu'au prix de fleuves sanglants, qu'on le sache donc ! » on peut facilement concevoir les férocités bolchevistes en 1924 lorsque la Russie présentait l'aspect d'une marmite bouillante comme nous l'avons démontré dans le résumé ci-dessus.

La population se vengeait implacablement des communistes qui lui tombaient sous la main : les paysans brûlaient sur les bûchers les représentants judéo-bolchevistes, les écorchaient vifs, les écartelaient, les livraient aux pires supplices; à quoi les communistes ripostaient par des cruautés encore plus féroces, crucifiant les prisonniers, fusillant des familles entières et inventant les supplices les plus effroyables. L'horrible terreur qui sévissait en Géorgie provoqua des protestations jusque dans les milieux bolchevistes, ce qui prouve que toutes les atrocités avaient été surpassées (1.022). Les chefs judéo-communistes le concevaient aussi et prescrivirent secrètement aux Tchékas locales de s'abstenir de la publication des listes avec le nom des suppliciés (1.034).

Selon des journaux de Constantinople, plus de 10.000 personnes furent fusillées en Géorgie, 20.000 déportées en Sibérie et dans les provinces de la Volga où sévissait la famine (1.054).

Plus de 20.000 s'enfuirent dans les montagnes (1.024).

Vers la fin des années 1923-1924, l'énorme différence des sentiments antérieurs et actuels du peuple à l'égard des Bolcheviks apparut clairement. A l'époque de la guerre civile, la population demeurait plutôt indifférente envers les Bolcheviks, s'enrôlant à contre-cœur dans l'armée rouge aussi bien que dans l'armée blanche, ne participant

point à cette lutte et craignant le châtimeut pour les pillages des propriétés. Mais après avoir, dans le cours de ces années, éprouvé toutes les délices de la lutte de classes, ayant payé de leur personne pour pouvoir juger les menées communistes et leurs moyens de terreur, les habitants des villages, revenus des doctrines du communisme, prirent non seulement la défensive contre les Judéo-Bolcheviks, mais dirigèrent contre eux une offensive acharnée exterminant en toute occasion autant de communistes qu'ils le pouvaient. Les répressions sévères des autorités entraînèrent peu à peu une lutte systématique contre le pouvoir communiste.

Dès le commencement de l'année 1925, des émeutes et des insurrections incessantes eurent lieu. Dans les régions de Kowno et de Kiew, des établissements gouvernementaux furent brûlés et les fonctionnaires soviétiques tués (1.002). Les révoltes se répandirent en Ukraine (1.124) et dans toute la Russie (1.120).

Une grave révolte éclata surtout pendant l'été de 1925 et s'amplifia dans le courant de l'automne et de l'hiver, embrassant toutes les provinces du Nord-Ouest et notamment les départements de Smolensk, Vitebsk, Minsk et toute la Russie Blanche. Des assassinats d'agents du pouvoir juif s'y produisirent de nouveau. Ainsi divers communistes et « selcor » (337), des commissaires et des espions du G. P. U. furent tués à Smolensk, Igoumnow et Bobrouïsk (1.395). Une explosion fut organisée près de Smolensk qui détruisit un échelon de soldats rouges (1.399). Dans les départements de Minsk et de Vitebsk, de véritables batailles eurent lieu entre les insurgés et l'armée rouge, les insurgés périssant par centaines (1.272), mais détruisant aussi complètement les détachements envoyés constamment l'un après l'autre (1.283) contre eux (1.296) (*Journal de Genève*). Toute une garnison fut massacrée dans le bourg de Litine et son chef brûlé vif (1.257). Un détachement répressif fut brûlé avec son chef le Juif-communiste Katz dans le district d'Igoumnow (1.271); les insurgés fusillèrent tous les communistes dans le bourg d'Ouvarovitchi du district de Gomel (1.284) et dans celui de Lipva; des communistes et leurs agents furent massacrés sur toute l'étendue du département de Minsk (1.274); les trains contenant des communistes et des commissaires furent assaillis, des gares attaquées, des communistes tués partout (1.296 et 1.261).

Commandés par des officiers de l'armée impériale, les insurgés organisèrent des embuscades pour les troupes justicières et exterminèrent généralement tous les communistes (1.261). Une usine d'obus fut incendiée à Polotzk (1.258). Les soldats des troupes justicières battues par les insurgés se joignaient parfois à ceux-ci (1.265). Un régiment de soldats rouges se révolta à Minsk et refusa de marcher contre les insurgés. Un commissaire qui tira sur les soldats fut mis en pièces par ceux-ci. Un escadron de cavalerie et les troupes du

G. P. U. arrivées pour calmer le régiment prirent la fuite; après quoi, ce dernier recula vers les bois de Bobrouïsk (1.284). Dans le district de Bobrouïsk, les paysans massacrèrent des Bolcheviks et l'effectif de la Tchéka, ce qui provoqua l'expédition d'un détachement justicier spécial (1.419). Dans ce même département, des insurgés saccagèrent, pendant le mois de septembre de 1925, 23 comités ruraux du parti; ils massacrèrent 14 membres du comité exécutif communal, 3 chefs de milice, 5 communistes et 1 peloton de troupes du G. P. U. (1.455).

Dans la crainte de se rendre compte de la gravité de la situation en Russie Blanche, le gouvernement judéo-soviétique n'y envoyait au début que peu de troupes (*Journal de Genève*). Mais l'insurrection se développant toujours, les autorités juives s'efforcèrent de cerner tous les insurgés et expédièrent détachements sur détachements en barrant la frontière polonaise (1.223, 1.271). On peut juger de la puissance de la lutte et de la gravité des révoltes par les pertes bolchevistes dans la période du 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> juillet, durant la répression des émeutes dans la Russie Blanche; ces pertes montent à 28.423 morts; 18.398 blessés; les frais atteignent 600.000 roubles (*Journal de Genève*) (1.896).

Les communiqués officiels du G. P. U. (1.373) citaient que, vers le mois de septembre 1925, les communistes avaient liquidé en Russie Blanche 8 grands détachements d'insurgés et 23 détachements inférieurs; 3.086 personnes avaient été arrêtées; 520 fusillées par jugement et 163 sans jugement, 209 déportées en Sibérie et 447 dans des camps de concentration.

En dehors des insurrections en Russie Blanche, les affaires des Judéo-Bolcheviks ne marchaient pas non plus au centre du pouvoir. A Petrógrad, une école de sapeurs fut détruite par une explosion; des proclamations monarchistes y furent distribuées; la caisse d'un bureau de poste fut pillée et les soldats qui la gardaient furent égorgés. Tous ces faits augmentèrent le zèle du G. P. U. (1.283). A Moscou, un juge d'instruction du G. P. U. (1.347) et un tchékiste (1.343) furent tués en plein jour dans la rue. Près de Moscou, le rapide de Varsovie fut arrêté par des troupes armées et les communistes qui occupaient le train furent sommés de rendre les documents importants dont ils étaient porteurs (1.339).

Tout ne marchait pas bien dans les établissements soviétiques non plus : la milice découvrit à Kiew des groupements antisoviétiques dont faisait partie l'administration (1.344); l'armée rouge en garnison en Russie Blanche, tant les soldats que les officiers jusqu'au grade de chef de brigade, n'inspirait aucune confiance au gouvernement juif; ses chefs interdisaient parfois à leurs soldats de se servir des armes contre les ouvriers. Des arrestations en masse d'officiers et de soldats furent opérées (1.372). C'est plutôt pour cette raison que la ville de Bobrouïsk fut déclarée en état de siège.

Les événements qui se produisirent dans le bourg de Sikochino

(département de Tambow) sont très symptomatiques. Ce bourg était toujours considéré comme un rempart solide du bolchevisme; les paysans y avaient livré les propriétaires aux pires supplices, transformé l'église en club et assassiné un prêtre qui y officiait depuis trente ans... Quand soudain les habitants du bourg décidèrent de restaurer la paroisse, d'ouvrir l'église et d'inviter un nouveau prêtre. Les représentants soviétiques furent massacrés et les armées rouges arrivées pour réprimer la révolte se heurtèrent à une résistance armée des paysans et de leurs voisins, et, après un combat de deux jours, durent battre en retraite avec de grandes pertes. Le calme ne fut rétabli qu'après l'arrivée de deux régiments d'infanterie munis de pièces d'artillerie... 300 paysans furent tués et près de 4.000 blessés (*La Victoire*) (1.145).

Le *Novoïe Vremia* (*Nouveau Temps*) (1.329) cite une information très intéressante tirée d'un journal russe de Changhaï, *La Russie*, sur la prise de Tomsk par les insurgés, en juin 1925.

Le 3 juin, vers 9 heures du soir, 25 charrettes chargées de foin entrèrent dans la ville par la grande route venant du village Pavlovsky. Elles étaient accompagnées de kalmouks qui s'installèrent sur la place sans dételer leurs chevaux. Vers minuit, les kalmouks se dispersèrent dans la ville pour se loger dans les auberges, car le « Gostorg » avait fixé le marché pour le lendemain à 6 heures du matin. Personne ne prêta attention à ces hommes, les kalmouks ayant l'habitude d'apporter leur foin pour le vendre. S'étant installé chacun à un endroit convenu, les kalmouks déchargèrent le foin sous lequel se trouvaient sur chaque voiture une mitrailleuse et deux mitrailleurs qui dirigèrent aussitôt dans les rues un feu ardent visant certains édifices. En quelques instants, 1.000 cavaliers habillés en kalmouks et parfaitement armés firent irruption dans la ville et criblèrent de grenades les établissements soviétiques : le G. P. U., le comité exécutif départemental (Goubispolkom), le « Vouz » (Université communiste), l'école des instructeurs, la division du G. P. U. Après cet assaut toutes les troupes de la ville menacées de massacres se rendirent.

Toutes les autorités supérieures soviétiques furent enfermées dans une maison; ce furent le président du « Goubispolkom », le chef du G. P. U. et près de vingt autres personnages importants. Toutes les banques, les dépôts furent vidés et le butin fut emporté de la ville dans des automobiles réquisitionnées. Toutes les armes furent de même emportées; il y en eut assez, car dans le « Vouz » seulement les vainqueurs capturèrent 12 mitrailleuses. Après avoir travaillé de la sorte pendant cinq jours, ils quittèrent la ville dans la nuit du 9 juin en incendiant les maisons où les autorités étaient enfermées et en les comblant de grenades. Ainsi les dirigeants soviétiques furent brûlés vifs. Des troupes soviétiques d'Omsk et de Baradinsk s'approchèrent dans la même nuit de la ville, mais les insurgés ne leur livrè-

rent point combat et disparurent par la même route ayant à leur disposition un grand nombre de chevaux de réserve. Les bruits circulaient que les insurgés avaient exécuté dans la ville beaucoup de personnalités soviétiques. Toute l'opération était dirigée par un officier connu dont le détachement appartenait au corps de partisans du général B...; ce corps comprenait 2.000 kalmouks et 1.000 Russes parfaitement vêtus et armés qui opéraient en Altaï depuis trois ans déjà. Les autorités soviétiques ne risquaient pas de se montrer dans la région des opérations du général B... et ne pouvaient point y parvenir. Aussi les habitants de cette région, protégés par le général B... l'appelaient-ils « département de B... » et ignoraient les Bolcheviks et leurs crimes.

En 1926 le peuple s'enhardit plus fort encore, soutenu par les détachements des partisans qui se formaient et se développaient partout. C'est ainsi qu'un corps de partisans commandé par Touretzky opéra pendant six ans dans la province de Maïkop. Avec le concours des cosaques, ce corps extermina plus de 110 communistes (1.639). Un autre sous le commandement de von Byvschy opéra pendant cinq ans dans le département de Smolensk (530). Au cours d'une tentative communiste ayant pour but d'effectuer dans le département de Kharkow, d'Ekaterinoslaw et de Poltawa une perception du blé pour le « Vnoutorg » (commerce intérieur), les paysans se révoltèrent et les troupes envoyées contre eux dans le département d'Ekaterinoslaw furent battues par ceux-ci, leur directeur politique déchiré en morceaux. Aussitôt il se forma parmi les paysans quelques détachements d'insurgés bien armés pour exterminer les communistes. Quant à l'armée rouge, elle marchait à contre-cœur sur les paysans, ce qui entravait la prompte liquidation des troubles (1.536).

Le corps de Nogaïeff (1.554) fonctionna au Caucase du Nord; celui de Krotow dans la province de Naltchik; celui de Mirimachew, dans celle d'Ekaterinodar; celui d'Egoroff, constitué d'officiers de l'armée impériale, dans celle de Vladicaucase; enfin le corps de Iandorine dans la région de Khassaw (1.631) (1).

C'est particulièrement en Russie Blanche que la lutte reprenait encore : une révolte d'un régiment de cavalerie l'alluma (1.590) et l'armée rouge se fendit en deux camps (1.590). Beaucoup de corps d'insurgés bien armés et équipés assaillirent les institutions soviétiques, les trains, les communistes dans les départements de Minsk et

(1) En dehors de la haine générale envers les Juifs et les communistes qui était le mobile principal des révoltes, ces dernières y étaient encore provoquées par d'autres causes : en Koubane, par exemple, les habitants d'un bourg de cosaques furent invités à écouter le rapport d'un communiste; après quoi, le lieu des réunions fut cerné et tous les hommes en furent expulsés alors que les femmes y étaient violées par les gardes-rouges et les membres des Jeunesses communistes.

Dans un autre bourg, toutes les femmes dont les maris se trouvaient à l'étranger furent aussi violées par des communistes (1.758).

de Gomel (1.644). Un détachement du G. P. U. fut battu dans la région de Moguilew par une équipe d'ouvriers : son chef et tous les communistes furent tués et les simples soldats mis en liberté (1.556).

Dans certaines localités, à proximité des frontières, les fonctionnaires soviétiques fuyaient à l'étranger (1.592). Des troupes d'insurgés opéraient aussi dans les régions de Poltawa et d'Odessa (1.538) où des « coursants » et les troupes du G. P. U. furent substitués aux détachements de soldats rouges qu'on ne trouvait plus sûrs; enfin le même spectacle régnait dans la région de Kharkow (1.594). Une lutte sérieuse s'effectuait dans la république moldavienne contre un corps d'insurgés; celui-ci fut entièrement détruit, l'armée rouge ayant pourtant perdu treize morts et trente blessés (1.427).

De grandes révoltes eurent lieu dans les localités ci-dessus. Dès la mi-septembre les montagnards se soulevèrent au Daguestan, étant sommés de rendre toutes leurs armes; après quelques escarmouches les insurgés furent repoussés dans les montagnes où ils se fortifièrent dans des endroits inaccessibles (1.662). Dans la province d'Askhabad, les Basmatch mirent en déroute avec le concours des habitants un corps bolcheviste envoyé pour percevoir des amendes et confisquer les armes (1.625). A Tachkente, un combat eut lieu entre les Basmatch et l'armée rouge (1.662). En Turkestan, les émeutes incessantes se suivaient depuis 1925 et toute la province fut déclarée en état de guerre; la révolte était dirigée par un état-major situé sur le territoire d'Afghan et les Judéo-Bolcheviks en accusaient les intellectuels et des anciens officiers qui étaient déportés en masse à Orenbourg (1.670).

Toutes les régions des usines en Oural étaient soumises à un régime extraordinaire; des troupes du G. P. U. y étaient placées dans tous les bourgs importants, toutes réunions, attroupements et défilés étaient interdits (1.442). En raison de catastrophes et d'agressions dans des trains, les lignes du chemin de fer y furent déclarées en état de siège. Les malfaiteurs devaient être fusillés sans jugement (1.422). Le Kremlin était fortifié en hâte à Moscou et des pièces d'artillerie y furent installées (1.585).

La grande insurrection de Pskow doit être classée tout à fait à part.

L'effervescence des paysans grandissait, provoquée par les prix élevés des produits de l'industrie et le taux très bas du blé. Les habitants du village Vavouline situé à 10 kilomètres de Pskow attaquèrent, le jour fixé pour le versement des contributions, le bâtiment occupé par le comité exécutif où se trouvaient les percepteurs qui venaient d'arriver; les paysans saccagèrent les locaux de l'« ispolkom », administrèrent une correction aux employés, massacrèrent tous les communistes et incendièrent ensuite l'édifice du soviet. Armés de



fusils et de mitrailleuses (1), ils formèrent plusieurs bataillons et se dirigèrent au nord. A deux kilomètres de Pskow, un combat de six heures se livra entre les paysans et l'armée rouge; les deux partis laissèrent beaucoup de morts et de blessés. A Baoukinow, les paysans massacrèrent tous les communistes et jetèrent leurs cadavres dans le lac. Du district d'Ostrow, ils se dirigèrent par troupes considérables (1.611-1.673) afin d'empêcher les paysans de se dérober au châtement. La frontière soviétique de l'Esthonie était fortement gardée (1.673) et le commandement militaire soviétique se proposait de cerner toute la région révoltée par des troupes envoyées de tous côtés pour localiser l'insurrection (1.675). Quant aux paysans insurgés, exaspérés par les outrages du pouvoir juif, ils attendaient, hélas! l'arrivée des troupes « blanches » avec le grand-duc Nicolas de Russie à leur tête (1.675)... Trois districts se trouvaient en révolte : ceux d'Ostrow, de Novorjow et d'Opotchetsk (1.675).

Dès le début, un nombre considérable de commissariats avaient été saccagés et cinq chefs de milice avaient été tués, ce qui motiva de la part des autorités judéo-soviétiques l'envoi sur les lieux d'un corps de cavalerie (1.651). Mais devant les combats sanglants livrés par les paysans commandés par des officiers tsaristes, auxquels se joignirent des détachements d'anciens soldats, et le nombre des morts et des blessés dans les deux parties, devant le démontage des rails sur les voies ferrées (1.647) (1.653), lorsqu'enfin des soldats et officiers de l'armée rouge se joignirent aux insurgés (1.675), — le gouvernement juif fut obligé de concevoir la gravité et l'importance de cette révolte. Par ordre du conseil révolutionnaire de la guerre de l'U.R.S.S., toute la région contiguë à l'Esthonie et la Lettonie fut déclarée, sur une étendue de 22 kilomètres à l'ouest de la frontière, en état de guerre, le commissaire du peuple de la Guerre, Vorochiloff, et le chef de l'état-major général, Toukhatchevsky, étant tous deux arrivés sur les lieux (1.675).

La révolte du département de Pskow fut enfin maîtrisée dans des ruisseaux de sang; les insurgés, demeurés seuls contre des forces supérieures et séparés du reste de la Russie, furent vaincus. Comme d'habitude, le gouvernement judéo-soviétique employa dans ce but la ruse. Une commission spéciale du gouvernement, arrivée à Pskow, annonça que tous les paysans ayant pris part aux rébellions seraient amnistiés s'ils se rendaient dans les sept jours aux autorités, avec leurs armes (1.665). En même temps, le conseil de guerre se mit à l'œuvre à Pskow : il procéda à des arrestations (500 personnes dans la ville même de Pskow seulement) (1.673) et à des exécutions en

(1) Selon d'autres informations, les paysans seraient faiblement armés, quoique possédant quelques fusils et revolvers (1.673). En raison de ce manque d'équipement, les troupes d'insurgés se cachaient dans les forêts et profitaient des sympathies de la population (1.556).

masse (1.678). Beaucoup de militaires faisaient partie des détenus (1.673, 1.677). Toutefois, les autorités judéo-soviétiques, évidemment effrayées par les événements, déclarèrent que la perception des impôts parmi les paysans du département de Pskow serait suspendue jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1927 (1.684).

Le régime judéo-soviétique redoublait de terreur depuis l'automne de 1926 et arriva au début de 1927 aux atrocités de l'époque maudite des années 1919-1920; il se surpassa en férocités et cruautés dans le courant de l'année 1927 lorsque, après l'exécution d'un des meurtriers de la Famille Impériale, le Juif Voïkoff, par l'héroïque Boris Koverda à Varsovie, ce régime restaura les années les plus sanglantes de la terreur rouge en arrêtant à droite et à gauche des innocents et en les soumettant à de cruelles tortures.

Selon un rapport du camarade Bamzine, dans les mois de mai et de juin, 92 attentats furent commis en Ukraine sur des communistes; en soixante-douze occasions, ces derniers avaient péri et en dix-huit occasions seulement les coupables étaient découverts et fusillés (1.863)... Dans la province de Iakoutsk, en Sibérie, 43 communistes employés soviétiques furent assassinés en deux mois, ce qui provoqua la sortie du parti de plusieurs de ses membres.

En Ukraine, des patrouilles soviétiques furent massacrées en certains endroits (1.866); de graves combats s'effectuèrent dans les provinces de Kiew, Kharkow, Wolynie (7. 27-177), de même qu'à Berditcheff. La ville de Taratch fut occupée par les insurgés qui ouvrirent le feu sur l'armée rouge (F. 27-177). Un détachement de Basmatch à Samarkande mit en déroute un corps de gardes-rouges et s'empara de tous ses chefs qu'il garda comme otages (1.761). Des agressions sur les établissements soviétiques, sur les postes militaires, sur les patrouilles du G. P. U. s'effectuèrent en Turkestan (1.891). Le mouvement antisoviétique s'accrût rapidement en Ukraine (1.809), les insurgés détruisaient des détachements de l'armée rouge, fusillaient des commissaires et des employés soviétiques; en occupant les petits bourgs, ils procédaient, en premier lieu, à l'exécution des agents du G.P.U. (1.873). Les corps d'insurgés sont insaisissables; dès qu'ils se heurtent à des troupes considérables communistes, ils se dispersent pour quelque temps dans les villages dont la population les abrite: telle est la situation en Ukraine.

Les mêmes troubles eurent lieu en Russie Blanche où le G. P. U. fut le plus féroce (1.867). Des détachements d'insurgés attaquaient les trains, s'emparaient de divers tchékistes, communistes et employés soviétiques (1.881), libéraient les déportés (1.883). La petite ville de Kaïdany, située non loin de la frontière polonaise, fut envahie par les insurgés, un bataillon de l'armée rouge y fut désarmé, 10 soldats et beaucoup d'employés soviétiques furent tués (1.873). Dans le dis-

trict de Gomel, 17 communistes éminents furent tués et grièvement blessés dans le courant du mois d'avril (1.813).

Le corps de Pastchenko opérait en 1928 en Kouba où il fusillait les communistes et saccageait tous leurs établissements. Malheureusement, au cours d'une collision avec des troupes considérables, ce corps fut complètement détruit (1.793). Dans la province du Terek, les insurgés occupèrent la ville de Guéorguievsk, fusillèrent trois communistes et s'emparèrent de la caisse (1.896). Un corps de partisans, commandés par une femme, est soutenu en Géorgie par toute la population et se cache dans les montagnes inaccessibles (887). En Azerbeïdjan, les insurgés occupèrent le bourg de Chourouk, s'y fortifièrent et repoussèrent toute les attaques des troupes soviétiques (1.928). Enfin, des corps de partisans firent même leur apparition près de Moscou, notamment à Rakhinoff où des troupes du G.P.U. à cheval furent expédiées contre eux (1.650).

Les insurgés n'oubliaient point les Juifs colonisateurs; ils en massacrèrent à Sloutzk et assassinèrent le chef de la milice avec quelques miliciens, ce qui produisit une panique parmi les Juifs qui abandonnèrent terres et biens et passèrent dans les villes (1.871). Une organisation spéciale nommée « Komred » fut créée et chargée de protéger les colonies juives (1.821).

Les insurgés ne s'en tiraient pas toujours sains et saufs. Parfois, se heurtant à des forces considérables de l'armée rouge, ils étaient sévèrement mis en déroute comme ce fut le cas en Koubane où ils furent détruits par les rouges après un combat de trois heures; après quoi, des arrestations en masse furent opérées dans les environs, arrestations suivies d'exécutions sans jugement de quarante personnes (F. 27-158). A Kharkow, les troupes de répression du G.P.U. fusillèrent 125 rebelles (F. 27-171) (1). Les autorités judéo-soviétiques déclarèrent que les révoltes seraient réprimées sans miséricorde, ni pitié (27-177).

En plus des faits que nous avons cités et des moyens choisis pour la lutte contre les Judéo-communistes, la population employa encore d'autres procédés pour affaiblir ses maîtres. C'est ainsi que le feu fut mis à l'arsenal de Moscou et trente-deux gardes-rouges furent tués par l'explosion (1.872). Quant à l'arsenal, des antibolchevistes vêtus de l'uniforme du G. P. U. le pillèrent à fond. Evidemment, cette explosion était l'œuvre d'une puissante organisation militante. Une fabrique d'aéroplanes subit le même sort; l'explosion eut pour résultat :

(1) On racontait que les combats entre les habitants et les troupes du G. P. U. durèrent deux jours, mettant la ville dans un état pitoyable; le G. P. U. dirigea alors contre les rebelles des mitrailleuses et des bombes (1.817). Mais les informations judéo-soviétiques démentirent ces bruits en déclarant qu'à cette époque des manœuvres avaient été effectuées. Le démenti omit de mentionner s'il y eut des morts et des blessés.

7 ouvriers tués, 20 employés blessés et tous les avions détruits (27-192). L'hôtel de ville fut incendié à Skwir; plusieurs employés soviétiques y périrent. Les paysans firent encore sauter des ponts de chemin de fer en Sibérie (1.867). Une agression eut lieu sur la quatrième maison des Soviets à Moscou. Au cours du combat, beaucoup de communistes furent tués et blessés (1.846). Des tracts antisoviétiques furent distribués dans les rues de cette ville (1.861). Une imprimerie qui publiait des proclamations fut découverte à Youzovka (1.877). Enfin, d'autres proclamations invitant à se dérober à toute souscription au profit de l'armement furent distribuées par toute la Russie (1.873). Les bureaux du « Volkhovstroï » (constructions sur le fleuve de Volkhow) furent incendiés à Petrograd et tous les dessins et les dossiers détruits (1.714). Un journal clandestin, *l'Eveil*, parut à Petrograd; on y dévoilait les chefs communistes, et les paysans y étaient invités à lutter contre le pouvoir illégitime et étranger, à boycotter les établissements soviétiques et à résister à tous les ordres du pouvoir. Le non-versement des impôts était provoqué par le refus de l'armée rouge de charger les ouvriers et les paysans trompés par leurs dirigeants (1.811).

En Ousbekstan, les habitants avaient adopté une manœuvre toute particulière; ils boycottaient des troupes soviétiques leur refusant alimentation, fourrage et guides. Dès l'arrivée des troupes lancées contre les Basmach, la population lâchait tous ses biens et s'en allait avec son bétail dans les montagnes (1.769).

Dans l'année 1926, une organisation secrète nommée « les Frères de la Vérité Russe » se mit à l'œuvre en Russie. Elle y travaille secrètement depuis plusieurs années (1.813) et est constituée de terroristes antibolchevistes — ouvriers, paysans et gardes-rouges.

Jusqu'à la fin de 1926, cette confrérie travaillait dans les départements de Kiew et de Podolsk, mais, au début de 1927, elle transporta son champ d'action en Russie Blanche dans les provinces de l'Ouest (1.800) et même à Petrograd. C'est ainsi qu'une bombe fut lancée dans le bâtiment occupé par le sovnrakom (conseil des commissaires du peuple), cette bombe éclatant au cours d'une réunion de ce dernier (selon d'autres versions, une mine y fut placée) et faisant périr tout le personnel, composé de cent personnes (F. 27-177). Nous trouvons confirmation de cet événement dans les annonces mortuaires bolchevistes se lamentant de la mort de vingt communistes éminents sans en indiquer les causes. Quoique le lendemain, le gouvernement judéo-soviétique attribua leur mort à « la grippe », personne ne douta de la vraie version de cette mort mystérieuse. D'ailleurs, dans un nouveau communiqué paru au mois de septembre, le gouvernement reconnut l'existence de puissants groupements contre-révolutionnaires ayant commis un attentat contre des fonctionnaires supérieurs soviétiques (1.902). L'héroïque exploit de la Confrérie est

certifié dans un des comptes rendus du *Novoïe Vremia* (*Nouveau Temps*) (1.890). Ces comptes rendus sont publiés périodiquement dans le *Nouveau Temps* et nous permettent de juger du tableau général suivant :

Pendant toute l'époque de mars à juin, plusieurs agressions furent effectuées sur des établissements soviétiques; plus de vingt-cinq fonctionnaires dont huit tchékistes éminents furent fusillés; des détachements furent formés en Russie Blanche, aussi bien que dans d'autres régions et même jusqu'en Turkestan et sur l'Amour. De juin à août, plus de trente-cinq tchékistes et communistes furent capturés, tués et pendus; des corps de l'armée rouge et un corps de répression du G.P.U. furent mis en déroute; plusieurs locaux soviétiques furent livrés à l'armée rouge. Du 5 au 10 août, des magasins d'alimentation furent pillés dans plusieurs villes et leurs marchandises distribuées à la population; des combats eurent lieu avec les troupes du G.P.U. Des informations nous parvinrent, en novembre, que des membres du G. P. U., ceux des Soviets locaux, beaucoup de communistes en général et de chefs juifs furent massacrés en Russie Blanche, au Caucase, dans les départements centraux et en Extrême-Orient; des déraillements de trains transportant des céréales destinées à l'exportation étaient provoqués dans toute la Russie (1.968). De véritables combats s'engageaient parfois avec les troupes soviétiques (1.968).

L'œuvre des légions des « Frères de la Vérité » en Russie occidentale jouit d'une ardente sympathie parmi la population; l'armée rouge les poursuit à contre-cœur et passe même parfois du côté des légionnaires (1.882). Les autorités rouges locales sont complètement paralysées (1.876). « Les épîtres à l'armée rouge » incitent les soldats à ne point tirer sur les légionnaires, mais à entrer dans leurs rangs pour délivrer le peuple et la Russie et renverser le régime odieux des métèques (1.882). Les « épîtres » influencent sans doute les soldats rouges, car l'effectif de certaines légions est composé exclusivement d'anciens communistes et gardes-rouges ayant embrassé le parti du peuple.

Une de ces légions se distingua particulièrement par ses exploits; elle était commandée par un ataman (1) dont la tête fut évaluée à 5.000 roubles par les autorités judéo-soviétiques (1.876). Par bonheur, les troupes rouges ne réussissent pas à s'emparer de ce chef intrépide (1.899). Les légions de la Confrérie épouvantent à un tel point les communistes en Russie Blanche que ceux-ci fuient à l'étranger aussitôt que l'approche des « Frères » est signalée (1.876).

Le peuple manifeste son indignation en maintes autres occasions encore. Les habitants de Petrograd expriment à haute voix leur mécontentement. Dans les casernes, les conversations sont lugubres et

(1) Chef.

des menaces y sont proférées (1.861). A Toula, les ouvriers se livrèrent à des manifestations au cours desquelles ils perdirent quinze morts et trente-deux blessés (1.888). A Moscou, des troubles graves éclatèrent parmi les chômeurs privés de subventions (1.824). A Piatigorsk, après un arrêt de mort rendu contre six anciens officiers accusés d'avoir combattu contre les Bolcheviks en 1918-1919, trois prêtres réunirent sur la place municipale une foule indignée et menaçante et l'incitèrent à délivrer les condamnés (1.880). Quoique les troupes du G.P.U., arrivées en grand renfort sur les lieux, dispersèrent la foule et arrêtèrent les prêtres, ce fait, inadmissible il y a quelque temps seulement, n'en demeure pas moins symptomatique.

Le magasin « Textileorg » fut pillé aussitôt l'arrivée des marchandises par une foule de 1.000 personnes qui s'emparèrent de toutes les étoffes; la milice à cheval dispersa la foule et enleva à tous leur butin, sans omettre ceux qui l'avaient acheté. D'autres magasins furent saccagés à cette même époque dans divers autres endroits. (*Times*) (1.952).

Ces révoltes continuent jusqu'à nos jours et chaque année les répressions judéo-communistes deviennent de plus en plus féroces.

## CHAPITRE XV

## L'ARMÉE ROUGE ET LA DÉFENSE DES GOUVERNANTS

## I. — L'ARMÉE ROUGE

Dès l'avènement des Judéo-Bolcheviks au pouvoir, ils eurent comme appui des bandes de déserteurs ainsi que des troupes corrompues par la propagande.

La pleine liberté réservée par les Juifs à ces bandes provoqua un chaos général de la vie civile sur toute l'étendue du territoire soumis aux Judéo-Bolcheviks.

Aussi, dès l'approche de l'obscurité, la population se trouvait dans la crainte perpétuelle d'une irruption de hordes ivres, ne faisant grâce à personne. Ainsi en était-il dans les grands centres comme Kiew, Odessa, Kharkow, etc. Et si plus tard, vers 1924 et 1925, les autorités judéo-soviétiques ne se gênaient point pour porter les malades et les moribonds aux lieux d'exécution (voyez le chapitre sur la Terreur), on comprend bien qu'en cette époque de troubles et d'émeutes les férocités de la soldatesque n'avaient ni limite, ni obstacles!

Quelquefois, cette soldatesque opprimait insolemment les habitants, mais sans employer nécessairement la terreur, ni les cruautés; ainsi, en hiver 1918, des affiches furent collées dans les rues de Kharkow déclarant aux habitants que, dans cette ville, un syndicat de soldats était formé, constitué de guerriers « versant leur sang dans les tranchées ». Il eût fallu préciser quel sang « ces guerriers » faisaient couler. L'affiche disait encore que ces soldats souffraient d'un grand besoin et priaient la population d'accéder à leur requête. Jusque-là, le ton de cet appel était parfaitement tolérable, mais changea bientôt : les habitants étaient prévenus que ce syndicat était très peu nombreux encore, mais que d'autres guerriers allaient revenir pour Pâques (c'est-à-dire des déserteurs et des fuyards) et qu'alors le syndicat acquerrait une force si puissante qu'il n'adresserait plus de suppliques, mais prendrait lui-même tout ce qui lui plairait... Néanmoins, il n'attendit pas l'arrivée d'un renfort et devint bientôt le maître de Kharkow.

La situation devint cent fois plus intolérable à Kharkow dès la formation du « syndicat des soldats » lorsque la soldatesque se sentit maîtresse par la force. Apercevant un soldat dans la rue, il fallait l'éviter, descendre du trottoir et tâcher de ne pas rencontrer son regard, de peur de représailles. Et les cœurs se serraient de voir le soldat russe, modèle jadis, si chevaleresque dans son honneur et dans son devoir, le visage empreint d'une franche bonhomie russe, transformé aujourd'hui par tous ces bouffons et pipeurs de la maudite révolution, ces Kerensky, Milioukoff, Tchernoff, Nekrassoff et autres adeptes et confrères des Judéo-Bolcheviks en un monstre, en une brute que tout le monde évite, en un brigand à la face repoussante et narquoise.

On pouvait voir ce même tableau dans toutes les principales villes de Russie à cette époque.

En ce temps, comme il a été dit, les détachements militaires, par ordre du pouvoir soviétique et de leur propre chef, vivaient indépendamment, incorporés sur papier seulement dans l'effectif de divisions d'armées, etc. Leurs moyens d'existence provenaient de réquisitions et de pillage. La partie essentielle de l'armée consistait en « cellules communistes » constituées de matelots, d'anciens soldats, parmi lesquels on choisissait fréquemment des chefs profanes dans l'administration. Les anciens officiers aussi étaient parfois nommés chefs de détachements, presque toujours de force.

Abandonnant la population à ces bandes et concevant parfaitement que ces dernières ne présentaient point l'aspect d'une véritable armée pouvant assurer le calme et la défense du régime juif, celui-ci s'appliqua, dès le début, à la constitution de sa garde formée de Lettons et de Chinois.

Pendant la guerre, on avait fait venir plus de 100.000 Chinois pour exécuter tous les durs travaux et remplacer ainsi les travailleurs russes appelés au front. Après la révolution et la débâcle au front, lorsqu'un grand nombre de soldats et de déserteurs revinrent chez eux, profitant du désarroi général, les Chinois demeurèrent sans travail et le gouvernement provisoire, trop occupé à étendre la révolution, ne pensa plus à ces auxiliaires. Avec le chômage, vint la famine; les démarches des consuls chinois pour renvoyer leurs compatriotes en Chine furent vaines en raison de l'état des voies ferrées et du chaos général régnant dans la vie civile. Dès l'avènement des Judéo-Bolcheviks, ceux-ci, ne se fiant plus à la soldatesque débraillée, constituèrent, avec l'aide de ces mêmes consuls, des détachements spéciaux de Chinois, très bien rémunérés.

Protégé par cette garde d'élite et secondé par divers « spess » (spécialistes de l'armée impériale russe contraints à servir les Bolcheviks en majorité sous peine de déportation, de tortures, de poursuites contre leurs familles et d'exécutions), le gouvernement juif se



mit à réorganiser l'armée rouge, y faisant régner peu à peu l'ordre et la discipline.

Pendant l'été de 1918, le cinquième congrès des Soviets rétablit le service militaire obligatoire. L'enseignement militaire fut obligatoire et des écoles furent instituées afin de former des instructeurs pour préparer le corps supérieur de l'armée. Tous les anciens officiers de l'état-major général furent obligés de reprendre du service, et tous les officiers de l'armée Impériale soumis à un enregistrement et placés sous surveillance.

Le principe électoral pour la nomination des chefs, qui avait été un formidable atout entre les mains des révolutionnaires et des Bolcheviks pour démolir l'armée Impériale, fut aboli en général, mais admis parfois pour les grades au-dessous de chef de compagnie. Les comités militaires furent supprimés pendant l'été de 1918 et remplacés, dans certains détachements, par des « commissions » dont les fonctions étaient exclusivement économiques, n'ayant droit à aucune intervention aux ordres des chefs. Toutes les punitions, les exécutions comprises, furent rétablies. En somme, l'armée rouge perdit ainsi son caractère de bande indisciplinée.

Lorsque, en 1919-1920, la lutte fut terminée contre le mouvement des blancs et que la paix fut signée avec la Pologne, le gouvernement judéo-soviétique donna mission à l'armée rouge de former des détachements pénitentiaires pour étouffer les révoltes qui se déclaraient partout et pour percevoir divers impôts. Cette participation constante de l'armée rouge aux répressions créa entre elle et la nation un antagonisme sérieux, faisant place, peu à peu, à une haine féroce.

Tout le monde se souvient encore de la révolte des matelots à Cronstadt en 1923, révolte féroce réprimée par Bronstein (Trotzky). Tout en proclamant comme devise « le pouvoir aux Soviets » et tout en portant une forte empreinte révolutionnaire, la protestation contre le régime n'en était pas moins clairement exprimée. Des mutineries semblables eurent lieu aussi dans l'armée, en 1921 et 1922 (entraînées souvent par le manque de vivres) et furent aussi implacablement châtiées par le pouvoir communiste qui s'appuyait en ces occasions sur ses troupes spéciales formées de tchékistes du G.P.U., de Chinois, de Lettons et de « coursants ». Tous ces détachements suffisant par leur nombre à réprimer des révoltes occasionnelles n'étaient pas assez nombreux pour maintenir toute l'armée rouge. La discipline de fer qui y régnait n'empêcha point les soldats rouges, en 1922, de vendre aux insurgés leur équipement et leurs munitions en échange de vivres (435).

En 1922, les journaux soviétiques accordaient beaucoup d'attention à la personne du grand-duc Nicolas de Russie qui, malheureusement, n'est plus de ce monde aujourd'hui, et remarquaient que

son nom était populaire dans l'armée rouge, non seulement parmi les chefs, mais chez les soldats.

Le cadre supérieur de l'armée rouge inquiète le gouvernement juéo-soviétique. En 1924, des sous-officiers de l'armée impériale remplissaient 80 % des postes supérieurs, 65 % de l'état-major général, 52 % des fonctions administratives et 90 % des sections de mobilisation et des « vseobouch » (écoles militaires). Les chefs rouges étaient classés, quant à leur âge, par ordre suivant : les commandants de régiments de vingt à trente ans, formaient 50 % ; de trente à quarante ans, 39 %, et de plus de quarante ans, 2 % ; les chefs de divisions de vingt à trente ans formaient 42 % ; de trente à quarante ans, 53 %, et de plus de quarante ans, 4 % ; les commandants de corps d'armée de vingt à trente ans formaient 29 %, de trente à quarante ans, 57 %, et de plus de quarante ans, 14 % ; les chefs d'armées de vingt à trente ans formaient 22 %, de trente à quarante ans, 33 %, de quarante à cinquante ans 34 %, et de plus de cinquante ans, 11 % (561) (1).

L'armée et la marine rouges dépendant entièrement de l'Allemagne au point de vue technique, tous les postes supérieurs techniques furent occupés par des Allemands. Petrograd et Moscou comptent un grand nombre d'officiers de l'état-major allemand ; beaucoup portent des noms russes et possèdent un passeport russe (711).

Ce n'est donc pas sans raison que le gouvernement ne se fiait point entièrement à l'armée et procédait souvent à des perquisitions, des arrestations, des dissolutions de certaines troupes, les livrant à la justice pour la moindre faute et exécutant tous les coupables. En 1922 déjà, à Cronstadt, des perquisitions et des arrestations furent opérées chez les matelots et jusque chez les « coursants » (396). Tous les matelots d'Odessa furent transférés à Nikolaïew pour enrayer chez eux la croissance de l'antisémitisme (415). Dans cette même année, le conseil de guerre élabora le projet de Bronstein d'introduire les punitions corporelles dans l'armée rouge et, en premier lieu, dans les endroits où subsistaient les révoltes des paysans et où le mouvement des « verts » (des partisans) était puissant. Il fut proposé de soumettre à cette punition tous les soldats de l'armée rouge coupables envers leurs chefs ; les punitions ne devaient point surpasser cent verges et étaient administrées devant tout le bataillon. Cette mesure fut provoquée par les nouveaux procédés de soldats qui, dans l'intention de se soustraire au service militaire, accomplissaient

(1) La situation de tous ces chefs ne les assura pas de la famine. Congédiés par la démobilisation, les chefs rouges furent voués fréquemment au chômage et en maintes occasions ils s'adressèrent au secours des chefs encore en fonctions où choisirent un pénible travail, portant des fardeaux, ne mangeant qu'une fois par semaine. Le journal soviétique, le *Don Travaillleur*, certifie que des centaines de chefs rouges moururent la région du Don (467).

des délits insignifiants avec l'espoir d'être incarcérés dans des bataillons disciplinaires. Pourtant, Bronstein exigea que tous les soldats communistes, c'est-à-dire surtout les Juifs, soient exempts des punitions corporelles (509).

Une opposition vigoureuse croissait rapidement en 1922 dans l'armée rouge.

En 1923 déjà, l'armée rouge ne servait que pour s'assurer sa nourriture (1.024) et regagnait à contre-cœur ses villages dénués de vivres et de bien-être. Les soldats en permission submergeaient les gares, les stations, paressaient des journées entières, et, quand l'occasion s'en présentait, se livraient au pillage (545). Le journal japonais *Osaka Maïtchini* raconte que l'armée ne contenait que 7 % de communistes. Lorsque les rations étaient suffisantes, tous chantaient *l'Internationale*; dès le moindre retard, tous criaient : « A bas ! » (S. W. 50) (1).

Vers la fin de 1924, les marins de la mer Noire donnèrent aussi du souci au gouvernement : le G.P.U. procéda à des perquisitions et à des arrestations parmi eux.

Quel est, en définitive, l'état militaire de l'armée rouge? Nous pouvons le concevoir par le fait suivant : le conseil militaire départe-

(1) En 1923, les arrestations parmi les matelots reprirent à Cronstadt (542); une révolte de la garnison éclata à Kiew et des officiers rouges furent massacrés (613), une brigade de cavalerie fut dissoute à Kazan pour l'assassinat de trois commissaires politiques et, au cours de la répression, 30 hommes furent fusillés (63). Trois régiments d'infanterie et quelques bataillons furent aussi dissous dans la même ville (630). Des détachements attachés aux Tchékas locales furent réformés au Caucase pour avoir refusé, sous la menace de la population, de remplir le rôle de bourreaux et de participer aux exécutions (686).

En 1924, deux légères mutineries de matelots et d'ouvriers s'effectuèrent encore à Cronstadt (1.027) réprimées féroceement dans des mares de sang par les communistes (1.083). Des révoltes éclatèrent à Toula, en Russie Blanche, à Khabarowsk, où la garnison massacra ses commissaires et prit le parti des insurgés (S. W. 80); à Odessa où les matelots empêchèrent les agents du G. P. U. d'effectuer des perquisitions, ce qui entraîna des arrestations en masse (1.033); dans la région d'Odessa, les déserteurs passèrent du côté des insurgés (891); des troubles sérieux eurent lieu à Moscou dans les détachements de Lettons, les écoles d'officiers et un régiment de chefs rouges. Ces troubles furent étouffés après beaucoup d'efforts et de pertes : 19.000 hommes furent arrêtés et 350 fusillés (834). Enfin, même à Petrograd, des arrestations furent effectuées dans l'armée rouge (S. W. 36).

A Koutaïs, au Caucase, l'armée rouge se mit du côté des insurgés et ceux des soldats rouges qui prêtèrent foi à l'amnistie déclarée par le gouvernement et rentrèrent dans les rangs communistes furent aussitôt fusillés (1.660). A Kharkow, au moment d'une exécution en masse d'affamés, au premier rang desquels furent placés des femmes et des enfants, les soldats rouges refusèrent de tirer sur la foule (1.054).

Un bataillon de la 45<sup>e</sup> division expédié à Olviopole pour y réprimer un pogrome refusa de le faire et y demeura en qualité de spectateur; le chef du bataillon ne fit aucune tentative pour inciter ses hommes à cesser le massacre qui continua jusqu'à l'arrivée du G. P. U. (881).

mental d'Odessa (« Goubvoiensoviet »), voulant vérifier la valeur de deux divisions d'infanterie logées à Odessa, fit sonner l'alarme dans la nuit et informa les troupes que quelques milliers d'insurgés s'avançaient sur la ville avec un grand nombre de mitrailleuses : une panique indescriptible se produisit aussitôt; en plein désordre, les deux divisions prirent la fuite et ne purent être arrêtées qu'à quarante lieues de la ville (1.081).

Le gouvernement judéo-soviétique, inquiété par tous ces événements, désarma en octobre 1925 la garnison de Moscou, ne lui laissant que six fusils par compagnie, ces fusils étant, en outre, confiés aux communistes les plus sûrs (1.364).

Croyant rétablir l'ordre, le gouvernement publia une nouvelle loi sur le service militaire; tous les hommes y étaient soumis depuis l'âge de vingt et un ans et devaient demeurer en réserve jusqu'à l'âge de quarante et un ans (aucune nationalité n'étant exemptée de cette règle) (1.323). Cette loi fut aussi modifiée sous certains rapports : jusqu'à présent, les « travailleurs », seuls, étaient admis dans l'armée rouge, alors que tous les citoyens privés du droit d'élection (c'est-à-dire les marchands, les propriétaires d'immeubles et de terres, les capitalistes, etc.) n'étaient pas appelés sous les armes. Désormais, un impôt spécial militaire fut créé pour ces « non-travailleurs », payable durant tout le temps que les « travailleurs » de leur âge serviraient à leur place dans les rangs militaires (1.324). Des exercices de préparation furent organisés pour les jeunes gens qui devaient être recrutés dans l'armée.

Au milieu de 1926, le désarroi et les désaccords dans les sphères suprêmes du parti communiste ne furent pas sans influencer l'armée. De même qu'on y voyait la lutte de Djougachvili (Staline) et son entourage contre Bronstein (Trotzky) et Apfelbaum (Zinovieff), de même une campagne d'« élucidation » éclata dans tous les groupements du parti communiste, dans l'armée et dans la marine, lutte contre l'opposition, contre les chefs (1.637). Les paroles firent place aux actes et dans le quartier militaire d'Odessa une bagarre sanglante se produisit entre l'opposition et les troupes fidèles aux dirigeants bolchevistes (1.580). Des complots furent aussi découverts dans l'armée (1).

(1) Ainsi à Moguilew-sur-Dnieper, plus de 200 personnes furent arrêtées; le commissaire local s'enfuit dans la crainte de répressions et des arrestations en masse commencèrent parmi les militaires (1.457). Voici quelques exemples du désarroi général en Russie : des commandants de corps d'armée se refusèrent à étouffer des révoltes de paysans (1.457) à Bobrouïsk et à Ousbekstane; un régiment dirigé sur Boukhara pour liquider une insurrection des Basmatch agit de même (1.635); un refus général d'exécuter les ordres des chefs au Caucase fut prononcé (1.723); des incitations à la désobéissance eurent lieu à Kiew (1.722). Un bataillon de génie, dans un meeting, à Ivanovo-Vosnessensk, se déclara contre le pouvoir soviétique (1.535). Des soldats communistes se soulevèrent dans la Répu-

En dehors d'explosions occasionnelles dans l'armée, nous remarquons des mutineries considérables dans les troupes. Ainsi, les soldats du 72<sup>e</sup> régiment dispersèrent tous les communistes à Loubny et procédèrent à l'élection de leur propre conseil de députés-soldats afin de restaurer en Russie un pouvoir national sans communistes. Un détachement du « Tchon » arriva de Moscou pour réprimer l'émeute; il ouvrit un feu d'artillerie sur les casernes tuant quelques centaines de soldats rouges et désarmant le reste, qui fut envoyé au tribunal de Kharkow (1.688). Une lutte éclata à Toula entre les troupes du G.P.U. et les régiments de l'armée rouge protestant contre la nomination d'Unschlicht (1.583) (*Pour la Liberté*). Trois régiments se soulevèrent à Odessa et occupèrent les établissements soviétiques (1.589). Le 37<sup>e</sup> régiment de cavalerie, qui se révolta en Russie Blanche, fut battu par les troupes du gouvernement et se dispersa dans les forêts environnantes (1.594, 1.595) (Kurjer Poranny). Des troubles éclatèrent pour des causes politiques dans un régiment de génie à Saratow, les soldats furent désarmés (1.858). Deux détachements se révoltèrent sur le Dniepre et massacrèrent leurs commissaires politiques (1.861). Des mutineries se déclarèrent dans deux divisions de tirailleurs dans la région de la Volga; les insurgés réclamaient la résiliation des cellules communistes, l'éloignement des commissaires politiques, la suppression des écoles politiques, la destitution des chefs indésirables et l'établissement de tribunaux disciplinaires mixtes dont feraient partie les chefs et les soldats rouges; des divisions rebelles furent aussitôt dissoutes. Des troubles identiques sévirent dans d'autres garnisons méridionales de Russie (1.596). A Pervomaïsk, anciennement Holta, un régiment d'infanterie se souleva contre l'arrestation des soldats rouges accusés de propagande contre le corps supérieur (1.849). En Boukhara orientale, deux escadrons de la cavalerie indigène, avec un canon, massacrèrent six de leurs chefs et passèrent du côté des insurgés (1.544).

L'opposition se servit, dans ses propres intérêts, de l'état des esprits dans l'armée et dans la flotte en 1927. Selon le rapport de Saff à la conférence communiste de Moscou, dans le courant d'octobre et de novembre de 1927 seulement, il y eut vingt-sept cas de mutineries et de troubles dans les troupes, tous provoqués par l'opposition. Les désordres furent plus forts à Rostow sur Don où l'on

blique tartare contre les autorités militaires et civiles, excitant aussi la population (1.722).

Des troubles éclatèrent dans 27 divisions à Tsaritsine, exigeant la suppression des écoles de propagande et des cellules communistes; les soldats emprisonnèrent tous leurs chefs et occupèrent les dépôts d'armes et de vivres (1.604). 17 chefs furent arrêtés à Bakou pour avoir refusé de participer à une expédition contre les insurgés et neuf d'entre eux furent fusillés (1.887). Tout un groupe de soldats rouges traversèrent la frontière polonaise pour se soustraire au joug soviétique, mais tous furent livrés par les Polonais et fusillés (1.877).

vivait sous la peur d'une révolte générale des soldats (1.991). A Cronstadt même, dans le soi-disant but de retenir la discipline, trois commissaires politiques furent destitués et, avec eux, douze membres du corps supérieur et quarante-deux matelots spécialistes, tous accusés d'être des meneurs actifs de l'opposition (1.891).

Le gouvernement judéo-soviétique sanctionnait ces événements de trois manières :

Par la dissolution des troupes et leur translation d'une localité à une autre (Rev., 26.225 F. 26-192).

Par « l'épuration » de l'effectif de l'armée, de la flotte et de tous les établissements soviétiques (1.617), en deux mots, par la révocation des emplois. Ces procédés irritaient profondément ceux qui en souffraient, ce qui obligea Vorochiloff, dans la crainte des excès, à publier une lettre dans le journal *Pravda* (20, 11, 26) expliquant ces destitutions par des causes économiques et promettant d'offrir aux congédiés des emplois civils. Enfin, pour adoucir les esprits, tous les chefs de ligne reçurent une augmentation de leurs émoluments (1.707), après quoi, les salaires des soldats furent augmentés de 50 % (1.875). En même temps, un accroissement de surveillance fut prescrit sur tous les soldats rougés de la classe ouvrière, car c'étaient eux qui menaient la propagande anticommuniste dans l'armée (1.722). Djougachwili proposa d'extraire de la réserve 600 officiers de l'armée impériale et de les nommer à des postes supérieurs pour remplacer ceux qui étaient partis en congé permanent (1.601). Cette mesure est symptomatique. Effectivement, en août 1927, 200 officiers furent invités d'Allemagne et d'Autriche pour prendre la place, dans l'artillerie et dans l'aviation, des officiers exécutés et exclus (1.876);

Enfin, le troisième moyen de réaction fut celui de la terreur et des supplices. Tout en effectuant de cruelles représailles, le régime fait aussi des avances à l'armée. Parmi les jeunes gens nés en 1904 et appelés sous les armes, tous ceux ayant servi une année et plus dans l'armée rouge ou une année dans les troupes de la Tcheka et du G.P.U. sont libérés du service (1.568).

L'armée rouge actuelle est bien loin de ressembler à celle des premières années de la révolution. A l'époque, c'était une armée corrompue et dépravée par les Juifs sur des principes antireligieux; aujourd'hui, beaucoup de soldats et les plus disciplinés sont revenus à des sentiments de piété qu'ils dissimulent.

Se méfiant de l'armée rouge, les Judéo-Bolcheviks, afin de créer une armée sûre, décidèrent, en 1921, une épuration des soldats de la classe paysanne; en 1922, celle des chefs spécialistes placés sous une surveillance spéciale. En 1923, ils réorganisèrent l'armée, mettant à sa tête, en qualité de garde, les troupes du G.P.U. et les dis-

persant dans tout le pays pour prévenir les rébellions du peuple, qui étaient réprimées dans des mares de sang. En 1926, des divisions territoriales furent organisées d'après le plan suivant : la majorité du soldat paysan habitait chez soi et les cadres supérieurs et politiques (toujours sur le qui-vive) furent remplis de communistes et comprenaient de 10 à 20 % de l'effectif général, ce qui leur permettait d'étouffer tous les troubles, même les cas de révolte dans les troupes du G.P.U. Des soixante-sept divisions d'infanterie, trente-cinq étaient déjà reconstituées en divisions territoriales (1927 (1.724)).

Le chiffre officiel de l'effectif de l'armée était, vers 1928, de 562.000; les troupes du G.P.U. formaient 62.000.

Le chiffre non officiel était de 1.000.000 (1.579). Selon d'autres informations, il y avait 650.000 hommes de toutes armes; ce nombre était passé à 800.000 en raison des troubles et des mutineries. Le recrutement annuel est de 1 million et demi, comprenant surtout des ouvriers; les officiers proviennent des écoles militaires; la durée obligatoire de leur service est de quinze ans; dès l'âge de cinq ans, les enfants sont enrôlés dans des groupements à moitié militaires (les pionniers rouges et les Jeunesses communistes). 75.000 élèves des élèves secondaires et supérieures doivent passer deux mois de l'été dans des camps militaires et y suivre des cours préparatoires.

Les femmes sont enrôlées à des emplois secondaires (F. 27 68. Fr. 27 86).

Le secrétariat de la Société des Nations fournit les chiffres suivants sur l'armée de l'U.R.S.S. pour 1928 : 562.000 hommes de troupes régulières servant de deux à quatre ans; 750.000 de troupes territoriales de la milice, servant neuf mois; 350.000 hommes instruits pendant six mois dans les centres et les quartiers régionaux; enfin, les troupes régulières des administrations communistes. En tout, à l'exception des régiments de réserve, il y a, chaque année, sous les armes, pas moins de 1.300.000 hommes. Les frais militaires de 1926 à 1927 furent tels : 1) le budget de l'U.R.S.S. était de 657.000.000 de roubles avec 243.000.000 pour l'industrie militaire; 2) le budget des républiques fédératives était de 25.000.000, sans compter les frais des cours préparatoires, etc.; 3) les frais extraordinaires comme les subsides, emprunts, achats effectués à l'étranger, étaient d'un milliard (27-333).

Quant à la force véritable de cette armée rouge, le général allemand Hoffmann prétend que les Bolcheviks ne peuvent compter que sur les 60.000 hommes des troupes du G.P.U. Tout le reste ne vaut absolument rien, ni par son instruction militaire, ni par son équipement. Une faible minorité des chefs mérite ce titre. L'enseignement est plus politique que militaire. Dès l'instant d'une mobilisation, la situation des Judéo-Bolcheviks deviendrait critique (1.827).

## II. — LA DÉFENSE DES GOUVERNANTS

Les « Tchon » (troupes de désignation spéciale) furent formées en 1923; elles présentent la partie essentielle de l'armée rouge et comprennent des communistes éprouvés. Un de leurs bataillons, constitué de 1.000 hommes, occupe le Kremlin; des bataillons identiques sont installés dans la région du Kremlin et de la prison de Loubianka; enfin, quatre bataillons sont concentrés dans le centre de Moscou.

Le local occupé par le G.P.U. (à Loubianka) est gardé par un détachement de 2.000 hommes. Nous voyons des détachements semblables établis aussi au bout du pont de Kouznetzki et à la grande Loubianka; le bâtiment principal du G.P.U. est solidement gardé par des sentinelles placées sur les toits, par des mitrailleuses installées dans tous les coins et pouvant ouvrir une fusillade sur toutes les rues contiguës. Chaque poste est lié au centre par des fils téléphoniques. Au total, tout danger est si minutieusement prévu qu'en cas d'émeute et d'assaut de Loubianka, plusieurs milliers d'insurgés auraient été tués par les feux dirigés sur les rues environnantes avant de pouvoir gagner ce bâtiment. (*Times*, 6-7-23).

C'est surtout à Moscou et dans son département que les mesures furent les plus rigoureuses. Le G.P.U. prescrivit à la population de venir déposer toutes ses armes dans un délai de trois jours; les permis du port d'armes furent soumis à un nouveau contrôle et délivrés dans la suite exclusivement aux communistes faisant partie des troupes spéciales « Tchon » (877). Un recensement général des armes de toutes qualités, des mitrailleuses, des revolvers, des pistolets de tous calibres et des plus anciens modèles fut effectué dans tous les établissements des entreprises et milices (843).

En janvier 1924, commença à Moscou une déportation en masse des « éléments indésirables et nuisibles » (817). L'arrivée à Moscou afin d'y habiter fut interdite; un séjour d'un mois et plus pour affaires était seul autorisé. On en arriva même, sur l'ordre de Dzerdjinsky, à interdire toutes les réunions et conférences publiques. Les cellules communistes des entreprises industrielles reçurent défense de discuter même des sujets politiques (819); une partie de la garnison de Moscou fut transmise à la disposition du G.P.U. et l'administration des « Tchon » contraignait ses membres à ne point quitter les quartiers de leur domicile sans une autorisation des chefs (819).

Ensuite, les Judéo-communistes entreprirent leur système favori : une « épuration générale ». En 1923, l'effectif de la milice semblant peu sûr au gouvernement judéo-soviétique, plus de 10.000 hommes en furent aussitôt exclus (763); en 1924, une « épuration » de toute la Russie commença, notamment celle de tous les établissements



gouvernementaux et des écoles, pour en exclure les éléments indésirables ou suspects au pouvoir, soit les restes des classes intellectuelles et bourgeoises. Cette « épuration » se termina vers l'automne de 1924 (1.105) et, durant l'été de l'année suivante, elle reprit dans tous les établissements municipaux et ruraux (165).

Aux décrets qu'il avait publiés, le gouvernement joignit, en 1925, des mesures décisives afin d'assurer la sécurité dans la circulation des trains. L'administration des chemins de fer devint responsable de toute catastrophe survenue aux représentants des autorités centrales et locales (1.248).

Néanmoins, la garde habituelle placée en faction sur les voies ferrées tout le long du passage des dirigeants soviétiques semblait ne point suffire encore et, en 1925, lors du voyage de Rykoff au Caucase, toute la voie ferrée, depuis les régions thermales (Caucase) jusqu'à Bakou et Tiflis, fut gardée par des détachements d'infanterie et de cavalerie (1.160).

La 6<sup>e</sup> brigade de la légion étrangère fut formée à Moscou; elle fut composée de Hongrois, de Tchèques et d'Allemands et commandée par l'ex-colonel autrichien Kosta (L. 583). A Toula, près de 24.000 étrangers formèrent plusieurs bataillons sous le commandement du Polonais Gaiewsky et du Tchèque Kriba, chef d'état-major. Les Tchèques, les Lettons, les Esthoniens, les Polonais se groupèrent aussi dans l'infanterie. En avril 1926, trois légions musulmanes de cavalerie, divisées en quinze centuries, furent postées à Orenbourg. Toutes les villes principales de la Russie et de la Sibérie possédaient, outre les détachements de l'armée rouge, plusieurs régiments d'étrangers très bien rémunérés et parfaitement pourvus (1.500). Des légionnaires arrivèrent des Etats baltes; deux brigades de Galiciens ont été constituées sous le commandement d'anciens officiers autrichiens (1.949).

En un mot, le gouvernement judéo-soviétique tremble pour sa sécurité jusqu'à nos jours; toute possibilité d'insurrection est minutieusement prévue, toutes les mesures prises pour éviter toute tentative de l'infortuné peuple russe à renverser le pouvoir des criminels qui régissent aujourd'hui la malheureuse Russie!

## CHAPITRE XVI

## LA COLONISATION JUIVE ET LES CONCESSIONS.

## I. — LA COLONISATION JUIVE

De 1917 à 1920, le nouveau régime avait des tâches nombreuses et se contentait de renforcer son pouvoir. Mais à partir de 1920, lorsque le gouvernement judéo-soviétique fut délivré de la menace de la Pologne et de celle de la Crimée, il se mit à l'œuvre et, dès le printemps, prêta son concours aux Juifs méridionaux, leur accordant maintes facilités pendant leurs occupations des « sovkhos » qui tombaient en ruines entre les mains bolchevistes; c'est alors que la section juive du parti communiste en Ukraine projeta de peupler par des Juifs toute l'Ukraine méridionale leur donnant Odessa pour chef-lieu.

Lorsque le peuple apprit ces projets, il manifesta son indignation par des pogromes juifs effectués dans les départements de Poltava, de Krementchoug, d'Ekaterinoslaw et de Kiew; ces pogromes maîtrisés bientôt n'en présentaient pas moins un certain danger et les Juifs abandonnèrent peu à peu l'affermage des « sovkhos », malgré tous les efforts du régime pour les y retenir (864). Toujours est-il que le désir si convoité par les Juifs d'occuper les terres du Midi paraît de jour en jour plus réalisable et leur colonisation se développa considérablement vers 1923 dans l'Ukraine occidentale grâce au concours des sociétés de bienfaisance juives O.R.T. et d'autres (808). En mars 1923, il y avait déjà en Russie 76.000 agriculteurs juifs (au lieu des 50.000 en 1913), qui cultivaient une surface de 140.000 hectares de terre (805). En Russie Blanche, les Juifs se proposaient de fonder leur propre république qui ferait partie de l'U.R.S.S. (719). Mais ce projet s'effaça complètement devant un autre...

Tout ce programme fut ensuite discuté dans le Comité central d'O. R. T., à Berlin, secondé par la société de secours juive « Ozet » et des coopératives qui désignèrent un comité spécial pour la délibération de la question. En 1924 aussi, les dirigeants des groupements juifs « Joint », « Iká », etc., se réunirent à Paris pour traiter le su-

jet et le soutenir (921). La section de Londres de la société « Ort » proposa l'émission d'un emprunt d'un million de livres sterling pour exécuter le projet de colonisation de la Crimée (880).

Les travaux préliminaires à la colonisation commencèrent en 1923; 23.000 paysans furent alors forcés à se fixer en Sibérie (1.366).

En 1923, la « Société colonisatrice juive » soutenait jusqu'à 40.000 colons juifs qui, en 1924, ensemencèrent 16.000 hectares de plus qu'en 1923.

En août 1923, il y avait déjà 140 familles juives (900 âmes) fixées dans le département d'Odessa et arrivées du district de Tcherkassk; au printemps de cette même année, des délégués juifs se présentèrent à Odessa avec la permission de s'y réserver des terres (P. 808). Dans les régions d'Ekaterinoslaw, de Khersonne et du Don, les Juifs acquirent jusqu'à 106.000 hectares (865).

L'accord contracté par le « Joint » dispensait tous les colons juifs en Crimée du paiement des impôts et contributions et permettait au « Joint » de leur fournir les moyens d'acquérir des semences, du bétail, du matériel, etc. Dès la première année, 1.750 familles juives devaient être établies sur 67.095 hectares, ce qui faisait une moyenne de 38 hectares par famille.

Il ne faut pas oublier qu'il s'agit ici des terres richissimes de la Crimée dont chaque hectare présentait quelquefois une valeur de quelques milliers et, par endroits, de dizaines de milliers de roubles.

Une société fut organisée à New-York pour prêter son concours au développement de l'économie rurale juive en Russie et pour distribuer des prêts aux colons juifs (1.257). On peut juger de la part active que prit la juiverie mondiale dans la colonisation de la Russie par les frais du « Joint » effectués pendant la première moitié de 1923 seulement pour soutenir les colons juifs et montant à 1.200.000 roubles-or (1.331).

Dans le plus bref délai, 15.000.000 de dollars furent souscrits par toutes les villes d'Amérique; tout fut exécuté dans un ordre parfait (15.811) (1). Les sociétés « Fulditions » et « Joint » assignèrent à elles seules 12.000.000 de dollars aux colons juifs. (*Izvestia*) (1.428); la société « Komzète » jusqu'à 500.000 roubles-or (1.509). Les Juifs d'Australie mêmes contribuèrent à cette souscription (1.510).

Une commission spéciale, présidée par Smidovitch, fut établie pour diriger la colonisation juive; cette commission se proposait de créer un fonds de 532.000 hectares pour 82.000 propriétés paysannes, ce fonds devant être pris sur les terres de l'Etat; mais... sous le prétexte que ces terres ne suffisaient point, 500.000 paysans devaient

(1) En même temps une souscription ouverte six mois d'avance pour secourir les veuves et les orphelins des soldats subit un insuccès complet.

être transférés dans d'autres républiques. En même temps, un fonds agraire fut constitué pour les Juifs, de manière à satisfaire au moins 30.000 familles juives en cinq années. (*Pravda*, 30-5-25).

Le professeur Lokote certifie que « l'Univers Israélite » (N° 32) déclarait, à Paris, que 12.500 familles juives « s'occupaient » déjà en été 1925 d'agriculture en Russie, peuplant surtout l'Ukraine, « son climat leur étant le plus favorable », mais qu'elles étaient attirées surtout par la Crimée et les propriétés qui y étaient abandonnées par la noblesse russe (1.257).

Quelles sont donc les terres réservées aux Juifs? Un certain Sliosberg affirme dans la *Renaissance* que les Juifs profitent des terres « incultes » (1.361), mais il n'en est pas ainsi en réalité, pour la simple raison que les terres « incultes » appartenant à l'Etat et labourables n'existent point sur toute l'étendue de la Russie méridionale (Petite Russie, Nouvelle Russie et Crimée), les propriétés de l'Etat comprenant plutôt des forêts. Afin de rédiger sa fable sur les terres « incultes », le gouvernement judéo-soviétique agit bien simplement : il chasse des villages et des bourgs entiers de paysans, tout en dépossédant en même temps les derniers anciens propriétaires et transforme par ce procédé leurs terres en propriétés « incultes » offertes ensuite aux émigrés juifs.

La préparation de terres pour les Juifs s'effectuait rapidement. Kalinine reconnut (1.568) que le déplacement en masse des paysans vers la Sibérie et l'Extrême-Orient était dirigé activement : 23.000 paysans y furent transférés en 1923 (1.366), 15.000 familles de paysans menonites de Crimée furent expédiés au Canada en 1924 (S. W. 60), 500.000 paysans en 1925. (*Pravda*) (1.362, 1.366); 17.000 indigents du Midi et du centre furent envoyés à l'Oural en 1926; enfin, les habitants du département de la Tauride, cette contrée superbe de la Russie (1.624), sont invités à émigrer en Amérique (1.635) (1).

En dehors des paysans, les propriétaires furent encore plus résolument expulsés; le pouvoir juif s'y prit féroceement : par décret

(1) Voici quelques procédés du pouvoir juif pour propager l'émigration parmi la population russe. Le journal communiste nous en offre les informations suivantes : dans la région de Berditcheff, le bourg Ivankowtzy fut choisi pour les Juifs; ce bourg ne contenait que des petits propriétaires fonciers parmi les paysans; chacun possédait une moyenne de 0,6 hectare depuis cinq ans, les paysans avaient adressé force requêtes pour prier les autorités soviétiques de leur remettre les 121 hectares qu'elles s'étaient réservés comme « agro-base » (base agronome); en réponse aux prières des paysans, le gouvernement leur enleva encore 43 hectares en 1923 et en 1925 toute l'« agro-base » fut offerte au collectif juif constitué de sept familles extrêmement pauvres, n'ayant jamais travaillé et venant d'arriver. Le collectif afferma aussitôt une partie de ses terres aux paysans d'Ivankowtzy et fit cultiver le reste par des ouvriers qu'il loua. Ce qui en résulta fut normal : des assassinats, des incendies, des troubles et tout le bourg juif brûlé (1.520).

de 1925, tous les anciens propriétaires nobles et leurs familles, sauf de rares exceptions, furent destitués du droit de profiter des terres leur ayant appartenu avant le mois d'octobre 1917 et même d'y habiter.

L'auteur de ce projet, riche en conséquences funestes dans l'avenir pour ses coreligionnaires, le Juif Abraham Braguine, déclarait (selon *l'Univers Israélite*) que les terres réservées à la colonisation juive n'avaient jamais appartenu aux paysans russes (1.373).

Voici nos informations sur l'année 1925 :

*L'Univers Israélite* (32) constate d'après les communiqués du commissariat de l'Agriculture soviétique que le régime judéo-bolcheviste se proposait d'installer jusqu'à 10.000 familles juives dans le Midi de la Russie, en 1925; dans tout le Midi, en Crimée et en Russie Blanche, près de 750.000 hectares leur étaient déjà préparés; avec le concours de l'« Agrojoint », 2.000 familles furent pourvues de terre en 1925 dans le département de Kherson, 900 familles en Crimée, 900 à Krivoï Rog; chaque famille avait à sa disposition 25 hectares en Crimée, 15 hectares dans le département de Kherson et 18 hectares à Krivoï Rog. En plus, de nouvelles maisons furent construites pour les nouveaux arrivants; un hôpital et des dispensaires furent organisés (1.414) (1).

Le gouvernement soviétique avait dépensé en 1925, pour les frais de la colonisation juive, 1 million et demi de roubles (dit Braguine); la terre était offerte gratuitement aux colonisateurs, et tous les ustensiles, machines et semences étaient livrés à crédit, payables en quatre ans. Les colonisateurs juifs profitèrent d'une réduction de 50 % sur les tarifs des chemins de fer et furent exemptés du service militaire et du versement des impôts pendant trois ans. L'œuvre des sociétés de bienfaisance et de colonisation juives devint complètement libre et ne fut jamais soumise au contrôle des autorités soviétiques...

Voici nos informations sur la distribution des terres en 1926 :

Dans diverses localités de la Russie méridionale et de la Russie

(1) Dans le courant de 1925, 22.850 familles (112.151 âmes) adressèrent des pétitions à la section juive la priant de leur réserver des terres en Russie méridionale (1.525).

Ces informations ne diffèrent point beaucoup de celles de l'auteur de la colonisation, Braguine, qui annonçait que jusqu'en novembre 1925 les Juifs avaient été pourvus de 165.000 hectares dans la région du Don, de 125.000 en Ukraine, de 75.000 en Crimée, de 55.000 sur le littoral de la mer Noire, de 17.000 en Russie Blanche. On se proposait d'ajouter à ce nombre 1 million d'hectares dans la région méridionale de l'Oural, 100.000 hectares sur la Volga. Selon Braguine, plus de 6.000 familles juives se trouvaient déjà établies en 1925, le nombre général de tous les colonisateurs à cette époque étant de 130.000, possédant 300.000 hectares de terre. Braguine espérait établir en 1926 10.000 familles juives encore et jusqu'à 100.000 familles en dix années. Les établissements juifs atteignent à 1.500 en

Blanche, 320.000 hectares ont été mis à la disposition des colons juifs (1). Avec l'accroissement de la colonisation, les appétits du peuple juif croissaient aussi et devenaient de plus en plus voraces. Ainsi il fut proposé en 1926 de coloniser des terres dans la région de Troïtzk, dans celle de l'Oural, de la Volga et de la mer Noire (1.316); on enregistra les demandes de tous les Juifs désirant s'occuper d'agriculture et on décida d'établir 600.000 Juifs sur les fonds agraires « libres » (1.396), tout en leur réservant encore 350.000 hectares en Ukraine (1.307).

Les Juifs caressent toujours l'idée de peupler plus largement la Crimée. La Conférence de l' « Ozeť » accepta, à Moscou, la décision de ses membres dont l'opinion souhaitait que les colons fussent établis par groupes plus considérables, car, au dire des Juifs, la Crimée possédait encore 300.000 hectares de terres labourables « libres » quoique la population locale y prétendait depuis longtemps (1.625). De même qu'en 1925, des expéditions furent envoyées dans la région transcaucasienne et dans celle de Koubane pour étudier sur place les possibilités d'une colonisation juive en ces lieux (1.391). En 1926, une autre commission spéciale arriva en Crimée afin d'y préparer de nouvelles terres aux colons et d'y établir aussitôt 3.000 familles. Cette commission était chargée de résoudre la question de la quantité de terre dont les Juifs pourraient disposer et, en outre, d'étudier encore les possibilités d'une colonisation juive dans les régions contiguës à la Crimée. Le gouvernement soviétique, en effet, ne cachait pas son empressement à offrir aux colonies juives les bas lieux d'Azow avec les deux chefs-lieux de Guenitchensk et Kertch dont 160.000 hectares de sol extrêmement fertile où 40.000 familles juives pourraient s'installer, 30.000 hectares leur étaient offerts en plus sur les sables de Kherson (Ruspres. 1.695).

En 1927, il fut projeté d'offrir aux Juifs les terres suivantes :

19.000 hectares dans les régions de Kharkow, de Krivoï Rog et de Zaporojie, à côté des terres occupées déjà par les colons (1.722); 2.648 hectares au Caucase du Nord; il fut décidé d'établir 75 familles en Ousbesktane et de leur accorder des subsides pour l'acquisition de leur inventaire (1.736).

(1) Dans ce seul département de Kherson, 37 nouvelles colonies naquirent avec 40.000 hectares pour 2.500 familles (1.629, 1.635); dans le département d'Odessa, 6.680 familles furent établies; dans celui de Marioupol, 300; dans la région du Dniepre, 150; en Russie Blanche, 1.006; dans le département de Gomel, 250; et enfin dans le Caucase du Nord, 1.600 (1.525).

Plus de 30.000 familles adressèrent dans le courant de l'année des demandes pour acquérir gratuitement des terres. Au total, 9.000 familles devaient être installées en 1926 en Crimée, à Krivoï Rog, Kherson, Melitpôle, dans la région de Zaporojie (1.445). Après quoi, de nouveaux colons ne seraient plus reçus pour cette année; des préparatifs furent entrepris pour évacuer la péninsule de Tchoukotska et pour occuper des terres en Sibirie et en Alaska (Ruspres. 1.694).

L' « Agrojoint » se proposait d'établir, en 1927, un total de 5.000 familles dont les deux tiers en Crimée, où trois nouveaux collectifs furent organisés à la fin de 1927 (1.941) et un tiers en Ukraine, la colonisation devant être effectuée de manière à créer des régions autonomes juives avec une autonomie locale (1.707). Ainsi, selon la déclaration du Juif Rosen, agent de l' « Agrojoint », le plan de la colonisation juive en Russie serait exécuté entièrement (1.723). En cette même année, il fut proposé de réserver 10 % de tout le fonds agraire des colonies aux Juifs des départements centraux; jusqu'à présent, « la juiverie » d'Ukraine et de Russie Blanche occupait surtout les nouvelles colonies. 3.000 hectares furent réservés dans le Caucase du Nord pour les Juifs caucasiens (1.836). Enfin, pour accroître les ressources de l' « Ozet », celui-ci reçut l'autorisation d'organiser une loterie de 500.000 roubles (1.828).

En dehors de toutes ces mesures favorisant la colonisation, le conseil des commissaires du peuple prescrivit d'étendre plus largement encore cette colonisation : tous les terrains utilisables et « libres » en Crimée seraient mis à la disposition des colonies; le nombre des colonisateurs proposé antérieurement serait augmenté de 200.000 familles et atteindrait ainsi 1.000.000 d'âmes en plus (1). Les côtes méridionales de la Crimée et la région d'Eupatorie feraient partie de la république autonome juive et, afin de consoler le peuple russe, le conseil des commissaires du peuple réserverait le littoral de la Crimée du Nord aux émigrés russes de l'Ukraine... (1.610). A une réunion de la société de concours pour la colonisation juive, Kalinine se déclara pour la constitution en U.R.S.S. d'un centre national juif afin que ce peuple trouvât dans l'U.R.S.S. sa véritable patrie. Il ajouta que, dans ce but, le gouvernement offrirait de vastes étendues de terrains dans le Midi et procéderait à l'organisation d'une banque spéciale destinée à soutenir les colonies juives (1.674) (2).

D'après les informations de M<sup>me</sup> Gloukhovtzeff (1.366), 800.000 hectares du meilleur terrain furent évacués et distribués aux Juifs

(1) L' « Ozet » s'efforce d'établir dans les dix années suivantes 500.000 Juifs colonisateurs (1.825).

(2) Ainsi, conformément à ces promesses, 130.000 hectares de terre labourable étaient distribués à 100.000 familles juives en Ukraine, dans les départements de Gomel, de Smolensk, de Briansk, etc. Il fut décidé de les établir en groupes compacts pour des raisons politiques et économiques (1.614) et d'accélérer la marche de la colonisation (1.617). Le gouvernement soviétique inscrivit 2.300.000 francs à son budget de 1927, destinés aux besoins de la colonisation juive (1.695) et le représentant de l' « Agrojoint » se rendit de Moscou en Amérique pour élaborer la question du développement de la colonisation (1.605). Un projet fut adopté pour accorder diverses faveurs à la société foncière juive (1.702).

Se trouvant en parfait état dans leurs colonies de Sibérie et de Verkhneoudinsk, les Juifs colonisateurs de ces localités décidèrent, au cours d'une réunion, d'organiser une section de la société « Ozet » pour étendre les colonies juives dans la région de Verkhneoudinsk (1.983).

dans les départements de Tauride et de Kherson et en Russie Blanche. Toutes ces informations ainsi que celles des années suivantes et la décision juive d'établir en Russie un million de familles juives nous permettent de conclure que le million d'hectares dont parlait Tchitchérine est dépassé depuis longtemps. Les Juifs rêvent d'accaparer tout le Midi de la Russie dans les dimensions conçues par le projet de Braguine dont nous avons parlé au commencement de ce chapitre, c'est-à-dire sur une surface de 14.000.000 d'hectares (1) du sol le plus fertile constitué principalement d'humus, comme le reconnut la délégation d' « Ozet » (1.383).

Le Juif Rosen, agent de l' « Agrojoint », avait donc déclaré que le plan de la colonisation juive serait entièrement exécuté en 1927... Mais il faudrait être très simple pour admettre que le peuple russe demeurerait indifférent à l'envahissement de son sol natal, de la terre de ses pères et aïeux par des aventuriers et des parasites... Et si maintenant par endroits, pour des questions agraires, le courroux du peuple fait parfois explosion et se venge par des massacres de l'impudeur juive, l'époque d'un soulèvement populaire général n'est plus éloigné, lorsque le peuple se lèvera pour reprendre l'héritage de ses pères.

Considérant que l'œuvre de la colonisation juive est aujourd'hui suffisamment ferme et solide, le gouvernement judéo-soviétique s'occupe maintenant à former différents établissements nécessaires à développer la prospérité des colonies et à les isoler du reste de la population. Dans ce but, diverses organisations strictement juives furent créées dans l'U. R. S. S. par le groupement juif « Guézerde » pour pourvoir les colonisateurs juifs de semences, d'inventaire et de matériel de constructions, qui sont exemptés de tout impôt par ordre du commissaire des finances (1.367). Une loi spéciale fut publiée en Russie Blanche selon laquelle de nombreuses facilités furent accordées aux Juifs colonisateurs (1284) et un ordre arriva à Minsk prescrivant « de ne point accabler d'impôts les collectifs agraires juifs et de les imposer avec beaucoup de précautions et d'égards ». Ces collectifs profitèrent d'un crédit accordé par le gouvernement pour l'achat de semences et de machines agricoles (1.401). Une banque foncière juive fut instituée (1.503) et un congrès de la société foncière juive se réunit à Kharkow et décida de former une société d'actionnaires « Agrocédit » pour financer l'œuvre de la colonisation juive (1.638).

A un meeting des amis de la colonisation juive à Paris, Chalome Ash prononça un discours en indiquant que la colonisation juive

(1) Si l'établissement de 1.000.000 de familles s'effectuait vraiment, la distribution de tout le Midi de la Russie, notamment de 14.000.000 d'hectares, aux Juifs, ne semblerait pas incroyable : cela ne ferait qu'une moyenne de 14 hectares par famille, ce qui n'est point exagéré.



était une expression suprême de l'égalité et que les menaces de pogromes n'effraieraient point les Juifs « qui apprenaient en même temps à cultiver leur terre et à la défendre ». Pour clore la réunion, tous les auditeurs proposèrent d'exprimer leur reconnaissance au gouvernement soviétique (1.870 Gl.).

Il se trouve pourtant parmi les Juifs un groupe qui envisage avec désapprobation la colonisation de leurs coreligionnaires. Voici ce que résume à ce sujet le « Mémoire sur les plans de la colonisation par les Juifs des terres russes » (rédigé par MM. Bikerman, Landau, Lévine, Mandel, Pasmanik) : « Les Juifs citadins, depuis un temps immémorial, ont toujours fait preuve d'une complète incapacité colonisatrice, toutes leurs tentatives de colonisation se terminaient par un insuccès général. Dans la première moitié du siècle passé, le gouvernement russe attirait les Juifs sur les terres en leur accordant diverses faveurs, mais le recensement de 1897 ne compte que 200.000 colonisateurs juifs, soit 4 % des Juifs russes. Les colonisations de l'Argentine et même de la Palestine, entreprises par le baron Guirche, ne réussirent point aux Juifs. Aussi l'œuvre de la colonisation actuelle juive en Russie ne présente qu'un défi lancé aux Russes, une nouvelle source de haine et d'irritation pour les paysans dénués de leurs biens. « Cette colonisation n'est qu'un nouveau bluff soviétique. »

Telles sont les paroles amères, mais justes, de Juifs aimant sincèrement leur peuple, et le mettant en garde de ses malheurs futurs.

De véritables pogromes juifs ont déjà éclaté en certains endroits. On compte aussi un grand nombre d'agressions moins importantes contre les Juifs; par exemple, des incendies dont les causes demeurent inconnues, et jusqu'à des attentats dont les auteurs restent inconnus. Les autorités locales, au cours de leur enquête, tombent sur des villages entiers, arrêtant quiconque leur semblerait suspect.

Nous avons indiqué plus haut les moyens employés par le pouvoir judéo-soviétique pour l'organisation d'un fonds agraire destiné à la colonisation juive et pour l'acquisition des terres « incultes ». Dans certains lieux, les plus convoités par les Juifs, le pouvoir alla plus loin encore. Ainsi, dans le département de la Tauride, la colonisation juive devint tellement dense que les colonisateurs profitèrent non seulement des terres dites « incultes », mais aussi des terrains réservés aux paysans en qualité de pâturages ou de prairies (1.624, 1.631) qui, reconnus « incultes », furent aussi enlevés à leurs propriétaires et inclus dans le fonds de la colonisation.

Des informations de Russie en 1930 nous montrent que l'arrogance juive croît toujours; de nouvelles terres (les plus fertiles) leur sont offertes dans le Midi dont les véritables propriétaires, les paysans bernés, sont dirigés au fond de la Sibérie pour s'y construire de nouveaux foyers. Et personne n'ose murmurer!....

## II. — LES CONCESSIONS

Pour compléter le tableau du dépouillement des richesses territoriales et naturelles de la Russie par le régime judéo-soviétique, il ne serait pas inutile d'énumérer les concessions distribuées en Russie aux étrangers et les colonies organisées par ces derniers.

En 1922 déjà, les terres de la région du Sud-Ouest furent enlevées aux paysans et transmises à des raffineurs allemands. Une surface médiocre de terrains fut laissée aux paysans qui reçurent en guise de compensation une certaine quantité de semences, des papiers leur furent délivrés confirmant la transmission de leurs terres (396) : Le gouvernement judéo-soviétique se proposa d'établir 20.000 Allemands (artilleurs et sapeurs) sur les terres de Koubane et 15.000 Allemands dans les limites appartenant aux cosaques de Terek, tout cela pour prévenir les troubles parmi ces derniers et les empêcher de s'unir pour un assaut définitif. Des concessions furent réservées dans le bassin du Donetz à l'Allemand Stinnes (527) ; les mines y furent cédées pour trente ans à l'Italie (1.051). La société « Zoatwan » profita aussi de sa part en Koubane, notamment de la région de Krassny Khoutor comprenant 8.300 hectares. Des propriétés immenses furent livrées aux Allemands près de la station « Otradny » (1.157), du côté de Vladicaucase, ces propriétés atteignant 16.500 hectares (988) ; des terres furent offertes aux communistes hongrois dans la région de Donetz. Dans la région de Salsk sur le Don, une concession de 25.000 hectares fut offerte pour 91 ans en 1922 à Krupp. Aucun agronome russe n'y était employé — tous les ouvriers et les agronomes venant d'Allemagne avec leurs tracteurs (997). Une autre concession de 30.000 hectares située entre les mers Noire et Caspienne n'ayant encore jamais été cultivée fut offerte à Krupp pour y reconstituer une ferme-modèle (1.322). Les concessions de Krupp étant trop « dispendieuses », un nouvel accord fut signé avec lui en 1927 valable jusqu'à 1958. Cet accord l'autorisait à importer librement d'Allemagne toutes les machines et instruments dont il aurait besoin et à exporter de même d'U. R. S. S. toute sa production et ses bénéfices. Le quart de la production devait comprendre la culture des champs et les trois quarts, l'élevage des brebis (1.897) qu'il se proposait sur une surface de 10.000 hectares. Vers 1925 une station centrale électrique fut déjà construite; le besoin d'eau se faisait sentir, de grands puits furent aussi creusés. Une discipline très sévère est établie sur la concession, aucune minute de temps n'est perdue et la productibilité du travail s'accroît toujours; de même que les salaires qui sont chez Krupp plus élevés que partout ailleurs ; les troubles n'y ont jamais eu lieu.

La Feuille d'avis de Lausanne du 17 décembre 1925 citait la con-

clusion mélancolique d'un article de la *Pravda* déclarant que pour le moment Krupp ne profitait point de bénéfices, les frais d'organisation ayant tout englouti, mais que dans quelques années le succès lui était assuré.

Pendant l'automne de 1925, les Allemands occupaient déjà 381.000 hectares au Caucase du Nord et dans la région volguienne (1.294). La société des agronomes allemands reçut plus de 10.000 hectares sur la ligne de Vladicaucase (997) ; 400 familles allemandes furent pourvues de terres (1.093) et 2.000 hectares furent réservés aux Tchèques (1.319).

Le long de la Volga 3.000 hectares furent offerts à des ouvriers allemands pour y organiser des communes (S. W. 32).

Le gouvernement italien reçut l'offre de 70.000 hectares en Turkestan (1.294), de 2.200.000 hectares dans les steppes d'Abakan en Sibérie, de 1.300.000 hectares dans les régions de Kizliar et Mosdok au Caucase, de 2.000.000 d'hectares en Koubane et sur le fleuve Manytch, de 160.000 hectares à Ousoune-Kougoune, en Oural et enfin de terrains considérables dans la région Cisazovienne, en tout plus de 6 millions d'hectares sous réserve que chaque concessionnaire ne profiterait pas de plus d'un million d'hectares (1.294). Les Italiens s'installèrent encore dans la région de Touapsé, où des terrains leur furent concédés (1.190) ainsi que dans les départements de Khersone et de la Tauride (865).

En 1923, une équipe d'ouvriers agricoles américains de la commune de Californie conclut un accord avec le gouvernement soviétique en vertu duquel 1.000 hectares leur furent donnés pour vingt-quatre ans dans la région de Salsk, sur le Don (551).

2.000 Uruguayens s'établirent au Caucase du Nord pour y organiser des fermes (1.223).

L'oncle de Leïba Bronstein (Trotzky), le Juif Jyvotovscky, membre en 1927 de l'Union industrielle et commerciale à Paris (présidée par un certain Denissofff) profita d'une concession sur Krivoï Rog et sur les houillères dans le bassin du Donetz (699).

Beaucoup de malheureux colonisateurs conviés en U. R. S. S. par les communistes ne restent pas enchantés de leur séjour en Russie ; les journaux étrangers font part de fréquents retours des colonisateurs dans leur pays. Cela est bien naturel puisque leur sort n'est pas toujours enviable. Accueillis avec malveillance par la population locale ils sont (à l'exception des Juifs) abandonnés par le gouvernement judéo-bolcheviste ou poursuivis par leurs décrets. Au lieu des belles maisons promises, ils doivent habiter des huttes misérables à peine de la hauteur d'un homme et dénuées de fenêtres : la nourriture y est très médiocre (1.626).

Malgré la clairvoyance de certains étrangers ayant visité l'U.R.S.S. en colonisateurs ou touristes, les gouvernements de toutes les nations,

à part quelques rares exceptions, entretiennent les relations les plus amicales avec le gouvernement judéo-soviétique; le font-ils par crainte, par cupidité, par désir d'empêcher tout redressement futur de la Russie et de l'anéantir, ou bien ne le font-ils pas plutôt par ordre des forces occultes dirigeant actuellement le sort de toutes les nations, de tous les peuples et ayant voué la Russie à l'agonie?...

## CHAPITRE XVII

## LA SITUATION DU PARTI COMMUNISTE EN RUSSIE

Le nombre des communistes en Russie est estimé, selon un exposé d'Apfelbaum en personne (Zinovieff), à 380-386.000 hommes dont 2.500 avaient adhéré au parti avant 1905; 8.000, avant 1916; 35.000 en étaient déjà membres en 1917; 63.000 en 1918; 107.000 en 1919; 122.000 en 1920; 40.000 en 1921.

En 1922, le parti n'admettait provisoirement plus de membres. Par conséquent, même d'après le rapport d'Apfelbaum, les neuf dixièmes de tout l'effectif du parti avaient été formés après la victoire et l'avènement bolchevik, alors qu'avant la révolution leur nombre ne dépassait pas deux mille, car le total de 35.000 membres de 1917 s'explique clairement par la révolution. On comprend qu'en 1922 le parti se soit abstenu d'agréer des adhérents, puisque la Russie avait été suffisamment pillée et déchiquetée par ses oppresseurs. L'épuration du parti entreprise en 1923-1924 s'explique aussi par ces menues raisons. Il est vrai que 100.000 ouvriers furent reçus en 1924, mais cette admission n'était due qu'au besoin pressé de calmer l'effervescence parmi eux en leur attribuant une part du larcin commun.

En 1923, déjà les affaires médiocres du parti communiste permettaient au secrétaire du conseil des commissaires du peuple Enoukidzé de déclarer au comité central du parti que dans les derniers temps 7.000 communistes avaient pris le chemin de l'étranger, se dirigeant dans les pays qui ne possédaient pas de représentants soviétiques pour s'épargner les poursuites communistes. Le comité décida de surveiller les départs des communistes et de prendre des otages au moindre soupçon (567).

Les fuyards juifs s'efforcent toujours de faire partie des missions commerciales du gouvernement soviétique et les remplissent presque exclusivement en emportant d'U. R. S. S. tout leur butin et en transférant leurs familles à l'étranger.

Selon un communiqué de la section statistique du parti commu-

niste, ce dernier comprenait, en octobre 1924, 226.400 membres et 340.800 candidats, 45,7 % des membres du parti appartenait à la classe ouvrière; 24,6 % à la classe paysanne et 29,7 % comprenait divers employés (1.047). Selon un autre communiqué du même bureau, le territoire de l'U. R. S. S. contenait au 1<sup>er</sup> janvier 1925, sur 120.000.000 d'habitants, 741.117 communistes. Le parti renfermait encore 57.000 affiliés non inclus dans les listes communistes, mais connus pour des camarades sûrs et éprouvés; ils étaient chargés de hautes fonctions dans les missions soviétiques à l'étranger et travaillaient en qualité d'agents de propagande et d'organiseurs de révolutions. Le total général de 741.000 communistes comprenait aussi les 340.000 « candidats » (1.315, 1.317) et montrait que le parti s'était accru en deux mois de 100.000 membres.

Dans toutes les sphères qui jadis, sous l'influence des fumées révolutionnaires, avaient servi d'appui au régime judéo-soviétique, parmi les employés et les ouvriers (sans parler des paysans), on signalait dès 1924 une indifférence complète aux entreprises communistes. Les employés devaient assister « en service commandé », sous peine de perdre leur place, à toutes les réunions, à tous les meetings, et les salles désignées à cet effet étaient cernées de factionnaires barrant toutes les issues jusqu'à la fin de la réunion (876). Le désarroi et la discorde régnaient dans les cellules communistes; les écoles du parti se fermaient l'une après l'autre vu le manque d'auditeurs; les groupements des Jeunesses communistes se décomposaient aussi. Les fractions communistes des syndicats avaient perdu en nombre leur prépondérance et ne servaient qu'à dénoncer leurs propres camarades ouvriers (1.013).

Avec le temps, les affaires communistes empirèrent. En 1926, on remarqua dans certaines provinces un reflux considérable des ouvriers et paysans du parti (1.720). L'adhérence au parti se réduisit de la moitié, relativement aux années 1924 et 1925; les cellules communistes perdaient toute importance et influence dans les masses ouvrières (1.721); des employés soviétiques et des éléments « étrangers » adhéraient seuls au parti (1.761).

La section de statistique au comité central du parti communiste russe estimait au 1<sup>er</sup> juin 1926 le chiffre de ses membres à 1.067.727 dont 339.216 femmes et 421.845 candidats (1.607); alors que la *Krasnaïa Gazeta* (*Gazette rouge*) citait le compte rendu de cette même section au 1<sup>er</sup> avril 1926 selon lequel les communistes constituaient 111.860 membres et 448.698 candidats (1.537). Enfin l'exposé du 1<sup>er</sup> novembre 1926, publié par le comité central du parti, donnait le chiffre de 1.096.856 communistes dont 684.824 membres et 412.032 candidats (Rouspress) (1.694).

Comment y voir clair dans tous ces communiqués contradictoires? Pour juger de la liberté d'opinions qui règne jusque dans les

congrès du parti, il suffit de remarquer que 800 délégués furent réunis au congrès de 1926. Dans ce nombre 200 délégués seulement profitaient d'une voix délibérative tandis que les autres n'avaient que voix consultative. D'ailleurs, parmi ces 200 plus favorisés, 57 délégués avaient seuls droit de prononcer des discours (1.653).

C'est ainsi que la population non juive de Russie ne fournit qu'un pourcentage insignifiant au parti communiste.

Combien y aurait-il donc d'ouvriers et de paysans dans le parti communiste en Russie ?

Notons d'abord, conformément à notre résumé, que la majorité des ouvriers avaient adhéré au parti pour échapper à la faim. Ils ne sont communistes qu'en apparence et ainsi, après avoir soumis leurs enfants à un baptême civil, ils les portent en cachette pour faire effectuer la cérémonie chrétienne. L'accès des églises leur étant interdit par le parti, ils font leur prière clandestinement à la maison (1.222).

Selon les déductions de M. Kaoutsky, le parti communiste en Russie comprend 300.000 ouvriers, c'est-à-dire moins de 5 % de toute la classe ouvrière qui en comprend 6.000.000. Nous voyons donc que le parti communiste russe s'appuie sur une minorité insignifiante du prolétariat (D 1.366). Ces déductions sont néanmoins réfutées par les déclarations d'Apfelbaum (Zinovieff) qui exposa dans son rapport qu'à l'intérieur des fabriques et usines, il ne restait que 54.000 communistes en 1923, les 300.000 autres s'étant transformés en fonctionnaires de divers établissements soviétiques (798).

En ce qui concerne les paysans qui constituent les 9/10 de la population russe, ils ne forment qu'un cinquième des communistes russes faisant partie des cellules communistes locales (*Annales Contemporaines*, XXIV). Le paysan admis dans cette cellule perd bientôt, sous l'influence de son nouveau milieu, toute liaison avec son ménage et son village et s'il possède quelques capacités tant pis pour lui, car il est surchargé de nombreuses fonctions, occupe vingt-deux emplois à la fois, sans compter qu'il est obligé d'assister quelquefois à vingt-six réunions et conférences par semaine. Peu à peu, ce paysan se transforme en « Koulak » (exploiteur) et profite de sa situation officielle pour arrondir son avoir, étendre son terrain, améliorer son ménage tout en réclamant des subsides de la caisse d'Etat afin de « propager le communisme ». Parmi les communistes ruraux on remarque une confusion extrême dans leurs méthodes de propagande. Ces méthodes n'aboutissent qu'à réduire de plus en plus l'effectif du parti. Le joug des « Koulak » (gros propriétaires exploités) sévit dans les cellules communistes. Les rapports entre un communiste de cette catégorie et son village sont souvent si tendus que le premier n'ose s'y montrer. Tous les communistes se livrent à la boisson, distillent eux-mêmes des succédanés d'alcool dont ils font un commerce. Une

impunité complète s'étend sur les membres du parti pour tous délits rendus en fonction des services, puisqu'en somme ils n'ont pour tout châtiement que le déplacement dans une autre localité ou la « désapprobation publique » ; c'est ce qui explique l'affluence de toute la lie sociale dans le parti communiste. La plupart des communistes ruraux sont illettrés. Ainsi, sur 141 hommes, 30 savent lire et écrire et 19 seulement conçoivent tant soit peu la politique. Il arrive aussi que, sur 73 hommes, 10 connaissent les signes alphabétiques, mais ne peuvent lire. Les ouvriers de ferme qui s'élèvent à 142 millions ne sont pas admis au parti tandis que les paysans posés n'y adhèrent point ; aussi on n'y voit affluer que les rejets des paysans, des anciens soldats rouges, des misérables, des employés soviétiques qui tous espèrent améliorer leur situation et leur état de fortune.

Après un voyage d'inspection à travers la Russie, le camarade Ouglanoff déclarait ce qui suit : « Le paysan ne sait rien ; il ne lit ni nos circulaires ni nos décrets qui passent de mains en mains et ne parviennent qu'au bout de deux ou trois mois à leur but. Il faut s'en réjouir pourtant, car la moitié du courrier se perd de cette manière en route. Les circulaires qui ont eu la chance d'atteindre tel ou tel village ne sont point gardées dans les établissements d'administration rurale, mais sont portées au prêtre de la localité ou à un ancien propriétaire épargné qui peuvent seuls déchiffrer le galimatias communiste (1.611). » D'après un rapport de Rykoff, il paraîtrait que l'influence de la nouvelle bourgeoisie pénètre dans les masses qui se groupent dans des associations n'ayant rien de commun avec le programme communiste (652).

En 1922 déjà, le *Times* certifiait que la Russie ne contenait plus de Bolcheviks en dehors d'une bande compacte qui s'agrippait convulsivement au pouvoir et ne perdait pas l'espoir d'échapper au courroux du peuple en organisant une révolution en Europe et en Orient (415). A présent nous dirons, comme conclusion, que le communisme ne s'est pas ancré chez le peuple. Des informations parviennent de partout sur la haine féroce envers les communistes qui s'accroît chez les ouvriers et les paysans (1.301). Le peuple voit que les Juifs dirigent tout, que ce sont eux qui publient les lois, ce sont eux qui occupent toutes les marches du pouvoir, enfin que ce sont eux surtout qui vivent dans la richesse et dans l'opulence au milieu d'une indigence générale, du froid et de la faim dont souffre la population russe ; aussi est-il bien naturel que le peuple rejette sur les Juifs toute sa haine contre le communisme et le pouvoir...

Selon toute évidence, en 1925 déjà, une crise éclatait dans le parti communiste. Djougachwili (1) (Staline) certifiait que le parti

(1) Djougachwili était le fils d'un cordonnier de Tiflis et avait été exclu pour mauvaise conduite du séminaire de cette ville ; chassé de la maison par son père,



était partagé en deux courants : l'un tournait du côté des ouvriers et des paysans, vers le nationalisme, et l'autre, l'extrême gauche, du côté d'une révolution mondiale. Ayant reconnu que les ouvriers et les paysans n'étaient plus ceux de 1917-1918 et qu'il était impossible de gouverner de même, Djougachwili se décida pour le premier courant (1.267). Par conséquent, pour conserver le pouvoir, les Judéo-communistes étaient prêts à tout, jusqu'à renoncer à leurs idéals de parti; mais il est difficile de propager le nationalisme sous le drapeau de l'Internationale. Il est difficile de réfuter tout ce qui avait été préconisé depuis 1917 par les Judéo-Bolcheviks; il est difficile aussi de restaurer l'œuvre accomplie par le régime judéo-bolcheviste dans les sphères du travail et de l'économie; il est impossible enfin de reprendre les terres offertes aux Juifs et soustraites à cet effet aux paysans et aux propriétaires... Comment sans ces conditions engendrer le nationalisme?...

Les déclarations des meneurs juifs font résonner parfois des notes de mécontentement. A un congrès de communistes en 1925, Apfelbaum (Zinovieff) indiquait qu'un enrichissement successif des paysans serait une menace pour les Soviets. Avec l'opulence, les paysans deviendraient plus actifs et il serait nécessaire de les ruiner derechef par de nouveaux impôts écrasants, par le groupement des indigents et par l'organisation de cellules communistes dans les villages pour surveiller toute apparition de tendances antisoviétiques (1.397). Djougachwili (Staline) réclamait de son côté le redressement de l'industrie et l'« épuration » des éléments non prolétariens (1.402).

Au milieu de 1926, le parti communiste en Russie fut tellement en discorde qu'il se divisa en deux camps ennemis : celui de Djougachwili (Staline), Rykoff, Rotstein (Boukharine) et d'autres soutenus par le Tchou (Troupes de désignation spéciale) et par le G. P. U. et par celui de Apfelbaum (Zinovieff), Bronstein (1) (Trotzky), Rosen-

il entra dans les rangs des révolutionnaires et vers 1901 (âgé de vingt ans) il occupait déjà un poste éminent dans le parti. Il sut gagner la confiance et la sympathie d'Oulianoff (Lénine) et entra en même temps en relations avec des agents de la police secrète. Il fut relégué six fois en Sibérie et revint six fois en Russie après deux mois de déportation. En 1905, il trouva un nouveau moyen de contre-faire des billets de 500 roubles qui circulèrent largement. En 1907, muni de bombes, il attaqua la banque de Tiflis, s'empara de 2.000.000 (dont il expédia une partie à Oulianoff) et fit périr 50 personnes innocentes! Après son arrestation, il réussit à sortir de prison. Dès l'avènement des Bolcheviks, il occupa un emploi insignifiant comme inspecteur de l'administration ouvrière et paysanne. Après la mort d'Oulianoff, il déclara aux « Camarades » qu'il exigeait pour lui la priorité dans toutes les questions, sinon il menaçait de publier des documents qu'il détenait et qui auraient compromis fortement les meneurs du parti. Cette menace produisit son effet et Staline... devint dictateur de la Russie (F. 27.308).

(1) Leïba Bronstein (pseudonyme russe Trotzky) avait été dans le temps au service de la police politique à Kiev (1.006). En 1902, il fut admis au service de la police politique de Nikolaïew d'où il fut transféré à Petrograd; ici, en 1905, il

feld (Kameneff) de l'autre; les premiers étaient partisans d'une évolution et d'un écartement progressif des idéals communistes, les seconds exigeaient toujours des mesures décisives et poursuivaient une révolution mondiale... La dissension de 1926 était si grave que la date du congrès habituel du parti communiste russe fut remise de janvier 1926 à l'automne (1.414). Toutefois, la section des communistes russes à la III<sup>e</sup> Internationale déclara que les dissentiments seraient écartés et qu'une révolution mondiale, une lutte contre la Société des Nations et la III<sup>e</sup> Internationale demeurerait toujours les devises essentielles du parti (Rev. 26 22). Mais la discorde paraissait néanmoins évidente. La *Chicago Tribune* assurait que l'opposition n'était constituée que de Juifs et que le groupe de Djougachwili engendrait l'antisémitisme parmi les ouvriers et les paysans; elle ajoutait que le groupe juif voulant conserver entre ses mains la III<sup>e</sup> Internationale attisait l'idée d'une révolution mondiale. Quant à Djougachwili et ses partisans, ils trouvaient nécessaires de supprimer les millions de frais à l'étranger et d'employer l'argent au redressement économique de la Russie (1.641).

Toutefois, la mêlée de 1926 parut plus grave. Les passions s'étaient déchaînées et un combat à coups de poing eut lieu à Moscou, même entre les partisans du gouvernement et ceux de l'opposition. La milice ne chercha pas à séparer les belligérants, l'opposition fut victorieuse et elle se dirigeait en triomphe vers la place Rouge lorsqu'elle fut empêchée d'avancer par des détachements de cavalerie du Tchon, tandis que la foule criait : « A bas les Bolcheviks! » (1.492).

Après ce combat, plusieurs quartiers de la ville furent cernés par des troupes et des perquisitions en masse suivies d'arrestations s'y produisirent (1.492). En fin de compte la victoire fut gagnée par Djougachwili (Staline) tandis que Bronstein (Trotzky) faisait amende honorable au camp des vaincus, tout en alléguant que le parti ne pouvait s'empêcher de critiquer, fût-ce même en temps de guerre.

Malgré la destitution de l'opposition la lutte continuait toujours, provoquée par l'aggravation de la situation économique.

Des arrestations s'effectuaient par milliers (F. 26 192 Prav. 26 225). L'ordre de désarmement fut prescrit à toute l'opposition qui eut à déposer ses armes dans les locaux du G. P. U. Plusieurs chefs militaires russes furent soupçonnés de trahison et destitués (1.726).

Quant à la population, elle vouait toujours une haine égale à la bande de Staline comme à celle de Zinovieff (1.613). Toutefois, on

trahit et livra son camarade Nossare et les meneurs principaux du soviet des députés ouvriers et réussit par un subterfuge à fonder l'accusation; en 1907, il se mit aux ordres de la légation militaire allemande comme espion. Il se mit à publier avec des fonds allemands un journal à Paris, après quoi il fut expulsé de France (1.014) et se rendit en Amérique d'où il arriva en 1917 en Russie (448, 1.014).

voit surgir parmi les restants abattus et hébétés des anciens intellectuels une nouvelle classe composée d'éléments fort variés. On y trouve des anciens officiers, des propriétaires, des financiers, des jeunes gens, — tous unis dans un seul élan et mus par une seule devise : « Une Russie nationale et la lutte contre le communisme. » (1.707). Nous voyons, par les propres déclarations des dirigeants communistes, que cette lutte est possible : en dehors de l'indifférence des ouvriers et des paysans vis-à-vis du communisme, des critiques qui s'élèvent contre le pouvoir jusque dans les rues de Moscou malgré de cruelles représailles, on remarque encore des signes d'une décomposition intérieure dans le parti communiste lui-même. C'est ainsi que Rotstein (Boukharine) écrivait dans les *Izvestia* que l'avènement au pouvoir de la dictature communiste et sa situation dominante avaient poussé un grand nombre de membres du parti à profiter de cette situation pour s'enrichir, que son adhérence au parti jointe à une origine prolétarienne garantissaient une impunité complète au coupable, enfin que les mœurs de la bureaucratie communiste étaient repoussantes (1.556). Kouïbycheff, président de la commission du contrôle, faisait, en 1926, un exposé sur l'accroissement extrême de délits en fonction de service dans les milieux communistes. Quoique 99 % des plaintes ne fussent point déposées dans la crainte d'une vengeance, il y en eut pourtant 20.000 en neuf mois, c'est-à-dire vingt fois plus que durant le même temps en 1924 (556).

Au début de 1927, des bruits circulèrent qu'Apfelbaum (Zinovieff) avait trahi l'opposition, avait repris contact avec Djougachwili (Staline) et s'était engagé à détruire les groupements révolutionnaires (1.726). En novembre l'opposition publia un manifeste signé de ses chefs ainsi que de 3.000 membres du parti; ce manifeste résumait les fautes commises par le gouvernement.

Précisément à cette époque les Judéo-Bolcheviks avaient entrepris de célébrer le 10<sup>e</sup> anniversaire de leur révolution. Tout travail devait être suspendu pendant ces jours de fête (1.953). De tous les coins de l'univers des délégations furent invitées à venir assister aux solennités qui allaient se dérouler (1). Des centaines d'invités affluèrent de tous

(1) La libération d'un grand nombre de détenus criminels à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de la révolution bolcheviste provoqua un accroissement considérable d'agressions sanglantes et de pillages (1.983). L'amnistie fut sans doute publiée afin de remplir les caisses vides, car la peine de mort fut commuée en dix années de prison et la confiscation de tous les biens des condamnés. Pour les autres détenus, la durée de leur réclusion fut diminuée. L'amnistie ne s'étendait pourtant point aux membres du parti antigouvernemental et aux fonctionnaires condamnés « pour abus, gaspillages des fonds de l'État et concussion ». (F 27-260). Un décret fut aussi publié sur l'institution d'une journée de travail de 7 heures (au lieu de 8), mais... en même temps, les autorités locales reçurent la prescription de s'abstenir de l'application du décret jusqu'à une époque plus favorable. Afin de cacher aux étrangers l'état réel des choses, plus de 2.000 enfants vagabonds furent

côtés. Le programme des fêtes comprenait de nombreux discours et de non moins nombreuses processions, mais les réjouissances furent troublées pour les gouvernants par les manifestations des chefs de l'opposition. Perchés sur des balcons, ceux-ci, avec Bronstein à leur tête, prononcèrent des discours séditieux qui obligèrent la milice et le G. P. U. à intervenir (1). Le même spectacle se déroula sous des formes encore plus violentes à Petrograd et en province (1.965). On raconta que des orateurs avaient été malmenés parmi les membres de l'opposition : Apfelbaum à Petrograd, Preobrajensky et Smilga à Moscou, Stantcheff (Rakowsky) à Kharkow, Beloborodoff à Ekaterinbourg (1.967). Ces collisions entraînèrent un nombre considérable de victimes et de blessés (1.972).

Toutes les mesures répressives contre l'opposition furent entreprises à la suite du rapport du G. P. U. qui découvrait tout un réseau de groupements d'opposition liés aux organisations contre-révolutionnaires (932). L'opposition avait dans toutes les villes centrales des imprimeries clandestines pour publier des pamphlets et des feuilles séditieuses et possédait en outre ses comités régionaux, ses conseils municipaux et même sa Tchéka (F. 27 265). Plusieurs de ces imprimeries clandestines furent découvertes dans les environs de Moscou (1.953). Les tracts contenant une sévère critique sur la politique économique du gouvernement (1.267) indiquaient aussi que le budget n'était maintenu que par le commerce d'alcool (1.924), que le chômage augmentait toujours ainsi que la cherté de la vie (1.974). Dans ses discours, Bronstein démontrait la subordination du pouvoir judéo-soviétique à Berlin, les Allemands étant les véritables maîtres de Moscou (F. 27 240). On disait qu'un complot militaire de l'opposition liée au corps supérieur des écoles de guerre avait été dévoilé, d'où des arrestations se produisirent par milliers (1.966).

Après avoir remporté la victoire, Staline et ses partisans se mirent à persécuter les membres de l'opposition par une « épuration » énergique de tous les établissements ainsi que des ambassades et légations commerciales soviétiques à l'étranger (1.979. 1.930). Néanmoins Bronstein et Apfelbaum trouvèrent aussi des défenseurs : le gouvernement fut obligé de promettre aux marins de la Baltique que ces deux chefs n'avaient rien à craindre pour leurs vies aussitôt qu'ils cesseraient la lutte (F. 27-774). C'est pour cette raison ou pour une autre que des communiqués commencèrent à annoncer un accord des gouvernants

enfermés dans des casernes pendant toute la durée du séjour des convives étrangers à Moscou; des mesures furent prises pour éviter les attentes aux portes des boulangeries où trois équipes d'ouvriers se remplaçaient dans la journée (F. 27-200).

(1) Il faudrait mentionner à la connaissance des générations actuelles et futures un fait révoltant : tous les représentants des Etats étrangers à Moscou vinrent présenter leurs félicitations à Tchitcherine, commissaire des Affaires étrangères, à l'occasion du dixième anniversaire de la révolution communiste (Rev. 27-309)!!

avec Bronstein, Apfelbaum, etc., alors que tout en continuant des pourparlers l'opposition ne supprimait point ses réunions secrètes montrant par ces procédés qu'elle ne renonçait pas à la lutte (F. 27 289). Une partie de l'opposition présenta au congrès une nouvelle déclaration par laquelle elle se soumettait irrévocablement à toutes les décisions du congrès, reconnaissait la fausseté de ses anciennes opinions et renonçait à toute propagande en dissolvant ses groupements, mais le congrès repoussa cette déclaration et chargea le comité central et celui du contrôle à n'accepter que des demandes individuelles des membres de l'opposition désireux de réintégrer le parti.

Ainsi l'opposition succomba définitivement et Bronstein (1) en resta à sa déclaration faite en collaboration avec Radek, Smirnoff, Rakowsky et certains autres chefs (Rev. 27 351).

Toute l'opposition fut classée par le groupe gouvernant en trois catégories : les « incorrigibles », notamment Saprionoff et autres, qui réclamaient la dissolution de la III<sup>e</sup> Internationale, la suppression du monopole sur le commerce extérieur, ce groupe était l'adversaire chronique du régime soviétique. La « droite » du parti, les impénitents, comprenait le groupe de Bronstein, Radek, Rakowsky, etc., qui accusaient le régime d'avoir trahi la révolution, les doctrines d'Oulianoff, d'avoir substitué le marteau de l'ouvrier à la faucille du paysan, enfin d'avoir soutenu les « koulak » (exploiteurs). Le groupe des « pénitents » était formé de tous ceux qui avaient d'abord soutenu Bronstein, mais qui se repentaient à présent de leurs erreurs. Apfelbaum, Rosenfeld, etc., faisaient partie de cette catégorie (Rev. 28 19). Le parti imposa à Bronstein et à ses amis de rendre leurs cartes communistes. Selon le *Vorwaerts*, comme les opposants refusèrent de se soumettre à cet ordre, le gouvernement interdit leur admission dans aucun appartement et prescrivit aux commerçants de leur refuser tout aliment (996). Un total de 15.000 membres furent exclus du parti et 21.000 furent placés sous surveillance (F. 282 29).

La révocation de Bronstein, Rosenfeld et d'autres ne fut pas approuvée par les Juifs, ce qui entraîna le gouvernement à soutenir l'antisémitisme (2.024).

Tout en faisant preuve par sa victoire sur l'opposition de la sois-disant force du régime judéo-soviétique, Djougachwili, comme nous l'avons cité plus haut, s'efforce néanmoins de se réconcilier avec

(1) Voici la caractéristique que donne Oulianoff (Lénine) dans son testament de 1922 et son post-scriptum de 1923 sur les deux adversaires Djougachwili et Bronstein : « Le premier est très grossier. En remplissant les fonctions de secrétaire général du parti, il réussit à concentrer dans ses mains un pouvoir formidable. Il faudrait trouver moyen de l'éloigner de ce poste en lui substituant un homme plus tolérant, plus poli, honnête et serviable envers ses camarades. Le second est un des plus capables parmi les membres du comité central, mais il est imbu d'orgueil et se laisse trop entraîner par le côté administratif des questions. » (*Prav.*, 27.338.)

Bronstein; d'ailleurs amis ou ennemis ne sont-ils pas tous une seule bande de criminels de droit commun qui travaillait dans le même but?

Depuis 1929, un fait curieux se produisit au sein du parti communiste et de ses dirigeants. Des fonctionnaires éminents soviétiques, des tchékistes notoires, même ayant rendu maints « services » au gouvernement, fuient peu à peu la Russie et le parti aussitôt qu'ils sont envoyés dans l'exercice de leurs fonctions à l'étranger. Ces « fuites », qui n'étaient qu'unitaires, deviennent chroniques depuis l'aventure tragi-comique du Juif Bessedowsky, attaché à l'ambassade soviétique à Paris; tout un groupe de nouveaux « émigrés » se forme à l'étranger. Toutefois, il ne faudrait pas s'apitoyer sur leur sort; il est vrai qu'ils ont renié le régime judéo-soviétique et ne peuvent plus réintégrer le parti qui châtie impitoyablement les « traîtres »; mais il ne faudrait pas oublier que ces « renégats » comprennent pour la plupart des criminels, des assassins et des bourreaux (ne citons que le célèbre tchékiste Agabekoff) qui se vantent même de leurs anciens « services »; il ne faudrait pas confondre ces « émigrés »-là avec les véritables émigrés russes qui mènent une existence misérable dans les pays leur ayant accordé l'hospitalité et qui, privés de tout bien-être, privés de leur patrie, souffrent un double supplice en voyant les représentants de tous les pays tendre la main aux bourreaux de l'infortunée Russie.

## CHAPITRE XVIII

## L'ANTISEMITISME EN RUSSIE

De 1917 à nos jours, toute l'œuvre des Judéo-communistes est poussée à préconiser une révolution mondiale, à allumer la lutte des classes, à proclamer la dictature du prolétariat (c'est-à-dire une dictature de la partie la moins civilisée de la population), à démoraliser l'armée, à dépraver les ouvriers par une propagande acharnée de doctrines absolument incompatibles avec les conditions d'une existence plus ou moins civilisée.

Pendant plusieurs années, l'Europe et l'Amérique avaient considéré le bolchevisme comme une maladie exclusivement russe ne courant aucun risque de se propager dans leurs pays ; mais peu à peu les esprits les plus perspicaces de l'Europe et de l'Amérique furent forcés à l'envisager plus sérieusement. D'ailleurs, nous voyons dans le courant de ces dernières années comment la III<sup>e</sup> Internationale gagne peu à peu les sympathies d'une certaine partie de la population non assagie encore par l'exemple de la Russie (dont, à vrai dire, elle ne connaît que ce que les Juifs, les communistes et les dirigeants du parti veulent bien lui raconter).

Dans les dernières années, lorsque toutes les personnalités officielles, à commencer par Mussolini et à finir par Lloyd George, se sont mises d'accord pour reconnaître au nom de leurs gouvernements des bourreaux et des espions qui sont qualifiés de représentants légitimes du peuple russe, le gouvernement judéo-communiste s'est enhardi et, sans plus se gêner, a dévoilé son jeu.

Ainsi, en 1924, le Juif Apfelbaum (Zinovieff), à ce moment président et dirigeant de la III<sup>e</sup> Internationale, publia le statut de celle-ci faisant connaître ses desseins et conquêtes. En 1926, Unschlicht, vice-président du conseil révolutionnaire de guerre, menaçait toute l'Europe d'une guerre; Leiba Bronstein (Trotzky) déclarait vouloir reconstruire toute l'Europe en Etats-Unis européens après la destruction par le pouvoir communiste de tous les Etats bourgeois de celle-ci.



Aussi n'est-il pas étonnant de constater depuis quelque temps dans tous les pays un certain courant d'antisémitisme.

On comprend par antisémitisme un mouvement qui naquit en Allemagne dans les trente dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle et qui s'était imposé la tâche de mener une lutte incessante tant par la parole que par les actes et les pensées contre l'oppression des Juifs dont l'influence, la puissance et le joug étaient ressentis déjà par les peuples!

Les Juifs et leurs satellites fidèles, les socialistes de tous les pays, suggèrent toujours à notre génération que l'antisémitisme était non une saine et sage conception du danger universel offert par le contact avec la tribu juive, mais une nouvelle invention diabolique de nos forces contemporaines hostiles au malheureux peuple d'Israël absolument innocent de tous les crimes qu'on veut lui imputer. En réalité, l'antisémitisme, sous la forme des rapports des peuples à l'égard des Juifs, est aussi vieux que le monde et surgissait périodiquement depuis les époques les plus anciennes de l'histoire, chaque fois que les Juifs inondaient de leur nombre une contrée et lui faisaient subir leur joug et leur oppression.

En prenant connaissance du livre de S. Lourié (*L'Antisémitisme à l'Epoque Ancienne*), nous concevrons indubitablement que toutes les légendes créées par les Juifs depuis les temps les plus reculés sur l'organisation d'un mouvement antisémite par les gouvernements de divers peuples ne sont que des mensonges; que l'antisémitisme paraissait partout où paraissaient les Juifs; enfin que toujours et partout les Juifs formaient dans chaque Etat qu'ils habitaient un Etat à eux (695).

Ce mouvement, sans porter encore le nom d'antisémitisme, se manifestait à travers les siècles par diverses mesures restreintes prises contre les Juifs par différents gouvernements pour protéger leurs peuples originaires de l'exploitation israélite, ces mesures comprenant des restrictions dans les droits de domicile, dans ceux de déplacements, l'établissement des « ghettos » et parfois même le bannissement des Juifs de certaines contrées comme ce fut le cas en Egypte sous le Pharaon Toutankamon; cette mesure fut aussi pratiquée dans bon nombre de pays d'Europe et d'Asie au courant des siècles suivants et jusqu'au XVII<sup>e</sup>, époque à laquelle les derniers bannissements de Juifs s'effectuèrent en Russie et en Allemagne.

Quant au peuple lui-même, lorsque le joug des Juifs lui devenait intolérable, il avait recours à des moyens plus barbares tels que des massacres ou pogromes qui, dans les pays où les Juifs sont le plus nombreux, continuent, hélas! jusqu'à nos jours.

En 1922, *la Vie des Nationalités*, journal paraissant à Moscou, publiait quelques chiffres réunis par le comité israélite sur les victimes des pogromes juifs sous le règne des Bolcheviks. Le nombre des Juifs tués dans ces pogromes atteignait le chiffre de 83.398. Les Juifs et



contredisent ensuite en fixant à 100.000 le nombre des Juifs tués et à 500.000 le nombre des Juifs ayant perdu leur avoir.

Ces chiffres, tout en demeurant peu véridiques, n'en certifient pas moins, par la propre bouche des Juifs, qu'en quatre années seulement de leur règne, de 1918 à 1922, les troubles antijuifs et les pogromes avaient emporté plus de victimes que dans le courant de toute l'histoire russe... Cela prouve donc indubitablement que les pogromes juifs en général ne sont que les conséquences inévitables du peuplement nombreux de tel ou tel pays par les Juifs qui y apportent leurs traits spécifiques!... Les années suivantes n'améliorèrent point les rapports du peuple originaire et des Juifs en Russie.

Ainsi, en automne 1922, une nouvelle vague de pogromes juifs déferla en Ukraine (417) et en décembre de nouveaux pogromes que les autorités locales ne purent maîtriser s'effectuèrent à Ekaterinoslaw, Elisabethgrad, Krementchoug, Alexandrie (501); des magasins juifs furent pillés à Ekaterinoslaw, des Juifs massacrés et assommés avec le concours des soldats rouges (497).

En 1923, des gardes-rouges effectuèrent un pogrome, au mois de février, à Koursk, tuant et blessant plus de 1.000 Juifs (539). A cette même époque, les journaux constatèrent que l'antisémitisme avait paru jusque dans les « rabfak » (facultés ouvrières de l'Université) où les étudiants considéraient « le youpin » comme l'auteur de tous les maux qui s'abattaient sur la Russie (545). Au mois de mars, des détachements de paysans armés produisirent un pogrome à Sviatouchyne (562); après quoi, les troubles antisémites se propagèrent partout, ce qui induisit le gouvernement soviétique à approuver le départ de Russie de 200.000 Juifs (tout en réservant à chacun le droit d'emporter 5.000 roubles-or!) et contraignit Dzerdjinsky à déclarer qu'il ne répondait point de la sûreté des habitants non russes (557)!... Au mois d'avril, en raison des bruits qui circulaient sur l'institution d'une république juive après la mort de Lénine, de nouveaux pogromes furent provoqués au Midi de la Russie (527) et suivis de nombreuses victimes juives. Ces informations étaient indirectement confirmées par des rumeurs venant de Russie sur un puissant mouvement antibolcheviste et antisémite qui s'y développait (597) et sur le passage par Riga et Reval de plusieurs groupements juifs se dirigeant vers la Palestine (597). En octobre, des troubles antijuifs éclatèrent à Moscou même; ils ne furent maîtrisés qu'avec l'aide des troupes du G.P.U. (754); en décembre, ces pogromes se répétèrent à Moscou et dans ses quartiers ouvriers, de même qu'en Ukraine où leur flot envahit une large étendue de villes (795) (1).

(1) Il est intéressant de mentionner la suspicion des Judéo-Bolcheviks à l'égard de l'antisémitisme : la *Pravda* prête attention au développement de l'antisémitisme dans les théâtres soviétiques.

Cette année fut particulièrement féconde en pogromes juifs qui éclatèrent par-ci et par-là : la patience du peuple commençait à s'épuiser ! Les pogromes commencèrent dès le mois de janvier (1).

En février, nous n'avons point de communiqués sur des cas particuliers de pogromes, mais nous possédons des informations générales sur l'état des esprits dans le peuple et parmi les Juifs.

L'alarme fut jetée parmi toute la juiverie et surtout en Ukraine; les Juifs fuyaient en masse des bourgs et des villages, se rendant dans les villes, et ceux du Midi envahissaient Moscou, ce « nouveau Jérusalem », dans l'espoir d'y trouver la protection des autorités (840). Des proclamations incitant aux pogromes étaient distribuées dans le département d'Iaroslavl; l'enquête établit qu'elles étaient imprimées par des imprimeurs d'un des ispolkoms (comité exécutif) communaux (841). L'antisémitisme s'était aussi profondément infiltré parmi les Jeunes communistes (8.375), l'armée rouge fut considérée comme un foyer dangereux de l'antisémitisme qui s'enracine jusque dans les corps « de désignation spéciale » (« Tchon ») (837).

Au mois de mars, la vague des pogromes grossit considérablement : les pogromes commencèrent dans le département de Poltava, sur la rive gauche du Dnieper, se propagèrent sur sa rive droite et passèrent plus loin au Midi et au sud-ouest; ils produisirent de nombreuses victimes parmi la population juive de douze chefs-lieux de district et d'une quantité de bourgs des départements de Kiew, de Podolsk et d'Odessa. La participation des soldats rouges aux pogromes rendit ceux-ci difficiles à réprimer. Les pogromes s'étendirent ensuite, d'un côté, dans les départements d'Ekaterinoslaw, de Zaporojk et sur le Don et, d'un autre, en Russie Blanche et dans les départements de Moguilew et de Smolensk. Dans certaines localités, la foule assaillait les gares et massacrait les Juifs. Dans la crainte de persécutions, quelques dizaines de milliers de Juifs se concentrèrent sur les frontières près de Khotine et de Moguilew-Podolsk, mais les Rou-

(1) Au moment d'une foire à Holta, la foule se précipita au secours d'un paysan arrêté par un milicien au cours d'une querelle avec un marchand juif; les assaillants se ruèrent sur la milice et effectuèrent ensuite un pogrome juif, pillant les boutiques des Juifs, en blessant treize et en tuant trois. A Olviopole, huit Juifs furent assommés à coups de bâton sur la place par la foule qui se précipita sur leurs boutiques et appartements; ce pogrome accompagné de cris et de menaces proférées à l'adresse des Bolcheviks et des Juifs entraîna plus d'une centaine de victimes juives et ne fut réprimé que par les armes après que les troupes du G. P. U. arrivées sur les lieux tuèrent 12 personnes dans la foule et en blessèrent un grand nombre (821). Dans les districts d'Elizabethgrad et de Pervomaïsk, des pogromes eurent lieu aussi, suivis de meurtres de communistes juifs et d'une forte propagande antijuive (823); les comités exécutifs des districts furent forcés par une prescription secrète du sovnarkom (conseil des commissaires du peuple) à rappeler tous les travailleurs soviétiques juifs employés dans les comités ruraux et communaux et à les remplacer par des chrétiens (823).

mains refusèrent de les accepter. Des communiqués juifs auxquels nous ne devons nous fier qu'avec précaution prétendent que 200.000 familles juives s'étaient réunies à cette époque sur la rive russe du Dniestr (?) (858). Mais, comme nous l'avons dit déjà, les pogromes juifs embrassant de vastes étendues (les départements de Kiew, de Podolie et d'Odessa) étaient difficiles à localiser soutenus qu'ils étaient par l'armée rouge. Songeant au salut de leurs coreligionnaires, les autorités judéo-soviétiques destituaient de leurs fonctions tous les Juifs occupant des emplois supérieurs dans les localités où sévissaient ces pogromes; elles rappelaient aussi tous les Juifs percepteurs d'impôts et dirigeaient vers le Midi des corps puissants du Tchou (troupes de désignation spéciale) (858). Prise de panique, la juiverie prenait ses jambes à son cou et décampait vers les frontières polonaise et roumaine, ainsi qu'à l'étranger (870). Mais le peuple les poursuivait jusque dans les trains transportant des réfugiés juifs.

Les mêmes événements continuèrent en avril : une affluence considérable de Juifs de Russie fut notée à Constantinople, où ils arrivaient en masse, les 10 % se dirigeant vers la Palestine et les 90 % demeurant en Turquie (898) dans l'attente des événements. De violents pogromes s'accrurent en Ukraine, d'où les Juifs fuyaient vers les frontières (893), ces pogromes se propageant plus loin par tout le Midi de la Russie, mais étant soigneusement tus par le pouvoir judéo-soviétique (896). L'antisémitisme croissait toujours dans l'armée rouge. Les milieux militaires étaient très excités par un scandale ayant eu lieu aux cours supérieurs militaires de Kiew où les « coursants » administrèrent une sévère correction à un de leurs camarades juifs ayant tenu un propos insultant à l'adresse du peuple russe. Comme les membres de la cellule communiste des cours avaient participé à l'affaire, on ne lui donna point suite quoique le commissaire politique de l'armée rouge eût exigé une sévère pénitence pour les coupables afin de mettre fin à tout développement de l'antisémitisme dans l'armée rouge (883).

Des pogromes éclatèrent en mai à Voznessensk, où il y eut plusieurs morts (S. W 35). (1). On aurait dit que dans certains endroits, les Juifs prenaient plaisir à harceler le peuple; ainsi, le directeur des moulins de l'Etat à Tchervensk, Nisnevitch, obligea les ouvriers, malgré leurs protestations véhémentes, à adopter le samedi pour jour férié (1.057) !...

Des communiqués sur la question juive dans la province du Littoral, en Sibérie, sont particulièrement caractéristiques. Avant la révolution, cette province ne possédait point de Juifs, qui y pénétrèrent

(1) En juin, les Juifs massacrèrent les Russes à Tiraspol (1); ce pogrome russe surpassa par sa férocité toutes les atrocités subies par le peuple russe et l'obligea à fuir n'importe où (971).

pendant la guerre fuyant à l'époque de l'offensive allemande de Pologne et de Galicie. Dès l'avènement du pouvoir soviétique et des dirigeants juifs, l'antisémitisme y naquit de lui-même! La population des villes et des villages, ouvriers, soldats rouges et matelots revenus des premières fumées révolutionnaires, se vit tout d'un coup environnée exclusivement par des Juifs... Son irritation s'accroît peu à peu et doit déferler à un moment propice en des formes terribles et féroces! Personne n'y engendre de propagande, personne n'y incite ce peuple aux pogromes (à quoi, d'ailleurs, les autorités judéo-soviétiques veillent rigoureusement), et pourtant une haine ardente gronde sourdement et menace d'éclater au moment venu! Ces informations sont transmises de Vladivostok au journal de Kharbine *Svet (La Lumière)* (625).

En Sibérie et en Extrême-Orient, le développement du communisme était tout naturel, vu les faits suivants :

Dans la province du Littoral, nous voyons le Juif Gamarnik, président du conseil exécutif départemental, le Juif Chychliannikoff, vice-président de ce comité, les Juifs Namzer et Neuman, exécuteurs principaux du G. P. U., les Juifs Khaït et Faïvichevitch, présidents du tribunal, le Juif Ivanorodsky, censeur général, les Juifs Lévine, Miller, Kroukovsky, directeurs du Vniechtorg (administration du commerce extérieur), le Juif Bannik, directeur de la banque, le Juif Ioffe, administrateur de l'Université, les Juifs Veïkhman et Guibman, présidents des Jeunesses communistes, enfin des Juifs partout et à toutes les fonctions! (976). Dans les environs de Vladivostok les autorités judéo-soviétiques procédèrent à l'expulsion de tous les Russes de leurs villas en les jetant simplement dehors et en leur déclarant en toutes lettres qu'ils « pouvaient vivre dans la rue! »; en même temps, les propriétaires juifs quoique appartenant aussi aux « bourgeois » ne furent point touchés et demeurèrent dans leurs villas (1.307)!!...

En 1925, une foule immense se précipita, à un signal donné, sur les boutiques appartenant en majorité à des Juifs et situées sur la place de Loubiansk, à Moscou, citadelle du pouvoir judéo-soviétique; le pillage ne fut réprimé qu'après l'arrivée d'un corps de cavalerie du G.P.U., qui évacua la place (1.407) et arrêta six cents personnes dont faisait partie un nombre dominant d'anciens soldats rouges (1.408).

En 1925, une commission de lutte contre l'antisémitisme fut formée en Russie, car, selon l'assurance du professeur Sarolea de l'Université d'Edimbourg (*Ce que J'ai vu en Russie*, Hachette 1925), la haine et l'animosité contre les Juifs augmentaient de jour en jour.

En 1926, l'antisémitisme paraissait tellement évident dans toute la Russie (1.434, 1.602, 1.687) que les autorités judéo-soviétiques ne pouvaient plus en cacher le fait et étaient contraintes à faire des déclarations publiques sur cette question (1.687); elles expliquaient ses

causes en alléguant l'héritage légué par l'époque Impériale et par celles de Denikine, de Petlioura, etc. (1.684). L'antisémitisme se manifestait le plus parmi les ouvriers (*Pravda*, 3-7-26) et le gouvernement faisait établir dans le code une loi châtiant la propagande antisémite.

L'antisémitisme s'empara même des membres du parti (1.596, 1.540, 1.680); le parti de l'opposition étant constitué exclusivement de Juifs, le groupe de Djougachwili-Rykwow s'efforça, selon les informations de la *Chicago Tribune*, à semer l'antisémitisme dans les masses ouvrières et paysannes (1.641). La propagande de l'antisémitisme dans le parti en arrivait à exiger la restauration contre les Juifs d'une « ligne de démarcation » (1.680)! Le même journal *Chicago Tribune* certifiait énergiquement que le parti communiste était devenu un parti antisémite et que, par leur politique, leurs autonomies nationales, l'extermination des intellectuels, la substitution d'une U.R.S.S. à la Russie, par leur colonisation enfin, les Juifs avaient contribué au développement d'un nationalisme russe et avaient rendu leur propre situation pire que jamais, préparant ainsi des pogromes inévitables pour l'avenir (1.628).

Avant la révolution, toute la Russie centrale où les Juifs n'étaient que bien rares ignorait absolument l'antisémitisme qui n'existait que dans les départements de la Petite-Russie et dans les provinces du Sud et du Nord-Ouest. Maintenant que les Juifs peuplaient en grand nombre tous les départements, la Russie entière comprit enfin ce qu'exécutait sur elle et sur sa population non juive le pouvoir judéo-soviétique; elle vit la part active que prenaient les Juifs dans la répression des troubles de tout genre, dans le pillage des églises et l'expropriation de ses trésors; aussi, le peuple en arriva à une déduction très juste que tout le mal venait par eux, et, prenant en considération que presque toute la juiverie russe faisait partie des communistes, il ne fit plus de différence entre les Juifs et les communistes, haïssant d'une même haine ardente les uns et les autres (S. W. 62). Le peuple ne pouvait demeurer aveugle devant l'évidence qui crevait les yeux; lorsqu'aux congrès communistes, les Juifs occupaient 93 places au lieu des 8-9 qui leur revenaient, conformément à leur nombre, et possédaient parmi ces 93 places 91 suffrages au lieu de 2; le peuple ne pouvait non plus rester indifférent au fait que, sur 100 délégués, 29 seulement, dont 20 Juifs, possédaient une instruction secondaire et que les deux tiers des congrès du parti étaient constitués de Juifs (626).

Les efforts de toute la population en Russie tentent à se débarrasser du pouvoir communiste et à le remplacer par un pouvoir national (613)!...

L'antisémitisme s'empare non seulement comme jadis des classes inférieures du peuple, mais de toute la population, ce qui rend la situation extrêmement dangereuse.

Les Juifs les plus prudents ou peut-être les plus enrichis émigrent depuis longtemps d'U.R.S.S. sous différents prétextes. En 1923, déjà, le comité central du parti examinait une déclaration de Enoukidzé, secrétaire du « sovnarkom », qui constatait que près de 7.000 communistes s'étaient rendus à l'étranger et ne semblaient pas prêts de revenir; ils étaient partis avec leurs familles et leurs parents et habitaient les pays où les Soviets n'étaient point reconnus afin de s'épargner toutes poursuites communistes. A ce rapport, le comité du parti décida de surveiller avec vigilance les départs des communistes et, dès le moindre doute, de s'emparer d'otages choisis parmi eux (568). En confirmation de cette constatation, des informations certifiées en cette même année à Bruxelles que chaque jour des trains comblés de Juifs de Russie traversaient cette ville; ces Juifs, avec femmes, enfants et familles, se dirigeaient vers l'Amérique pour y jouir de leurs richesses, l'existence leur paraissant peu sûre en Europe (763); selon des journaux allemands, 13.765 commissaires et spéculateurs constitués d'éléments criminels et appartenant exclusivement à la race juive étaient arrivés de Russie dans le courant du mois de mai 1923 et s'étaient installés à Berlin (647).

Il est vrai qu'en 1924 le fameux projet de Braguine sur la colonisation juive en Russie fut conçu et mis à exécution avec le concours de la juiverie mondiale, ce qui fit affluer en Russie des centaines de milliers de Juifs venant même de Palestine. Néanmoins ces colonisateurs qui fondent leurs espérances sur l'éternité du pouvoir judéo-soviétique et qui comptent se fixer définitivement en Russie n'entravent et n'atténuent aucunement la lutte de leurs dirigeants juifs qui, tout en ayant contribué dès le début de la révolution et pendant la guerre civile au désarroi et au pillage de la Russie, s'empresaient et s'empressent de la quitter aujourd'hui gavés de richesses pillées qu'ils emportent avec leur peau dans la crainte d'un juste courroux du peuple excédé!

En Ukraine il fut décidé de ne point nommer des commissaires juifs sans l'approbation préliminaire des communistes locaux (1.540), mais on révoqua la circulaire prescrivant de congédier les Juifs occupés à des travaux dans les localités en proie à l'antisémitisme car la population avait compris cette circulaire comme un mouvement antijuif émanant du pouvoir (1.651). A Moscou l'antisémitisme est propagé presque ouvertement parmi les membres du parti comme parmi la population et dans les établissements soviétiques de l'Etat. Le journal russe à Paris *Dni* (*Les Jours*) qui considère l'antisémitisme dans le parti communiste comme une des causes qui le déchirent nous apporte là-dessus des informations intéressantes. C'est ainsi que les conversations dans les milieux des employés soviétiques, aussitôt que les Juifs en sont absents, font preuve d'une pleine unanimité sur ce sujet et le mot « youpin » seul subsiste parmi eux; ce

tableau règne au centre, à Moscou, où l'antisémitisme n'avait jamais existé; le sujet des conversations tourne sur l'oppression juive; dans toutes les provinces, dans tous les établissements soviétiques, le Juif règne partout. L'antisémitisme se développe en Russie dans toutes les classes depuis l'armée rouge jusque parmi les pionniers rouges, ce que la *Pravda* même ne cache pas (1.879).

Vers l'automne de 1927, lorsque les Judéo-Bolcheviks, fous de rage après l'attentat de l'héroïque Kowérda, firent abattre sur la Russie un nouveau torrent d'implacable terreur, une recrudescence de l'antisémitisme fut signalée par tout le pays. Deux camps furent formés : celui de la population chrétienne et celui des Juifs avec les communistes. Tous deux se haïssaient et s'exterminaient mutuellement. La terreur se frappait à une contre-terreur. Un grand nombre de commissaires et de communistes éminents périrent par la main des insurgés, mais ces meurtres étaient soigneusement cachés par les Judéo-Bolcheviks à l'Europe et au peuple russe (1887).

Toutes ces esquisses résumées plus haut sur la vie en Russie sous le régime judéo-soviétique établissent bien clairement que le peuple russe s'est éveillé soudain et a trouvé les auteurs de ses maux, les destructeurs de son état; la haine envers les Juifs et les communistes grandit et se développe toujours. Il semblerait cependant que sous le règne des Judéo-Bolcheviks en Russie, sous le régime de la terreur qu'ils pratiquaient et qu'ils pratiquent toujours et dans les conditions morales et économiques auxquelles la population non juive de Russie est soumise tout en étant préalablement désarmée par les autorités juives, il semblerait donc, en prenant tout cela en considération, que des mouvements antijuifs et des pogromes soient inadmissibles? On peut juger de toute l'horreur de l'oppression juive, de toute la haine du peuple russe à l'égard des Juifs si, nonobstant toutes ces raisons, risquant sa vie et son avoir, la malheureuse population oublie les supplices terribles auxquels elle se vouait entre les mains féroces des tchékistes juifs et se soulève de temps en temps comme nous l'avons résumé contre le pouvoir juif en appliquant sur lui sa haine légitime et juste et en employant les pogromes comme unique moyen accessible de châtement! Et tous ces excès s'effectuent surtout depuis la consolidation du pouvoir par les Juifs, depuis la paix avec la Pologne et l'évacuation de la Crimée!...

## CHAPITRE XIX

## POSTFACE

Tout en infiltrant dans l'organisation de l'Etat en Russie le principe de sa dissémination par races et tout en y constituant dans ce but de nombreuses républiques soi-disant autonomes, les Judéo-Bolcheviks poursuivaient un dessein évident : ils croyaient qu'un émiettement pareil de la population les conduirait promptement à dominer cette dernière.

Quant à la situation intérieure en Russie, il semblerait qu'il n'est plus nécessaire de procéder à des déductions et à des conclusions sur les résultats que provoquèrent pour la Russie la domination et la tyrannie judéo-soviétiques. Tout les faits cités plus haut en disent assez par eux-mêmes. On pourrait, il est vrai, faire une déduction générale qui serait ainsi conçue : avec le concours empressé de traîtres russes, polonais, géorgiens, etc., et soutenus au début par la population et ses bas-fonds, les Juifs excitèrent savamment les plus bas instincts du peuple russe, le conduisant ensuite à la servitude par une dépravation morale, le froid, la famine et une terreur implacable. Ces Juifs réussirent à construire sur toute la superficie de la sixième partie de l'univers un cimetière immense dans l'enceinte duquel ils martyrisèrent 140 à 160.000.000 de leurs esclaves, ne s'arrêtant point pour consolider cette situation devant la destruction de millions d'êtres humains et la mutilation morale des enfants et des adolescents.

Les confirmations impartiales des étrangers et de quelques socialistes et communistes plus honnêtes prouvent que nous n'exagérons point. En 1922 déjà M. Clering, délégué des industriels américains, constatait que sous le régime bolcheviste la Russie se voyait condamnée à périr, tout stimulant de travail étant déraciné et toute foi perdue. Personne ne travaillait dans la certitude que ce qu'il gagnait aujourd'hui lui serait enlevé demain et des millions d'habitants ne vivaient qu'au jour le jour. En conséquence, la terre n'était point cultivée comme elle devait l'être; les fabriques ne marchaient plus,



les ouvriers ne travaillaient point et presque tous les habitants étaient devenus des spéculateurs. Ce n'était point une révolution qui avait eu lieu en Russie contre son Tsar ou le gouvernement de Celui-ci, mais une révolte contre tous les fondements humains. Le gouvernement communiste est dirigé par des Juifs, des hommes sans patrie, ni traditions, des « Juifs errants » pour lesquels les idéals chrétiens ne comptent point, des gens qui ne sont liés ni à la terre, ni à une existence établie depuis des siècles et qui, n'ayant rien à perdre, gagnent par conséquent dans chaque émeute (491).

Mme E. Goldmann, une Juive russe, présidente des anarchistes américains, expulsée en 1920 d'Amérique et accueillie fort solennellement en U. R. S. S. d'où elle réussit à s'échapper après deux années de séjour, nous conte dans son livre connu, *Mon Désenchantement en Russie*, qu'elle préférerait la plus sévère prison d'Amérique à la liberté de l'U. R. S. S.; car tout ce qui s'effectuait en Russie surpassait par son atrocité les pires horreurs sur terre, ces atrocités étant soigneusement parées de diverses devises alléchantes faites pour tromper les Russes (824). Le Bolchevik espagnol Pestania affirme que tout non-Bolchevik est privé du droit d'existence en U. R. S. S.; il sert de cible aux mitrailleuses, il est traqué comme une bête sauvage, condamné à mourir de faim et de froid, n'ayant droit ni à la nourriture ni aux vêtements! Le régime est plus atroce que n'importe quelle tyrannie ayant existé dans l'histoire et ses premières victimes sont les ouvriers (1.250). Enfin le correspondant du journal *Ontluk* écrit de son côté que la vie à Moscou rappelle un lépreux paré de beaux atours (S. W. 75). Remarquons que ces derniers renseignements se rapportent aux années 1924-1925. Dans le courant des années suivantes, la situation générale en U. R. S. S. s'aggrave toujours à cause du manque de ressources chez le gouvernement et un abattement plus grand de la population.

S'étant emparé du pouvoir et s'appropriant faussement le titre de gouvernement d'ouvriers et de paysans alors que le personnel des gouvernants ne comprend aucun ouvrier, aucun paysan (à l'exception de Rykoff et de Kalinine jouant le rôle de paravents), mais des Juifs et des Juifs avec un faible mélange d'autres mêtèques, le pouvoir arrogant judéo-soviétique a trompé et bafoué le peuple russe et continue à le faire actuellement.

Ce pouvoir avait promis la LIBERTE, tandis qu'en réalité la population n'ose souffler mot, est entourée d'espions, doit se méfier de tout, de ses propres enfants, de ses propres murs. Au lieu de la liberté, les prisons grouillent de détenus soumis à des supplices infernaux, fusillés par centaines et milliers dans les sous-sols de la Tchéka.

Les EGLISES sont transformées en clubs et cabarets, sous prétexte de liberté de conscience.

Il avait promis le PARTAGE des fortunes enlevées aux riches et en

réalité tous les biens de la Couronne et du fisc, tout l'or et les richesses du Trésor et des gens russes ont passé dans les poches profondes des Juifs et sont exportés déjà de Russie!

Il avait promis le POUVOIR, alors que non seulement tous les établissements sont comblés de Juifs et de galériens qui semblent des chefs bien plus sévères que les anciens commissaires de police, mais encore tous ces bandits narguent insolemment le peuple russe, demeurent sourds à ses prières et à ses besoins, le dépouillent de son avoir en prétextant divers impôts exorbitants et dilapident ses millions amassés par lui avec peine à l'entretien des Juifs et communistes de tout l'univers.

Il avait promis l'INSTRUCTION, alors que, chose inouïe, des enfants abandonnés, dont les parents ont péri de froid, de faim ou de la terreur, inondent par dizaines de milliers les villes et les villages, succombent de faim et de la syphilis, se dépravent moralement dans les écoles créées à cet effet par ces mêmes Juifs pour les séparer de leurs familles. Les femmes et les filles sont convoitées pour le rôle de prostituées. Pour détruire le foyer conjugal, des lois sont publiées préconisant les unions libres, les concubinages, la liberté des avortements (afin de réduire la population originaire russe).

Il avait promis la TERRE enlevée aux propriétaires, alors que dans toutes les provinces les meilleurs terrains sont distribués à des colons étrangers et que des colonies juives sont formées sur le sol natal de ce peuple russe confiné dans les toundras de la Sibérie, sur le sol qu'il hérite et que ses aïeux ont arrosé de leur sueur.

Il avait dit au peuple russe : « Pille ce que l'on t'a pillé ! » et lorsque celui-ci eut dévalisé et ruiné quiconque n'appartenait point à la classe ouvrière et paysanne, les Juifs dépouillèrent le peuple... Le peuple russe CREVE de faim, des épidémies, du chômage, les ouvriers ne gagnent que le tiers des salaires d'avant guerre, les paysans le tiers de leurs revenus antérieurs et les Judéo-Bolcheviks amènent de l'étranger des industriels, des commerçants et des milliers d'ouvriers de toutes les nationalités et les rétribuent avec une épouvantable prodigalité!

Les Juifs préconisent le COMMUNISME et le socialisme; ils récusent le droit de propriété pour la population tout en prêchant le contraire pour eux-mêmes et tout en DENUANT le peuple russe de toute sa prospérité antérieure.

Qui donc sont les maîtres suprêmes du régime judéo-soviétique?... Ne sont-ce pas des hommes portant des noms bien russes? Telle est l'opinion des gens ignorant complètement le rôle de ces dirigeants et leur passé. Afin de cacher à la population et aux étrangers leur jeu ignoble, tous les Juifs et métèques qui sont actuellement à la tête du pouvoir en Russie cachent leurs vrais noms prouvant clairement leur véritable origine sous des pseudonymes bien russes. Il suffirait de citer

ceux de Trotzky (Bronstein), Litvinoff (Finkelstein), Zinovieff (Apfelbaum), Kameneff (Rosenfeld), Boukharine (Rotstein), Voline (Liberman), Tomsy (Hanigberg), Iaroslavsky (Gouberman)... et bien d'autres encore dont le recensement prendrait trop de place ici. Ce sont tous des espions de l'Allemagne pendant la guerre ou des criminels condamnés par les tribunaux, des pipeurs, des brigands et des voleurs ayant fait maintes fois connaissance avec les prisons russes et étrangères. Et ces hommes sont aujourd'hui les seigneurs du peuple russe.

D'ailleurs, c'est pour que le peuple russe ne puisse trouver de chemin vers son Tsar et lui confier ses peines, c'est pour dénuier le peuple de tout espoir de délivrance, pour l'abandonner à son sort et le faire marcher sans aucune direction que le gouvernement judéo-soviétique fit assassiner sous le muet assentiment de toute l'Europe le Tsar Nicolas II et Sa Famille!

Quant au peuple russe, malgré son âme souillée et avilie par les Juifs, malgré la mentalité dépravée de sa jeune génération, il a su conserver en son cœur une force puissante et invincible malgré tous les efforts des communistes à la détruire. Cette force est la FOI. Et si tels sont les sentiments du peuple, le futur gouvernement légitime russe portera en ses mains une arme redoutable pour lutter contre la juiverie; cette arme s'appelle la CROIX. De même qu'à l'aube du moyen âge les croisés se soulevèrent sous l'insigne de la Croix pour délivrer les Lieux Saints tout le peuple russe devra entreprendre une croisade actuelle contre la juiverie! Le gouvernement légitime russe qui n'espère point l'intervention de l'étranger pourra alors dire aux Juifs : « Arrière! »

Et comme, en dehors de l'application d'une différente tactique, il ne subsiste aucune diversité entre les principes des communistes et des autres partis socialistes qui rejettent aussi bien l'idée de la religion, de la famille et de la propriété; comme les Juifs y remplissent aussi un rôle dominant et dirigeant — la Russie devra se libérer en même temps du reste de la bande socialiste, si le pays veut progresser en paix et en prospérité.

Cependant les Juifs possèdent un ardent défenseur en la Société des Nations. Cette institution baroque, fille de la liaison du théoricien Wilson (1) et de la vieille Europe, institution dénuée de toute autorité

(1) Pour connaître les raisons de l'avènement de M. Wilson à la présidence des Etats-Unis et les ordres auxquels il obéissait, nous devrions lire les Mémoires du « Colonel » Haus. Voici ce qu'écrivit ce dernier (un Juif, Mandel Haus) : « La tâche de trouver un président « conforme » fut confiée à la Banque « Kuhn, Loeb et Cie » dont l'associé principal était le banquier milliardaire juif Shiff. Cette banque avait financé le Japon en 1903-1904 ainsi que la révolution de 1905 en Russie et avait en plus accordé des subsides à Leiba Bronstein (Trotzky) en 1917. Deux Juifs, Warburg et Kahn, actionnaires de la banque, servaient de commissionnaires entré

s'occupe en ce moment de questions tout à fait secondaires. Au lieu d'élever la voix pour défendre les véritables persécutés, c'est-à-dire le Peuple Russe se débattant dans les affres de l'agonie sous le régime judéo-soviétique, cette Société est devenue l'avocate des Juifs et de leurs droits!

Il est vrai que l'effectif même de la Société des Nations constitue une parfaite garantie pour les Juifs que leurs intérêts et leurs actes trouveront pleine sympathie et un soutien empressé de ce côté! Ainsi en 1924 la Société des Nations comptait parmi ses membres Hymans, président de la délégation belge, Homel, représentant de la Hollande, Mantouks, directeur de la section politique, Haas, président de la section des chemins de fer, Weiss, représentant de la France, Stogman, celui de l'Espagne, Hungarden de Saint-Domingue, appartenant tous avec quelques autres encore à la race juive (975).

Toutefois, la protection de la Société des Nations n'est point jugée suffisante par les Juifs. La juiverie a encore recours à son moyen favori d'apitoyer tout l'univers sur son sort et de jouer le rôle de pauvres gens persécutés et absolument innocents.

Dans ce but, une « Ligue de Lutte contre l'Antisémitisme en Russie » fut instituée à Paris avec le concours des Juifs Bernstein, Goldstein, Silberstein, Natanson, etc., en collaboration avec les « Russes » Kouprine, Merejkowsky, Iablouovsky, Tchaïkowsky, Teslenko et d'autres (592).

Et la presse des émigrés russes, de ces hommes qui, malgré leurs cheveux blancs, se laissent prendre aux paroles apitoyantes et aux larmes de crocodile du premier Juif venu, se met à rédiger des épîtres contre « l'antisémitisme zoologique ». Au lieu de lancer un appel à la juiverie mondiale en lui indiquant les crimes des Juifs en Russie, le comité rédige des messages à la société russe sur les souffrances des « pauvres Juifs » en Russie!

Ces procédés semblent narguer la vérité. Aussi livrent-ils clairement les sources, les mobiles, les causes de la création de cette ligue et ses convoitises qui consistent dans le maintien de la domination des « pauvres Juifs » et de toutes leurs « conquêtes révolutionnaires » en Russie!...

cette dernière et Haus dans le choix d'un président; Warbourg en fit part lui-même au Sénat américain. Le choix de Haus tomba sur le gouverneur de l'Etat de New-Jersey, Wilson, qui fut élu et devint ainsi une marionnette entre les mains de Haus et de la juiverie mondiale. Les créateurs du traité de Versailles furent Wilson, Clemenceau et Lloyd George. Le premier était avenglément soumis à son « ami d'enfance » Haus (qui reconnaît néanmoins n'avoir connu Wilson qu'à son élection à la présidence), Clemenceau au banquier Mandel Rothschild et Lloyd George à son secrétaire Sassoun Rothschild. Par conséquent le traité de Versailles était après tout la Pœuvre du Juif Schiff!!! (1475).

## ANNEXE

## CHAPITRE PREMIER

L'ASSASSINAT DE LA FAMILLE IMPERIALE  
A EKATERINBOURG

Le sort tragique de la Famille Impériale était prédestiné d'avance.

En abdiquant, l'Empereur, par une lettre adressée au prince Lwoff, se vouait avec tous les siens à la protection du gouvernement provisoire. Mais le chef de ce vil gouvernement, le prince Lwoff, ne daigna même point visiter une seule fois les prisonniers. (Rapport du juge d'instruction Sokoloff à Paris). Le Soviet des députés exigeait l'exécution de la Famille Impériale... et comme c'étaient des Juifs qui dirigeaient cet établissement, nous devons constater que ce désir émanait exclusivement des Juifs; ceux-ci inspiraient habilement leurs sujets soumis et leur faisaient adopter cet acte comme la décision du conseil des députés.

Au lieu de soutenir le Souverain dans sa situation pénible, messieurs les Kerensky et le reste de ses acolytes de l'ancienne Douma tramèrent une vengeance de goujats : le 7 mars 1917 S. M. l'Impératrice fut mise en état d'arrestation à Tsarskoïe-Selo et le 8 mars l'Empereur subit le même sort au quartier général du front. Par la force de l'arrêté du 7 mars, l'infâme gouvernement provisoire décida de faire arrêter l'ex-Empereur et Son Epouse et de ramener à Tsarskoïe-Selo l'Empereur destitué. Par ordre de Kerensky, cet histrion de la révolution qui s'imaginait être un Marat, la garde de Tsarskoïe-Selo, respectueuse envers la Famille Impériale, fut remplacée par des gardes-rouges indisciplinés et grossiers qui firent de l'existence de la Famille Auguste un véritable enfer par leur surveillance incessante et les outrages qu'ils lui infligeaient. Quant à Kerensky, il arrivait

aux heures les plus indues à Tsarskoïe-Selo et exigeait, sous le prétexte de surveillance, de voir l'Empereur pour satisfaire, par une conduite aussi ignoble envers le Monarque prisonnier et impuissant, sa petite vanité mesquine et servile de goujat.

Par l'ordre de Kerensky la Famille Impériale fut transférée à Tobolsk, sous la surveillance de délégués du Soviet des ouvriers et soldats.

L'Empereur fut transféré à Tobolsk et non en Crimée, comme Il l'avait désiré, afin d'entraver toute possibilité de fuite. Il est vrai que le traître Kerensky assura que Tobolsk avait été choisi pour destination sous prétexte que des excès étaient à craindre contre le Souverain au Midi (Rapport de Sokoloff à Paris) (1.007).

Mais puisqu'on trouvait moyen de sauvegarder les vies précieuses de messieurs les membres du gouvernement provisoire, on aurait pu encore à cette époque nommer une escorte sûre pour protéger en route la Famille Impériale si cela était nécessaire.

Prenant exemple de leurs chefs les soldats chargés de surveiller la Famille Impériale lui imposaient outrages sur outrages.

Les gardes se mettaient à table, prenaient de leurs doigts sales la nourriture, s'appuyaient sur les coudes et bousculaient l'Empereur et l'Impératrice, tenaient des conversations indécentes, s'accoudaient à la chaise de l'Impératrice de manière à lui toucher le dos. Ils beuglaient à tue-tête des chants révolutionnaires, se mettaient à l'entrée des w.-c. en criant des mots obscènes dès que les Grandes-Duchesses y entraient. (Wilt., *Les derniers Jours des Romanoff*)

Complètement dénuée de tous ses privilèges extérieurs, toute la Famille Impériale fit preuve de toute la grandeur de son âme souveraine digne des sublimes martyrs chrétiens. En réponse aux grossièretés des soldats, la Famille entonnait le chant des Chérubins. La douceur, l'humilité, la piété et la simplicité du Souverain désarmèrent enfin complètement les gardes, ce qui força les Juifs à les remplacer continuellement par d'autres jusqu'à ce que presque tous les Russes en soient exclus (Wilton).

L'indigne gouvernement provisoire n'accordait aucune attention à la Famille Impériale et tout en nageant dans l'or du peuple, tout en donnant dans les palais des festins de Balthazar aux frais de l'Etat, tout en dilapidant la propriété personnelle de la Famille Impériale et vidant Ses caves, messieurs les Kerensky, Milioukoff, Liberman (Tchernoff) et le reste de la clique gouvernementale « oubliaient » parfois d'assigner des sommes pour l'entretien des Augustes Prisonniers, ce qui rendit leur situation si critique que le chef de la garde, Kobylinsky, s'en allait chercher dans la ville des provisions pour nourrir l'Empereur qui, tout en ayant abdiqué, était néanmoins l'ancien Souverain (Rapport de Sokoloff à Paris).

A Tobolsk, quand l'Empereur et Sa Famille se rendaient à la messe

sous l'escorte d'une chaîne de soldats, malgré l'heure matinale, beaucoup de gens se réunissaient et ôtaient respectueusement leurs chapeaux au passage des prisonniers...

Lorsque les Judéo-communistes privèrent l'Empereur de voir les soldats de Sa garde et de leur parler, ces derniers, au risque de perdre leur tête, se faufilaient la nuit dans Sa chambre et se traînaient à ses pieds implorant Son pardon (N. Sokoloff).

Le sort du Souverain et de Sa Famille tomba complètement entre les mains juives après que le lâche gouvernement provisoire avec Milioukoff et Kerensky, abandonnant tout et tous pour sauver leurs honteuses existences, s'esquivèrent à l'étranger.

Les Juifs s'aperçurent bientôt que le gouvernement provisoire (1) ne s'intéressait nullement à ce que deviendrait l'Empereur et obéissait en tout à ces mêmes Juifs; ils virent aussi que le sort du Tsar et de Sa Famille était indifférent à toute l'Europe; que l'Allemagne seule s'intéressait au sort du Monarque dans le but cupide de le voir signer le traité de Brest-Litowsk. Ce fut en vain que des représentants de l'état-major allemand arrivèrent à Tobolsk, car les Souverains leur déclarèrent : « Plutôt la mort que de devoir quelque chose aux Allemands ». Après quoi l'Europe les oublia définitivement (*Matin*, général Janin) (945) (2).

(1) Le vil gouvernement provisoire se permit encore une infamie : il ne publia point le dernier ordre du jour d'adieu de l'Empereur à Ses troupes. Voici ce document du 8 mars 1917 (N. 371), touchant par son calme, grandement instructif par sa dignité même à l'égard des auteurs de toute la tragédie : « C'est la dernière fois que Je M'adresse à vous, mes chères et bien-aimées armées. Après Mon abdication pour Moi et Mon Fils au Trône Russe, le pouvoir est transmis au gouvernement provisoire établi par le choix de la Douma. Puisse Dieu lui venir en aide pour conduire la Russie par le chemin de la gloire et de la prospérité! Puisse Dieu vous aider aussi, vaillantes armées, à défendre victorieusement la Patrie de notre cruel ennemi! Pendant deux ans et demi, vous exécutiez à toute heure votre devoir, vous enduriez de rudes privations; beaucoup de sang a coulé, beaucoup d'efforts ont été exécutés : l'heure est proche maintenant, quand la Russie liée toujours à ses vaillants alliés brisera par un seul effort commun la dernière résistance de l'ennemi. Cette guerre sans précédent doit être menée jusqu'à la victoire. Celui qui songe à une paix, qui la désire, n'est qu'un lâche, qu'un traître à la Patrie. Je sais que chaque soldat loyal le pense ainsi. Aussi, accomplissez votre devoir, défendez bravement votre grande Patrie, soumettez-vous au gouvernement provisoire, obéissez à vos chefs, souvenez-vous que chaque infraction aux règlements militaires n'est qu'un atout pour l'ennemi. Je crois fermement que votre amour immense pour notre grande Patrie n'est point éteint. Que le Seigneur vous bénisse et que saint Georges le Vainqueur vous donne la victoire! »

NICOLAS.

(2) Pour caractériser le portrait moral de toutes les puissances d'Europe et même des Alliés et de leurs représentants, nous ne pouvons passer sans intérêt un renseignement sur l'arrivée à Moscou d'un des assassins de la Famille Impériale, le commissaire de l'Intérieur Beloborodoff. Comme il s'apprêtait à faire une visite à tous les représentants étrangers à Moscou, le commissariat des Affaires étrangères craignant un scandale l'en dissuada énergiquement. Il n'écouta néanmoins point

Ils virent encore que le vrai peuple russe, quoique avec prudence et hésitation, exprimait sa sympathie au Tsar prisonnier, et ils comprirent que cette sympathie pouvait amener à des résultats imprévus.

Il est bien naturel que l'idée leur vint d'en finir avec le Monarque et les Siens.

Ils résolurent de destituer petit à petit le Tsar de tout l'univers, de forcer ainsi à l'oublier pour que tous les chemins vers Lui soient barrés et alors, après avoir préparé tout ce qu'il fallait, le tuer simplement...

Hormis les blessures morales qu'ils portaient quotidiennement à la Famille Impériale, les Judéo-communistes ordonnèrent le 12 février 1918 de réduire la nourriture des Prisonniers Augustes à la solde de soldat; le 10 mars, d'augmenter de sévérité et de surveillance, c'est-à-dire de donner plein pouvoir à la bande de chenapans dont se composait la garde. Le 20 avril, transférés à Ekaterinbourg, les Augustes Martyrs subirent, en arrivant, une minutieuse perquisition sur Leur propre Personne; le 21 avril, toute Leur suite fut éloignée. Et enfin, ayant enfermé la Famille Impériale à Ekaterinbourg dans la maison Ipatieff qu'ils entourèrent d'une double cloison épaisse, avec défense formelle à quiconque d'y approcher, les Juifs isolèrent ainsi complètement le Tsar de l'univers entier.

Et pourtant ils ne risquèrent pas au moment du meurtre d'en charger des Russes et confièrent cette besogne impie à leurs frères juifs prêts à tout ainsi qu'à des prisonniers austro-hongrois d'origine allemande qui remplacèrent quelques jours avant le crime les gardiens rouges.

Dans quelles conditions les Juifs accomplirent-ils donc le vil assassinat de la Famille Impériale à Ekaterinbourg et quelles en étaient les circonstances?

Pour étudier les brefs détails de cette question nous pouvons nous servir de la brochure russe « Ni pardonner, ni oublier » parue en 1925 et basée sur le rapport du juge d'instruction N. Sokoloff, dans son enquête relative à l'assassinat du Tsar (1). Ce rapport est encore complété par des extraits des *Derniers Jours des Romanof* (Robert Wilton, Kra 1923) et de *L'Assassinat de la Famille Impériale* (du général Dieterichs).

Le sort du Tsar et de Sa Famille était voué à l'arbitraire du Juif Sverdloff, président de l'ispolkom du Soviet des députés ouvriers et

ces conseils et se rendit à chaque ambassade. Après quoi... tous les représentants des puissances « civilisées » européennes s'empressèrent de rendre sa visite à l'assassin, le comte von Brockdorff-Rantzau, ambassadeur d'Allemagne, se présentant le premier!! (967).

(1) Il faut ajouter que les sieurs Lwoff, Milioukoff et Maklakoff, en exécution des ordres juifs sans doute, faisaient des pieds et des mains à Paris pour empêcher la publication du livre de N. Sokoloff (XII, 24 Ir.).



soldats de Moscou. C'est lui qui donna l'ordre de transférer l'Auguste Famille à Ekaterinbourg. C'est de lui aussi que dépendaient tous les ordres concernant les prisonniers.

Le rapport de l'enquête établit ce qui suit : « La surveillance générale des prisonniers fut confiée au président du comité régional Beloborodoff (ex-ouvrier à peine lettré, ayant pris part à plusieurs mutineries politiques, en somme le type complet du Bolchevik), à son adjoint Safaroff (un Juif de Kiew s'étant dérobé au service militaire, ayant fui en Suisse et s'y étant affilié à la bande de Lénine; il revint en Russie dans le « wagon plombé ») et enfin au commissaire militaire Golostchokine (Juif aussi, ami et protégé de Sverdloff, président du comité central exécutif de Moscou, ancien mécanicien dentaire déporté en Sibérie pour sa participation à une affaire politique et mis en liberté à l'époque de Kerensky). Le 4 juillet, le commandant Avdeïeff et son aide Mochkine furent remplacés par Iourovsky (Iankel), (Juif de Tomsk, né en 1878, ayant émigré en Amérique d'où il revint un peu avant la guerre. Protégé par le docteur Arapoff il fut enrôlé dès la déclaration de la guerre dans une école d'infirmiers et au lieu d'être expédié au front demeura en qualité d'infirmier dans un hôpital local; il n'eut jamais à se plaindre du régime Impérial; et pourtant il fut l'ennemi le plus féroce de la Famille Impériale) et Mikouline ayant commis des cruautés atroces au moment des nombreuses exécutions à Kamychine.

Un nouveau détachement de 10 à 12 hommes, composé d'Allemands et de Magyars, fut constitué à l'intérieur de la maison Ipatieff; cette garde eut pour chef Medvedeff (un ouvrier « conscient »). De plus, le commandant avait continuellement à ses ordres un certain Ermakoff (ex-forçat condamné au bagne à perpétuité pour des assassinats nombreux en Oural et sur les grandes routes; il fut mis en liberté par Kerensky et devint plus tard agent de la Tchéka locale).

Le 14 juillet 1918, après le retour de Golostchokine mandé à Moscou par Sverdloff, Beloborodoff réunit un conseil du présidium réduit du soviet général; ce conseil se composait de cinq membres : Beloborodoff, Safaroff, Golostchokine, un Letton Toupetoul (type du Letton sinistre, comprenant à peine le russe et votant toujours pour les mesures les plus cruelles) et le Juif Voïkoff (fils d'un infirmier d'usine ayant fui en Suisse pour se dérober au service militaire, revenu en Russie dans le « wagon plombé » avec la bande de Lénine. Il occupa l'emploi de commissaire d'approvisionnement, se sauva à Moscou après l'entrée de l'amiral Koltchak à Ekaterinbourg; entra ensuite dans la diplomatie et fut nommé ambassadeur des Soviets en Pologne où il fut tué en 1927). Le conciliabule du 14 juillet élaborait définitivement la résolution de massacrer la Famille Impériale, Golostchokine en ayant apporté de Moscou l'autorisation secrète de Sverdloff.

Selon les déclarations des témoins, voici ce que put recueillir M. Sokoloff : dans la nuit du 17 juillet alors que tous les détenus dormaient déjà, Iourovsky pénétra vers minuit dans la chambre de l'Empereur et Lé réveilla en lui disant qu'Ekaterinbourg était menacé par les troupes de Koltchak et que l'ordre était donné de transférer la Famille Impériale dans un lieu sûr. Lorsque tous furent prêts, Iourovsky, aidé de Medvedeff et de Mikouline, les conduisit dans la cour où un détachement spécial de soldats les attendait. C'est là que Iourovsky, prétextant le retard des automobiles, proposa d'attendre leur arrivée dans la pièce du coin du sous-sol. Accompagnée des mêmes personnages, la Famille Impériale y entra et avec Elle le docteur Botkine, la femme de chambre Demidowa, le valet de chambre Troupp et le cuisinier Kharitonoff.

La pièce en voûte occupait une surface de 4 m. 25 sur 3 m. 55; elle ne possédait qu'une fenêtre à barreaux, les murs étaient nus. L'Empereur ayant remarqué que le Prince Héritier ne pouvait rester debout, trois chaises furent apportées : l'Empereur prit place sur l'une d'elles, l'Impératrice entourée des grandes-duchesses s'installa sur la seconde, et le jeune Prince auprès duquel se tenait le docteur Botkine occupa la troisième; Demidowa chargée de coussins, Troupp et Kharitonoff se mirent dans un coin.

Un silence lugubre se prolongea pendant quelques minutes... Soudain le bruit d'une auto ralentissant son allure perça le calme. Iourovsky se tourna vers la porte et parut attendre... elle s'ouvrit... Ermakoff et un autre tchékiste (Kostoukhoff ou Khokriakoff) entrèrent suivis de sept hommes formant la nouvelle garde (on connaît parmi eux quatre noms : les Lettons Berzine, Liaks; le Magyar Varkhat et l'Allemand Lamer). En tout 12 bourreaux étaient réunis dans la pièce... Lorsque tous s'installèrent le long du mur, Iourovsky fit un pas vers l'Empereur, sortit un papier qu'il ne lut point, murmura vaguement qu'on voulait mettre en liberté quelqu'un, puis il prononça quelques mots sur la volonté du peuple et termina en disant que tous seraient fusillés. A ces mots l'Empereur se dressa sur sa chaise et demanda : « Quoi? Comment? — Voilà comment » répondit Iourovsky et, sortant un revolver, il en tira un coup à bout portant sur le Tsar, qui chancela et tomba... La mort avait été instantanée. L'Impératrice se précipita vers l'Empereur, les Grandes-Duchesses, glacées d'horreur, poussèrent un appel déchirant... Alors les bourreaux firent retentir leurs détonations, tous tiraient en hâte. L'Empereur, l'Impératrice, trois Grandes-Duchesses et le docteur Botkine furent tués sur le coup... Quant au Prince Héritier et à la Grande-Duchesse Anastasie, ils ne furent que blessés. Demidowa, cachée sous ses coussins, demeura sauve. Le jeune prince, couvert de sang, se traîna en criant vers son père... Iourovsky bondit sur lui et à bout portant lui envoya deux balles... Le prince se tut... La Grande-Du-

chesse Anastasie appelait et sanglotait convulsivement; deux des bourreaux se jetèrent sur Elle et l'achevèrent à coups de baïonnette. Ils agirent de même avec Demidowa.

Enfin, quand 11 cadavres jonchèrent le sol, les bourreaux enjambant des mares de sang se dirigèrent vers la sortie... Ermakoff, le plus familier au sang et aux crimes, se remit le premier et apporta bientôt des draps dans lesquels on enveloppa séparément les victimes qui furent chargées ensuite sur un camion...

Iourovsky, Kostoukhoff (ou Khokhriakoff) et trois hommes de la garde intérieure montèrent dans le camion... Le jour commençait à poindre...

Dès que le camion se mit en marche, ceux qui étaient demeurés sur le lieu du crime firent appeler la garde de la maison Popoff et se mirent à laver ensemble les murs et le plancher de la pièce; le sang y était si abondant qu'en se répandant il avait souillé le bas des murs et les corniches qu'on frotta avec du sable et des sciures.

Le matin du 17, la maison avait son aspect habituel et comme toujours des gardes se tenaient en faction autour...

Dans l'après-midi, Golostchokine, Sataroff, Voïkoff, Beloborodoff, Iourovsky et Ermakoff se réunirent dans un conseil et envoyèrent le soir à Moscou le télégramme suivant : « Transmettez à Sverdloff que toute la famille a subi le sort du chef. Officiellement elle aurait péri durant l'évacuation » (Signé : Beloborodoff).

Comme les corps avaient été jetés dans une mine aux environs d'Ekaterinbourg et enfouis là-bas, Golostchokine demeura mécontent de ce procédé, car Sverdloff lui avait donné des instructions pour que les cadavres soient cachés de manière à les rendre introuvables. On décida donc de les brûler et cette mission fut confiée à Golostchokine.

La 18<sup>e</sup> section de la mine fut entourée de gardes-rouges sous le prétexte d'exercice de tir; des camions y furent expédiés avec des barils de pétrole de benzine et de vitriol livrés par l'ordre de Voïkoff. D'après les suppositions du général Dieterichs, les corps auraient été premièrement décapités : les débris de chaînettes que les victimes portaient au cou, qui ont été retrouvées, gardent des marques de coupures, faites par une arme tranchante ou coupante. Pourtant aucune dent ne fut retrouvée dans les restes des bûchers. Les corps tout habillés furent tranchés en morceaux : on trouva des os calcinés avec des marques de coupures et des pierres précieuses fracassées. On avait érigé deux bûchers d'après les restes desquels on peut supposer que les corps de l'Empereur, de l'Impératrice, du Prince Héritier, des Grandes-Duchesses et de Botkine furent brûlés sur celui situé près de la mine et les corps de Demidowa, Troupp et Kharitonoff sur celui au pied d'un vieux bouleau.

Le 20 juillet, des affiches furent publiées à Moscou, annonçant qu'en raison de l'offensive des bandes tchécoslovaques sur Ekate-

rinbourg et d'une conspiration des contre-révolutionnaires, le Soviet de l'Oural avait décidé de fusiller l'Empereur, ce qui fut exécuté le 16 juillet ; « Sa femme et Son fils » étant (soi-disant) expédiés en lieu sûr (?) et que le présidium du comité exécutif central avait approuvé la décision du Soviet. Le 21 juillet cette déclaration parut à Ekaterinbourg ; on y ajoutait que « la famille était évacuée d'Ekaterinbourg dans l'intérêt d'assurer la tranquillité publique ».

Conformément au renseignement de M. Wilton cité dans ce même article, le comité central exécutif de Moscou ayant approuvé, sous la présidence de Sverdloff, la décision du Soviet de l'Oural, était composé de 62 membres dont 16 métèques, 41 Juifs et 5 Russes (ce sont : Lénine, Boukharine, Krylenko, Telieguine, Lounatcharsky). Quant au conseil des commissaires du peuple ayant admis ce crime, il se composait de 22 membres dont 2 métèques, 17 Juifs et 3 Russes (notamment Lénine, Tchitcherine et Lounatcharsky) (1).

Donc, d'après ce que nous venons de résumer, nous pouvons déduire que le crime fut conçu par le Juif Sverdloff, exécuté par des Juifs aussi et justifié par les organes centraux de Moscou où toute la direction se trouvait encore entre les mains juives ! Si, parmi les exécuteurs du verdict juif, on pouvait discerner quelques anciens galériens et scélérats russes, ils n'étaient point les représentants du peuple russe, mais des réfractaires, ne présentant que la lie du peuple et servant de docile instrument entre les mains adroites des Juifs ; ce n'est pas pour rien d'ailleurs que la garde des prisonniers composée de véritables ouvriers russes fut remplacée par des métèques.

Méditez un peu sur ce guet-apens conçu de longue date par les Juifs et construit sur les instructions du pouvoir central juif ; méditez un peu sur ce spectacle terrifiant de 30 mètres carrés contenant 11 victimes et 12 bourreaux ; pensez quelle vue offraient à ce moment ces faces juives et métèques d'assassins côte à côte avec leurs victimes ; représentez-vous qu'à deux pas de toute la Famille Impériale et à Ses yeux mêmes le Père et le Mari était lâchement assassiné. Méditez aussi sur la dernière pensée déchirante qui traversait la conscience du Père et du Mari et qui s'élevait vers le sort réservé à Son Epouse, à Son Fils, aux Jeunes Princesses... et vous comprendrez peut-être alors l'effroi inexprimable et terrifiant que durent subir en ces instants atroces tous les membres purs et innocents de la Famille Impériale enfermée dans ce cercueil en pierre.

Pourquoi donc cette mort atroce ? Mais tout simplement pour être demeuré fidèle à Sa Parole Impériale envers Ses Alliés, pour avoir

(1) Wilton s'est trompé ici : Tchitcherine est Arménien et Boukharine, Juif, — de son vrai nom Rotstein. En conséquence, parmi les 62 membres du comité exécutif, on ne comptait que 3 Russes et parmi les 22 membres du conseil des commissaires du peuple rien que 2 Russes (ce qui d'ailleurs n'est pas encore sûr, car on prétend que Lénine était de provenance juive).

conservé l'honneur et la dignité de la Russie qu'Il aimait par-dessus tout et qui progressait rapidement durant Son règne tout en se couvrant de gloire; il s'agissait pour les ennemis occultes de la Russie d'empêcher à tout prix le développement de celle-ci rendant son peuple invulnérable à la corruption de la propagande socialiste juive.

Comment ce crime fut-il possible? C'est clair. L'accord avec les « amis et alliés » était fait d'un côté par l'Empereur de toutes les Russies dont la parole Souveraine valait plus pour Lui et la Russie et était plus forte que des centaines de traités signés; de l'autre côté, se trouvaient les représentants des parlements, des partis, c'est-à-dire de la foule, de la rue — ne suivant ni la voix des traditions, ni celle de la conscience, ni de l'honneur et agissant exclusivement mus par des intérêts cupides du moment. Il est évident que les enjeux n'étaient pas moralement égaux... « Amis et alliés » favorisèrent la révolution russe et livrèrent l'Empereur, comme un auxiliaire dont ils n'avaient plus besoin, aux mains de la juiverie universelle.

En écartant l'Empereur et Sa Famille, symbole de l'unité de la Russie, les Juifs savaient ce qu'ils faisaient, poursuivant toujours les desseins de leur race. Mais tous les bons Russes aimant leur patrie doivent aussi connaître et savoir le rôle des Juifs dans le meurtre de la Famille Impériale.

Cela est inoubliable... impardonnable (1).

Le livre de M. Wilton (*Les Derniers Jours des Romanof*) contient la photographie d'une inscription juive gravée sur le mur de la pièce du sous-sol où s'effectua le meurtre. Cette inscription, faite en ancien hébreu par le moyen de signes cabalistiques, rendit tous les chercheurs perplexes. Pourtant des connaisseurs se trouvèrent — et le secret juif fut déchiffré. D'après l'assertion de M. Engel dans sa brochure *La Victoire* (Paris), l'inscription était faite par un moyen allégorique expliqué dans la « cabale » juive et signifiait ceci : « C'est ici que, par ordre des forces secrètes, le Tsar est sacrifié pour faciliter la destruction de l'Etat. Nous en informons tous les peuples. » En exposant ces mots insolents et victorieux sur le mur, les Juifs ne supposaient certainement point qu'ils pourraient être lus par quelqu'un à l'exception des connaisseurs de la « cabale »; *l'inscription désigne clairement que le meurtre fut conçu, élaboré et exécuté par les Juifs et leurs chefs et que le mobile de ce crime affreux était la conquête de la Russie par les Juifs et sa destruction complète.* Et cette œuvre diabolique restera à jamais impardonnable, inoubliable.

(1) Quelques assassins de la Famille Impériale ont subi déjà leur juste châtiement. Ainsi Iourovsky fut fait prisonnier en 1919 par les armées du général Wrangel et fusillé avec d'autres; Sverdloff mourut six mois après l'assassinat de l'Empereur des suites de coups reçus à un meeting d'ouvriers dans l'ancienne usine de Morosoff (Voyez les *Annales Russes*); Voïkoff fut exécuté en 1917, à Varsovie,

En l'honneur du meurtrier de la Famille Impériale, le Juif Sverdloff, la ville d'Ekaterinbourg fut rebaptisée en « Sverdlovsk » et par ordre de Moscou on y érigea un monument à l'assassin (619). Dans la maison d'Ipatieff où s'accomplit le crime, une « université communiste » fut fondée, la maison portant le nom de « maison de destination spéciale » et ayant été restaurée à l'extérieur (1.418)... A quoi s'attendrait-on des Juifs puisqu'un « Russe » (?) Kerensky, un soi-disant intellectuel, en qualité de personnage officiel, de chef d'un gouvernement abject, il est vrai, mais pourtant d'un gouvernement russe, prenait part à une fête organisée par les Juifs et la lie du peuple à Petrograd en mémoire du régicide du 1<sup>er</sup> mars 1881 (Winberg, *Le Rayon de Lumière*, n° 4). En 1926, les Juifs allouèrent une pension à tous les assassins survivants de l'Empereur Alexandre II (Jour. 26 12.204). Sur ce, les meurtriers de l'Empereur Nicolas II exigèrent aussi des récompenses (1.472).

L'assassinat de l'Empereur Nicolas II, de Sa Famille et de Ses serviteurs fidèles exécuté par l'ordre du pouvoir judéo-soviétique ne souleva en Europe aucun bruit, aucune excitation; il ne bouleversa point tous les esprits comme le fit l'assassinat d'un Italien quelconque Matteoti, d'un Juif Vorovsky, des anarchistes Sacco et Vanzetti.

Souvenons-nous de l'indignation des milieux quasi intellectuels (c'est-à-dire juifs et judéo-maçonniques) causée par le meurtre des Juifs Gerzenstein et Ioloss en 1905. Et pourquoi donc en était-ce ainsi? Mais tout simplement pour la raison que le meurtre des Juifs était à dessein grossi par la presse européenne et russe entièrement accaparée par les Juifs, dont le procédé favori consiste à faire beaucoup de bruit pour rien, à plus forte raison, si des intérêts juifs étaient atteints, alors que la tragédie d'Ekaterinbourg fut conçue et exécutée par les Juifs. On ne pourrait douter ici de l'existence d'une organisation générale dirigeant secrètement toute l'œuvre juive et composée des meneurs universels de la juiverie.

Après l'assassinat des Souverains, tout à l'orgueil de l'impunité de leur acte, les Juifs allèrent dès ce moment (juillet 1918) à grands pas vers l'asservissement complet de la Russie, et leur cruauté ne connut plus de bornes, tandis qu'ils se mirent avec zèle à constituer le paradis juif tout en dilapidant la Russie, transformée du pays richissime qu'elle était en un cimetière immense dans lequel se traînent exténués et harassés 140 millions d'esclaves. E. Goldmann (quoique juive aussi) certifie que les habitants des villes ont l'air de cadavres mouvants (824).

Lorsque tous ces actes de terreur dont nous avons cité des exemples

par un modeste héros, Boris Koverda: Khosané (un des gardes ayant pris part à l'exécution) se pendit à Kharbine (1.880).

réveillèrent enfin la conscience de l'Europe, les Juifs ne cessèrent pas leurs cruautés, mais eurent recours à une ruse, tout en augmentant la terreur. Les condamnés à mort, sous le prétexte d'être transférés dans une autre prison, étaient emmenés de leurs lieux de réclusion et tués en route, de manière qu'il n'en reste aucune trace. Si ces assassinats se produisaient dans les grandes villes, au fond des sous-sols des Tchékas, on faisait circuler dans la cour, pour étouffer les cris et le bruit des fusils déchargés, plusieurs moteurs d'automobiles.

Mais s'il est impossible de fixer au juste le nombre des martyrs assassinés, on peut toutefois certifier qu'il y en avait quelques millions (1). Ceci ne paraîtra pas exagéré si nous remarquons que par exemple à Kieff la terre d'un emplacement appelé « Jardin du Tsar » était tellement imbibée du sang des fusillés qu'elle exhalait des odeurs fétides; que les cadavres étaient si nombreux qu'on les tassait sans les compter; qu'à Odessa en 1920 et 1921 on arrêtait et on fusillait les premiers venus sur l'indication de gamins juifs (tchékiste juif Wikhimann); qu'à Salta, en 1921, la Tchéka fusilla en trois semaines 21.000 prisonniers.

Après l'assassinat de la Famille Impériale les Juifs arrêtaient à Alapaevsk la Sœur de l'Impératrice, la grande-duchesse Elisabeth, avec six autres Grands-Ducs (2) et, après des tortures et des outrages prolongés, les précipitèrent dans un puits de mine; qu'est-ce qui aurait donc pu, après ces terrifiantes cruautés, retenir les Juifs-Bolcheviks dans les souffrances qu'ils faisaient endurer à la malheureuse Russie?

La statistique du pouvoir judéo-soviétique certifie qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1922 la Tchéka avait exécuté au total 1.761.198 personnes. La commission instituée dans l'armée de Denikine et chargée d'examiner les cruautés bolchevistes établit que le nombre des victimes de 1918 et 1919 seulement surpasse de beaucoup le chiffre de la statistique bolcheviste embrassant toute la période de ces exécutions jusqu'à 1922 (1.076). Cela provient de ce qu'en plus des Tchékas il y avait aussi des tribunaux innombrables, différents commissaires et fonctionnaires qui avaient le droit de prononcer la peine de mort. Chaque compagnie militaire possédait fréquemment, pendant la guerre civile, son tribunal révolutionnaire (Denikine II). Aussi doit-on estimer le nombre des victimes des Judéo-Bolcheviks bien plus élevé que celui qu'ils reconnaissent. M. Melgounoff (*La Terreur rouge*) estime à 3.000.000 le chiffre des exécutions avant 1922. Si nous songeons aux horreurs de 1922 et des années suivantes jusqu'à celles de 1927 et plus tard, nous reconnaitrons alors que le chiffre des victimes du pouvoir communiste sur-

(1) Pendant la guerre, toute la Russie perdit 1.700.000 tués (1.022).

(2) Les grands-ducs Serge Mikhaïlovitch, Dmitri Constantinovitch, Jean, Igor et Constantin Constantinovitch et le comte Paley (fils du grand-duc Paul Alexandrovitch).

passé de beaucoup même celui qu'indique M. Melgounoff. Mais le nombre exact des martyrs de la terreur bolcheviste restera à jamais inconnu...

Toute l'insolence narquoise juive, toute la furie satanique et la préméditation de leur travail sur la destruction de la Russie et les crimes qu'ils y effectuent sont certifiés par les extraits de la presse juive que nous avons cités (1<sup>re</sup> partie) ainsi que par les déclarations et incitations d'un des meneurs bolcheviks (le célèbre Leïba Bronstein-Trotzky) qui disait en 1919 : « Nous rendrons nos cœurs durs comme des pierres pour qu'ils ne tressaillent point à la vue d'océans sanglants. Nous tuerons nos ennemis par centaines sans merci, ni pitié. Qu'il y en ait des milliers ! Qu'ils suffoquent dans leur propre sang ! » (*Journal La Commune du Nord*, n° 119).

Les repréailles les plus impitoyables, les confiscations et réquisitions les plus injustes sont permises aux commissaires. « Que des enfants innocents périssent, que des femmes crèvent de faim, que les paysans soient privés de semences pour leurs semailles futures ; que les larmes et les soupirs règnent dans les villages, mais que tout soit sacrifié à la gloire de l'armée rouge ! » (Tokio 1919). « Nous ne ferons pas de miséricorde aux ennemis du travail. Nous les précipiterons dans les égouts fangeux. » (*Le Journal Rouge*, 1919). « Je les obligerai à ramper à quatre pattes, et ils ramperont », haranguait insolemment Bronstein.

Et toutes ces menaces, toutes les prédictions des sages de Sion sont exécutées au centuple. La Russie suffoque dans son sang, car si les Tchékas sont abolies officiellement aujourd'hui, elles ont été recréées aussitôt sous le nom d'administration politique de l'Etat (G. P. U.) qui, avec toute ses succursales, continue avec encore moins de contrôle (si cela est possible) toujours la même œuvre... « La Russie meurt, la Russie est redescendue à l'époque des siècles avant le moyen âge, disait en 1924 le professeur Karlgrin, ex-Bolchevik ayant quitté la Russie en antibolchevik convaincu. » (1.053)... Et personne des Alliés ne s'en soucie !

Les Juifs, ces criminels universels, ces bandits qui s'attribuent le titre de gouvernement soviétique russe et qui ont trouvé aide et assistance chez les représentants de l'Angleterre, de la France et de l'Italie, jusqu'aux shake-hands des têtes couronnées, ces Juifs qui, en qualité de révolutionnaires, se cachaient dans tous les coins de l'étranger, avaient l'effronterie et l'audace d'accuser le Gouvernement Impérial Russe de cruauté envers les paysans et les prisonniers en exil, assurant qu'ils subissaient la peine de mort et le knout.

Ces gredins profitaient effrontément de l'ignorance de la société européenne sur les véritables usages en Russie et, comme des pipeurs habiles, ils escamotaient insolemment la vérité et lançaient leurs accusations.



Quant à la prétendue férocité du Gouvernement Impérial, il ne serait pas inutile de rappeler que, dans des pays aussi « civilisés » que l'Angleterre, la France, l'Amérique, tout meurtre est châtié de peine de mort, alors qu'en Russie la peine de mort n'existait que pour les crimes d'Etat. (Dans l'espace de vingt-cinq ans, il n'y a eu que 100 hommes d'exécutés, y compris les régicides).

Le fouet était appliqué aux paysans par les verdicts de leurs propres tribunaux (si cela arrivait par ordre du pouvoir administratif, on poursuivait ce dernier).

Les prisonniers exilés étaient privés de tous leurs droits (ce qui déplaisait surtout à messieurs les révolutionnaires juifs exilés); mais, comme nous venons de le dire, ils n'étaient jamais condamnés à la peine de mort.

Et c'est précisément les Juifs-Bolcheviks qui font emploi du knout administré aux femmes sur l'ordre du premier commissaire venu. Ce sont les Juifs qui fusillent, torturent et assassinent sans jugement, sur les verdicts d'ivrognes dépravés devant représenter le peuple et l'armée et faisant justice « d'après le droit de la conscience révolutionnaire », en exécutant des milliers d'innocents. Aussi ce n'est pas aux Juifs et aux Bolcheviks de répéter leur calomnie continuelle qu'acceptait crêdulement l'Europe (sans connaître l'histoire, les lois et les coutumes de la Russie) par la voix de sa presse asservie par les Juifs.

Mais la persévérance des Juifs dans la poursuite d'un désir est stupéfiante. Devant les yeux du monde apparaissent les récits de leurs actes en Russie que nous avons décrits comme des preuves de la haine terrible des Juifs contre les peuples chrétiens et contre le peuple orthodoxe russe particulièrement.

Le parti communiste et les partis socialistes de toutes catégories sont dirigés et présidés par des Juifs : les principes qu'ils prêchent ne sont qu'une simple formalité, qu'une phraséologie pour les faibles cerveaux chrétiens que ces Juifs veulent séduire pour s'emparer du pouvoir universel. Il a été clairement démontré qu'alors que la Russie était dirigée par ses Monarques légitimes (1), toute la presse juive, les avocats juifs, la jeunesse juive faisaient retentir à qui mieux mieux leurs vociférations pour obtenir des libertés politiques; et maintenant que les Juifs se sont saisis du pouvoir, toute la presse est étouffée sous leur joug; tous ceux que les Juifs trouvent indésirables sont déportés ou fusillés... De leurs propres déclarations et de leurs actes en Russie, on conçoit clairement leur cruauté infernale accompagnée du supplice de leurs victimes livrées aux pires souffrances sans le moindre tressaillement, sans la moindre pitié !!!

(1) Nous remarquerons ici que depuis l'époque des « Dékabristes », les prisonniers politiques détenus à la forteresse Pierre-et-Paul y recevaient les vivres de la table du chef de la forteresse; c'est-à-dire un dîner de cinq plats (1.401 Obol.).

## CHAPITRE II

QUELQUES RENSEIGNEMENTS SUR L'ANTISEMITISME DANS  
DIFFERENTS PAYS ET SUR SES MOYENS DE MANIFESTATION

Il est facile de discerner à divers indices une recrudescence de l'antisémitisme dans les Etats européens. Même le comte Reventlow put déclarer en Allemagne qu'une conférence internationale d'antisémitisme s'était tenue en Angleterre avec la participation des groupements antisémites allemands, français, polonais, tchécoslovaques et anglais. Examinons l'état de la question prise dans les divers pays européens.

## L'ALLEMAGNE

L'Allemagne est la mère de l'antisémitisme actuel qui y naquit dans les trente dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle. Tantôt accru et tantôt atténué il y conserva néanmoins son importance jusqu'à nos jours. Comme partout, non seulement les Juifs contribuèrent-ils à la révolution d'après guerre en Allemagne, mais ils y jouèrent un rôle important; quant aux Juifs enrichis dans le courant de la guerre, ils occupèrent aussitôt, par leur fortune, une situation dominante aussi bien dans la vie économique que politique. Cela attisa un peu les passions antisémites qui s'étaient apaisées au début de ce siècle sous l'influence de la presse juive, et les Allemands notaient au cours de ces dernières années un accroissement considérable des tendances antisémites dans le pays.

L'effectif de la délégation allemande à la conférence de Gênes donna déjà lieu à une interpellation au Reichstag car la délégation était constituée des Juifs Kremer, H. Bernhard, Ielfior, Boni, Deutsch, Hugenmeier, Goldschmidt, Wolff, Schwarz et Hagen, le ministre des Affaires étrangères étant en même temps le Juif Rathenau. Ce Juif déclarait publiquement que 300 personnes seulement se connaissant mutuellement dirigeaient le sort de l'Europe; ces Juifs allemands pou-

vaient en finir avec n'importe quel régime qui leur paraîtrait déraisonnable (?) (723).

S'étant emparés en Allemagne de presque toute la presse, de l'industrie et du commerce (Stinnes et d'autres), les Juifs se mirent à prêcher partout la lutte contre toute manifestation des sentiments nationaux et à étouffer par leur presse toutes les explosions de ces sentiments. Naturellement une pareille oppression juive dans une œuvre si importante pour l'Allemagne ne fit que provoquer des mécontentements parmi les patriotes. En 1922 déjà des murmures s'élevèrent contre la prépondérance des Juifs dans l'administration. Mais à cette époque la fumée révolutionnaire n'était pas encore dissipée; aussi, soutenus par la presse qu'ils dirigeaient, les Juifs conduisaient-ils bravement la défensive en indiquant que c'étaient précisément eux les chefs de la révolution. La devise « une révolution universelle de la jeunesse » fut conçue pour les jeunes juives au congrès israélite (de Bonnes); un mouvement national et par conséquent antisémite croissait à vue d'œil se manifestant par des pogromes, alors que la presse antisémite assurait que les Juifs avaient conduit la Russie au cannibalisme (375).

En 1923 les députés nationalistes invitèrent le ministre de l'Intérieur à faire un recensement des Juifs qui émigraient en Allemagne, à prendre des mesures pour entraver cette émigration et pour établir les véritables noms des Juifs habitant l'Allemagne.

Dans cette même année, des pogromes éclatèrent à Beiten : tous les passants étaient soumis à un examen dans le but de découvrir leur provenance juive; 600 membres de groupements nationalistes avaient pris part à cette enquête (742). En novembre des manifestations antisémites se déroulèrent à Berlin et lorsque les orateurs, membres du parlement, prononçaient le mot « juif » dans leurs discours, la foule hurlait « à mort », « à bas le gouvernement juif » (773). Des massacres juifs eurent lieu devant la Bourse et par toute la ville; ils étaient motivés par une spéculation juive sur les produits d'alimentation et les Juifs effrayés cherchaient un abri à l'intérieur de la Bourse (761). Dans ce même mois les nationalistes et les députés de la droite s'efforcèrent à organiser des pogromes juifs à Elberfeld et à Berlin, ce qui provoqua une fuite en masse des Juifs à Düsseldorf (766).

En 1924, la fraction ultra-nationaliste du Reichstag décida d'exiger la dissolution du Reichstag, le bannissement de tous les Juifs arrivés en Allemagne après août 1924 et la confiscation de tous leurs biens; quant au reste des Juifs, les nationalistes se proposaient de promulguer pour eux des lois spéciales. En même temps le général Lüdendorff se proposait de présenter au Reichstag un nouveau projet réduisant les droits juifs. Selon ce projet, chaque municipalité était censée tenir compte de tous les Juifs qui habitaient dans ses limites; on sous-entendait par Juifs tous ceux dont les ancêtres avaient appartenu en

1812 à la croyance de Moïse; interdiction formelle devait être faite à tous les Juifs étrangers d'entrer en Allemagne et ceux d'entre eux qui y habitaient déjà seraient tenus de quitter le pays dans un délai de 30 jours, tous leurs biens étant soumis à la confiscation; les Juifs allemands ne seraient pas admis à la profession d'avocat et les médecins juifs ne seraient autorisés qu'à soigner leurs coreligionnaires; les Juifs seraient obligés de fêter leur sabbat non le samedi, mais le dimanche; enfin, toujours selon ce projet, les Juifs reconnus coupables de haute trahison et d'incitation aux émeutes devraient être châtiés de la peine de mort par la potence.

On peut juger de la puissance concentrée entre les mains juives par le fait qu'à Berlin toute la presse russe, les éditions, les associations, les banques russes et les restaurants appartiennent à des Juifs qui essayent d'influencer ainsi la vie sociale et les opinions politiques des émigrés russes (600).

En novembre 1925 une bombe fut déposée à Leipzig à côté de la synagogue dans le but de détruire cette dernière (1.572).

Ces derniers temps (1.927) d'autres informations nous parviennent sur de nouvelles preuves de l'outrecuidance juive : les communistes juifs dirigés par Berman et ses employés pénétrèrent dans la salle où se tenait une réunion des députés de la droite. Outrés de cette insolence, les étudiants, en réponse, fustigèrent dans les rues les passants juifs et brisèrent les vitres de leurs boutiques (1.723).

Des troubles antisémites se produisirent à Harzbourg, ville d'eaux connue (1891); ils étaient provoqués par les membres du parti national socialiste ouvrier. Les nationalistes socialistes effectuèrent aussi plusieurs agressions sur les visiteurs juifs venus pour se soigner (1.891).

Enfin des troubles antisémites eurent lieu à Berlin en octobre 1930.

Le mouvement antisémite se propage de plus en plus dans toute l'Allemagne.

## L'AUTRICHE

Dans l'Autriche d'avant guerre les Juifs habitaient principalement la Galicie et les autres terres slaves où le gouvernement autrichien, en marâtre plutôt indifférente, tolérait leur oppression habituelle sur la population. Si, même avant la guerre, l'industrie et le commerce de l'Autriche se trouvaient presque entièrement concentrés entre les mains juives, on conçoit bien qu'après, s'étant enrichie dans tous les pays sur le ravitaillement de l'armée et sur les spéculations de bourse, la juiverie, et tout particulièrement celle de la Pologne et de Galicie, se soit emparée de toute la production, de tout le marché et par là de toute la vie économique autrichienne. Le chômage et le prix de la vie qui augmentaient toujours, la réduction de personnel dans divers éta-

blissements, toutes ces raisons enlevèrent aux citoyens leur équilibre économique, d'où une misère générale. Mais tout ce désarroi n'effleura point les Juifs; ceux-ci profitent jusqu'à présent de tous les privilèges du confort moderne et de tous les plaisirs; la presse entièrement assujettie aux Juifs est aussi exempte de tout besoin, le nombre des journaux juifs s'est accru alors que depuis 1923 la majorité des journaux chrétiens ne paraissent plus, vu leur situation financière très précaire. Toutes ces circonstances jointes à l'agressivité habituelle juive provoquèrent en Autriche le soulèvement d'une vague d'antisémitisme qui grossit à vue d'œil.

Le parti social-nationaliste lutte surtout contre l'oppression juive. Ce parti formé depuis longtemps n'a pris que dernièrement un caractère strictement antisémite; il est constitué en majorité par des étudiants quoiqu'un grand nombre d'ouvriers s'y inscrivent actuellement, organisant dans toutes les usines des cellules nationales pour recruter des adhérents. Le parti se prépare avec empressement à une lutte contre « les Juifs et les rouges »; il poursuit une propagande énergique en appelant le peuple à se débarrasser du joug juif et en distribuant force brochures et tracts antisoviétiques.

En mars 1923, lorsqu'un congrès des représentants juifs se réunit à Vienne pour protester contre les persécutions et contre l'accroissement des pogromes, les nationalistes réunis autour de la salle où siégeait le congrès s'efforcèrent d'y pénétrer; repoussés par la police, ils produisirent un massacre de Juifs dans les rues de la capitale (558). En avril des escarmouches eurent lieu entre les étudiants nationalistes et les Juifs (598). En novembre plusieurs groupements d'étudiants nationalistes firent irruption dans l'auditoire de l'Université à Vienne et rouèrent de coups les étudiants juifs (780), après quoi l'Université fut fermée (773). Le mois suivant, d'autres désordres eurent lieu: les étudiants poursuivaient leurs collègues juifs et juives et réclamaient l'établissement d'une norme pour les Juifs. L'Université fut encore une fois fermée (S. W. 8).

En 1925 les rapports mutuels s'empirèrent: au mois de mai tous les lycées, les écoles commerciales, les universités furent fermés pour cause de troubles entre les chrétiens et les Juifs (1223). Un congrès de sionistes se tint en août à Vienne: des patrouilles de cavalerie et d'infanterie se trouvaient en faction dans les quartiers juifs; la foule s'efforça de saccager les imprimeries juives; empêchée par la police, elle se livra à une manifestation antijuive et antigouvernementale au cours de laquelle des pierres furent lancées (1.231). Le *Journal* du 20 août constatait que 5.000 policiers à pied et 1.000 policiers à cheval étaient en garde à Vienne à cette époque pour détourner les pogromes juifs. En automne de la même année tous les journaux antijuifs furent de nouveau fermés à Vienne (1.292). Tout cela confirme une fois de plus nos constatations sur l'oppression israélite. En février 1927 une

nouvelle démonstration éclata parmi les étudiants qui réclamaient le bannissement d'Autriche de tous les Juifs étrangers et l'établissement dans les universités d'une norme d'admission pour les Israélites (1.732).

Nous apprenons des faits similaires jusqu'à aujourd'hui.

## LA HONGRIE

L'antisémitisme de jadis ne s'est point éteint; bien au contraire il s'accroît toujours. En 1922 il se fonda une société de « Hongrois régénérés » qui s'adonna aussitôt à une lutte contre les Juifs; elle soulignait l'influence funeste de ces derniers sur les affaires de la patrie, l'accaparement de propriétés immenses par eux et exigeait la fermeture des journaux judophiles (428). Dans les milieux des étudiants, l'antisémitisme ne mourait point non plus; les étudiants exigeaient une norme d'admission pour les Juifs et étaient soutenus dans leur requête par le ministre de l'Instruction publique (436). Dans la même année de 1923 des massacres juifs s'effectuèrent à l'université de Budapest. Les prétentions juives étaient reconnues par la presse qui s'indignait de l'assujettissement juif en citant comme exemple révoltant l'admission à l'université de la fille d'un riche fabricant juif, après que ce dernier eût menacé de congédier de sa fabrique tous les ouvriers chrétiens. Les journaux soulignaient aussi que pendant la guerre 10.000 Juifs seulement avaient péri en Hongrie sur 500.000 chrétiens morts pour la patrie (488).

En 1922, des massacres d'étudiants juifs se produisirent à l'université de Budapest (488). Le même spectacle se répéta à l'université de Debretchinsk d'où les étudiants juifs furent renvoyés; le mouvement antijuif prit parmi les étudiants des proportions si graves qu'on se proposa même de fermer toutes les universités hongroises (435). En 1923 des groupes de jeunes gens appréhendaient à Budapest tous les passants et vérifiaient leurs papiers; celui qui ne pouvait prouver sa chrétienté était battu; aussitôt que la police fit intervention, les jeunes gens organisèrent des démonstrations antijuives (743).

Dans la même année 1923, au mois de mars, au cours d'une fête nationale, la population de Budapest riposta aux attaques des journaux juifs par une démonstration antisémite et des pogromes (568). Toutefois les Juifs s'efforcèrent de faire appel à l'enfant de Wilson, la fameuse Société des Nations. Se reposant sur les Juifs qui la constituaient, les plaideurs se confondirent en doléances sur les restrictions du gouvernement hongrois quant à l'admission des Juifs aux universités; le gouvernement répondit froidement à l'interpellation de la Société des Nations que ces mesures de restriction se conformaient au pourcentage des Juifs parmi le reste de la population hongroise. La

Société des Nations n'eut rien à dire à cette réponse (1.335). Néanmoins cet épisode n'en demeure pas moins caractéristique pour certifier l'espoir que fondaient les Juifs sur l'intercession protectrice de la Société des Nations, cet espoir étant basé sur l'effectif de celle-ci en 1924.

La fin de l'année 1927 se signala par une série de désordres anti-juifs à Budapest; c'est ainsi que des bagarres éclatèrent en octobre dans tous les établissements d'enseignement entre les étudiants chrétiens et les Juifs (1.946); à Budapest, un groupe de manifestants criaient : « A bas les Juifs ! », « Vive la norme juive ! » (le pourcentage fixé pour l'admission des Juifs dans les universités) (F. 27.250); dans cette même ville une manifestation des étudiants de l'Ecole polytechnique (Rev. 27.319) (1.946) saccagea en novembre les bureaux des journaux juifs (1.946); les troubles étaient motivés par la proposition du gouvernement à rendre libre l'admission des Juifs dans les universités (1.949).

Le mouvement nationaliste croît visiblement en Hongrie et le peuple se rend compte peu à peu du rôle juif dans l'histoire actuelle.

### LA BAVIERE

Le revirement des sentiments patriotiques parmi les Allemands fut suivi d'un accroissement de l'antisémitisme. A Munich, le journal *Aufland Korrespondenz* s'occupe spécialement de lutte antijuive. Les Juifs ne demeurèrent point indifférents à ce mouvement et en 1923 déjà on remarque de nombreux départs de Bavière (524); de même en 1923, les Juifs, y compris de riches industriels, quittaient en masses villes et villages. L'antisémitisme se propage dans tous les niveaux du peuple. Beaucoup de Juifs furent expulsés de Bavière et principalement les Juifs de Russie.

On peut considérer en général la Bavière comme le pays le plus antisémite de l'Allemagne.

### LA TCHECOSLOVAQUIE

L'antisémitisme se propage assez faiblement dans ce pays. Toutefois en 1922 le Tchèque Mazanatz déclarait ce qui suit : « Il est bien étrange que l'on considère en Tchécoslovaquie comme un signe de bon ton toute remarque désobligeante et railleuse faite sur la religion catholique, son Eglise, son clergé, tandis que l'on se garde bien de parler des Juifs au risque d'être accusé de tendances réactionnaires. Néanmoins on ne pourrait omettre le mot « juif » en parlant de la conférence de Gènes, on ne pourrait entreprendre des relations avec la

Russie sans avoir toujours devant ses yeux et dans ses pensées le « Juif » (375).

En 1923 un député allemand fit part au parlement d'un nouveau projet de loi pour restreindre l'admission des Juifs dans les universités (781).

## LA ROUMANIE

L'animosité du peuple roumain envers les Juifs se fit voir de très longue date déjà. Ainsi, en 1922, les étudiants de Transylvanie réclamèrent la réduction du pourcentage de leurs camarades juifs; des échauffourées se produisirent dans les rues et se répercutèrent à Bucarest et à Jassy (495) où 2.000 étudiants organisèrent une réunion antisémite et saccagèrent rédactions et imprimeries des journaux juifs; ensuite de nouveaux désordres antijuifs éclatèrent dans les rues de Jassy (501). Les représentants de trois universités, après une longue délibération, publièrent un appel au peuple dans lequel les étudiants déclaraient qu'ils avaient été blessés dans leurs sentiments nationaux et religieux par les Juifs, qu'ils réclamaient l'établissement d'un pourcentage fixe pour l'admission des Juifs aux universités et l'obligation pour les étudiants en médecine juifs d'étudier sur des cadavres de Juifs et non sur ceux de chrétiens (502). Pour cause de troubles antijuifs tous les établissements d'enseignement supérieur furent fermés à la fin de 1922 (497).

L'année 1923 se signala par de nombreux pogromes. Comme l'effervescence antijuive durait toujours à l'université de Jassy et que les étudiants chrétiens réclamaient toujours l'établissement d'un pourcentage pour l'admission des Juifs, l'université fut provisoirement fermée en janvier et les meneurs de troubles en furent exclus (531); le calme ne se rétablissant point parmi les étudiants, toutes les trois universités furent fermées en février et les étudiants expulsés des communautés (548). Une réunion des étudiants de Bucarest à laquelle participaient les représentants de toutes les universités de Roumanie décida de résister toujours à l'admission des étudiants juifs et de quitter l'université sans subir d'examens si les autorités avaient recours à la force (568).

Ces mesures ne pouvaient toutefois résoudre la question. De leur côté, en face du mouvement antisémite ayant envahi toutes les provinces, les Juifs organisèrent leur congrès et y décidèrent que les arrêtés de la constitution dirigés contre les Juifs démentissaient l'obligation que celle-ci avait prise de protéger les minorités nationales et qu'il fallait par conséquent entreprendre une lutte énergique pour défendre les droits juifs (552). Au mois de mars, la foule saccagea les quartiers juifs; les Juifs ripostèrent par une attaque et il y eut une



soixantaine de blessés des deux côtés (534). Dans le même mois, des désordres antijuifs se répétèrent à l'université de Jassy (577). En avril, des pogromes se produisirent dans cette ville (586) et de nouveaux troubles antijuifs eurent lieu à Bucarest lors de la réouverture de l'université; les étudiants organisèrent une manifestation défilant dans les quartiers israélites et crachant sur les Juifs qu'ils rencontraient (599); dans le théâtre où jouait une troupe juive, des œufs pourris furent projetés sur les artistes, ce qui induisit la police à entourer les quartiers juifs de patrouilles renforcées (585). Au mois de mai, comme l'excitation antijuive ne cessait point, l'université de Jassy fut encore une fois fermée, le ministre de l'Instruction ayant déclaré que l'établissement d'un pourcentage fixe pour l'admission des Juifs était impossible en Roumanie conformément aux obligations diplomatiques prises par ce pays et au respect qu'il devait garder envers les prescriptions de la Société des Nations (625). En septembre, de nouveaux désordres recommencèrent à Jassy. Les étudiants assaillirent les quartiers juifs et saccagèrent magasins et habitations jusqu'à l'arrivée des troupes envoyées par le gouvernement contre les manifestants (705).

Un complot militaire des partis ultra-national et antisémite fut ensuite découvert : le mouvement devait commencer par un pogrome juif effectué dans le courant des fêtes israélites; cette conspiration était dirigée non seulement par des jeunes gens étudiants, mais jusque par des généraux du corps de l'armée (*Matin*) (725).

Les troubles continuèrent durant toute l'année 1924 et les pogromes furent si graves que l'état de siège dut même être proclamé à Bucarest; des pogromes eurent aussi lieu à Tchernovitz, en Sémi-gradie, en Transylvanie et en Moldavie.

En 1925, un flot de pogromes déferla dès le mois de janvier sur la Roumanie (1.122). La foule se précipita dans la synagogue principale du bourg Piatra et la saccagea; après quoi elle visita de même deux autres synagogues, les écoles juives et leur club (1.122). Pendant un cours à l'université de Jassy les étudiants organisèrent une manifestation contre leurs camarades juifs et les expulsèrent de la salle.

Les Juifs s'étant permis de publier dans un journal de Tchernovitz un article dans lequel Jésus-Christ était représenté en charlatan, en réponse à ce sacrilège révoltant, les étudiants de toutes les universités organisèrent des manifestations en signe d'indignation (F. 26.302).

En 1927 des étudiants nationalistes organisèrent de nouvelles démonstrations contre les Juifs et les Bolcheviks dans diverses villes universitaires, ce qui provoqua la déclaration du premier ministre Averesco, adressée aux recteurs des universités et les invitant à calmer l'effervescence des étudiants (F. 27.48). Néanmoins des désordres anti-

Juifs soulevés par des étudiants roumains continuaient toujours à Bucarest (1.706).

Vers la fin de 1927, un formidable pogrome accompagné d'atrocités éclata en Roumanie; en voici quelques faits :

Les étudiants roumains antisémites ayant voulu commémorer le 15<sup>e</sup> anniversaire de l'agitation antisémite en Roumanie, des réunions devaient se tenir dans tout le pays, suivies de manifestations. Mais le gouvernement interdit ces manifestations cependant qu'à Jassy elles se produisirent; les étudiants démolirent la synagogue et molestèrent les Juifs; la police put rétablir l'ordre après une heure d'efforts. Une quarantaine d'étudiants furent arrêtés (Rev. 27.343). A Grosswardein le congrès des étudiants et étudiantes se réunit sous la direction du professeur antisémite Cuza pour s'occuper de la question des Juifs, de l'action Rothermere et du conflit des optants. Pendant le congrès on fit soupçonner un homme nommé Sonnenfeld d'espionnage, on l'attaqua et on le tua d'un coup de poignard. Après le congrès, des manifestations eurent lieu dans les rues; plusieurs étalages furent brisés. Puis les membres du congrès attaquèrent l'hôtel du Parc et tuèrent son propriétaire d'un coup de poignard. Un garçon charcutier fut grièvement blessé. Les locaux de deux journaux hongrois furent saccagés. Une partie des congressistes retournèrent à Bucarest, les autres se rendirent à Marmarossziget (F. 27.287). L'aspect des quartiers dévastés par les étudiants rappelait celui des villes qui ont subi un bombardement; les vitres des magasins étaient cassées; les marchandises, les meubles étaient jetés pêle-mêle, la population en partie maltraitée et la plus grande partie ruinée.

Un nouveau revirement d'antisémitisme s'éleva en 1930 et les journaux nous apportent chaque jour des informations sur les excès des étudiants roumains contre les Juifs. Dernièrement (juillet 1930) un groupe de Juifs se réunit pour venir protester jusque auprès du Roi contre les persécutions antisémites en Roumanie.

## LA GRECE

Les informations sur ce pays ne sont que très brèves. En 1925 tous les Juifs furent exclus du syndicat des journalistes à Solouni et il fut proposé de leur interdire tout emploi dans les journaux (1.274). Par conséquent nous voyons ici à l'œuvre non les masses du peuple, mais la classe intellectuelle et principalement sa partie qui dirige l'opinion publique du pays. Evidemment l'antisémitisme mûrit aussi peu à peu en Grèce.

Cependant en 1924 lorsque les autorités prescrivirent à Salonique la fermeture obligatoire de tous les magasins pendant deux heures, les dimanches, le journal juif *Pro Israël* réclama la révocation de cet ordre

en menaçant de faire quitter Salonique aux Juifs si leur requête n'était prise en considération. En même temps toutes les organisations juives demandèrent protection aux millionnaires juifs à l'étranger. Venizelos (de peur) conseilla au gouvernement de céder et de prendre en considération les puissantes relations des Juifs dans les sphères diplomatiques et financières. En signe de protestation, le samedi suivant il n'y eut aucun service religieux dans aucune synagogue (966).

## LA POLOGNE

Comprise dans « la ligne de démarcation » des Juifs en Russie, la Pologne souffrait constamment du nombre excessif des Juifs. Mais lors du régime impérial en Russie les « intellectuels » polonais trouvaient bon et utile de flirter avec les Juifs et, ayant besoin de leurs capitaux, considéraient ceux-ci en « Polonais de la religion de Moïse ».

Aujourd'hui que, grâce à la Russie et à ses alliés, la Pologne est devenue un Etat indépendant muni d'une armée préparée et équipée par les efforts de l'ancien gouvernement russe, un Etat pourvu d'un cadre de fonctionnaires et d'hommes publics (car les Polonais étaient admis à travailler dans tous les anciens établissements russes, à étudier dans toutes les écoles, à occuper les postes les plus importants dans l'administration et dans l'armée), aujourd'hui seulement les Polonais, toujours patriotes, se demandent enfin si la Pologne actuelle est la république des Polonais seulement ou celle des divers citoyens qui la peuplent ?

Demeurant toujours, comme au début de leur histoire, altiers, tapageurs et criards, rêvant à jouer un rôle universel parfaitement immérité, puisque l'indépendance de la Pologne ne fut pas conquise par elle, mais lui fut accordée *par la Russie et l'Allemagne en récompense* de sa fidélité durant la guerre à chacune de ces puissances, les Polonais continuent à rêver à une « Grande Pologne » sans penser à une injonction intérieure de leur Etat et aggravent leurs rapports hostiles avec les minorités qui la peuplent en les irritant par des mesures prises à leur préjudice comme, par exemple, en persécutant la religion du peuple russe, en fermant les églises orthodoxes, etc. Dans l'ardeur de leur zèle les Polonais oublient cependant que tous les capitaux de la république sont détenus par la juiverie, qu'en somme leur république n'est économiquement qu'un fief juif (comme elle a d'ailleurs toujours été dans le courant de leur histoire) et, ne songeant plus à cela, ils poursuivent toujours leur jeu. Tout en concevant leur entière subordination à la juiverie, mais ne pouvant vaincre leurs traits nationaux, les Polonais, par leur majorité gouvernante, poursuivent leur lutte envers les autres populations, cette excitation mutuelle en arrivant à produire des bagarres dans les rues mêmes de Varsovie en 1923,

Non seulement les pogromes éclataient par-ci par-là en Pologne, mais encore de nombreux groupements étaient institués sous des désignations différentes, groupements qui, tous, ne poursuivaient qu'un seul but : la lutte contre la juiverie!

L'antisémitisme pénétra dans tous les milieux de la population polonaise.

C'est pourquoi le groupement nommé « Rosvoï » publia dans les villes lithuaniennes et dans celles de la Pologne orientale des affiches appelant la population à bannir les Juifs de Pologne; un soldat polonais, armé d'un balai et chassant d'une grange des rats portant des têtes juives était représenté sur les affiches. Le grand rabbin de la localité s'adressa au maire pour faire enlever ces affiches, mais elles demeurèrent toujours, et lorsqu'une foule juive se mit à les arracher des murs, un groupe des jeunesses polonaises dirigées par les membres du « Rosvoï » se précipita sur les Juifs et les frappa rudement; une panique se produisit parmi ces derniers au courant de laquelle plusieurs Juifs furent blessés (425). Dans la même année, 1922, à Lwow, tous les Juifs employés des postes furent destitués de leurs fonctions sur les réclamations du peuple (497), une campagne ardente fut entreprise aussi dans cette ville afin d'obtenir l'établissement d'une norme de 2 % pour l'admission des Juifs dans les universités.

En 1923 un groupement fut constitué à Cracovie, dont le but était d'étouffer le mouvement communiste en Pologne, plusieurs journaux juifs reçurent des lettres de menaces (627). Quelques étudiants furent arrêtés pour cette affaire, ce qui prouve indubitablement que l'antisémitisme pénètre aussi dans les milieux intellectuels. *Gazetta Poranna* établissait que plus de 500.000 Juifs étaient arrivés en Pologne de Russie, tous infectés du bolchevisme et offrant l'aspect d'éléments antigouvernementaux; le journal exigeait que tous ces Juifs soient expulsés aussitôt de Pologne afin de sauvegarder l'existence de celle-ci. Le journal *Gazeta Varschawska* retenait de son côté l'attention du gouvernement sur le danger qu'offraient à l'Etat polonais les masses juives affluant de Russie (533). Sans distinction de partis politiques tous les journaux polonais prévenaient le gouvernement sur la gravité de la situation et, au résultat de cette campagne, certaines mesures furent prises pour expulser les Juifs de Pologne (557). Une nouvelle vague d'antisémitisme s'abattit en 1923 aussi sur la Pologne, lors de l'exécution au pays des Soviets de Mgr Boutkevitch, évêque polonais. *Gazetta Poranna* comparait, sur un dessin, le peuple juif à un polype mondial que la Pologne allait combattre; les autres journaux nationalistes publièrent des articles indignés contre les communistes et les Juifs (588). A Cracovie une bombe fut lancée dans les locaux du syndicat des ouvriers juifs pour protester contre l'invasion des Juifs de Russie et pour indiquer le danger qu'elle présentait (562).

Mais voici un fait particulièrement intéressant : tout en concevant

parfaitement le danger pour la Pologne d'une affluence même provisoire des Juifs et tout en reconnaissant ces derniers indésirables à leur patrie, les Polonais entretiennent avec les Juifs une amitié étrange en ce qui concerne la Russie. Ainsi, le journal juif *Iudisch Daily Bulletin* certifie que l'accord judéo-polonais et le plan de colonisation de la Russie par les Juifs présentent deux côtés d'une même politique, soit la ruine de la Russie avec l'assentiment et le concours de la Pologne... (?)

En 1924 il fut décidé (335) par les étudiants de l'université de Varsovie de ne plus admettre d'étudiants juifs parmi les membres de la caisse mutuelle de secours (857); une bataille eut lieu au parlement polonais entre les Juifs et les nationalistes polonais qui blessèrent gravement un député juif (S. W. 57).

En même temps la fraction juive du Sénat et du Parlement adressa une pétition au ministre de l'Intérieur en y exigeant d'établir dans toutes les institutions officielles des provinces orientales polonaises, à côté des langues polonaise et ukrainienne, la langue juive (S. W. 54).

En janvier 1925 le Juif Steiger était accusé d'attentat sur le président de la Galicie. La juiverie usa (1.125) à cette occasion du même procédé employé jadis à Kiew pendant le procès du Juif Beïlis accusé de crime rituel, du meurtre de l'enfant Ioustchinsky; alors les Juifs de tout l'univers avaient soulevé un sabbat formidable, bavant des insultes et des calomnies sur la Russie et son gouvernement; lors du procès de Steiger la presse juive glapit sur tous les tons dans le monde entier, demeurant ainsi fidèle à sa méthode favorite qui consiste à soulever un tintamarre mondial pour chaque Juif appréhendé. Quand le tribunal de Lwow (pris d'effroi) acquitta Steiger, de graves troubles anti-juifs éclatèrent dans la ville; les Juifs étaient attaqués dans les rues (1.397).

Pendant cette année les rapports entre les Juifs et le gouvernement polonais se tendirent encore plus, et quoique les Juifs jouissent effectivement d'une liberté absolue (et non selon la constitution, sur papier seulement comme les autres nationalités), ils n'en ont toujours pas assez et exigent encore plus. Le fait est que, conformément à des ordres du Parlement, le gouvernement avait prescrit d'effectuer une revision des concessionnaires s'occupant de la vente d'objets monopolisés, mais la plupart de ces concessions se trouvaient réunies au pouvoir de la juiverie qui en possédait surtout dans la Galicie orientale et dans les villes de l'ancienne Pologne. Evidemment, trop habitués à maintenir les meilleurs morceaux, les Juifs ne pouvaient par conséquent se soumettre avec indifférence à l'ordre du gouvernement; aussi résolurent-ils de lui livrer combat et d'exiger la révocation de son arrêté. Ils en arrivèrent à faire de l'obstruction; tous les Juifs, membres du Parlement, des Chambres et du Sénat se mirent en grève... plutôt que de laisser verser de la lumière sur leurs opérations!... Le

représentant des groupements mondiaux juifs à la S. D. N., L. Wolff, arriva à Varsovie pour apaiser le conflit entre la juiverie et le gouvernement polonais dans le but, disait-il de « soulager » la situation des Juifs en Pologne » (1.229). Il serait utile de remarquer, ici, que M. Wolff était incorporé dans la S. D. N. en qualité de représentant des deux groupements juifs et anglais « Anglo Jewish Association » et « Jewish Board of Deputies » et du groupement français « Alliance Israélite Universelle » ; ces trois groupements avaient obtenu que leur représentant soit admis à la S. D. N. en représentant d'un peuple « opprimé » manquant d'appui et de protection!... Si ensuite on considère encore une fois l'effectif de la S. D. N., la conclusion est évidente et ne souffre point de commentaires!...

L'excitation antijuive persiste toujours en Pologne et se révèle à chaque fait insignifiant; lorsqu'un juge d'instruction, le Juif Stranzmann, permit par négligence au communiste Lechtchinsky (Laskovsky) de s'évader des locaux du Palais de Justice où il était détenu, des journaux suggérèrent de ne plus nommer des Juifs à remplir des fonctions judiciaires (1.349).

Les années 1925-1926 se sont écoulées plutôt dans le calme; on ne parla plus de pogromes quand, le 26 décembre 1927, un Juif nommé Dimante se précipita dans une église de Varsovie au moment de la messe et se mit à détruire l'autel, à briser les cierges en criant : « En voilà assez ! » La police eut grand-peine à le soustraire au courroux du peuple. Il déclara avoir agi sur les ordres d'un « groupement secret antipolonais juif » qui prétendait venger l'oppression des Juifs en Roumanie, cette vengeance devant être effectuée en Pologne; en même temps, il présenta des numéros d'un journal avec des articles conformes à son récit (Retch Pospolita) (2.008). Au début de 1928, indignés par la victoire des Juifs aux élections, les étudiants de Varsovie et de Lwow y organisèrent des manifestations antijuives, massacrant les Juifs et saccageant leurs boutiques. Plusieurs centaines de personnes furent arrêtées à cette occasion, ce qui prouve la gravité de l'émeute.

Il est clair que les passions se déchaînent; l'avenir montrera ce qu'il en résultera!

## DANTZIG

L'affluence des Juifs venus à Dantzig de tous les pays avoisinants, et principalement de la Russie soviétique, leur opulence, leurs efforts à occuper une situation dominante lors des élections au Sénat à la fin de 1923, toutes ces causes provoquèrent dans la population une forte hostilité envers les Juifs. Journallement des pancartes rouges étaient accrochées dans les rues de la ville représentant un Juif gros et gras,

au nez crochu et aux larges oreilles, qui conduisait narquoisement à la laisse un ouvrier allemand tout en loques; les mots suivants étaient inscrits sous la pancarte : « Ce déshonneur durera-t-il longtemps? »

### LA LETTONIE

En 1922 des troubles antijuifs éclatèrent en Lettonie; ils commencèrent par une agression des étudiants lettons sur des étudiants juifs qui furent expulsés des salles de cours à force de coups et de railleries. Après que la police eut dispersé les étudiants devant l'université, ceux-ci formèrent plusieurs groupes qui attaquaient les Juifs dans les rues centrales de Riga, les frappaient et les chassaient des cinémas et des théâtres; dans les rues tout passant qui ressemblait à un Juif était sommé de présenter son passeport (501). De leur côté, les Juifs déléguèrent leurs représentants chez le recteur de l'université en exigeant la constitution d'une commission chargée d'enquêter sur les désordres, de châtier les coupables et de prendre des mesures préventives (501).

Ces événements trouvèrent répercussion au parlement letton. En 1923, dans le courant des délibérations sur le statut de l'université, le ministre de l'Instruction reconnut la gravité des causes ayant provoqué l'effervescence des étudiants; ces causes étaient la surabondance des étudiants juifs dans les universités, disproportionnée au nombre général de leurs coreligionnaires et au chiffre de toute la population, l'opulence de ces mêmes Juifs leur permettant de consacrer beaucoup de temps aux études alors que la jeunesse lettone était forcée de gagner sa vie, enfin l'arrogance des étudiants juifs qui déclarèrent au cours d'une réunion « qu'ils ne craignaient rien, avec la Russie pour les protéger ». Les députés juifs ripostèrent au discours du ministre en préférant des menaces et en exigeant de combattre l'antisémitisme au nom des intérêts juifs et lettons (569). Dans la même année, en 1923, le club national à Riga organisa des manifestations enjoignant le peuple à boycotter les boutiques juives (585). A la fin de 1924, la commission juridique du Parlement discuta un projet de loi tendant à reconnaître le conseil national juif. Quoique heureusement ce projet fut rejeté, — le fait qu'il fut proposé et discuté n'en montre pas moins, néanmoins, l'outrecuidance de la juiverie et la forte influence qu'elle exerçait déjà, de même que l'abondance de causes pour la naissance du mouvement antisémite.

### LA LITHUANIE

En 1922 déjà, des appels et des proclamations étaient distribués

dans le pays appelant le gouvernement à réduire les droits des Juifs et le peuple à exterminer ces derniers, auxquels on attribuait la cause de la cherté générale de la vie; dans les villages et les bourgs, des orateurs menaient ouvertement une propagande antisémite (412). En 1923, la jeunesse de Kovno essaya d'organiser un pogrome des Juifs en commençant d'abord par briser les vitres et les enseignes des magasins juifs et en massacrant ensuite les Juifs (569). Les mêmes événements se répétèrent vers la fin de l'année dans la même ville (S.W. 3).

### LA FRANCE

En France, les Juifs ne constituent que 0,14 % de la population; dispersés partout et non concentrés dans une seule partie du pays, ils ne donnent aucun lieu à la naissance de l'antisémitisme dans les masses du peuple. Les ouvriers et les paysans français, tout en étant plus développés que ceux de l'Europe orientale, ne ressentent point les suites du séjour parmi eux d'un pourcentage minime des Juifs auxquels pourtant ils ne se soumettraient jamais — et souffrent leur présence sans les aimer. Ainsi nous voyons donc que les conditions économiques de la population française ne prêtent aucunement à de fortes manifestations antisémites dans le genre des pogromes.

Mais la conquête de la France par les Juifs a suivi un autre chemin venant d'en haut.

Si les Juifs occupent en Angleterre des postes éminents et importants dans l'administration, si en Allemagne les Juifs forment une majorité dans le gouvernement (la délégation allemande à la Conférence de Gênes ne contenait que des Juifs avec Rathenau à leur tête) — on n'y remarque pourtant point cette prépondérance qu'ils occupent en général dans les sphères administratives françaises prenant en surplus en considération le pourcentage des Juifs relativement au reste de la population : en France, ils ne constituent que 0,14 %, en Angleterre 0,1 %, en Allemagne 1 %. La presse juive se vante glorieusement que la participation des Juifs en France à la vie commerciale, politique et civilisée surpasse de beaucoup le pourcentage de la population juive. L'armée contient beaucoup de généraux juifs; les chefs de cabinet du ministère de la Guerre, les sous-chefs sont en majorité des Juifs; le procureur général, le président en chef du Tribunal de Paris en 1927, un des présidents de la Cour de cassation, un nombre incalculable de préfets, de sous-directeurs au ministère de la Justice, de contrôleurs en chef sont des Juifs; le ministre du Commerce, Bokanowsky, en était un aussi — tout en dirigeant l'industrie du minerai et tout en étant le propriétaire de tous les magasins textiles du pays; le



maire du Havre, les dirigeants de partis politiques, le chef de cabinet du ministre de l'Instruction en 1927, le président de la Ligue des Droits de l'Homme étaient aussi des Juifs; les chaires de l'Université sont remplies de Juifs; parmi les 47 professeurs à la Faculté de médecine, 18 sont des Juifs! A la Sorbonne, il y a deux Juifs; à l'Académie française, il y en a aussi.

Il suffit de citer les noms de Rothschild dans les Compagnies de Chemins de fer, Citroën et Lazare dans l'industrie automobile, Merthahl, dans le textile, Rosenthal (juif russe) dans les bijoux, enfin Bodenheimer, Hamberg, Finaly, Bader et combien d'autres encore.

Le journal juif qui cite tous ces noms et bien d'autres faits encore et qui certifie le prodigieux succès remporté en France par les Juifs ajoute aussi que ces derniers ne se soucient guère de soulever en France un intérêt pour la question juive et les intérêts juifs afin de ne point trop attirer l'attention générale sur la situation de la juiverie dans ce pays (Ul. Kelet) (1971). Aussi, toute conquise que soit la France par les Juifs, comme cet asservissement graduel est dirigé d'en haut, on n'y trouve pas encore d'antisémitisme évident parmi le peuple!...

## L'AFRIQUE FRANÇAISE

Avant l'annexion de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc à la France, l'existence des Juifs en Afrique du Nord était plutôt précaire et humiliante, accompagnée souvent de massacres périodiques. Aussitôt que les Français s'établirent en Afrique ils améliorèrent peu à peu par diverses mesures la situation des Juifs.

En 1924 de graves troubles antijuifs éclatèrent à Oran; l'émeute prouva indubitablement que la population algérienne se partageait en deux groupes bien définis: d'un côté se trouvaient les colonisateurs français et espagnols, de l'autre côté, les Juifs; l'antisémitisme ne s'était que provisoirement calmé mais n'avait point disparu! En Tunisie aussi la presse musulmane publiait toujours des articles menaçants et outrageants à l'égard des Juifs. Dans les villes du Maroc de nombreuses collisions avaient lieu entre les Arabes et les Juifs.

Pour les Russes, l'établissement des Juifs dans les colonies françaises est loin d'être sans intérêt: l'accès des Russes y est interdit durant les dernières années, mais... il s'y installe aussi sous le nom de « Russes » une quantité de Juifs de toutes professions; comme toujours, les criminels juifs ne sont jamais notés comme tels, et figurent sous tous les noms imaginables comme russes, polonais, roumains, etc., mais jamais comme Juifs... Et pourtant de ces criminels il y en a bon nombre (1.331).

## L'ANGLETERRE

Quoique un peu tard, l'antisémitisme se développe pourtant peu à peu en Angleterre. Les débats à la Chambre des Lords sur la politique en Palestine servirent de prétexte à une manifestation publique de l'antisémitisme. Le gouvernement britannique reçut de sévères reproches pour ses méthodes administratives et pour ses avances envers les sionistes; on lui indiqua que sur 700.000 habitants en Palestine l'on ne comptait que 80.000 Juifs dont la moitié y habitait depuis longtemps sans participer au mouvement sioniste, et c'est pour la seconde moitié, arrivée tout dernièrement d'Europe, que le gouvernement anglais avait dépensé jusqu'à un million de livres sterling et menait une politique préjudiciable aux intérêts arabes! Les orateurs soulignèrent aussi le droit de « souveraineté des nations » proclamé par Wilson et soutenu par l'Angleterre lorsqu'elle le trouvait avantageux pour elle (par exemple, lors de la révolution en Russie) et déclarèrent que la Palestine, comprenant 93 % d'Arabes parmi ses habitants, devait conséquemment posséder une administration arabe et non juive. Le gouvernement fut aussi sommé de répondre pourquoi les Juifs devaient être le plus favorisés par la politique anglaise...

Mais pour le moment, lorsque, par la vigueur des conditions actuelles, les sphères supérieures administratives demeurent toujours ouvertes aux messieurs Reading (1), Sassoon (Lévite) et aux autres comparses de Lloyd George, il serait impossible d'espérer un revirement décisif dans la politique anglaise à l'égard des Juifs. Cependant, sous l'impression de la propagande acharnée des agents du pouvoir judéo-soviétique moscouteira parmi les ouvriers anglais de même qu'aux Indes et en Egypte, l'opinion publique se réveille un peu et commence à concevoir le péril; et comme les agents les plus zélés de Moscou protégés par divers pseudonymes appartiennent en majorité à la juiverie, il est évident que le juste courroux du peuple se dirige petit à petit contre cette tribu...

Il est très caractéristique que tout en organisant le bien-être des Juifs en Palestine au détriment de celui des Arabes, tout en soutenant le régime juif et sa domination en Russie, l'Angleterre ne veut pas de Juifs chez elle!... Quand une députation de Juifs avec Rothschild à

(1) Le véritable nom de Reading est Isaac Rufus. En 1877, âgé de dix-sept ans, ce fonctionnaire ouvrait les portières aux portes des théâtres à Rio de Janeiro et recevait des pourboires; de là, il s'en fut à Londres où son père était armateur; il devient ensuite successivement petit homme d'affaires à la Bourse, matelot, avocat, reçoit le titre de sir, est nommé procureur général; envoyé en Amérique pendant la guerre, une fois celle-ci terminée, il est nommé, sur les instances de Lloyd George, vice-roi des Indes!!!... (1.525) (Nota).

leur tête au cours d'une audience au ministère de l'Intérieur demanda au ministère les opinions de l'Angleterre sur une immigration des Juifs dans ce pays, le ministre déclara que, pour protéger les intérêts du pays et prenant en considération plus d'un million de chômeurs, toute immigration était provisoirement suspendue; une exception pourrait seulement être faite si les autorités étaient convaincues (?) du profit qu'apporterait cette immigration à l'Etat... (1.139). Le *Times* écrivait de son côté qu'il était impossible pour l'Angleterre d'ouvrir ses portes à une nouvelle invasion d'immigrants juifs, leurs coutumes et leur mentalité étant trop différentes de la sienne (1.089)... Comme cela est bien anglais!

### LA PALESTINE

En 1918 l'Angleterre parvint à obtenir son « mandat » pour la Palestine et, tout en poursuivant comme d'habitude ses propres intérêts, c'est-à-dire la création d'un lien solide entre les Indes et l'Égypte et la protection du canal de Suez, elle sut simuler le prétexte de vouloir y créer un Etat juif devant servir de foyer national juif sous le drapeau du sionisme. Elle fut soutenue dans son œuvre, d'un côté, par les banquiers juifs de l'Amérique qui refusaient autrement de fournir des ressources à l'Entente pour continuer la guerre (1.618); d'un autre côté, elle fut aussi secondée par le gouvernement des États-Unis qui comptait sur un exode des Juifs d'Amérique pour la Palestine. Dans le courant de 1919, plus de 30.000 Juifs se rendirent en Palestine; ils venaient tous presque exclusivement de l'Europe orientale, de Russie, d'Autriche, de Roumanie, de Pologne. Il avait été estimé que de 17 millions de Juifs, 5 millions au moins s'établiraient en Palestine (1).

Avec la transmission à l'Angleterre du mandat sur la Palestine, la situation intérieure de cette dernière s'aggravait de plus en plus en raison de la politique juive de l'Angleterre. Celle-ci avait nommé pour commissaire suprême de la Palestine Herbert Samuel, Juif d'origine et de religion, et au surplus sioniste; des Juifs furent aussi nommés à tous les postes supérieurs de l'administration! Les colonies juives furent reconnues autonomes et la langue juive reconnue comme dialecte officiel à côté du dialecte arabe (1.792). Dans le corps judiciaire

(1) Un roi y était même proposé; c'était un Juif, sir J. Sassoon ou effectivement Levi Ludwig Lévitte, un richissime millionnaire provenant de l'entourage de Lloyd George. Le beau-frère de Rothschild, Albert Sassoon, avait été l'ami intime du roi Edouard VII qui appelait Arthur Sassoon « mon cher Arthur » les considérant tous deux comme ses cousins germains. En 1870, les deux Sassoon avaient été exclus d'un cercle allemand à Shanghai; leurs escroqueries prouvées par le tribunal et flétries publiquement ne leur firent aucun tort; en 1872, ils furent consacrés chevaliers et reçurent en 1890 le titre de baron (479).

le procureur général était un Juif, dans les tribunaux, parmi trois juges, deux étaient Juifs, toute la police ne comprenait presque exclusivement que des Juifs et ainsi de suite (1.609).

En 1918 une université juive fut inaugurée avec grande pompe; cette université fut ouverte en 1925 en présence « des savants de tout l'univers ». Mais elle ne comptait en tout que 150 étudiants et 3 professeurs dont deux n'étaient que de passage en Palestine (1.792).

En 1921 au congrès sioniste à Carlsbad un certain Zangwill déclarait que les Arabes de Palestine n'étaient que des esclaves et les Juifs leurs seigneurs légitimes. Kaplansky proposait d'exciter les pauvres contre les riches afin de combattre avec succès les Arabes; Jabotinsky exigeait la constitution en Palestine d'une armée juive pour soutenir le prestige des Juifs dans leur lutte contre les Arabes (*Morning Post*, 14 IX 21) (971). En 1926 le conseil national juif en Palestine réclama aux grandes puissances de lui autoriser la constitution d'un corps militaire juif pour protéger les frontières.

Pendant les premières années de leur immigration, les Juifs essayèrent de s'adonner à l'agriculture, mais en peu de temps, ce travail ne leur convint plus étant trop pénible pour eux; aussi l'abandonnèrent-ils bientôt en embrassant divers métiers et le commerce (1.792). Cependant le commerce ne leur réussit point non plus, la Palestine ne possédant ni industrie ni commerce développé, les ressources du fonds national juif se fondirent peu à peu et le gouvernement réduisit les travaux publics où les Juifs trouvaient jusqu'à présent du travail. C'est à ce moment que naquit le projet d'une colonisation juive en Russie, projet soutenu par les banquiers juifs en Amérique.

En 1922 déjà une grève générale se produisit pour protester contre l'invasion juive; des collisions eurent lieu entre les Arabes et les Juifs (375). Dans cette même année le congrès arabe proclama un boycottage de tous les produits juifs et proposa de fonder des coopératives dans toutes les villes afin de porter un coup au commerce juif; tous ceux qui refusaient de participer au boycottage seraient désapprouvés et portés au tableau (434). Les Arabes insistaient encore pour obtenir la révocation de la déclaration Balfour faite en 1917 par laquelle celui-ci promettait au nom de l'Angleterre d'organiser en Palestine un asile pour les Juifs. Le premier congrès du parti national arabe prit la décision de conserver la Palestine pour les Arabes et d'en chasser les Juifs en établissant à leur place un gouvernement local avec, pour langue officielle, l'arabe (772).

La situation privilégiée des Juifs induisit la population arabe dénuée de toute protection à des agressions contre leurs oppresseurs et, malgré l'intervention des troupes anglaises, la haine ardente des Arabes envers les Juifs se manifestait continuellement par des pogroms dont deux (à Jaffa et Jérusalem) furent très graves; sans le concours des troupes anglaises les colonies juives auraient été détruites. Le gouver-

nement anglais ne prenait en considération aucune protestation ni déclaration des Arabes (1.622). En 1923 déjà, en signe de protestation, les Arabes boycottèrent les élections au conseil législatif, conséquemment tous les Juifs y pénétrèrent, mais l'Angleterre reconnut les élections nulles et institua un comité délibératif provisoire (633). En 1926, le jour du nouvel an juif, un groupe d'Arabes armés attaqua les Juifs sortant de la synagogue et se mit à les battre; au cours de la bagarre trois Juifs furent tués et quatre grièvement blessés (1.617).

Pour comprendre l'inquiétude et les efforts des Arabes il faut se souvenir qu'en octobre 1923 on comptait 83.000 Juifs en Palestine; depuis la guerre il en était donc arrivé 38.000 venant en partie de Russie et de ses anciens dominions; l'accroissement du nombre des parasites entraîna des crises de chômage (1.143), car, tout en s'emparant de 70.000 hectares de terre, 18 % de Juifs seulement s'occupaient d'agriculture.

Quoique les rapports présentés à la S. D. N. montrent que la moitié des Juifs arrivant en Palestine la quittent aussitôt n'y trouvant rien à quoi appliquer leurs talents (S. W. 41) (ainsi en 1922 il y avait 8.128 arrivants juifs et 2.939 départs en 1923; 7.991 arrivées et 4.937 départs) (1.143), tout le long des dernières années les Arabes n'en continuent pas moins à protester avec véhémence contre l'immigration des Juifs en Palestine (1.269). On protesterait malgré soi devant l'arithmétique adaptée par l'Angleterre selon laquelle 83.000 Juifs possèdent autant de droits et même plus que la population originaire de 653.000 âmes!... (1).

Au surplus, les arrivants juifs se mirent dès le début à s'occuper de leurs desseins politiques; appartenant tous au parti socialiste et même comptant parmi eux pas mal de communistes, ils essayaient d'inoculer leurs théories dans la vie de toute la population; complètement incroyants et immoraux ils s'adonnèrent à la propagande de leurs doctrines et de leurs mœurs tout en considérant en parias la population originaire arabe (selon l'assertion de leurs propres écrivains juifs) et tout en s'efforçant d'instituer en Palestine « une oasis communiste dans le désert du capitalisme ».

(1) En parlant de l'Angleterre, on peut citer un exemple de son système tout personnel pour gérer les pays qui lui sont confiés par la S.D.N. Ainsi le représentant de La Haye, M. Belgard, proposa d'ouvrir une enquête sur les persécutions des Anglais contre les Hottentots en Afrique. Les Anglais ayant voulu percevoir un impôt sur les chiens, les indigènes s'y refusèrent, les chiens remplaçant pour eux les chevaux et considérés comme animaux domestiques. Aussitôt les Anglais expédièrent des détachements d'artillerie contre les malheureux nègres désarmés et exécutèrent des femmes et enfants absolument innocents (423). Et il n'y a personne pour flétrir un pareil procédé! Qu'il est loin des prétendues « cruautés du Régime Impérial Russe » que la presse juive s'acharnait à inventer à partir de la fin du siècle dernier!!! Et c'est cela qu'on appelle « civilisation » et « progrès »!!!

Cet état des choses, notamment la création en Palestine d'après le programme de la juiverie mondiale non d'un foyer familial juif, mais d'un centre communiste de propagande dans les Etats orientaux avoisinants afin d'ébranler la puissance coloniale de l'Europe avec l'Angleterre à sa tête, trouva l'appui et le concours du gouvernement juif en Russie qui secondait activement la colonisation sachant bien qu'il envoyait.

Les desseins réels de la juiverie en Palestine sont résumés dans le livre de l'avocat parisien, le Juif Eberline. « A la Veille de la Renaissance » : Le peuple juif n'aura enfin la Palestine qu'après la chute de l'impérialisme anglais qui doit être activement combattu; à cet effet il est indispensable d'organiser une coalition asiatique et une autre africaine! L'impérialisme britannique ne sera complètement vaincu que lorsqu'il sera destitué de ses colonies et de l'Orient, le centre de la production. La chute de l'impérialisme britannique entraînera celle des autres et le chemin d'une réorganisation sociale du monde sera largement ouvert. Le centre socialiste juif en Palestine devra jouer le premier rôle dans la propagation du socialisme en Asie et en Afrique.

Au congrès sioniste, en 1921, le Juif Kaplansky déclarait que les sionistes devaient obtenir l'appui du prolétariat britannique; la juiverie devrait profiter de l'état actuel chaotique en Europe pour exécuter ses desseins (*Morning Post*, 14 IX 21) (971).

En effet, en 1926, la Palestine devint d'un côté le centre du bolchevisme et de l'anarchie pour tout l'Orient; tous les fils du bolchevisme en Egypte et dans d'autres pays se déroulaient de là; la presse anglaise constata ce fait et le procès du complot bolcheviste en Egypte montra clairement que tous les accusés portés officiellement comme Egyptiens, Hongrois, Russes, Turcs, etc., étaient tous arrivés à différentes époques en Palestine en qualité de sionistes et, ayant échangé leurs passeports pour des passeports de Palestine, s'étaient dispersés « pour travailler » dans les pays voisins, le sionisme recouvrant de cette manière le véritable aspect des agents de la III<sup>e</sup> Internationale. D'un autre côté, les ouvriers juifs habitant la Palestine étaient pour la plupart communistes; avec la crise du chômage ils exigèrent de réduire de 20 % l'entretien du personnel dans les établissements sionistes et d'employer cet argent à aider les sans-travail; pour soutenir leurs réclamations ils organisèrent plusieurs grèves. Vers l'été de 1926 les immigrants qui arrivaient se virent sans issue; au surplus la famine approchait; aussi abandonnèrent-ils en masse leurs terres en se dirigeant de tous les côtés et en occupant principalement le Midi de la Russie...

En même temps les protestations arabes contre la politique anglaise en Palestine s'élevaient toujours plus fréquentes et fermes. On disait en 1924 que le Dey du Hedjaz (Etat arabe à côté de la Palestine), Hussein, avait déclaré que la fédération arabe ne pouvait être constituée que d'Etats arabes et que par conséquent un Etat juif n'y était

point admis; aussi la Palestine avec sa population arabe ne serait-elle pas un Etat juif, mais arabe, les Juifs y étant tolérés par complaisance et non de leur droit (864). En 1925 une délégation arabe informa le commissaire général de l'Angleterre Poolmer Plumer que la colonisation juive créait le chômage, propageait la révolution et le communisme, que l'admission de l'ancien hébreu comme langue officielle était outrageante pour les Arabes qui formaient 70 % de la population, que les Juifs occupaient toutes les charges administratives, qu'un cours d'eau servant à désaltérer tout un bourg arabe avait été tourné sur Jérusalem à l'usage des Juifs, que la législation se trouvait entre les mains d'un sioniste qui imposait des lois favorables exclusivement aux Juifs sans considérer les intérêts arabes, que les Juifs avaient institué à l'insu du gouvernement leur police, leur municipalité, leur poste, leur télégraphe, enfin un gouvernement dans le gouvernement (*Times*) (1.547). *L'Univers Israélite* insérait la déclaration faite par l'émir Asland au correspondant d'une agence juive. « La Syrie et la Palestine forment un pays, les Arabes de Palestine refusent de reconnaître ni la déclaration Balfour, ni le foyer juif en Palestine, ni les immigrants juifs qu'ils n'acceptent point. Ils veulent organiser un Etat réuni de la Palestine, la Syrie, le Liban et la Mésopotamie. Les Arabes sont partagés en trois groupes : l'un consent à un accord avec les Juifs, le second refuse tout accord et n'admet point l'immigration juive, le troisième admettrait un petit nombre de Juifs sans qu'ils forment jamais une majorité en Palestine. Les Arabes boycottent l'Angleterre, sa politique et le conseil national juif (1.376). »

En 1925, convaincue de l'inutilité de soutenir le sionisme en Palestine et des dépenses que cela entraînerait, l'Angleterre battit en retraite et destitua en premier lieu Samuel en nommant à sa place Lord Poolmer, un Anglais véridique; quelques mesures furent ensuite prises pour restreindre l'affluence des immigrants, notamment des gages de 500 livres, des garanties sur leur conduite, etc. La juiverie mondiale constata par la révocation de Samuel le brusque changement de la politique anglaise, et un congrès universel sioniste se réunit en 1925 à Vienne; il y fut déclaré que l'Angleterre avait trouvé possible de nommer Poolmer sans le consentement des groupements juifs, que cet acte avait permis aux Arabes de « relever la tête » et que les Juifs ne désirant nullement être des marionnettes entre les mains de l'Angleterre, celle-ci devait ou bien modifier sa nouvelle politique, ou bien les Juifs chercheraient d'autres moyens pour amener à bonne fin leurs desseins nationaux. C'est alors que les Juifs élaborèrent le plan d'instaurer une république autonome juive dans le Midi de la Russie.

L'immigration en Palestine revint à 8 millions de livres sterling aux sionistes; les 75 % de cette somme avaient été ramassés en Amérique; l'Angleterre avait dépensé de son côté pour « le foyer juif » jusqu'à 4 millions de livres sans compter les frais annuels d' « occu-

pation » qui s'élevaient à 750.000 livres sans lesquels, vu l'effervescence parmi les Arabes, la création d'un « foyer » aurait été impossible.

En 1929-1930 des troubles sanglants éclatèrent avec une nouvelle force en Palestine entre Arabes et Juifs; la presse mondiale s'apitoya sur le nombre des victimes juives et bon nombre d'Arabes furent sévèrement châtiés par les autorités anglaises.

Quel sera maintenant la destinée de la Palestine? Quel nouveau jeu l'Angleterre entreprendra-t-elle selon son habitude sur le compte des autres? On l'ignore encore, mais des bruits circulent sur divers projets qui décideraient du sort de la Palestine, sur de nouvelles terres réservées à la colonisation juive et enfin sur la transmission, par l'Angleterre, de son mandat pour la Palestine à l'Italie.

Vers la fin de 1927, des chômeurs juifs attaquèrent une colonie d'horticulteurs juifs qui employaient des Arabes pour des travaux dans leurs jardins; la police anglaise dut occuper la colonie; 15 Juifs furent blessés, 18 furent arrêtés (Rev. 27.349). Au début de 1928, le correspondant du *Daily Mail* au Caire dit que la Palestine est devenue le centre d'un mouvement communiste russe en vue de soulever l'Islam. Le premier but que se propose la propagande bolcheviste, dit-il, est la création d'une fédération judéo-arabe qui deviendrait la base de son action dans le Proche-Orient. D'autre part le parti communiste de Palestine cherche à gagner les organisations juives. La propagande communiste cherche à rallier les Arabes autour du projet suivant : le départ de toutes les troupes britanniques, l'union du peuple arabe et la proclamation d'une république arabe, la confiscation des terres au profit des paysans. Des agents arabes, syriens, juifs et égyptiens ont été envoyés de Moscou pour soutenir cette propagande (Rev. 28-12).

## YEMEN

En Yémen, au sud-ouest de l'Arabie, on compte jusqu'à un million de Juifs; ils s'y trouvent à l'état de parias, ne peuvent habiter que certains quartiers, sont appelés « chiens incroyants » et subissent de sévères restrictions. Parmi plusieurs interdictions qui les frappent, une est particulièrement originale : c'est l'interdiction aux Juifs de posséder des chevaux et de s'en servir (1.811).

## L'EGYPTE

Tout dernièrement encore l'antisémitisme n'existait point en Egypte; il y est un phénomène nouveau. Toutefois ici aussi l'antisémitisme fut imposé par les propres actes des Juifs et leur outrecuidance inaltérable. Ainsi, dans un cottage d'Alexandrie où étaient élevés



des enfants de la riche colonie catholique, quelques Juifs furent aussi admis. Vers la fin de mai, en 1925, l'un d'eux apporta en classe du pain azyme et en offrit au professeur; après que celui-ci l'eut refusé, ses élèves chrétiens lui demandèrent s'il était vrai que les Juifs se servaient de sang chrétien pour préparer leur pain azyme? Le professeur évita de répondre, mais, pour apaiser la dispute que soulevèrent les élèves, il fut obligé d'expliquer qu'en effet nous possédons quelques détails là-dessus dans la littérature et qu'à diverses époques, dans divers endroits, des procès avaient eu lieu à ce sujet. Les élèves juifs quittèrent aussitôt la classe et informèrent le rabbin de la localité sur la propagande de la « calomnie sanglante ». La commune juive exigea le renvoi du professeur, malgré les excuses que présenta le directeur qui dut prendre sa retraite. La campagne menée par la presse juive obligea néanmoins le professeur à quitter la ville. Alors les élèves chrétiens prirent son parti et exigèrent son retour sous menace de mise en grève. L'effervescence passa dans les milieux de la colonie catholique et des désordres eurent lieu un jour de fête devant l'église de l'école. Ce n'est qu'après que la promesse fut donnée de faire revenir le professeur et de ne plus admettre pour l'année prochaine d'écoliers juifs que la grève cessa.

Mais ce fait servit de prétexte à créer une organisation chrétienne pour combattre l'oppression juive; ce groupement se proposa même de publier un journal. Il est évident que la jeunesse des écoles dirigée par l'église ainsi que la colonie catholique plutôt liée étroitement offrent un immense obstacle à la juiverie pour accaparer entièrement le pays tout conquis que soit déjà, par les Juifs, sa vie économique; c'est fort justement que les Juifs désignent l'Égypte comme un paradis juif. Voilà pourquoi l'assaut principal de la juiverie insolente avait été dirigé sur la colonie chrétienne catholique (1.250).

Le mouvement communiste en Égypte est représenté et dirigé en majorité par des Juifs et des déserteurs de la Russie Impériale. On en compte plusieurs mille dans les villes égyptiennes. Dès le début des persécutions contre les communistes, les journaux égyptiens, mal informés sur la question, indiquaient continuellement les « Russes » comme les propagateurs du communisme et de la criminalité; mais lorsque ces « communistes russes » furent expulsés d'Égypte au nombre de trente-quatre, il apparut que deux seulement n'étaient point Juifs; parmi eux, l'un, expulsé pour délit criminel et l'autre déporté (comme on le sut après) par erreur (1.544).

## LA TURQUIE

Avant la guerre la Turquie ne connaissait guère l'antisémitisme. Mais depuis 1927 la presse et les discours du parlement turc consta-

tent le danger d'une subjugation juive. Dans ce but un projet est élaboré pour interdire aux Juifs de séjourner en Turquie centrale et de s'y occuper de commerce. Cette interdiction ayant d'ailleurs toujours été établie pour les Arméniens et les Grecs; contrairement aux Juifs ces derniers n'étaient point dispersés par toute la Turquie mais se groupaient tous dans certaines provinces seulement, ce qui les rendait moins sensibles à de semblables restrictions que les Juifs qui, par contre, en seront cruellement affectés (2.005).

### L'AMERIQUE

Comme partout et comme toujours, les Juifs qui jouissent en Amérique d'une pleine liberté y prêtèrent une attention particulière au commerce, à l'industrie et à la presse; ils s'emparèrent presque entièrement de cette dernière entretenue à leurs dépens. Cette presse docile permettait ainsi aux Juifs de tromper systématiquement l'opinion publique.

Constituant jusqu'à 50 % de la population de New-York (appelé souvent au lieu de New-York, Jew-York par les Américains), les Juifs s'y saisirent de toutes les branches les plus lucratives, de la vie financière et industrielle de l'Amérique; les banques, l'industrie métallurgique, les cinémas, toutes les professions libres, les agences, etc., sont concentrés entre les mains juives. Devenus, par ces procédés, les seigneurs des sphères financières et industrielles, les Juifs tournèrent leurs convoitises sur l'économie rurale dont le chiffre d'affaires annuel de 10 milliards tentait leur avidité. Tout en séduisant les fermiers en leur promettant l'appui de la puissante administration centrale des coopératives pour réaliser avantageusement les produits de l'économie rurale à la place des petites coopératives et banques foncières trop faibles pour le faire, tout en propageant cette idée dans la presse et travaillant sourdement contre les petites coopératives, les Juifs obtinrent enfin la bonne foi des fermiers américains, et, en moins de dix années, subjuguèrent complètement à leur pouvoir et à celui de leurs satellites les fermiers de 47 Etats et ceux de 17 autres, les plus prospères. Aujourd'hui toutes les opérations d'écoulement, notamment la fixation des prix, la distribution des marchés, l'élaboration des règlements de vente constituent la priorité exclusive de financiers appartenant tous à la race juive devenus dictateurs arbitraires sous le titre de « conseillers d'organisations coopératives » et comme tels (c'est-à-dire ne faisant soi-disant point partie de l'administration) étant inaccessibles à toute attaque dirigée par les fermiers. A la tête de tous ces Juifs, se trouve Aaron Chapiro, arrivé au bout de six années au grade de dictateur financier de 10 Etats et d'administrateur d'un groupement de 500.000 membres dépendant entièrement de lui.

Quoique les machinations juives fussent effectuées sous le prétexte de préserver les fermiers des catastrophes qui les menaçaient et du désarroi économique d'après guerre, la population commence peu à peu à concevoir ces balivernes et, une fois les premières fumées dissipées, elle peut juger, actuellement, ce qui lui vaut le secours salutaire des Juifs et pourquoi le producteur se voit plus dénué grâce à ce secours qu'avant la participation des Juifs à cette œuvre. Lorsque les coopératives locales étaient administrées par leurs membres et savaient s'arranger avec leurs propres ressources et les crédits de leurs banques locales (945). Comme résultat de la participation juive à l'économie rurale, il a été établi que, durant la période de 1920 à 1925, le prix des entreprises foncières s'est réduit de 17 milliards de dollars, le nombre des fermes de 11.700, la superficie du sol labouré de 31.000.000 d'ares et le bétail de 5.000.000 de têtes; jusqu'à 2.000.000 d'habitants quittèrent leurs villages durant cette époque et se rendirent dans les villes. On compte 500.000 départs semblables depuis 1925 à 1926 (F. 26 254).

Tout en se mêlant à toutes les affaires de la vie publique américaine, les Juifs surent conserver, grâce à la solidarité et à l'union étroite de leur race, leur propre indépendance. Ainsi, sans admettre personne, hormis leurs coreligionnaires, à se mêler des questions de leur propre religion, les Juifs prenaient de leur côté une grande part dans la lutte contre l'enseignement religieux dans les écoles en se servant d'adroites citations sur leur fidélité à la constitution qui interdisait cet enseignement. En même temps, les Juifs cachaient soigneusement le fait que toutes les villes où la population juive était nombreuse possédaient des écoles spéciales juives, Talmude Tora, pour enseigner à leurs enfants leur propre religion et pour les élever dans l'esprit des anciennes traditions israélites (1.266). Des organisations spéciales juives du type de Y. M. C. A., réservées exclusivement aux Juifs, furent créées dans toutes les grandes villes. Ces organisations possédaient leurs lois conjugales et étaient administrées, dans leurs rapports mutuels, selon des règlements particuliers, formant ainsi un Etat dans l'Etat et demeurant toujours les fidèles enfants d'Israël.

Les Juifs réussirent à obtenir en Amérique une jurisprudence spéciale pour débattre leurs affaires d'après leurs propres lois.

Admis au congrès de Versailles et demeurant inaltérablement attachés aux convoitises et aux desseins de leur race, les Juifs parvinrent à obtenir l'autorisation de posséder leur propre administration (le Kahal) pour satisfaire leurs désirs (H. Ford, *The International Jew*). Les Juifs furent admis à ce congrès sans doute sur les instances de Wilson entouré exclusivement de Juifs, son conseiller principal pour les affaires russes étant un Juif de Russie, Maer Gordon; c'est sur les suggestions de celui-ci que Wilson expédia le 11 mars 1918, par l'entremise du consul à Moscou, un télégramme adressé à Oulianoff (Lé-

nine et Co) et conçu en ces termes : « Le peuple américain se joint de tout son cœur au peuple russe dans l'effort de ce dernier à s'affranchir à jamais d'un gouvernement autocrate et à devenir l'administrateur de son existence. » (800).

L'entourage juif de Wilson ne dédaigna aucune calomnie, aucune insinuation pour les déverser sur le compte de la malheureuse Russie, semant par ces procédés le trouble dans l'esprit de l'opinion publique (1).

Malgré leur nombre considérable ou peut-être grâce à leurs succès et à leurs « conquêtes », les Juifs présentent un contraste frappant avec les autres émigrés du monde entier qui s'assimilent facilement à la population originaire et perdent déjà dans leur seconde génération tous leurs traits nationaux. Les Juifs, au contraire, et particulièrement ceux de Russie et de l'Europe orientale, ne se soumettent jamais, sauf de rares exceptions, à l'assimilation. Des quartiers entiers dans toutes les grandes villes d'Amérique sont peuplés de ces émigrés de Russie et de Pologne qui conservent leur langue, vivent à l'écart des autres et demeurent toujours fidèles à leurs coutumes et à leurs mœurs. Tout en profitant des droits et des privilèges de tous les citoyens américains, ils se considèrent invariablement comme Juifs. Ce sont eux qui soutiennent tous les groupements israélites dans le genre du « Joint » et secondent activement la colonisation de la Russie par les Juifs (1.634). Il y a quelque vingt-cinq à trente ans de cela, jamais l'antisémitisme ne se serait révélé en Amérique, mais actuellement le péril de l'assujettissement juif est clairement conçu.

New-York compte 1.700.000 Juifs, 20 théâtres israélites, des banques juives, des hôpitaux, etc. Des quartiers entiers sont envahis par les Juifs; les écoles municipales contiennent 360.000 enfants juifs (2.013).

Cet état de choses attira enfin l'attention du public; un revirement se produisit en Amérique, le bon exemple en étant donné par Ford, et, au lieu de l'indifférence antérieure de la société à l'égard de l'œuvre des agents bolchevistes juifs, il se constitua un groupe d'antisémites accru après les divulgations de Ford. Celui-ci, en indiquant le péril de l'invasion juive, constatait de plus que les « Soviets » institués en Russie par les Juifs n'étaient en somme que des Kahals israélites qui existaient partout où il y avait des Juifs; que le but du kahal était toujours la destruction de la société actuelle et de toute entente parmi

(1) Une commission spéciale nommée par le président Coolidge avait décidé d'inculper à l'affaire des concussions sur la société Sinclair et Dogany les collaborateurs de Wilson, le ministre de la Marine Denby, le ministre de l'Intérieur Foll, le ministre de la Guerre Harrison, le ministre de l'Intérieur (après Foll) Dein, le vice-ministre de l'Intérieur Carter, le procureur général Gregory et enfin le beau-frère de Wilson, Mac Adov, candidat à la présidence (S. W. 19). Une belle compagnie avec le président à sa tête...

elle; la création d'une domination absolue juive selon les programmes dûment élaborés et la transformation de chaque pays en un néant général après lequel les Juifs entreprendraient sa reconstitution... Ford ajoutait que ce système international juif opprimait l'univers, que les Juifs détenaient aujourd'hui la moitié des bénéfices commerciaux du globe terrestre tout en ne constituant que 1 % de toute la population, enfin que la force de la juiverie mondiale était soutenue par les Etats-Unis. Citant ensuite l'aveu du journal *Le Juif Américain* du 10 septembre 1920, affirmant que la révolution russe était l'œuvre des esprits juifs, du mécontentement juif, de la volonté juive et que les Juifs s'efforçaient de créer dans les autres pays la même situation qu'ils avaient créée en Russie, Ford ouvrit les yeux de la société américaine sur le péril juif et sur le fait que le bolchevisme n'était que le programme international des « Protocoles des Sages de Sion. »

D'autre part, l'Université d'Harvard proposa de réduire à 15 % le nombre des étudiants juifs. Ce chiffre n'était point trop atténué puisque les Juifs ne constituaient que de 1 à 2 % de la population d'Amérique et jouiraient par cet arrêté de dix fois plus de places qu'ils ne l'auraient mérité proportionnellement à leur nombre (les Juifs formaient jusqu'à présent 19 % de tous les étudiants des universités). Cette suggestion fut repoussée par le conseil de l'université... non pour la raison que 15 % semblaient trop peu à l'opinion insolente juive, mais parce que toute tentative de proportionner les sphères intellectuelles du peuple conformément à leurs nationalités était considérée comme réactionnaire (600). L'administration d'un hôtel à Boston refusa d'y recevoir une riche Juive de New-York et dans les villes d'eau de l'Etat de Massachusetts plusieurs hôtels n'acceptèrent plus de visiteurs juifs. Lorsque les Juifs organisèrent à ce sujet des meetings de protestation, les gérants des hôtels y répondirent aussitôt par des protestations en défense de leurs intérêts. Enfin c'est à Boston aussi qu'une synagogue fut lapidée (431).

Tous les faits que nous venons de citer se rapportent à l'année 1922 et ne sont que brefs et plutôt insignifiants. Mais pendant les toutes dernières années, l'invasion juive, de même que l'antisémitisme ont fait en Amérique des progrès formidables dus en grande partie à l'arrogance par trop évidente des agents judéo-bolchevistes moscovites pourvus de prodigieuses ressources, poursuivant une ardente propagande du communisme et dispersés dans le pays au nombre de 6.000. Le contingent dominant de ces agents est formé par les Juifs de diverses localités en collaboration avec ceux ayant émigré des autres pays.

La campagne de Ford a beaucoup contribué au développement de l'antisémitisme. Constatant tout le danger qu'offraient pour eux les suites de cette campagne, les Juifs tentèrent de gagner Ford à leur

cause par l'entremise de leur agente, la Juive Schwimer, mais cette tentative échoua et, ayant obtenu les preuves irréfutables sur l'asservissement de l'Amérique par les Juifs, Ford consacra sa fortune et ses forces à combattre la politique mondiale juive.

En 1925, l'antisémitisme fut inclus dans le programme du Klu-Klux-Klan, qui déclara une guerre impitoyable non seulement aux nègres et aux socialistes de toutes catégories, mais aux Juifs aussi. Il fut décidé de leur rendre désormais l'existence insupportable afin de les contraindre tous à quitter l'Amérique (1.331).

Après la rigoureuse condamnation de la juiverie mondiale qu'il prononça dans son livre, Ford fut victime en 1927 d'un grave accident d'automobile. Se trouvant seul au volant de sa voiture sur une route isolée, il entendit une autre voiture venir derrière lui; celle-ci heurta rudement l'automobile de Ford et ce dernier fut renversé sur le bord de la route où des passants le trouvèrent inanimé alors que les auteurs de l'accident avaient disparu. Les journaux racontèrent la mésaventure de Ford et ajoutèrent ensuite qu'il avait repris connaissance, mais souffrait d'une forte contusion. Soudain, au milieu de 1927, un communiqué apparut sur Ford signalant « l'abdication » de ce dernier à toutes ses « erreurs antisémites » et son admiration devant les nombreuses vertus de la race juive. Voici ce qui fut publié dans *La Gazette de Lausanne* (17-7-27) :

« M. Lewis Marshal, président du Comité judéo-américain, a publié le 8 juillet une déclaration dans laquelle il raconte avoir reçu peu de jours auparavant deux personnes déléguées par Ford pour exprimer les regrets de ce dernier des attaques antisémites insérées dans le *Dearborn Independant*. Au dire des délégués, Henry Ford n'aurait pas eu connaissance de ces articles et serait victime de l'éditeur du journal en question. M. Marshal répondit que les accusations du *Dearborn Independant* avaient blessé au vif les Juifs d'Amérique et exigea que Ford lui adressât une déclaration autographe confirmant celle de ses délégués. Elle fut publiée dans un journal de New-York dans les termes suivants :

« Je me suis convaincu de la manière la plus complète des vertus  
« du peuple juif et considère comme mon devoir d'honnête homme de  
« réparer l'injustice que j'ai commise envers les Juifs en demandant  
« pardon pour le tort que je leur ai causé sans le vouloir. Les Juifs  
« peuvent être désormais assurés de mon amitié et de ma bienveil-  
« lance. »

L'« abdication » de Ford est confirmée par sa lettre du 1<sup>er</sup> novembre 1927 adressée à M. Fristche. Tout en citant dans cette lettre sa déclaration de juin 1927, sur l'inconsistance de son livre, *la Juiverie Internationale*, Ford exigea que le traducteur et l'éditeur de ce livre

détruisent tous les exemplaires de l'ouvrage et s'abstiennent de le propager.

Fristche se vit forcé de céder aux ordres de Ford et consentit à satisfaire son désir sous certaines conditions tout en remarquant fort justement que Ford avait été considéré pendant un moment en homme invincible et puissant sur lequel étaient fondées toutes les espérances des esprits loyaux pour délivrer enfin l'humanité des chaînes de l'esclavage juif.

En effet, ce brusque changement est inconcevable. Ford n'était point un enfant en écrivant son livre, il y confirmait toutes ses déclarations par divers faits statistiques; donc « en abdiquant » ses déclarations il démentait aussi l'importance de ces faits qui ont pourtant existé. Il est bien évident que des mesures très puissantes pouvaient seules contraindre l'archi-millionnaire Ford à faire acte de contrition devant tout l'univers pour ses prétendus torts envers les Juifs; il est évident aussi que la juiverie, si adroite dans l'art de l'espionnage et du chantage, avait su trouver dans les sphères économiques de Ford des points assez vulnérables pour le forcer aussi à se rendre. Ce n'est point un secret que Ford, par son œuvre économique, sa politique et sa manière d'envisager largement la question ouvrière, avait soulevé contre lui le monde industriel et commercial d'Amérique, tous ceux auxquels sa politique économique avait causé un tort matériel ou qui avaient été forcés de fermer leurs entreprises (et nous savons bien d'ailleurs que la majorité des entreprises industrielles et commerciales de l'Amérique se trouvent dans les mains de la juiverie). Voilà, semblerait-il, la clé de ce mystère. Malgré toute la fortune de Ford, malgré tout le dévouement dont l'entourent ses subordonnés, nous savons bien que tous les créateurs de prodigieuses fortunes amassées avec une rapidité vertigineuse, comme le fut celle de Ford, ne peuvent éviter, avant d'arriver au but, bien des risques, bien de légers accroc; il suffit d'arracher un chaînon de la chaîne des entreprises comme celles de Ford pour faire crouler tout l'édifice qui paraissait tout à l'heure si puissant économiquement. Sans le vouloir, une question se pose : la juiverie a-t-elle réussi à trouver dans les affaires de Ford ces points vulnérables qui, menacés, le forceraient à céder?

Cette victoire magnifique de la juiverie mondiale remportée sur un personnage aussi important que Ford, cette victoire ayant abattu un des ennemis les plus invincibles du Kahal universel, aurait dû être célébrée triomphalement par ce dernier au son des fanfares et des timbales. Cependant, les dirigeants juifs sont trop sensés pour risquer un pas aussi imprudent : ils se contentent de détenir pour le moment leur victoire et son importance universelle; ils préfèrent remettre les suites à un moment propice; ils conçoivent parfaitement qu'une réjouissance trop exubérante attirerait par trop l'attention des personnes connaissant l'œuvre de la juiverie et du reste de l'humanité. Aussi,

provisoirement, ne se soucient-ils point de dévoiler devant les non-initiés l'importance croissante de la conquête mondiale juive... Et voilà pourquoi, tout en confirmant le désistement de Ford, la presse juive s'abstient encore de célébrer son triomphe...